COMMUNAUTE DE COMMUNES

VALLEE DE LA DOLLER ET DU SOULTZBACH

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

PLUi APPROUVE

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire
En date du 15/06/2022, à Masevaux-Niederbruck

Communauté de Communes de la Doller et du Soultzbach
C.C.V.D.S.

M. Christophe BELTZUNG, Président



1. RAPPORT DE PRESENTATION (RP)

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE (EE)

Document approuvé le 15/06/2022

MAITRISE D'OUVRAGE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE LA DOLLER ET DU SOULTZBACH 9, Place des Alliés 68290 MASEVAUX 03 89 38 81 75	Christophe BELZUNG, président Elsa NORTH, chargée de mission PLUi

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

AGENCE D'URBANISME DE LA REGION MULHOUSIENNE 33, avenue de Colmar 68200 MULHOUSE aurm agence d'urbanisme de la région mulhousienne	Christelle BARLIER *Chargée d'études urbanisme-planification* *Urbaniste qualifiée OPQU* Cécile CALIFANO-WALSCH *Chargée d'études Aménagement - Urbanisme* *Paysagiste DPLG- Urbaniste IFU*

Auteurs de l'étude :

CLIMAX L'atelier 7, rue des rochelles 68290 BOURBACH-LE-HAUT 03.89.28.06.71 atelier-climax.fr			
Jean-Charles DOR *Ecologue, co-gérant*	Cartographie, analyse des secteurs ouverts à l'extension. Mesures. Rédaction, SIG.	Nadine FORESTIER *Ecologue, co-gérante*	Paysage, analyse du règlement, compatibilité. Rédaction, cartographie SIG.

/// SOMMAIRE

1. INTRODUCTION 9

2. OBJECTIFS ET CONTENU DU DOCUMENT 10

2.1. OBJECTIFS ET PRINCIPES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 10

3. RESUME NON TECHNIQUE 13

3.1. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 14
3.2. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE REALISATION DU PLU 18
3.3. ARTICULATION ET COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES 18
3.3.2. Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE et SAGE) 20
3.3.3. Plans de Prévention des Risques Naturels et Technologiques 22
3.3.4. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 22
3.3.5. Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) 23
3.4. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET DE PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT 24
3.4.1. Incidences des zones à urbaniser sur l'environnement 24
3.4.2. Incidences du PLUi sur Natura 2000 32
3.5. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION 33
3.6. MESURES DE COMPENSATION 33

4. L'ENVIRONNEMENT ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION 36

4.1. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE 36
4.2. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE DE LA CCDVS 38
4.2.1. Enjeux du milieu physique 38
4.2.2. Enjeux du milieu naturel 44
4.2.3. Enjeux du milieu humain 57
4.3. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE REALISATION DU P.L.U.I 69
4.3.1. Evolutions sur le milieu physique 69
4.3.2. Evolutions des espaces naturels, agricoles et forestiers 72
4.3.3. Evolutions sur le paysage et le patrimoine 78
4.3.4. Evolutions sur les ressources et les risques et l'énergie 84

5. LE P.L.U.I. RETENU 87

5.1. ELEMENTS DU PLUI EN RELATION AVEC L'ENVIRONNEMENT 87
5.1.1. Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) 87
5.1.2. Zonage et règlement du P.L.U.i 90
5.1.3. Secteurs ouverts à l'urbanisation 96
5.2. COHERENCE INTERNE DES PIECES CONSTITUTIVES DU PLUI 101
5.3. ARTICULATION ET COMPATIBILITE DU P.L.U.I AVEC D'AUTRES PLANS ET PROGRAMMES 112
5.3.1. SCoT du Pays Thur Doller 112
5.3.2. Schéma D'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE et SAGE) 124
5.3.3. Plans de Prévention des Risques Naturels et Technologiques 133
5.3.4. Schéma Régional de Cohérence Ecologique Alsace (SRCE) 135
5.3.5. Schéma Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) 137

5.3.6. Plan Climat Energie Territorial (PCET) 138
5.3.7. Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 140
5.3.8. Plan de Prévention contre le Bruit dans l'Environnement (PPBE) 140
5.3.10. Schéma Régional d'Aménagement des Forêts des Collectivités (SRAFC) 142
5.3.11. Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) 144
5.3.12. Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires 144
5.3.13. Schéma Départemental d'accueil des Gens du Voyage du Haut-Rhin 146

6. CHOIX RETENUS AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE PLUI 147

6.1. EXPOSE DES CHOIX RETENUS AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT 147
6.2. SECTEURS A URBANISER 149
6.3. OAP SECTORIELLES ET THEMATIQUES 150

7. EVALUATION DES EFFETS NEGATIFS DU PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT 158

7.1. ORIGINE DES EFFETS NEGATIFS SUR L'ENVIRONNEMENT 158
7.2. EFFETS DU SUR LES THEMES DE L'ENVIRONNEMENT 158
7.2.1. Effets sur le milieu physique et les ressources (air, eau, sols) 158
7.2.2. Effets sur la biodiversité 162
7.2.3. Effets sur le milieu humain 197
7.3. EFFETS DES SECTEURS A URBANISER SUR L'ENVIRONNEMENT 208
7.3.1. Burnhaupt-le-Bas 208
7.3.2. Burnhaupt-le-Haut 222
7.3.3. Guewenheim 231
7.3.4. Lauw 236
7.3.5. Masevaux (Masevaux-Niederbruck) 242
7.3.6. Niederbruck (Masevaux-Niederbruck) 254
7.3.7. Oberbruck 256
7.3.8. Sentheim 259
7.3.9. Sewen 263
7.3.10. Soppe-le-Bas 265
7.3.11. Soppe-le-Haut (Soultzbach) 269

8. MESURES ENVIRONNEMENTALES E-R-C 272

8.1. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION RETENUES 272
8.1.1. Evitements 272
8.1.2. Réduction d'impacts 273
8.2. MESURES COMPENSATOIRES RETENUES 273
8.2.1. Evaluation surfacique de la compensation 274
8.2.2. Descriptif générique des mesures compensatoires 276
8.2.3. Mesures compensatoires par commune 282

9. SUIVIS DE L'EVOLUTION DU P.L.U.I. 347

9.1. TYPES D'INDICATEURS 347
9.2. LISTE DES INDICATEURS PROPOSES 348

10. CONCLUSION 349

11. METHODOLOGIE 350

11.1. ELEMENTS DE DIAGNOSTIC, PERSPECTIVES D'EVOLUTION **350**
11.1.1. Méthodes des inventaires de terrain 350
11.1.2. Cartographie numérique sous SIG 350
11.1.3. Valeurs et enjeux 350
11.2. ANALYSE **351**
11.2.1. Compatibilité 351
11.2.2. Evaluation des incidences du PLUI sur l'environnement 351
11.2.3. Mesures d'insertion environnementale – démarche E-R-C 352
11.3. DIFFICULTES RENCONTREES **353**
11.3.1. Niveau de connaissance 353
11.3.2. Evaluation des effets 353
11.3.3. Mise en œuvre des mesures 353

12. ANNEXES **354**

12.1. CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES COMPENSATOIRES **354**

Tableau 1 : Eléments règlementaires de l'EE dans le document 12
Tableau 2 : Superficies de compensations par commune dans le PLUi arrêté 34
Tableau 3 : Synthèse des enjeux du milieu physique 43
Tableau 4 : Habitats remarquables dans la CCVDS 47
Tableau 5 : Protections du patrimoine naturel dans les vallées de la Doller et du Soultzbach 51
Tableau 6 : Synthèse des enjeux pour la biodiversité dans la CCVDS 55
Tableau 7 : Synthèse des enjeux du milieu humains dans la CCVDS 66
Tableau 8 : Projets hydrauliques et leurs effets 71
Tableau 9 : Réservoirs de biodiversité de la CCVDS récemment affectés 75
Tableau 10 : Modes de gestion inadaptés aux fonctions de la forêt 75
Tableau 11 : Etat des continuités écologiques 76
Tableau 12 : Evolutions négatives sur la ressource en eau et les risques liés à l'eau 85
Tableau 13 : Orientations du PADD 88
Tableau 14 : Superficies de chaque secteur du zonage du PLUi arrêté 91
Tableau 15 : Superficies de chaque secteur du zonage du PLU arrêté VS PLUi approuvé 94
Tableau 16 : Secteurs en Ha, prévus à l'urbanisation par commune (PLUi arrêté) 96
Tableau 17 : Secteurs prévus à l'urbanisation par commune (PLUi arrêté / PLUi approuvé) 97
Tableau 18 : Orientations du SCOT PTD applicables à la CCVDS 113
Tableau 19 : Orientations du SCOT PTD et transcriptions dans le PADD du PLUi 114
Tableau 20 : Surfaces de zones humides (hors SAGE) localisées dans des zones U et AU du PLUi arrêté (en ha) : 128
Tableau 21 : Critères environnementaux dans les secteurs AUp/AUs 149
Tableau 22 : Aspects environnementaux dans les OAP sectorielles de la CCVDS 151
Tableau 23 : Sites Natura 2000 dans la CCVDS 163
Tableau 24 : Superficies des sites N2000 dans la CCVDS 163
Tableau 25 : Secteurs urbanisés ou à urbaniser du PLUi arrêté dans la ZPS Hautes-Vosges 165
Tableau 26 : Oiseaux justifiant la ZPS Hautes-Vosges 173
Tableau 27 : Habitats et espèces justifiant la ZSC Vosges du Sud 179
Tableau 28 : Habitats et espèces justifiant la ZSC Vallée de la Doller 183
Tableau 29 : Espèces recensées dans les zones AU à Burnhaupt-le-Bas 220
Tableau 30 : Espèces recensées dans les zones AU à Burnhaupt-le-Bas 229
Tableau 31 : Espèces recensées dans les zones AU du PLUi arrêté à Guewenheim 235
Tableau 32 : Espèces recensées dans les zones AU à Lauw 240
Tableau 33 : Espèces recensées dans les zones AU à Masevaux 251
Tableau 34 : Espèces recensées dans les zones AU à Niederbruck 255
Tableau 35 : Espèces recensées dans les zones AU à Oberbruck 258
Tableau 36 : Espèces recensées dans les zones AU à Sentheim 261
Tableau 37 : Espèces recensées dans les zones AU à Soppe-le-Bas 267
Tableau 38 : Superficies de compensations par commune 274
Tableau 39 : types de mesures par communes 274
Tableau 40 : Liste des indicateurs du PLUI 348

Carte 1 : La CCVDS dans le Département du Haut-Rhin 9
Carte 2 : Territoire de la CCVDS 37
Carte 3 : Types de rivières de la CCVDS 40
Carte 4 : Zones humides de la CCVDS 42
Carte 5 : occupation du sol et milieux naturels et semi-naturels 45
Carte 6 : Inventaires au titre de la biodiversité 49
Carte 7 : évaluation de la valeur des 60 sites par la « méthode ZNIEFF Alsace » 50
Carte 8 : Sites bénéficiant d'une protection au titre de la biodiversité 52
Carte 9 : trame verte et bleue de la CCVDS au niveau local 54
Carte 10 : Répartition des observations des espèces protégées en France et en Alsace dans la CCVDS 56
Carte 11 : Captages AEP et périmètres de protection 58
Carte 12 : Synthèse des espaces dédiés à l'agriculture sur la CCVDS 60
Carte 13 : Carte des zones inondables du PPRi de la Doller 62
Carte 14 : Zonage du PLUi arrêté 93
Carte 15 : Zonage du PLUi approuvé 95
Carte 16 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la haute vallée de la Doller 98
Carte 17 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la partie médiane de la vallée de la Doller et le Haut-Soultzbach 99
Carte 18 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la partie aval de la vallée de la Doller et Soppe-le-Bas 100
Carte 19 : Alimentation en eau potable et PLUI projeté 125
Carte 20 : Zonage du PLUi arrêté dans la ZPS Hautes Vosges et la ZSC Vosges du Sud 168
Carte 21 : Entités de la ZPS Hautes Vosges au contact de l'urbain 169
Carte 22 : Pie-grièche écorcheur et Pic cendré et la ZPS Hautes-Vosges 175
Carte 23 : Pie-grièche écorcheur et Pic cendré en avant-vallée et Soultzbach 177
Carte 24 : Modification des zonages en zone de montagne à Sewen et Oberbruck 178
Carte 25 : Zonage du PLUI dans la ZSC Vallée de la Doller 181
Carte 26 : Données récentes des espèces de la ZSC Vallée de la Doller 184
Carte 27 : Exemple de zonages « inconstructibles » dans des sites identifiés à protéger par une extension des sites Natura 2000 187
Carte 28 : Zones humides et secteurs AU du PLUi arrêté à Burnhaupt-le-Bas 218
Carte 29 : Agrion de Mercure et secteur AUu à Burnhaupt-le-Bas 219
Carte 30 : Plante protégée remarquable dans le secteur AUp du PLUi arrêté à Lauw 239
Carte 31 : Mesures de compensation à Burnhaupt-le-Bas 283
Carte 32 : Mesures de compensation à Burnhaupt-le-Haut dans le PLUi arrêté 291
Carte 33 : Mesures de compensation sur le Kleebach à Burnhaupt-le-Haut dans le PLUi arrêté 292
Carte 34 : Mesures de compensation pour Guewenheim dans le PLUi arrêté 301
Carte 35 : Mesures de compensation en verger à Lauw (p.p. Sentheim) dans le PLUi arrêté 307
Carte 36 : Mesures de compensation en verger à Masevaux dans le PLUi arrêté 314
Carte 37 : Mesure de compensation forestière au Dickhag dans le PLUi arrêté 315
Carte 38 : Sites de compensation à Oberbruck dans le PLUi arrêté et approuvé 322
Carte 38 : Sites de compensation à Oberbruck dans le PLUi approuvé 322
Carte 39 : Sites de compensation à Sentheim dans le PLUi arrêté 325
Carte 40 : Sites de compensation à Soppe-le-Bas dand le PLUi arrêté 335
Carte 41 : Sites de compensation à Soppe-le-Haut dans le PLUi arrêté 343

Figure 1 : Bloc-diagramme du secteur de la CCVDS 39
Figure 2 : Part des types d'habitats dans la CCVDS 44
Figure 3 : Nombre d'espèces et habitats remarquables dans la CCVDS 46
Figure 4 : Parts relatives des communes comportant des sites recensés au titre de la biodiversité 48
Figure 5 : Urbanisation dans la ZPS à Kirchberg et Wegscheid 73
Figure 6 : Impacts récents sur les zones humides et la biodiversité 74
Figure 7 : Parts relatives des communes comportant des sites recensés au titre de la biodiversité 91
Figure 8 : Façades urbaines et secteurs à urbaniser à Lauw 116
Figure 9 : Façades urbaines et secteurs à urbaniser à Lauw 121
Figure 10 : Besoins fonciers et consommation foncière « habitat » hors T0 (2016-2030) 122
Figure 11 : Zones humides confrontées à des projets urbains 128
Figure 12 : Eléments de la Trame Verte et Bleue confrontés au projet de PLUI 136
Figure 13 : 30 objectifs du SRADDET du Grand Est 144

Le présent rapport correspond à l'Evaluation Environnementale du PLUi approuvé.

Ce document a été rédigé en reprenant l'analyse du PLUi arrêté, avec mise en évidence des principaux points d'évolution vers le PLUi approuvé.

Les modifications mises en œuvre par la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (CCVDS) ont consisté à apporter une réponse aux avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et du public, suite à l'enquête publique qui s'est achevée le 19/03/2021. Les réponses favorables portent majoritairement sur des évolutions du PLUi en faveur de l'environnement (démarche ERC).

Les changements apportés concernent tant les justifications, le Règlement écrit que le Règlement graphique et les OAP.

Pour faciliter la lecture du document et identifier clairement les évolutions majeures du PLUi et leurs implications dans l'Evaluation Environnementale, entre la version arrêtée et la version approuvée, les évolutions du PLUi sont indiquées dans des encarts verts avec texte en rouge.

Ces modifications sont notamment intégrées au volet Eviter-Réduire-Compenser (ERC) de l'Evaluation Environnementale : l'évaluation des incidences du PLUi sont reprises à partir de la version arrêtée, afin de conserver l'historique du projet et de retracer son évolution.

D'autres modifications mineures sont directement appliquées dans le corps du texte, en rouge.

Principales modifications apportées par la CCVDS au PLUi et justifications

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Vallée de la Doller et du Soultzbach a été prescrit le 30 décembre 2015. L'arrêt du projet a été délibéré le 19 février 2020, traversé par la crise sanitaire, il a été soumis à enquête publique du 15 février au 19 mars 2021. La commission d'enquête a émis un avis favorable au projet de PLUi assorti de recommandations.

A l'issue de l'enquête publique et conformément aux dispositions de l'article L153-21 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, est approuvé par délibération du Conseil Communautaire.

La Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach, a décidé, au vu des avis défavorables des personnes publiques associées lors de l'arrêt, de mettre en place une concertation accrue avec les partenaires et notamment les services de l'Etat pour consolider juridiquement les modifications a effectuées et aller dans le bon sens des demandes.

4 principales thématiques ressortaient dans les remarques :

- La consommation de l'espace (habitat, tourisme)
- L'environnement (STECAL, Mesures ERC)
- Les risques (inondation, zones humides)
- Le règlement (disposition autorisée, patrimoine)

La CCVDS traite l'ensemble de ces thématiques et répond à chaque remarque effectuée par les personnes publiques associées, les habitants et la commission d'enquête.

En premier lieu, la CCVDS a revu sa définition des besoins en therme de consommation foncière puis son explication. En effet, a été beaucoup soulevé la difficulté de compréhension des pièces du PLUi et notamment du développement envisagé. Le raisonnement du SCOT Thur Doller avait totalement été repris dans le raisonnement du PLUi, mais n'est pas celui qui est généralement employé dans les documents d'urbanisme. Il y a donc désormais deux comparatifs au niveau de la consommation de l'espace : celui avec le raisonnement SCOT, et la reprise de la consommation en fonction du « temps 0 ». Puis celui avec un raisonnement en termes de superficies brutes, strictes, sans prise en compte du « temps 0 » mais qui montre plus concrètement la modération de la consommation foncière et qui est plus généralement employé.

Le projet en matière d'habitats

Perspectives démographiques (Repris du SCOT Thur Doller)

- Evolution de la population projetée au SCOT : taux de croissance annuel moyen de la commune ou communauté de communes : +0,5% (+1232 logements sur 2012-20242)

- Période concernée par le projet de document d'urbanisme :

SCOT : 2012 -2024

PLUi : 2016-2030

- Projection de l'évolution de population sur la durée du document d'urbanisme (en nombre d'habitants) : SCOT : + 1217 habitants sur la période 2012-2024 (étendue à 2030 au PLUi)

- Evolution de la taille des ménages : 2,4

Capacité de densification des zones urbaines

Surfaces mobilisables au sein de la zone urbaine (dents creuses) : 101,4 ha

Nombre de logements vacants existants à réinvestir : 108

Principales modifications apportées par la CCBDS au PLUi et justifications / *suite…*

Projet

- Besoin global en logements 2016-2030 : 1.050 logements
- Nombre de logements projetés :
  - en mobilisation des dents creuses : 577 logements total projeté en dent creuse (55%)
  - en mobilisation des logements vacants : dont 108 logements vacants
  - en extension de la zone urbaine : 473 (45%)
- Surface nécessaire en densification : 23 ha
- Surface nécessaire en extension : 26,7 ha
- Densité de logements en zone d'extension : selon les communes

Explications détaillées

Changements opérés pour l'approbation

• Majorations foncières pour mixité et pour voirie nuancées selon les contextes : la majoration de 10 % des enveloppes foncières pour intégration de fonctions autres que les logements n'est maintenue que pour les communes jouant un rôle de polarité (6 communes sur 15). La majoration de 20% pour réalisation des voiries est abaissée à 10% dans le cas des communes ne disposant pas de grands secteurs U ou AU à urbaniser (7 communes sur 15) ;

• Horizon du PLUi clarifié au PADD : la date départ de mise en œuvre du PLUi et des objectifs de logements et de foncier associés est mieux indiquée dans le rapport de présentation et est ajoutée au PADD, soit un PLUi courant sur la période 2016-2030. Tout est désormais scindé de la période SCOT 2012-2024 puisqu'étendu à 2030 dans le PLUi ;

• Suppression de la quasi-totalité des zones AUu, équivalant à des réserves foncières au-delà de l'horizon du PLUi : toutes les zones AUu à destination d'habitat et de tourisme (plan d'eau 14 ha) sont supprimées, ceci équivaut à 24 hectares redevenus zonage agricole ou naturel. Pour ce qui est de l'économie, les réserves foncières sont passées de plus de 18 ha à 12 ha.

• Suppression de zones AU : Initialement, la CCVDS pensait réaliser un meilleur phasage des zones AUp et AUs. Le but était de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones AUS et ouvrir à l'urbanisation immédiate uniquement les zones AUP qui se rapprochent du besoin brut du foncier en extension. Cependant, au vu du nombre de remarques à ce sujet des Personnes Publiques Associées (DDT, MRAE, CDPENAF), la CCVDS se devait de déclasser les superficies excédentaires aux besoins bruts identifiés. (Voir tableaux finaux ci-après)

• Chiffres parlants concernant les modifications sur la consommation foncière :

> 26,2 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'arrêt => 18,6 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'approbation

> Déclassement de 7,6 hectares de zones AU hors temps 0

> Déclassement de 10,7 hectares réels de zones AU en superficie

1. INTRODUCTION

L'évaluation environnementale porte sur le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (CCVDS).

La CCVDS, maître d'ouvrage du document d'urbanisme, est un Établissement Public de Coopération Intercommunale.

Le territoire est constitué des bans de 15 communes où vivent 16.831 habitants (2015). Il est situé dans le Sud-Ouest du Département du Haut-Rhin (carte suivante), au contact du Territoire de Belfort et du Département des Vosges.

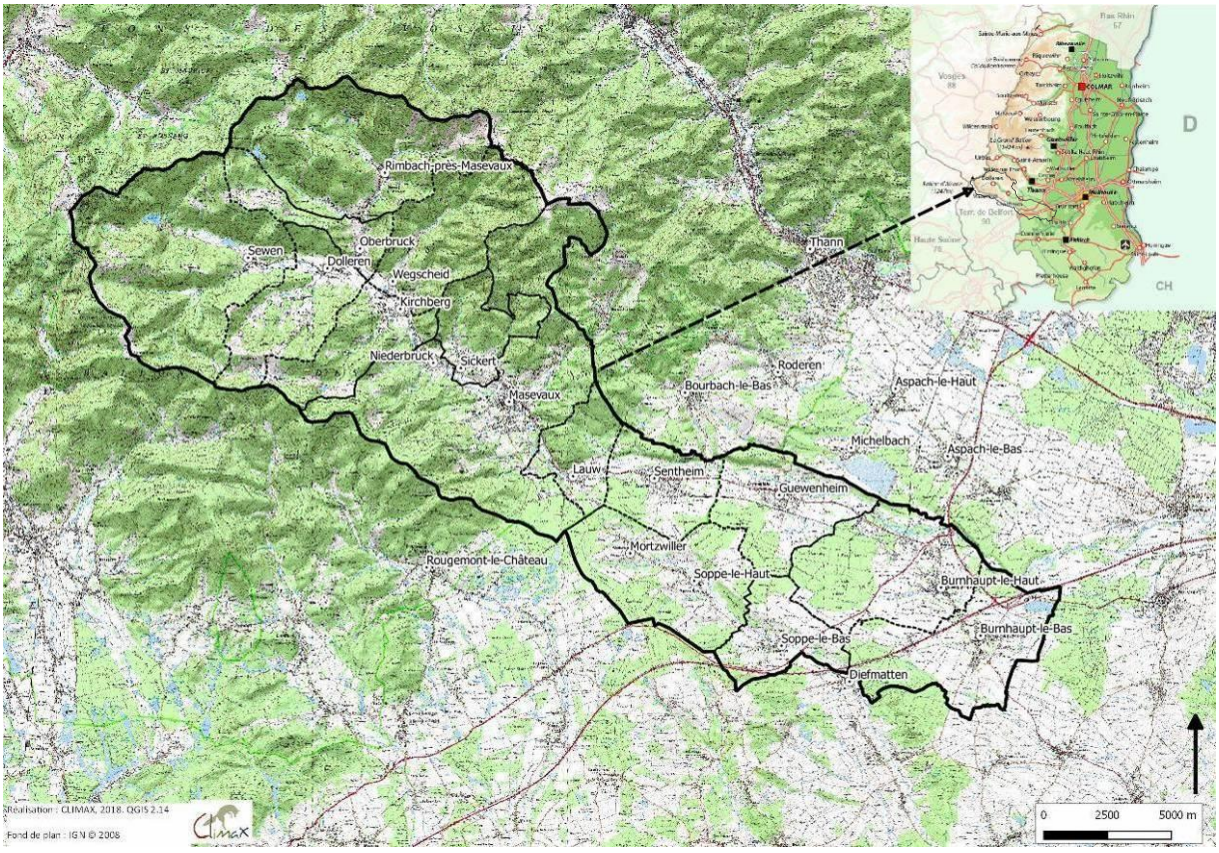
La nécessité de l'Evaluation Environnementale du PLUI découle notamment de la présence, sur le territoire communal de plusieurs site Natura 2000 (ZSC et ZPS). Le champ de l'étude ne se réduit pas à la biodiversité, il prend en compte tous les thèmes environnementaux du territoire.

L'objectif de l'évaluation environnementale est d'apporter une plus-value environnementale sur le territoire intercommunal. Elle consiste, à travers une démarche conduite avec les acteurs du document d'urbanisme, à obtenir une qualité environnementale optimale.

L'étude développe particulièrement :

- Les effets du projet urbain sur l'environnement du territoire ;
- Les choix d'aménagement portant sur des critères environnementaux ;
- Les mesures retenues par la collectivité pour éviter, réduire et au besoin compenser les effets du document d'urbanisme.

Carte 1 : La CCVDS dans le Département du Haut-Rhin



2. OBJECTIFS ET CONTENU DU DOCUMENT

2.1. OBJECTIFS ET PRINCIPES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale est issue de la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dite EIPPE.

Pour les documents d'urbanisme, elle est requise dès lors que le projet est susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement.

L'évaluation environnementale (EE) consiste en une démarche d'aide à la décision accompagnant l'élaboration du document d'urbanisme, ici le PLUI, conçu comme un projet de développement durable (THIOLLIERE et *al.*, 2011).

Les principaux objectifs de l'EE des documents d'urbanisme sont de :

- Fournir des éléments de connaissance environnementale utiles à l'élaboration du PLUI
- Aider au choix d'aménagement et à l'élaboration du PLUI
- Contribuer à la transparence des choix et rendre compte des impacts des politiques publiques
- Préparer le suivi de la mise en œuvre du PLUI

Les grands principes de l'EE sont la mise en œuvre d'une démarche progressive au regard de l'importance des enjeux (principe de proportionnalité), la mise en évidence des interactions entre les thématiques environnementales et la prise en compte des relations avec les territoires voisins.

La conduite de l'EE repose sur des allers-retours avec le PLUI en cours d'élaboration (démarche itérative).

Cette itération se traduit par une modification du projet de planification urbaine par l'EE et réciproquement, jusqu'à l'aboutissement du document d'urbanisme équilibré du point de vue environnemental.

Ces allers-retours conduisent à des choix relatifs à l'environnement dont les principaux sont explicités (transparence du processus d'élaboration du PLUI).

2.2. CONTENU DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'Article R151-3 du Code de l'Urbanisme précise le contenu de l'évaluation environnementale :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.
La localisation de ces éléments dans l'évaluation environnementale est indiquée au tableau suivant.

Le présent rapport correspond à l'Evaluation Environnementale du PLUi approuvé.

Rédigé en reprenant l'analyse du PLUi arrêté, le document intègre les modifications apportées par la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (CCVDS) afin de prendre en considération les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et du public, suite à l'enquête publique qui s'est achevée le 19/03/2021.

Les compléments apportés au PLUi arrêté sont indiqués dans des encarts verts avec texte en rouge afin de faciliter la lecture et identifier les évolutions majeures et les principaux changements apportés à l'Evaluation Environnementale entre la version arrêtée et la version approuvée.

Ces modifications sont notamment intégrées dans le volet Eviter-Réduire-Compenser (ERC) de l'Evaluation Environnementale : l'évaluation des incidences du PLUi relatives au PLUi arrêté sont conservées telles quelles, afin de conserver l'historique du projet et de retracer son évolution, mais les principales modifications apportées par le PLUi approuvé y sont indiquées.

D'autres modifications mineures sont directement appliquées dans le corps du texte, en rouge.

Tableau 1 : Eléments règlementaires de l'EE dans le document

Points du R151-3 du Code de l'Urbanisme	Numérotation et localisation dans ce document
1. Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement	5. PLUI retenu 5.3. Articulation et compatibilité du PLUI avec d'autres plans et programmes.
2. Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable	4. L'environnement et les perspectives d'évolution. 7.3. Description de l'environnement des sites AU faite dans l'analyse des effets du projet.
3. Les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000	7. Evaluation des effets du PLUI sur l'environnement. Dont 7.2.2 sur le réseau Natura 2000.
4. Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national…	6. Choix retenus PLUI au titre de l'environnement.
5. Mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement	8. Mesures ERC.
6. critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 …	9. Suivi de l'évolution du PLUI
7. Résumé non technique	3. Résumé non technique

3. RESUME NON TECHNIQUE

L'évaluation environnementale (EE) consiste en une démarche d'aide à la décision accompagnant l'élaboration du document d'urbanisme.

Elle est requise dans les territoires concernés par des sites Natura 2000 d'intérêt communautaire ou, à l'appréciation des services instructeurs, quand d'importants enjeux environnementaux sont décelés.

L'évaluation environnementale encadre de manière plus soutenue le PLUI sur toutes les composantes qui décrivent l'environnement du territoire concerné, notamment celles qui sont concernées par le projet d'aménagement.

L'évaluation est appelée à contribuer à :

- Bien identifier les enjeux environnementaux, au besoin en fournissant des éléments de connaissance complémentaires au rapport de présentation
- Contribuer à des choix plus favorables du point de vue environnemental
- Rapporter au législateur les étapes qui ont motivé les choix sur les aspects environnementaux
- Orienter et améliorer le suivi de l'environnement du document d'urbanisme

Le présent rapport correspond à l'Evaluation Environnementale du PLUi approuvé.

Rédigé en reprenant l'analyse du PLUi arrêté, le document intègre les modifications apportées par la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach (CCVDS) afin de prendre en considération les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et du public, suite à l'enquête publique qui s'est achevée le 19/03/2021.

Les compléments apportés au PLUi arrêté sont indiqués dans des encarts verts avec texte en rouge – tels que celui-ci - afin de faciliter la lecture et identifier les évolutions majeures et les principaux changements apportés à l'Evaluation Environnementale entre la version arrêtée et la version approuvée.

Ces modifications sont notamment intégrées dans le volet Eviter-Réduire-Compenser (ERC) de l'Evaluation Environnementale : l'évaluation des incidences du PLUi relatives au PLUi arrêté sont conservées telles quelles, afin de conserver l'historique du projet et de retracer son évolution, mais les principales modifications apportées par le PLUi approuvé y sont indiquées.

D'autres modifications mineures sont directement appliquées dans le corps du texte, en rouge.

3.1. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

L'analyse détaillée de l'état initial de l'environnement du territoire de la communauté de communes figure dans le rapport de présentation.

Nous rappellerons donc ici simplement les principaux enjeux qui en émanent en renvoyant à cette pièce du PLUI.

Les trois grands domaines environnementaux, physique, biologique (« naturel ») et humains sont présentés successivement. Cette présentation artificielle ne doit pas faire oublier les liens étroits qui lient les aspects physiques au domaine biologique qui sont le support des activités humaines.

ENJEUX DU MILIEU PHYSIQUE

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Eaux souterraines	Aquifères peu importants en amont mais suffisants pour alimenter les riverains. Aquifère de la Doller important dès l'aval de Lauw. Importance de niveau départemental de l'aquifère de la Doller à l'aval.	Prélèvements dans la partie aval (riverains, industries, agriculteurs). Menaces de pollutions diffuses et accidentelles (nappes libres peu protégées).	FORT
Eaux superficielles	Dense réseau hydrographique, principalement développé autour de la Doller. Quatre types morphologiques de rivières dont celui, remarquable, de rivière de piémont (Doller aval). Des ouvrages lourds (lacs amont, lac-barrage de Michelbach) ont artificialisé la Doller	Amplification des risques d'inondation. Proximité des eaux courantes avec certaines habitations, principalement à l'amont. L'urbanisme, l'industrie, le tourisme et des activités agricoles (culture de maïs) menacent la quantité et la qualité des eaux.	FORT
Zones humides	11% du territoire couvert par des zones humides, notamment de type alluvial. Assurent des services écologiques importants : rétention des eaux, soutien des rivières à l'étiage, épuration, refuges de biodiversité, éléments paysagers. Plusieurs zones humides remarquables pour la biodiversité.	Méconnaissance de certaines zones humides menacées par des destructions dont l'urbanisme. Prélèvements des aquifères réduisent certaines zones humides à l'aval.	FORT
Sols	A l'amont, des sols bruns faiblement acides à humus mull et moder. A l'aval, sauf à proximité de la Doller ils sont majoritairement limoneux à argileux dont notamment des sols hydromorphes.	Sensibilité à l'érosion des sols à l'aval, constitués sur des loess.	MOYEN
Climat, air	Les climats se déclinent principalement suivant l'altitude. La forte pluviométrie amont alimente les rivières et les eaux souterraines.	Les mutations récentes (sècheresses) affectent la végétation (forêt) et réduisent la ressource en eau même en montagne.	MOYEN

ENJEUX DU MILIEU NATUREL

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Biodiversité	La forte part d'espèces et d'habitats rares et menacés en Alsace souligne la biodiversité remarquable dans Vallée de la Doller et du Haut-Soultzbach. Les sites repérés par l'Etat, dont une partie a fait l'objet de protections, couvrent principalement la haute-vallée de la Doller Seule la partie aval de la Doller et certains de ses abords ainsi qu'une partie du massif de l'Eichwald sont mentionnés à l'aval de Lauw Des espaces d'intérêt comparable aux ZNIEFF de type I ont été mis en évidence entre Masevaux et Guewenheim. A l'extrémité Est du territoire, les espaces agricoles qui sont dominants, exploités sous forme de grandes cultures sont très défavorables à l'expression des espèces sauvages.	L'altération de la biodiversité résulte principalement de la destruction et l'altération des habitats. Les sites les plus remarquables seront vraisemblablement peu touchés par le PLUI. Toutefois, la destruction continue observée des zones humides sous forme de remblais, de drainages et d'urbanisation élimine des refuges importants pour les espèces. En montagne, l'extension de projets touristiques, les défrichements des boisements naturelles et l'intensification des pratiques agricoles peuvent affecter les fortes valeurs présentes. La biodiversité ordinaire est menacée par la destruction des espaces périvillageois, principalement des prairies permanentes et des vergers. Des espèces protégées peuvent être touchées par les extensions urbaines.	MOYEN
Trame verte et bleue	La valeur du territoire pour la biodiversité repose sur la bonne fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue sur une majorité du territoire. Les principaux déficits touchent l'avant-vallée confrontée à une forte urbanisation et à de grandes cultures (matrice peu perméable) où les ligneux sont rares. La présence de forêts monospécifiques plantées (conifères) se traduit par une matrice forestière en partie déficiente en montagne.	Les coupes des bosquets, haies et arbres isolés affectent de manière continue les corridors des espaces ouverts. Les destructions de zones humides menacent également cette sous-trame. L'extension des zones urbaines peut conduire à augmenter les obstacles aux espèces ou à détériorer la trame verte intra-urbaine (urbanisation des dents creuses).	FORT
Sites Natura 20000	La ZPS « Hautes-Vosges » occupe la crête de la haute vallée du Sudel au Rossberg avec d'autres entités disjointes (basse altitude) La ZSC Vallée de la Doller correspond au lit majeur de la Doller et une partie du versant rive gauche. La ZSC Vosges du Sud se déploie sur la crête en rive gauche de la Doller, du Ballon d'Alsace au Rossberg.	Des entités de la ZPS « Hautes-Vosges » ont été rognés par l'urbanisme à Kirchberg, Rimbach-près-Masevaux, Wegscheid. Des projets urbains ponctuels altèrent ou peuvent affecter ces sites comme l'a fait le projet de la Fennematt. L'absence d'animateur et d'actions dans la ZSC « Vallée de la Doller » est défavorable au maintien de la qualité de ce site.	MOYEN

ENJEUX DU MILIEU HUMAIN

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Ressources (sols, alluvions, eaux, air)	Les sols se déclinent selon les unités naturelles, notamment l'altitude, constituent une ressource pour l'agriculture. Les eaux potables distribuées sont de bonne à très bonne qualité. L'aquifère de la Doller (Nord) constitue une ressource d'eau potable d'intérêt départemental. La qualité de l'air est qualifiée de "globalement bonne sur le territoire Thur Doller". La ville de Masevaux (plus peuplée) et les communes de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas montrent les émissions de polluants les plus élevée (chauffage, transports). L'agriculture a également sa part dans la pollution de fond et l'émission de GES. Les alluvions ou autres gisements ne sont plus exploités.	Les projets urbains d'entraineront une perte de sols accessibles aux agriculteurs près des zones urbaines. L'imperméabilisation de ces sols accélère le ruissellement. Des déficits d'assainissement affectent l'eau comme ressource. Les eaux souterraines et superficielles menacées par des pratiques agricoles ou des accidents. La qualité de l'air est menacée par l'accroissement des transports, du chauffage et de certaines implantations industrielles.	MOYEN (sols) à FORT (eaux)
Energies	La réduction de la consommation nécessite des efforts conséquents dans l'isolation des bâtiments et dans l'offre de transports publics de qualité (quasi-inexistante). Les énergies renouvelables pourraient se déployer autour de la ressource la plus abondante, le bois. Les projets éoliens et solaires n'ont pas encore été menés. L'équipement de turbines hydroélectriques est envisagé mais de potentiel sans doute limité.	Le PLUI pourrait être prescripteur, voire imposer des normes permettant de réduire la consommation énergétique ainsi que l'émission de GES.	MOYEN
Risques naturels	Risque principal : inondation qui provient de la Doller. Le PPRI qui a été contesté a été pris en compte en termes de risques. Ce risque est à corréler avec le maintien des zones humides. Territoire soumis à d'autres risques moins importants. Le risque « coulées de boues » est à mentionner surtout pour la partie Est du territoire.	L'urbain jouxte certaines zones inondables qui peuvent être investies. Certains secteurs instables (Soppe-le-Bas) sont à soustraire à l'urbanisme.	FORT
Risques technologiques	Risques de rupture de barrage (3 lacs à l'amont, 1 lac hors CCVDS). 11 activités industrielles classées ICPE dans le territoire mais de niveau assez bas. 1 périmètre SEVESO concerne 7 communes, émanant d'une usine hors CCVDS. Le transport de matières dangereuses par voie routière et gazoduc.	Les risques les plus importants se situent entre Guewenheim et Burnhaupt-le-Bas.	MOYEN

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Nuisances (pollution, bruit)	Les voies routières génèrent des nuisances sonores, des pollutions et affectent le paysage. Proviennent surtout de l'A36, RD83, la RD483 et la RD466 (aval Masevaux). Les nuisances les plus fortes proviennent de la RD83 et concernent les deux Burnhaupt. Nuisances issues des lignes HT et antennes de téléphonie mobile diffusant des champs électromagnétiques Plusieurs sites pollués sont enregistrés dans les bases BASOL et BASIAS. Les nuisances acoustiques proviennent des axes routiers, de courses automobiles (Sewen) et de salles diffusant de la musique amplifiée.	Risque potentiel d'augmentation des risques, principalement en bordure Est du territoire. Il s'agit de contraintes en termes d'affectation des terrains à l'urbanisme. Les sites pollués doivent être pris en compte pour vérifier la compatibilité avec un nouvel usage éventuel de ces terrains.	MOYEN
Activités économiques en lien avec l'environnement	L'agriculture est basée sur l'élevage à l'amont, de type maïsiculture dans la partie basse du territoire. Dans la partie Lauw-Guewenheim, et le vallon du Soultzbach, elle est mixte. La forêt joue un rôle important avec des forêts domaniales, communales et privées. La part des forêts privées est importante dans la partie vosgienne. Les changements climatiques en cours menacent certains peuplements en place.	Des espaces agricoles sont convoités par l'urbanisme ce qui peut affecter certaines exploitations. Les sorties d'exploitations menacent paysage et biodiversité. Le défrichement à des fins agricoles peut soustraire les superficies forestières	FORT
Paysage	Cinq sous-unités paysagères : - La Haute-Vallée de la Doller (Ballon d'Alsace – Lauw) sans Masevaux ; - La ville de Masevaux ; - L'avant-vallée de la Doller avec ses versants ; - Le Vallon du Soultzbach ; - La plaine et le débouché du Sundgau. Le paysage est issu de phénomènes naturels (cirques glaciaires, rochers), de modes d'exploitation agricole et sylvicole et de l'implantation humaine. Vecteur de l'identité du territoire, la qualité paysagère est une composante du cadre de vie et générer une attractivité.	Risque d'altération paysagère ponctuelle par la destruction de vergers, d'arbres isolés. Altérations plus diffuses touchant l'ensemble du territoire	FORT
Patrimoine culturel	13 édifices son recensés dans la base Mérimée dont deux sont classés au titre des Monuments Historiques Proviennent de l'architecture vernaculaire, les édifices cultuels, les petits éléments et le patrimoine minier. Masevaux se distingue par la densité des édifices présentant un intérêt culturel.	Risque de pertes d'édifices intéressants non protégés, principalement les maisons paysannes et le petit patrimoine.	ASSEZ FORT
Loisirs, détente en lien avec l'environnement	Randonnée, course, VTT, qui s'appuient sur les sites naturels et le réseau de fermes-auberges et refuges. Sports d'hiver (Ballon d'Alsace) très dépendants de l'enneigement. Plusieurs sites miniers constituent des objectifs de découverte (visites guidées).	Développements touristiques en lien avec le futur plan d'urbanisme	MOYEN

3.2. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE REALISATION DU PLU

Les enjeux environnementaux ayant été identifiés, il s'agit de vérifier si la traduction des enjeux au sein du PLUi est cohérente entre toutes les pièces qui composent les documents et si les dispositions prévues sont facilement applicables.

Sur la base de l'identification des enjeux environnementaux lors de l'état initial de l'environnement, des orientations structurantes en matière d'environnement pour la CCVDS ont été déterminées traduisant et intégrant ces enjeux, notamment au travers du PADD.

L'analyse indique que globalement, les différentes pièces du PLUi sont mises en cohérence et ne présentent pas de discordance majeure. Le zonage et les OAP (thématiques et sectorielles) reprennent les objectifs du PADD. Le règlement est mis en cohérence et garantit la réalisation de ces objectifs.

Certaines incohérences sont notées à la marge, et certains thèmes ne sont peu ou pas abordés par le PLUi (énergie, déchets, assainissement).

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

Des modifications ont été apportées au PLUi après enquête publique. Elles permettent une **meilleure compatibilité interne des pièces du PLUi**. Les principaux éléments sont rappelés ici sommairement :

Suppression de la quasi-totalité des réserves foncières (zones AUu), dont notamment celle du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas, Plusieurs vergers sont restitués aux zones agricoles A et naturelles N, notamment en zone périurbaine à Masevaux (zone AUs Collège supprimée) et en dent creuse à Burnhaupt-le-Haut et à Burnhaupt-le-Bas, Les zones humides sont davantage préservées via une indication au Règlement graphique et des précisions dans le Règlement écrit et les OAP pour préserver leurs fonctions, adapter le CBS et, si nécessaire, les compenser, Une zone non aedificandi est désormais spécifiquement intégrée aux Règlements écrit et graphique, afin de protéger les emprises ferroviaires de l'ancienne voie ferrée dans sa traversée des zones urbanisées (Sentheim, Lauw, Masevaux). Le Schéma vélo du Pays Thur Doller est intégré à l'OAP thématique « Mobilités », les terres agricoles sont davantage épargnées par les extensions urbaines, notamment par la suppression des réserves foncières et la réduction du nombre de zones AU. Les serres et abris de pâtures sont désormais autorisés, sous conditions, en zone agricole inconstructible (Ai)…

3.3. ARTICULATION ET COMPATIBILITE AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

Le PLUi prend assez bien en compte les objectifs du Grenelle de l'environnement, notamment en ce qui concerne le renouvellement et la densification urbaine (dents creuses et secteurs UP, US) dans l'optique de limiter la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers. Il prend notamment en compte les risques majeurs, la biodiversité, la trame verte et bleue, la mobilité et la santé humaine.

Les modifications apportées au PLUi après enquête publique permettent une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux. La réduction des zones urbanisables et la préservation accrue des zones naturelles et agricoles améliorent la compatibilité du PLUi avec les plans et programmes d'intérêt supérieur.

➔ *Voir détails dans les chapitres suivants.*

3.3.1. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS THUR DOLLER (SCOT)

Le PLUi respecte globalement les objectifs du SCoT en tenant compte des divers éléments dans son zonage et la mise en place de ses OAP : Les grands massifs boisés sont classés en zone N (voire Ni lorsqu'ils cumulent des enjeux de biodiversité ou de paysage) avec un surzonage en Espace Boisé Classé (L113-1 du CU) pour leurs rôles de réservoir de biodiversité.

Les éléments arborés plus ponctuels (alignements d'arbres, ripisylves, vergers et arbres isolés) et les Zones Humides Remarquables prioritaires du SAGE de la Doller sont reportés sur le plan de l'OAP thématique Trame Verte/Biodiversité. Y figurent également les zones humides du SAGE de la Largue et celles identifiées par CLIMAX dans le cadre du PLUi.

Une OAP thématique est déclinée spécifiquement pour le Paysage et le Patrimoine. Une autre pour les risques et la santé humaine a été rédigée pour le PLUi approuvé.

Les modes de déplacements doux (cheminements piétons, itinéraires cyclables…) sont préservés et encouragés, notamment à travers une OAP thématique « Mobilités » et plusieurs emplacements réservés sont prévus pour l'aménagement de cheminements piétons.

Les éléments visuels structurants du DOO du SCoT sont pris en compte dans le PLUi à travers les OAP thématiques et sectorielles, qui intègrent notamment la préservation/création d'interfaces végétalisées entre espace urbain et agricole. Les façades paysagères sont préservées de l'urbanisation et les vergers périurbains sont protégés via un surzonage au titre du L.151-23.

Cependant, plusieurs écarts avec les objectifs du SCOT sont relevés (PLUi arrêté), notamment la création d'une réserve foncière AUu en bordure du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas et le redéploiement des surfaces allouées par le SCOT aux activités économiques en dehors du T0.

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

FOCUS sur les modifications apportées suite à l'enquête publique :

FOCUS : Modifications issues de l'enquête publique :

La CCVDS a retenu des besoins fonciers pour l'habitat de 26,7 hectares à l'approbation pour tenir compte des avis joints au dossier *(initialement les besoins inscrits étaient de 27,2 hectares)*

Les PPA souhaitaient que la consommation foncière inscrite dans le projet de PLUi corresponde aux besoins identifiés et non pas aux enveloppes foncières maximales attribuées par commune du SCOT. En effet, ces enveloppent ne représentent ni des superficies réelles (car calculées en fonction du temps 0) ni une traduction d'objectifs en tant que tel.

Exemple : compatibilité avec le SCOT pour l'habitat selon les enveloppes attribuées :

A L'arrêt :	**A L'approbation :**
SCOT : 52 hectares	SCOT : 52 hectares
PLUi : 50,2 hectares	PLUi : 32,6 hectares

Les surfaces de consommation d'espace hors du temps 0 et en tissu mixte peuvent être mesurées dans chaque commune pour **vérifier qu'elles restent bien dans les objectifs de modération de la consommation d'espace fixés par le PADD**. Cependant, cette méthode n'est pas totalement représentative de la consommation réelle possible, pour exemple :

Exemple avec l'application pour la commune de Masevaux :

2 ha consommés hors temps 0 en U (tissu mixte)
+ 2,4 ha consommés hors temps 0 en AU (tissu mixte)
= 4,4 ha consommés pour 4,1 ha de besoin brut sur les 7,5 ha autorisés par le SCOT

Ainsi, sur les 52 hectares de surfaces maximales autorisées en extension du temps 0 pour les tissus à vocation mixte dans le PADD, le zonage du PLUi prévoit de consommer 32,6 hectares. Sur les 58 hectares de surfaces maximales autorisées en extension du temps 0 pour les zones d'activités économiques et commerciales dans le PADD, le zonage du PLUi prévoit de consommer 55,2 hectares.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les modifications apportées au PLUi après enquête publique permettent une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux et une meilleure compatibilité aux objectifs du SCOT Pays Thur Doller.

- Notamment, la quasi-totalité des zones AUu de la version arrêtée a été supprimée dans le PLUi approuvé, y compris celle qui était envisagée en bordure du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas (> 14 ha), ce qui constitue un évitement important répondant aux nombreuses demandes des PPA et permettant d'anticiper le principe du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).
- Meilleure préservation des milieux naturels remarquables : dans la version approuvée du PLUi, la grande majorité des ZNIEFF de type I sont protégées par un zonage Ai ou Ni empêchant les constructions susceptibles de porter atteintes aux valeurs environnementales des milieux. Certains vergers périurbains sont épargnés et reversés en A ou N (Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Masevaux)
- Concernant les transports, le PLUi approuvé améliore également la compatibilité avec le SCOT en délimitant une zone *non aedificandi* au droit de l'ancienne voie ferrée (Masevaux). De nouvelles liaisons douces sont prévues en Emplacement Réservé (Masevaux
- De plus, certaines zones d'extension urbaine AU (AUp et AUs) ont été supprimées afin de réduire encore les extensions urbaines, les zones en extension du T0 du SCOT, passant de 50.2 ha à 32.6 ha entre les versions arrêtées et approuvées du PLUi.
- En matière de zones d'activités, le PLUi est un peu moins consommateur d'espace, avec notamment une réduction importante dans la zone d'activité de l'*Allmend* à Masevaux.
- En termes de modération de la consommation foncière, le PLUi se projette sur une modération de la consommation foncière par rapport au SCOT, avec une réduction de près de 33% de la consommation prévue au SCOT et prévue dans la version arrêtée. Le PLUi se projette sur une modération de la consommation foncière, avec une réduction de près de 20% de la consommation foncière observée au cours des dix dernières années. (> voir explications et justifications dans le rapport justificatif du Rapport de Présentation).

3.3.2. SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE ET SAGE)

Le projet de PLUi ne remet pas en cause les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse et des SAGE de la Doller et de la Largue.

Les zones inondables de la Doller sont le plus souvent délimitées en zones A ou N inconstructibles et l'OAP Trame verte/biodiversité invite à ne pas imperméabiliser ou remblayer ces espaces. Dans la version approuvée du PLUi, une OAP « Risques et santé » est rédigée et reprend les enjeux de l'Atlas des Zones Inondables (AZI) avec des prescriptions en matière de constructions.

Le PADD et le zonage en N ou A (souvent Ai ou Ni inconstructible), parfois sur-zoné en Espace Boisé Classé et/ou au titre de l'art. L.151-23 permettent de préserver les zones humides remarquables et (non remarquables) prioritaires des SAGE. L'OAP TVB renforce la prise en compte du réseau hydrographique à travers la protection des ripisylves, renforcée par un surzonage L.113-1.

Le règlement impose, pour tout nouvel aménagement, la collecte ou l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, sauf en cas d'existence d'un réseau collecteur et privilégie l'aménagement de noues végétalisées.

Conformément aux recommandations du SDAGE, un recul de 6 m au bord de la Doller, le Soultzbach et l'ensemble des cours d'eau permanents (5m pour les cours d'eau temporaires) est obligatoire pour les constructions et installations nouvelles dans toutes les zones.

La quasi-totalité des zones humides identifiées (SAGE ou CLIMAX) sont évitées avec un classement en A ou N (voire Ai ou Ni).

> Les modifications apportées au PLUi approuvé permettent une plus grande prise en compte des enjeux liés à l'eau et aux zones humides. Des zones AU qui impactaient des zones humides ont été supprimées. Par exemple, la zone AUp Ouest à Lauw, la zone AUu en bordure de l'étang de Burnhaupt-le-Bas et la zone AUu en extension de la ZI *Allmend* à Masevaux, pour les plus significatives, sont restituées aux espaces agricoles (zone A) ou naturels (N). Ces zones humides sont désormais identifiées via un surzonage dans le Règlement graphique du PLUi.

L'urbanisation globale du PLUi approuvé est réduite par rapport à la version arrêtée, ce qui limite le ruissellement de l'eau et l'imperméabilisation des sols.

Le PLUi approuvé renforce sa cohérence avec les objectifs du SDAGE.

Pour répondre aux enjeux d'assainissement, le règlement général du PLUi (VI.2 b et c) énonce que « *le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle produisant des eaux usées* » et que si des effluents non domestiques sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations de traitement des eaux usées OU en l'absence de réseau collectif, « *l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un pré-traitement approprié* » avant rejet dans le réseau collectif. Ceci devrait permettre de limiter les pollutions anthropiques dans le milieu récepteur et la nappe phréatique.

Concernant l'assainissement, la non-conformité de la STEP de Masevaux fait l'objet de réflexions sur les travaux de mise en conformité. Le règlement général du PLUi stipule que (IV.2.b) « *En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou lorsque le branchement sur ce réseau est impossible, l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un système d'assainissement autonome conforme à la législation en vigueur* », sans toutefois conditionner l'ouverture à l'urbanisation à la mise en conformité de la STEP.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La CCVDS a pris la question de l'assainissement en main et des travaux sont prévus, voire déjà réalisés pour certains (comme la rhizosphère à Sentheim), pour améliorer le traitement des eaux usées.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Lauw-Sentheim-Guewenheim (SIALSG) se met en conformité avec les nouvelles directives européennes, en engageant des travaux visant au traitement des eaux excédentaires du bassin d'orage de Sentheim. Le projet, dont les travaux ont démarré en 2021, présente l'avantage de répondre au besoin de mise en conformité aux Directives européennes. Le bassin d'orage de Sentheim - qui récupère les eaux de pluie dans les prés derrière les Jardins d'Icare et qui déborde lors des forts épisodes pluvieux - a été visé par la mise en place d'un système de traitement des surverses unitaires en aménageant une station de traitement rustique de filtre planté de roseaux (rhizosphère), qui permet d'atteindre des niveaux de traitement équivalents à celle d'une station d'épuration. Ce filtre est implanté sur une longueur de 350m (soit 2.000 m² en deux zones communicantes) dans l'ancien canal usinier à ciel ouvert, qui n'est aujourd'hui plus en fonction, et qui rejoint la Doller.

Ce dispositif peu énergivore présente également un intérêt écologique et environnemental en limitant l'impact carbone puisqu'il évite la réalisation de travaux lourds et coûteux. De plus la création d'une zone de rejet végétalisée en aval de la station de traitement, par l'aménagement de mares et de méandres, permettra la création d'un espace naturel au profit de la biodiversité, la réduction des volumes d'eau rejetés en période d'étiage et un abattement complémentaire de la pollution.

Ces travaux permettent de répondre aux exigences relevées par la DDT quant aux problématiques de dysfonctionnement de la STEP de Guewenheim.

Remarque : l'état initial de l'environnement (EIE) du PLUi a été complété sur ce point.

3.3.3. PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

PPRi

Le PLUi respecte le PPRi (annulé en 2018) en tant qu'il ne prévoit aucune extension urbaine en zone inondable. Les zones déjà urbanisées (U) localisées en zone inondable sont conservées et permettent la densification des dents creuses. L'arrêté préfectoral du PPRi est annexé au règlement du PLUi. La grande majorité des zones inondables sont délimitées en zones A ou N (constructible) ou Ai et Ni (inconstructibles en raison de fortes sensibilités environnementales ou paysagères).

Le règlement général du PLUi arrêté (II.3.g) interdit « *tous les travaux, occupations et utilisations du sol qui sont de nature à détruire ou détériorer directement ou indirectement le fonctionnement ou les caractéristiques des zones humides ou des cours d'eau* ».

L'Arrêté préfectoral du PPRi de la Doller est certes annexé au règlement du PLUi (document opposable), mais aucune disposition spécifique aux zones inondables n'est mentionnée dans le règlement (écrit et graphique) du PLUi. Cela pourrait être préjudiciable au risque inondation en cas de constructions ou installations en zones A ou N inondables, dès lors que le PPRi est annulé.

> Le PLUi dans sa version approuvée intègre une OAP thématique « Risques et Santé » qui rappelle les secteurs concernés par des enjeux liés aux risques naturels (risques ruissellements/inondations, retrait et gonflement des argiles, risque minier, exposition au Radon), avec des préconisations en matière de constructions. L'Atlas des Zones Inondables (AZI) y figure également pour les zones inondables. Les zones inondables sont majoritairement classées en zones agricole ou naturelle inconstructible (Ai ou Ni) afin d'éviter au maximum toute incidence.

PPRT

Aucune disposition particulière n'étant nécessaire concernant les risques technologiques, le PLUi est compatible avec les PPRT des installations voisines.

3.3.4. SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

La préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques est abordée dans le PADD à travers plusieurs orientations.

Dans le zonage, le PLUi préserve assez bien les éléments du SRCE. Le PLUi classe en Ai la plupart des espaces agricoles situés dans les Réservoirs de Biodiversité et en N les forêts, bénéficiant le plus souvent de protections accrues avec un surzonage (L.113-1 ou L.151-23 du CU). Aucune extension urbaine ne se situe dans un Réservoir de Biodiversité du SRCE.

Le PLUi présente par ailleurs une OAP thématique « trame verte et bleue/biodiversité », dont les prescriptions visent à maintenir l'armature écologique constituée par le réseau hydrographique et les milieux boisés.

Les axes intra-vallées sont tous préservés des conurbations par des zonages Ai, Ni, A et N.

Deux éléments de discordance significatifs sont relevés :

- L'Emplacement Réservé prévu pour la branche Est de la LGV Rhin Rhône entre Soppe-le-Haut et Burnhaupt-le-Haut entrave le RB 102 et le C306. Cet ER est toutefois dédié à un projet de l'Etat, faisant l'objet d'une évaluation environnementale propre, et que la CCVDS est obligée d'intégrer dans son règlement graphique.

- Certains projets d'urbanisation se situent à proximité directe de Réservoirs de Biodiversité du SRCE (ex : AUe à Guewenheim en marge du RB102 dans la continuité du bâti existant) ou sur le tracé d'un corridor écologique (ex : AUu à Burnhaupt-le-Bas).

> Le PLUi dans sa version approuvée conserve l'Emplacement Réservé dédié au projet de la branche Est de la LGV Rhin-Rhône qui affecte le RB102 et le C306 du SRCE.

En revanche, la réserve foncière qui était prévue en amont du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas (zone AUu) et qui entravait le corridor C308 du SRCE, est supprimée au profit d'une zone agricole A. Le corridor n'est donc plus entravé et la trame verte est donc conservée en l'état.

3.3.5. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

Les orientations du PLUi sont globalement conformes aux objectifs du SRADDET (cf. PADD).

La règle n°16 de sobriété foncière est appliquée, notamment dans la haute-vallée et l'optimisation du potentiel foncier mobilisable est bien mise en œuvre (règle n°17).

Le PLUi traduit bien la règle n°7 en déclinant et en complétant la trame verte et bleue régionale sur son territoire et en préservant les milieux agricoles ouverts, les forêts, les éléments arborés hors forêts (règle n°8) et les surfaces et fonctionnalités des zones humides (règle n°9).

Les règles relatives aux transports et aux mobilités (n°26 à 30) sont notamment déclinées dans le PADD et une OAP thématique « mobilités »

Certaines règles du SRADDET ne sont pas concrètement déclinées dans le PLUi, comme par exemple la règle n° 1 qui vise à anticiper les impacts du changement climatiques ou n° 2 qui vise à encourager la mise en place de performances environnementales et énergétiques renforcées.

La règle n°10 visant à réduire les pollutions diffuses est peu traitée dans le PLUi (problème des rejets de STEP).

La règle de sobriété foncière (n°16) est peu prise en compte dans l'avant-vallée avec de nombreuses zones AUp, AUs et de nombreuses réserves foncières AUu.

> Le PLUi approuvé répond mieux aux objectifs du SRADDET, notamment aux règles n°16 (sobriété foncière / avec une réduction de 33% d'urbanisation par rapport aux objectifs du SCOT) et n°10 (pollutions diffuses / avec une réduction de fait des effets induits d'une urbanisation plus modérée).

En effet, les calculs de modération de la consommation foncière ont été revu indiquent que le PLUi approuvé prévoit une consommation foncière maximale de 125 ha sur la période 2016-2030 de 15 ans, soit un rythme moyen de consommation foncière de 8,3 ha/an. Autrement dit, le PLUi se projette sur une modération de la consommation foncière, avec une réduction de près de 20% de la consommation observée les dix dernières années.

Les provisions foncières en extension urbaine s'étendent à l'horizon 2030 du PLUi et non à l'horizon 2024 initialement prévu par le SCoT, soit un ralentissement du rythme de la consommation foncière.

En outre, des mesures compensatoires à la destruction de milieux naturels liée aux extensions urbaines (zones AU) sont mises en œuvre dans la version approuvée du PLUi, ce qui permet d'anticiper la mise en œuvre du principe de Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

3.4. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET DE PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT

3.4.1. INCIDENCES DES ZONES A URBANISER SUR L'ENVIRONNEMENT

⚠ L'évaluation des incidences présentée ci-après correspond à l'analyse du PLUi arrêté.

Afin de montrer les évolutions apportées au PLUi pour répondre aux avis des PPA et à l'enquête publique, l'évaluation est complétée sous chaque thématique en indiquant les principales modifications apportées dans la version approuvée du PLUi. Ces ajouts correspondent à des mesures d'évitement, de réduction et de compensations supplémentaires apportées au document et permettant une meilleure prise en considération des enjeux environnementaux.

SOLS

Le PLUi arrêté, avec les plus de 90 ha de surfaces ouvertes à l'urbanisation et aux zones d'activités économiques (densification, extension, emplacements réservés) conduit à l'imperméabilisation des sols et à l'augmentation du ruissellement, au réchauffement du climat local et à la perte de végétation. Même si la totalité de cette superficie ne sera pas imperméabilisée, il s'agit d'un impact négatif assez important.

La préservation des sols est cependant limitée par le règlement, avec la mise en place d'un Coefficient de Biotope par Surface (CBS) qui oblige à laisser une part de sols filtrants sur les parcelles urbanisées.

Le règlement ne propose cependant pas de types de revêtements perméables, notamment pour les aires de stationnement souvent à fort taux d'imperméabilisation des sols.

Les sols seront en grande partie imperméabilisés (effets sur le cycle de l'eau et la réverbération de la chaleur) et la pédogenèse sera stoppée.

> Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé avec une réduction des extensions urbaines (suppression des zones AUu, réduction des zones AU) et une modération accrue de la consommation, ce qui a des répercussions sur la préservation des sols à terme (meilleur évitement).

Au final, le PLUi approuvé prévoit une consommation foncière maximale – en densification et en extension - de 125 ha sur la période 2016-2030. En effet, initialement, la CCVDS pensait réaliser un meilleur phasage des zones AUp et AUs. Cependant, après étude, la CCVDS a fait le choix de **déclasser les superficies excédentaires aux besoins bruts identifiés selon les critères environnementaux (ERC) et foncier.**

On relève notamment les modifications suivantes :

- Déclassement de 7.6 ha de zones AU hors T0 équivalent à 10.7 ha réels en superficie.
- 26,2 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'arrêt = 18,6 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'approbation
- Suppression de la quasi-totalité des zones AUu en réserves foncières, soit environ 6 ha reclassés en zones A ou N.
- Des STECAL sont définis pour mieux encadrer les conditions d'urbanisation en zones A et N.
- Des zones inconstructibles sont définies dans les zones agricoles des stations de ski.

EAU

Le cycle de l'eau sera affecté à hauteur des imperméabilisations évoquées plus haut et de la perte des végétations, particulièrement les prairies permanentes et les ligneux.

La nappe phréatique subit des dégradations d'origines diverses. La nappe phréatique est soumise aux pollutions diffuses liées au trafic et aux pollutions indirectes de la population (médicaments, fongicides, microplastiques…).

Concernant l'eau potable, l'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire de la CCVDS augmentera la consommation en conséquence, auxquelles s'ajoutent celles des industries et de l'agriculture (irrigation). Les sécheresses estivales successives limitent pourtant de plus en plus cette ressource, ce qui pèse notamment sur l'agriculture de montagne (élevage). La possibilité de construction de piscines peut conduire à une augmentation de la consommation en eau, particulièrement en été lorsque la ressource est sensible.

La réalisation du PLUi va entrainer une imperméabilisation des sols empêchant l'infiltration naturelle et entrainant des ruissellements d'eaux pluviales dans le réseau, avec entraînement potentiel de pollutions liées au lessivage. La question du traitement, de la gestion et du rejet des eaux pluviales de ces zones doit être réalisée et suivi de manière rigoureuse pour éviter tout risque de pollution de la nappe, tout en favorisant sa recharge de manière naturelle.

Les captages d'eau potable, délimités pour la plupart en A, AI, N ou Ni, ne semblent pas menacés par des projets d'aménagement à court ou moyen terme.

Quelques zones humides sont menacées.

> Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé : les destructions de milieux naturels et de zones humides sont réduites (Masevaux, Lauw), le ruissellement induit, la consommation d'eau et la production d'eaux usées seront donc plus réduites qu'initialement projeté.

Les zones humides sont mieux évitées et davantage protégées par une intégration au Règlement graphique.

La question de l'assainissement est mieux traitée avec des projets réalisés ou en cours.

Ainsi, si les incidences du PLUi sur l'eau ne sont pas annulées, elles sont réduites avec le projet

AIR

La qualité de l'air est essentiellement menacée par l'accroissement :

- Des transports induits par l'augmentation de la population et l'extension des zones d'activités (trafic domicile-travail et autres activités induit)
- Du chauffage urbain
- Du chauffage et des émissions de certaines implantations industrielles.

La consommation des espaces arborés péri-villageois affectent également la qualité de l'air et du climat locaux.

L'accueil de nouveaux habitants, avec en moyenne 2 véhicules par ménage, va générer une augmentation du trafic local et donc des polluants atmosphériques, malgré la déclinaison d'une OAP mobilités qui prévoit de développer les intermodalités, les cheminements piétons et cyclables ou encore le développement du fret ferroviaire.

A noter également que le projet de PLUi n'entrave pas les projets d'énergies renouvelables, mais les encadre en posant des conditions d'aménagement.

Il est délicat de quantifier les incidences du projet de PLUi sur la qualité de l'air à ce stade.

> Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé : les émissions de gaz à effets de serre et pollution sont donc réduites avec le nouveau projet.

BIODIVERSITE

Si le PLUi prend de nombreuses mesures visant à préserver la biodiversité, que ce soit au travers du zonage (N, Ni et Ai), le surzonage (L113-1 et L151-23 du CU) ou une OAP thématique dédiée à la trame verte et bleue et à la biodiversité, l'urbanisation prévue au PLUi va impacter la « nature ordinaire » en soustrayant des prés et vergers péri-urbains et intra-urbains.

L'imperméabilisation des sols, les nuisances (bruit, fréquentation accrue de milieux périurbains), clôtures fragmentant l'espace, etc. vont réduire les habitats disponibles, notamment au niveau des villages.

Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé par rapport au PLUi arrêté : les impacts sur la biodiversité seront réduits avec le nouveau projet.

La définition et l'encadrement de l'urbanisation en secteurs A et N (STECAL), circonscrits à des sites déjà aménagés, permet également de limiter les effets du mitage urbain sur la biodiversité.

Le Règlement écrit du PLUi approuvé vient également préciser les modalités de protection des milieux associés aux cours d'eau (II.3.e) identifiés au titre de l'art L.151-23, notamment pour préserver leurs fonctions pour la biodiversité.

Cependant, bien que certains vergers soient désormais évités (Masevaux, Burnhaupt-le-Haut…), d'autres sont plus menacés (suppression des EBC sur les vergers et jardins arborés dans les dents creuses urbaines inclues dans le T0 à Guewenheim / zone U).

Le PLUi approuvé présente des mesures compensatoires consistant en des plantations (haies, vergers, bosquets…) pour chaque zone AU envisagée. Ces mesures contribueront à absorber une partie des effets de l'urbanisation sur la biodiversité sur le territoire de la CCVDS.

TRAMES VERTES ET BLEUES

Les éléments structurants du SRCE (Réservoirs de Biodiversité et Corridors Ecologiques) ont été évités dès les premières ébauches de zonage. Les Réservoirs de Biodiversité de la haute vallée sont relativement bien préservés avec des zonages N, Ni, A et Ai, souvent surmontés d'une protection au titre des Espaces Boisés Classés.

Cependant, on identifie localement, à la marge, quelques incidences possibles du projet de PLUi sur le SRCE, mais elles sont très faibles à nulles.

Concernant les trames vertes urbaines, le PLUi, à travers son objectif de densification des enveloppes urbanisées, risque d'avoir un impact assez fort sur les milieux participant au réseau écologique intra-urbain, avec l'urbanisation possible d'une vingtaine d'hectares de milieux intra-urbains participant à la trame verte urbaine (prés, vergers, jardins arborés...), notamment à Guewenheim.

Cependant, le surzonage au titre de l'article L.151-23 du CU, qui soumet les abattages d'arbres à autorisation préalable, est associé à un règlement qui oblige de replanter un nombre de sujets équivalent à proximité : cette disposition permet de réduire les impacts sur les trames vertes urbaines (trame arborée).

> Dans la version approuvée du PLUi, le zonage As dédié au domaine skiable, correspond désormais à un STECAL qui encadre plus strictement les constructions et la zone agricole autour des bâtiments est délimitée en zone agricole inconstructible. Les impacts sur le RB68 du SRCE sont donc davantage clarifiés et encadrés. Le corridor près de l'étang de Burnhaupt-le-Bas est évité.

Aussi, la réduction de la consommation foncière est en faveur de la trame verte et bleue.

Cependant, bien que certains vergers soient désormais davantage évités (Masevaux, Burnhaupt-le-Haut…), voire protégés (L.151-23), d'autres sont plus menacés (suppression des EBC dans les dents creuses urbaines dans le T0 à Guewenheim) et leur remplacement n'est donc plus prévu au PLUi.

PAYSAGE ET CADRE DE VIE

Le paysage a fait l'objet d'orientations au PADD et d'une OAP thématique Paysage/Patrimoine, notamment basée sur la préservation de motifs paysagers remarquables (vergers, haies, anciennes terrasses, bâti, petit patrimoine, points de vue, interfaces…).

La réalisation du PLUi va cependant modifier le paysage local et le cadre de vie des habitants. Les projets de densification urbaine vont réduire les espaces de respiration dans les villages (ex : Guewenheim) ou dans les espaces périvillageois (Masevaux, Burnhaupt-le-Bas), en consommant notamment des prés-vergers qui participent au paysage quotidien des habitants et créent des espaces de respiration entre les zones bâties. Certains éléments paysagers remarquables identifiés au SCOT sont potentiellement affectés par le projet de PLUi, mais probablement avec un impact faible.

L'Emplacement Réservé pour l'aménagement de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône, entre Guewenheim et Burnhaupt-le-Haut est susceptible d'affecter le paysage de l'avant-vallée et la qualité du cadre de vie.

Aussi, les stations de ski (As) dans la haute-vallée bénéficient d'un règlement relativement permissif qui est susceptible d'avoir des incidences paysagères non négligeables (bâtiments, parkings) dans un secteur sensible (projet de Grand Site) dominé par des ambiances naturelles.

> Plusieurs zones AU sont supprimées (Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut…), contribuant au cadre de vie urbain. Les abords de l'étang de Burnhaupt-le-Bas sont préservés.

La réduction de la consommation foncière est en faveur de la préservation de vergers et de façades urbaines patrimoniales (ex : Guewenheim, Sentheim, Masevaux…).

Cependant, bien que certains vergers soient désormais davantage évités (Masevaux, Burnhaupt-le-Haut…), voire protégés (L.151-23), d'autres sont plus menacés (suppression des EBC dans les dents creuses urbaines dans le T0 à Guewenheim) et leur remplacement n'est donc plus prévu au PLUi.

La définition de nouvelles zones inconstructibles (Ai et Ni) et de STECAL, reposant sur des sites déjà aménagés, limite le mitage en zone de montagne.

Le PLUi approuvé désigne désormais des bâtiments remarquables au Règlement graphique pour préserver le patrimoine bâti.

Aussi, une annexe architecturale ajoutée au Règlement écrit.

PATRIMOINE BATI

Une partie des bâtiments remarquables identifiées dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement sont reportées au plan du règlement graphique. Une autre partie, non cartographiée mais listée dans le rapport de Présentation et l'Etat Initial de l'Environnement est mentionnée dans l'OAP Paysage/Patrimoine (anciennes terrasses, petit patrimoine, fermes d'altitude, patrimoine ferroviaire,

refuges/chalets…). Si les risques de destruction paraissent *a priori* faibles, ils n'en demeurent pas moins réels et localement forts.

Si le règlement édicte certaines règles relatives à l'harmonisation des façades et des volumes, notamment en zone UP et AUp, et intègre les spécificités des 3 secteurs de la vallée (montagne, pôle d'ancrage et piémont), il ne garantit pas la préservation du patrimoine bâti identifié au diagnostic.

> Dans la version approuvée du PLUi, certains éléments du patrimoine bâtis sont mieux pris en considération.

On retiendra particulièrement :

- Davantage d'éléments sont repérés au Règlement graphique, notamment le bâti remarquable de la base Mérimée et protection de nouveaux éléments du patrimoine ferroviaire et industriel (Gares ferroviaires / volumétrie / sheds Aldi / Elukabel).
- Création d'une annexe architecturale avec des préconisations qui apporte des prescriptions en matière de décryptage/éclairage du Règlement écrit, notamment sur l'aspect général et l'intégration des constructions, les clôtures, l'implantation dans la pente en zone de montagne et l'intégration des constructions en zones économiques et commerciales.

Si la plupart des zones agricoles du territoire sont préservées, l'agriculture sera impactée de manière importante par le projet de PLUi, avec la perte potentielle d'une centaine d'hectares de terres d'intérêts agronomiques variables. Les effets du projet de PLUi sur la viabilité de chaque exploitation agricole sont délicats à évaluer, mais les besoins des agriculteurs ont été pris en compte au cours de l'élaboration du plan.

Des possibilités de sorties d'exploitation et d'extensions de bâtiments agricoles sont fléchées dans les zones d'enjeux environnementaux moindres (A et N) et le PLUi identifie, notamment via l'OAP Paysage/Patrimoine (I.5.), des espaces de reconquête agricole.

> Dans la version approuvée du PLUi, les impacts de l'urbanisation sur les zones agricoles sont revus à la baisse.

On note prioritairement :

- La suppression de la quasi-totalité des réserves foncières AUu (environ 30 ha reversés en zone agricole A ou naturelle N exploitable).
- Les extensions urbaines (AUp et AUs) sont réduites
- Les périmètres constructibles autour des bâtis agricoles sont revus pour mieux correspondre aux besoins et la possibilité d'implanter des abris de pâtures et des serres démontables en Ai

Au final, les incidences du PLUi approuvé sur l'agriculture persistent mais sont réduites et certaines règles d'urbanisme sont modifiées en faveur des exploitations agricoles.

RISQUES NATURELS

Le PLUi n'engendre pas, a priori, de nouveaux risques naturels. Les zones inondables et les zones humides identifiées dans le diagnostic environnemental semblent préservées de l'urbanisation.

- Le PLUi approuvé contient désormais une OAP thématique « Risques et Santé » qui rappelle les cartographies d'état des lieux (zones à enjeux), indique des orientations, des mesures et des recommandations en termes d'aménagement et de constructions à considérer pour les sites pollués et les secteurs soumis aux risques de ruissellement, d'inondation, de retrait-gonflement des argiles, d'exposition au radon.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Le projet de PLUi n'engendre pas, *a priori*, de risques technologiques (rupture de barrage, transport de matières dangereuses...) autres que ceux déjà présents et mentionnés dans l'état initial.

NUISANCES ET POLLUTIONS

Des sources diffuses de pollution et de nuisances proviennent du trafic en zone urbaine du bruit et des pollutions lumineuses. Elles seront augmentées avec l'urbanisation prévue sur le territoire, tant dans les zones d'habitats que dans les zones d'activités.

Les objectifs du PADD en matière de transport collectifs et de modes de déplacements doux sont traduits dans une OAP thématique dédiée aux mobilités et par le zonage (Emplacements Réservés pour l'aménagement de cheminements piétons ou de voies d'accès pour désenclaver certains quartiers). Le règlement impose également l'aménagement de stationnements vélo lors des nouvelles constructions ou changement de destination d'équipement d'intérêt collectif ou de service public. Ces dispositions encouragent les déplacements non carbonés et incitent à une réduction pollutions atmosphériques, mais la place de la voiture semble rester prégnante sur le territoire.

Concernant les nuisances, l'aménagement de la branche Est du TGV Rhin-Rhône risque de générer des nuisances acoustiques et de vibrations entre Soppe-le-Bas et Guewenheim et dans les espaces naturels autour, qui font l'objet d'espaces de loisir et de détente pour la population locale (Camping des Castors et Accrobranche à Guewenheim, bords de la Doller, centre équestre à Soppe-le-Bas).

ENERGIE ET CLIMAT

Le PADD et le zonage du PLUi abordent peu les questions liées à l'énergie et au climat, sauf à permettre l'isolation des logements ou encore à permettre l'installation au sol de panneaux photovoltaïques dans les zones d'activités existantes et l'installation de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau de la vallée (7d). Le PADD enjoint également à permettre le recours à la géothermie, au solaire thermique, au photovoltaïque et au petit éolien sur toiture et faciliter l'utilisation de matériaux biosourcés issus de la ressource locale (4d).

La création de nouveaux logements et de zones d'activités, la densification urbaine et le renouvellement urbain engendreront une augmentation de la consommation énergétique et des émissions de GES. Les projets d'urbanisation, malgré le Coefficient de Biotope par Surface mis en place dans les zones urbaines, vont supprimer des milieux arborés et imperméabiliser des sols, participant ainsi aux altérations du climat local et plus globalement au dérèglement climatique.

Le projet de PLUi tente de limiter ces émissions en évaluant les besoins en logement en fonction de l'évolution de la population attendue et en adaptant le type de logement, la déclinaison d'une OAP mobilités et en urbanisant prioritairement à proximité des centres anciens et pôles de commerces et services.

La quantification des effets sur l'énergie et le climat est délicate à ce stade, en l'absence d'éléments plus précis.

Les nouvelles émissions de GES ne sont pas équilibrées par une baisse équivalente par ailleurs.

> Dans la version approuvée du PLUi, les incidences sur le climat ne sont pas neutralisées mais sont diminuées, notamment avec :

- La réduction des zones AU et des réserves foncières AUu (habitat et économie) qui contribue à la réduction des émissions de GES.
- L'OAP thématique « Mobilité et Transports » qui est revue et complétée, notamment avec l'intégration du Schéma Vélo du Pays Thur Doller.
- Des compensations environnementales sont prévues (condition obligatoire) pour l'aménagement de chaque zone AU, en procédant notamment à l'amélioration de parcelles agricoles par des plantations de haies, vergers ou bosquets. Ces plantations contribuent à une meilleure prise en compte du bilan carbone dans le PLUi.

TRANSPORTS

La CCVDS considère la thématique des transports avec intérêt puisqu'une OAP « Mobilités et Transports » a été élaborée, avec notamment l'ambition de de réguler le trafic et la vitesse en entrée de vallée, de développer le fret ferroviaire, de soulager les traversées villageoises de l'avant-vallée (poids lourds), de développer le co-voiturage et d'assurer la continuité des pistes cyclables entre Sickert et Sentheim et de la prolonger dans l'avant-vallée.

Aussi, les cheminements piétons existants dans les villages, qui permettent de relier certains quartiers entre eux ou de rejoindre les pôles de services et commerces sont préservés, voire pour certains renforcés (Emplacements Réservés). La voie ferrée de la Doller est « préservée », dans l'optique, indiquée au PADD, de développer le fret ferroviaire.

Cependant, le trafic généré par les nouvelles populations et entreprises prévues dans la vallée ne seront pas équilibrées par une baisse équivalente par les mesures mises en place par la collectivité pour développer les déplacements doux et de proximité.

Dans la version approuvée du PLUi, la question des mobilités est améliorée, notamment à travers les principales évolutions suivantes :

- Une zone *non aedificandi* a été ajoutée aux Règlements écrit et graphique aux abords de l'ancienne voie ferrée dans sa traversée des zones urbanisées (Sentheim, Lauw, Masevaux)
- Des éléments sur le covoiturage ont été apportés à l'OAP thématique « Transports et mobilités » en reprenant les éléments issus de l'étude mobilité de l'AURM
- La rédaction de l'OAP thématique « Mobilités et Transports » a été remise à plat en intégrant le schéma vélo du Pays Thur Doller et en utilisant le terme d « itinéraire cyclable » plutôt que « piste

DECHETS

L'accroissement de la population prévu sur la CCVDS à l'horizon 2030, se traduira par une augmentation proportionnelle de déchets annuels non valorisables supplémentaires.

Les déchets non valorisés, constamment en baisse depuis 2010 sur le territoire, seront dirigés vers des filières de valorisation.

ASSAINISSEMENT

Le règlement général prévoit que toute nouvelle construction produisant des eaux usées soit raccordée au réseau collectif d'assainissement.

L'accueil de nouvelles populations en lien avec les extensions urbaines prévues au plan va générer des volumes supplémentaires d'eaux usées qui devront être traités dans les stations d'épuration dédiées. Or, si les équipement et ouvrages des deux STEP de la CCVDS sont conformes à la règlementation (avec une marge de 20% en terme de capacité équivalents.habitants), la collecte des affluents présente une non-conformité en terme de performance basée sur un défaut de transmission des déversements sur le réseau et d'importants déversements d'eaux usés au droit des déversoirs d'orage (Guewenheim), notamment en raison de la prédominance de réseaux unitaires.

Le changement climatique, qui influe le débit des rivières (Doller, Soultzbach), réduit les capacités de dilution des rejets d'eaux usées dans les milieux récepteurs, avec une incidence possible sur la qualité des rejets mesurés par rapport aux normes européennes.

Cependant, un programme de travaux a été engagé en 2018 par le Syndicat d'assainissement de Guewenheim, complété d'un autre programme de travaux en 2020 pour tenter de palier à ce problème.

> Dans la version approuvée du PLUi, la CCVDS a pris en main la problématique de l'assainissement. Des travaux sont prévus, voire déjà réalisés pour certains, pour améliorer le traitement des eaux usées. Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Lauw-Sentheim-Guewenheim (SIALSG) a engagé des travaux visant au traitement des eaux excédentaires du bassin d'orage de Sentheim.

Ces travaux permettent de répondre aux exigences relevées par la DDT quant aux problématiques de dysfonctionnement de la STEP de Guewenheim.

SANTE

Le projet de PLUi aura *a priori* peu d'incidences sur la santé. Les principales incidences relèvent de la pollution atmosphérique accrue par l'urbanisation et le trafic, mais le contexte environnementale de la CCVDS est encore relativement préservé.

> Dans la version approuvée du PLUi, quelques aspects sont modifiés au bénéfice de la santé humaine :

- Réduction des zones AU et AUu contribuant à la réduction des émissions polluantes
- OAP thématique spécifique « Risques et Santé » avec cartographies d'état des lieux, orientations, mesures et recommandations en termes d'aménagement et de constructions (ex : Radon).

3.4.2. INCIDENCES DU PLUI SUR NATURA 2000

Trois sites Natura 2000 couvrent une partie du territoire de la CCVDS :

- La Zone de Protection Spéciale Hautes-Vosges ;
- La Zone Spéciale de Conservation Vosges du Sud ;
- La Zone Spéciale de Conservation « Vallée de la Doller ».

Les valeurs qui peuvent être affectées par le projet de PLUi sont celles qui ont motivé la désignation de ces trois sites au réseau européen Natura 2000 :

- Des **espèces d'Oiseaux**, notamment montagnardes pour la ZPS Hautes-Vosges ;
- Des **habitats montagnards à planitiaires** dans les deux ZSC ;
- Des **espèces chez les Mammifères, les Amphibiens, Poissons, les Insectes et les végétaux** dans les deux ZSC.

Le PLUi ne prévoit pas d'extension urbaine dans les trois sites du réseau Natura 2000, mais uniquement des constructions dans l'enveloppe du T0 du SCOT : en effet, des espaces déjà urbanisés sont toutefois classés en UP et US en raison de l'antériorité de ces bâtiments par rapport à la désignation des sites (2005 et 2008).

Le zonage envisage très majoritairement un classement en secteur naturel (N) ou Agricole (A) avec souvent une très forte limitation des possibilités de construction (indiçage i). Des Espaces Boisés Classés (EBC) couvrent les massifs forestiers des sites Natura 2000 mais ce classement n'est garant d'aucune mesure en termes de sylviculture vis-à-vis des espèces ou habitats d'intérêt communautaire.

Le site le plus susceptible d'être affectée est la Zone de Protection spéciale des Hautes-Vosges dont certaines entités sont proches des villages

Les effets négatifs seront donc faibles pour ce qui relève de l'urbanisme à destination de l'habitat.

Des aménagements pourraient engendrer des dommages non négligeables mais en l'absence d'éléments plus précis, les effets sont très difficiles à qualifier : la construction de la ligne TGV qui traversera la vallée de la Doller et les extensions possibles autour des stations de ski (Ballon d'Alsace, Schlumpf). Ces projets seront sans doute soumis à des études d'incidences N2000 mais ces dispositifs ne garantissent pas une bonne prise en compte des valeurs.

> Dans le PLUi approuvé :

- Les zones Natura 2000 sont mieux préservées, avec davantage de secteurs agricoles et naturels inconstructibles et avec la définition de STECAL contraignant les extensions dans certains espaces déjà aménagés afin d'éviter le mitage, notamment en zone de montagne (ZPS Hautes Vosges).
- La CCVDS s'engage, afin de pallier aux urbanisations passées dans la ZPS et à leur continuation dans le PLUi (densification des dents creuses sur le front urbain existant), à mettre en œuvre des mesures fortes sur son territoire. Elle s'engage notamment :
  - A ne pas permettre de construction dans les sites Natura 2000 en extension du front urbain existant (uniquement densifications des dents creuses)
  - A renforcer l'inconstructibilité de ces zones identifiées dans le PLUi (cela a été fait en partie dans les clairières agricoles du vallon du Graber et autour de Masevaux et Sickert)
  - A étendre le zonage de sites Natura 2000 dans des secteurs identifiés (CLIMAX), en coordination avec le PNRBV et la DDT (le PNRBV va lancer une étude fin 2022 en ce sens)
  - A prendre une délibération en ce sens à l'approbation du PLUi.

3.5. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION

La plupart des mesures d'évitement et de réduction ont été intégrées au PLUi au fur et à mesure de la démarche itérative entre la collectivité, les urbanistes et le bureau d'étude en charge de l'évaluation environnementale.

Ainsi, un travail important a été mis en œuvre dès le départ pour préserver les valeurs patrimoniales de l'environnement de tout projet. C'est pour cela que de nombreuses zones sont délimitées en Ai et Ni (zones humides, prairies remarquables, présence d'espèces protégées, ZNIEFF I, etc.).

Aussi, concernant le patrimoine arboré, des surzonages conséquents ont été définis au titre des Espaces Boisés Classés et du patrimoine paysager (forêts, bosquets, vergers, haies, ripisylves).

Les OAP paysage/Patrimoine et Trame verte et bleue/Biodiversité déclinent des orientations importantes pour la préservation des patrimoines paysagers et naturels, voire leur renforcement, au travers de préconisations détaillées et cartographiées.

> Dans le PLUi approuvé, de nouvelles mesures d'évitement et de réduction sont mises en œuvre. Elles sont détaillées plus loin mais relevons les principales ci-dessous :

- Suppression de la quasi-totalité des réserves foncières (AUu)
- Suppression / Réduction de zones AU ayant des intérêts écologiques (biodiversité, zones humides, espèces protégées…) ou agricoles, notamment à, Lauw (*Village côté Est*), Guewenheim, Masevaux (*Boulevard du chemin de fer et Collège*), Burnhaupt-le-Bas et Burnhaupt-le-Haut (*Vorderfeld*).
- Meilleure intégration des zones humides (Règlements graphiques et écrits, prescriptions sur la nécessité de préserver les zones humides et leurs fonctions (sinon compenser) dans les OAP.
- Davantage de zones délimitées en inconstructible (Ai, Ni) au Règlement graphique.

Les réponses apportées par la CCVDS aux demandes des particuliers lors de l'enquête publique n'ont généralement été favorables qu'aux demandes n'affectant pas sensiblement les milieux naturels. Cependant, suite à de nombreuses demandes, les prés-vergers localisés en dents creuses à Guewenheim qui étaient protégés (EBC/L.151-23) dans le PLUi arrêté ne bénéficient plus de cette protection dans la version approuvée.

3.6. MESURES DE COMPENSATION

Les mesures de compensation sont exprimées en superficies à partir des secteurs d'extension urbaine (zones AU) sollicités par les communes de la CCVDS.

Les espaces évités (ex : zones humides, bosquets…) et les parties déjà urbanisées sans valeur environnementale (bâti, surfaces imperméabilisées et sols artificiels) en sont soustraits.

Les secteurs AUu ne sont pas concernés à ce stade par la compensation. Ces superficies nécessiteront une analyse plus précise du projet en temps voulu mais les besoins en compensation devront suivre ce même cheminement.

Les mesures sont proportionnées aux niveaux d'impacts qui varient selon les communes, ce qu'exprime le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Superficies de compensations par commune dans le PLUi arrêté

	AUp, AUs	Superficies évitées ou de faible valeur (imperméabilisées)	Superficies d'intérêt touchées	Superficies à compenser (ratio de 40%)
Burnhaupt-le-Bas	9,83	0,19	9,64	3,86
Burnhaupt-le-Haut	17,35	9,67	7,68	3,07
Guewenheim	2,29	0,04	2,26	0,90
Lauw	3,16		3,16	1,26
Masevaux (Masevaux-Niederbruck)	6,62	0,63	5,99	2,40
Niederbruck (Masevaux-Niederbruck)	1	0,19	0,81	0,32
Oberbruck *	1,03	0,40	0,63	0,25
Sentheim	5,12	0,83	4,29	1,72
Sewen	0,49	0,09	0,40	0,16
Soppe-le-Bas	2,56		2,56	1,02
Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)	1,61	0,35	1,26	0,50
TOTAUX	51,06	12,39	38,67	**15,47**

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le décompte surfacique conduit à un besoin de compensation abaissé, suite au retrait de 15,8 hectares de superficies classées AU dans la version arrêtée et reversées dans le zonage en N ou en A dans le PLUi approuvé.

La superficie globale à compenser est désormais de 11,6 hectares (contre 15,5 dans la version arrêtée du PLUi).

Les imprécisions de calcul nous conduisent à prendre une marge de 10% supplémentaire sur cette estimation, soit **12,8 hectares au final.**

Commune	AUp, AUs	Superficies évitées ou de faible valeur (1)	Superficies restantes touchées	Superficies à compenser (ratio de 40%)
Burnhaupt-le-Bas	7,96	0,19	7,77	3,11
Burnhaupt-le-Haut	11,84	7,2	4,64	1,85
Guewenheim	0,41		0,41	0,16
Lauw	2,34	0,11	2,23	0,89
Masevaux (Masevaux-Niederbruck)	4,59	0,23	4,36	1,74
Niederbruck (Masevaux-Niederbruck)	1,00	0,19	0,81	0,32
Oberbruck (2)	1,03	0,4	0,63	0,25
Sentheim	4,41	0,7	3,71	1,48
Sewen	0,49	0,09	0,40	0,16
Soppe-le-Bas	2,59		2,59	1,04
Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)	1,62	0,16	1,46	0,58
TOTAUX	**38,28**	9,2699	29,01	**11,60**

+10% = **12,8 ha**

(1) Superficies imperméabilisées (routes, bâti), minérales quasi-exemptes de végétaux (chemins, espaces tassés) et parties évitées (ex : talus, zone humide) dans les sites AU.

(2) L'OAP N°22 prévoit un évitement des zones humides mais celui-ci pourrait ne pas être total, ce qui nécessiterait alors des compensations revues à la hausse pour l'aménagement de ce site à Oberbruck

Toutes les mesures de compensation qui s'appuient sur des plantations sont classées comme Espace Boisé Classé dans le PLUi approuvé afin de leur donner un statut juridique et une pérennité.
La faisabilité des mesures passe notamment par la maîtrise foncière, principalement celle des communes concernées.

Les mesures proposées sont de plusieurs types :

- La plantation de ligneux (arbustes, arbres)
- La protection de sites particuliers
- La restauration de zones humides

Le recours aux plantations est le plus fréquent car les extensions urbaines suppriment des végétations qui participent au cadre de vie, régulent les sols, le climat et sont le lieu de biodiversité.

Toutes les mesures de compensation qui s'appuient sur des plantations doivent être classées comme Espace Boisé Classé dans le PLUI afin de leur donner un statut juridique et une pérennité.

La protection de sites particuliers est proposée pour deux communes pour lesquelles les superficies disponibles pour la compensation étaient insuffisantes sur le ban communal et lorsqu'un site particulier a été identifié.

La restauration de zones humides est nécessaire dans le cas où une zone humide est affectée par un projet urbain.

Les types de mesures compensatoires par commune sont synthétisées ci-dessous :

Commune	Plantations				Protection	Restauration
Burnhaupt-le-Bas	Linéaire	Verger	Boisement alluvial			
Burnhaupt-le-Haut	Linéaire		Boisement alluvial		Site forestier et rivière	
Guewenheim		Verger	Boisement alluvial	Bosquet champêtre		
Lauw	Linéaire	Verger	Boisement alluvial	Bosquet champêtre		
Masevaux *(Masevaux-Niederbruck)*		Verger			Site forestier à eaux stagnantes	
Oberbruck (*)		Verger	Boisement alluvial			Zone humide
Sentheim	Linéaire	Verger		Bosquet champêtre		
Soppe-le-Bas	Linéaire					Zone humide
Soppe-le-Haut *(Haut-Soultzbach)*	Linéaire	Verger				

(*) La restauration de zones humides est conditionnée à l'impact, l'évitement étant envisagé mais ne sera peut-être pas total.

4. L'ENVIRONNEMENT ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

L'état initial de l'environnement a été exposé dans le rapport de présentation (RP) de l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) du PLUI, établi par CLIMAX.

Ce chapitre met en exergue les enjeux essentiels qui découlent de ce diagnostic auquel est renvoyé le lecteur. Il s'agit ici - en quelque sorte - de flécher l'évaluation vers les cibles particulières que constituent les enjeux environnementaux.

Les trois grands domaines environnementaux - physique, biologique (« naturel ») et humain - sont présentés successivement. Cette présentation artificielle ne doit pas faire oublier les liens étroits qui lient les aspects physiques au domaine biologique qui sont le support des activités humaines.

Un paragraphe expose également les évolutions prévisibles de l'environnement en l'absence de réalisation du PLU, dit « scénario de référence ».

4.1. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE

Rappelons les aspects essentiels de ce territoire :

- Le territoire couvre environ 160 km² où vivent environ 17.000 habitants répartis dans 15 communes
- Les communes sont presque toutes drainées par la Doller, excepté celles du vallon du Soultzbach et une infime partie (Masevaux et Mortzwiller)
- Le relief comporte des altitudes comprises entre 1252 m à l'amont (Haute-Bers, Rimbach-près-Masevaux) et 290 m à l'aval de la Doller (Burnhaupt-le-Bas)
- La partie amont est vosgienne et montagnarde, puis s'ouvre progressivement (collines sous-vosgiennes) sur la plaine rhénane (Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas, Soppe-le-Bas)
- La commune fusionnée de Masevaux-Niederbruck, qui occupe un site particulier est la plus peuplée de la CCVDS (3.798 hab. en 2015)
- Les communes de Burnhaupt-le-Haut (1.677 hab. en 2015) et de Burnhaupt-le-Bas (1.826 hab.), proches de la RD83, sont les plus dynamiques économiquement.

Carte 2 : Territoire de la CCVDS



4.2. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE DE LA CCDVS

L'environnement regroupe ici tous les aspects du terme en droit français : eaux, sols, climat, biodiversité, ressources, paysage, risques, santé, patrimoine culturel, activités en lien avec les ressources...

Les enjeux environnementaux désignent les valeurs, souvent fortes, pouvant être perdues ou gagnées par la mise en œuvre du PLUI. Si des terrains proposés à l'urbanisation comportent de fortes valeurs environnementales (eau, biodiversité, paysage, risques, etc.), ces dernières représentent des enjeux pour l'évaluation environnementale. L'évaluation environnementale a pour objet de limiter les effets négatifs sur ces valeurs environnementales qui peuvent être affectées par le schéma d'urbanisme.

Ce chapitre met en relief les aspects importants du diagnostic, ceux qui peuvent a priori constituer des enjeux à observer de plus près dans la suite de l'évaluation. Les éléments établis ne sont pas décrits en détail et certains sont omis. Le lecteur se rapportera au rapport de présentation afin de saisir de manière plus complète l'environnement du territoire.

4.2.1. ENJEUX DU MILIEU PHYSIQUE

4.2.1.1. Géologie et formations superficielles

Trois unités géologiques sont présentes sur le territoire de la CCVDS : le massif vosgien, les collines sous-vosgiennes et la plaine rhénane (figure suivante).

Le relief, le réseau hydrographique, les aquifères ou la nature des sols résultent pour une grande partie des roches et formations superficielles (alluvions, limons).

Le cône de déjection de la Doller à l'aval de Lauw, renferme un aquifère important.

Le volcanisme et le modelé glaciaire ont créé des paysages spectaculaires propices à la détente et au tourisme en montagne.

Le territoire dispose d'un patrimoine géologique exceptionnel : l'ancien volcan du Rossberg, le verrou glaciaire de l'Alfeld, le champ de fracture de Lauw - Sentheim et de nombreux gîtes minéralogiques.

4.2.1.2. Aspects climatiques

Les climats locaux se différencient selon le gradient altitudinal qui se déploie dans le territoire, notamment à travers les températures et les précipitations.

Les fortes précipitations de la haute vallée expliquent l'abondance de la ressource eau.

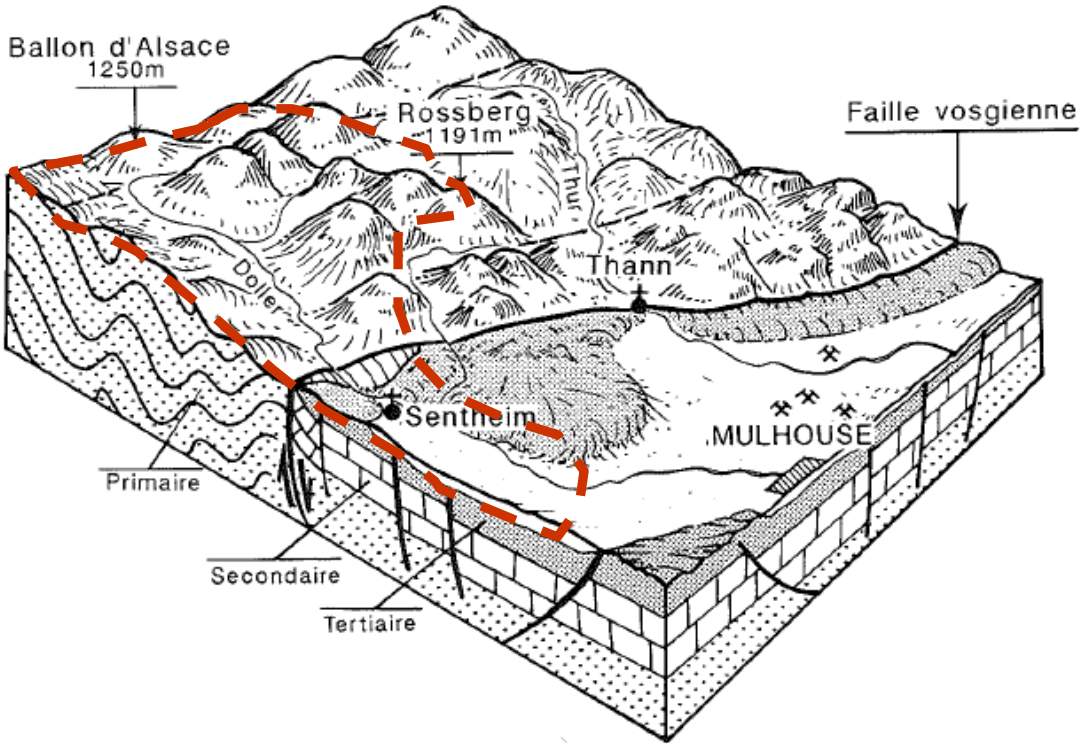
Cette pluviométrie peut aussi causer des inondations, en particulier à l'aval du territoire, couvert de lœss, très sensibles aux coulées de boues quand le sol n'est pas couvert par la végétation.

Les conditions climatiques distinctes induisent des contextes variables pour l'exploitation agricole et sylvicole.

Les parties sud-Est du territoire, proches du Fossé Rhénan sont plus sensibles aux phénomènes de pollution en situation anticyclonique.

Enfin, les changements climatiques en cours ne permettent pas de rendre compte des conditions climatiques moyennes actuelles et ont des effets sur les organismes vivants ou la disponibilité en eau.

Figure 1 : Bloc-diagramme du secteur de la CCVDS



Tiré de Mattauer M. (1999)

4.2.1.3. Eaux superficielles et souterraines

Le territoire comporte un réseau hydrographique dense, pourvoyeur d'eau de grande qualité physico-chimique, de biodiversité (dont poissons), de paysages et de sites de loisirs. La diversité des contextes a conduit, à la mise en place de rivières de quatre types hydromorphologiques (carte suivante) avec des tronçons qui constituent en soi un patrimoine.

Les aménagements passés (rectifications, enrochements, ouvrages en travers), ont généré des altérations qui affectent l'hydromorphologie des cours d'eau et diminuent les services qu'ils rendent à la collectivité.

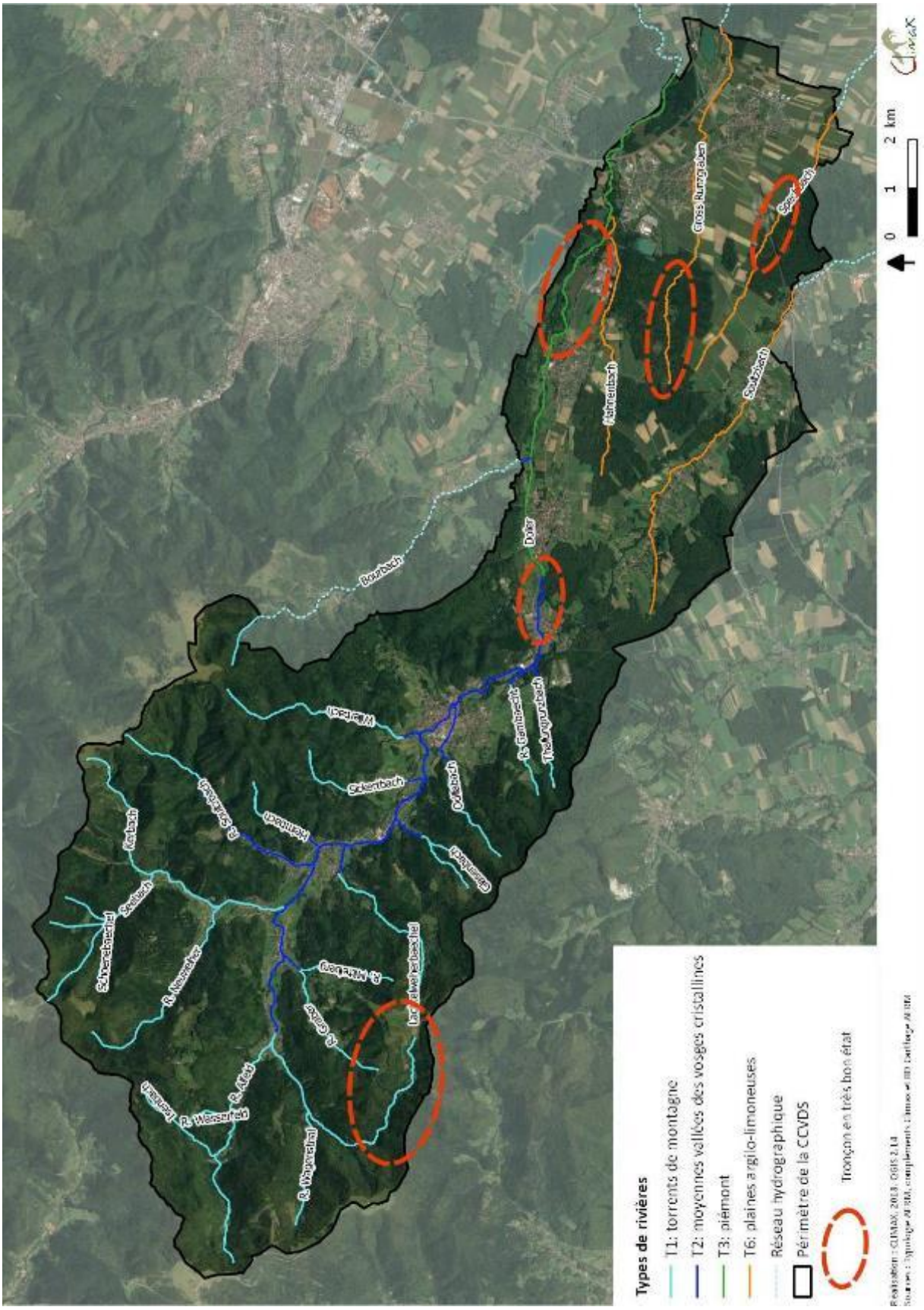
Les rivières, notamment la Doller, constituent toutefois des risques pour les riverains dont il faut les prémunir.

Les eaux souterraines constituent deux grands types d'aquifères.

Le secteur vosgien à l'amont développe des nappes modestes mais bien alimentées (pluviométrie), souvent dans des formations superficielles. A partir, de Lauw, l'aquifère de la Doller, contenu dans des alluvions d'une puissance de 8 à 12 mètres est nettement plus important.

Les eaux en tant que ressource sont menacées par les rejets de l'assainissement insuffisant (amont du territoire) et sont vulnérables face à des pollutions diffuses d'origine agricole à (Sud-Est de la CCVDS) ou lors d'une pollution accidentelle (sol mince, substrat grossier).

Carte 3 : Types de rivières de la CCVDS



4.2.1.4. Zones humides

Les zones humides couvrent environ 11% du territoire et bénéficient d'inventaires assez récents (carte suivante). Il s'agit surtout de zones humides alluviales mais d'autres types se développent dans le territoire de la CCVDS.

Ces zones humides sont en assez bon état et apportent des contributions : régulation des eaux superficielles (écrêtement des crues), épuration des eaux, réservoirs et axes de déplacement pour les espèces, valeur paysagère (cadre de vie, tourisme).

Plusieurs zones humides constituent des noyaux de biodiversité et des corridors favorables au déplacement des espèces animales et végétales (trame verte et bleue).

Une hiérarchisation des zones humides, élaborée pour le SAGE de la Doller, couvre la grande majorité du territoire de la CCVDS.

Le maintien des zones humides dans leurs étendues, leurs qualités et donc leurs services écologiques constitue un enjeu fort pour le futur document d'urbanisme.

4.2.1.5. Sols

Les sols, supports des végétations naturelles et exploitées, traduisent la diversité géologique et les contextes climatiques.

Les sols les plus représentés du secteur vosgien sont les sols bruns faiblement acides à humus mull et moder qui occupent une grande partie des versants.

Le domaine des collines sous-vosgiennes (peu étendu), développe des sols très variés, en raison de la multiplicité des substrats géologiques.

La partie sundgauvienne comporte notamment des sols grossiers à proximité de la Doller et des sols limoneux à argileux hydromorphes ou non. La couverture lœssique rend ces sols fertiles sensibles à l'érosion ce qui peut engendrer des coulées de boues.

4.2.1.6. Synthèse du milieu physique

Le territoire du projet comporte trois parties : le massif vosgien, les collines sous-vosgiennes et la plaine rhénane. Il correspond presque entièrement au bassin versant amont de la Doller.

Les eaux superficielles sont une source potentielle de risques d'inondation mais les implantations humaines ont généralement bien respecté les secteurs d'expansion des crues. Des lacs artificiels (Lac Alfeld, Neuweiher) ont modifié le régime pluvial-océanique de la Doller et réduit l'amplitude des crues.

Ce territoire, très marqué par le réseau hydrographique développe un aquifère dans les alluvions de la Doller. Cette eau souterraine abondante, accessible avec des propriétés physico-chimiques intéressantes, constitue une ressource d'eau potable de premier ordre.

De nombreuses zones humides assurent des services écologiques précieux sur l'ensemble du parcours de la Doller et du Soultzbach.

Le climat reflète les contrastes du relief et des substrats au sein des unités géologiques et hydrologiques.

Les modifications climatiques en cours nécessiteront sans doute des modifications afin de poursuivre certaines activités comme l'agriculture, la sylviculture et certains loisirs (sports d'hiver).

Le milieu physique a fortes des interactions avec les milieux naturels et les activités humaines, particulièrement celles qui tirent parti des sols.

Carte 4 : Zones humides de la CCVDS

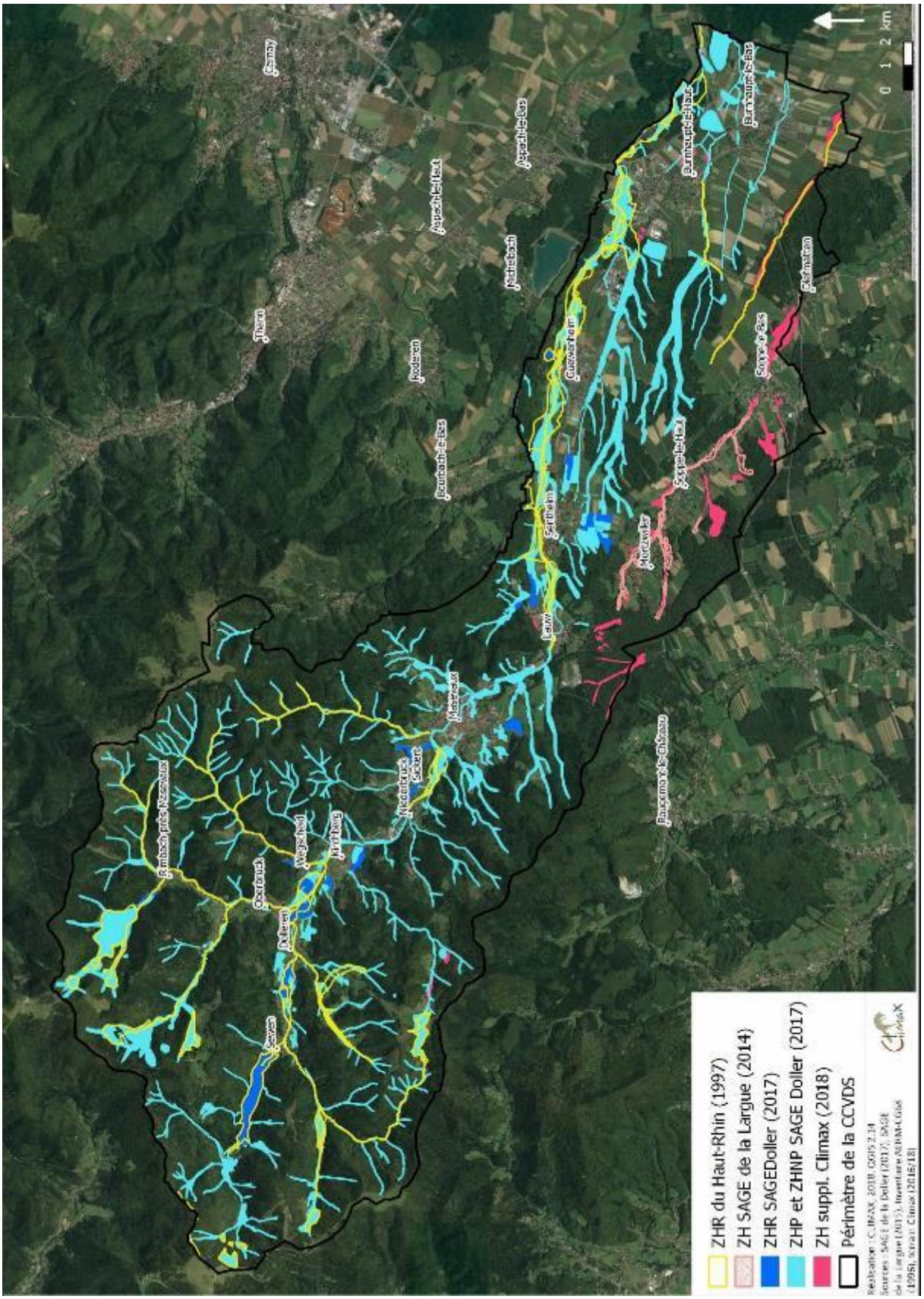


Tableau 3 : Synthèse des enjeux du milieu physique

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Eaux souterraines	Aquifères peu importants en amont mais suffisants pour alimenter les riverains. Aquifère de la Doller important dès l'aval de Lauw. Importance de niveau départemental de l'aquifère de la Doller à l'aval.	Prélèvements dans la partie aval (riverains, industries, agriculteurs). Menaces de pollutions diffuses et accidentelles (nappes libres peu protégées).	FORT
Eaux superficielles	Dense réseau hydrographique, principalement développé autour de la Doller. Quatre types morphologiques de rivières dont celui, remarquable, de rivière de piémont (Doller aval). Des ouvrages lourds (lacs amont, lac-barrage de Michelbach) ont artificialisé la Doller	Amplification des risques d'inondation. Proximité des eaux courantes avec certaines habitations, principalement à l'amont. L'urbanisme, l'industrie, le tourisme et des activités agricoles (culture de maïs) menacent la quantité et la qualité des eaux.	FORT
Zones humides	11% du territoire couvert par des zones humides, notamment de type alluvial. Assurent des services écologiques importants : rétention des eaux, soutien des rivières à l'étiage, épuration, refuges de biodiversité, éléments paysagers. Plusieurs zones humides remarquables pour la biodiversité.	Méconnaissance de certaines zones humides menacées par des destructions dont l'urbanisme. Les prélèvements des aquifères menacent certaines zones humides.	FORT
Sols	A l'amont, des sols bruns faiblement acides à humus mull et moder. A l'aval, sauf à proximité de la Doller ils sont majoritairement limoneux à argileux dont notamment des sols hydromorphes.	Sensibilité à l'érosion des sols à l'aval, constitués sur des lœss (coulées de boue).	MOYEN
Climat, air	Les climats se déclinent principalement suivant l'altitude. La forte pluviométrie amont alimente les rivières et les eaux souterraines.	Les mutations du changement climatique (sècheresses) affectent la végétation (forêt) et réduisent la ressource en eau, même en montagne.	MOYEN

4.2.2. ENJEUX DU MILIEU NATUREL

Ce terme de biodiversité sous-entend ici principalement la diversité des espèces (ou richesse spécifique) et des communautés d'espèces, surtout la végétation.

4.2.2.1. Grands types d'habitats

95% du territoire de la CCVDS (16.000 ha) est couvert par les habitats forestiers, agricoles et très anthropisés (CIGAL, 2008).

La répartition spatiale de ces grandes catégories est donnée par la carte suivante.

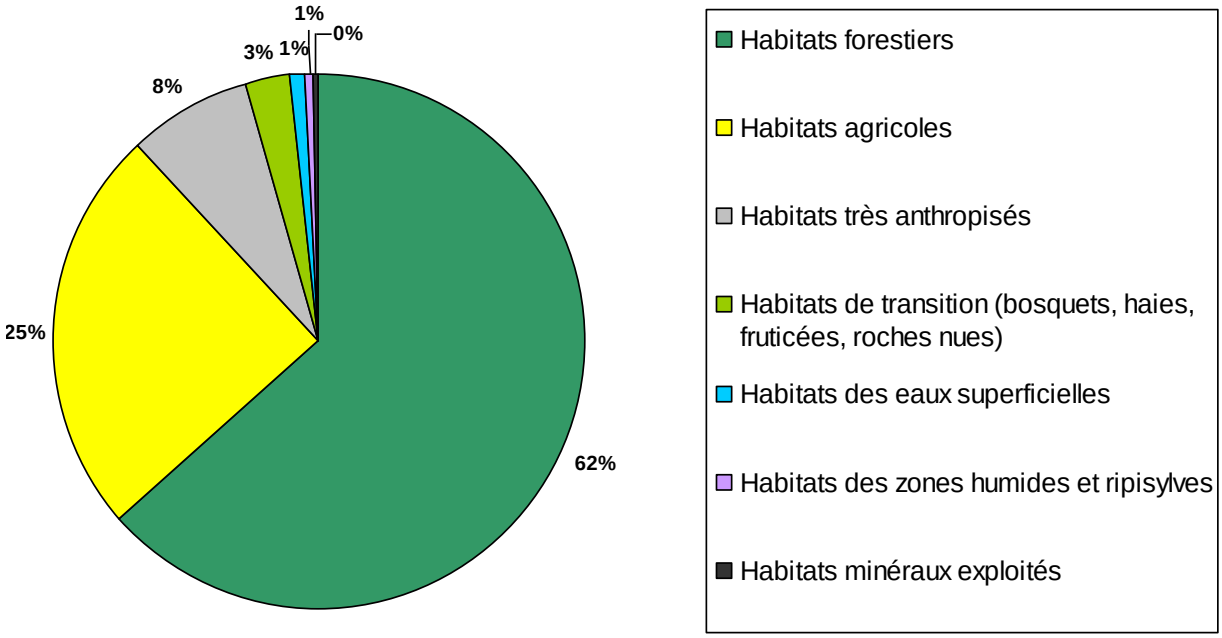
Les forêts occupent les crêtes et les pentes de la partie vosgienne mais s'étendent aussi jusqu'aux collines sous-vosgiennes (Lauw, Sentheim). Dans l'avant-vallée et le vallon du Soultzbach, on trouve aussi d'importants massifs forestiers.

Les habitats agricoles occupent toutes les unités mais sont de nature et d'intérêt biologique variables. En montagne, les prés de fauche, les pâtures et les landes pâturées occupent surtout le fond de vallée, les vallons secondaires et les sommets arrondis. Autour de Masevaux, les versants sont exploités en pâturages dont une bonne partie en vergers. A l'aval de Lauw, la couverture prairiale régresse et les cultures apparaissent. Ces dernières deviennent dominantes à l'aval de Guewenheim. Dans le vallon du Soultzbach, les prairies permanentes et les cultures occupent des superficies équivalentes.

Les habitats de transition sont les plus développés dans la partie vosgienne dans les vallons délaissés par l'agriculture. En plaine, on trouve quelques friches sur d'anciens sites industriels ou des stades jeunes de recolonisation forestière dans les massifs forestiers.

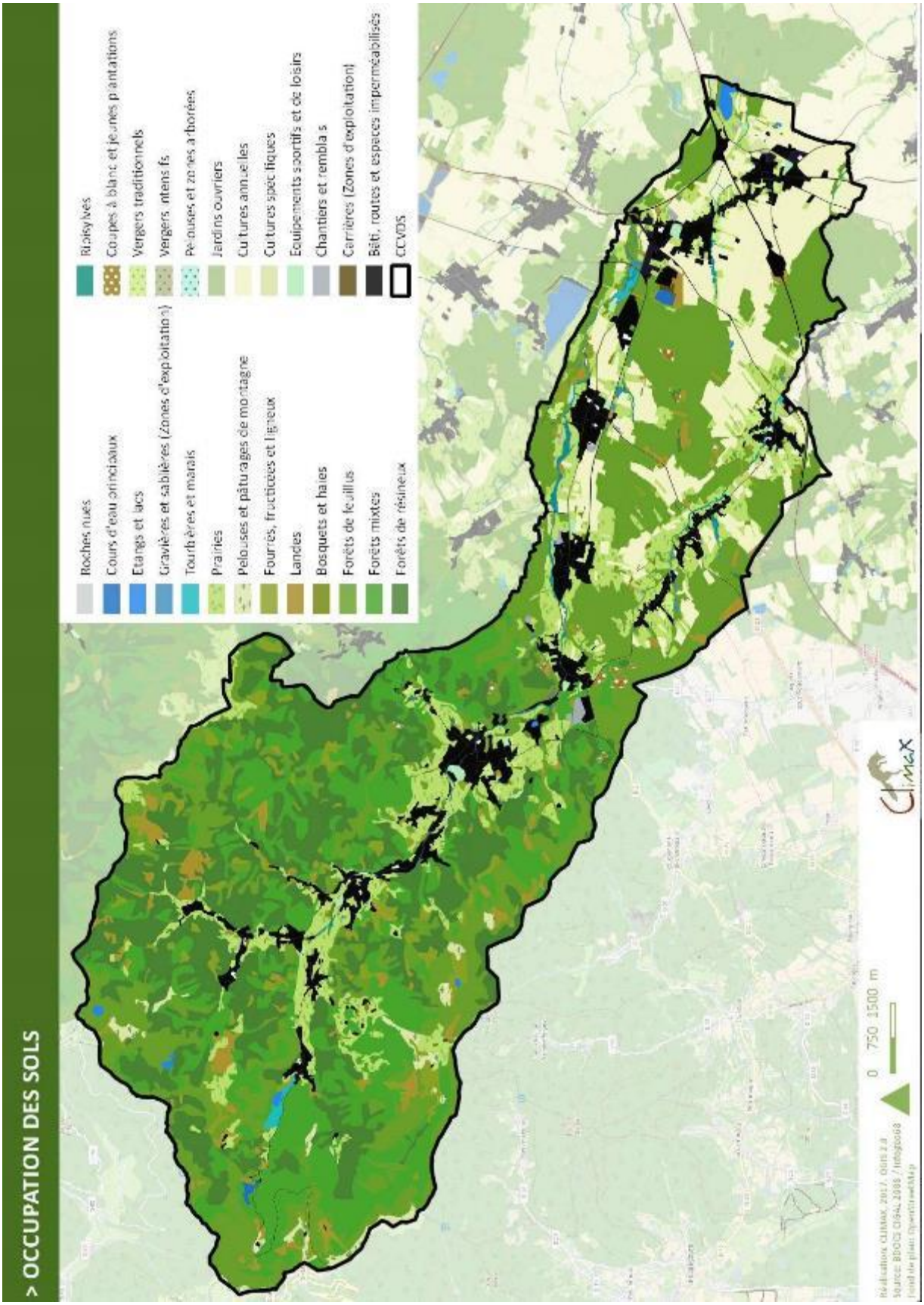
Les habitats aquatiques comportent peu de végétations en raison de la profondeur des lacs qui constituent l'essentiel des superficies. Les végétations des zones humides occupent les lits majeurs des rivières, les versants humides (montagne) et certaines dépressions.

Figure 2 : Part des types d'habitats dans la CCVDS



(Source : OCS CIGAL 2008)

Carte 5 : occupation du sol et milieux naturels et semi-naturels



4.2.2.2. Habitats et espèces rares et menacées

Les habitats remarquables sont bien représentés sur tout le territoire mais davantage dans la partie haute, montagnarde. Cependant, la Doller aval, par son caractère assez naturel développe des habitats alluviaux spécifiques aux rivières de piémont, très menacés en Alsace et en Europe.

La forte diversité des habitats, leur bon état de conservation se traduite chez les espèces (faune et flore. La richesse spécifique est importante dans tous les groupes taxonomiques. Le recueil des données des principaux groupes, classiquement étudiés dans les études environnementales, indique plus de 200 taxons menacés ou quasi-menacés en Alsace (cf. figure suivante).

Figure 3 : Nombre d'espèces et habitats remarquables dans la CCVDS

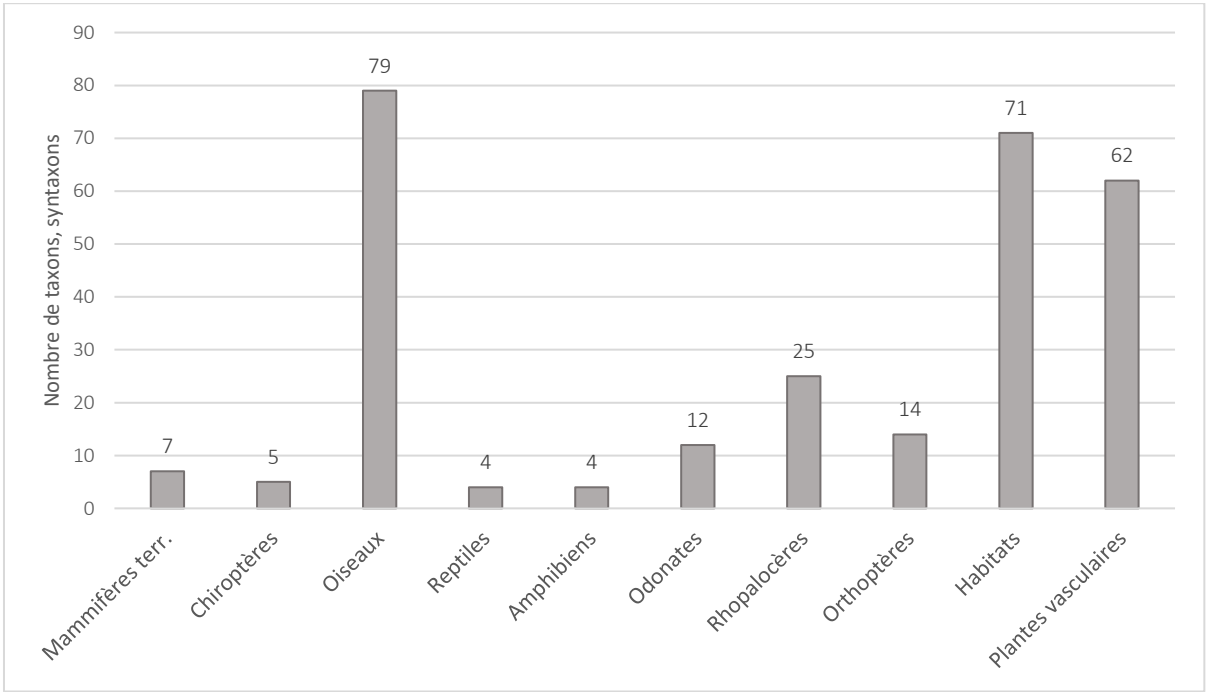


Tableau 4 : Habitats remarquables dans la CCVDS

Habitats	Code CORINE	DH	ZNIEFF A	*Localisations*
Eau stagnante naturelle (lac)	22.14	3160	20	*Lac de Sewen (4,7 ha)*
Cours d'eau à Renoncules aquatiques (*Ranunculetum fluitantis*)	24.44	3260	5	*Seebach (Sewen); Très ponctuel dans ZSC Vallée de la Doller*
Lande de l'étage collinéen à Genêt poilu et Callune (*Genisto pilosae*)	31.22	4030	10	*Assez fréquent en montagne*
Prairie hygrophile à Oenanthe et Vulpin (*Bromion, Oenanthion*)	37.21		20	*Très ponctuel (Sentheim, Guewenheim)*
Hêtraie d'altitude subalpine (*Fagetum sylvaticae*)	41.15	9140	20	*Fragmentaire (Rossberg, Ballon d'Alsace)*
Hêtraie d'altitude montagnarde (*Polygonato - Fagetum*)	41.15	9140	20	*Fragmentaire au-dessus de 900 m d'altitude, selon l'exposition.*
Chênaie-charmaie mésohygrophile	41.23	9160	10	*Eichwald (Guewenheim) et Hardtwald (Burnhaupt-le-Haut) dans la ZSC*
Chênaie pédonculée à Crin végétal (*Quercetum petraeo - roboris*)	41.24	9160	10	*Massif forestier (Guewenheim, Sentheim, Soppe-le-Bas)*
Erablaie sycomore sur éboulis à Lunaire vivace (*Lunario - Aceretum*)	41.41	9180*	20	*Cirques glaciaires et massifs pentus (Sewen, Rimbach-près-Masevaux, Dolleren, Masevaux-Niederbruck)*
Erablaie à Alisier blanc, Calamagrostide (*Calamagrostio- Aceretum*)	41.45p.	9180*	20	*Grand Neuweiher (Rimbach-près-Masevaux)*
Saulaie fragile (*Chaerophyllo - Salicetum*)	44.13	91E0*	20	*Berges de la Doller aval*
Aulnaie- Frênaie à Stellaire des bois (Stellario nemorum-Alnetum glutinosae)	44.131	91E0*	10	*Doller et affluents amont. Seebach amont (Sewen)*
Aulnaie-frênaie à Laîche espacée (Carici - Fraxinetum excelsioris)	44.311	91E0*	20	*Assez fréquent mais peu étendu sur suintements et petits ruisseaux de montagne*
Aulnaie à Camerisier noir, Renoncule à feuilles d'aconit (*Lonicero - Alnetum*)	44.32	91E0*	20	*Thannerhubel, Lochberg (Kirchberg), Moyen Gresson (Oberbruck)*
Aulnaie glutineuse marécageuse mésotrophe à laîches (*Carici - Alnetum*)	44.332		10	*Vallon du Soultzbach, plus localement ailleurs*
Tourbières hautes actives (*Scheuchzerietalia, Caricetea fuscae, Sphagnetalia pilosae*)	51.1	7110	100	*Vallon du Seebach, Gresson, Grand Langenberg, Hinteralfeld*
Phragmitaie (*Phragmitetum communis*)	53.11		10, 20	*Localisé à basse altitude*
Sources et suintements montagnards à dorines (*Pellio - Chrysosplenietum*)	54.112		10	*Assez fréquent en montagne, également dans le vallon du Soultzbach*
Bas-marais acide à Laîche noire (*Caricion nigrae, Juncion acutiflori*)	54.5	7140	100	*Vallon du Seebach, Grand Langenberg, Hinteralfeld (Sewen), Gresson (Oberbruck); Mares du Dickhag (Masevaux-Niederbruck)*
Prairie flottante à *Carex lasiocarpa* (*Caricetum lasiocarpae*)	54.51	7140	100	*Vallon du Seebach (PNRBV)*
Radeau de sphaignes	54.58	7140	100	*Mares du Dickhag (Masevaux-Niederbruck)*
Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion albae	54.6	7150	100	*Vallon du Seebach, Gresson, Grand Langenberg, Hinteralfeld*

4.2.2.3. Inventaires, sites protégés et valeurs

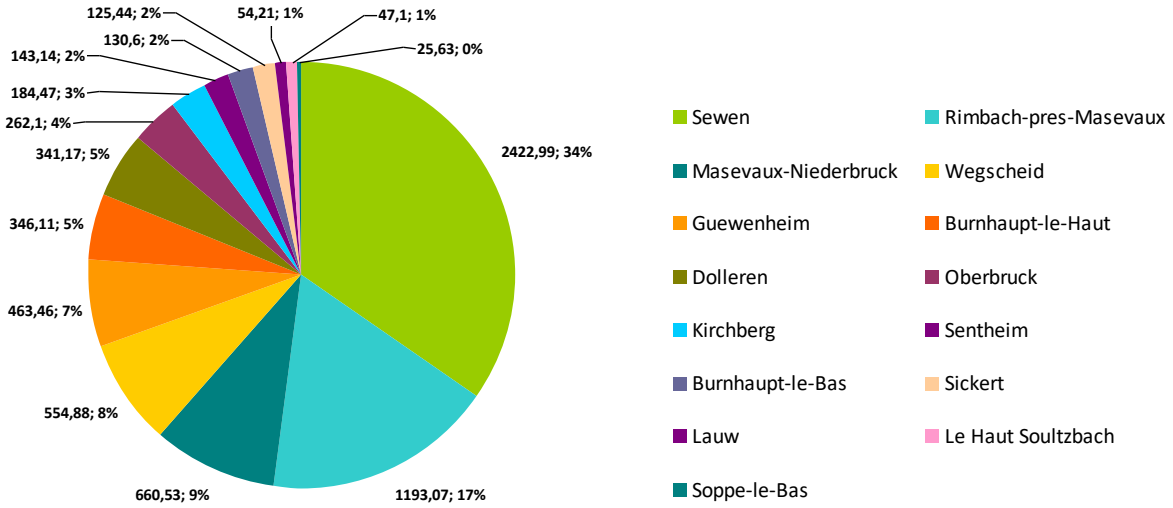
Deux inventaires couvrent le territoire, celui des ZNIEFF type I et type II en Alsace (2014) et celui des Zones Humides Remarquables du département du Haut-Rhin (1997).

Ces inventaires se sont portés principalement sur Sewen et Rimbach-près-Masevaux qui couvrent plus de la moitié des sites recensés (figure et carte suivantes).

A l'inverse, les communes les moins couvertes sont Sentheim, Sickert et le Haut-Soultzbach.

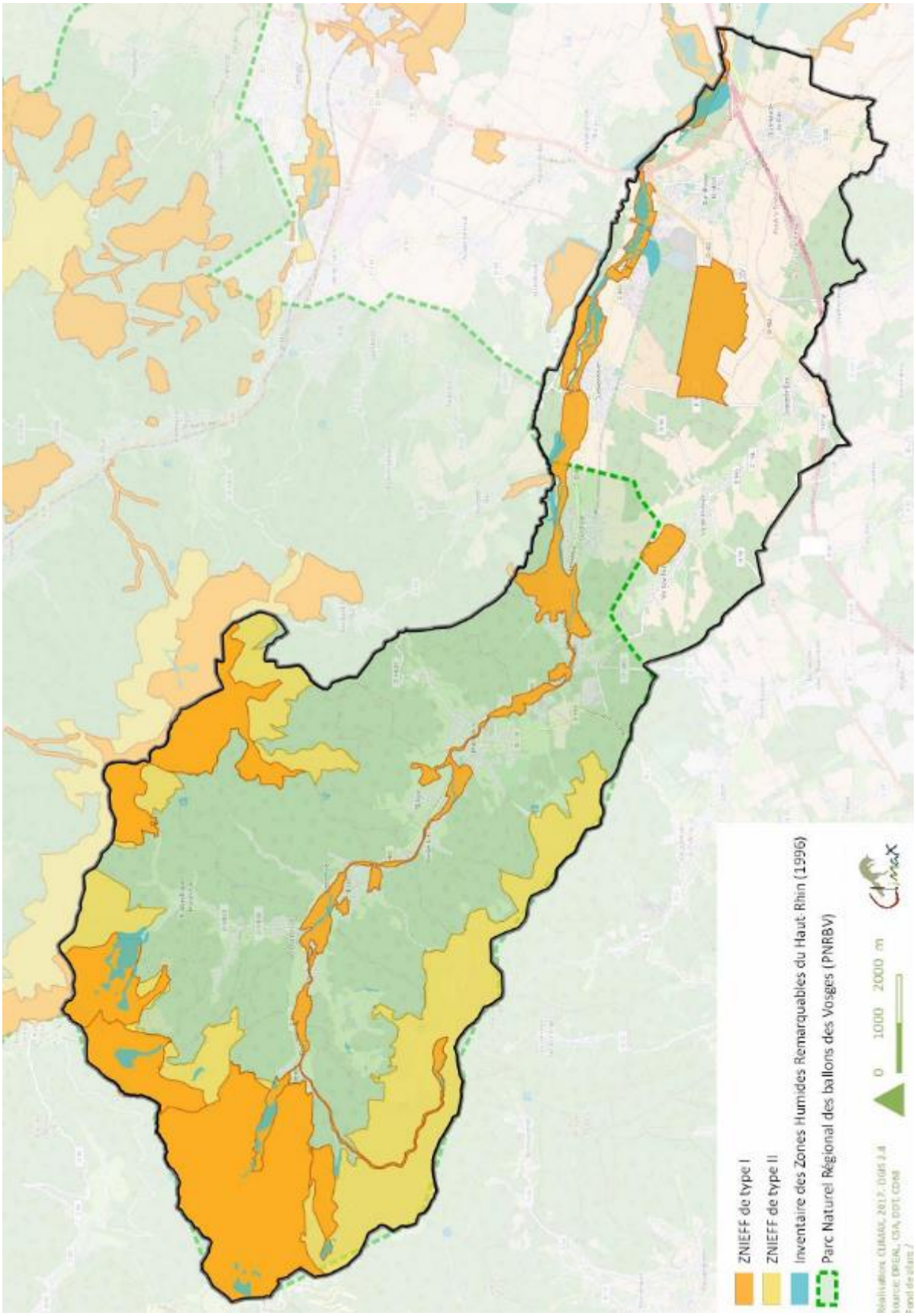
Les campagnes de terrain menées lors du PLUi montrent que la connaissance des sites d'intérêt régional demeure imparfaite. Plusieurs autres sites atteignent - selon la méthode ZNIEFF régionale - les 100 points qui permettent de désigner une ZNIEFF de type I en Alsace

Figure 4 : Parts relatives des communes comportant des sites recensés au titre de la biodiversité



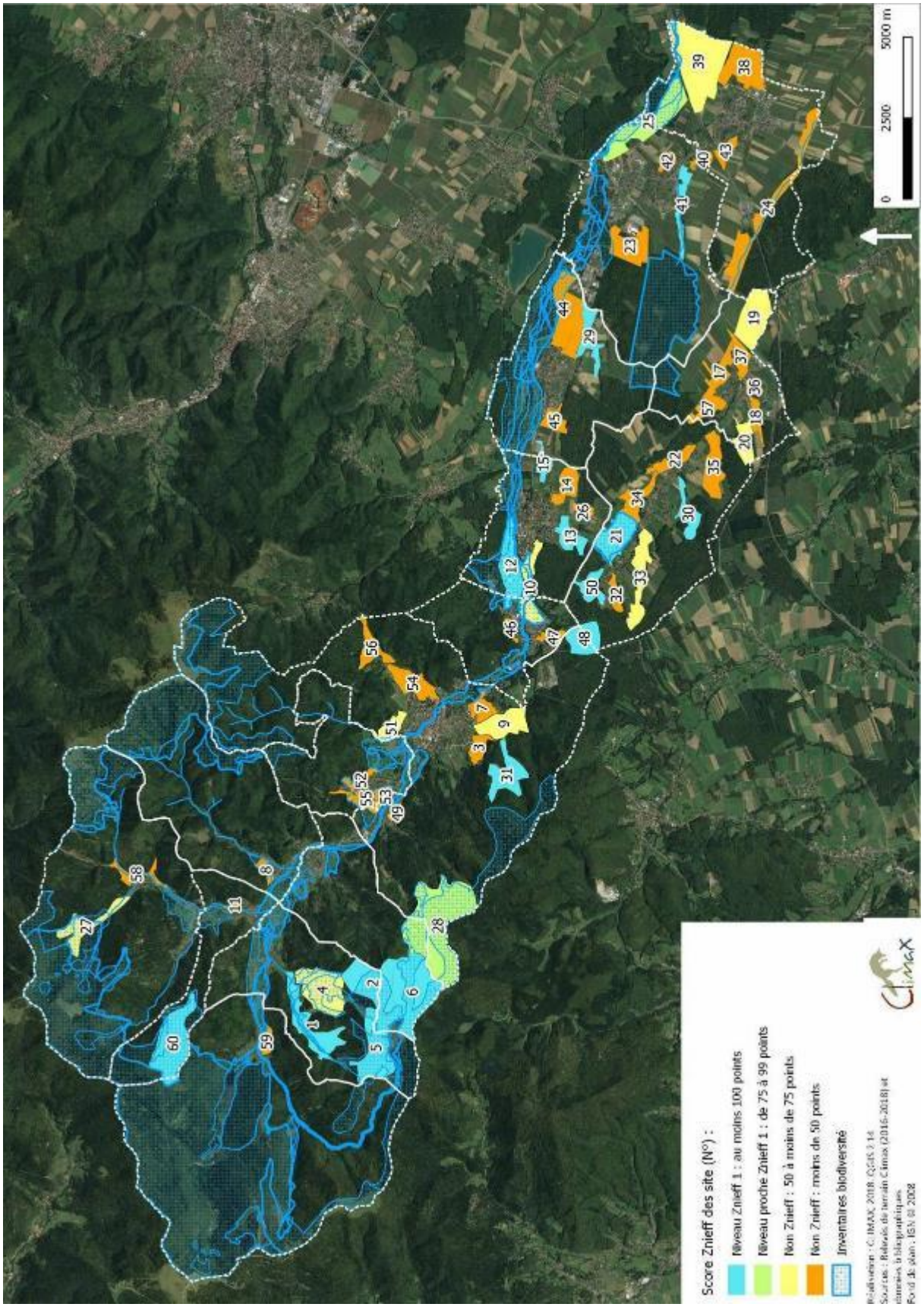
Légende : Les inventaires pris en compte sont ceux des ZNIEFF de type 1 (2014) et les zones humides remarquables du Haut-Rhin (1997).

Carte 6 : Inventaires au titre de la biodiversité



Sources : données actualisées des inventaires du patrimoine naturel

Carte 7 : évaluation de la valeur des 60 sites par la « méthode ZNIEFF Alsace »



Les sites protégés s'appuient principalement sur les inventaires.

Cinq types d'outils sont monopolisés pour la protection de sites de la CCVDS :

- La Réserve Naturelle Régionale
- L'Arrêté Préfectoral de Protection
- La Zone de Protection Spéciale (Natura 2000)
- La Zone Spéciale de Conservation (Natura 2000)
- La gestion ou acquisition par le Conservatoire des Sites Alsaciens
- L'Espace Naturel Sensible (Conseil Départemental du Haut-Rhin)

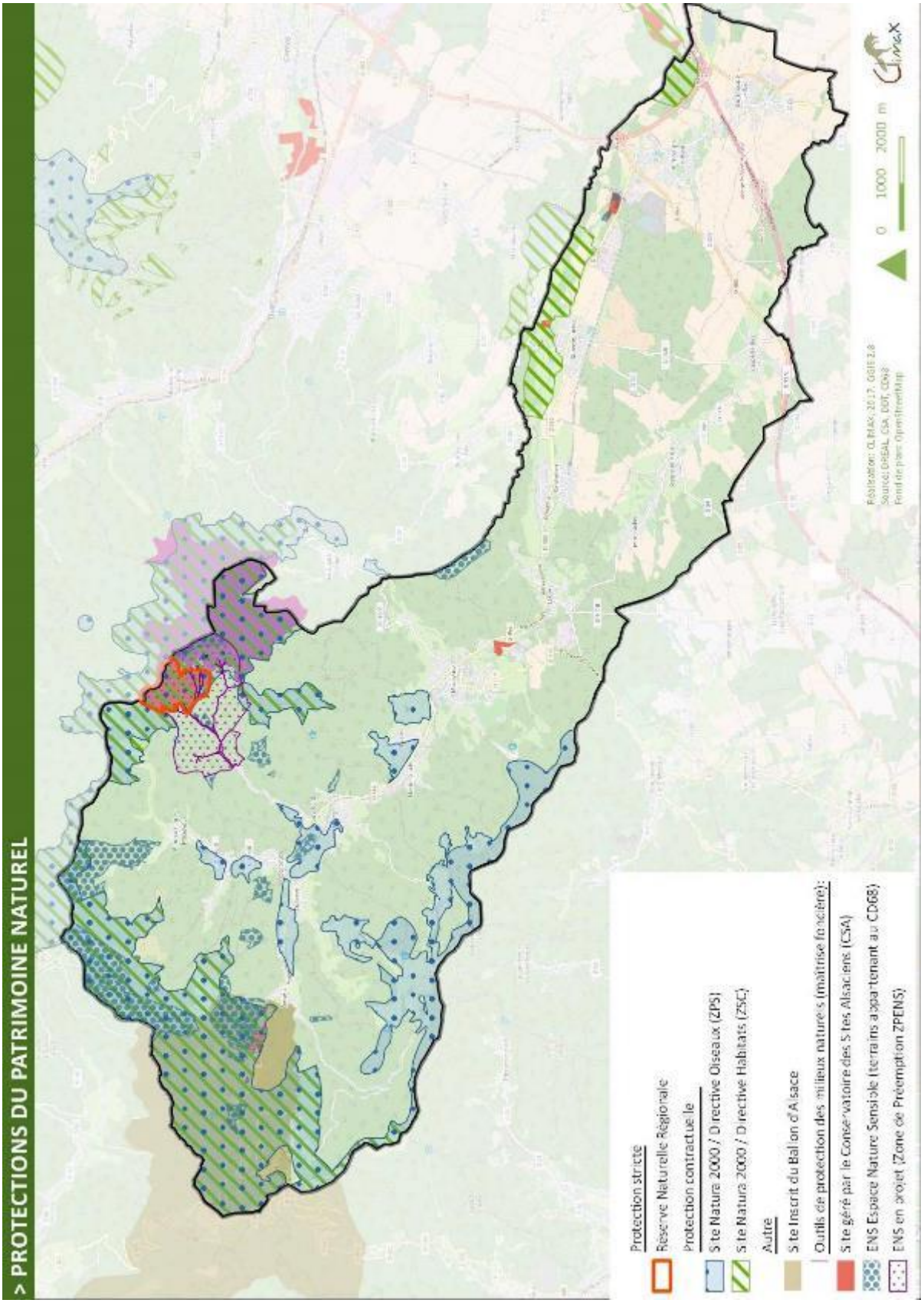
Les sites bénéficiant de la plus grande protection sont la Réserve Naturelle et les terrains maîtrisés par le Conservatoire des Sites Alsaciens. Les sites Natura 2000, où les actions favorables à la biodiversité ne sont pas imposées, sont peu contraignants pour les acteurs mais leurs superficies sont plus vastes.

Comme pour les inventaires, les mesures de protection se déploient principalement à l'amont du territoire dans la partie vosgienne du territoire. A l'aval de Lauw, les sites protégés sont rares et sont principalement assurés par la ZSC « Vallée de la Doller ».

Tableau 5 : Protections du patrimoine naturel dans les vallées de la Doller et du Soultzbach

SITE	SUPERFICIE (HA) OU NOMBRE	COMMUNE (S) DU PLUI
PROTECTION REGLEMENTAIRE		
Réserve Naturelle Régionale de la Forêt des Volcans	101 ha	Wegscheid
Arrêté Préfectoral de Protection de la flore du Massif du Rossberg	323 ha (600 ha au total avec le versant Thur)	Masevaux-Niederbruck (Masevaux)
PROTECTION REGLEMENTAIRE ET CONTRACTUELLE		
Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Hautes-Vosges » FR4211807	9002 ha (pour partie dans la CCVDS)	Dolleren, Kirchberg, Masevaux, Niederbruck, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux, Sewen, Sickert, Wegscheid
Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vosges du sud » FR4202002	5083 ha (pour partie dans la CCVDS)	Masevaux, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux, Sewen, Sickert, Wegscheid
Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vallée de la Doller » FR4201810	612 ha (pour partie dans la CCVDS)	Guewenheim, Burnhaupt-le-Bas
SITES GERES PAR LE CONSERVATOIRE DES SITES ALSACIENS /	139 ha dans la CCVDS dont 72% pour la RNR	
Biberbach	0,7 ha	Burnhaupt-le-Haut
Vordere Grueth et Wustenhag	1,7 ha et 3,1 ha	Guewenheim
Schlossmatten	0,6 ha	Masevaux-Niederbruck (Masevaux)
RNR Forêt des volcans	10,1 ha	Wegscheid
Strueth / Lac	1,5 ha	Sewen
Ancienne carrière	2,4 ha	Lauw
PROPRIETES DU DEPARTEMENT / ZPENS / ▲	554 ha dans la CCVDS, dont 6 ha gérés par le CSA	
Massifs du Engelberg, du Birlisberg, du Nagelwald et du Rechtenbach ; Rossberg	5,3 ha + 4,2 ha +3,3+15,8 gestion ONF ; 21,3 ha gestion CD68	Wegscheid
Massifs de la Haute Bers ef du Riesenwald; Lac des Perches et Lacs du Neuweiher	197 et 124 ha gestion ONF ; 3,9 et 9,7 ha gestion CD68	Rimbach-près-Masevaux
Lac d'Alfeld ; Lac de Sewen ; Massifs de la Seewand et du Kreuzelwald	12,25 ha gestion CD68 ; 2,0 ha gestion CSA ; 82,3 + 3,9 ha gestion ONF	Sewen
Biberbach	3,97 ha ha gestion CSA	Burnhaupt-le-Haut
Massif du Katzenbrunnen	13,85 ha gestion ONF	Dolleren
Massif du Buchberg	32,28 ha gestion ONF	Lauw
Prairie du Breuil ; Massif de l'Eichwald	7.14 ha gestion CD68 ; 12.58 ha gestion ONF	Oberbruck

Carte 8 : Sites bénéficiant d'une protection au titre de la biodiversité



4.2.2.4. Trame Verte et Bleue

La trame verte et bleue (TVB) est composée de noyaux de biodiversité, de matrices et de corridors favorables aux déplacements. La TVB se détaille aussi en sous-trames de milieux de même nature exploités par des cortèges exclusifs ou préférentiels.

Les noyaux principaux sont localisés dans la partie haute du territoire et autour de la Doller aval (rivière dynamique remarquable).

Des noyaux de biodiversité d'intérêt intermédiaire ont été identifiés lors du PLUI. Le Kleebach aval, les vergers périurbains au sud de Burnhaupt-le-Haut qui prolongent le massif du Eichwald à l'Est ; les vallons de forêts humides ponctués d'étangs en rive droite du Soultzbach (Largiswald, Bruckenwald–Lachtelweiher, Krummacker) ou encore le versant du Husserwald-Gassacker à Soppe-le-Bas, avec des prés diversifiés et vergers, connectés au Soultzbach.

Corridors : Etant donnée la configuration du territoire, les principaux axes de déplacement de la faune (et de la flore) sont orientés Nord-Ouest/Sud-Est, dans l'axe de la Doller et du Soultzbach. Néanmoins, pour la grande faune (Loup, Lynx, Cerf) et les grands migrateurs (oiseaux), l'axe nord-sud et les crêtes vosgiennes sont privilégiées.

Les versants en rive gauche de la Doller aval et du Soultzbach sont également des corridors de milieux ouverts, bosquets et forêts d'importance pour le territoire.

Les principaux obstacles sont linéaires aux déplacements de la faune sont imputables au réseau routier, notamment les infrastructures routières à plusieurs voies de circulation et à fort trafic. Il s'agit évidemment de l'A36 et de la RD466 et de la RN83, qui constituent des barrières quasi infranchissables et des causes de mortalité importantes.

La trame bleue est entravée par de nombreux seuils, des portions artificialisées des rivières (Doller à Dolleren, Sewen ou Kirchberg), des lacs et étangs dans les vallons secondaires (digues), notamment pour la faune piscicole et astacicole.

Matrices : les matrices perméables sont constituées de prés permanents extensifs, pâtures, friches, stades de recolonisation forestières et landes. Les bosquets et arbres isolés améliorent ce réseau écologique (ex : chaumes où de vieux hêtres améliorent la matrice prairiale). A une échelle plus fine, les prés extensifs, les vergers et jardins privatifs intriqués au sein des villages, constituent des trames intra-urbaines de qualité (Guewenheim, Sentheim, Burnhaupt-le-Bas).

Les matrices peu perméables correspondent aux zones densément urbanisées, difficilement franchissables (centres urbains, lotissements, zones d'activité, etc.), aux grandes cultures (avant-vallée de la Doller) et aux plantations forestières d'espèces exotiques (amont du territoire).

Carte 9 : trame verte et bleue de la CCVDS au niveau local

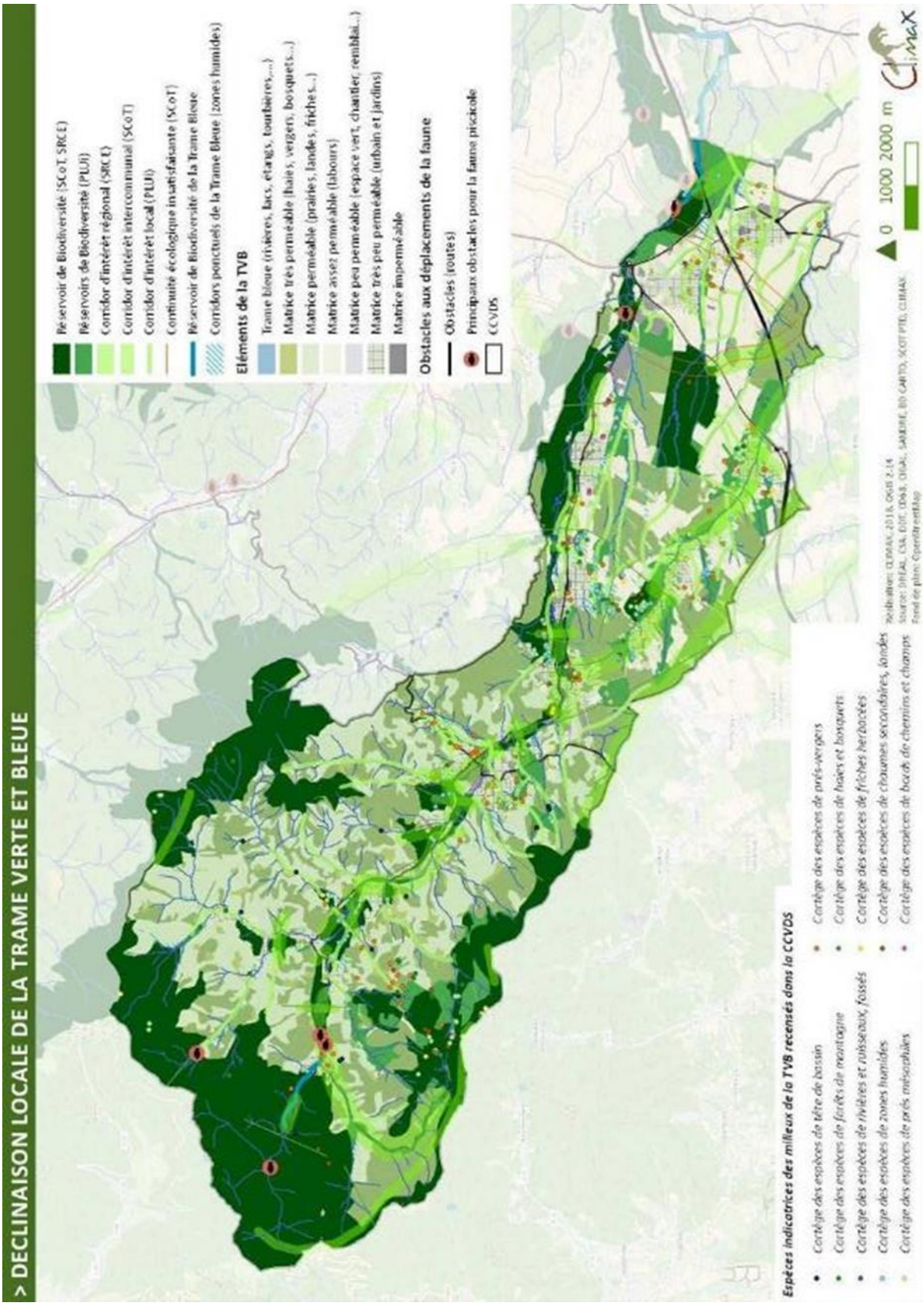
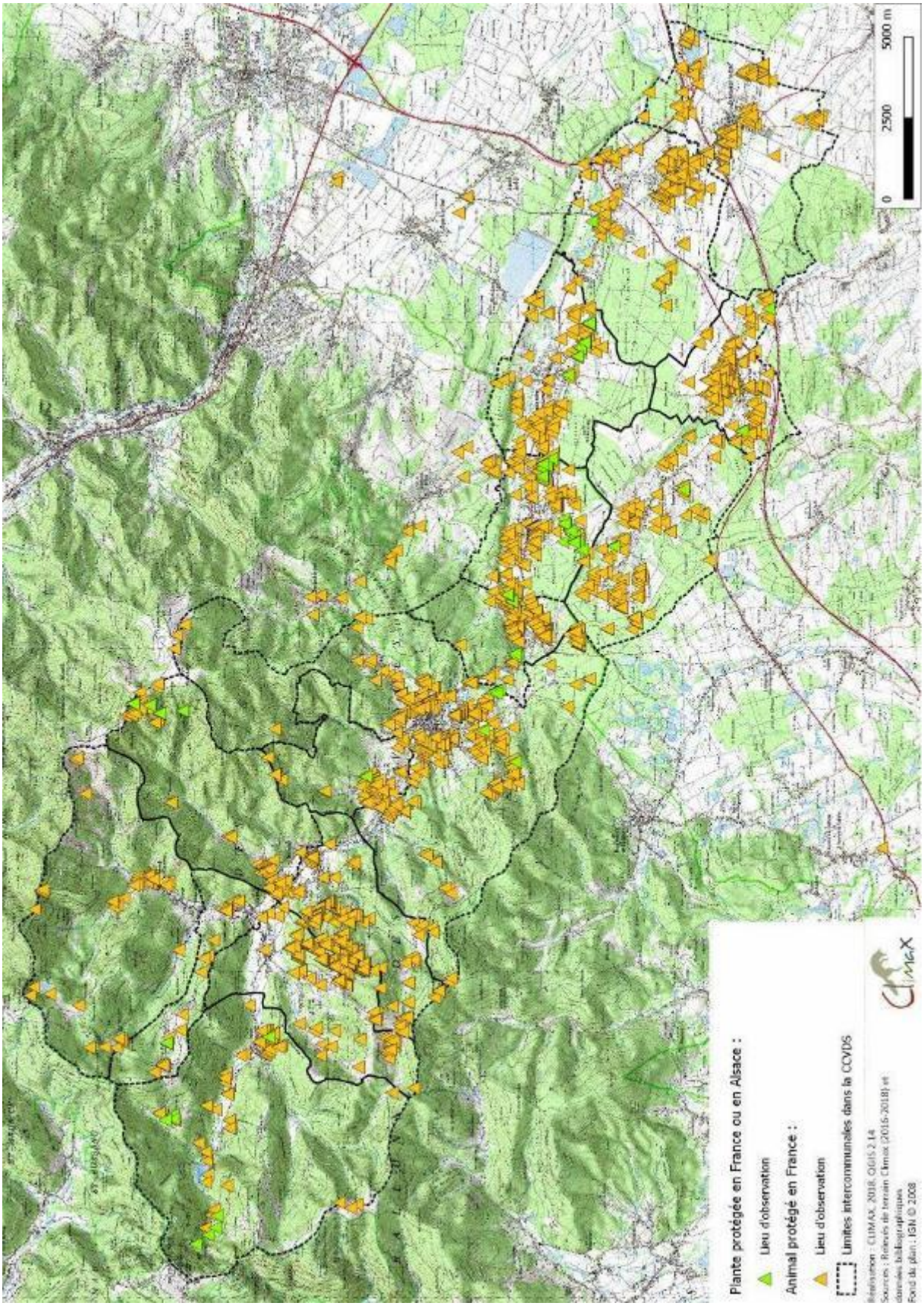


Tableau 6 : Synthèse des enjeux pour la biodiversité dans la CCVDS

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLU	Niveau d'enjeu
Biodiversité	La forte part d'espèces et d'habitats rares et menacés en Alsace souligne la biodiversité remarquable dans Vallée de la Doller et du Haut-Soultzbach. Les sites repérés par l'Etat, dont une partie a fait l'objet de protections, couvrent principalement la haute-vallée de la Doller Seule la partie aval de la Doller et certains de ses abords ainsi qu'une partie du massif de l'Eichwald sont mentionnés à l'aval de Lauw Des espaces d'intérêt comparable aux ZNIEFF de type I ont été mis en évidence entre Masevaux et Guewenheim. A l'extrémité Est du territoire, les espaces agricoles qui sont dominants, exploités sous forme de grandes cultures sont très défavorables à l'expression des espèces sauvages.	Les sites les plus remarquables seront vraisemblablement peu touchés par le PLUI. En montagne, l'extension de projets touristiques, les défrichements des boisements naturelles et l'intensification des pratiques agricoles peuvent affecter les fortes valeurs présentes. La destruction continue observée des zones humides sous forme de remblais, de drainages et d'urbanisation élimine des refuges importants pour les espèces. La biodiversité ordinaire est menacée par la destruction des espaces périvillageois, principalement des prairies permanentes et des vergers. Des espèces protégées peuvent être touchées (carte suivante).	FORT
Trame verte et bleue	La valeur du territoire pour la biodiversité repose sur la bonne fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue sur une majorité du territoire. Les principaux déficits touchent l'avant-vallée confrontée à une forte urbanisation et à de grandes cultures (matrice peu perméable) où les ligneux sont rares. L'étendue des forêts monospécifiques plantées induit une matrice forestière pour partie déficiente en montagne.	Les coupes des bosquets, haies et arbres isolés affectent de manière continue les corridors des espaces ouverts. Les destructions de zones humides menacent également cette sous-trame. L'extension des zones urbaines peut augmenter les obstacles aux espèces ou détériorer la trame verte intra-urbaine (urbanisation des dents creuses).	FORT
Sites Natura 20000	La ZPS « Hautes-Vosges » occupe la crête de la haute vallée du Sudel au Rossberg avec d'autres entités disjointes (basse altitude) La ZSC Vosges du Sud se déploie sur la crête en rive gauche de la Doller, du Ballon d'Alsace au Rossberg. La ZSC Vallée de la Doller correspond au lit majeur de la Doller et une partie du versant rive gauche.	Des entités de la ZPS « Hautes-Vosges » ont été rognés par l'urbanisme à Kirchberg, Rimbach-près-Masevaux, Wegscheid. Des projets urbains ponctuels altèrent ou peuvent affecter ces sites comme le projet de la Fennematt. L'absence d'animateur et d'actions dans la ZSC « Vallée de la Doller » est défavorable au maintien de la qualité de ce site.	MOYEN

Carte 10 : Répartition des observations des espèces protégées en France et en Alsace dans la CCVDS



4.2.3. ENJEUX DU MILIEU HUMAIN

4.2.3.1. Ressources naturelles

Les principales ressources sollicitées par les humains sont l'eau potable, l'air, les sols et les alluvions.

Les eaux potables sont de bonne à très bonne qualité. Seuls quelques problèmes sont liés à la vétusté du réseau et à certaines pratiques agricoles (avant-vallée). Ces eaux sont distribuées à travers un réseau communal et intercommunal et de deux réservoirs (Guewenheim, Mortzwiller). Un nouveau forage à Masevaux est envisagé pour mieux alimenter d'autres communes.

L'eau potable est tirée :

- De captages de sources (nombreuses communes en amont du territoire) ;
- De captages dans la nappe de la Doller (Guewenheim).

Cette nappe aval de la Doller alimente des riverains de la CCVDS et une grande partie du Département du Haut-Rhin. Elle joue un rôle aussi économique pour les industriels et les agriculteurs du territoire et au-delà. Cette nappe est vulnérable face aux pollutions diffuses ou accidentelles.

La nappe de la Doller qui est sous la pression de l'agglomération mulhousienne. L'augmentation des prélèvements (certains puits pollués ont été abandonnées) de communes en dehors du bassin pousse certains acteurs à militer pour un second lac-barrage à Michelbach qui prélèverait de l'eau du bassin de la Doller (Bourbach).

La qualité de l'air est qualifiée de "globalement bonne sur le territoire Thur Doller".

Des pollutions sont constatées à Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut et Masevaux en raison des émissions du chauffage domestique (SO_2, CO), proportionnelles au nombre d'habitants, l'importance d'activités industrielles, agricoles (N_2O) et du transport routier (NOx, CO).

Les enjeux identifiés sont forts et portent sur la réduction des émissions polluantes à l'origine des GES (transport) et l'amélioration des connaissances des effets des pollutions sur la santé.

La qualité de l'air est dépendante des activités au droit du territoire mais elle est aussi dépendante de secteurs émetteur de polluants. Certains phénomènes climatiques, généralement à basse altitude, sont défavorables aux communes à basse altitude (concentrations en poussières, ozone).

Les alluvions ne constituent plus une ressource actuellement mobilisée dans le territoire. La partie Est du territoire comporte d'anciens sites d'extraction reconvertis en zones de loisir public (Burnhaupt-le-Haut), privé ou en site protégé (glaisière de Guewenheim).

4.2.3.2. Energies

Des économies d'énergie sont nécessaires afin de réduire les besoins. Elles passent par une meilleure isolation des bâtiments privés et publics, notamment dans l'ancien.

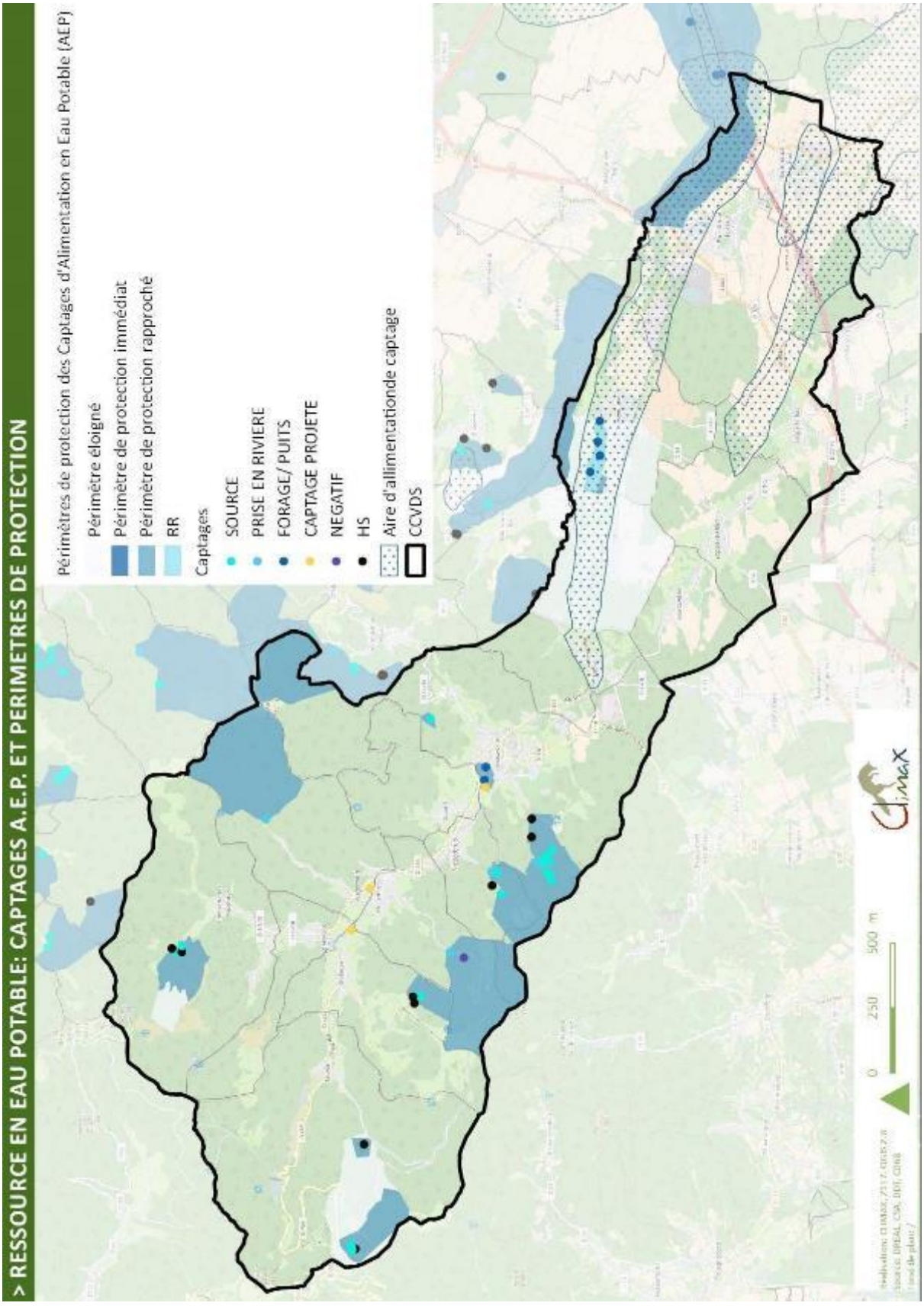
La limitation des transports et le développement des transports publics d'autres axes de développement.

Le développement des énergies renouvelables peut se faire en développant la ressource la plus locale disponible, le bois. Le développement devra s'accompagner de poêles et chaudières efficaces et faiblement émettrices de poussières.

L'éolien ou le solaire à grande échelle ne sont pas développés actuellement et ces solutions sont à examiner par rapport à d'autres enjeux (biodiversité, paysage, tourisme).

Le développement de l'hydroélectricité est encore faible (potentiel mesuré) et devra tenir compte de la continuité piscicole. La géothermie et le biogaz présentent un certain potentiel mais qui reste encore peu sollicité.

Carte 11 : Captages AEP et périmètres de protection



4.2.3.3. Agriculture

La SAU agricole représente 18,3% de la superficie du territoire de la CCVDS (16.000 ha).

L'agriculture est basée sur l'élevage à l'amont et sur la maïsiculture dans la partie basse du territoire. Dans la partie Lauw-Guewenheim, et le vallon du Soultzbach, les parts en prairies permanentes et en cultures sont à peu près équivalentes. Le maraîchage en vente directe s'est développé ces dix dernières années.

L'importance de l'activité agricole se traduit par une offre diversifiée d'alimentation, une structuration paysagère (environ 60% du territoire est du reste occupé par la forêt) et une influence positive à négative sur l'environnement.

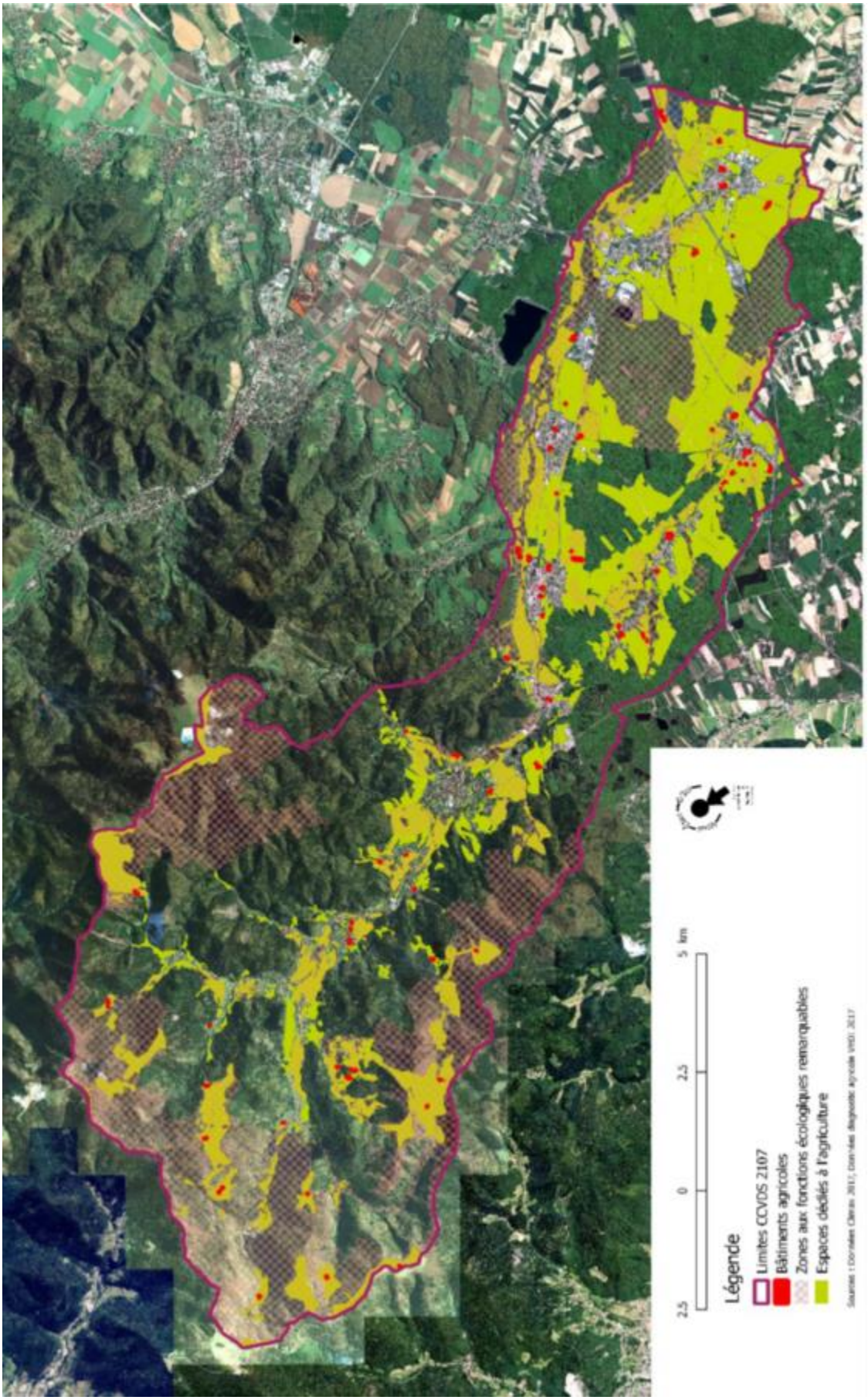
Les Mesures Agri-environnementales (MAEc) sont bien développées dans la Haute vallée de la Doller (PAEC Montagne vosgienne). Les possibilités de contractualiser 2 « MAEc systèmes » et portent sur 19 « MAEc localisées ». D'autres MAEc sont possibles grâce au GERPLAN dans la partie aval du territoire mais sont peu développées. Ces contrats cherchent à concilier productivité agricole et valeurs environnementales (biodiversité, eau, paysage).

Certains modes d'exploitation agricole, notamment à l'aval, menacent la durabilité des sols et des eaux (biocides utilisés, prélèvements pour l'irrigation). En montagne, l'agriculture est plutôt source de diversification des végétations et de la faune mais des extensions sur des végétations naturelles pourraient aussi avoir des effets négatifs.

Les sorties d'exploitation, motivées par la recherche de meilleures conditions de travail et la réduction des nuisances dans les villages conduisent souvent à des destructions de milieu et à un mitage urbain préjudiciables à la collectivité.

DES ATOUTS IMPORTANTS…	… MAIS DES FRAGILITES QUI DEMEURENT
• Une agriculture diversifiée ; • Entre 16 et 25% des chefs d'exploitations ont moins de 40 ans, surtout en haute Doller; • Une agriculture qui permet de maintenir des espaces ouverts et mettant en valeur le territoire de la CCVDS; • Une agriculture de plus en plus respectueuse de l'environnement (label AB en progression); • Une agriculture de proximité variée pour les riverains et les touristes.	• Une précarité foncière des agriculteurs (faible taux de propriété, présence non systématique de baux écrits, pression du fait de l'augmentation des élevages de loisirs, équins notamment, qui recherchent également des surfaces); • L'accès à l'eau rendu difficile est dans secteurs en montagne suite aux sècheresses ; • Une concurrence foncière présente, notamment par l'urbanisation et l'avancée de la forêt dans certains secteurs ; • Des conflits d'usage liés à la présence encore importante parfois de bâtiments d'élevage dans les villages ; • Un avenir incertain quant au renouvellement de ¾ des exploitations enquêtées (+ de 55 ans); • Un contexte économique délicat.

Carte 12 : Synthèse des espaces dédiés à l'agriculture sur la CCVDS



(Source : données Climax 2017, diagnostic agricole VEDI 2017)

4.2.3.4. Sylviculture

La forêt occupe environ 63 % du territoire de la CCVDS. Elle joue un rôle important avec des forêts domaniales, communales et privées. La part des forêts privées est particulièrement importante dans la partie vosgienne.

A basse altitude (300 - 600m), les peuplements naturels sont des chênaies et des hêtraies-chênaies. De 600 à 1000 m, domine la hêtraie-sapinière, mais est remplacée localement par des érablaies sur blocs ou des aulnaies sur sols humides. Au-delà de 1000 m pointent des peuplements fragmentaires d'altitude, à hêtre et à érables et les chaumes concurrencent les boisements.

L'exploitation des forêts a produit des peuplements artificiels, notamment à travers des plantations de conifères dans les parcelles privées. Les forêts publiques comportent davantage de peuplements naturels. La superficie forestière comporte grossièrement :

- 4.350 ha de feuillus ;
- 3.070 de de conifères ;
- 2.700 ha d'essences mixtes.

Les modes de gestion forestière sont variés avec une forte prédominance de monocultures de conifères dans les forêts privées en montagne. Huit Associations Syndicales Autorisées regroupent des propriétaires forestiers sur certains massifs qui ont développé le réseau de dessertes forestières ces deux dernières décennies

Si la sylviculture et l'exploitation des bois reste présente (11 entrepreneurs de travaux forestiers), la transformation du bois n'est plus guère exercée localement (une seule scierie à Dolleren). Les grumes sont donc très majoritairement acheminées vers l'extérieur et entraine un trafic de grumiers.

La forêt joue un rôle important dans la perception paysagère et comme espace de loisir ou de détente.

En montagne, la qualité écologique des peuplements est assez faible vis-à-vis de ses contributions aux sols, à l'eau, à la biodiversité et au paysage. Certains sites paysagers remarquables sont flanqués de plantations dans lesquelles des coupes à blanc restent pratiquées.

L'avenir de certaines essences et de peuplements semble compromis suite aux épisodes de sècheresse, récurrents ces dix dernières années. C'est le cas notamment du Sapin (dépérissement), qui structure la Hêtraie-Sapinière et de l'Epicéa (attaques de scolytes), exotique souvent planté seul sur de vastes superficies. Les projections des forestiers prévoient une remontée du chêne en altitude et un retrait du hêtre et du sapin.

Ces évènements qui interpellent les sylviculteurs pourraient conduire soit à la poursuite du modèle de forêt artificielle (nouvelles essences supportant les conditions climatiques), soit à changer les pratiques en s'appuyant davantage sur les essences naturelles bien en place.

4.2.3.5. Risques naturels

La communauté de communes est exposée au risque d'inondation. Le PPRi de la Doller est actuellement annulé mais les zones inondables par débordement de crue (aléa fort) persistent et doit être prises en compte dans le projet de planification urbaine.

Ce zonage de ce PPRI est à intégrer dans le cas des extensions urbaines, notamment.

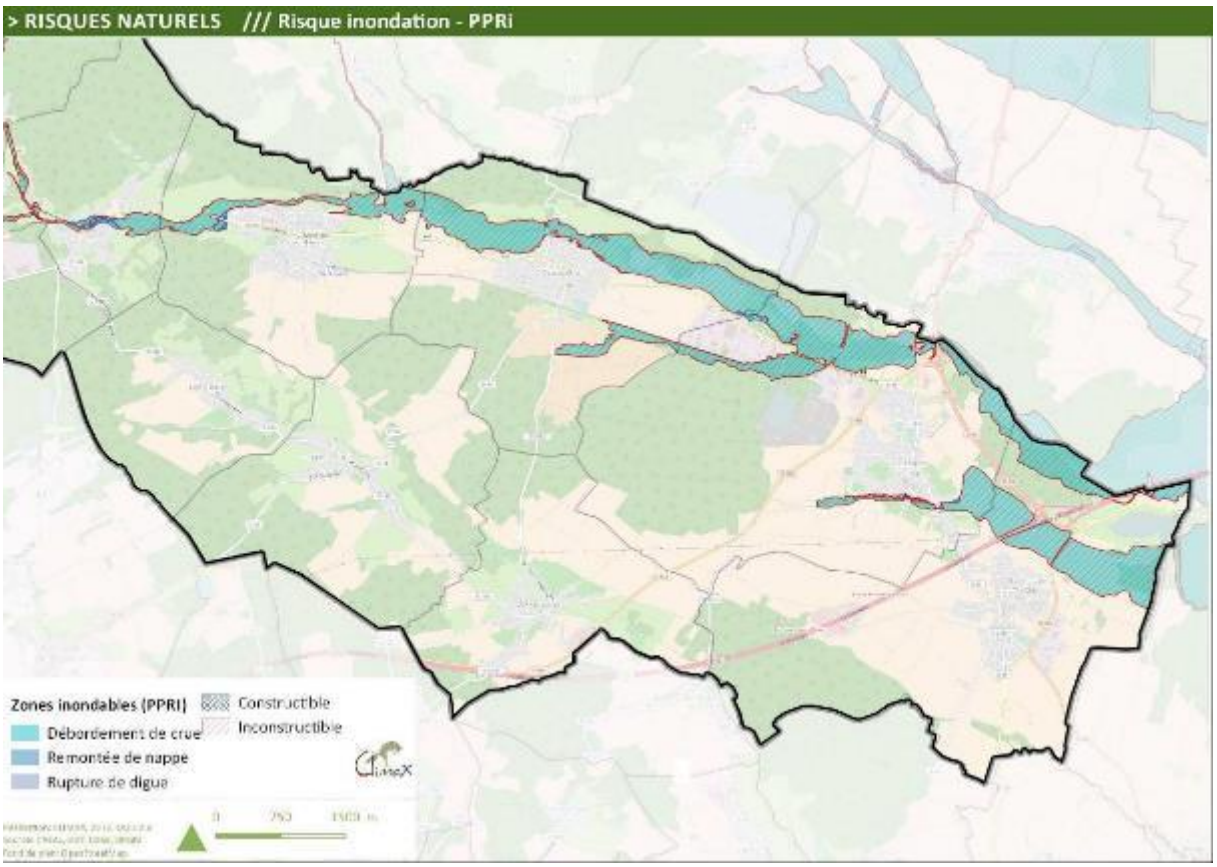
D'autres risques naturels existent : mouvements de terrain, avalanches, risque minier, retrait et gonflement des argiles, exposition au radon et les séismes.

L'évènement coulées de boues (mouvements de terrain) est le plus fréquent, principalement dans la partie Est du territoire (avant-vallée, vallon du Soultzbach), couverte de lœss.

Les solutions envisagées pour l'instant ne répondent pas de manière intégrée au problème des coulées de boues. Elles consistent à la mise en place de bassins de rétention à l'amont des zones urbaines sans agir à la cause des problèmes : l'occupation du sol dans le bassin versant.

Carte 13 : Carte des zones inondables du PPRi de la Doller







Sensibilité des Lœss aux coulées de boues à Burnhaupt-le-Haut. Les horizons superficiels sont très vite emportés même sur des faibles pentes (CLIMAX, 5 juin 2018).



Contributions de la zone humide alluviale du Kleebach lors des crues à Burnhaupt-le-Haut : zones d'épandage des eaux et rétention de fines par la végétation permanente (CLIMAX, 5 juin 2018).

4.2.3.6. Risques technologiques, nuisances et pollutions

Les risques technologiques émanent :

- De la rupture possible de barrages.
- D'activités industrielles classées ICPE dans le territoire mais de niveau assez bas.
- Du transport de matières dangereuses (TMD).

Le risque de rupture concerne trois barrages dans la partie amont du territoire et d'un lac-barrage à Michelbach.

11 installations du territoire sont classées ICPE et 1 usine SEVESO (Thann et Vieux-Thann) étend son périmètre SEVESO dans la CCVDS (7 communes concernées).

Le transport de matières dangereuses porte sur l'A36, la RD83 et la RD466) et un gazoduc (frange Est du territoire).

Les risques les plus élevés sont situées dans l'avant-vallée de la Doller, à l'aval de Guewenheim.

D'autres risques et nuisances proviennent des installations diffusant des champs électromagnétiques (lignes HT, antennes de téléphonie mobile).

Plusieurs sites pollués sont enregistrés dans les bases BASOL et BASIAS et doivent être pris en compte pour vérifier la compatibilité avec un nouvel usage éventuel de ces terrains.

Les nuisances acoustiques proviennent des axes routiers (A36, RD83 et RD466), de courses automobiles (Sewen) et de salles diffusant de la musique amplifiée.

4.2.3.7. Gestion des déchets et assainissement

La gestion des ordures ménagères est principalement assurée par le SICTOM de la zones Sous-Vosgienne ; secondairement par le Syndicat Mixte Thann-Cernay (Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas).

Le tonnage annuel atteint 153 kg/habitants en 2016.

L'assainissement dans la CCVDS est collectif et individuel.

Trois stations d'épuration (STEP) prélèvent une partie des eaux usées du territoire. Les STEP de Masevaux et Guewenheim disposent d'une capacité cumulée d'environ 12.000 d'équivalents-habitants mais intègrent deux communes hors CCVDS. Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas sont raccordés à la STEP de Sausheim qui rejette dans le Rhin.

Des problèmes de non-conformité existent sur les deux STEP de la CCVDS en termes de transmission des déversements dans le réseau (émissaires dans la Doller).

La haute vallée de la Doller et le Soultzbach ne disposant pas de STEP, les riverains de ces communes sont en assainissement autonome et sous le régime du SPANC.

L'amélioration de l'assainissement constitue un enjeu pour le territoire, particulièrement dans le cadre du PLUI.

4.2.3.8. Paysage et patrimoine

Le territoire présente deux grandes unités paysagères, le Massif des Hautes-Vosges et le Sundgau. Cinq sous-unités ont été déclinées à l'échelle de la CCVDS :

- La Haute-Vallée de la Doller (Ballon d'Alsace – Lauw) sans Masevaux ;
- La ville de Masevaux et son environnement immédiat ;
- L'avant-vallée de la Doller avec ses versants de piémont ;
- Le Vallon du Soultzbach ;
- La plaine et le débouché du Sundgau.

Le paysage s'exprime à travers des motifs paysagers que constituent des éléments physiques comme l'eau, la roche ; des végétations (forêts, arbres isolés) ; des types d'exploitation agricole, sylvicole et des modes d'habitats (urbanisme). Le relief contrasté, la situation géographique (vallée d'Alsace la plus méridionale) conduisent à des points de vue depuis et vers le territoire.

La haute-vallée de la Doller développe des paysages où les éléments naturels sont très prégnants, parfois même au cœur des villages (rochers à Sewen, Kirchberg). Le Ballon d'Alsace et ses versants et les lacs, marqués par les phénomènes glaciaires, et le massif du Rossberg constituent les paysages les plus grandioses. Ces très fortes qualités paysagères ont motivé certains classements et concentrent l'attention d'acteurs comme le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.

Les espaces forestiers dominent les versants de la zone montagnarde à ceux des collines, parfois très animée par des espaces ouverts de type clairière.

Masevaux est situé dans un site très particulier à l'ambiance à la fois montagnarde et collinéenne (pentes adoucies, pâtures et prés-vergers).

Le vallon du Soultzbach, typiquement sundgauvien, combine de manière équilibrée forêts, prés, cultures et villages avec de petits vallons secondaires peu visibles.

La zone de contact de la vallée de la Doller avec la plaine rhénane est la moins spectaculaire, altérée par les voies de circulation Nord-Sud (segmentation), les grandes cultures d'openfield et des modes d'urbanisme (zones commerciales, habitats) souvent peu qualitatifs.

Les dynamiques paysagères à l'œuvre sont distinctes. Schématiquement, on observe trois tendances :

- Situation relativement stable en montagne avec des mutations locales variées (progression des ligneux, développement touristique ponctuel) ;
- Pression urbaine importante dans la partie aval de la Doller, autour de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas ;
- Extension des cultures (dont perte des éléments d'animation) et l'extension urbaine entre Lauw et Burnhaupt-le-Haut et dans le vallon du Soultzbach.

La valeur paysagère est fortement corrélée au cadre de vie et à l'intérêt touristique de la vallée ou de sites particuliers.

Le patrimoine historique et culturel émane des constructions. 13 édifices son recensés dans la base Mérimée. Deux sont classés au titre des Monuments Historiques. : l'ancienne abbaye de Masevaux et la chapelle du cimetière de Sewen

Les éléments remarquables proviennent de l'architecture paysanne (différents types de maisons), des bâtiments religieux, de petits éléments de patrimoine (lavoirs, fontaines, croix) et de ceux issus du chemin de fer Cernay-Sewen.

Masevaux se distingue parmi les communes car la ville concentre la majorité des éléments d'architecture patrimoniale.

Le patrimoine minier est remarquable à Wegscheid, Lauw et Sentheim. Son intérêt de niveau régional a minima, s'ajoute aux particularités d'origine naturelle de la moraine de Kirchberg, source de la Doller, rochers monumentaux…

4.2.3.9. Loisirs en lien avec l'environnement

Les loisirs qui s'appuient sur les espaces naturels, sont particulièrement développés dans la partie montagnarde du territoire, dont les massifs forestiers. On y recense toutes les activités pratiquées dans le massif vosgien, principalement la randonnée, la course à pied, le VTT, le ski de fond et le ski alpin.

La randonnée s'exerce principalement sur le réseau de chemin tracé et entretenu par le Club Vosgien. Elle s'appuie principalement sur les sites les plus spectaculaires (lacs, sommets) ainsi que sur le réseau de fermes-auberges et des refuges.

La pratique du VTT est régulière comme la randonnée. Elle s'exerce presque toute l'année à basse altitude mais est restreinte durant l'hiver en altitude. Cette activité est en hausse avec l'apparition des vélos à assistance électrique avec des réseaux étendus et des projets sur les stations de ski en été et avec le développement du VTT enduro qui nécessite la création de pistes de descente spécifiques.

Le ski - comme d'autres disciplines d'hiver - est concentré au Ballon d'Alsace mais le site n'occupe qu'une partie de la CCVDS (commune de Sewen). Ces activités hivernales sont dépendantes du taux d'enneigement et leur ampleur est décroît d'une année à l'autre. Cette tendance pose question sur la pérennité et l'intérêt de ces installations (investissement récent dans les canons à neige).

En été, les lacs d'altitude sont aussi utilisés pour la baignade, principalement le lac d'Alfeld.

A plus basse altitude, excepté le ski, on retrouve ces activités mais de manière moins intense et plus diffuse. Des parcours sportifs sont souvent installés en forêt (Masevaux, Sentheim).

L'ancienne gravière de Burnhaupt-le-Bas est le support à des activités de pêche et nautiques.

Les cyclistes disposent d'une piste cyclable qui irrigue la vallée de Burnhaupt-le-Haut à Sewen et l'infrastructure est également utilisée pour la promenade.

A l'initiative d'associations, des sites miniers (ou naturels) sont proposées, notamment dans plusieurs sites à Sentheim, Wegscheid ou Lauw.

Les effets de ces activités sur l'environnement sont à distinguer selon l'intensité, les périodes, les lieux et les types d'infrastructures utilisés.

Les randonneurs seuls génèrent moins de dérangements que des groupes de randonneurs. La randonnée à pied ou à ski hors sentier cause davantage de dérangements que les activités sur des itinéraires balisés. Ce sont surtout les pratiques en « hors piste » et en période sensible pour la faune (reproduction au printemps et hivernage) qui impactent la faune sauvage. Cependant, la densification et la diversification des activités de loisirs sur le massif tend à une certaine saturation de certains secteurs, avec des incidences non négligeables sur la biodiversité.

Le développement de certaines activités peut être anticipé par le PLUi s'il prévoit une infrastructure, un bâtiment.

Tableau 7 : Synthèse des enjeux du milieu humains dans la CCVDS

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLUi	Niveau d'enjeu
Ressources (sols, alluvions, eaux, air)	Les sols se déclinent selon les unités naturelles, notamment l'altitude, constituent une ressource pour l'agriculture. Les eaux potables distribuées sont de bonne à très bonne qualité. L'aquifère de la Doller (Nord) constitue une ressource d'eau potable d'intérêt départemental. La qualité de l'air est qualifiée de "globalement bonne sur le territoire Thur Doller". La ville de Masevaux (plus peuplée) et les communes de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas montrent les émissions de polluants les plus élevée (chauffage, transports). L'agriculture a également sa part dans la pollution de fond et l'émission de GES. Les alluvions ou autres gisements ne sont plus exploités.	Les projets urbains d'entraineront une perte de sols accessibles aux agriculteurs près des zones urbaines. L'imperméabilisation de ces sols accélère le ruissellement. Des déficits d'assainissement affectent l'eau comme ressource. Les eaux souterraines et superficielles menacées par des pratiques agricoles ou des accidents. La qualité de l'air est menacée par l'accroissement des transports, du chauffage et de certaines implantations industrielles.	MOYEN (sols) à FORT (eaux)

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLUi	Niveau d'enjeu
Energies	La réduction de la consommation nécessite des efforts conséquents dans l'isolation des bâtiments et dans l'offre de transports publics de qualité (quasi-inexistante). Les énergies renouvelables pourraient se déployer autour de la ressource la plus abondante, le bois. Les projets éoliens et solaires n'ont pas encore été menés. L'équipement de turbines hydroélectriques est envisagé mais de potentiel sans doute limité.	Le PLUI pourrait être prescripteur, voire imposer des normes permettant de réduire la consommation énergétique ainsi que l'émission de GES.	MOYEN
Risques naturels	Risque principal : inondation qui provient de la Doller. Le PPRI qui a été contesté a été pris en compte en termes de risques. Ce risque est à corréler avec le maintien des zones humides. Territoire soumis à d'autres risques moins importants. Le risque « coulées de boues » est à mentionner surtout pour la partie Est du territoire.	L'urbain jouxte certaines zones inondables qui peuvent être investies. Certains secteurs instables (Soppe-le-Bas) sont à soustraire à l'urbanisme.	FORT
Risques technologiques	Risques de rupture de barrage (3 lacs à l'amont, 1 lac hors CCVDS). 11 activités industrielles classées ICPE dans le territoire mais de niveau assez bas. 1 périmètre SEVESO concerne 7 communes, émanant d'une usine hors CCVDS. Le transport de matières dangereuses par voie routière et gazoduc.	Les risques les plus importants se situent entre Guewenheim et Burnhaupt-le-Bas.	MOYEN
Nuisances (pollution, bruit)	Les voies routières génèrent des nuisances sonores, des pollutions et affectent le paysage. Proviennent surtout de l'A36, RD83, la RD483 et la RD466 (aval Masevaux). Les nuisances les plus fortes proviennent de la RD83 et concernent les deux Burnhaupt. Nuisances issues des lignes HT et antennes de téléphonie mobile diffusant des champs électromagnétiques Plusieurs sites pollués sont enregistrés dans les bases BASOL et BASIAS. Les nuisances acoustiques proviennent des axes routiers, de courses automobiles (Sewen) et de salles diffusant de la musique amplifiée.	Risque potentiel d'augmentation des risques, principalement en bordure Est du territoire. Il s'agit de contraintes en termes d'affectation des terrains à l'urbanisme. Les sites pollués doivent être pris en compte pour vérifier la compatibilité avec un nouvel usage éventuel de ces terrains.	MOYEN

Thème	Caractéristiques	Menaces et effets possibles du PLUi	Niveau d'enjeu
Activités économiques en lien avec l'environnement	L'agriculture est basée sur l'élevage à l'amont, de type maïsiculture dans la partie basse du territoire. Dans la partie Lauw-Guewenheim, et le vallon du Soultzbach, elle est mixte. La forêt joue un rôle important avec des forêts domaniales, communales et privées. La part des forêts privées est importante dans la partie vosgienne. Les changements climatiques en cours menacent certains peuplements en place.	Des espaces agricoles sont convoités par l'urbanisme ce qui peut affecter certaines exploitations. Les sorties d'exploitations menacent paysage et biodiversité. Le défrichement à des fins agricoles peut soustraire les superficies forestières	FORT
Paysage	Cinq sous-unités paysagères : - La Haute-Vallée de la Doller (Ballon d'Alsace – Lauw) sans Masevaux ; - La ville de Masevaux ; - L'avant-vallée de la Doller avec ses versants ; - Le Vallon du Soultzbach ; - La plaine et le débouché du Sundgau. Le paysage est issu de phénomènes naturels (cirques glaciaires, rochers), de modes d'exploitation agricole et sylvicole et de l'implantation humaine. Vecteur de l'identité du territoire, la qualité paysagère est une composante du cadre de vie et générer une attractivité.	Risque d'altération paysagère ponctuelle par la destruction de vergers, d'arbres isolés. Altérations plus diffuses touchant l'ensemble du territoire	FORT
Patrimoine culturel	13 édifices son recensés dans la base Mérimée dont deux sont classés au titre des Monuments Historiques Proviennent de l'architecture vernaculaire, les édifices cultuels, les petits éléments et le patrimoine minier. Masevaux se distingue par la densité des édifices présentant un intérêt culturel.	Risque de pertes d'édifices intéressants non protégés, principalement les maisons paysannes et le petit patrimoine.	ASSEZ FORT
Loisirs, détente en lien avec l'environnement	Randonnée, course, VTT, qui s'appuient sur les sites naturels et le réseau de fermes-auberges et refuges. Sports d'hiver (Ballon d'Alsace) très dépendants de l'enneigement qui décroît. Plusieurs sites miniers constituent des objectifs de découverte (visites guidées).	Développements touristiques en lien avec le futur plan d'urbanisme	MOYEN

4.3. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT EN L'ABSENCE DE REALISATION DU P.L.U.I

Le scénario de référence fait l'hypothèse d'une non réalisation du document d'urbanisme, afin de mieux apprécier les effets du projet.

L'absence de réalisation du PLUI revient à maintenir les dispositions des documents d'urbanisme actuels sur le territoire de la CCVDS. L'analyse fait aussi l'hypothèse d'une consommation au même rythme que celle constatée lors des dernières années. Ces éléments sont notamment apportés par les rédacteurs PLUI (lot 1, CCVDS, AURM).

4.3.1. EVOLUTIONS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

4.3.1.1. Sols

Les pratiques agricoles en cultures ne sont pas toutes favorables au maintien de la qualité des sols : utilisation d'engrais, de phytocides, tassement, perte progressive des trames arborées qui humifient les sols. La tendance à une réduction de ces effets négatifs n'est pas ou peu perceptible.

L'extension de ce modèle agricole en bout de course s'observe même dans la partie aval de la Vallée de la Doller. D'importants retournements de prairies ont été réalisés en rive gauche de la Doller à Sentheim vers 2015.

L'imperméabilisation des sols se poursuit dans les secteurs les plus dynamiques, dans l'avant-vallée. Par exemple les extensions du garage JT et du supermarché U à Burnhaupt-le-Haut aboutissent à plusieurs hectares de sols perdus sans aucune compensation sur ce domaine.

Les opérations immobilières ne semblent pas non plus intégrer une limitation de l'imperméabilisation (ex : parkings et garages privatifs) qui se poursuivra au rythme des nouvelles constructions.

4.3.1.2. Eaux et zones humides

Deux tendances ambivalentes s'observent dans le domaine de l'eau :

- Maintien/réfection des ouvrages en travers, projet de Lac-barrage Michelbach, projets de bassins faisant peu cas de la qualité hydromorphologique des rivières et d'une approche du bassin versant, portés notamment par le Conseil départemental qui dirige le Syndicat mixte de la Doller ;
- Préservation des eaux et des zones humides traduits dans les SAGE adoptés de la Doller et de la Largue et approche plus intégrée par l'EPAGE de la Largue (Haut-Soultzbach).

La première approche tend vers une artificialisation des hydrosystèmes (déjà très artificialisés), en dépit des injonctions de la Directive Cadre sur l'Eau : Digue en travers du lit majeur de la Doller (Wegscheid) et bassins de rétention autour du Kleebach (Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas, Soppe-le-Bas).

Ces projets hydrauliques sectoriels, qui ne s'attaquent pas à la cause des problèmes, affecteront le fonctionnement des rivières et des zones humides concernées (exemple : Wegscheid).

Plus grave, ils instillent chez les acteurs l'idée que la réponse hydraulique est suffisante et mobilisable à tout moment alors qu'elle a un coût collectif important. On évacue la réflexion globale sur les hydrosystèmes et l'on n'interroge pas les pratiques humaines qui causent les dysfonctionnements.

Ces projets menacent aussi des espaces naturels remarquables (ZPS Hautes-Vosges, ZNIEFF de type 1, zones humides) et altèrent le paysage (digues).

La préservation des zones humides des deux SAGE va en revanche dans le bon sens. La question se pose sur l'efficience des dispositifs prévus en termes de préservation car les destructions des petites zones humides se poursuivent.

L'urbanisation de loisir se développe parfois à proximité des rivières, dans les zones inondables ce qui pose des problèmes ultérieurs énormes par exemple sur la Doller dont il faut stabiliser les berges pour satisfaire un seul riverain (Maison isolée à Guewenheim).



Chalet de loisir à proximité immédiate de la Doller (rive gauche) à Sentheim (CLIMAX, juillet 2017)



Drainage d'un pâturage humide à Soppe-le-Haut, Haut-Soultzbach (CLIMAX, avril 2018).

Tableau 8 : Projets hydrauliques et leurs effets

	LIEU / COMMUNE	EFFETS NEGATIFS
Projet de lac-barrage de Michelbach	Lit mineur et majeur de la Doller de Sentheim (aval) à Burnhaupt-le-Bas	Artificialisation du débit de la Doller (prise d'eau sur le Bourbach). Altération des zones humides à l'aval. Augmentation probable des prélèvements sur l'aquifère
Protection de la commune de Niederbruck des crues de la Doller et mise en place d'une zone de compensation à Wegscheid	Niederbruck, Wegscheid	Altération du fonctionnement de la Doller par la surinondation (digue) en amont de l'ancienne manufacture royale (Wegscheid). Destruction d'une zone humide remarquable, risque de pertes d'espèces protégées. Impact dans la ZPS Hautes-Vosges.
Projet de rétention sur le Kleebach	Burnhaupt-le-Haut	Altération du fonctionnement du Kleebach. Risque d'altération d'une ZNIEFF de type 1.
Projets de rétention à Soppe-le-Bas	Soppe-le-Bas	Consommation d'espaces périurbains

4.3.1.3. Climat

L'évolution du climat global, d'origine à l'échelle planétaire, est déjà perceptible dans la CCDVS.

Dans le territoire, des opérations ayant des effets négatifs sur le climat sont à mentionner :

- Le défrichement - non compensé - d'espaces boisés et/ou forestiers (y compris les plantations) en zone montagnarde
- Les coupes - non compensées - des arbres, haies et bosquets en milieu ouvert, principalement à basse altitude
- L'imperméabilisation - non compensée - des sols par l'urbanisation et la création de voiries
- Les extensions urbaines et économiques, émettrices de gaz à effet de serre et réchauffant le climat local.

La perte de sols, de boisements et d'arbres affecte le mésoclimat et le microclimat. La forêt et l'arbre sont des régulateurs thermiques et participent au maintien de la ressource en eau dans les sols et les aquifères.

L'imperméabilisation des sols conduit à l'assèchement du climat local et au relarguage de gaz carbonique dans l'atmosphère. L'urbanisation conduit à l'émission de polluants de GES à travers le trafic et l'utilisation de chauffage, mais aussi à travers les constructions (énergie grise, matériaux…).

Les évolutions vont donc dans un sens d'une altération des mésoclimats et des émissions, particulièrement dans l'avant-vallée.

4.3.2. EVOLUTIONS DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

4.3.2.1. Des réservoirs de biodiversité non pris en compte

La modernisation des ZNIEFF (achevée en 2014) a mis en évidence de "nouveaux" espaces d'intérêt régional, par exemple dans la commune du Haut Soultzbach (prairies du Tschechten) et à Burnhaupt-le-Haut (rivière du Kleebach).

L'inventaire en cours des zones humides dans le cadre du SAGE de la Doller (CD68) a également décelé de nouveaux sites d'intérêt pour la biodiversité.

Ces actualisations d'inventaire ne contredisent pas d'orientation mais soulignent que la préservation de la biodiversité nécessite une meilleure connaissance de terrain.

Les investigations de terrain pour le PLUI ont mis en évidence plusieurs secteurs de niveau ZNIEFF localisés dans la partie médiane de la CCVDS moins connue.

Or, ces espaces n'apparaissent pas ou peu dans les inventaires et pourraient être plus facilement altérés dans les prochaines années.

4.3.2.2. Altérations de réservoirs de biodiversité

Ces altérations ont notamment touché, depuis 2012, le réseau Natura 2000 dans le territoire (trois sites concernés) et des zones humides remarquables.

A) Extensions urbaines dans les sites Natura 2000

La ZPS "Hautes-Vosges, Haut-Rhin" (FR4211807) a fait l'objet d'extensions urbaines (maisons individuelles, lotissement) dans plusieurs communes à Kirchberg, Rimbach-près-Masevaux, Sickert et Wegscheid. Ces constructions dont certaines ne sont pas récentes affectent ces réservoirs de biodiversité et ne respectent pas l'orientation "Préserver les réservoirs de biodiversité repérés" du SCOT.

Plus en amont, à Dolleren, les travaux préalables à un projet de ferme de la Fennematt ont conduit à quelques altérations (creusement de cuvettes) d'une zone humide remarquable autour des sources de la Doller.



Secteur du Hohbuhl à Kirchberg dans la ZPS Hautes-Vosges (CLIMAX, septembre 2016)

Figure 5 : Urbanisation dans la ZPS à Kirchberg et Wegscheid



B) Gestion forestière

Plusieurs Associations Syndicales Autorisées (ASA) ont été mises en place afin de mieux exploiter les parcelles forestières privées. "Depuis 2008, 8 ASA ont été créées regroupant 700 propriétaires pour permettre l'aménagement de 57 km de chemins forestiers et desservir 1.500 ha. (Http://www.forestiersdalsace.fr). Certaines dessertes ont entamé des habitats forestiers de réservoirs de biodiversité, y compris dans deux sites Natura 2000 (ZPS, ZSC), sans être assorties d'aucune mesure environnementale. Ce déficit a toutefois été corrigé lors de l'instruction du projet de dessertes du massif du Sprickelsberg (Dolleren, Kirchberg) qui a fait l'objet d'une étude d'impact et de mesures compensatoires.

L'altération continue des peuplements forestiers de la haute-vallée est grandement responsable de la disparition du Grand Tétras et de la forte régression de la population de Gélinotte des bois, deux oiseaux rares et menacés qui justifient la ZPS Hautes-Vosges.

Deux autres projets de dessertes pourraient avoir des effets négatifs à Sewen (Hirschenland) et à Kirchberg/Niederbruck (Triebelskopf), sur des sites Natura 2000 proches.

C) Remblais et drainage des zones humides

L'altération des zones humides est quasi-continue depuis plusieurs années, les acteurs, ignorant ou faisant fi du Droit de l'Environnement. La destruction de ces écosystèmes annihile ces noyaux de biodiversité autant que leurs services écologiques dont bénéficie la collectivité. Les exemples sont nombreux, particulièrement dans l'avant-vallée de la Doller et dans le vallon du Soultzbach.

Le vallon du Soultzbach est en voie de banalisation biologique par l'agriculture. Des remblais, drainages réduisent la superficie des zones humides et détruisent des espaces de fortes valeur biologique (ZNIEFF de type I). Les sorties d'exploitation urbanisent des espaces vierges, imperméabilisent les sols (vois d'accès, parking).

Figure 6 : Impacts récents sur les zones humides et la biodiversité



D) Cultures et plantations de résineux dans la ZSC Vallée de la Doller

Les grandes cultures et les plantations de sapins de Noël ne se réduisent pas dans ce site Natura 2000.

A la place d'habitats qui justifient le site (prairies, boisements alluviaux), se déploient des plantations d'espèces exotiques qui font l'objet de traitements chimiques qui détruisent des espèces et menacent la ressource en eau.

Ce site sans animateur ne fait l'objet d'aucune mesure concrète et se déprécie.



Plantations d'arbres de Noël dans la ZSC « Vallée de la Doller » (CLIMAX, 2018)

E) Pratique des sports de nature

Les effets des sports de nature sont peu étudiés dans le territoire de la CCVDS. Ils concernent principalement la haute vallée avec ses cascades, rochers et menacent la faune et la flore des milieux fragiles.

Un exemple est le canyoning sur le Seebach à Sewen (extrait de publicité, 2016). L'activité qui se déroule dans une rivière qui figure dans le site Natura 2000 Vosges du Sud est de nature à affecter des populations d'habitats (rivière Code DH 6230) et d'espèces (Chabot, Lamproie de Planer) justifiant la ZSC. Une ZNIEFF de type I décrite en 2014 englobe également ce tronçon du Seebach à l'aval du Lac d'Alfeld.

L'escalade est aussi connue dans les sites Natura 2000, par exemple en hiver au Wasserfall (Sewen), au-dessus du Lac d'Alfeld et sur le Rocher du corbeau (Rimbach-près-Masevaux).

Tableau 9 : Réservoirs de biodiversité de la CCVDS récemment affectés

	Origine des altérations	Communes concernées (non exhaustif)
ZPS "Hautes-Vosges, Haut-Rhin" (FR4211807)	Urbanisation Création de dessertes forestières	a) Kirchberg (Hohbuhl), Rimbach-près-Masevaux (Ermensbach) b) Rimbach-près-Masevaux (ASA du Hirtenberg) ; Dolleren (ASA du Sprickelsberg)
ZSC Vosges du Sud (FR4202002)	Création de dessertes forestières Sports de nature	Rimbach-près-Masevaux (ASA du Hirtenberg) Sewen
ZSC "Vallée de la Doller" (FR4201810)	Enrésinement en milieu ouvert (Guewenheim) avec utilisation de phytocides (nappe proche)	Guewenheim (ex : Weidenmatten)
Zones humides remarquables (1996)	Développement de zones d'activité	Burnhaupt-le-Haut

Inversement, des contrats N2000 d'îlot de sénescence et de vieillissement ont été signés dans certaines communes (ex : Masevaux-Niederbruck). Ces mesures sont de nature à améliorer la biodiversité mais portent sur des superficies limitées et se situent le plus souvent dans des peuplements peu accessibles.

4.3.2.3. Gestion communale et privée peu adaptées à la valorisation économique et écologique de la forêt

Les coupes rases se poursuivent dans certains secteurs en montagne sur de fortes pentes, par exemple à Rimbach-près-Masevaux. Les travaux menés par les ASA engagent les propriétaires à poursuivre des pratiques sylvicoles faisant peu cas de l'environnement et cherchant une maximisation des profits.

Le recours à des conifères exotiques lors des plantations se poursuit dans les forêts privées et parfois aussi communales, sur les conseils de l'ONF (ex : Sickert).

Toutefois, des dépérissements de plusieurs essences dominantes (Sapin pectiné, Epicéa, Hêtre) suite aux étés caniculaires interrogent les acteurs forestiers. Le devenir des forêts inquiète particulièrement dans la haute-vallée où les pertes sont importantes depuis 2-3 ans.

Les forestiers s'engageront-ils vers une sylviculture du même type en plantant des essences aptes aux modifications climatiques ou s'orienteront-ils vers une sylviculture plus proche de la nature ?

Tableau 10 : Modes de gestion inadaptés aux fonctions de la forêt

	Conséquences	Exemples de communes
Pratique de la coupe rase	Faible rétention des eaux, perte d'humus, de sédiments, replantations de faible valeur biologique, banalisation paysagère	Rimbach-près-Masevaux
Plantation de conifères exotiques (Epicéa, Douglas)	"Boréalisation" de la forêt : banalisation paysagère ; faible valeur biologique	Rimbach-près-Masevaux, Sickert



Coupes rases dans le sens de la pente à Rimbach-près-Masevaux au lieu-dit "Horben" (Climax, janvier 2017)

4.3.2.4. Des continuités écologiques existantes sont insuffisantes pour améliorer la biodiversité

Le territoire présente deux contextes principaux :

- L'avant-vallée, où l'espace ouvert, purgé de végétation spontanée et naturelle, présente une matrice agricole peu perméable et des espaces bâtis empiètent des prés et prés-vergers ;
- La partie amont où d'importantes forêts enrésinées (plantations) compromettent les échanges biologiques.

Les conséquences sont un léger appauvrissement ou au plus un *statu quo* sur la valeur biologique dans ces deux secteurs. L'insuffisance des corridors limite les échanges entre les populations d'espèces des noyaux de biodiversité et maintien la diversité biologique des deux matrices (openfield agricole en basse-vallée, forêt enrésinée en montagne) à un niveau très faible.

Tableau 11 : Etat des continuités écologiques

	Diagnostic	Exemples de communes
Milieu agricole (aval de Lauw)	Permanence d'une agriculture d'openfield laissant peu de place aux prairies, haies et bosquets. Exemple : retournement d'une vaste prairie à Sentheim	Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Guewenheim, Sentheim (Oberfeld)
Milieu forestier (secteur montagne)	La *boréalisation* de la forêt rend la matrice forestière peu perméable : dans les espaces forestiers anciens et en bas de versant (anciens espaces agricoles). Les noyaux de forêt subnaturelle sont isolés, peu connectés entre eux, sauf localement.	Rimbach-près-Masevaux, Sickert, Kirchberg
Milieu urbanisé	L'urbanisation consomme des espaces de vergers, des prairies. Elle affecte la trame verte intra-urbaine.	Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Kirchberg (Hohbuhl).
Milieu aquatique	Etangs en chapelets affectent certaines rivières dans les échanges amont/aval Equipement des seuils de passes à poissons.	Haut Soultzbach, Lauw

Des évolutions positives sont à noter sur l'amélioration de la franchissabilité piscicole qui relève de la trame bleue. Le Syndicat Mixte du bassin versant de la Doller mène des actions d'abaissement de seuils ou d'équipement de passes à poissons. Toutefois, ces dispositifs n'améliorent pas le transit sédimentaire en n'envisageant pas l'effacement de seuils. Ceci est d'autant plus regrettable que la Doller aval présente un potentiel d'amélioration de son état hydromorphologique qui bénéficierait à la faune, à la flore et à la qualité de l'eau (amélioration de la capacité auto-épuratoire).

D'autre part cette amélioration de la franchissabilité est également tributaire de travaux situés à l'aval du territoire de la CCVDS sur la basse Doller.



Anciennes prairies converties en 2015/16 en cultures au lieu-dit Oberfeld (Sentheim). Cette zone humide remarquable (SAGE Doller) comporte des fossés dont la majorité des bosquets a été éliminée par l'exploitant agricole (Climax, septembre 2016).



Openfield agricole à Burnhaupt-le-Haut dévolu à la culture du maïs où la végétation spontanée ligneuse a été exclue des chemins et fossés (Climax, décembre 2017)

4.3.2.5. Certains espaces agricoles d'intérêt agricole et/ou paysager et environnemental ne sont pas préservés

Ce constat découle de l'extension urbaine consommant systématiquement les espaces périvillageois presque toujours constitués d'espaces diversifiés. Des prés, des vergers avec des bosquets qui jouxtent l'urbain.

Ces espaces périvillageois assurent des fonctions paysagères (cadre de vie) et de nature ordinaire (biodiversité).

Des espaces prairiaux de la haute vallée ont été réduits depuis quelques décennies par les plantations de conifères (parcelles en général moins facilement exploitables). Aujourd'hui, c'est l'urbanisme qui convoite des espaces prairiaux plans autour des villages à Sewen, Niederbruck ou Lauw.

Or, ces espaces agricoles périvillageois assurent aussi des fonctions paysagères (cadre de vie) et de nature (biodiversité).



Des espaces prairiaux assez bien exploitables autour du village de Sewen (CLIMAX, décembre 2016)

4.3.3. EVOLUTIONS SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

4.3.3.1. Les approches sectorielles de l'aménagement effacent les transitions paysagères

Les villages sont souvent bien identifiables dans le grand paysage. Contraints par les zones inondables ou la topographie, ils se sont assez peu éparpillés et ont conservés, notamment dans la haute vallée (Sewen, Dolleren, Oberbruck) et dans les vallons secondaires (Sickert, le Haut Soultzbach, Niederbruck, Wegscheid…), leur sitologie et leur forte identité villageoise. L'habitat dispersé est minoritaire.

Les récentes extensions urbaines ont souvent été réalisées dans la continuité du tissu urbain, mais sans rechercher une mise en cohérence avec les caractéristiques architecturales ou patrimoniales des villages (ex : alignement sur rue, hauteur des constructions…).



Certaines opérations exemplaires sont à relever pour leur intégration paysagère. C'est le cas à Niederbruck où l'aménagement d'un nouveau quartier en 2009 a été pensée pour maintenir une continuité paysagère bâtie et fonctionnelle (cheminements piétons). La maîtrise foncière des terrains par la collectivité a permis d'exiger une certaine qualité paysagère (alignement du front bâti sur la rue, clôtures végétales diversifiées, taux d'espaces verts…).(CLIMAX, 2018).

Plusieurs secteurs sont en phase de conurbation, menaçant localement le cadre de vie (grignotage des coupures vertes à Burnhaupt par exemple).

La conservation des prés, pâturages et vergers, associés à la préservation des coupures végétales perpendiculaires à la Doller, au Soultzbach et à leurs affluents secondaires contribuent au maintien d'un certain équilibre paysager, gage d'un cadre de vie et des ressources. Toutefois, cet équilibre est précaire, la pression urbaine se fait plus forte depuis une dizaine d'années et de plus en plus sur le haut de la vallée (ex : Sickert/Niederbruck, Oberbruck/Rimbach).

Par ailleurs, le développement des labours sur les versants (vallon du Soultzbach), en gommant les anciennes terrasses, efface les particularités paysagères des lieux et contribue à accentuer les risques de coulées de boue (érosion des sols).



Paysage d'openfield sans transition paysagère avec le front urbain, à Burnhaupt-le-Bas (CLIMAX, 2018).

Dans la basse plaine, les extensions urbaines se retrouvent souvent au contact direct des grandes cultures, sans qu'aucune transition paysagère ne fasse le lien entre agriculture et urbanisation. Le paysage se banalise et perd de son attrait.

Ces extensions anarchiques qui se poursuivent affectent aussi les entrées de village de fonds de vallée et sur les premières pentes des versants, en marge des bourgs.

Les fermes et hameaux isolés caractérisés par un habitat traditionnel sur les versants ou les hauteurs les vallons se développent et perdent peu à peu leur attrait paysager au contact de maisons standardisées.

4.3.3.2. La banalisation des paysages diminue l'attractivité touristique de la Vallée

a) Les paysages se simplifient

La qualité des paysages de la vallée de la Doller et du Soultzbach repose avant tout sur les composantes naturelles du territoire : chaumes, géologie, lacs, rivières, prairies de fauches et vergers, forêts séculaires.

Les paysages les plus emblématiques de la vallée sont notamment identifiés par leur caractère « sauvage » (Doller, lacs glaciaires et tourbière, forêts en libre évolution, rochers sur pentes et éboulis…).

Or, même si cette image de naturalité reste prégnante et pour partie préservée, certaines évolutions négatives sont observées, notamment en milieu périurbain : réduction des superficies prairiales (urbanisation, enfrichement, retournement), disparition progressive ou abandon des vergers, plantations de résineux sur les anciens *kritters*, construction de lotissements et de zones d'activités peu ou mal intégrées, remblai et drainage des zones humides, etc.

Cette tendance semble plus rapide sur le bas et sur l'avant-vallée où plusieurs phénomènes se cumulent. Dans la haute vallée, les paysages sont encore préservés et les évolutions se font moins sentir mais restent latentes.



Les grandes entités de vergers autour de Masevaux créent un paysage périurbain remarquable. (CLIMAX, 2018).

Bien que ces modifications soient davantage visibles dans les milieux ouverts, le paysage forestier n'est pas épargné pour autant. Certains modes d'exploitation sylvicole génèrent toujours des impacts paysagers conséquents : coupes à blanc, plantations de résineux en timbre-poste (notamment sur les forêts privées), création de nouveaux chemins de desserte sans prise en compte de la topographie ou des peuplements…

b) Les façades urbaines s'appauvrissent

Les entrées de villages et les façades urbaines constituent des structures paysagères particulièrement sensibles car tout changement peut les transformer en profondeur.

Les extensions de villages constituent les principaux motifs de ces transformations. Ainsi, des constructions sur versant ont tendance à effacer les structures linéaires historiques, les lotissements sous forme de poches desservies par des voies en impasse sont en rupture avec les typologies urbaines originelles…La transformation du bâti historique, parfois sa démolition sont aussi responsable de ces changements.

Les façades urbaines, les ensembles bâtis cohérents souvent entourés de ceintures vertes de prés et de vergers, parfois de vignes, se déstructurent Les fronts urbains sont de plus en plus pauvres et apparaissent brutalement, notamment en plaine, où les lotissements font face aux grandes cultures sans transition. Ces modifications paysagères engendrent une altération du cadre de vie et peuvent générer des conflits d'usage, des risques sanitaires ou des risques environnementaux (ex : coulées de boue).

Les axes de vue disparaissent et les façades urbaines s'altèrent : le SCoT ne recense par exemple aucune façade patrimoniale à Burnhaupt-le-Bas. Les regards se tournent alors vers le haut de la vallée où les reliefs couverts de massifs boisés font presque oublier les openfields dénudés de la plaine.

Des incitations à la replantation de vergers sont tentées pour recréer des ceintures vertes, comme au Haut Soultzbach, pour les nouvelles constructions.

Les grandes emprises des zones d'activités, établies à l'extérieur des villages et peu intégrées à leur environnement, contribuent aussi à la banalisation des paysages.



Façade urbaine préservée à Sickert avec une ceinture de prés-vergers autour d'un front urbain harmonieux, intégré à la topographie et économe des espaces périvillageois. (CLIMAX, 2018).



Façade urbaine liée à l'aménagement d'un nouveau lotissement à Burnhaupt-le-Bas, sans recherche particulière de qualité paysagère ni de cohérence et d'harmonie avec le bâti ancien. Le bassin de rétention aménagé par le département pour lutter contre les inondations (au premier plan) permet ici de créer une transition paysagère et un espace de respiration dans l'urbain. (CLIMAX, 2018).

c) Le patrimoine bâti disparaît

Les hauts-lieux touristiques sont associés au maintien de la qualité des paysages, des axes de vue, de l'architecture traditionnelle et des interfaces, grâce à l'intervention de divers acteurs et processus (Parc, Natura 2000, Site Classé…). Le projet d'Opération Grand Site au Ballon d'Alsace, les abords des lacs (Alfeld, Sewen…), les fermes-auberges ou les crêtes focalisent l'attention et les moyens d'action.

Or, le territoire est riche d'un patrimoine bâti vernaculaire, plus commun mais très diversifié (fermes blocs, maisons de journaliers, maisons bourgeoises, habitat montagnard, fermes à colombages du Sundgau…).

Certaines communes tentent de conserver le patrimoine bâti de leur centre bourg (Sewen, Niederbruck, Burnhaupt-le-Haut…), mais, en l'absence d'outils règlementaires et d'incitations financières, ce maintien dépend trop de l'intérêt des seuls propriétaires.

Certaines opérations d'aménagement ou de requalification constituent des exemples à valoriser et à partager (réhabilitation en logements de bâtiments anciens à Masevaux centre, réhabilitation de friche à Burnhaupt-le-Bas). Une ferme typique a été acquise par la mairie d'Oberbruck qui étudie les possibilités de changement de destination (auberge, galerie d'exposition…) tout en maintenant ses spécificités architecturales.

Des réussites rejailliraient sur l'espace environnant en illustrant le fait que « toute maison appartient à celui qui la contemple ».



Ferme bloc à colombages et ferme de montagne restaurées dans le respect de l'architecture et du patrimoine local, dans le village de Mortzwiller et dans l'annexe de Houppach à Masevaux (CLIMAX, 2018).

Ailleurs, le patrimoine bâti et le petit patrimoine disparaissent peu à peu, notamment dans les villages de l'avant et de la basse vallée où le bâti ancien se fait plus rare (dégâts de la grande guerre) et l'attachement moins fort. Ce constat peut s'expliquer par plusieurs facteurs complémentaires : les moyens actuels des documents d'urbanisme ne permettent pas de lutter contre les démolitions, les coûts de rénovation sont souvent élevés, le bâti est parfois trop délabré pour envisager une restauration, la vacance des logements n'incite pas à la rénovation, l'intérêt de la conservation du patrimoine bâti n'est pas perçu comme un atout (Burnhaupt-le-Bas, Sentheim, Guewenheim…), voire représente une contrainte.



Démolition d'une ancienne maison (ancien café/épicerie) au centre de Guewenheim pour faire place à un parking. / Ancienne ferme remarquable et typique du Sundgau détruite en 2019 à Mortzwiller (Haut Soultzbach). (CLIMAX, 2018).

Le petit patrimoine rural (calvaires, vierges, fontaines, lavoirs, moulins, gares…) fait l'objet de plus d'attentions et de mise en valeur de la part des collectivités et associations locales.

Cependant, pour éviter la perte du patrimoine bâti typique de la vallée, il est souhaitable d'aller au-delà des protections et réglementations existantes en matière de patrimoine architectural, urbain et paysager. Il conviendra d'identifier, de valoriser et de protéger à travers les documents d'urbanisme, des éléments ponctuels et des ensembles bâtis qui participent à l'originalité et l'identité du territoire.

Les nouvelles préoccupations environnementales et les exigences réglementaires en termes de construction neuve appellent à des évolutions profondes, à la fois dans la façon de concevoir les opérations d'habitat (localisation, programme, densité, accessibilité) et de construire les logements (matériaux, orientation, formes architecturales, etc.…).

4.3.3.3. Les coupes ponctuelles de résineux ne suffisent pas à lutter contre la fermeture des paysages

Les ouvertures ciblées sur les plantations de résineux permettent de préserver les forêts de feuillus et les recrus pré-forestiers qui génèrent une biodiversité élevée et participent à la qualité des transitions paysagères, bien qu'encore trop perçues négativement (friches, broussailles). De telles opérations ont été menées à Kirchberg ou Niederbruck, essentiellement autour des fermes-auberges, mais aussi à Wegscheid pour créer un verger communal. Mais malgré les quelques opérations de reconquête agricole, les objectifs d'ouverture paysagère ne paraissent pas assurés.

Pour optimiser les opérations, il conviendra de mieux cibler les opérations d'ouvertures paysagères à mener, en ayant une approche plurifonctionnelle : besoin en terres agricoles, topographie, parcellaire et contexte agricole favorable à l'exploitation, suppression de plantations de résineux, amélioration de la qualité paysagère et des axes de vue, conservation de la biodiversité, présence de ressources, etc. La mobilisation des contrats de type MAE, y compris en dehors des sites Natura 2000 est notamment proposée, par exemple par le « Schéma Paysages et Biodiversité » du PNRBV, en lien avec le GERPLAN, tout en tenant compte des enjeux liés aux ressources et à la biodiversité.

Inversement, des opérations ponctuelles peuvent entamer des peuplements de fortes valeurs écologiques comme ce fut le cas en 2018 à Rimbach-près-Masevaux autour du Belacker. Ces défrichements sont justifiés par certains acteurs de faire commerce du bois de chauffage.




Plantations de résineux, en timbre-poste ou sur les versants et anciennes terrasses en marge du front urbain. Ici à Rimbach-près-Masevaux. / Coupes à blancs très prégnantes dans le paysage, ici sur un versant à Rimbach (CLIMAX, 2018).

Citons également les effets paysagers des coupes à blancs dans les parcelles forestières. Les versants dénudés sont très sensibles visuellement et ces opérations, qui tendent progressivement à disparaître suite à des campagnes de sensibilisations, restent néanmoins très prégnantes dans le paysage (Sewen, Rimbach-près-Masevaux notamment).

Le GERPLAN, outil communautaire validé en 2009, vise notamment à rouvrir les anciennes terrasses et améliorer la qualité des interfaces périurbaines. Toutefois, le GERPLAN peine à voir ses actions mises en œuvre et sera peut-être relayé par le « Plan d'actions paysages et biodiversité » développé par le PNRBV (2016), qui cherche aussi à enrayer cette dynamique. Ce plan prévoit de proposer une charte forestière dans le cadre de l'opération Grand Site du Ballon d'Alsace et de valoriser les résineux des bas de versants dans une filière bois-énergie. Une règlementation des boisements est également évoquée.

Il s'agira bien de hiérarchiser, en fonction des besoins et des enjeux, les sites à rouvrir ou maintenir ouverts ou regard des zones à vocation forestière ou de biodiversité.

4.3.3.4. Des motifs paysagers identitaires représentent un potentiel à exploiter

Certains types de paysages sont moins valorisés que d'autres (voir 6.1).

C'est par exemple le cas du réseau hydrographique qui bénéficie aujourd'hui d'un fort pouvoir d'attraction ; c'est le cas notamment de la Doller sauvage (basse vallée), des méandres des cours d'eau forestiers dans la basse plaine (Kleebach, Spechbach), des canaux usiniers intra-villageois qui ne font l'objet que d'une très faible valorisation, d'accès ou de communication auprès du public.

De même, les alignements d'arbres, les haies champêtres, les arbres remarquables (Hêtres pluricentenaires d'anciens pâturages à Kirchberg et Dolleren) sont peu recensés et risquent à terme de disparaître faute de protection dans les schémas d'aménagement et de planification.

Les grottes et sites miniers (particulièrement Wegscheid), atout et richesse historique de la Vallée font actuellement l'objet d'études (maison de la géologie de Sentheim) pour améliorer leur connaissance et leur potentiel de valorisation auprès du public, notamment des touristes.



Le cordon boisé du Soultzbach (Haut Soultzbach) constitue un élément d'animation paysagère à préserver (accès, vues, abords prairiaux). (CLIMAX, 2018).

4.3.4. EVOLUTIONS SUR LES RESSOURCES ET LES RISQUES ET L'ENERGIE

L'ambition 5 du SCOT de "Mener une politique ambitieuse et anticipatrice sur les questions de ressources et de risques" n'est pas atteinte dans le territoire.

4.3.4.1. La préservation des zones humides n'est pas toujours réussie

Comme il a été évoqué, plus haut, les zones humides continuent d'être altérées par des remblaiement ou des occupations du sol. Or, leur rôle est essentiel en termes de rétention des hautes eaux et d'épuration de l'eau des zones humides.

Les étangs qui demeurent dans certains vallons (affluents du Soultzbach notamment) masquent d'anciennes zones humides (perte de superficie de rétention des eaux) et réchauffent les eaux.

4.3.4.2. Les risques d'inondation et de coulées de boues

Les pratiques agricoles et le développement récent de l'urbanisme (dont A36) dans l'avant-vallée, ont augmenté le risque d'inondation et de départs de sédiments.

L'exploitation agricole de l'avant-vallée, presque uniquement consacrée à des cultures annuelles, a réduit les structures boisées et développé le curage des fossés. L'urbanisme a réduit l'infiltration directe dans le sol et augmenté le taux de ruissellement.

Les inondations de juin 2016 qui ont touché les communes de l'avant-vallée (Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Soppe-le-Bas) illustrent peut-être ces tendances. L'aménagement de bassins de rétention tel qu'il est envisagé n'agit pas sur ces causes et consomme des superficies conséquentes, souvent proches de la zone urbaine (ex : Burnhaupt-le-Bas).



Bassin de rétention des eaux à Burnhaupt-le-Bas (CLIMAX, janvier 2018)

4.3.4.3. La qualité de la ressource en eau peut être altérée

L'aquifère de la Doller représente un enjeu énorme qui concerne un tiers de la population du département du Haut-Rhin.

Or, la préservation des ressources en eau ne paraît pas très assurée dans l'avant-vallée. Ceci découle principalement des pratiques agricoles ou de plantations de sapins de Noël entre Sentheim à Burnhaupt-le-Bas. Des plantations de sapin de l'entreprise TSCHIRART sont menées dans la ZSC Vallée de la Doller.

Le Syndicat des Eaux de la Sille de Mulhouse cherche à travers l'acquisition de terrains (185 ha), à protéger la nappe. La conversion ou le maintien en prairies évite l'infiltration de pesticides ou autres produits chimiques (souvent associés aux cultures) dans la nappe phréatique. Des conventions ont également été signées avec les agriculteurs pour maintenir les prairies sur les terrains le long de la Doller" (http://www.mulhouse.fr). Les achats se poursuivent à Guewenheim (M. le Maire, com. orale, déc. 2016).

Le passage de fermes en agriculture biologique pourrait aussi contribuer à cette orientation. Ces projets portés par des agriculteurs de la haute vallée (Kirchberg et Dolleren) participeraient à améliorer la qualité des ressources en eau, sols et air.

Tableau 12 : Evolutions négatives sur la ressource en eau et les risques liés à l'eau

	CONSEQUENCES	COMMUNES CONCERNEES (NON EXHAUSTIF)
Pratiques agricoles	a) risque d'inondation et de coulées de boues b) Altération ou menaces sur la qualité des eaux superficielles et souterraines c) Plantations de conifères	Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas, Guewenheim, Sentheim, Soppe-le-Bas.
Imperméabilisation des sols par l'urbanisation liée aux extensions urbaines	Non infiltration dans le sol, augmentation du ruissellement des eaux pluviales	Tout le territoire mais davantage à Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas et Guewenheim au gré des extensions urbaines
Remblais et urbanisation des zones humides (ZH)	Perte ou altération de la fonction de stockage et d'épuration de la ZH	Burnhaupt-le-Haut, Guewenheim, Lauw, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux
Maintien d'étangs	Qualité de l'eau (réchauffement); perte de zones humides	Haut-Soultzbach, Lauw

4.3.4.4. Economies et production d'énergie renouvelable

Au titre des économies, la principale économie résulte de mesures vis-à-vis de l'éclairage public. De nombreuses communes du Pays-Thur-Doller ont réduit leur période d'éclairage public tout en généralisant les leds. Cette modernisation nécessite aussi une gestion plus importante mais devrait contribuer à des économies d'électricité si elle ne tend pas vers une « surenchère » de candélabres ou de puissance lumineuse, d'autant plus si elle est couplée à une extinction nocturne des lumières (ex : Guewenheim).

La production d'énergie renouvelable est peu développée pour l'instant. Les évolutions sont difficiles à prédire mais le territoire présente un intérêt mesuré pour l'éolien tandis que les friches favorables au solaire sont assez rares. Parmi les projets évoqués, l'équipement d'une turbine hydroélectrique sur la Doller semble la plus probable dans les prochaines années.

Le SCOT soutient le développement, la structuration de la filière bois-énergie et la mutualisation des gisements dans le territoire Thur-Doller.

Une étude s'est prononcée sur la faisabilité d'une filière bois-énergie mais la question du transport n'est pas réglée, une chaufferie industrielle impliquant à une dizaine de semi-remorques/jour. La réouverture d'embranchements ferrés dans les zones d'Activité pourrait être une solution.

5. LE P.L.U.I. RETENU

5.1. ELEMENTS DU PLUI EN RELATION AVEC L'ENVIRONNEMENT

⚠ L'évaluation des incidences présentée ci-après correspond à l'analyse du PLUi arrêté.

Afin de montrer les évolutions apportées au PLUi entre l'arrêt et l'approbation, pour répondre aux avis des PPA et à l'enquête publique, l'évaluation est complétée ici en indiquant les principales modifications permettant de répondre aux différentes thématiques et appliquant la démarche Eviter-Réduire-Compenser de manière plus aboutie.

Ces ajouts correspondent à des mesures d'évitement, de réduction et de compensations supplémentaires apportées au document et permettant une meilleure prise en considération des enjeux environnementaux.

5.1.1. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

« Le PADD définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.
Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain » (Art. L151-5 du code de l'urbanisme).

Le PADD du PLUi de la CCVDS énonce **13 orientations générales** (ensemble du territoire). Il formule notamment des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ces treize orientations sont déclinées en sous-orientations qui expriment des objectifs souhaités, formulent des recommandations, en termes de préservation ou d'actions plus ou moins concrètes. L'efficience des actions sous-jacentes dépend notamment de la portée et l'efficacité des outils du PLUi sur ces thématiques. Les thématiques proches de l'objet urbain sont bien prises en compte par le PLUi, d'autres comme la gestion des espaces agricoles ou forestiers le sont moins, voire très peu.

Les orientations examinées sont toutes celles portants sur des valeurs environnementales. Les dispositions à portée environnementales sont toutes énoncées, puis brièvement commentées.

Le zonage et le règlement sont censés traduire les objectifs et les orientations du PADD tel qu'il a été adopté en 2020.

Tableau 13 : Orientations du PADD

ORIENTATIONS DU PADD
1. Localisation prioritaire de nouvelles constructions Les bâtiments déjà existants sont priorisés ce qui doit limiter la consommation de foncier, d'énergie et de matières premières (a). La localisation des nouvelles constructions doit se faire en continuité de l'existants sauf pour des cas particuliers (tourisme, agriculture, sylviculture…) (b)
2. Polarisation des développements urbains Doit permettre de limiter les déplacements en véhicules et de favoriser les transports peu à non énergivores (a, b, c, d).
3. Mixité et diversité des espaces construits Limiter les déplacements en disposant d'espaces de production vivrière à proximité des espaces de travail et de résidence (a). Préserver une trame verte intra-villageoise (mise ne réseau) par le maintien des espaces de nature ordinaire (b)
4. Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits Le respect du bâti local des nouvelles constructions est visé dans le respect du paysage et du cadre de vie (a, b) La récupération, puis l'utilisation des eaux de pluie doit permettre une meilleure lutte contre le ruissellement à combiner avec d'autres fonctions paysagères, écologiques (espaces verts) ou récréatives (espaces verts) (c). Le recours aux énergies renouvelables (géothermie, solaire thermique, photovoltaïque, petit éolien) est encouragé (d). Le traitement in situ des déchets ménagers d'origine organique est à généraliser (e).
5. Production diversifiée de logements et d'efficacité foncière Cette diversité de l'offre peut permettre de limiter les déplacements.
6. Localisation équilibrée des équipements, services et commerces S'appuie sur l'armature du SCOT et doit permettre un fonctionnement cohérent et lisible au sein de la CCVDS (déplacements).
7. Organisation et développement des sites de production et de loisirs Les zones d'activité déjà réalisées doivent être utilisées en priorité (a). La seconde tranche de la ZAC de Masevaux et la création d'un parc d'activités tertiaires et de loisirs sont envisagés à Burnhaupt-le-Bas (b). Ces projets risquent de générer des consommations d'espaces naturels non négligeables. La mise en place d'une offre foncière « branchée fer » est annoncée pour la ZI de la Doller et de la ZA du Pont d'Aspach. Ceci permettrait de réduire le trafic routier, notamment des PL (c). Le développement des installations photovoltaïques combiné avec d'autres fonctions est encouragé, ainsi que l'installation de microcentrales hydroélectriques. Ces projets devront veiller à une bonne insertion paysagère et environnementale (d). Les projets en discontinuité devront prévoir une intégration paysagère et environnementale (e). Le développement du train touristique avec un branchement vers Cernay est encouragé dans la perspective de synergies (Mulhouse) (i). Ce projet peut-il se doubler d'une offre aux voyageurs afin de limiter les transports individuels motorisés ? Un projet de valorisation touristique de la haute vallée est envisagé sur les ressources naturelles et géologiques (h). Le développement d'une offre diversifiée et de loisirs en fond de vallée à partir d'infrastructures existantes (i). Ces développements seront-ils respectueux des fortes valeurs écologiques et paysagères ?
8. Développement de l'agriculture et de l'exploitation forestière La délocalisation des sièges d'exploitation est autorisée dans les cas de difficile cohabitation avec les riverains (a) et garantir aux exploitations des superficies de viabilité (d). Les délocalisations sont souvent synonymes de destruction et d'urbanisation dans des zones naturelles avec des intérêts paysagers. La préservation des espaces agricoles de forte valeur agricole, environnementale ou paysagère (b). La valorisation du potentiel agroéconomique des espaces agricoles est poursuivie, notamment en haute vallée par la mise en place de filières (c). Le problème de l'accès à l'eau pour les agriculteurs de montagne tout en préservant cette ressource est évoqué (e). Il peut conduire à des conflits en période d'assèchement (canicules)(e).

L'installation d'activités forestières est permise en limite des du domaine forestier, notamment pour le bois-énergie (f).
Des rapprochement et l'harmonisation des modes d'exploitation et de gestion des forêts sont souhaitées (g). Ces souhaits ont-ils une réelle portée dans le cadre du PLUi ? Des éléments antagonistes sont présentés avec des risques sur les qualités environnementales et paysagères.

9. Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques

Plusieurs types d'espaces sont à préserver :
- Les réservoirs de biodiversité, les zones humides remarquables et tous les espaces reconnus pour leur valeur patrimoniale (a).
- Les continuités écologiques existantes et celles à restaurer (b).
- Les boisements épars en plaine (f).

L'amélioration de la biodiversité est promue dans les espaces forestiers (gestion et réseau de forêts à caractère naturel) et les secteurs de plaine (plantation de cordons végétaux) (d, f).
L'implantation de parcs solaires dans les sites de forte naturalité ou cultivés est proscrite (c).
Ces déclinaisons de préservation et d'amélioration de la biodiversité sont favorables.

10. Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée

Des préservations ou des mises en valeur portent sur l'avancée de la forêt (sommets, vallons, points de vue) (a), les façades patrimoniales (d), le patrimoine architectural (g), des abords du réseau routier (f) et des coupures vertes en s'appuyant sur les éléments naturels (e).
Des espaces particuliers sont à améliorer : portes d'entrée du territoire (b), la valeur d'usage touristique et récréative (c) et les espaces de transitions paysagères (h).
Ces dispositifs sont très majoritairement de nature à améliorer la qualité paysagère et le cadre de vie.

11. Amélioration de l'accessibilité à la vallée

Ces améliorations portent sur le trafic routier vers les zones d'activités (a), sur la mise en place d'une ligne de transport collectif structurante (b), également en direction des sites de loisirs (f).
Les modes alternatifs à la route à travers le ferroviaire (c), l'autopartage, le covoiturage (d) avec des aires de stationnement mutualisées (e) sont à favoriser.
Plusieurs de ces propositions pourraient améliorer les transports et limiter la pollution mais restent à concrétiser à travers des réalisations conséquentes.

12. Développement des mobilités douces et espaces de rencontre

Les déplacements pédestres et à bicyclette sont envisagés au développement à travers des itinéraires sécurisés, la mise en place de jonctions cyclables (a), d'infrastructures pour les cyclistes (g), le développement entre quartiers et dans les tissus urbains existants ou à créer (b, c, e) et le développement des sentiers pédestres (d).
Toutes ces dispositions affichées vont dans le bon sens d'une limitation de la consommation énergétique et des effets négatifs du trafic routier.

13. Réduction des risques et protection de la ressource en eau

Les préservations portent notamment sur les zones d'expansion des crues (a), les zones humides (f), les sols (limitation de l'imperméabilisation) (c), les zones de captage d'eau (d).
Il est préconisé d'éviter la création de nouveaux étangs, de réduire leurs effets sur les lits mineurs (a), de préserver/améliorer la qualité des eaux superficielles (e), notamment en résorbant les rejets domestiques, agricoles et industriels (g).
La promotion est affichée de favoriser des dispositifs de lutte intégré et plurifonctionnels des risques (b).
Si certaines actions touchent directement l'urbanisme et sont dans le champ du PLUi, d'autres le sont moins et appellent à de nombreux autres acteurs.
La préservation des risques de coulées de boues et d'inondation est menée de manière monofonctionnelle et non intégrée, à l'aide de bassins (démarche promue par le CD68).

5.1.2. ZONAGE ET REGLEMENT DU P.L.U.I

Le zonage du projet de PLUi divise le territoire de la CCVDS en quatre grandes catégories d'espaces :

PLUi arrêté

- Zones urbaines U (969,50 ha) : UC, UPc, UP, US et UE
- Secteurs à urbaniser AU (91,7 ha) : AUp, AUs à court et moyen terme et AUu à long terme (> 2030)
- Zones agricoles A (4.130 ha) : A, Ai et As
- Zones naturelles N (10.827 ha) : N, Ni et Nl

PLUi approuvé

- Zones urbaines UP/US (787 ha dont 23 ha de dents creuses à densifier, 8 ha dédiés aux équipements et 55,2 ha de zones économiques)
- Secteurs à urbaniser AU (26,7 ha pour l'habitat et 12,5 ha pour l'économie)
- Zones agricoles A (4.079 ha)
- Zones naturelles N/Nl (10.762 ha)

Soit 125,1 ha d'urbanisation projetée jusqu'en 2030, dont 32.6 ha pour l'habitat en extension du T0.

Les espaces classées en N représentent près des trois quarts de la superficie d'un territoire en grande partie montagnard et forestier.

Les zones agricoles comptent pour un quart mais l'agriculture s'exerce également dans le zonage N (non strictement forestier) tout en restant exploitable lorsque l'activité agricole existe déjà.

L'espace urbanisé (U) et à urbaniser (AU) totalise 6,6% de la superficie de la CCVDS.

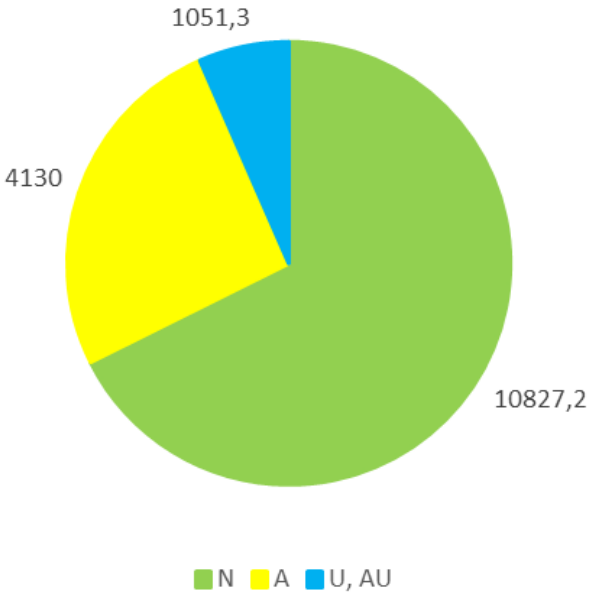
⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Secteur U (Up, Us, Upc, Ue, Uet, UC) : 992,93 ha
Secteur A (A, Ai, Ag, As) : 4.168,55 ha

Secteur AU (AUp, AUs, AUu, AUe) : 51,99 ha
Secteur N (N, Ni, Nl, Ne, Nh) : 10.845,19 ha

Les secteurs A et N sont augmentés et les zones AU fortement réduites.

Figure 7 : Parts relatives des communes comportant des sites recensés au titre de la biodiversité



En termes d'accroissement urbain, le rapport global AU / U est de 9,46 %. Celui AUp+AUs/AU.

La répartition spatiale de ces entités est traduite graphiquement par le parti d'aménagement. Le tableau suivant livre les superficies dédiées à chaque zone dans le zonage retenu (donnée CCVDS, 2020).

Tableau 14 : Superficies de chaque secteur du zonage du PLUi arrêté

Zone	Nb d'entités	Superficie en ha
A	129	2 504,39
Ai	68	1 558,08
As	2	67,70
AUp	20	28,65
AUs	10	14,15
AUu	8	39,06
N	23	10 030,10
Ni	28	741,56
Nl	19	55,49
UC	5	29,53
UPc	5	13,62
UP	35	280,02
US	84	479,83
UE	16	166,50
TOTAL		16.008 ha

Le règlement décline les règles applicables aux 4 grands types de zonages avec leurs subdivisons.

Equipements collectifs dans le PLUi approuvé
Surfaces nécessaires en extension : 7 ha

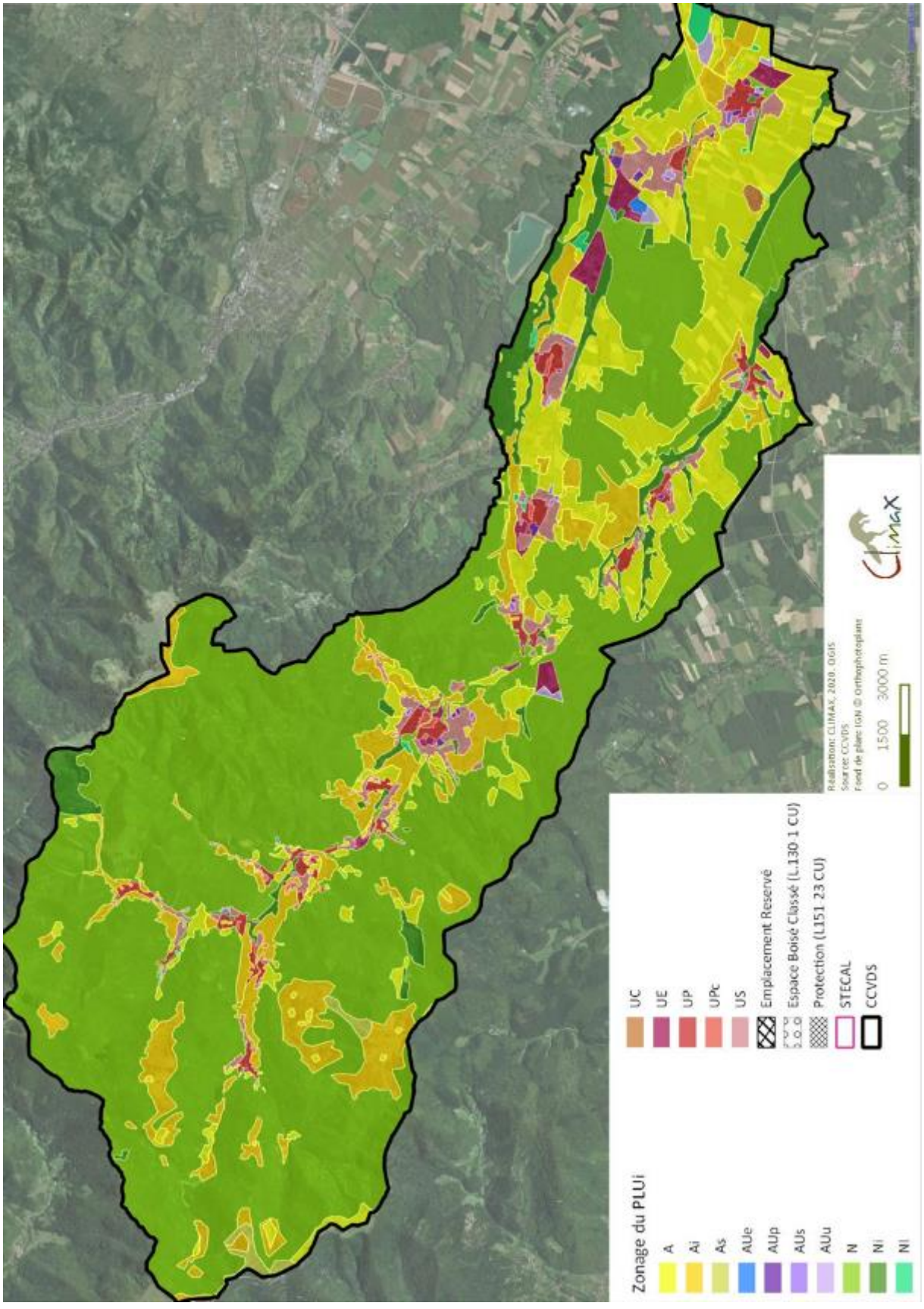
Il s'agit de projets sur les surfaces en extension : Création de voirie, site pour les services techniques, médiathèque, création de digue…. Tous les équipements en emplacement réservé sont également comptabilisés.

Comparatif PLUi arrêté VS PLUi approuvé pour les règlements particuliers en zones N et A

Comparatif du PLUi de l'arrêt à l'approbation sur les STECAL

AVANT Arrêt fév. 2020	APRES Approbation 2022
▪ **Le secteur AS** (agricole sportif) ▪ **Le secteur NL** (tout type de loisirs) ▪ **Le secteur du centre équestre** de Soppe-le-Bas *= illégalité du règlement / trop de construction autorisée*	▪ **Le STECAL AS** (Agricole sportif) : équipement, construction, installation, extension pour l'exploitation des domaines skiables sans compromettre l'activité agricole. (2 sites concernés) ▪ **Le STECAL AG** (gîtes, refuges, ferme-auberge) : extension limitée de l'existant sans compromettre l'activité agricole ; (12 sites concernés) ▪ **Le STECAL NH** (hébergement, habitat isolé) : Résidences légères et/ou mobiles dans la limite de 10 résidences et 250m² (10 sites concernés hors loi Montagne ou discontinuité) ▪ **Le STECAL Ne** (équipement d'intérêt collectif et service publics) construction inférieure à 20m² (10 sites concernés hors loi Montagne ou discontinuité) ▪ **Le STECAL NL** (loisirs) extension limitée des abris de pêches existants (8 sites concernés hors loi Montagne) *+ un engagement de l'envoi du nouveau règlement à la DDT avant l'approbation du PLUi*

Carte 14 : Zonage du PLUi arrêté



Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Des modifications ont été apportées au PLUi après enquête publique. La justification et les modalités des modifications apportées à la consommation de l'espace sont détaillées dans le rapport justificatif du PLUi.

Certaines valeurs sont apportées ici à titre indicatif. Il ressort clairement que les zones AU sont réduites et que les zones inconstructibles Ai et Ni augmentent pour préserver les terres agricoles et les espaces naturels les plus remarquables ou fragiles.

De nouveaux zonages spécifiques ont été créés afin de mieux préciser et encadrer les urbanisations en zones agricoles et naturelles (STECAL).

Tableau 15 : Superficies de chaque secteur du zonage du PLU arrêté VS PLUi approuvé

Zone	Superficie en ha		*Différence*	*Evolution*
	PLU arrêté	PLUi approuvé		
A	2.504,39	2.342,88	-161,51	↘
Ai	1.558,08	1.736.,59	178,51	↗
As	67,70	68,10	0,40	=
AUp	28,65	21,92	-6,73	↘
AUs	14,15	7,51	-6,64	↘
AUu	39,06	13,67	-25,39	↘
AUe	0	8,89	8,89	↗
N	10.030,10	9.947,74	-82,36	↘
Ni	741,56	814,74	73,18	↗
Nl	55,49	37,76	-17,73	↘
Ne	0	25,70	25,70	↗
Nh	0	19,25	19,25	↗
UC	29,53	29,68	0,15	=
Ue	166,50	167,80	1,30	↗
Uet	0	10,55	10,55	↗
UPc	13,62	10,66	-2,96	↘
UP	280,02	285,00	4,98	↗
Us	479,83	489,24	9,41	↗

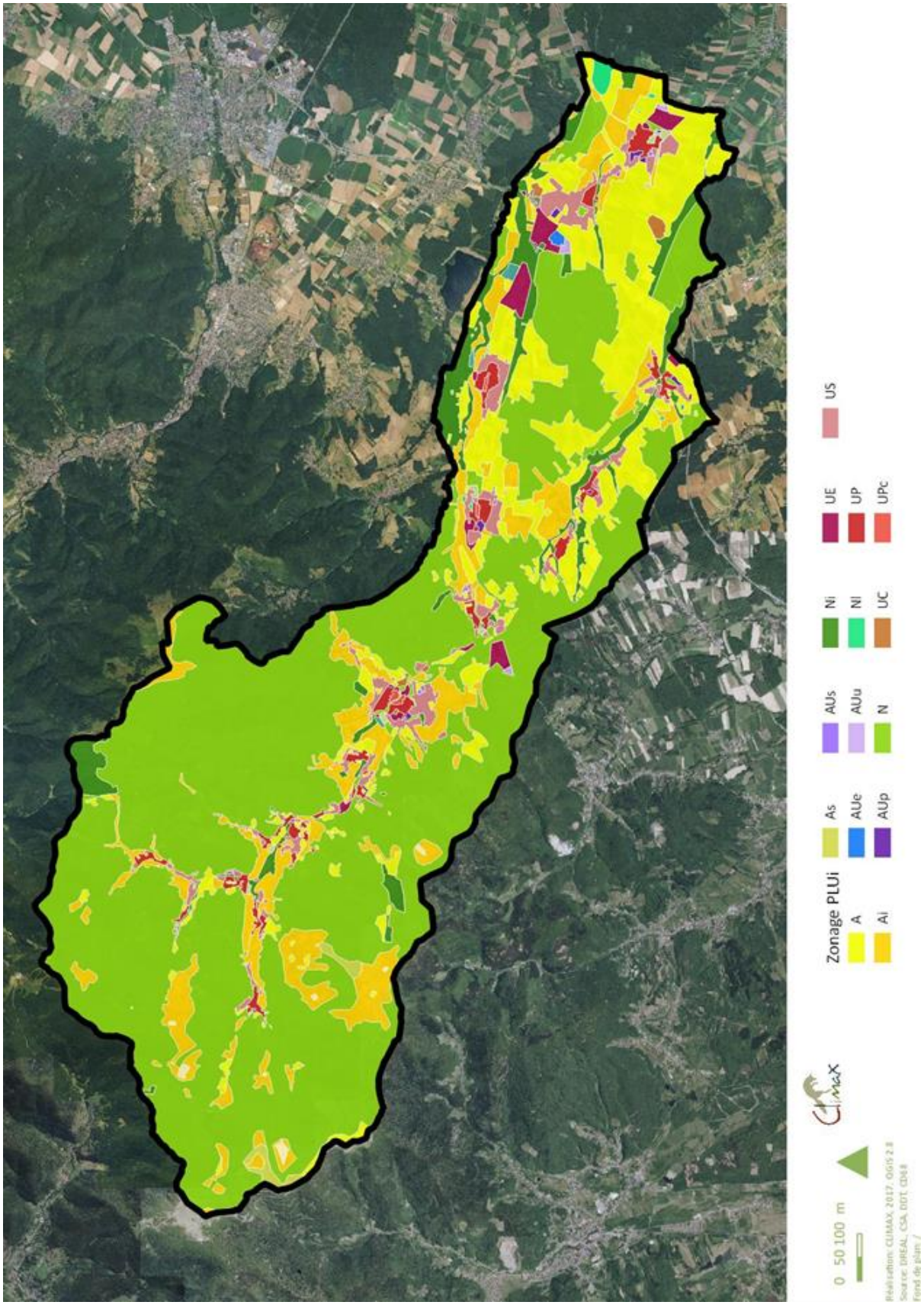
Remarque :

La comparaison brute avec le zonage du PLUi arrêté n'est toutefois pas totalement pertinente car les modalités de calcul ont été revues.

Sur les 52 ha de surfaces maximale autorisées en extension du T0 pour les tissus à vocation mixte dans le PADD, le zonage du PLUi prévoit de consommer 32.6 ha.

Sur les 58 ha de surfaces maximales autorisées en extension du T0 pour les zones d'activités économiques et commerciales dans le PADD, le zonage prévoir de consommer 55.2 ha.

Carte 15 : Zonage du PLUi approuvé



5.1.3. SECTEURS OUVERTS A L'URBANISATION

Le projet de PLUi arrêté (février 2020) prévoit d'ouvrir 39 secteurs à l'urbanisation, (> cf. tableaux et cartes suivants).

PLUi arrêté

91,7 hectares sont concernés, décomposés ainsi :

- 44,24 ha pour les secteurs AU pour l'habitat (30,04 en AUp ; 14,20 en AUs) ;
- 8,32 ha en AUe (activités économiques) ;
- 39,16 ha en AUu (habitat et activités économiques).

Les superficies sollicitées pour une urbanisation immédiate (AUp, AUs et Aue) sont de 52,56 hectares. Les secteurs en AUu, 39,16 hectares, seront urbanisables après 2030 et nécessiteront une réviser du PLUi.

PLUi approuvé

51,98 ha sont concernés, décomposés ainsi :

- 29,41 ha pour les secteurs AU pour l'habitat (21,8 en AUp ; 7,5 ha en AUs) ;
- 8,89 ha en AUe (activités économiques) ;
- 13,68 ha en AUu (habitat et activités économiques).

Les superficies sollicitées pour une urbanisation immédiate (AUp, AUs et Aue) sont de 38,3 hectares. Les secteurs en AUu, 13,68 hectares, seront urbanisables après 2030 et nécessiteront une réviser du PLUi.

Dix communes sollicitent une superficie dédiée à l'extension (tableau ci-dessous). Les communes développant le plus d'espaces à urbaniser sont Masevaux (bourg-centre), Burnhaupt-le-Bas et Burnhaupt-le-Haut.

Les extensions projetées par ces trois communes représentent près de 80% de celles de toute la CCVDS (92 hectares).

Tableau 16 : Secteurs en Ha, prévus à l'urbanisation par commune (PLUi arrêté)

Commune	AUp, AUs et AUe	AUu	Total commune
Burnhaupt-le-Bas	9,01	19,11	28,12
Burnhaupt-le-Haut	18,22	11,24	29,46
Guewenheim	2,30	1,12	3,42
Haut-Soultzbach	1,62	-	1,62
Lauw	3,17	-	3,17
Masevaux	8,06	6,82	14,88
Niederbruck	1,00	-	1,00
Oberbruck	1,03	-	1,03
Sentheim	5,13	-	5,13
Sewen	0,49	-	0,49
Soppe-le-Bas	2,54	0,87	3,41
	52,56	**39,16**	**91,7**

Evolution dans le PLUi approuvé

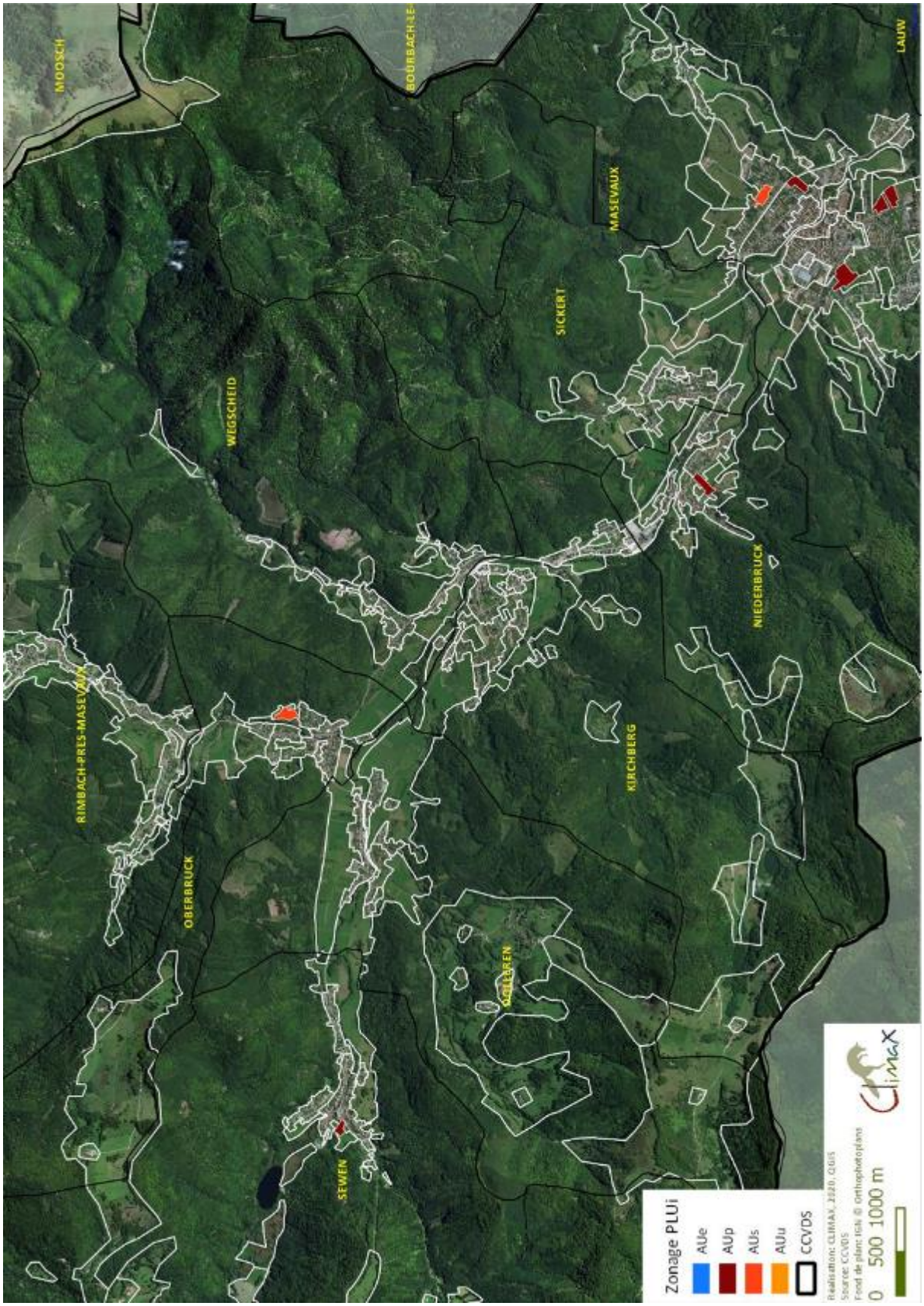
Commune	AUp, AUs et AUe	AUu	Total commune
Burnhaupt-le-Bas	7,96	4,09	12,06
Burnhaupt-le-Haut	11,84	6,65	18,49
Guewenheim	0,41		0,41
Haut-Soultzbach	1,62		1,62
Lauw	2,34		2,34
Masevaux	4,59	2,93	7,52
Niederbruck	1,00		1,00
Oberbruck	1,04		1,04
Sentheim	4,41		4,41
Sewen	0,50		0,50
Soppe-le-Bas	2,59		2,59
	38,30	**13,68**	**51,98**

> Les justifications présentes dans le rapport de présentation (RP) du PLUi approuvé distinguent les superficies qui répondent aux différents besoins (équipement, habitat…) et non pas les superficies générales par zones (qui justifient les différences).

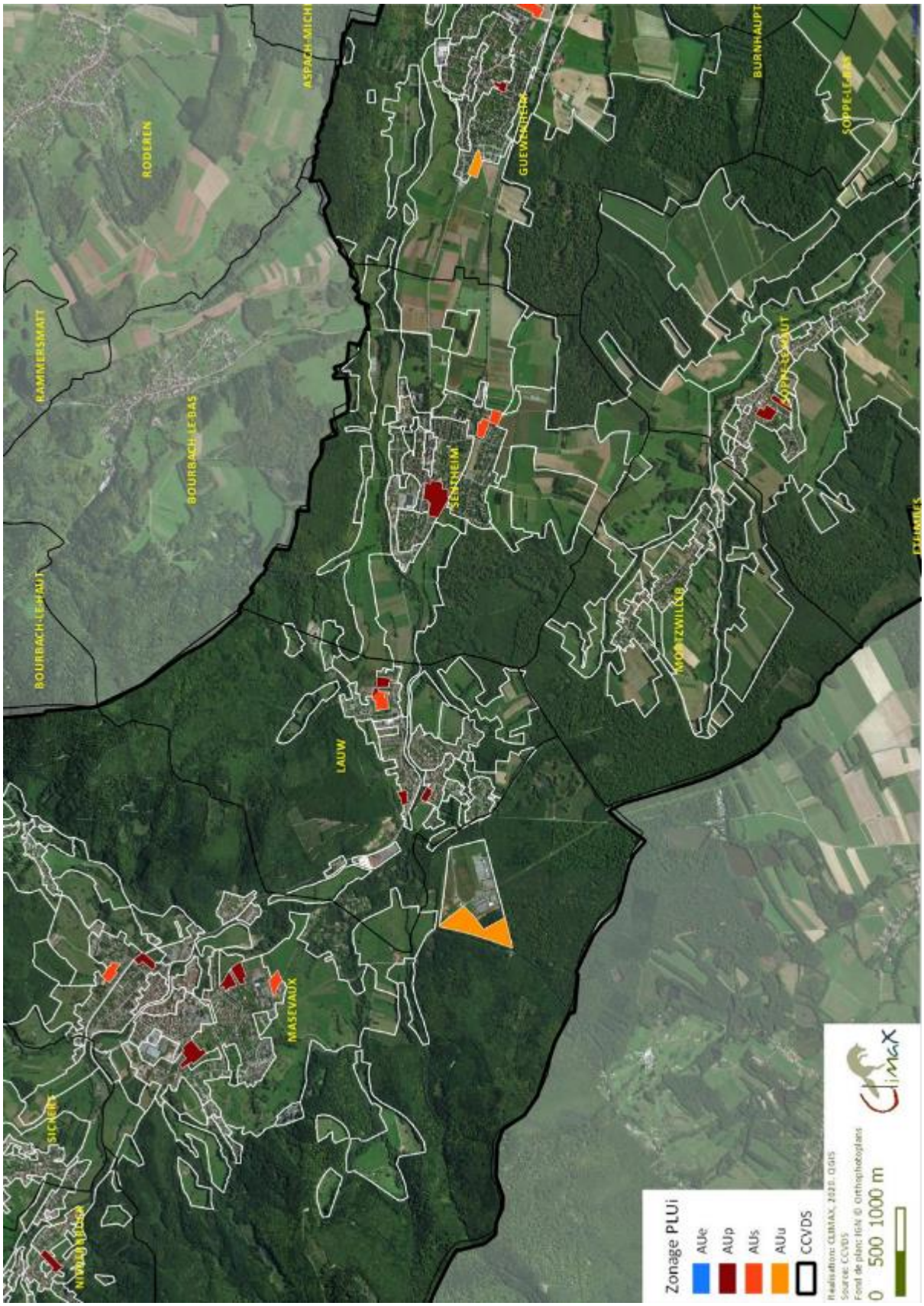
Tableau 17 : Secteurs prévus à l'urbanisation par commune (PLUi arrêté / PLUi approuvé)

Commune	Zone	Surface (ha)	OAP	Nom OAP	Evolution PLUi approuvé
Sewen	AUp	0,49	OAP n°26	Centre village	-
Oberbruck	AUs	1,03	OAP n°22	Village Haut	-
Niederbruck	AUp	0,99	OAP n°21	Centre village	-
Masevaux	AUs	1,01	OAP n°19	Boulevard du chemin de fer	Supprimée / A
Masevaux	AUp	0,92	OAP n°17	Allée des Dames	-
Masevaux	AUp	1,98	OAP n°15	Au pied de Stoecken	Réduite 1.77 ha
Masevaux	AUp	0,85	OAP n°16	Sous le stade	
Masevaux	AUp	2,37	OAP n°16	Sous le stade	AUs
Masevaux	AUs	0,93	OAP n°20	Collège	Supprimée / Ai
Masevaux	AUu	6,82		Extension ZA Porte de Masevaux	Réduite 2.93 ha
Lauw	AUp	0,55	OAP n°12	Centre village	-
Lauw	AUp	0,49	OAP n°12	Centre village	-
Lauw	AUs	1,24	OAP n°13	Village côté Est	Supprimée / A
Lauw	AUp	0,89	OAP n°13	Village côté Est	Augmentée 1.3 ha
Sentheim	AUp	3,53	OAP n°25	Centre village	-
Sentheim	AUs	1,60	OAP n°24	Quartier gare	Réduite 0.87 ha
Haut-Soultzbach	AUp	1,09	OAP n°14	Centre village (Soppe-le-Haut)	-
Haut-Soultzbach	AUp	0,54	OAP n°14	Centre village (Soppe-le-Haut)	-
Soppe-le-Bas	AUp	2,54	OAP n°27	Centre village	-
Soppe-le-Bas	AUu	0,87			Supprimée / A
Burnhaupt-le-Bas	AUu	14,55		Complexe loisirs / Etang de Burnhaupt	Supprimée / A
Burnhaupt-le-Bas	AUu	3,21		Extension ZA	-
Burnhaupt-le-Bas	AUp	0,62	OAP n°3	Baumgarten	-
Burnhaupt-le-Bas	AUp	1,29	OAP n°3	Baumgarten	-
Burnhaupt-le-Bas	AUu	1,36	OAP n°3	Baumgarten	Supprimée / Ne UP
Burnhaupt-le-Bas	AUs	1,13	OAP n°1	Village - Côté Ouest	-
Burnhaupt-le-Bas	AUs	1,64	OAP n°1	Village - Côté Ouest	Réduite mais le reste passe en U
Burnhaupt-le-Bas	AUp	1,95	OAP n°2	Centre village	Fusionnées en AUp 3.89 ha
Burnhaupt-le-Bas	AUs	2,38	OAP n°2	Centre village	
Burnhaupt-le-Haut	AUp	0,86	OAP n°	???	
Burnhaupt-le-Haut	AUu	2,64	OAP n°7	Vorderfeld	Supprimée / N
Burnhaupt-le-Haut	AUs	1,40	OAP n°7	Vorderfeld	Supprimée / N
Burnhaupt-le-Haut	AUp	2,94		Petit Prince	-
Burnhaupt-le-Haut	AUe	8,32		Briqueterie	Augmentée 8.89 ha
Burnhaupt-le-Haut	AUu	8,60		Briqueterie	Réduite 6.65 ha
Burnhaupt-le-Haut	AUp	4,70	OAP n°6	Pont d'Aspach	-
Guewenheim	AUs	1,84	OAP n°11	Quartier du stade	Réduite 0.41 ha
Guewenheim	AUp	0,47	OAP n°10	Sous le centre - Côté Est	Supprimée mais reste en UPc US
Guewenheim	AUu	1,12		Sud-Ouest	Supprimée / A
	TOTAL	91,7			

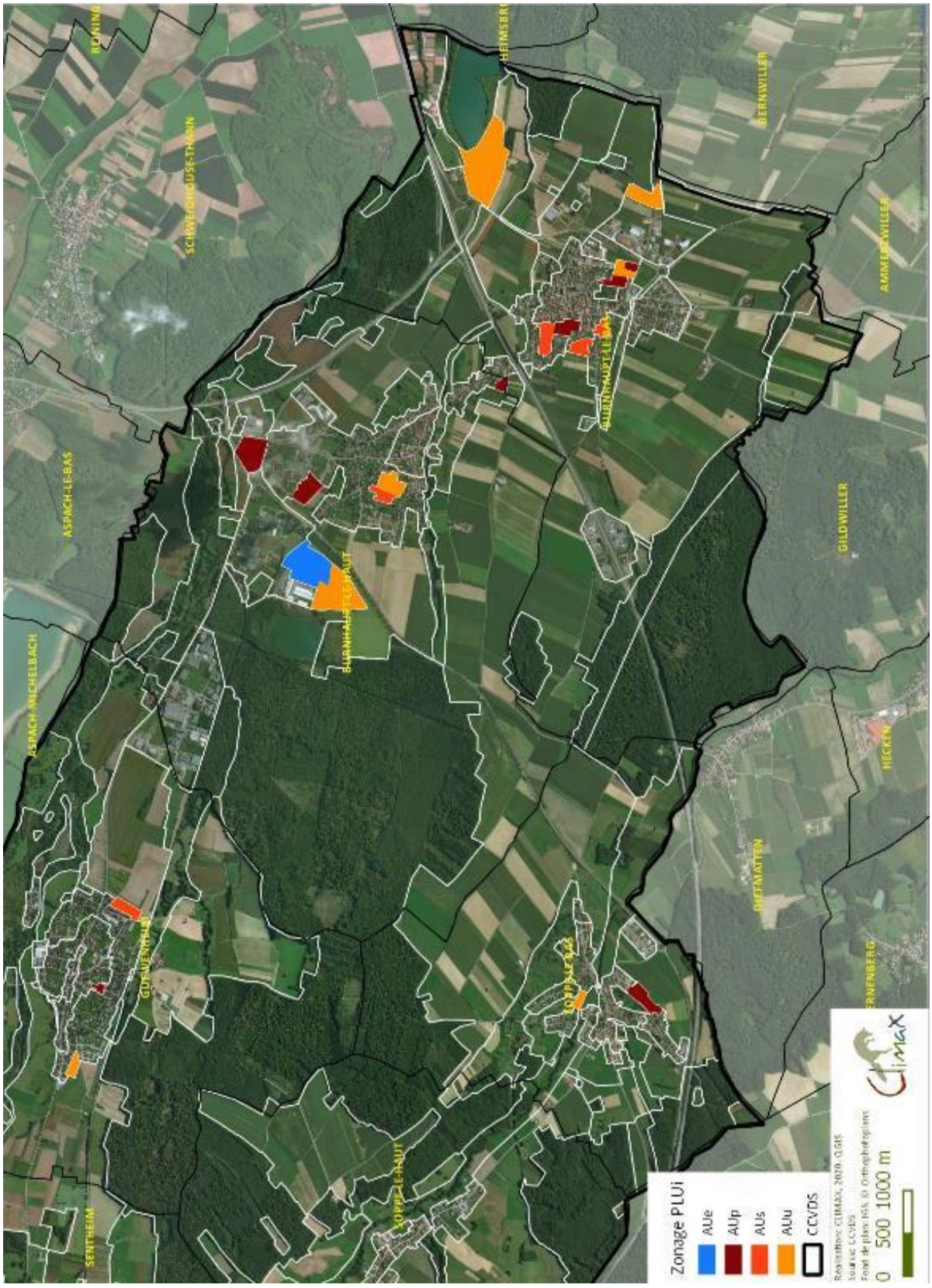
Carte 16 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la haute vallée de la Doller



Carte 17 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la partie médiane de la vallée de la Doller et le Haut-Soultzbach



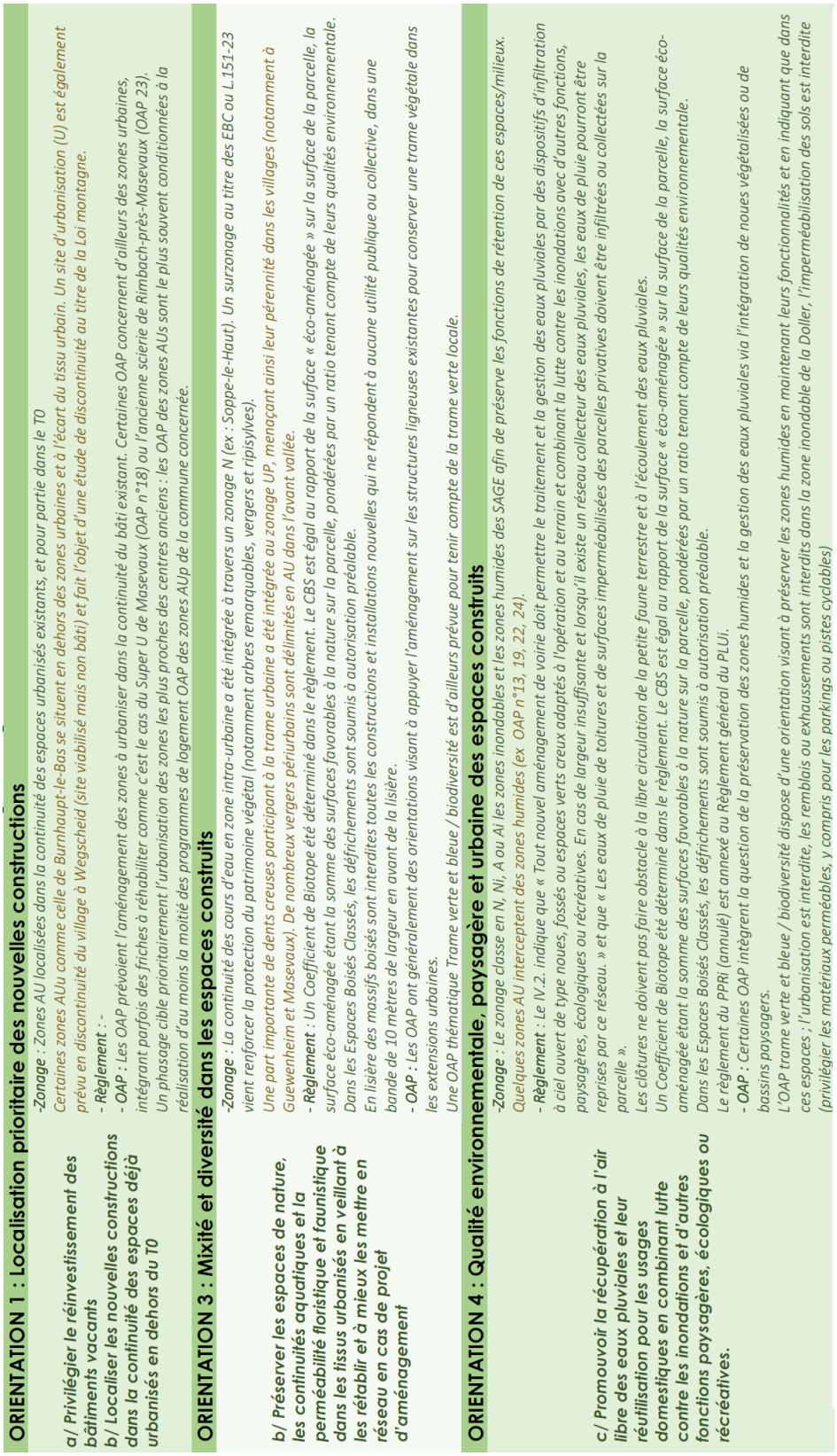
Carte 18 : Secteurs d'extension du PLUi arrêté dans la partie aval de la vallée de la Doller et Soppe-le-Bas



> Les modifications apportées au PLUi concernant les zones d'extension urbaines sont illustrées et détaillées dans l'Evaluation Environnementale ci-après.

5.2. COHERENCE INTERNE DES PIECES CONSTITUTIVES DU PLUI

Il est nécessaire de vérifier que la traduction des enjeux faite au sein du PLUI est cohérente entre toutes les pièces qui composent les documents et que les dispositions prévues sont facilement applicables.



ORIENTATION 1 : Localisation prioritaire des nouvelles constructions

a/ Privilégier le réinvestissement des bâtiments vacants

b/ Localiser les nouvelles constructions dans la continuité des espaces déjà urbanisés en dehors du T0

-Zonage : Zones AU localisées dans la continuité des espaces urbanisés existants, et pour partie dans le T0
Certaines zones AUu comme celle de Burnhaupt-le-Bas se situent en dehors des zones urbaines et à l'écart du tissu urbain. Un site d'urbanisation (U) est également prévu en discontinuité du village à Wegscheid (site viabilisé mais non bâti) et fait l'objet d'une étude de discontinuité au titre de la Loi montagne.
- Règlement : -
- OAP : Les OAP prévoient l'aménagement des zones à urbaniser dans la continuité du bâti existant. Certaines OAP concernent d'ailleurs des zones urbaines, intégrant parfois des friches à réhabiliter comme c'est le cas du Super U de Masevaux (OAP n°18) ou l'ancienne scierie de Rimbach-près-Masevaux (OAP 23). Un phasage cible prioritairement l'urbanisation des zones les plus proches des centres anciens : les OAP des zones AUs sont le plus souvent conditionnées à la réalisation d'au moins la moitié des programmes de logement OAP des zones AUp de la commune concernée.

ORIENTATION 3 : Mixité et diversité dans les espaces construits

b/ Préserver les espaces de nature, les continuités aquatiques et la perméabilité floristique et faunistique dans les tissus urbanisés en veillant à les rétablir et à mieux les mettre en réseau en cas de projet d'aménagement

-Zonage : La continuité des cours d'eau en zone intra-urbaine a été intégrée à travers un zonage N (ex : Soppe-le-Haut). Un surzonage au titre des EBC ou L.151-23 vient renforcer la protection du patrimoine végétal (notamment arbres remarquables, vergers et ripisylves).
Une part importante de dents creuses participant à la trame urbaine a été intégrée au zonage UP, menaçant ainsi leur pérennité dans les villages (notamment à Guewenheim et Masevaux). De nombreux vergers périurbains sont délimités en AU dans l'avant vallée.
- Règlement : Un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.
Dans les Espaces Boisés Classés, les défrichements sont soumis à autorisation préalable.
En lisière des massifs boisés sont interdites toutes les constructions et installations nouvelles qui ne répondent à aucune utilité publique ou collective, dans une bande de 10 mètres de largeur en avant de la lisière.
- OAP : Les OAP ont généralement des orientations visant à appuyer l'aménagement sur les structures ligneuses existantes pour conserver une trame végétale dans les extensions urbaines.
Une OAP thématique Trame verte et bleue / biodiversité est d'ailleurs prévue pour tenir compte de la trame verte locale.

ORIENTATION 4 : Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits

c/ Promouvoir la récupération à l'air libre des eaux pluviales et leur réutilisation pour les usages domestiques en combinant lutte contre les inondations et d'autres fonctions paysagères, écologiques ou récréatives.

-Zonage : Le zonage classe en N, Ni, A ou Ai les zones inondables et les zones humides des SAGE afin de préserve les fonctions de rétention de ces espaces/milieux.
Quelques zones AU interceptent des zones humides (ex OAP n°13, 19, 22, 24).
- Règlement : Le IV.2. indique que « Tout nouvel aménagement de voirie doit permettre le traitement et la gestion des eaux pluviales par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives. En cas de largeur insuffisante et lorsqu'il existe un réseau collecteur des eaux pluviales, les eaux de pluie pourront être reprises par ce réseau. » et que « Les eaux de pluie de toitures et de surfaces imperméabilisées des parcelles privatives doivent être infiltrées ou collectées sur la parcelle ».
Les clôtures ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation de la petite faune terrestre et à l'écoulement des eaux pluviales.
Un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.
Dans les Espaces Boisés Classés, les défrichements sont soumis à autorisation préalable.
Le règlement du PPRi (annulé) est annexé au Règlement général du PLUi.
- OAP : Certaines OAP intègrent la question de la préservation des zones humides et la gestion des eaux pluviales via l'intégration de noues végétalisées ou de bassins paysagers.
L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides en maintenant leurs fonctionnalités et en indiquant que dans ces espaces ; l'urbanisation est interdite, les remblais ou exhaussements sont interdits dans la zone inondable de la Doller, l'imperméabilisation des sols est interdite (privilégier les matériaux perméables, y compris pour les parkings ou pistes cyclables)

Les pièces du PLUi sont cohérentes entre elles.

Les objectifs du PADD ne sont cependant pas toujours traduits concrètement dans le zonage, le règlement et/ou les OAP.

Une grande part des objectifs du PADD sont transcrits dans les préconisations des OAP (relation de compatibilité).

Certains thèmes ne sont peu ou pas abordés par le PLUi : énergie, déchets, problème d'assainissement, gens du voyage.

Le règlement définit des zones UP1, UP2, UP3 en fonction des spécificités architecturales des unités paysagères de la vallée. Cependant, ces distinctions ne se retrouvent pas reportées graphiquement au plan de zonage.

Les liens entre OAP thématiques et OAP sectorielles ne sont pas clairement établis.

d/ Permettre le recours à la géothermie, au solaire thermique, au photovoltaïque et au petit éolien sur toiture et facilité l'utilisation de matériaux biosourcés	*- **Zonage** : Le zonage n'aborde pas spécifiquement cette question de l'énergie (pas de zonage spécifique pour les projets d'énergie renouvelable), qui est plutôt traitée dans le règlement.* *- **Règlement** : Le IV.2. indique que « Pour faciliter le recours aux énergies renouvelables et améliorer les performances énergétiques des bâtiments, sont autorisés : - le débord, jusqu'à 20 centimètres sur l'emprise d'une voie publique ou privée, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en façade des constructions existantes ; - le dépassement, jusqu'à 50 centimètres des règles de hauteur, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en toiture des constructions existantes ; - la non prise en compte dans les règles de hauteur des bâtiments des installations de production d'énergie éolienne sur toiture ».* *- **OAP** : Certaines OAP intègrent la question de l'orientation des constructions nouvelles (efficacité bioclimatique), comme par exemple l'OAP n°24.*
ORIENTATION 7 : Organisation et développement des sites de production et de loisirs	
c/ Mettre en place une offre foncière « branchée fer » en permettant la desserte ferroviaire de la ZI de la Doller et de la ZA du Pont d'Aspach à partir des embranchements particuliers ferroviaires existants et de l'aménagement de nouveaux embranchements particuliers	*- **Zonage** : La voie ferrée du train de la Doller ne bénéficie pas de zonage particulier (tantôt US, UE, A, Ni…). Le zonage n'empêche pas, a priori, dans les zones U, d'aménagement liés aux haltes ferroviaires.* *Le zonage n'aborde pas spécifiquement cette question du transport ferroviaire (pas d'emplacement réservé pour réalisation d'embranchements)* *- **Règlement** : Le IV.2. indique que « Tout nouvel aménagement de voirie doit permettre le traitement et la gestion des eaux pluviales par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives. En cas de largeur insuffisante et lorsqu'il existe un réseau collecteur des eaux pluviales, les eaux de pluie pourront être reprises par ce réseau. »* *Les clôtures ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation de la petite faune terrestre et à l'écoulement des eaux pluviales.* *- **OAP** : Une OAP mobilité est développée qui identifie des pistes cyclables à créer, la voie ferrée à créer ou mettre aux normes, des sentiers piétons à développer, etc.* *Le zonage du PLUi ne reprend pas ces orientations (branchement fer), à l'exception de quelques cheminements piétons et accès en zone urbaine qui sont traduits en Emplacements Réservés et dans certaines OAP sectorielles.*
d/ Permettre l'installation au sol de panneaux photovoltaïques dans les zones d'activités existantes en combinant l'activité de production d'énergie avec une autre fonction. Permettre l'installation de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau de la vallée en veillant à leur insertion paysagère et environnementale	*- **Zonage** : Le zonage n'aborde pas spécifiquement cette question de l'énergie (pas de zonage spécifique pour les projets d'énergie renouvelable), qui est plutôt traitée dans le règlement.* *- **Règlement** : Le IV.2. indique que « Pour faciliter le recours aux énergies renouvelables et améliorer les performances énergétiques des bâtiments, sont autorisés : - le débord, jusqu'à 20 centimètres sur l'emprise d'une voie publique ou privée, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en façade des constructions existantes ; - le dépassement, jusqu'à 50 centimètres des règles de hauteur, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en toiture des constructions existantes ; - la non prise en compte dans les règles de hauteur des bâtiments des installations de production d'énergie éolienne sur toiture ».* *Le II.3. précise que « Sont interdites toutes les constructions et installations nouvelles situées sur les rives de cours d'eau, sur une bande dont la largeur, à compter du sommet des berges, est égale à 6 mètres pour la Doller et le Soultzbach (cours d'eau principaux), et tous les autres cours d'eau permanents et à 5 mètres pour les cours d'eau temporaires ; cette interdiction ne s'applique pas aux installations nécessaires à la production d'énergie hydroélectrique, à la gestion ou à la mise en valeur des cours d'eau ».* *En zone N, « La hauteur des petites constructions et installations nécessaires à la maintenance technique ou à la valorisation énergétique des retenues d'eau est limitée à 5 mètres hors tout par rapport au terrain naturel ».* *- **OAP** : Certaines OAP intègrent la question de l'orientation des constructions nouvelles (efficacité bioclimatique), comme par exemple l'OAP n°24.*
ORIENTATION 8 : Développement de l'agriculture et de l'exploitation forestière	
a/ Autoriser dans les zones agricoles les constructions et installations à vocation agricole correspondant à la délocalisation des sièges d'exploitation ne pouvant être maintenus dans le tissu urbanisé, à la création, à la croissance, à la diversification ou à la pérennisation des exploitations agricoles	*- **Zonage** : Les zones A et N permettent les constructions agricoles en dehors du tissu urbain. Un STECAL est défini pour les constructions et aménagements nécessaires à l'hébergement touristique du centre équestre de Soppe-le-Bas.* *Les zones U et AU consomment une part non négligeable de terres (environ 90 ha), en grande partie agricoles.* *- **Règlement** : En zones A et N, sont interdites « dans les espaces prairiaux ou de prés-vergers, la suppression du couvert végétal en herbe et/ou l'abattage du verger en vue d'une plantation forestière, au titre de l'article L.151-23du CU » et « après coupe rase d'une plantation forestière, la replantation à des fins d'exploitation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de gestion plus durable de la biodiversité ».* *Aussi, en dehors des secteurs Ai, As, Ni, Nl et du STECAL, les constructions nouvelles ainsi que les extensions et changements de destination de constructions existantes à destination de logement sont autorisées, dès lors qu'ils sont nécessaires au logement des exploitants agricoles sur le site de leur exploitation* *En zone Ai et Ni (inconstructibles pour des raisons environnementales ou paysagères), les extensions des constructions agricoles existantes sont autorisées.* *Les extensions mesurées (+30%) à destination d'habitats sont autorisées sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole.* *Dans le secteur AS, l'exploitation agricole des terrains est autorisée à condition de ne pas compromettre la pratique des activités sportives de plein air* *- **OAP** : Certaines OAP à l'interface urbain/agricole prévoient le maintien de chemins d'accès agricoles aux parcelles cultivées (OAP 1, 5, 8, 9, 11, 21, 23 et 26). L'OAP 5 prévoit également la conservation d'une enclave agricole ou la création d'un parc agricole urbain. L'OAP 23 incite à créer une trame verte agricole intra-villageoise.*

b/ Préserver les espaces agricoles ayant une valeur agronomique et/ou un intérêt paysager et environnemental, en considérant dans la haute vallée leur rareté et leur complémentarité entre fond de vallée et altitude.	*- **Zonage** : Les terres de bonne valeur agronomique et les espaces d'intérêt écologique, paysager ou relevant de risques (inondations) ont été en grande mahorité délimités en zones Ai et Ni inconstructibles.* *Les zones U (dents creuses) et AU consomment une part non négligeable de terres (environ 90 ha), en grande partie agricoles.* *- **Règlement** : En zonse A et N, sont interdites « dans les espaces prairiaux ou de prés-vergers, la suppression du couvert végétal en herbe et/ou l'abattage du verger en vue d'une plantation forestière, au titre de l'article L.151-23du CU » et « après coupe rase d'une plantation forestière, la replantation à des fins d'exploitation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de gestion plus durable de la biodiversité ».* *Aussi, en dehors des secteurs Ai, As, Ni, Nl et du STECAL, les constructions nouvelles ainsi que les extensions et changements de destination de constructions existantes à destination de logement sont autorisées, dès lors qu'ils sont nécessaires au logement des exploitants agricoles sur le site de leur exploitation* *En zone Ai et Ni (inconstructibles pour des raisons environnementales ou paysagères), les extensions des constructions agricoles existantes sont autorisées.* *Les extensions mesurées (+30%) à destination d'habitats sont autorisées sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole.* *Dans le secteur AS, l'exploitation agricole des terrains est autorisée à condition de ne pas compromettre la pratique des activités sportives de plein air* *- **OAP :** Les OAP thématiques disposent d'orientations visant à préserver les espaces agricoles d'intérêt paysager ou environnemental.*
e/ Faire en sorte que les exploitations d'élevage en montagne disposent toujours d'une quantité d'eau suffisante pour leur viabilité économique tout en préservant cette ressource et les milieux qui lui sont inféodés	*- **Zonage** : Les forêts et abords de cours d'eau en montagne sont délimités en N, Ni, A ou Ai, parfois avec un surzonage permettant la conservation du couvert arboré, notamment au droit des points de captage d'eau potable.* *- **Règlement** : Le règlement oblige à un retrait de 6m à partir des berges des cours d'eau (5m pour les ruisseaux temporaires).* *Dans le secteur AS, l'exploitation agricole des terrains est autorisée à condition de ne pas compromettre la pratique des activités sportives de plein air* *- **OAP :** L'OAP thématique trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides en maintenant leurs fonctionnalités et en indiquant que dans ces espaces ; l'urbanisation est interdite, les remblais ou exhaussements sont interdits dans la zone inondable de la Doller, l'imperméabilisation des sols est interdite (privilégier les matériaux perméables, y compris pour les parkings ou pistes cyclables). Une orientation enjoint également à privilégier les aménagements réduisant l'imperméabilisation des sols, y compris en dehors des zones humides identifiées.* *L'OAP thématique paysage/patrimoine dispose d'orientations visant à contenir l'avancée de la forêt sur les sommets et dans les vallons et à préserver de l'enrésinement et de l'enfrichement les espaces prairiaux à mi-pente et les terrasses.*
f/ Permettre l'installation d'activités liées à l'exploitation forestière au sein et en limite du domaine forestier ; permettre l'implantation d'une plate-forme de stockage, de séchage et de transformation pour la production de plaquettes forestières à l'échelle du Pays Thur Doller	*- **Zonage** : Les zones N permettent l'installation d'activités liées à l'exploitation forestières. S'il ne l'empêche pas, le zonage ne prévoit pas de zone spécifique dédiée à l'implantation d'une plate-forme de stockage, séchage et transformation de plaquettes forestières.* *- **Règlement** : -* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à maintenir et restaurer la couverture et les structures végétales (forêts, bosquets) des espaces naturels reconnus pour leur valeur patrimoniales (biodiversité). Une autre consiste à permettre le développement diversifié et équilibré des espaces forestiers, en prenant compte leurs fonctions écologiques et de favoriser une gestion durable de la forêt.*
g/ Rapprocher et harmoniser les modes d'exploitation et de gestion des forêts publiques et privées pour : *• permettre le développement d'espaces forestiers diversifiés et équilibrés assurant à la fois la fonction écologique et la fonction économique, avec des essences adaptées au territoire et des peuplements de haute qualité environnementale vis-à-vis du cycle de l'eau, de la pédogenèse, de la biodiversité et du paysage ;* *• faciliter l'exploitation forestière par la création de dessertes respectant les zones de quiétude et les espaces sensibles ;* *• favoriser une exploitation en futaie irrégulière respectant les sites, évitant les coupes à blanc et résorbant les micro-boisements de résineux.*	*- **Zonage** : Les massifs forestiers sont le plus souvent délimités en N et Ni* *- **Règlement** : Les forêts et boisements bénéficient le plus souvent d'un suzonage au titre des Espaces Boisés Classés (L.130-1 du CU) ou de l'art. L.151-23 du CU afin de préserver leurs valeurs et fonctions.* *Dans les espaces boisés classés (existants ou à créer) est interdit notamment tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Le défrichement est soumis à autorisation préalable.* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à maintenir et restaurer la couverture et les structures végétales (forêts, bosquets) des espaces naturels reconnus pour leur valeur patrimoniales (biodiversité). Une autre consiste à permettre le développement diversifié et équilibré des espaces forestiers, en prenant compte leurs fonctions écologiques et de favoriser une gestion durable de la forêt et évitant les coupes à blanc et résorbant les micro boisements de résineux.*

ORIENTATION 9 : Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques	
a/ Préserver les réservoirs de biodiversité, les zones humides remarquables ainsi que tous les espaces naturels reconnus pour la valeur patrimoniales de leur faune et de leur flore	*- **Zonage** : Les espaces naturels remarquables (prés, forêts, zones humides du SAGE ou vergers…) sont le plus souvent délimités en Ni ou Ai.* *Certaines zones humides (non remarquables et non identifiées par le SAGE) sont cependant inclues dans des zones à vocation urbaine (Wegscheid, Lauw, Masevaux…).* *- **Règlement** : En zone N, le règlement interdit, dans les espaces prairiaux ou de prés-vergers, la suppression du couvert végétal en herbe et/ou l'abattage du verger en vue d'une plantation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de préservation de la biodiversité ;* *Les espaces naturels remarquables et/ou participant à la trame verte locales bénéficient d'un surzonage au titre des articles L.130-1 (défrichement ssoumis à autorisation préalable) ou L.151-23 du CU. Les zones humides ne sont pas reportées dans le règlemetn graphique du PLUi.* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à maintenir et restaurer la couverture et les structures végétales (forêts, bosquets) des espaces naturels reconnus pour leur valeur patrimoniales (biodiversité). Une autre consiste à permettre le développement diversifié et équilibré des espaces forestiers, en prenant compte leurs fonctions écologiques et de favoriser une gestion durable de la forêt.*
b/ Préserver les continuités écologiques fonctionnelles existantes et restaurer les continuités écologiques déficientes repérées sur les communes de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas ; les compléter par des continuités supplémentaires reliant des milieux de même nature et visant à garantir les dynamiques fonctionnelles des espaces écologiques à préserver.	*- **Zonage** : Les espaces naturels remarquables (prés, forêts, zones humides du SAGE ou vergers…) sont le plus souvent délimités en Ni ou Ai.* *La AUu de Burnhaupt-le-Bas se situe sur le tracé de corridors écologiques du SRCE. L'Emplacement Réservé destiné à l'aménagement de la branche Est du TGV Rhin Rhône traverse un réservoir de biodiversité.* *- **Règlement** : En zone N, le règlement interdit, dans les espaces prairiaux ou de prés-vergers, la suppression du couvert végétal en herbe et/ou l'abattage du verger en vue d'une plantation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de préservation de la biodiversité ;* *Les espaces naturels remarquables et/ou participant à la trame verte locales bénéficient d'un surzonage au titre des articles L.130-1 (défrichement ssoumis à autorisation préalable) ou L.151-23 du CU.* *Le II.3 des règles générales du PLUi dispose de règles visant à préserver les fonctions écologiques liées aux écotones (lisières, cours d'eau) :* *-En lisière des massifs boisés sont interdites toutes les constructions et installations nouvelles qui ne répondent à aucune utilité publique ou collective, dans une bande de 10 mètres de largeur en avant de la lisière.* *-Sont interdites toutes les constructions et installations nouvelles situées sur les rives de cours d'eau, sur une bande dont la largeur, à compter du sommet des berges, est égale à 6 mètres pour la Doller et le Soultzbach (cours d'eau principaux), et tous les autres cours d'eau permanents et à 5 mètres pour les cours d'eau temporaires ; cette interdiction ne s'applique pas aux installations nécessaires à la production d'énergie hydroélectrique, à la gestion ou à la mise en valeur des cours d'eau.* *-Les alignements d'arbres et d'arbustes identifiés et haies localisés sur les documents graphiques sont à conserver, à planter ou à restaurer/remplacer, en cas de travaux. Les symboles graphiques employés constituent un principe de repérage et non une localisation exacte. Tout projet d'abattage doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable. En cas de chute naturelle ou d'abattage réalisé sans autorisation ou d'abattage autorisé car rendu nécessaire (mauvais état phytosanitaire de l'arbre, problème de sécurité routière, …), il doit être replanté en remplacement sur site au moins autant de linéaire ou de sujets qu'abattus.* *Les continuités écologiques déficientes en avant vallée ne sont pas reportées sur le règlement graphique du PLUi.* *Les ripisylves à conserver ou à renforcer ne sont pas protégées par un surzonage en Espaces Boisés Classés au Règlement graphique.* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à maintenir et restaurer la couverture et les structures végétales (forêts, bosquets) des espaces naturels reconnus pour leur valeur patrimoniales (biodiversité). Une autre consiste à permettre le développement diversifié et équilibré des espaces forestiers, en prenant compte leurs fonctions écologiques et de favoriser une gestion durable de la forêt.* *L'OAP paysage/patrimoine incite à préserver les coupures vertes entre les bourgs et les villages*
c/ Ne pas implanter au sol de panneaux solaires photovoltaïques dans les sites de forte naturalité et dans les espaces déjà cultivés.	*- **Zonage** : Les centrales solaires ne sont autorisées que dans les zones industrielles afin de préserver les fonctions écologiques, agricoles ou paysagères du territoire. Les sites de forte naturalité ou les espaces déjà cultivés sont délimités en A, N, Ai et Ni.* *- **Règlement** : Le II.2. des règles générales permet les panneaux photovoltaïques en toiture sur les pans de toiture qui ne sont pas visibles depuis l'espace public.* *- OAP : -*

e) Promouvoir les pratiques sylvicoles extensives des stations de faible rendement où l'enjeu environnemental est fort (abords des ruisseaux et rivières, zones humides, éboulis, zones rocheuses).	*- **Zonage** : Les forêts sont le plus souvent délimités en N ou Ni* *- **Règlement** : En zone N, le règlement interdit, après coupe d'exploitation d'une plantation forestière, la replantation à des fins d'exploitation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de gestion plus durable de la biodiversité* *Les massifs forestiers bénéficient majoritairement d'un surzonage au titre des articles L.130-1 (défrichement soumis à autorisation préalable) ou L.151-23 du CU.* *Un recul de 6m est sollicité pour les constructions ou installations aux abords des cours d'eau.* *Un recul de 10m est sollicité pour les constructions en avant des lisières forestières* *Les ripisylves à conserver ou à renforcer ne sont pas protégées par un surzonage en Espaces Boisés Classés au Règlement graphpique.* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides de toute incidence. Une orientation vise également à maintenir et entretenir la ripisylve qui borde les cours d'eau, à renforcer en linéaire et en épaisseur (une largeur de 15 à 20m étant considéré comme permettant d'assurer une bonne fonctionnalité)*
f/ En plaine, protéger les boisements épars existants, soutenir la réimplantation de cordons végétaux et diversifier les cultures agricoles, pour une meilleure biodiversité en piémont	*- **Zonage** : Les plus grands massifs de l'avant-vallée sont délimités en zone N, parfois Ni (ripisylves). Les petits éléments arborés (haies, bosquets, vergers) participant à la trame verte locale bénéficient d'un surzonage au titre des art. L.130-1 ou L.151-23 du CU.* *- **Règlement** : En toute zone, le règlement général du PLUi indique (II.3) que* *-Les arbres remarquables identifiés et localisés sur les documents graphiques sont à conserver. Les symboles graphiques employés constituent un principe de repérage et non une localisation exacte. Tous les aménagements, travaux, constructions ou installations nouvelles (y compris réseaux) susceptibles d'entamer leur système racinaire sont interdits. Tout projet d'abattage doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable. En cas de chute naturelle ou d'abattage réalisé sans autorisation ou d'abattage autorisé car rendu nécessaire (mauvais état phytosanitaire de l'arbre, problème de sécurité routière, …), il doit être replanté en remplacement sur site au moins autant de sujets qui ceux abattus. Dans les Espaces Boisés Classés, les défrichements sont soumis à autorisation préalable.* *- Les alignements d'arbres et d'arbustes identifiés et haies localisés sur les documents graphiques sont à conserver, à planter ou à restaurer/remplacer, en cas de travaux. Les symboles graphiques employés constituent un principe de repérage et non une localisation exacte. Tout projet d'abattage doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable. En cas de chute naturelle ou d'abattage réalisé sans autorisation ou d'abattage autorisé car rendu nécessaire (mauvais état phytosanitaire de l'arbre, problème de sécurité routière, …), il doit être replanté en remplacement sur site au moins autant de linéaire ou de sujets qu'abattus.* *Un recul de 6m est sollicité pour les constructions ou installations aux abords des cours d'eau.* *Un recul de 10m est sollicité pour les constructions en avant des lisières forestières* *Dans les zones à vocation d'urbanisation, un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.* *- **OAP :** L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à permettre le développement diversifié et équilibré des espaces forestiers, en prenant compte leurs fonctions écologiques et de favoriser une gestion durable de la forêt.* *Les OAP ont généralement des orientations visant à appuyer l'aménagement sur les structures ligneuses existantes pour conserver une trame végétale dans les extensions urbaines.*
ORIENTATION 10 : Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée	
a/ Contenir l'avancée de la forêt sur les sommets et dans les vallons comme aux abords des villages et des points de vue remarquables par la reconquête d'espaces agricoles et paysagers.	*- **Zonage** : Les forêts et espaces agricoles d'intérêt écologique ou paysager sont le plus souvent délimités en N, Ni et Ai. Les zones AU ne sont généralement pas localisées dans les cônes de vision des vues remarquables* *- **Règlement** : En zone N, le règlement interdit, après coupe d'exploitation d'une plantation forestière, la replantation à des fins d'exploitation forestière, au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, pour motif de gestion plus durable de la biodiversité.* *- **OAP :** L'OAP thématique paysage/patrimoine dispose d'orientations visant à contenir l'avancée de la forêt sur les sommets et dans les vallons et à préserver de l'enrésinement et de l'enfrichement les espaces prairiaux à mi-pente et les terrasses* *Certaines OAP sectorielles disposent de préconisations pour le maintien des vues remarquables et pour la création d'espaces de transition paysagers entre espace urbain et agricole.*

c/ Améliorer la valeur écologique et paysagère ainsi que la valeur d'usage touristique et récréatif des bords de cours d'eau, anciens canaux usiniers, étangs et anciennes gravières ; maintenir le rôle de couloir naturel, agricole et paysager de la Doller et de sa zone alluviale	*- **Zonage** : Le réseau hydrographique, notamment la Doller et ses abords, ainsi que les abords d'étangs ou anciennes gravières sont le plus souvent délimités en N, Ni et Ai. Les étangs de Soppe-le-Bas sont délimités en Nl.* *Le secteur AUu de Burnhaupt-le-Bas se situe en zone alluviale de la Doller, au contact du plan d'eau et risque de dégrader sa valeur écologique et paysagère.* *- **Règlement** : Un recul de 6m est sollicité pour les constructions ou installations aux abords des cours d'eau.* *- **OAP** : L'OAP thématique trame verte et bleue / biodiversité dispose d'orientations visant à maintenir les fonctionnalités écologiques existantes et à restaurer la fonctionnalité des continuités dégradées en renforçant les structures végétales, notamment arborées.* *Certaines OAP sectorielles disposent de préconisations pour le maintien des vues et pour la création d'espaces de transition paysagers entre espace urbain et agricole.*
d/ Préserver et mettre en valeur les façades urbaines patrimoniales recensées et les perspectives remarquables identifiées vers et depuis les monuments et sites patrimoniaux majeurs du territoire	*- **Zonage** : Les façades urbaines patrimoniales sont généralement préservées de l'urbanisation avec un classement en A, N, Ai ou Ni.* *Le secteur AUp de Lauw (centre village Est) se situe dans l'axe d'un point de vue paysager remarquable vers l'église. A Sentheim, un secteur AUs se situe au droit d'une façade patrimoniale identifiée au PLUi.* *- **Règlement** : Le I.1 stipule que sont interdites, sur tout le territoire, les constructions, installations, travaux et aménagements portant atteinte aux éléments de paysage ou de patrimoine repérés au plan de zonage.* *- **OAP** : L'OAP thématique paysage/patrimoine dispose de plusieurs orientations visant à préserver et mettre en valeur les formations paysagères remarquables et le patrimoine architectural, urbain, historique et culturel. L'orientation 2.1 vise à préserver les composantes « architecturales, urbaines et paysagères » des façades patrimoniales.* *Certaines OAP sectorielles disposent de préconisations pour le maintien des vues et pour la création d'espaces de transition paysagers entre espace urbain et agricole.*
e/ Maintenir les coupures vertes / d'urbanisation identifiées en s'appuyant sur les éléments naturels existants et/ou les dernières maisons en place ; traiter les entrées de village en conciliant au sein d'un aménagement global et cohérent la sécurité des habitants, le partage et le traitement qualitatif de l'espace public, la transition paysagère entre espace rural et espace construit.	*- **Zonage** : Aucune zone à urbaniser du PLUi ne vient entraver la perméabilité des 18 coupures vertes entre les villages identifiées au PLUi. Ces espaces sont classés en A, Ai, N ou Ni.* *- **Règlement** : -* *- **OAP** : Les extensions urbaines prévues en marge des fronts urbains existants prévoient, à travers certaines OAP sectorielles, des dispositions pour traiter les interfaces entre espaces bâtis et agricoles, notamment par la création ou le renforcement de la végétation arborée (OAP n°2, 4, 9, 16, 18, 20, 21, 24,, 26 et 27).* *L'OAP Paysage/Patrimoine dispose d'une orientation 1.1. visant spécifiquement à maintenir les coupures vertes, notamment en limitant l'étalement linéaire des constructions et aménagements (parkings) et à veiller à l'intégration paysagères des éventuelles nouvelles constructions nécessaires. Lors de la requalification de l'existant situé en bordure de ces coupures, utiliser l'opportunité des travaux pour les renforcer (plantations, gestion des perspectives visuelles)* *Un soin particulier devra être apporté aux coupures de faible ampleur, les plus fragiles. Celles-ci ont situés principalement dans l'unité paysagère de la haute vallée de la Doller (les villages étant plus rapprochés du fait de la géographie). L'OAP Patrimoine/Paysage préconise (1.2) de préserver la qualité des entrées/sorties des villages et bourgs.*
g/ Protéger et mettre en valeur les éléments du patrimoine architectural, urbain, paysager, industriel, scientifique et culturel qui participent à l'identité du territoire, au-delà des protections règlementaires ; plus généralement, préserver les traits de caractère du bâti ancien ordinaire en encadrant ses évolutions.	*- **Zonage** : Le zonage repère les éléments de paysage et de patrimoine, y compris bâti, via l'art. L.151-23. Les bâtiments à préserver au titre de leur intérêt culturel, historique ou architectural sont identifiés et localisés sur le plan de zonage par un symbole particulier.* *- **Règlement** : Le I.1. du règlement général interdit « sur tout le territoire, les constructions, installations, travaux et aménagements portant atteinte aux éléments de paysage ou de patrimoine repérés au plan de zonage ». L'abattage ou la destruction de vergers identifiés au plan de zonage (L.151-23) doit être accompagnée de plantations équivalentes d'arbres fruitiers.* *Pour les bâtiments repérés au plan de zonage, la démolition intégrale est interdite sauf s'il est justifié que le bâtiment expose des tiers à un risque certain et prévisible de nature à mettre gravement en danger leur sécurité et qu'aucune solution viable de réhabilitation existe.* *- **OAP** : Les extensions urbaines prévues en marge des fronts urbains existants prévoient, à travers certaines OAP sectorielles, des dispositions pour traiter les interfaces entre espaces bâtis et agricoles, notamment par la création ou le renforcement de la végétation arborée (OAP n°2, 4, 9, 16, 18, 20, 21, 24, 26 et 27)* *L'OAP thématique Paysage/Patrimoine intègre des prescriptions sur les éléments d'identité du territoire, notamment les coupures vertes, les vergers, points de vue remarquables, les anciennes terrasses (kritters), le patrimoine minier, etc. L'orientation 2.1 vise à préserver les composantes « architecturales, urbaines et paysagères » des façades patrimoniales.*

h/ Traiter les lisières construites des villages et des zones d'activité et soigner les transitions paysagères avec les espaces agricoles attenants, en référence aux paysages ordinaires de prairies, vergers, jardins potagers et anciennes terrasses qui ceinturaient les villages ; préserver les derniers espaces de vergers péri-villageois lorsqu'ils existent encore ou les rétablir dans les projets d'aménagement	*- **Zonage** : Le zonage repère les éléments de paysage et de patrimoine, y compris bâti, via l'art. L.151-23.* *- **Règlement** : Le I.1. du règlement général interdit « sur tout le territoire, les constructions, installations, travaux et aménagements portant atteinte aux éléments de paysage ou de patrimoine repérés au plan de zonage ».* *- **OAP** : Les extensions urbaines prévues en marge des fronts urbains existants prévoient, à travers certaines OAP sectorielles, des dispositions pour traiter les interfaces entre espaces bâtis et agricoles, notamment par la création ou le renforcement de la végétation arborée (OAP n°2, 4, 9, 16, 18, 20, 21, 24,, 26 et 27). L'OAP sectorielle 5 préconise d'intégrer l'aménagement aux terrasses topographiques existantes « en mettant en valeur le patrimoine arboré et la rupture de pente entre les deux terrasses topographiques et en multipliant les chemins piétons transversaux pour passer plus directement d'une terrasse topographique à l'autre et des quartiers récents au centre ancien ». Les jardins potagers sont parfois intégrés dans des OAP pour participer aux transitions paysagères ou aux cœurs d'ilôt.s*
ORIENTATION 11 : Amélioration de l'accessibilité de la vallée	
c/ Favoriser l'usage des modes alternatifs à la route pour le transport de marchandises en permettant la réactivation et l'aménagement d'embranchements ferroviaires particuliers en direction de Cernay et de Mulhouse dans les ZI de la Doller et ZA de Pont d'Aspach à Burnhaupt-le-Haut.	*- **Zonage** : 13 Emplacements Réservés sont prévus pour des cheminements modes doux et 6 pour du désenclavement ou de la desserte locale.* *- **Règlement** : Le règlement prévoit l'aménagement de stationnement pour les cycles dans les zones UP, US, UC, UE et AU lors des opérations de constructions nouvelles ou d'extension.* *- **OAP** : Certaines OAP sectorielles prévoient l'aménagement de connexions piétonnes avec des chemins existants afin de faciliter les liaisons douces et les liaisons interquartiers.*
d/ Favoriser le développement des alternatives motorisées mutualisées telles que l'autopartage, l'auto- stop organisé et le co-voiturage en aménageant des arrêts et aires dédiés, sur de nouveaux espaces ou à partir d'aires de stationnement existantes situés aux endroits les plus stratégiques (proximité des zones d'emplois, d'études et de loisirs, des arrêts de transport collectif ou des échangeurs).	*- **Zonage** : -* *- **Règlement** : Le règlement prévoit l'aménagement de stationnements VL pour les nouvelles constructions ou extensions, dimensionnées en fonction des suages. Des aménagements de stationnement pour les cycles sont également prévus en zone U.* *Le règlement graphique ne reprend pas les orientations de l'OAP mobilités, à l'exception de quelques Emplacements Réservés dédiés à des cheminements piétons, des élargissements de voie ou à la création d'accès.* *- **OAP** : Une OAP mobilités à été développée sur l'ensemble du territoire de la CCVDS, intégrant les intermodalités, les cheminements piétons à créer, les pistes cyclables à développer, le développement du train, etc.* *Si le zonage n'empêche pas a priori l'aménagement d'aires de co-voiturage ou d'auto-partage, le règlement et les OAP du PLUi n'abordent pas cette question des alternatives motorisées mutualisées.*

f/ Faciliter l'accessibilité aux sites d'activités de loisirs : *• en complétant et connectant par-delà les limites communales les réseaux de sentiers pédestres et les accès aux cours d'eau (pour la pratique de la pêche), lacs et gravières aménagées ;* *• en prévoyant au moins un accès piéton aux sites d'hébergement et de restauration ;* *• en développant l'accessibilité par les transports collectifs des sites touristiques et d'hébergement ;* *• en ouvrant des possibilités mesurées de stationnement aux départs des parcours de randonnées*	*- **Zonage** : 13 Emplacements Réservés sont prévus pour des cheminements modes doux et 6 pour du désenclavement ou de la desserte locale.* *- **Règlement** :* *- **OAP :** Certaines OAP sectorielles prévoient l'aménagement de connexions piétonnes avec des chemins existants afin de faciliter les liaisons douces et les liaisons inter-quartiers.* *Si le zonage n'empêche pas a priori l'aménagement de sentiers pédestres, le règlement et les OAP du PLUi n'abordent pas cette question des connexions communales des réseaux de sentiers ou d'accessibilité aux sites touristiques.*
ORIENTATION 12 : Développement des mobilités douces et des espaces de rencontre	
a) Favoriser la mobilité cyclable entre les villages en raccordant les grands itinéraires cyclables aux réseaux intra-villageois ; prévoir notamment la sécurisation de la jonction entre Masevaux-Niederbruck et Sentheim de la piste cyclable de la Doller et le prolongement de celle-ci en direction du Sundgau (via Burnhaupt-le-Haut / Burnhaupt-le-Bas) et en direction de Thann-Cernay (via le Pont d'Aspach) ; prévoir également l'aménagement d'une liaison cyclable entre l'avant-vallée (Sentheim) et le Sundgau par le vallon du Soulztbach en reliant ses différentes communes entre elles et avec celles de l'avant-vallée.	*- **Zonage** : -* *- **Règlement** : Le règlement prévoit l'aménagement de stationnement pour les cycles sont également prévus en zone U.* *- **OAP :** L'OAP sectorielle 5 préconise l'aménagement d'un parcours piéton et cyclable pour rejoindre, avec une liaison douce, les équipements scolaires et sportif et la zone commerciale de Pont d'Aspach.* *L'OAP 17 préconise de garantir la pérennité et la sécurité de la piste cyclable (voie verte).* *L'OAP sectorielle 24 préconise de relier les rues entre elles et en direction de la piste cyclable par des chemins piétons et cyclables.* *Si le zonage n'empêche pas a priori la sécurisation de la jonction entre Maqsevaux et Niederbruck, le prolongement vers le Sundgau, il ne prévoit pas d'emplacement réservé pour l'aménagement d'une liaison cyclable entre Sentheim et le vallon du Soultzbach. Les OAP du PLUi abordent très peu cette question de la mobilité cyclable.*
g) Prévoir des garages ou aires de stationnement pour les cycles, sécurisés et facilement accessibles, pour toute opération de logement collectif, ainsi que pour les équipements publics, les commerces et locaux d'activités.	*- **Zonage** : -* *- **Règlement** : Le règlement prévoit l'aménagement de stationnement pour les cycles sont également prévus en zone U.* *- **OAP :** -*

ORIENTATION 13 : Réduction des risques et protection de la ressource en eau	
a) Préserver les zones naturelles d'expansion des crues de tout aménagement faisant obstacle à leurs fonctions de stockage et de laminage des crues ; éviter la création de nouveaux étangs artificiels et réduire leur présence en travers des lits mineurs des rivières et ruisseaux.	*- **Zonage** : Les zones inondables du PPRi (annulé) et les zones humides des SAGE sont délimitées le plus souvent en zone A, Ai, N et Ni. Le PPRi est annexé au PLUi.* *Quelques zones AU interceptent des zones humides (ex OAP n°13, 19, 22, 24), mais sans lien avec l'expansion des crues de la Doller* *- **Règlement** : Le règlement (I.2.) permet les affouillements et exhaussements lorsqu'ils sont liés à la nécessité de protection contre les inondations, de restauration de zones humides.* *Aussi, le IV.2. indique que « Tout nouvel aménagement de voirie doit permettre le traitement et la gestion des eaux pluviales par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives. »* *Les clôtures ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation de la petite faune terrestre et à l'écoulement des eaux pluviales.* *Un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.* *Le règlement du PPRi (annulé) est annexé au Règlement général du PLUi.* *Les zones inondables et les zones humides ne sont pas reportées au règlement graphique du PLUi* *- **OAP :** Certaines OAP intègrent la question de la préservation des zones humides et la gestion des eaux pluviales via l'intégration de noues végétalisées ou de bassins paysagers. L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides en maintenant leurs fonctionnalités et en indiquant que dans ces espaces ; l'urbanisation est interdite, les remblais ou exhaussements sont interdits dans la zone inondable de la Doller, l'imperméabilisation des sols est interdite (privilégier les matériaux perméables, y compris pour les parkings ou pistes cyclables)*
b) Prévenir les risques d'inondation, de ruissellements, de coulées de boues et de glissements de terrain en privilégiant les mesures et dispositifs de lutte intégrés et plurifonctionnels.	*- **Zonage** : Les zones humides des SAGE sont délimitées le plus souvent en zone A, Ai, N et Ni.* *Quelques zones AU interceptent des zones humides (ex OAP n°13, 19, 22, 24), mais sans lien avec l'expansion des crues de la Doller.* *- **Règlement** : Le IV.2. indique que « Tout nouvel aménagement de voirie doit permettre le traitement et la gestion des eaux pluviales par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives. »* *Aucun règlement spécifique n'est décrit pour lutter contre les coulées de boues et glissements de terrain.* *Les zones inondables et les zones humides ne sont pas reportées au règlement graphique du PLUi* *- **OAP :** Certaines OAP intègrent la question de la préservation des zones humides et la gestion des eaux pluviales via l'intégration de noues végétalisées ou de bassins paysagers. L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides en maintenant leurs fonctionnalités et en indiquant que dans ces espaces ; l'urbanisation est interdite, les remblais ou exhaussements sont interdits dans la zone inondable de la Doller, l'imperméabilisation des sols est interdite (privilégier les matériaux perméables, y compris pour les parkings ou pistes cyclables)* *L'OAP Trame verte et bleue/Biodiversité préconise de « ne pas combler par des remblais les zones inondables par débordement des crues ou d'y réaliser des exhaussements du sol gênants l'écoulement des eaux,*
c) Limiter l'imperméabilisation des sols et les rejets d'eaux pluviales dans les nouvelles opérations d'urbanisation et pour tout nouvel aménagement en secteur déjà urbanisé ; encourager les mesures de reperméabilisation dans les espaces déjà urbanisés.	*- **Zonage** : - Le plan de zonage ne reporte pas l'emprise des zones humides identifiées au diagnostic.* *- **Règlement** : Un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.* *Les eaux de pluie de toitures et de surfaces imperméabilisées des parcelles privatives doivent être infiltrées ou collectées sur la parcelle.* *- **OAP :** L'OAP thématique Trame Verte / biodiversité préconise de ne pas imperméabiliser les zones humides lors des aménagements (y compris parkings et pistes cyclables).*

d) Protéger les zones de captage d'eau potable en cohérence avec les risques de pollution encourus et sécuriser l'approvisionnement de la ressource en eau potable pour les communes de la haute-vallée.	*- **Zonage** : Les zones de captage d'eau potable sont le plus souvent délimitées en zone A ou N et ne sont pas rendues constructibles.* *Un Emplacement Réservé est prévu au niveau du Réservoir intercommunal à Sewen.* *- **Règlement** : -* *- **OAP** : -*
e) Préserver et améliorer la qualité des eaux de rivière pour leur restituer une multiplicité d'usages (pêche, loisirs, baignade, eau alimentaire, biodiversité) et soutenir la réimplantation de cordons végétaux le long des berges (ripisylve).	*- **Zonage** : Les zones inondables et les zones humides sont délimitées le plus souvent en zone A ou N. Les ripisylves bénéficient d'un surzonage au titre des Espaces Boisés Classés.* *- **Règlement** : Les ripisylves ne sont pas cartographiées au règlement graphique sous la protection des Espaces Boisés Classés.* *- **OAP** : L'OAP thématique trame verte et biodiversité préconise de maintenir et entretenir les ripisylves (2.) et de les renforcer en linéaire et en épaisseur sur une largeur optimale de 15 à 20m.* *L'OAP thématique Paysage/Patrimoine recommande de « remplacer les surfaces détruites par les constructions en recréant des vergers, des linéaires de haies ou ripisylves équivalents ».* *Certaines OAP sectorielles invitent à préserver la ripisylve, voire à la replanter là où elle est absente (OAP 9, 21, 22, 23).*
f) Préserver les zones humides des bassins versants de la Doller et du Soultzbach ; dans les petites zones humides situées autour des ruisseaux et ruisselets de montagne, encourager une sylviculture de protection des eaux et des sols.	***Zonage** : Le zonage classe en N, Ni, A ou Ai les zones humides des SAGE afin de préserve les fonctions de rétention de ces espaces/milieux.* *Quelques zones AU interceptent des zones humides (ex OAP n°13, 19, 22, 24). Les zones humides ne sont pas reportées au plan de zonage.* *- **Règlement** : Le IV.2. indique que « Tout nouvel aménagement de voirie doit permettre le traitement et la gestion des eaux pluviales par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives. En cas de largeur insuffisante et lorsqu'il existe un réseau collecteur des eaux pluviales, les eaux de pluie pourront être reprises par ce réseau. » et que « Les eaux de pluie de toitures et de surfaces imperméabilisées des parcelles privatives doivent être infiltrées ou collectées sur la parcelle ».* *Un Coefficient de Biotope été déterminé dans le règlement. Le CBS est égal au rapport de la surface « éco-aménagée » sur la surface de la parcelle, la surface éco-aménagée étant la somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle, pondérées par un ratio tenant compte de leurs qualités environnementale.* *Dans les Espaces Boisés Classés, les défrichements sont soumis à autorisation préalable.* *Le règlement du PPRi (annulé) est annexé au Règlement général du PLUi.* *Les zones inondables et les zones humides ne sont pas reportées au règlement graphique du PLUi* *- **OAP** : Certaines OAP intègrent la question de la préservation des zones humides via l'intégration de noues végétalisées ou de bassins paysagers.* *L'OAP trame verte et bleue / biodiversité dispose d'une orientation visant à préserver les zones humides en maintenant leurs fonctionnalités et en indiquant que dans ces espaces ; l'urbanisation est interdite, les remblais ou exhaussements sont interdits dans la zone inondable de la Doller, l'imperméabilisation des sols est interdite (privilégier les matériaux perméables, y compris pour les parkings ou pistes cyclables)*
g) Résorber tous les rejets directs dans le milieu naturel des eaux usées d'origine domestique, agricole ou industrielle ; permettre et faciliter la gestion environnementale et énergétique des effluents d'élevage (compostage, méthanisation...)	*- **Zonage** : Les ripisylves sont délimitées via un suzonage au titre des Espaces Boisés Classés, ce qui permet de conserver le rôle de filtre naturel de ces milieux boisés.* *- **Règlement** : Le règlement précise en IV.2 que « Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle produisant des eaux usées. Si des effluents non domestiques sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations de traitement des eaux usées, l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un prétraitement approprié de ces effluents avant leur rejet dans le réseau collectif.* *c) En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou lorsque le branchement sur ce réseau est impossible, l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un système d'assainissement autonome conforme à la législation en vigueur. »* *- **OAP** : Les OAP sectorielles des zones à urbaniser localisées en bordure de cours d'eau préconisent un recul des constructions, permettant ainsi la préservation de bandes herbeuses et de ripisylves filtrant les eaux de ruissellement en amont des rivières.*

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Des modifications ont été apportées au PLUi après enquête publique.

Elles permettent une **meilleure compatibilité interne des pièces du PLUi**. Les principaux éléments sont rappelés ici sommairement :

- **Orientation 1a et 1b /** Suppression de la quasi-totalité des réserves foncières (zones AUu), dont notamment celle du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas.
- **Orientation 3b /**Plusieurs vergers sont restitués aux zones agricoles A et naturelles N, notamment en zone périurbaine à Masevaux (zone AUs Collège supprimée) et en dent creuse à Burnhaupt-le-Haut et à Burnhaupt-le-Bas.
- **Orientation 4c /** Les zones humides sont davantage préservées via une indication au Règlement graphique et des précisions dans le Règlement écrit et les OAP pour préserver leurs fonctions, adapter le CBS et, si nécessaire, les compenser.
- **Orientation 7c et Orientation 12a /** Une zone *non aedificandi* est désormais spécifiquement intégrée aux Règlements écrit et graphique, afin de protéger les emprises ferroviaires de l'ancienne voie ferrée dans sa traversée des zones urbanisées (Sentheim, Lauw, Masevaux). Le Schéma vélo du Pays Thur Doller est intégré à l'OAP thématique « Mobilités ».
- **Orientation 8a et b /** Les terres agricoles sont davantage épargnées par les extensions urbaines, notamment par la suppression des réserves foncières et la réduction du nombre de zones AU. Les serres et abris de pâtures sont désormais autorisés, sous conditions, en zone agricole inconstructible (Ai).
- **Orientation 9b /** Les zones humides identifiées dans le cadre de l'élaboration du PLUi sont davantage préservées *via* une indication et un surzonage au Règlement graphique et des précisions dans le Règlement écrit (II.f) et les OAP pour préserver leurs fonctions, adapter le CBS et, si nécessaire, les compenser. Certaines zones à urbaniser ont été modifiées pour éviter des incidences sur les zones humides (zone AUu dans la ZA de l'*Allmend* à Masevaux, zone AUs à Lauw…)
- **Orientation 9b /** la zone AUu à Burnhaupt-le-Bas a été supprimée, ce qui permet de ne plus entraver le corridor écologique du SCRE. Les ripisylves sont mieux protégées dans le Règlement écrit (II.e).
- **Orientation 9f et 13e /** La protection des ripisylves est étendue dans la version approuvée du PLUi au Règlement graphique et précisée dans le Règlement écrit (II.e).
- **Orientation 10a /** La zone AUu près du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas a été supprimée, ce qui permet de préserver la valeur écologique et paysagère de ce secteur sensible.
- **Orientation 10d /** A Sentheim, la zone AUs a été supprimée en extension urbaine, ce qui permet de préserver la façade patrimoniale identifiée au PLUi.
- **Orientation 11d /** Le Règlement graphique est modifié avec la création d'une zone *non aedificandi* pour protéger les emprises ferroviaires de l'ancienne voie ferrée (Sentheim, Lauw, Masevaux). Le Schéma vélo du Pays Thur Doller est intégré à l'OAP thématique « Mobilités ».
- **Orientation 13a, b, c et f /** L'ensemble des zones humides est reporté au Règlement graphique et fait l'objet d'un surzonage au titre du L.151-23 du CU. Le Règlement écrit et les OAP sectorielles viennent préciser l'obligation de préserver leurs fonctionnalités. Certaines zones à urbaniser ont été modifiées pour éviter des incidences sur les zones humides (zone AUu dans la ZA de l'Allmend à Masevaux, zone AUs à Lauw…). Une OAP thématique « Risque et Santé » est annexée au PLUi (ruissellement, argiles et radon)

5.3. ARTICULATION ET COMPATIBILITE DU P.L.U.I AVEC D'AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Chaque plan ou programme d'intérêt supérieur est présenté ci-après avec les éléments pris en compte dans le projet de PLUI et les éventuels points de discordance identifiés, sans qu'ils ne portent toutefois atteinte au rapport de comptabilité.

Les points de discordance soulignent simplement les écarts du projet de PLUi avec ces plans ou programme, sans que cela ne remette forcément en cause leur incompatibilité.

⚠ Les modifications apportées au PLUi après enquête publique permettent une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux. La réduction des zones urbanisables et la préservation accrue des zones naturelles et agricoles améliorent la compatibilité du PLUi avec les plans et programmes d'intérêt supérieur.

➔ *Voir détails dans les chapitres suivants.*

5.3.1. SCOT DU PAYS THUR DOLLER

La Communauté de Communes est identifiée comme deux communes distinctes dans le du SCOT Pays Thur Doller (PTD).

Superficies d'extension prévues par le SCOT

Le SCOT du Pays Thur Doller a consommé 433 hectares entre 1982 et 2000, puis 460 hectares entre 2000 et 2007. L'accueil d'un habitant a nécessité 2.000 m² de foncier (résidentiel, activités et loisirs) (AURM et Al. 2014).

Le DOO du SCOT prévoit une **superficie d'extension d'environ 52 ha hectares pour l'habitat**, en dehors du T0. Le décompte de ces superficies est traduit graphiquement par le zonage au temps T0.

La densité en logements sur les secteurs d'extension est généralement prescrite à **25 logements/ha**, ce qui est compatible avec la densité nette minimale de 25 logements/ha définie par le SCoT.

Les OAP précisent la part de logements individuels et intermédiaires et/ou collectifs qui doivent être mise en œuvre dans les zones d'extension urbaines.

Seules les OAP de Dolleren (OAP n°9), de Lauw (OAP n°12 & 13) prévoient des densités moindres avec 15 logements/ha et l'OAP du Haut-Soultzbach (OAP n°14) avec20 logements/ha.

Au total, 1.050 logements sont prévus par le PLUi, impliquant un respect des prescriptions du SCoT.

Ambitions et orientations du SCOT

Le SCOT du Pays Thur Doller affirme 5 ambitions, déclinées en 51 orientations (AURM et al., 2014).

Les 5 ambitions du SCOT PTD sont :

1. Assurer un maillage territorial cohérent des vallées de plaine
2. Poursuivre le développement économique en s'appuyant sur les ressources locales
3. Développer la proximité des usages et améliorer le cadre de vie
4. Répondre aux besoins d'accueil et favoriser un urbanisme à la fois sobre en énergie et de qualité
5. Mener une politique ambitieuse et anticipatrice sur les questions de ressources et de risque.

Le DOO précise les objectifs et ambitions formules dans le PADD par des orientations qui s'appliquent aux documents d'urbanisme locaux, aux opérations d'aménagement, aux politiques d'habitat et d'aménagement. Deux types de traductions sont utilisés pour mettre en œuvre les orientations :

- Les prescriptions : elles sont la traduction règlementaire des orientations. Ces points doivent être respectés, le rapport de compatibilité s'applique systématiquement.
- Les recommandations : elles n'ont pas de valeur prescriptive, elles proposent des mesures d'accompagnement, des outils complémentaires à mettre en place dans le cadre de la mise en œuvre du SCoT.

Craintes énoncées pour le territoire Thur-Doller dans le PADD du SCOT

- Perte de qualité du cadre de vie et de l'identité locale. Banalisation des paysages avec pour le piémont, une périurbanisation non contrôlée et infrastructures non intégrées ;
- Menace d'épuisement des ressources (eau, terres agricoles, pétrole) et conséquences des changements climatiques ;
- Glissement vers un cloisonnement entre les fonctions (au niveau des villes) et entre voisins (au niveau de quartiers) : risque de perte de caractère et de convivialité (risque de glissement vers une ambiance « banlieue »).

Tableau 18 : Orientations du SCOT PTD applicables à la CCVDS

Orientations du SCOT	Sous-orientation	Eléments présents dans la CCVDS
1.2. Structurer une offre de transport collectifs performante	1.2.2. Favoriser l'intermodalité	Ligne ferroviaire Cernay-Sentheim-Doller, gares, aire de covoiturage. Cheminements piétons (Emplacements Réservés)
1.3. S'appuyer sur la charpente paysagère et la trame verte et bleue dans l'organisation du territoire	1.3.1. Maintenir la lisibilité et atteindre les objectifs de qualité paysagère des grandes unités paysagères	Unités paysagères : haute vallée, avant-vallée, vallon du Soultzbach, plaine et Ville de Masevaux Façades paysagères patrimoniales Sommets et lacs
	1.3.2. Protéger et renforcer la biodiversité locale et la trame verte et bleue tout en permettant le développement du territoire	Trames existantes pouvant être renforcées ou crées
	1.3.3. Préserver les zones humides.	Lac-tourbière de Sewen, Zones Humides du SAGE et autres, ruisseaux, étangs
2.3. Soutenir une agriculture de proximité et ancrée dans les différents terroirs	2.3.1 Préserver la ressource et le capital en termes de terres agricoles	Terres agricoles de qualité agronomique moyenne
2.4. Tendre vers un développement touristique durable, valorisant les potentialités patrimoniales et naturelles du territoire	2.4.3. Valoriser l'offre des massifs ainsi que celles des plans d'eau par une accessibilité facilitée	Forêts, lacs de Montagne (Alfeld, Neuweiher, Lac des Perches…), étang de Burnhaupt-le-Bas. Pistes de ski à l'avenir très incertain et sur un modèle non durable
3.2. Promouvoir un urbanisme qui contribue à la réduction des besoins en déplacements et des émissions des gaz à effet de serre	3.2.3. Articuler urbanisation et infrastructures de transports collectifs (TC)	Gares train touristique de la Doller, réseau de bus, aire de covoiturage OAP mobilités La Loi Montagne à l'amont de Masevaux (inclus) évite les discontinuités
3.3. Faciliter l'usage des alternatives aux déplacements en voiture individuelle	3.3.2 Favoriser le développement des alternatives motorisées mutualisées telles que l'autopartage et le covoiturage	Pistes cyclables et mixtes, aire de covoiturage, stop.
	3.3.3 Favoriser l'usage des modes alternatifs à la route pour le transport des marchandises	Cheminements doux et pistes cyclables. Bus. Voie ferrée (train de la Doller)

3.4. Soigner la qualité des milieux et paysages de proximité	3.4.1. Développer la qualité des espaces publics et favoriser la convivialité	Paysage urbain. Cœurs de villages
	3.4.2 Assurer la présence et l'acceptation de la nature dans les villes et les villages	Doller, Soultzbach et ruisseaux, jardins, vergers, zones humides.
	3.4.3. Préserver les coupures vertes entre les espaces agglomérés, traiter les entrées d'agglomérations ainsi que les limites et les franges des zones urbanisées	Coupures vertes entre Lauw et Sentheim, Lauw et Masevaux, Wegscheid, Masevaux et Sickert, Rimbach et Oberbruck, Sewen et Dolleren…
4.2 Maîtriser l'étalement, optimiser la consommation foncière à destination de l'habitat, des activités et des équipements	4.2.1 Favoriser la densité/intensité de l'urbanisation tout en préservant la nature au sein des villes et villages	Distinction AUp et AUs : Les secteurs AUp a urbaniser en priorité en continuité du tissu urbain et proche des centralités.
	4.2.2 Maîtriser l'extension urbaine en dehors de l'enveloppe urbaine	
	4.2.3 Préserver les espaces agricoles	Terres agricoles de qualité agronomique moyenne, délimitées en A, Ai, N et Ni. Extension des exploitations existantes et sorties d'exploitations possibles en A et N.

Transcription des éléments du SCOT dans le PLUi de la CCVDS

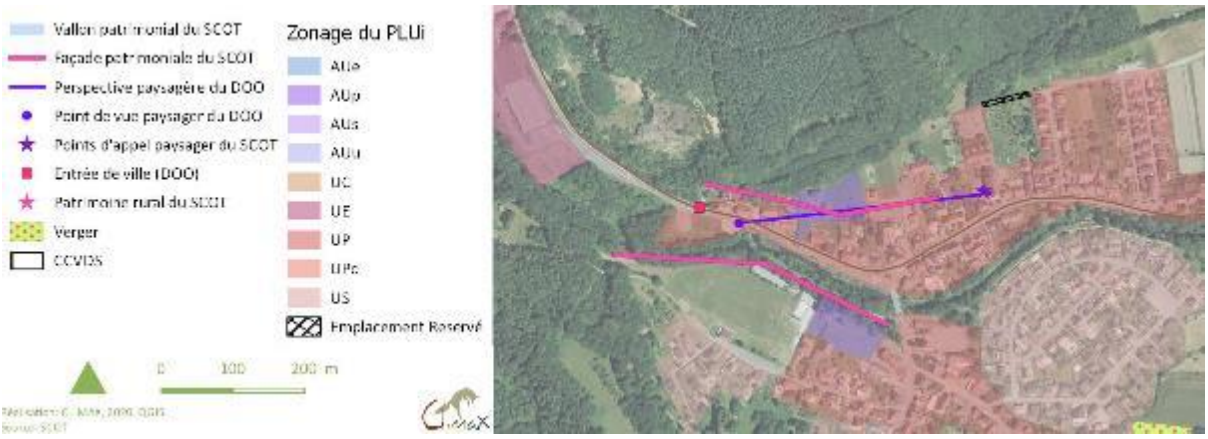
Le PADD du PLUi de la CCVDS opère une transcription des orientations du SCOT du Pays Thur-Doller, formalisée dans le tableau suivant.

Tableau 19 : Orientations du SCOT PTD et transcriptions dans le PADD du PLUi

ORIENTATIONS DU SCOT	TRANSCRIPTION DANS LE PLUi (Orientations du PADD)
ASSURER UN MAILLAGE TERRITORIAL COHERENT DES VALLEES A LA PLAINE	
Définir un niveau d'organisation et de rayonnement des villes et des villages	1/ Localisation prioritaire des nouvelles constructions 2/ Polarisation des développements urbains 3/ Mixité et diversité des espaces construits 4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits
Bâtir un système de transports « vertueux » pour les grands déplacements	11/ Amélioration de l'accessibilité à la vallée (a à f) 12/ Développement des mobilités douces et espaces de rencontre (a à g)
S'appuyer sur la charpente paysagère et la trame verte et bleue dans l'organisation du territoire	3/ Mixité et diversité des espaces construits (b) 4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits 9/ Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques (a à f) 10/ Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée (a à h)
POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN S'APPUYANT SUR LES RESSOURCES LOCALES	
Construire une offre foncière économique séduisante, attractive et équilibrée sur le territoire	5/ Production diversifiée de logements et d'efficacité foncière (a à e) 6/ Localisation équilibrée des équipements, services et commerces (a à g) 7/ Organisation et développement des sites de production et de loisirs (a à i)
Equilibrer les fonctions commerciales entre centres et périphéries	2/ Polarisation des développements urbain (a, b, c) 3/ Mixité et diversité des espaces construits (c, d) 6/ Localisation équilibrée des équipements, services et commerces

Soutenir une agriculture de proximité et ancrée dans les différents terroirs	8/ Développement de l'agriculture et de l'exploitation forestière (a à e) 9/ Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques (a et b) 10/ Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée (a et e)
Tendre vers un développement touristique durable, valorisant les potentialités patrimoniales et naturelles du territoire	7/ Organisation et développement des sites de production et de loisirs (e, f, g, h et i) 10/ Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée
DEVELOPPER LA PROXIMITE DES USAGES ET AMELIORER LE CADRE DE VIE	
Permettre un maillage soutenu de services et d'équipements publics	1/ Localisation prioritaire des nouvelles constructions 2/ Polarisation des développements urbains 3/ Mixité et diversité des espaces construits 6/ Localisation équilibrée des équipements, services et commerces (a à g)
Promouvoir un urbanisme qui contribue à la réduction des besoins en déplacements et des émissions des Gaz à Effet de Serre	1/ Localisation prioritaire des nouvelles constructions 2/ Polarisation des développements urbains 6/ Localisation équilibrée des équipements, services et commerces (a à g) 11/ Amélioration de l'accessibilité à la vallée (a à f) 12/ Développement des mobilités douces et espaces de rencontre (a à g)
Faciliter l'usage des alternatives aux déplacements en voiture individuelle	11/ Amélioration de l'accessibilité à la vallée (a à f) 12/ Développement des mobilités douces et espaces de rencontre (a à g)
Soigner la qualité des milieux et des paysages de proximité	4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits 9/ Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques (a à f) 10/ Préservation et mise en valeur des qualités paysagères de la vallée (a à h)
Contribuer à une dynamique de renouvellement de la population par la diversification de l'offre résidentielle	1/ Localisation prioritaire des nouvelles constructions 2/ Polarisation des développements urbains 3/ Mixité et diversité des espaces construits 4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits 5/ Production diversifiée de logements et d'efficacité foncière (a à e)
Maîtriser l'étalement, optimiser la consommation foncière à destination de l'habitat, des activités et des équipements	1/ Localisation prioritaire des nouvelles constructions 2/ Polarisation des développements urbains 3/ Mixité et diversité des espaces construits 4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits
Répondre aux enjeux de l'efficacité énergétique du bâti existant et du bâti neuf	4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits (d)
MENER UNE POLITIQUE AMBITIEUSE ET ANTICIPATRICE SUR LES QUESTIONS DE RESSOURCES ET DE RISQUES	
Maîtriser les besoins en énergie et développer les énergies renouvelables	4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits (d) 7/ Organisation et développement des sites de production et de loisirs (d) 9/ Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques (c)
Préserver et gérer durablement la ressource en eau	4/ Qualité environnementale, paysagère et urbaine des espaces construits (c) 8/ Développement de l'agriculture et de l'exploitation forestière (e et g) 9/ Préservation et amélioration d'espaces et fonctionnalités écologiques (a et e) 13/ Réduction des risques et protection de la ressource en eau (a à f)
Gérer les risques et limiter les nuisances	13/ Réduction des risques et protection de la ressource en eau

Figure 8 : Façades urbaines et secteurs à urbaniser à Lauw



Le SCoT est intégrateur des documents de planification supérieurs tels que le SDAGE, le SAGE, le SRCAE… depuis la dernière loi Grenelle II. Les divers plans et programmes avec lequel le SCoT - et par conséquence le PLUI- doit être compatible sont détaillés ci-après.

> Le PLUi arrêté respecte le SCoT en tenant compte des divers éléments dans son zonage et la mise en place de ses OAP : Les grands massifs boisés sont classés en zone N ou Ni avec un surzonage en Espace Boisé Classé (L1.13-1 & L.113-2 du CU) pour leurs rôles de réservoir de biodiversité et de supports à des déplacements d'espèces terrestres et aériennes. Les éléments arborés plus ponctuels (bosquets, alignements d'arbres, ripisylves, vergers et arbres isolés) et les Zones Humides du SAGE de la Doller sont reportées sur le plan de zonage (surzonage au titre de l'article L.151-23 du CU). Une OAP thématique est déclinée pour la Trame Verte et Bleue.

> Les modes de déplacement doux (cheminements piétons, pistes cyclables…) sont préservés et encouragés. Le PLUi décline une OAP thématique « Mobilité » et 13 emplacements réservés sont prévus pour l'aménagement de cheminements « modes doux »).

> Le PLUi prévoit l'aménagement de la branche Est du TGV Rhin-Rhône via un emplacement réservé spécifique.

> Les éléments remarquables du patrimoine naturel et paysager (sites Natura 2000, Réserve Naturelle, ZNIEFF de type I, zones humides, sites d'intérêt paysager…) sont préservés des extensions urbaines par un zonage N, Ni, A et/ou Ai, parfois encore avec un surzonage préservant les structures ligneuses.

> Les éléments visuels structurants du DOO du SCoT sont pris en compte dans le PLUi à travers des OAP pour les secteurs 1AUa et 1AUf et via une zone tampon et une hauteur maximale fixée pour les bâtiments du secteur 1AUf permettant de préserver les vues lointaines vers le piémont et les Vosges.

> La vocation d'hébergement touristique du centre équestre de Soppe-le-Bas est soulignée par un STECAL au titre de l'art. L.151-13 du CU.

Points de discordance

- Certains corridors à restaurer pour le SCOT ne sont pas clairement pris en compte dans le zonage ou le règlement, mais les zones agricoles, les bosquets et les ripisylves préservés conservent leur perméabilité aux déplacements des espèces.

- La branche Est du TGV Rhin-Rhône traverse un Réservoir du Biodiversité du SCoT et des Corridors à conserver.

- Concernant la protection des vergers périurbains, certains sont menacés par le PLUi (ex : OAP n°20 – Masevaux Collège). Un surzonage est dédié à la préservation des plus remarquables mais certains situés en zone A ou U ne sont pas indiqués comme « à protéger ».

- A Lauw, 2 façades paysagères et un point de vue du SCOT sont potentiellement menacés par une zone d'extension urbaine (OAP n°12 – centre village) : la vue sur l'église depuis l'entrée de ville n'est pas garantie par les dispositions de l'OAP (figure suivante).

- Certains éléments boisés (vergers, bosquets et lisières de boisements) sont classés en zone A, ce qui peut rendre leur pérennité fragile.

- Certaines zones AU (mais aussi d'importante dents creuses en U) rendent possibles la destruction de prés-vergers participant aux trames vertes intra-urbaines.

- Les stations de ski sur le territoire ont vraisemblablement peu d'avenir dans le contexte climatique actuel. La station du Ballon d'Alsace s'appuie sur un modèle non durable (production de neige de culture) et d'éventuels développement paraissent difficiles à concilier avec des objectifs paysagers et environnementaux

- Le SCOT prévoit, pour les zones d'activités du territoire de la CCVDS, 52 ha en extension (hors T0) pour 3 zones d'activités (ZA de la Briquetterie, ZA de l'Oberlach et ZA de la Porte de Masevaux), mais aucune extension sur les 3 autres zones d'activités (ZA du Soultzbach, ZI de la Doller et ZA de Pont d'Aspach). Le PLUi redistribue les surfaces allouées par le SCOT en affectant des possibilités d'extensions à la ZI de la Doller et à la ZA de Pont d'Aspach, avec un total de 54.6 ha d'extension économique hors T0.

- Le SCOT ne prévoit aucune surface pour l'extension ou la création d'espaces de développement touristique. La réserve foncière AUu prévue près du pan d'eau de Burnhaupt-le-Bas est va donc à l'encontre du SCOT, même si l'ouverture à cet aménagement est prévue au-delà de 2030, après révision du SCOT (et du PLUi).

- Concernant les emprises ferroviaires, le SCOT demande de préserver les emprises passées et présentes de toute construction, en vue de pouvoir valorise le transport de voyageurs, voire de marchandises. Les emprises à préserver autant que possible entre Sentheim et Burnhaupt-le-Haut pour assurer la disponibilité nécessaire au rabattement (parkings…). Les gares et bâtiments ferroviaires, souvent d'intérêt patrimonial, sont mentionnées dans l'OAP Paysage/Patrimoine avec nécessité de les préserver, mais ne sont pas reportés au plan de zonage. Or, les emprises de la voie ferrée ne sont pas toujours rendues inconstructibles au zonage, et se situent parfois à proximité directe de zones à urbaniser (ex : AUs à Sentheim, zones A entre les villages).

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

Les modifications apportées au PLUi après enquête publique permettent une meilleure compatibilité avec le SCOT.

Les principales modifications apportées permettent de répondre aux éléments suivants :

- Les corridors du SCOT sont mieux pris en compte dans le PLUi approuvé avec des évitement (zone AUu près de l'étang de Burnhaupt-le-Bas), zones inconstructibles et des surzonages de types EBC ou L151-23 du CU
- Les vergers périurbains sont davantage préservés, notamment avec la suppression de la zone AUs n°20 du *Collège* à Masevaux et son reclassement en zone agricole inconstructible (Ai) et une mesure de préservation avec le surzonage au titre de l'artcile L151-23 du CU. De même, à Burnhaupt-le-Bas, la zone AUp+AUu en dent creuse à a été supprimée dans le PLUi approuvé (*Vorderfeld*) et reversée en N. Les prés vergers (3.6 ha) ne sont plus menacées par l'urbanisation à court ou long terme.
- La quasi-totalité des réserves foncières AUu a été supprimée. La zone AUu au bord de l'étang de Burnhaupt-le-Bas, qui était envisagée pour le développement touristique, a été reversée en zone agricole A.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé / suite…

- Certaines zones AU (AUp et AUs) ont été supprimées afin de réduire encore les extensions urbaines, les zones en extension du T0 du SCOT, passant de 50.2 ha à 32.6 ha entre les versions arrêtées et approuvées du PLUi (soit -17.6 ha) et une meilleure modération (horizon 2030).
- Le patrimoine bâti, et notamment le patrimoine ferroviaire, est mieux protégé dans le PLUi approuvé. Le patrimoine ferroviaire a été intégré aux monuments repérés au plan de zonage pour le bâti à préserver.
- Concernant les zones d'activités, la zone AUu de la ZA de l'*Allmend* a Masevaux a été fortement réduite (-3.87 ha) pour préserver des boisements humides. La réserve foncière AUu de la zone d'activité de la Briqueterie a également été réduite (-1.94 ha) pour limiter les incidences sur l'espace agricole A.
- Une zone *non Aedificandi* a été spécifiquement intégrée aux Règlements écrit et graphique, afin de protéger les emprises ferroviaires de l'ancienne voie ferrée dans sa traversée des zones urbanisées (Sentheim, Lauw, Masevaux)

Par ailleurs, la CCVDS a revu son projet en matière d'habitat et d'économie, comme cela est davantage détaillé dans le rapport justificatif.

Les principaux éléments sont repris ici :

Projet

- Besoin global en logements 2016-2030 : 1.050 logements
- Nombre de logements projetés :
  - en mobilisation des dents creuses : 577 logements total projeté en dent creuse (55%)
  - en mobilisation des logements vacants : dont 108 logements vacants
  - en extension de la zone urbaine : 473 (45%)
  -surface nécessaire en densification : 23 ha
- Surface nécessaire en extension : 26,7 ha
- Densité de logements en zone d'extension : selon les communes

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé / *Suite…*

Changements opérés pour l'approbation :

- *Majorations foncières pour mixité et pour voirie nuancées selon les contextes* : la majoration de 10 % des enveloppes foncières pour intégration de fonctions autres que les logements n'est maintenue que pour les communes jouant un rôle de polarité (6 communes sur 15). La majoration de 20% pour réalisation des voiries est abaissée à 10% dans le cas des communes ne disposant pas de grands secteurs U ou AU à urbaniser (7 communes sur 15) ;
- *Horizon du PLUi clarifié au PADD* : la date départ de mise en œuvre du PLUi et des objectifs de logements et de foncier associés est mieux indiquée dans le rapport de présentation et est ajoutée au PADD, soit un PLUi courant sur la période 2016-2030. Tout est désormais scindé de la période SCOT 2012-2024 puisqu'étendu à 2030 dans le PLUi ;
- *Suppression de la quasi-totalité des zones AUu*, équivalant à des réserves foncières au-delà de l'horizon du PLUi : toutes les zones AUu à destination d'habitat et de tourisme (plan d'eau 14 ha) sont supprimées, ceci équivaut à 24 hectares redevenus zonage agricole ou naturel. Pour ce qui est de l'économie, les réserves foncières sont passées de plus de 18 ha à 12 ha.
- *Suppression de zones AU :* Initialement, la CCVDS pensait réaliser un meilleur phasage des zones AUp et AUs. Le but était de conditionner l'ouverture à l'urbanisation des zones AUS et ouvrir à l'urbanisation immédiate uniquement les zones AUP qui se rapprochent du besoin brut du foncier en extension. Cependant, au vu du nombre de remarques à ce sujet des Personnes Publiques Associées (DDT, MRAE, CDPENAF), la CCVDS se devait de déclasser les superficies excédentaires aux besoins bruts identifiés.

Chiffres parlants concernant les modifications sur la consommation foncière

> 26,2 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'arrêt => 18,6 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'approbation

> Déclassement de 7,6 hectares de zones AU hors temps 0

> Déclassement de 10,7 hectares réels de zones AU en superficie

La consommation d'espace nécessaire à la mise en œuvre des orientations de développement urbain et économique du PADD doit rester compatible avec les enveloppes foncières maximales attribuées par commune et les besoins identifiés dans le PLUi.

Dans le même temps que les besoins fonciers ont été recalculés, certaines extensions localisées ont dues être reclassés en zone A ou N pour davantage mettre en œuvre les orientations du PADD notamment la modération de la consommation ainsi qu'une mise en œuvre optimale de la démarche ERC.

FOCUS : Modifications issues de l'enquête publique :

La CCVDS a retenu des besoins fonciers pour l'habitat de 26,7 hectares à l'approbation pour tenir compte des avis joints au dossier *(initialement les besoins inscrits étaient de 27,2 hectares)*

Les PPA souhaitaient que la consommation foncière inscrite dans le projet de PLUi corresponde aux besoins identifiés et non pas aux enveloppes foncières maximales attribuées par commune du SCOT. En effet, ces enveloppent ne représentent ni des superficies réelles (car calculées en fonction du temps 0) ni une traduction d'objectifs en tant que tel.

Exemple : compatibilité avec le SCOT pour l'habitat selon les enveloppes attribuées :

A L'arrêt :	A L'approbation :
SCOT : 52 hectares	SCOT : 52 hectares
PLUi : 50,2 hectares	PLUi : 32,6 hectares

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé / *Suite…*

Les surfaces de consommation d'espace hors du temps 0 et en tissu mixte peuvent être mesurées dans chaque commune pour vérifier qu'elles restent bien dans les objectifs de modération de la consommation d'espace fixés par le PADD.

Cependant, cette méthode n'est pas totalement représentative de la consommation réelle possible, pour exemple :

Exemple avec l'application pour la commune de Masevaux :

2 ha consommés hors temps 0 en U (tissu mixte)

+ 2,4 ha consommés hors temps 0 en AU (tissu mixte)

= 4,4 ha consommés pour 4,1 ha de besoin brut sur les 7,5 ha autorisés par le SCOT

Ainsi, sur les 52 hectares de surfaces maximales autorisées en extension du temps 0 pour les tissus à vocation mixte dans le PADD, le zonage du PLUi prévoit de consommer 32,6 hectares. Sur les 58 hectares de surfaces maximales autorisées en extension du temps 0 pour les zones d'activités économiques et commerciales dans le PADD, le zonage du PLUi prévoit de consommer 55,2 hectares.

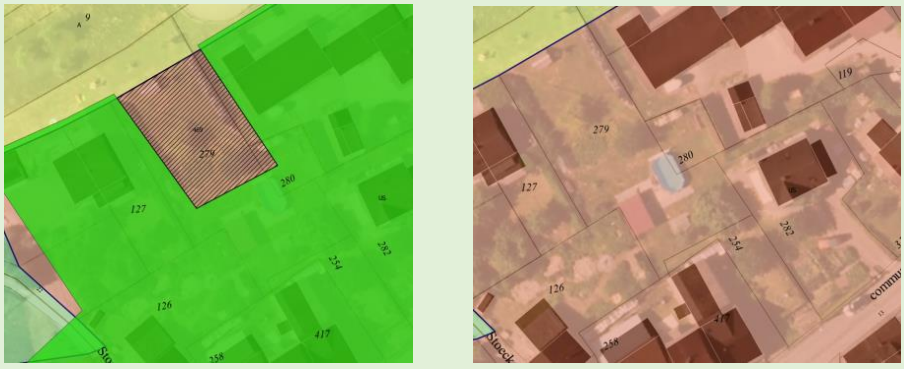
Pourquoi ces données ne sont pas représentatives ?

FOCUS : Modifications issues de l'enquête publique :

La compréhension du « temps 0 » a accentué la difficulté d'avoir une consommation foncière inscrite qui corresponde totalement aux besoins identifiés. En effet, il reste encore 5,9 hectares qui semblent non justifiés dans le PLUi approuvé contre les 23,2 initialement non justifiés à l'arrêt.

Ces 5,9 hectares correspondent en effet à des espaces considérés comme déjà artificialisés, mais n'étaient pas le temps 0 du SCOT défini de façon précise.

Exemple à Masevaux :



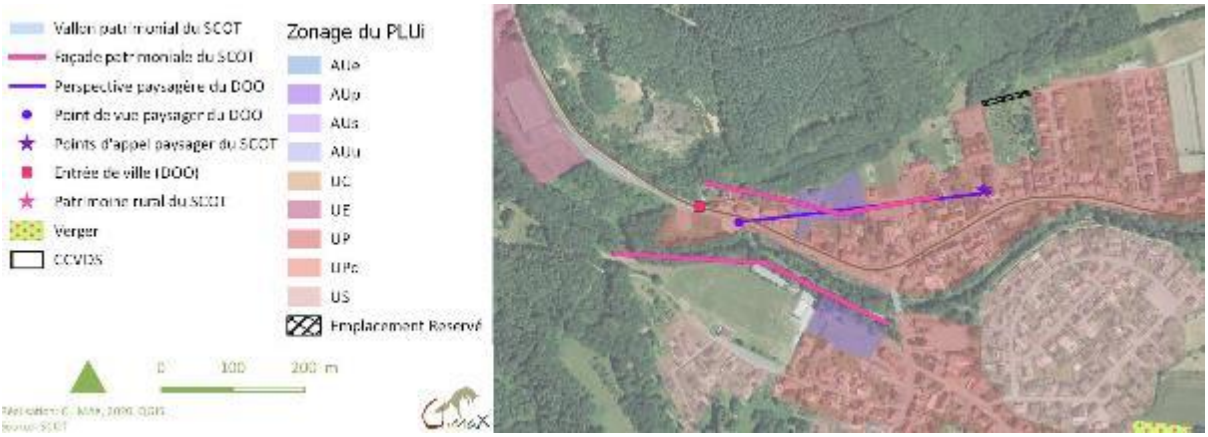
Temps 0 en vert et espace artificialisé compté en zone U hors temps 0 en rayé

Le SCOT prévoyait une consommation foncière maximale de 110 ha sur la période 2012-2024 de 12 ans soit un rythme moyen de consommation foncière de 9ha/an. Selon le même raisonnement, le PLUi prévoit une consommation foncière maximale de 95 hectares sur la période 2016-2030 de 15 ans soit un rythme moyen de consommation foncière de 6,3 ha/an. *(Si l'on tient compte des 12,5 ha de réserves foncières économiques 7,1 ha/an)*

Autrement dit, en ajoutant les réserves foncières, le PLUi se projette sur une modération de la consommation foncière par rapport au SCOT, avec une réduction de près de 33% de la consommation prévue au SCOT.

Si l'on tient compte des équipements et des superficies strictement inscrites *(sans prendre en compte le Temps 0 et le SCOT)* qui répondent aux besoins de développement (résidentiel, économique, etc.), **le PLUi prévoit une consommation foncière maximale de 125 hectares sur la période 2016-2030** (selon le décompte suivant : 26,4 ha AU / 23 ha U habitat / 55,2 ha UE / 8 ha pour les équipements / 12,5 ha AUu économique), soit un rythme moyen de consommation foncière de 8,3 ha/an. Cela correspond à une modération de la consommation foncière, avec une réduction de près de 20% de la consommation observée les dix dernières années.

Figure 9 : Façades urbaines et secteurs à urbaniser à Lauw



Le SCoT est intégrateur des documents de planification supérieurs tels que le SDAGE, le SAGE, le SRCAE… depuis la dernière loi Grenelle II. Les divers plans et programmes avec lequel le SCoT - et par conséquence le PLUI- doit être compatible sont détaillés ci-après.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les modifications apportées au PLUi après enquête publique permettent une plus grande prise en compte des enjeux environnementaux et une meilleure compatibilité au SCOT.

Notamment, la quasi-totalité des zones AUu a été supprimée, y compris celle qui était envisagée en bordure du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas.

Aussi, dans la version approuvée du PLUi, la grande majorité des ZNIEFF de type I sont protégées par un zonage Ai ou Ni empêchant les constructions susceptibles de porter atteintes aux valeurs environnementales des milieux.

Concernant les transports, le PLUi approuvé améliore également la compatibilité avec le SCOT en délimitant une zone *non aedificandi* au droit de l'ancienne voie ferrée (Masevaux).

De plus, certaines zones AU (AUp et AUs) ont été supprimées afin de réduire encore les extensions urbaines, les zones en extension du T0 du SCOT, passant de 50.2 ha à 32.6 ha entre les versions arrêtées et approuvées du PLUi.

Le PLUi se projette sur ***une modération de la consommation foncière par rapport au SCOT, avec une réduction de près de 33% de la consommation prévue au SCOT.***

Le PLUi se projette sur ***une modération de la consommation foncière, avec une réduction de près de 20% de la consommation observée les dix dernières années.***

Remarque

La difficulté de compréhension du temps 0 a rendu difficile le fait d'avoir une consommation foncière inscrite qui corresponde totalement aux besoins identifiés. En effet, il reste encore ***5,9 hectares qui semblent non justifiés dans le PLUi approuvé contre les 23,2 initialement*** *non justifiés à l'arrêt. Ces 5,9 hectares correspondent en effet à des espaces considérés comme déjà artificialisés, mais n'étaient pas le temps 0 du SCOT défini de façon précise. Les justifications dans le rapport de présentation seront améliorées.*

Les besoins exprimés en termes de consommation foncière ont été réévalués à la baisse *(modification des coefficients de majorations foncières pour la mixité et la voirie qui sont désormais nuancés selon les contextes).*

Figure 10 : Besoins fonciers et consommation foncière « habitat » hors T0 (2016-2030)

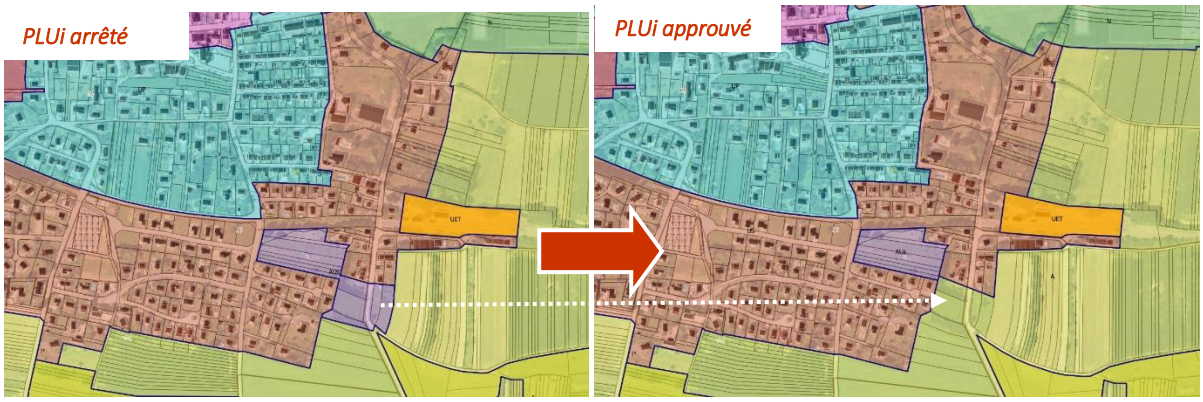
		Besoins fonciers pour construire en tissu mixte (ha)			Consommation foncière habitat hors T0 période PLUi 2016-2030		
		Hors T0			Hors T0 période PLUi 2016-2030		
Communes	Besoin foncier net habiat pour 45% des log (2016-2030)	Besoin foncier brut habitat (= besoin net +20% ou +10% voirie selon si zone AU)	Besoin foncier brut habitat (= +10% mixité uniquement pour les bourgs	Consommation foncière en zone U pour l'habitat	Consommation foncière en zone AU pour l'habitat	Consommation totale en zones U et AU
Burnhaupt-le-Bas	3,5	4,2	4,6	1,4	5	6,4
Burnhaupt-le-Haut	2,6	3,1	3,4	2	2,3	4,3
Dolleren	0,4	0,5	0,5	0,7	0	0,7
Guewenheim	1	1,2	1,4	0,3	0,2	0,5
Kirchberg	0,5	0,6	0,6	0,8	0	0,8
Lauw	1,6	1,9	1,9	0,4	2	2,4
Le Haut Soultzbach	0,7	0,8	0,8	0,8	0	0,8
Le Haut Soultzbach	0,7	0,8	0,8	1,6	0	1,6
Masevaux	3,1	3,7	4,1	2,1	2,4	4,5
Niederbruck	1	1,1	1,3	0,3	0,8	1,1
Oberbruck	0,7	0,9	1	0,5	0,9	1,4
Rimbach-près-Masevaux	0,6	0,6	0,6	0,6	0	0,6
Sentheim	2,1	2,5	2,8	1,1	2,7	3,8
Sewen	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,6
Sickert	0,4	0,4	0,4	0,8	0	0,8
Soppe-le-Bas	1,6	1,9	1,9	0,3	2	2,3
Wegscheid	0,2	0,2	0,2	0,9	0	0,9
Total CCVDS	**21,1**	**24,8**	**26,7**	**14,9**	**18,6**	**33,5**

Initialement, la CCVDS pensait réaliser un meilleur phasage des zones AUp et AUs.

Cependant, après étude, la CCVDS a fait le choix de **déclasser les superficies excédentaires aux besoins bruts identifiés selon les critères environnementaux (ERC) et foncier.**

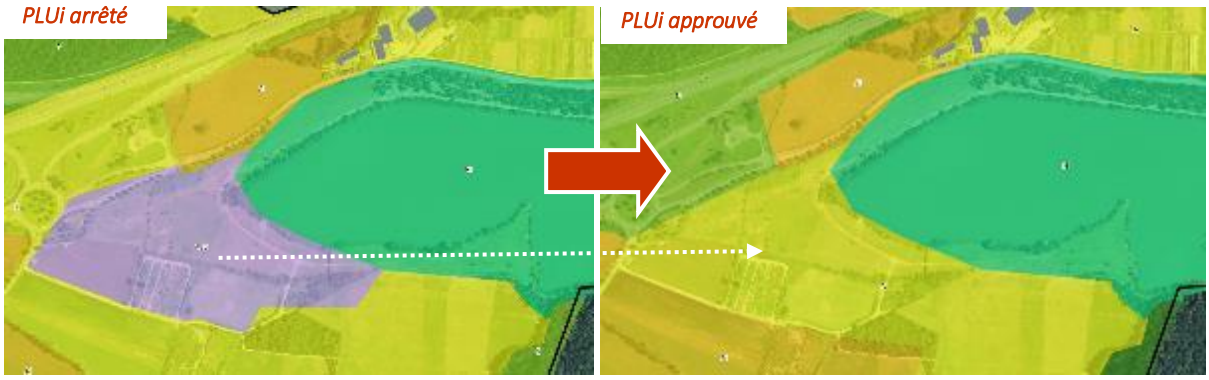
➔ Les zones AUp et AUs ne font donc plus référence à un phasage temporel d'urbanisation, mais correspondent aux règles des zones Up et Us pour une meilleure cohérence urbanistique.

Exemple à Sentheim :

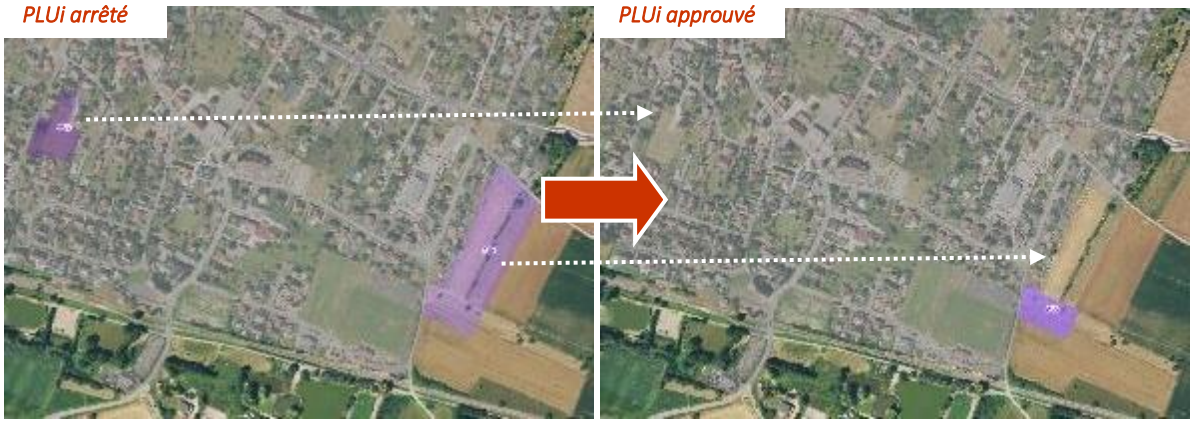


La zone AUs initialement prévue en extension urbaine au Sud-Est de Sentheim a été supprimée dans la version approuvée du PLUi.

D'autres exemples marquants sont illustrés ci-après.



Exemple à Burnhaupt-le-Bas, où la réserve foncière à long terme du PLUi arrêté (AUu) au bord de l'étang a été totalement supprimée dans la version du PLUi approuvé et reversée à la zone agricole A.



Exemple à Guewenheim, où la zone AUs en extension urbaine a été largement réduite et reversée à la zone agricole A. La zone AUp en dent creuse mais dans le T0 du SCOT (en grisé) a été supprimée et reversée en U, et reste donc urbanisable.



Exemple à Masevaux, où 2 zones AUs en extension urbaine du T0 ont été supprimées et reversées en zone agricole A (pour celle au Nord) et en zone agricole inconstructible Ai pour celle au Sud près du collège.

5.3.2. SCHEMA D'AMENAGEMENT ET GESTION DES EAUX (SDAGE ET SAGE)

Ces schémas directeurs sont consacrés aux eaux superficielles et aux eaux souterraines.

5.3.2.1. SDAGE Rhin-Meuse

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse (SDAGE), approuvé le 30 novembre 2015 fixe les grands enjeux d'une gestion équilibrée de l'eau (AERM, 2015) :

- Enjeu 1 : Prévenir plutôt que guérir.
- Enjeu 2 : Le changement climatique, un enjeu d'anticipation.
- Enjeu 3 : La place de l'eau dans l'aménagement du territoire.
- Enjeu 4 : Renforcer la coopération entre les pays qui partagent l'eau du Rhin et de la Meuse.
- Enjeu 5 : L'information et la participation du public et des acteurs : un enjeu à part entière.
- Enjeu 6 : Retrouver les équilibres écologiques.
- Enjeu 7 : Eliminer les substances dangereuses pour l'eau et l'environnement.
- Enjeu 8 : Pollution diffuse : favoriser les pratiques compatibles avec la protection durable des ressources en eau et des milieux naturels aquatiques.
- Enjeu 9 : Pollution urbaine : optimiser le rapport coût/efficacité et s'accorder sur des priorités dans une vision partagée entre les acteurs.
- Enjeu 10 : Valider les bonnes solutions pour l'avenir.
- Enjeu 11 : Economiser la ressource.
- Enjeu 12 : Le prix de l'eau maîtrisé et des contributions plus équilibrées.

> Le projet de PLUi arrêté ne remet pas en cause les objectifs du SDAGE Rhin-Meuse. Il ne nuit pas à la qualité ni à la quantité de la ressource en eau.

Le PADD se fixe comme objectif de préserver les zones d'expansion des crues, de prévenir les risques liés à l'eau et de limiter l'imperméabilisation. Les zones de captage sont à protéger.

Les zones inondables de la Doller (PPRi annulé) sont préservées de toute construction nouvelle en extension et sont majoritairement délimitées en zones A ou N, la plupart du temps inconstructibles.

L'OAP TVB renforce la prise en compte du réseau hydrographique à travers les ripisylves.

Le règlement impose, pour tout nouvel aménagement, « *la collecte ou l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, sauf en cas d'existence d'un réseau collecteur ». De même, pour les voiries, les eaux pluviales doivent être traitée et gérées « par des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain* ».

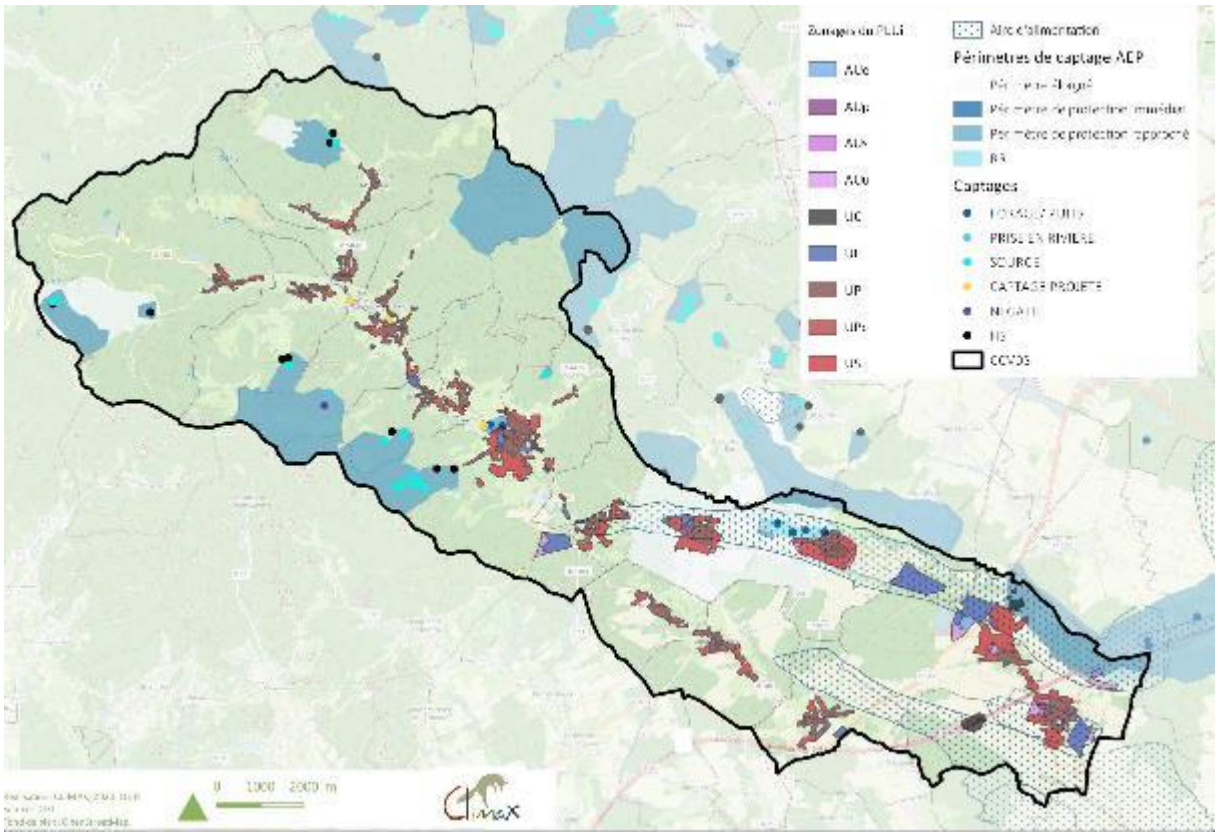
Par ailleurs, conformément aux recommandations du SDAGE, un recul de 6 m au bord de la Doller, le Soultzbach et l'ensemble des cours d'eau permanents (5m pour les cours d'eau temporaires) est obligatoire pour les constructions et installations nouvelles dans toutes les zones.

Le PLUi souhaite éviter la création de nouveaux étang (PADD) mais ceci n'est pas traduit par des interdictions dans le règlement.

Points de discordance

- Le SDAGE Rhin-Meuse prévoit dans son orientation T5B-O2.4 que dans les zones à urbaniser et dans les zones de faible ou moyenne densité urbaine, il apparaisse raisonnable d'envisager, à défaut d'analyse particulière des enjeux locaux, une bande inconstructible d'au minimum 6 mètres de large, de part et d'autre du cours d'eau. Or, le règlement du PLUI n'exige qu'un retrait de 5m aux abords des cours d'eau temporaires.
- Les zones déjà urbanisées et localisées en zone inondables permettent la densification des dents creuses (exemple : zone US à Dolleren).

Carte 19 : Alimentation en eau potable et PLUI projeté



Dans le PLUi arrêté, certaines zones à urbaniser se situent dans des « espaces sensibles » au titre de la protection de la ressource en eau.
C'est le cas par exemple de la zone AUu de Burnhaupt-le-Bas qui se situe pour partie dans une aire d'alimentation de captage AEP.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les modifications apportées dans la version approuvée du PLUi permettent une plus grande prise en compte des enjeux liés à l'eau et aux zones humides. Des zones AU qui impactaient des zones humides ont été supprimées : zone AUp Ouest à Lauw, zone AUu en bordure de l'étang de Burnhaupt-le-Bas et zone AUu en extension de la ZI *Allmend* à Masevaux, pour les plus significatives, sont restituées aux espaces agricoles (zone A) ou naturels (N).

L'urbanisation globale est réduite, ce qui limite le ruissellement et l'imperméabilisation des sols. Une OAP thématique « Risques et Santé » rappelle les enjeux de ruissellement/inondations.

Le PLUi approuvé renforce sa cohérence avec les objectifs du SDAGE.

5.3.2.2. SAGE de la Doller et de la Largue

La CCVDS est concerné par deux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) : celui de la Doller, approuvé en 2019 et celui de la Largue, approuvé en 2016.

SAGE de la Doller

Ce SAGE prévoit une prise en compte plus importante des zones humides, notamment les zones humides remarquables (ZHR) et les zones humides prioritaires (ZHP).

Le SAGE se fixe notamment comme objectif une bonne déclinaison des inventaires et connaissances sur les milieux humides dans les documents d'urbanisme et incite les collectivités à classer les zones humides remarquables et (non remarquables) prioritaires en zone N ou à vocation exclusivement agricole, accompagné de la mise en place, dans le règlement, d'une obligation de conservation des fonctionnalités écologiques et hydrauliques (maintien de l'état existant). Il enjoint également les communes à faire figurer le zonage du PPRi (annulé) dans les documents d'urbanisme.

Concernant l'assainissement, le SAGE de la Doller s'engage à disposer d'un assainissement non collectif performant sur le bassin-versant et à disposer d'ouvrages performants pour l'assainissement pluvial (notamment eaux de ruissellement des voiries), en passant notamment par l'application du principe d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle pour les nouveaux lotissements.

SAGE de la Largue

Le SAGE de la Largue incite les collectivités à éviter toute nouvelle rupture de continuité écologique sur le réseau hydrographique et à protéger les zones humides.

Il vise également à réduire l'impact des rejets d'assainissement non collectif (obj. I-C) et les pressions sur les milieux par une meilleure gestion des eaux pluviales en privilégiant la gestion à la source (Obj. I-D). Pour la gestion des eaux pluviales, un des objectifs est de « diminuer les ruissellements pluviaux par la limitation de l'imperméabilisation des sols et le développement de la gestion a la parcelle » (obj. I-2.B).

Le SAGE invite les communes à ne pas entraver, dans leurs aménagements, les écoulements naturels en veillant à ne pas occuper les thalwegs même à sec en temps normal. Les communes peuvent par exemple établir des règles d'interdiction de construction dans les thalwegs, dans leur document d'urbanisme. Le SAGE invite les communes à laisser à l'air libre, à chaque fois que c'est possible, les fossés et chenaux d'écoulement, normalement sec, dans la traversée des villages (disposition D.27).

L'objectif (III.1)-3 consiste à « Renaturer les cours d'eau en secteurs urbanisés » notamment en protégeant les ripisylves et en restaurant les cours d'eau dans le franchissement des communes.

Le SAGE de la Largue préconise la tenue à jour de l'inventaire des anciennes décharges pour garder en mémoire la présence des sites de contaminations potentielles. Les sites devront être décontaminés si nécessaire. Les anciennes décharges et dépôts de déchets sur le ban communal seront mentionnés et localisés dans les documents d'urbanisme lors de leur élaboration et révision. L'inventaire des anciennes décharges devra être assuré par leur identification sur le plan de zonage des PLU.

Concernant les zones humides, la disposition D45 du SAGE enjoint à la protection et à la non dégradation des zones humides prioritaires. Il est préconisé de classer des zones humides prioritaires en zone N ou A dans les documents d'urbanisme ou de mettre en place, dans le règlement du PLU, d'une interdiction de nouvelles constructions et de nouveaux aménagements à une distance minimale du cours d'eau associé à la zone humide.

> Le PLUi arrêté est globalement compatible avec les SAGE, en ce qui concerne les orientations fondamentales de la gestion équilibrée de la ressource en eau. Il ne nuit pas à la qualité ni à la quantité de la ressource en eau.

Le règlement général du PLUi arrêté (II.3.g) interdit « *tous les travaux, occupations et utilisations du sol qui sont de nature à détruire ou détériorer directement ou indirectement le fonctionnement ou les caractéristiques des zones humides ou des cours d'eau* ».

La quasi-totalité des zones humides identifiées (SAGE ou CLIMAX) sont évitées avec un classement en A ou N (voire Ai ou Ni).

Le PADD vise, à travers l'orientation n°4, à promouvoir la récupération à l'air libre des eaux pluviales et leur réutilisation pour les usages non domestiques en combinant diverses fonctions paysagères, écologiques ou récréatives. L'orientation n°13 est par ailleurs axée sur la réduction des risques et la protection de la ressource en eau.

Le PADD et le zonage en N ou A (souvent Ai ou Ni inconstructible), parfois sur-zoné en Espace Boisé Classé et/ou au titre de l'art. L.151-23 permettent de préserver les zones humides remarquables et (non remarquables) prioritaires des SAGE.

Pour répondre aux enjeux d'assainissement, le règlement général du PLUi (VI.2 b et c) énonce que « *le branchement sur le réseau collectif d'assainissement est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle produisant des eaux usées* » et que si des effluents non domestiques sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des installations de traitement des eaux usées OU en l'absence de réseau collectif, « *l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un pré-traitement approprié* » avant rejet dans le réseau collectif. Ceci devrait permettre de limiter les pollutions anthropiques dans le milieu récepteur et la nappe phréatique.

Par ailleurs, le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau.

Le réseau hydrographique de la CCVDS (Doller, Soultzbach et nombreux ruisseaux) est souligné dans le zonage du PLUi à travers la protection de la végétation rivulaire (surzonage) et l'OAP Paysage/Patrimoine.

Points de discordance

- Les zones humides (qu'elles soient celles issues des SAGE ou celles inventoriées sur le terrain à partir de la végétation par CLIMAX) figurent au diagnostic environnemental du PLUi arrêté. Si la plupart sont préservées de l'urbanisation par un zonage N ou A (le plus souvent inconstructible), certaines sont susceptibles d'être affectées par des constructions ou des installations agricoles (sorties d'exploitation), sans que des compensations soient acquises ou envisagées (> voir exemples ci-après).

- Des ***zones humides*** identifiées par CLIMAX ont été intégrées à une zone US du PLUi arrêté sur la commune d'Oberbruck. L'OAP précise qu'elles doivent être évitées par l'aménagement, mais qu'en cas d'impossibilité, les impacts doivent être réduits en modifiant Le CBS et le PLT, voire de réaliser des mesures compensatoires, en se référant à l'Evaluation Environnementale, mais sans obligation dans le règlement.

- Le ***réseau hydrographique*** est identifié par un surzonage qui permet de préserver la ripisylve. Cependant, les cours d'eau et leurs abords (berges, bandes enherbées) sont souvent en zone N ou A et restent vulnérables aux dépôts, remblais, affouillements ou travaux. Si le règlement général interdit les dépôts de déchets, il n'en est rien pour les dépôts de terre. Seul un recul de 6m est imposé à partir des berges pour les constructions, aménagements, installations et remblais en zones A et N, 5m aux abords des ruisseaux temporaires. Un recul de 15m à partir du haut de la berge permettrait une meilleure protection des milieux aquatiques, humides et rivulaires, notamment aux abords de la Doller et du Soultzbach.

- Concernant l'***assainissement***, la non-conformité de la STEP de Masevaux fait l'objet de réflexions sur les travaux de mise en conformité. Le règlement général du PLUi stipule que (IV.2.b) « *En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou lorsque le branchement sur ce réseau est impossible, l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un système d'assainissement autonome conforme à la législation en vigueur* », sans toutefois conditionner l'ouverture à l'urbanisation à la mise en conformité de la STEP.

- Les ***périmètres de protection de captage d'eau potable*** sont délimités pour partie en zone A et ne font pas l'objet d'un règlement particulier.

Tableau 20 : Surfaces de zones humides (hors SAGE) localisées dans des zones U et AU du PLUi arrêté (en ha) :

UE	0,10	AUp	0,46	A	20,08	
UP	0,17	AUs	0,30	Ai	15,46	TOTAL
US	0,10	AUu	2,54	N	67,31	189,93 ha
0.37 ha en U		*3.3 ha en AU*		Ni	83,41	

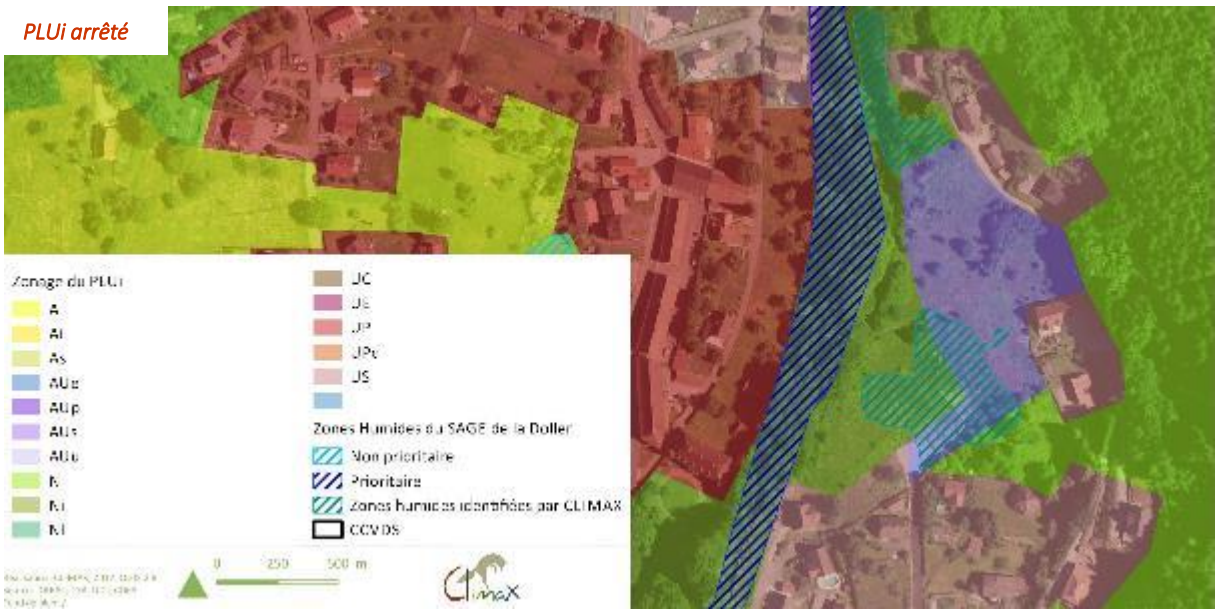
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Le **Règlement écrit** précise désormais certaines règles d'urbanisme en matière de préservation des **zones humides**, notamment dans les conditions générales II.3.f) :
- *« En dehors des secteurs concernés par des OAP, où des mesures spécifiques d'évitement, de réduction et de compensation de l'impact sont imposés, les zones humides identifiées sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservées. Par conséquent, tous travaux, occupations et usages des sols susceptibles de détruire ou de dégrader le milieu ou de perturber directement ou indirectement les fonctions des zones humides sont interdites. Sont en particulier visés les constructions de toute nature, les remblais, les excavations, les aménagements conduisant à l'imperméabilisation du sol, les dépôts, la création d'étangs… »*

NB : le calcul des surfaces de zones humides (hors SAGE) localisées dans les zones U et AU du PLUi approuvé n'a pas été réalisé ici, mais les incidences résiduelles sont faibles et traitées dans la démarche ERC avec des propositions de compensation pour les zones AU concernées.

Les cas avec zones humides les plus importants sont mentionnées ci-dessous :

Figure 11 : Zones humides confrontées à des projets urbains



Dans le PLUi arrêté, une extension en secteur AUs est prévue à Oberbruck, en partie dans une zone humide. L'OAP n°22 incite à l'évitement, sinon à la modification du Coefficient de Biotope par Surface, voire à des compensations en cas d'impact résiduel, mais sans en indiquer les modalités.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- La **zone AUs d'Oberbruck** est conservée et étendue vers le Nord, empiétant sur la zone humide. Cependant, les prescriptions de l'OAP de ce site dans le PLUi approuvé (C.4) précise désormais les modalités de modification du CBS et indique que *« Les zones humides indiquées sur le plan seront préservées. En cas d'impossibilité, même partielle, l'impact global du projet sur le caractère humide des terrains sera réduit en majorant les Coefficients de Biotope (et les surface en pleine terre pour l'ensemble des parcelles Le CBS devra être de 50 % (au lieu de 40 au règlement) et le PLT de 40 % (au lieu de 20 au règlement). Cette mesure n'exclue pas la nécessité d'une compensation (se reporter à l'évaluation environnementale du PLUI) ».*

Ces préconisations du PLUi approuvé permettent une meilleure prise en considération des zones humides.



Le secteur AUu délimité dans le PLUi arrêté pour l'extension de la zone d'activité de Masevaux (Allmend) se situe en grande partie dans une zone humide. Aucune OAP ne permet une prise en compte de cette zone humide (par ailleurs probablement plus étendue qu'indiqué par la végétation) dans l'aménagement.

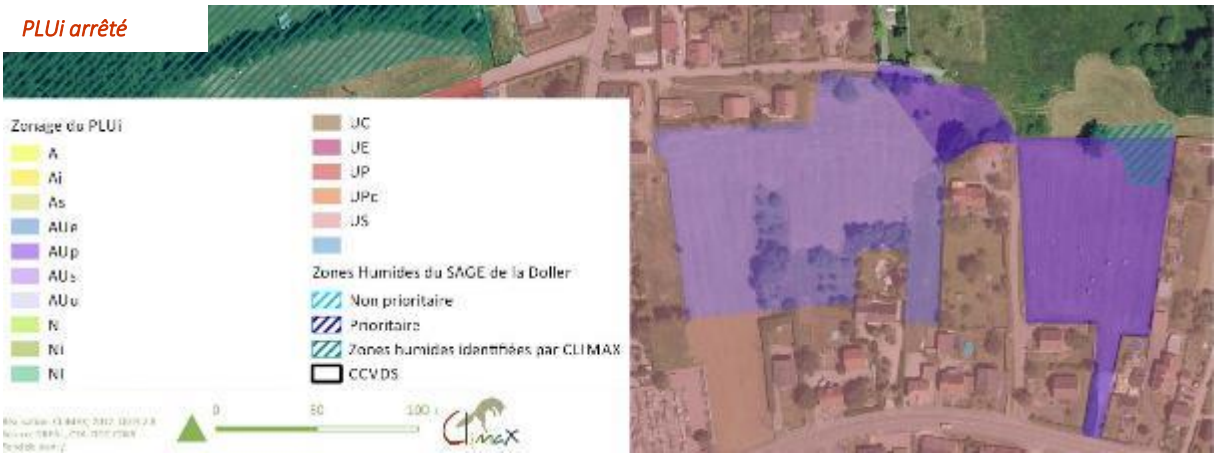
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- La réserve foncière pour l'**extension de la ZAC de Masevaux** (zone AUu) a été drastiquement réduite pour éviter tout impact sur les zones humides et réduire les incidences sur les milieux forestiers.



Dans la version du PLUi approuvé, l'emprise projetée de l'extension de la zone d'activité de l'Allmend à Masevaux a été largement réduite pour préserver les forêts et zones humides d'intérêt écologique.
Seule la pointe Sud, moins concernée par les enjeux « zones humide » est conservée en AUu (réserve foncière à long terme).

PLUi arrêté



Le secteur AUp de Lauw englobe une zone humide au Nord-Est. L'OAP n°12 intègre cet enjeu excluant de tout aménagement la frange nord du secteur et en demandant de préserver la zone humide, voire d'améliorer si possible ses fonctions.

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

- La zone AUs de Lauw a été supprimée et reversée en zone agricole A.
- La zone AUs « Boulevard du chemin de fer » à Masevaux a été supprimée et reversée majoritairement en zone agricole A (une petite zone au Sud-Est est intégrée à la zone Us, mais ne concerne pas de zone humide).

Ces préconisations du PLUi approuvé permettent une meilleure prise en considération des zones humides (et des espèces protégées).

Dans la version du PLUi approuvé, la zone AUp « Village côté Ouest » a été supprimée et reversée en zone agricole A.

La zone AUp à l'Est (devenue AUs dans le PLUi approuvé, pour une meilleure cohérence avec Les règles d'urbanisme du secteur Us) est conservée.

Les prescriptions de l'OAP de ce site à urbaniser dans le PLUi approuvé (C.6) incite à « Préserver les fonctionnalités de la zone humide et améliorer si possible des fonctions ».

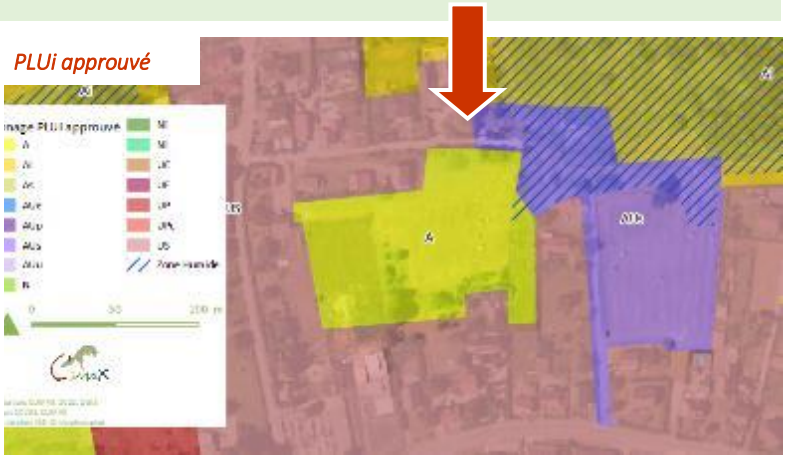
Il est par ailleurs indiqué (C.8.) de « Préserver l'espèce protégée » dont la localisation est reportée sur le plan de l'OAP et qui se situe dans une zone humide.

Ces préconisations du PLUi approuvé permettent une meilleure prise en considération des zones humides (et des espèces protégées).

Les zones humides concernées par la zone AUs résiduelle font l'objet de prescriptions particulières dans l'OAP.

Un impact résiduel sur les zones humides persiste pour l'aménagement d'une voie d'accès à la zone AUs par le Nord, mais l'emprise devrait être inférieure aux seuils de la Loi sur l'Eau. En cas d'impact > 1.000m², des compensations d'une surface double doivent être réalisées dans le même bassin versant.

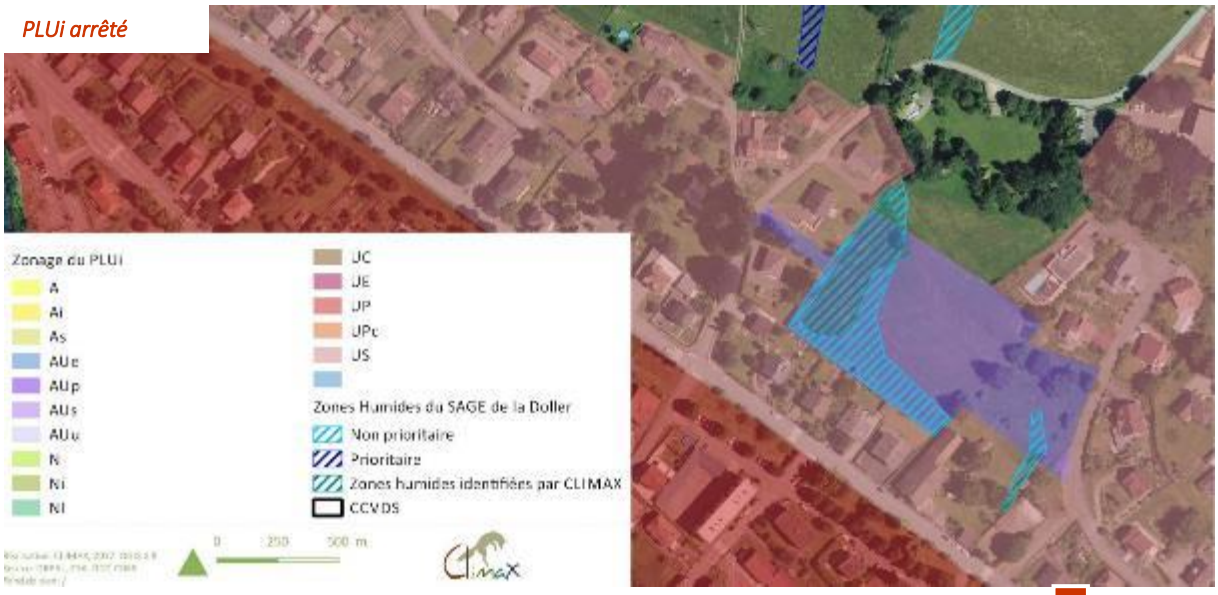
PLUi approuvé



PLUi approuvé



PLUi arrêté



Le secteur AUs délimité en extension urbaine à Masevaux dans le PLUi arrêté est en grande partie concerné par une zone humide. L'OAP n°19, qui n'évite pas la zone humide, mentionne la nécessité de récupérer les eaux de ruissellement via une noue.

Dans la version du PLUi approuvé, la zone AUs du PLUi arrêté a été supprimée et reversée en zone agricole A (une petite zone au Sud-Est est intégrée à la zone Us, mais ne concerne pas de zone humide).

Les impacts de l'urbanisation sur cette zone humide sont désormais évités.

Le zonage A ne permettra pas la destruction de la zone humide car elle apparaît au plan de zonage et pourra être opposée à une demande d'autorisation d'urbanisme malgré les dispositions autorisées en zone A .

PLUi approuvé



PLUi arrêté



Une zone humide est identifiée dans un secteur AUp « centre village » prévue au PLUi arrêté à Soppe-le-Bas. L'OAP (n°27) indique la nécessité de récupérer les eaux de ruissellement, en installant un dispositif spécifique, de la Rue de Bretten jusqu'à l'espace vert creux en contrebas en combinant les fonctions de lutte contre les inondations et les fonctions paysagères et écologiques ou récréatives. Un dispositif de récupération des eaux pluviales est par ailleurs prévu par le Conseil Départemental près de la rue de Dieffmatten, en complément.

*> Dans le **PLUi approuvé**, la zone AUp de Soppe-le-Bas est conservée. L'intégration de la préservation des fonctions de la zone humide via des dispositifs d'écoulement, d'évacuation et de récupération des eaux de ruissellement et parkings perméables figure dans les prescriptions de l'OAP.*

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Assainissement

La CCVDS a pris la question de l'assainissement en main et des travaux sont prévus, voire déjà réalisés pour certains, pour améliorer le traitement des eaux usées.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Lauw-Sentheim-Guewenheim (SIALSG) se met en conformité avec les nouvelles directives européennes, en engageant des travaux visant au traitement des eaux excédentaires du bassin d'orage de Sentheim. Le projet, dont les travaux ont démarré en 2021, présente l'avantage de répondre au besoin de mise en conformité aux Directives européennes. Le bassin d'orage de Sentheim - qui récupère les eaux de pluie dans les prés derrière les Jardins d'Icare et qui déborde lors des forts épisodes pluvieux - a été visé par la mise en place d'un système de traitement des surverses unitaires en aménageant une station de traitement rustique de filtre planté de roseaux (rhizosphère), qui permet d'atteindre des niveaux de traitement équivalents à celle d'une station d'épuration. Ce filtre est implanté sur une longueur de 350m (soit 2.000 m² en deux zones communicantes) dans l'ancien canal usinier à ciel ouvert, qui n'est aujourd'hui plus en fonction, et qui rejoint la Doller.

Ce dispositif peu énergivore présente également un intérêt écologique et environnemental en limitant l'impact carbone puisqu'il évite la réalisation de travaux lourds et coûteux. De plus la création d'une zone de rejet végétalisée en aval de la station de traitement, par l'aménagement de mares et de méandres, permettra la création d'un espace naturel au profit de la biodiversité, la réduction des volumes d'eau rejetés en période d'étiage et un abattement complémentaire de la pollution.

Ces travaux permettent de répondre aux exigences relevées par la DDT quant aux problématiques de dysfonctionnement de la STEP de Guewenheim.

5.3.3. PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

5.3.3.1. Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI) du district du Rhin

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du district du Rhin, arrêté en décembre 2015, est établi pour une durée de 6 ans (2015-2021). Il s'appuie sur l'évaluation préliminaire des risques d'inondation, adoptée en 2011, l'identification de Territoires à Risque Important d'inondation (TRI), réalisée en 2012, et l'approfondissement des connaissances sur ces territoires.

L'évaluation préliminaire des risques d'inondation a conduit à l'identification des TRI en croisant la présence d'enjeux humains (population permanente, nombre d'emploi), patrimoniaux et environnementaux avec l'importance des aléas d'inondation.

L'article L 566-8 du code l'environnement impose que chaque territoire à risque important d'inondation (TRI) soit couvert par une stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI) élaborée conjointement par les parties intéressées, appelées parties prenantes.

Les stratégies locales fixent des objectifs et dispositions à mettre en œuvre dans un délai de 6 ans afin de réduire les conséquences dommageables des inondations.

Le territoire de la CCVDS est inclus dans la SLGRI « Ill amont, Doller & Largue », en amont du TRI de l'agglomération mulhousienne.

Le PLUi de la CCVDS est notamment concerné par les objectifs n°3 et 6 de la SLGRI :

Objectif 3 : Aménager durablement le périmètre de la SLGRI

3.1. Renforcer le porter à connaissance du risque d'inondation et l'accompagnement des Collectivités lors de l'élaboration ou de la révision des Plans Locaux d'Urabnisme (PLU) et des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT).

3.2. Promouvoir les techniques permettant d'aménager les zones urbanisées en limitant le ruissellement des eaux pluviales.

3.3. Proposer aux agriculteurs des mesures, type mesures agri-environnementales (MAE), favorisant la lutte contre le ruissellement et l'érosion des parcelles.

3.4. Accompagner les propriétaires dans les mesures de réduction de la vulnérabilité en leur proposant des diagnostics individualisés comprenant des propositions de solutions techniques éprouvées et d'accompagnement financier adapté.

Objectif 6 : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau

6.1. Développer l'aménagement de zones humides dans les bassins de rétention des crues existants ou à créer.

6.2. Améliorer la continuité écologique sur les ouvrages hydrauliques existants et futurs.

6.3. Préserver les milieux aquatiques encore fonctionnels en les cartographiant et en adoptant des moyens de protections adaptés (classement Espaces Naturels Sensibles - ENS, acquisitions foncières, …).

6.4. Restaurer les milieux aquatiques pour améliorer le ralentissement et la régulation des écoulements qu'ils apportent naturellement.

6.5. Lutter contre l'érosion des sols en favorisant un couvert permanent et/ou en adaptant les pratiques culturales et préserver les éléments paysagers contribuant à réduire l'érosion dans le bassin versant (notamment au travers de la démarche GERPLAN).

6.6. Aménager des bassins de rétention des coulées d'eau boueuses quand les mesures agricoles ne sont pas suffisantes pour éviter l'inondation des zones urbanisées.

(Source : https://www.haut-rhin.gouv.fr/content/download/19280/125352/file/01-AP_liste-perimetres-objectifs%20des%20SLGRI_du_bassin_Rhin-Meuse.pdf).

> Le PLUi a permis, à travers l'EIE et l'EE, de compléter l'inventaire des zones humides du territoire, contribuant à leur préservation. Les zones inondables sont préservées des extensions urbaines.

> Le règlement général du PLUi (II.3.g) interdit « *tous les travaux, occupations et utilisations du sol qui sont de nature à détruire ou détériorer directement ou indirectement le fonctionnement ou les caractéristiques des zones humides ou des cours d'eau* ».

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Le **Règlement écrit** du PLUi approuvé renforce encore la **protection de zones humides** en précisant certaines règles d'urbanisme, notamment dans les conditions générales II.3.f) :

  « *En dehors des secteurs concernés par des OAP, où des mesures spécifiques d'évitement, de réduction et de compensation de l'impact sont imposés, les zones humides identifiées sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservées. Par conséquent, tous travaux, occupations et usages des sols susceptibles de détruire ou de dégrader le milieu ou de perturber directement ou indirectement les fonctions des zones humides sont interdites. Sont en particulier visés les constructions de toute nature, les remblais, les excavations, les aménagements conduisant à l'imperméabilisation du sol, les dépôts, la création d'étangs…* »
- Les zones humides sont intégrées au Règlement graphique à travers un surzonage spécifique.

5.3.3.2. Plan de Prévention au Risque Inondation (PPRI) de la Doller

Le PPRi de la Doller est actuellement annulé et son règlement ne s'applique donc plus strictement. Cependant, les risques d'inondation persistent et il est fortement recommandé de reprendre les règles et préconisations qu'il édictait sur la commune afin de protéger les biens et les personnes.

Les zones inondables en cas de crue par débordement (risque élevé – en bleu foncé) ne sont pas constructibles et sont presque toutes classées en A ou Ai dans le PLUi.

> Le PLUi respecte le PPRi (annulé en 2018) en tant qu'il ne prévoit aucune extension urbaine en zone inondable. Les zones déjà urbanisées (U) localisées en zone inondable sont conservées et permettent la densification des dents creuses. L'arrêté préfectoral du PPRi est annexé au règlement du PLUi.

La grande majorité des zones inondables sont délimitées en zones A ou N (constructible) ou Ai et Ni (inconstructibles en raison de fortes sensibilités environnementales ou paysagères).

> Le règlement général du PLUi (II.3.g) interdit « *tous les travaux, occupations et utilisations du sol qui sont de nature à détruire ou détériorer directement ou indirectement le fonctionnement ou les caractéristiques des zones humides ou des cours d'eau* ».

Points de discordance

- L'Arrêté préfectoral du PPRi de la Doller est certes annexé au règlement du PLUi (document opposable), mais aucune disposition spécifique aux zones inondables n'est mentionnée dans le règlement du PLUi, notamment des compensations. Cela pourrait être préjudiciable au risque inondation en cas de constructions ou installations en zones A ou N inondables, dès lors que le PPRi est annulé.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans le PLUi approuvé, l'Atlas des zones inondables est annexé au Règlement Graphique et figure dans l'OAP thématique « Risques et Santé ».

5.3.3.3. Plans de Prévention aux risques Technologiques (PPRT)

La CCVDS n'est concernée par aucun PPRT.

> Aucune disposition particulière n'étant nécessaire concernant les risques technologiques, le PLUi est compatible avec les PPRT des installations voisines.

5.3.4. SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE ALSACE (SRCE)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de la région Alsace, adopté en décembre 2014, décline géographiquement des Réservoirs de Biodiversité (RB) reliés par des Corridors (C) favorables aux déplacements d'espèces (aquatiques, terrestres).

Plusieurs Réservoirs de Biodiversité (RB) d'importance régionale sont identifiés dans la CCVDS, ainsi que des Corridors d'intérêt régional ou intercommunal, qui sont repris par le SCOT.

> La préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques est abordée dans le PADD par l'orientation générale 3b) « *Préserver les espaces de nature, les continuités aquatiques et la perméabilité floristique et faunistique dans les tissus urbanisés en veillant à les rétablir et à mieux les mettre en réseau en cas de projet d'aménagement (trame verte intra-villageoise)* » et 9, avec notamment « *a) Préserver les réservoirs de biodiversité, les zones humides remarquables ainsi que tous les espaces naturels reconnus pour la valeur patrimoniale de leur faune et de leur flore* », « *b) Préserver les continuités écologiques fonctionnelles existantes et restaurer les continuités écologiques déficientes repérées sur les communes de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas ; les compléter par des continuités supplémentaires reliant des milieux de même nature et visant à garantir les dynamiques fonctionnelles des espaces écologiques à préserver* » ou e) « *En plaine, protéger les boisements épars existants, soutenir la réimplantation de cordons végétaux et diversifier les cultures agricoles, pour une meilleure biodiversité en piémont.* ».

Dans le zonage, le PLUi préserve assez bien les éléments du SRCE. Le PLUi classe en Ai la plupart des espaces agricoles situés dans les Réservoirs de Biodiversité et en N les forêts. Aucune extension urbaine ne se situe dans un Réservoir de Biodiversité du SRCE.

Le PLUi présente par ailleurs une OAP thématique « trame verte et bleue », dont les prescriptions visent à maintenir l'armature écologique constituée par le réseau hydrographique et les milieux boisés.

Le zonage du PLUi prend bien en compte le SRCE et aucune zone d'extension urbaine n'est localisée dans un Réservoir de Biodiversité. Les Corridors écologiques sont généralement préservés.

Les axes intra-vallées sont tous préservés des conurbations par des zonages Ai, Ni, A et N.

Points de discordance

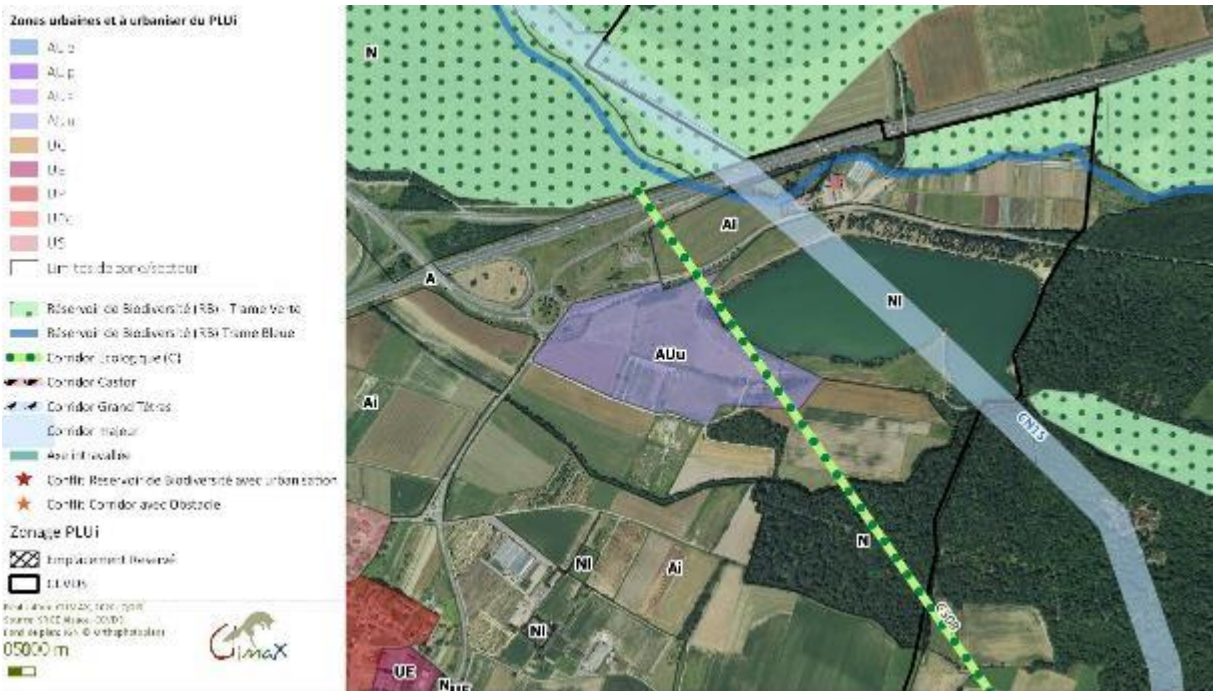
Deux éléments de discordance significatifs sont relevés :

- L'Emplacement Réservé prévu pour la branche Est de la LGV Rhin Rhône entre Soppe-le-Haut et Burnhaupt-le-Haut entrave le RB 102 et le C306.
- Certains projets d'aménagement ou d'urbanisation se situent à proximité directe de Réservoirs de Biodiversité du SRCE ou sur le tracé d'un corridor écologique (ex : AUu à Burnhaupt-le-Bas).

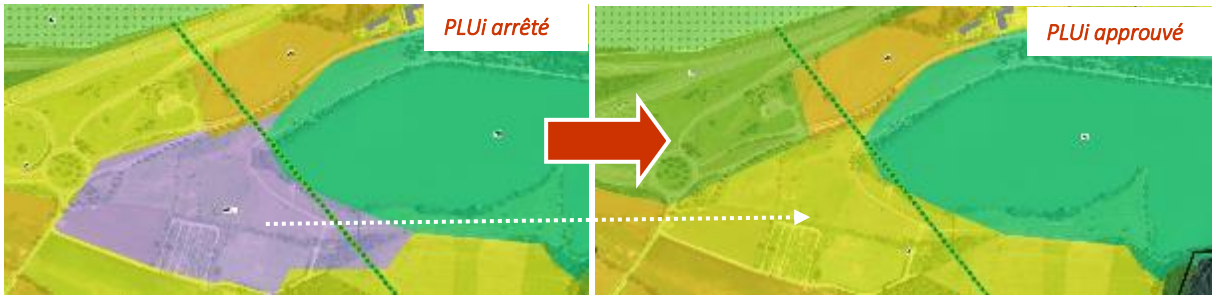
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Dans le PLUi approuvé, la réserve foncière à long terme (zone AUu) bordant le plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas a été supprimée et reversée en zone agricole A. Ainsi, les impacts du projet urbain sur le corridor écologique C308 sont désormais évités.

Figure 12 : Eléments de la Trame Verte et Bleue confrontés au projet de PLUI



Le secteur AUu prévu en marge du plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas se situe dans l'axe de 2 corridors écologiques, C308 et CN15, ce dernier étant d'intérêt national. L'autoroute A36 au Nord constitue déjà un obstacle à ces deux axes écologiques, mais l'urbanisation de ce secteur viendrait créer un obstacle et réduire la perméabilité des milieux (présence de Pie-grièche écorcheur et du Cuivré des marais).

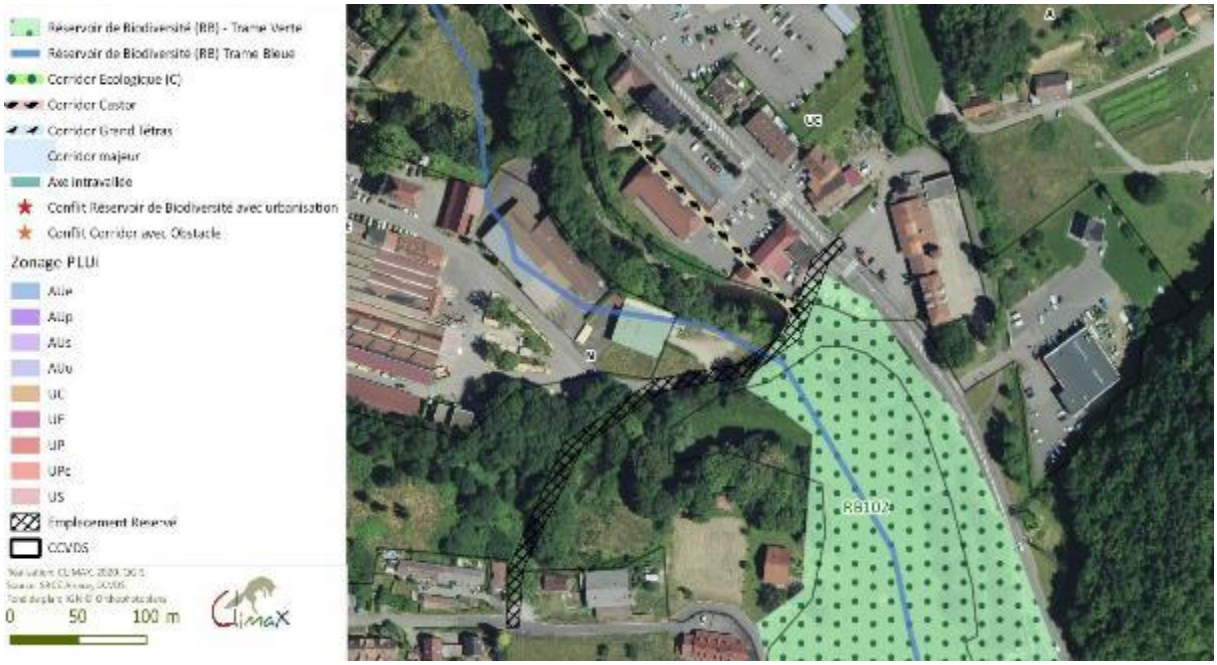


A Burnhaupt-le-Bas, la réserve foncière à long terme du PLUi arrêté (AUu) au bord de l'étang a été totalement supprimée dans la version du PLUi approuvé et reversée à la zone agricole A. Les fonctionnalités du corridors écologique C308 sont préservées.



L'Emplacement Réservé prévu pour la branche Est du TGV Rhin-Rhône entrave un Réservoir de Biodiversité en traversant un vaste massif forestier de plaine à Burnhaupt-le-Haut et plusieurs corridors écologiques (CN15 et C306).

Dans une moindre mesure, un autre emplacement réservé est prévu en marge d'un réservoir de biodiversité du SRCE :



L'Emplacement Réservé n°34, dédié à une desserte, empiète sur un Réservoir de Biodiversité du SRCE et risque d'entraver un corridor « Castor ». Le site est cependant localisé en marge d'une zone urbaine et s'insère dans une zone UC.

5.3.5. SCHEMA REGIONAL CLIMAT, AIR, ENERGIE (SRCAE)

Le SRCAE de la région Alsace a été approuvé le 29 juin 2012. Ce projet décline les objectifs fixés par l'Union Européenne, dits des « 3 x 20 », qui impliquent d'ici 2020 :

- une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre
- une amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique
- une augmentation de 20 % de la part des énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse, géothermie, hydraulique…)

Il s'aligne sur les objectifs nationaux également appelés « facteur 4 ». Par ailleurs, la France s'est dotée d'une Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) en 2015 fixant pour objectif la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050 : d'ici à 2050, il conviendra de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre (année de référence 1990) et contribuer à l'atteinte des objectifs régionaux inscrits dans le Schéma Régional Climat, Air, Energie d'Alsace.

La SNBC révisée et qui sera approuvée cette année 2019 aura pour but de respecter les termes de l'Accord de Paris signé lors de la COP21, avec l'objectif d'aboutir à une neutralité carbone dès 2050

Le SRCAE prévoit ainsi une orientation transversale des enjeux d'énergie, d'air et d'adaptation au changement climatique pour les documents d'urbanisme, notamment en incitant les PLUI à engager des actions pour limiter les émissions de GES. Il s'agit par exemple d'imposer le respect de performances énergétiques, notamment dans les secteurs ouverts à l'urbanisation, et environnementales ou d'encourager l'urbanisation dans les secteurs desservis par les transports en commun. La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte affiche l'objectif pour la France de réduire les émissions de GES de 40% entre 1990 et 2030 et de diviser par 4 les émissions de GES entre 1990 et 2050. L'ambition à long terme de la France est la neutralité carbone dès 2050.

> Les projets de production d'énergie pourront s'installer en discontinuité de l'urbain existant en dehors du T0 (PADD, 1b). L'orientation 7 permet par ailleurs « *l'installation au sol de panneaux photovoltaïques dans les zones d'activités existantes en combinant l'activité de production d'énergie avec une autre*

fonction » et « *l'installation de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau de la vallée en veillant à leur insertion paysagère et environnementale* ».

L'orientation n°4 du PADD vise par ailleurs à « *permettre le recours à la géothermie au solaire thermique, au photovoltaïque sur toiture, au petit éolien et à faciliter l'utilisation de matériaux biosourcés issus de la ressource locale* ».

Le règlement du PLUi autorise, quelle que soit la zone concernée (II.2) :
- le débord, jusqu'à 20 cm sur l'emprise d'une voie publique ou privée, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en façade des constructions existantes.
- Le dépassement jusqu'à 50 cm des règles de hauteur, pour la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur, en toiture des constructions existantes
- La non prise en compte des règles de hauteur des bâtiments des installations de production d'énergie éolienne sur toiture.

Aussi, si les constructions nouvelles sont interdites aux abords des cours d'eau, cela ne s'applique pas aux dispositifs de production d'énergie hydroélectrique.

Points de discordance

Le règlement se contente d'imposer le respect la règlementation en vigueur et n'impose pas d'obligations plus ambitieuses dans les travaux de rénovation ou de constructions nouvelles, qui permettraient d'aboutir à la neutralité carbone en 2050 telle que visée par le SRCAE.

Les objectifs fixés par le SRCAE semblent peu à non atteignables dans le territoire.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Dans le PLUi approuvé, les zones à urbaniser ont été réduites de 33% par rapport à la version arrêtée et la grande majorité des réserves foncières à long terme hors temps du PLUi (AUu) a été supprimée (= 30 ha de zones AUu à vocation résidentielle et industrielles supprimées). Ces réductions contribuent à **limiter les consommations d'énergie** et **réduire les émissions de GES** par rapport aux effets attendus du PLUi arrêté.
- En outre, le PLUi approuvé entérine désormais de manière plus précise et contraignante, la réalisation de mesures compensatoires aux opérations d'urbanisme dans les zones AU : l'urbanisation des zones AU est clairement conditionnée à la réalisation de mesures compensatoires, comme cela est explicité dans les OAP sectorielles. Il s'agit majoritairement de plantations (vergers, haies, boisements…) à réaliser par la CCVDS et qui permettront d'absorber une partie des émissions de GES des nouvelles constructions autorisées.

5.3.6. PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET)

La CCVDS est concernée par le Plan Climat Energie Territorial (PCET) du Pays Thur-Doller, adopté en février 2011. Ce schéma reprend l'objectif national visant une réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Ce plan s'articule autour de 3 axes prioritaires :

- Sensibiliser pour mobiliser et agir
- Promouvoir des bâtiments économes en énergie et respectueux du climat
- Développer un urbanisme et un aménagement durable

Et de 4 axes complémentaires :

- Favoriser les modes de transport alternatifs
- Pérenniser et valoriser les ressources naturelles locales
- Faire du défi climatique un atout de développement économique et de l'emploi
- Lutter contre la précarité énergétique

> Le PLUi permet l'isolation des bâtiments existants à travers son règlement (II.2) et n'entrave pas les performances énergétiques des futures constructions ou les projets solaires sur toitures ni au sol.

> Si les constructions nouvelles sont interdites aux abords des cours d'eau, cela ne s'applique pas aux dispositifs de production d'énergie hydroélectrique. Les projets de productions d'énergie pourront également s'installer en discontinuité de l'urbain existant en dehors du T0 (PADD, 1b). L'orientation 7 permet par ailleurs « *l'installation au sol de panneaux photovoltaïques dans les zones d'activités existantes en combinant l'activité de production d'énergie avec une autre fonction* » et « *l'installation de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau de la vallée en veillant à leur insertion paysagère et environnementale* ».

L'orientation n°4 du PADD vise par ailleurs à « *permettre le recours à la géothermie au solaire thermique, au photovoltaïque, au petit éolien sur toiture et à faciliter l'utilisation de matériaux biosourcés issus de la ressource locale* ».

> Le projet de PLUi favorise d'une certaine manière les transports alternatifs à travers l'OAP mobilités et les orientations n°11 et 12 du PADD sur le développement des mobilités douces (favoriser la mobilité cyclable entre les villages en raccordant les grands itinéraires cyclables aux réseaux existants, prévoir la jonction entre Masevaux-Niederbruck et Sentheim, favoriser l'autopartage, l'auto-stop et le covoiturage en développant des arrêts et aires dédiées, permettre la réactivation et l'aménagement d'embranchements ferroviaires en direction de Cernay et Mulhouse pour le transport de marchandises…).

Des Emplacements Réservés sont par ailleurs prévus pour la réalisation de cheminements piétons et modes de déplacements doux. Le PADD dispose d'orientations visant à favoriser le covoiturage

> Les ressources naturelles locales (notamment la forêt, les sols et l'eau) sont globalement préservées dans le projet de PLUi (zones A et N).

Points de discordance

- Le règlement d'urbanisme se contente de respecter la règlementation thermique en vigueur (BEPOS RT 2020) et relative à la pollution lumineuse en vigueur et n'impose pas d'obligations plus ambitieuses dans les travaux de rénovation ou de constructions nouvelles.

- Pour les ressources naturelles locales, le projet de PLUi envisage l'urbanisation et l'artificialisation des sols sur environ 46 ha à court et moyen terme (AUe, AUp et AUs), sans compter les Emplacements Réservés (109 ha), les extensions urbaines ultérieures AUu (39 ha) et les constructions possibles en zone A ou N. Ces développements urbains conduiront *de facto* à des consommations énergétiques supplémentaires de nature à compromettre les objectifs du plan climat.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Dans le PLUi approuvé, la modération foncière est améliorée par rapport au SCoT (-20%), les zones à urbaniser ont été réduites de 33% et la grande majorité des réserves foncières à long terme hors temps du PLUi (AUu) a été supprimée (= 30 ha de zones AUu à vocation résidentielle et industrielles supprimés). Ces réductions contribuent à **limiter les consommations d'énergie** et **réduire les émissions de GES** par rapport aux effets attendus du PLUi arrêté.
- En outre, le PLUi approuvé entérine désormais de manière plus précise et contraignante, la réalisation de mesures compensatoires aux opérations d'urbanisme dans les zones AU : l'urbanisation des zones AU est clairement conditionnée à la réalisation de mesures compensatoires, comme cela est explicité dans les OAP. Il s'agit majoritairement de plantations (vergers, haies, boisements…) à réaliser par la CCVDS et qui permettront d'absorber une partie des émissions de GES des nouvelles constructions autorisées.

5.3.7. PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

La Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) renforce le rôle des intercommunalités et les nomme coordinateurs de la transition énergétique. Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable, à la fois stratégique et opérationnel, qui prend en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
- l'adaptation au changement climatique
- la sobriété énergétique
- la qualité de l'air (intérieur et extérieur)
- le développement des énergies renouvelables

Les objectifs nationaux inscrits dans la LTECV à l'horizon 2030 :

- Réduction de 40 % des émissions de GES par rapport à 1990
- Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
- 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie

Le Pays Thur Doller s'est engagé dans la démarche PCAET. Le diagnostic territorial est envisagé, en collaboration avec le PETR du Pays Thur Doller, sur l'année 2019 avec élaboration d'une stratégie territoriale à l'échelle du Pays Thur Doller et rédaction d'un plan d'actions fin 2019.

La mise en œuvre des actions du programme est prévue à partir de 2020.

5.3.8. PLAN DE PREVENTION CONTRE LE BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)

Le PPBE (troisième échéance 2018-2023) du Haut-Rhin a été approuvé le 11 décembre 2019.

Ce document établi la programmation de mesures (de prévention ou de protection) visant à réduire les nuisances sonores autour des axes routiers et ferroviaires.

Les infrastructures concernées par la deuxième échéance de la directive sont :

- les voies routières dont le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an, soit 8.200 véhicules/jour ;
- les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 30.000 passages de train par an, soit 82/jour.

L'A36, un des axes les plus chargés du département, entre dans le cadre de la directive.

L'A36 fait encore l'objet de plusieurs opérations de résorption du bruit à la source des isolations en façade, installations d'écrans ou de merlons.

Le PPBE indique qu'en 2014, 4 logements ont été protégés à Burnhaupt-le-Bas avec des merlons ou isolations de façades).

> Le PLUi est compatible avec le PPBE du Haut-Rhin.

Points de discordance

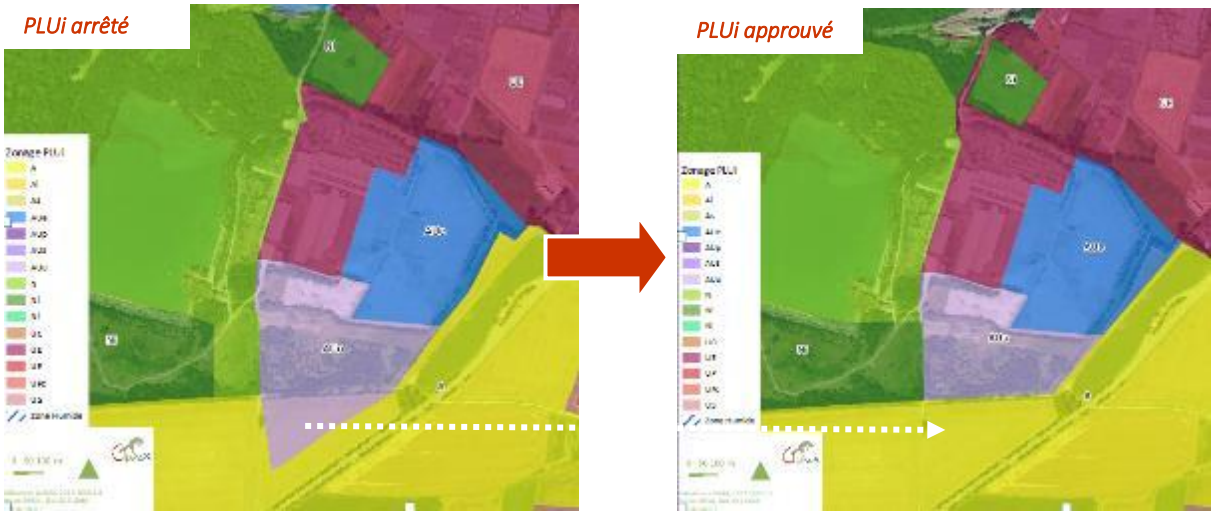
La mise en œuvre de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône va engendrer de nouvelles nuisances sonores sur le territoire de la CCVDS (avant-vallée).

Dans une moindre mesure, la construction de plus de 400 logements en amont de Masevaux (inclus) et le développement de la ZA de la Porte de Masevaux vont engendrer des flux de trafic supplémentaires dans les traversées de village et notamment le long de la RD466.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Si l'ER de la branche Est du TGV Rhin-Rhône est conservé dans le PLUi approuvé, on relève que le développement prévu à long terme de la ZA de Masevaux (zone AUu) est fortement revu à la baisse, avec près de 4 ha de forêts humides reversées en zone N. Il découle de ce choix que le trafic à long terme dans les traversées de village et sur la RD466 ne devraient pas être augmentés significativement.
- Aussi, la zone AUu de la ZA de la Doller à Burnhaupt-le Haut a été réduite dans le PLUi approuvé (cf. ci-dessous). Là aussi, le trafic initialement attendu à terme sera réduit avec le PLUi approuvé.

Le PLUi fait en ce sens un effort dans le sens du PPBE dans le haut de la vallée.



L'extension projetée à long terme de la ZA de la Doller à Burnhaupt-le-Haut (AUu) a été réduite et la partie Sud (1.2 ha) a été reversée en zone agricole A.

5.3.9. PLAN REGIONAL D'AGRICULTURE DURABLE (PRAD)

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) est prévu par la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010.

Il « *fixe les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'Etat dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux* » (Art L.111-2-1 du Code Rural et de la Pêche maritime).

Ce même document précise les « *actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'Etat* ».

Le PRAD d'Alsace a été approuvé par arrêté préfectoral en décembre 2012.

> Le PLUi favorise, à travers son PADD (orientation n°8), les sorties d'exploitations agricoles et la préservation des terres agricoles ayant une valeur agronomique et/ou un intérêt paysager et environnemental, ce qui se traduit dans le zonage par des secteurs A, Ai, N et Ni.

Le PADD entend également soutenir une filière de valorisation des fruits des vergers et encourage l'installation d'exploitations maraîchères en agroécologie, notamment dans la haute-vallée (ex : transformation de l'ancienne ferme de la Fennematt à Dolleren). Il vise également à faire en sorte que les exploitations d'élevage en montagne disposent toujours d'une quantité d'eau suffisante, tout en préservant la ressource, ce qui parait difficile.

Le maintien de l'agriculture et la vocation des terres agricoles est prise en compte par un zonage adapté aux contextes : zones A constructibles, Aa inconstructibles.

Le PLUi permet les extensions d'exploitations agricoles dans les zones A et N.

Points de discordance :

Le PLUi est relativement vertueux dans les zones ouvertes à l'urbanisation dans la plupart des communes, mais les extensions prévues à court (AUp et AUs) et long terme (AUu), notamment sur les communes de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas sont très consommatrices de terres agricoles dans des secteurs où les terrains sont d'assez bonne qualité agronomique.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

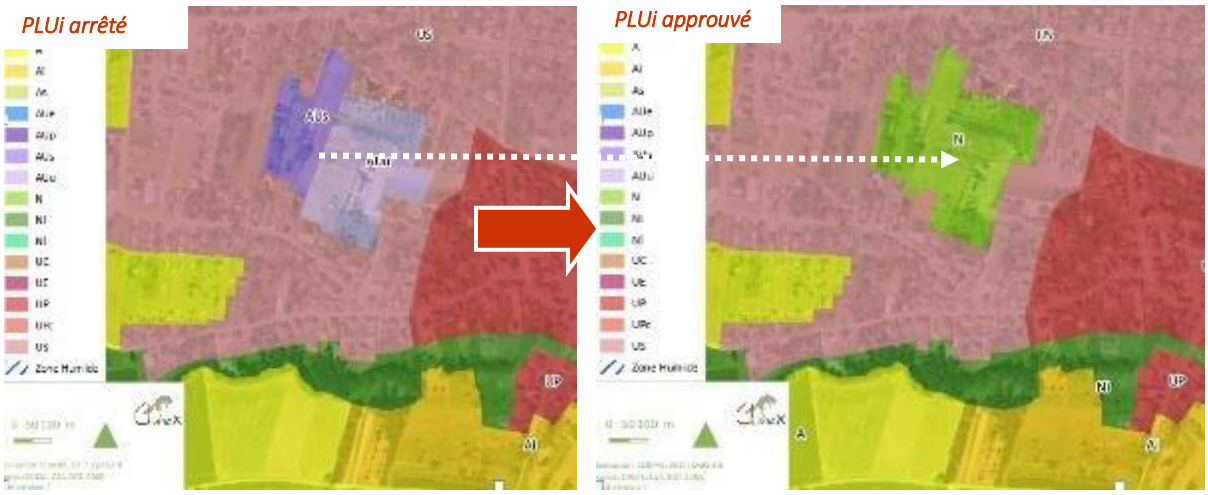
- Le PLUi approuvé réduit la consommation d'espaces naturels et de terres agricoles **déclassant 7.6 ha de zones AU** (AUp/AUs) hors T0 et représentant une surface réelle de 10.7 ha.
- Concernant l'avant vallée, particulièrement consommatrice d'espaces agricoles, relevons qu'une zone AUp+AUu a été supprimée dans le PLUi approuvé à Burnhaupt-le-Haut (*Vorderfeld*) et reversée en N en raison de sa fonction écologique pour la trame verte urbaine (prairies arborées, vergers…). Les pratiques agricoles actuelles sont donc préservées sur ces 3.6 ha et ne sont plus menacées par l'urbanisation à court ou long terme.

Cet évitement des zones agricoles dans l'avant vallée s'ajoute à :

- Celui de la partie Sud de la ZA de la Doller à Burnhaupt-le-Haut où 2.1 ha de zone AUu ont été reversée en A (voir chapitre précédent).
- Celui de la réserve foncière à long terme (zone AUu) de 14.5 ha bordant le plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas qui a été supprimée et reversée en zone agricole A.

Aussi, le PLUi approuvé définit désormais plus clairement les **STECAL** (5 secteurs), qui correspondent uniquement à des secteurs existants et représentent 1% de la surface de la CCVDS.

La version approuvée du PLUi se rapproche donc davantage des objectifs du PRAD.



L'extension urbaine projetée à court et long terme dans une vaste dent creuse de 3.6 ha à Burnhaupt-le-Haut (AUp et AUu du Vorderfeld) a été supprimée et reversée en zone naturelle N, et permet aux activités agricoles en place de se poursuivre.

5.3.10. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DES FORETS DES COLLECTIVITES (SRAFC)

Ce schéma dédié aux forêts (août 2009) énumère plusieurs orientations :

- Privilégier la régénération naturelle
- Privilégier les essences autochtones et raisonner la place des essences allochtones selon les enjeux
- Diversifier les peuplements
- Intégrer la biodiversité dans la gestion ordinaire (lisières, milieux associés, stades de grande maturité et sénescence) ;
- Préserver et restaurer les habitats prioritaires ou rares et protéger les espèces remarquables

- Préserver et valoriser les ressources en eau et les milieux aquatiques (ripisylves, zones humides, périmètres de captage…)
- Limiter la circulation des engins sur les sols forestiers
- Améliorer et organiser l'accueil du public dans l'espace
- Préserver les paysages et les richesses culturelles

> Le PLUi prend en compte ces orientations forestières par le biais du zonage établi. Ce dernier confère une protection de l'ensemble des espaces boisés des collectivités et les forêts des sites Natura 2000 en les classant en zone naturelle (N) ou naturelle inconstructible (Ni) doublée d'un surzonage au titre des Espaces Boisés Classés ou de l'article L.151-23 du CU.

La valorisation des ressources en eau et les milieux aquatiques, ainsi que la prise en compte de la biodiversité ordinaire passent par l'OAP « Paysage / Patrimoine » qui est développée dans le PLUi et par un surzonage de protection (EBC) ou de préservation (L.151-23) qui incite à renforcer les milieux arborés qui accompagnent le réseau hydrographique.

Points de discordance

La valorisation des ressources en eau et les milieux aquatiques est un peu fragilisée par le règlement qui n'exige qu'un retrait de 6m pour les constructions, installations et aménagements au bord des ruisseaux et fossés.

Le PLUi prévoit des zones de réouvertures agricoles et paysagères dans l'OAP Paysage/Patrimoine, sans que n'aient été évaluées la qualité des boisements concernés et leur valeur écologique.

Les dessertes forestières ne sont pas vraiment encadrées par le plan, alors que les impacts peuvent être potentiellement importants, notamment en termes d'effets cumulés (sols, eau, biodiversité, paysage…).

> Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le PLUi approuvé réduit la consommation d'espaces naturels et de terres agricoles déclassant 7.6 ha de zones AU (AUp/AUs) hors T0, ce qui représente une surface réelle de 10.7 ha.

- Dans la version du PLUi approuvé, l'emprise projetée de l'extension de la zone d'activité de l'*Allmend* à Masevaux a été largement réduite pour **préserver les forêts** humides d'intérêt écologique (présence très probable d'espèces protégées – Amphibiens, Oiseaux…). Seule la pointe Sud, moins concernée par les enjeux « zones humide » est conservée en AUu (réserve foncière à long terme).
- Aussi, les zones AU prévues en extension du T0 font l'objet de mesures compensatoires intégrées aux OAP, et qui correspondent le plus souvent à des actions de plantations (haies, bosquets, vergers…), contribuant à l'objectif de « préserver les paysages » du SRAFC.
- Le PLUi approuvé contribue également mieux à la préservation des **espèces protégées**, notamment l'Œnanthe à feuille de peucédans (> voir OAP n°13 à Lauw « Village côté Est ».
- Concernant les **milieux aquatiques**, les règles générales du Règlement écrit du PLUi approuvé (III.e) précisent désormais que « *Les milieux associés aux cours d'eau, identifiés sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23, sont protégés afin notamment de préserver leurs fonctionnalités et leurs rôles dépuration, de rétention et de stockage de l'eau, de stabilisation des berges, d'abri pour la biodiversité. Les constructions, les aménagements conduisant à l'imperméabilisation du sol, la suppression ou la réduction de la ripisylve, les installations susceptibles de perturber la dynamique latérale du cours d'eau et d'entraver la continuité latérale sont interdits. Des zones humides sont également associées aux cours d'eau, dans ce cas les règles ci-dessus s'appliquent* ».
- Par ailleurs, la **protection des zones humides** est renforcée dans le PLUi approuvé (> voir chapitre 5.3.2). La version approuvée du PLUi se rapproche donc davantage des objectifs du SRAFC.

5.3.11. PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (PDEDMA)

Ce plan a été valide par arrêté préfectoral le 25 septembre 1995 et révisé en mars 2003, notamment pour y intégrer les objectifs de valorisation des emballages, préciser la notion de « déchet ultime » et, plus généralement, actualiser la première version du plan. Les grands objectifs de ce plan sont :

- De prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets
- D'organiser le transport des déchets et de limiter en distance et en volume
- De valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie à partir des déchets
- D'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la sante publique des opérations de production et d'élimination des déchets, ainsi que sur les mesures destinées a en compenser les effets préjudiciables.

> La CCVDS dépend pour la collecte et l'élimination des déchets ménagers et assimilés du Syndicat Mixte Thann-Cernay (SMTC) et du SICTOM de la zone sous-vosgienne. La redevance incitative possède un objectif de réduction de la production de déchets à la source et d'augmentation du tri et du compostage individuel. De ce fait, la politique menée sur le territoire de la CCVDS s'inscrit dans les objectifs du plan départemental.

Points de discordance

Aucune disposition particulière n'est prévue dans les documents du PLUi (zonage, règlement ou OAP) pour la gestion des déchets. Les anciennes décharges, relevées dans l'Etat Initial de l'Environnement, ne sont pas reportées au règlement graphique.

5.3.12. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES

Le SRADDET, approuvé le 24 janvier 2020, regroupe et orchestre les enjeux et objectifs poursuivis par des schémas thématiques préexistants (SRADDT, SRCAE, SRCE, SRIT, SRI, PRPGD). Après avoir établi un diagnostic territorial du Grand Est, il énonce une stratégie régionale qui se décline en 30 objectifs, 30 règles générales, 26 mesures d'accompagnement, une carte synthétique et une liste d'indicateurs de suivi et d'évaluation.

Figure 13 : 30 objectifs du SRADDET du Grand Est



Le SRADDET indique notamment comme enjeu fort le changement climatique, notamment les émissions de gaz à effet de serre (GES), dont les conséquences auront des impacts majeurs sur nos sociétés : hausse des températures, diminution du nombre de jours de gel, recul des précipitations annuelles, assèchement des nappes phréatiques (étiage,) dépérissement de la végétation et perte de biodiversité… La gestion de la ressource en eau constitue un autre enjeu fort de planification avec un objectif de réduction de 20% des prélèvements d'eau d'ici à 2030. Un autre objectif du plan est de réhabiliter 100% du parc résidentiel en BBC d'ici 2050.

Ce schéma entend également valoriser les richesses naturelles, protéger et valoriser la nature, la fonctionnalité des milieux et des paysages, préserver et reconquérir la trame verte et bleue ou encore économiser le foncier agricole et forestier. Les principaux objectifs sont l'atteinte de 2% du territoire en espaces protégés d'ici 2030, avec 0 perte nette de surfaces en zones humides et en haies, la restauration de 3% des continuités écologiques/an et 100% des nouveaux aménagement en cohérence avec les continuités écologiques.

Aussi, l'énoncé de la règle n°16 du SRADDET définit, à l'échelle des SCoT (et donc des PLU), les conditions permettant de réduire la consommation du foncier naturel, agricole et forestier d'au moins 50% d'ici 2030 par rapport à la période de référence 2003-2012. Au-delà de l'échéance de 2030, il faudra tendre vers une réduction de 75% de la consommation foncière à horizon 2050 par rapport à la même période de référence. Les règles du futur SRADDET seront prescriptives et les SCoT - et par effet cascade les PLUI- devront ainsi être mis en compatibilité avec celles-ci.

> Les orientations du PLUi sont globalement conformes aux objectifs du SRADDET (cf. PADD).

La règle n°16 de sobriété foncière est appliquée, notamment dans la haute-vallée et l'optimisation du potentiel foncier mobilisable est bien mise en œuvre (règle n°17).

Le PLUi traduit bien la règle n°7 en déclinant et en complétant la trame verte et bleue régionale sur son territoire et en préservant les milieux agricoles ouverts, les forêts, les éléments arborés hors forêts (règle n°8) et les surfaces et fonctionnalités des zones humides (règle n°9).

Les règles relatives aux transports et aux mobilités (n°26 à 30) sont notamment déclinées dans le PADD.

Points de discordance

Certaines règles du SRADDET ne sont pas concrètement déclinées dans le PLUi, comme par exemple la règle n° 1 qui vise à anticiper les impacts du changement climatiques ou n° 2 qui vise à encourager la mise en place de performances environnementales et énergétiques renforcées.

La règle n°10 visant à réduire les pollutions diffuses est peu traitée dans le PLUi (problème des rejets de STEP).

La règle de sobriété foncière (n°16) est peu prise en compte dans l'avant-vallée avec de nombreuses zones AUp, AUs et AUu.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La réduction de la consommation foncière au profit des espaces naturels et agricoles, et notamment la suppression de la quasi-totalité des réserves foncières à vocation d'habitat et de tourisme va dans le sens des objectifs du SRADDET, notamment les règles n°16 et 17. Les règles de modération urbaines ont été revues avec une baisse de 20% par rapport à celle du SCoT et revues à un horizon 2030, de même que le calcul du CBS et du CPT.

Les problématiques d'assainissement sont en cours de régularisation (rhizosphère à Sentheim…).

Les possibilités de traitement et de requalification des friches industrielles, articulant les objectifs du SRADDET et du SRDEII, sont pour parties prises en compte (friche Super U à Masevaux…).

5.3.13. SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DU HAUT-RHIN

Ce schéma, approuvé en 2013, décrit les principaux axes de travail autour desquels s'est organisée la réflexion : gouvernance, aires de grands passages, aires d'accueil permanentes, sédentarisation, accompagnement social, scolarisation et accès aux soins pour la période 2013-2018.

Les sites qui accueillent les gens du voyage sur le ban de Sentheim (route de Soppe-le-Haut) depuis plusieurs années (sédentarisation) sont recensés dans le schéma (action 19 et annexe 2) au titre des « *sites de sédentarisation pour lesquels une solution de type « terrains familiaux » semble constituer une réponse adaptée pour au moins une famille, en combinaison avec d'autres réponses ne relevant pas du SDAGV (ex Habitats Adaptés)* ». Ce site est indiqué en Priorité 1.

Points de discordance

Les terrains concernés à Sentheim sont classés en A et Ai avec un surzonage Espaces Boisés Classés au PLUi arrêté, alors que la définition d'un STECAL ou d'une zone U aurait paru plus judicieuse pour assoir et sécuriser la vocation des lieux.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

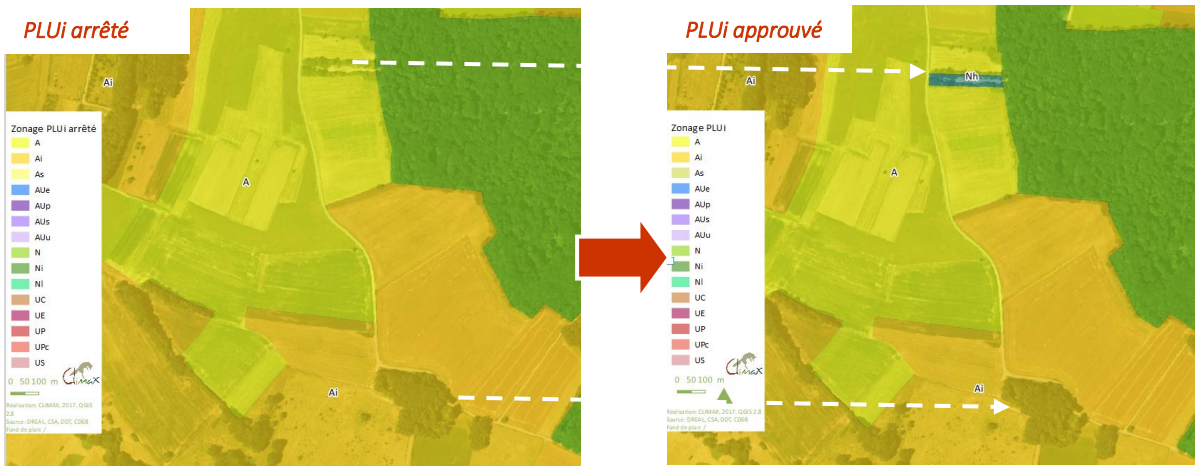
Les parcelles occupées par les gens du voyage à Sentheim sont mieux prises en considération dans le PLUi approuvé puisqu'elles sont désormais intégrées à un **STECAL** et délimitées en **zone Nh**.

Ce zonage dispose d'un règlement spécifique dédié aux « *campings, hébergements, habitats isolés, résidences légères/mobiles et aires gens du voyage* » avec les indications suivantes :

« - *Pas plus de 10 unités d'hébergement (Roulottes, habitats insolites, accueil, sanitaire, etc.) et un ratio de 20 m² d'emprise au sol par unité louée. Donc 10 unités pour 200m² au total* ».

Le PLUi approuvé répond donc mieux aux objectifs du Schéma Départemental d'Accueil des gens du voyage du Haut-Rhin.

Cependant, notons que l'autre secteur occupé par les gens du voyage dans un bosquet plus au Sud reste en zone Ai, inconstructible.



La parcelle de 0.3 ha, occupée par les gens du voyage sédentarisés en bordure de forêt au Sud de Sentheim, est désormais considérée comme un STECAL dans le PLUi approuvé et bénéficie d'un zonage spécifique Nh qui encadre mieux les règles d'urbanisme.

En revanche, le bosquet localisé au Sud, également occupé par des habitations de gens du voyage sédentarisés, n'est pas « régularisé » et reste en zone agricole inconstructible (Ai). Le bosquet est par ailleurs protégé par un surzonage en Espace Boisé Classé (EBC) qui limite les possibilités d'aménagement.

6. CHOIX RETENUS AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE PLUI

Ce chapitre analyse la prise en compte de l'environnement dans le zonage du PLUi arrêté, notamment dans les secteurs ouverts à l'urbanisation et aux activités économiques. La description relate les apports de l'évaluation environnementale dans les choix qui ont été retenus.

Sont également exposés les choix qui prennent en compte, de manière positive, l'environnement (évitement, préservation…).

Les modifications apportées au PLUi suite aux avis des PPA et à l'enquête publique afin d'améliorer le bilan environnemental sont ajoutées afin de retracer l'évolution du PLUi et de mettre en évidence les changements effectués.

6.1. EXPOSE DES CHOIX RETENUS AU TITRE DE L'ENVIRONNEMENT

Du PLUi arrêté…

Les choix exposés ici sont ceux opérés en amont du PLUi arrêté. D'autres choix ont été faits au titre de l'environnement de manière plus ponctuelle dans les OAP et le règlement en termes de mesures d'Evitement, de Réduction et de Compensation. Ces éléments sont rapportés dans le chapitre relatif aux mesures ERC.

L'élaboration du zonage a, dans un premier temps, été réalisée en « regard inversé », c'est-à-dire, en dessinant les zones d'extension urbaine sur la base des éléments structurants du territoire, notamment les zones de forts enjeux environnementaux : Réservoirs de Biodiversité et Corridors écologiques du SRCE, Natura 2000, Zones Humides du SAGE (et celle relevées dans le cadre de l'état initial de l'environnement), zone inondable de la Doller, ZNIEFF de type I, massifs forestiers, secteurs de forte valeur écologique ou paysagère d'intérêt local identifiés dans le cadre de l'état initial de l'environnement, terres agricoles d'intérêt agronomique, etc.

Cette démarche s'est donc basée sur une volonté première d'évitement.

Ainsi, les secteurs cumulant plusieurs enjeux (ex : zone inondable, ZNIEFF de type I et Zone Humide) ont le plus souvent été délimités en zones Ai ou Ni, de constructibilité très limitée.

Les secteurs présentant des enjeux moindres, et de portée non règlementaire (absence de zone humide), ont été laissés ouverts aux possibilités de constructions agricoles pour ne pas entraver le maintien ou le développement de cette activité.

En zone urbaine, il a été fait le choix de prioriser la densification et la mobilisation du parc de logements vacants avec une forte ambition visant à mobiliser 55% des besoins de logements dans les enveloppes urbaines existantes. Ces choix se sont notamment traduits par la définition de secteurs UP/US et AUp/AUs, distinguant les zones de développement principal et secondaire. Ce phasage est notamment traduit dans certaines OAP qui indiquent que « *l'ouverture à l'urbanisation de zones AUs est conditionnée à la réalisation préalable d'au moins la moitié des programmes de logement indiqués dans les OAP couvrant les zones AUp de la commune* ». Ce dispositif, s'il n'évite pas les incidences du plan sur l'environnement dans le temps du PLU, permet de réduire les impacts environnementaux, en préservant, dans un phasage spatio-temporel, certains espaces, notamment des prés-vergers périurbains.

Les extensions urbaines ont donc prioritairement été développées en répondant aux objectifs de densification ou d'extension en continuité des enveloppes urbaines existantes, mais aussi d'évitement

des secteurs supportant de fortes valeurs environnementales, d'intérêt local, intercommunal, régional ou européen.

Cependant, dans un second temps, si le zonage a globalement été maintenu dans cette enveloppe, le zonage du PLUi a été retravaillé pour répondre aux demandes de certaines communes, notamment dans l'avant vallée, avec des exigences d'extensions urbaines et projets de loisirs importants. Ainsi, les choix de zonage, portés davantage sur les aspects de développement urbain et d'économie, ont prévalu sur les enjeux de biodiversité ou de paysage. Le plan de zonage retenu entre donc parfois en contradiction avec les objectifs affichés au départ, comme l'illustrent quelques exemples suivants :

- La zone de loisirs AUu prévue aux abords de l'étang de Burnhaupt-le-Bas se situe dans un axe de corridor du SRCE et un espace d'intérêt paysager accueillant potentiellement des espèces protégées.
- Une zone AUp à Lauw se situe dans l'axe d'une perspective paysagère identifiée au SCOT.

Le règlement graphique intègre aussi des surzonages visant notamment à protéger le patrimoine arboré comme les vergers, boisements, bosquets, alignements d'arbres et arbres remarquables (au travers des articles L.113-1 et L.151-23) et le patrimoine bâti à protéger.

Des OAP thématiques ont été réalisées pour encadrer l'aménagement du territoire à une échelle plus globale : OAP Mobilités, OAP Paysage/Patrimoine et OAP Biodiversité/Trame Verte et Bleue qui exposent des orientations visant à préserver et mettre en valeur certains enjeux du territoire (trame verte, zones humides, vergers périurbains, patrimoine bâti) et le développement de l'intermodalité et des mobilités douces.

> La plupart des justifications du plan sont détaillées dans la partie 2 du Rapport de Présentation « Exposé et Justification du plan », notamment au chapitre D.

… au PLUi approuvé.

PLUi approuvé

Le PLUi approuvé est plus vertueux en matière de prise en compte des valeurs environnementales, notamment en apportant les modifications suivantes :

- L'emprise des réserves foncières à long terme est fortement revue à la baisse avec la suppression de la quasi-totalité des zones AUu résidentielles (soit 24 ha reversés en zones A et N). Pour ce qui est de l'économie, les réserves foncières sont passées de plus de 18 ha à 12 ha.
- La consommation foncière des zones AUp et AUs est également réduite, avec le déclassement de 7.6 ha de zones AU hors temps zéro (soit un déclassement de 10,7 hectares réels de zones AU en superficie).
- La compatibilité au SCOT est améliorée (ex : suppression de la zone AUu près de l'étang de Burnhaupt-le-Bas).
- Les risques font l'objet d'une OAP thématique spécifique « Risques et Santé » assortie de recommandations pour les constructions
- Les STECAL sont clarifiés avec 5 zones identifiées et correspondant uniquement à des zones déjà aménagées (domaine skiable, gens du voyage sédentarisés, fermes-auberges, équipements collectifs, abris de pêche…). Les zonages spécifiques AS, AG, NH, Ne et NL sont définis à cet effet dans le Règlement.
- Pour répondre au fort potentiel de développement en densification, les besoins fonciers par commune ont été revus à la baisse et les coefficients CBS et PLT ont été révisés

6.2. SECTEURS A URBANISER

Différentes étapes ont conduit à établir la liste des secteurs à urbaniser. Les motivations déterminantes au choix des sites AU ne nous sont pas toutes connues, les rédacteurs n'ayant participé qu'à certaines réunions ayant conduit aux secteurs retenus.

Les critères déterminants pour la sélection des zones AU ne sont pas toujours environnementaux mais ces derniers peuvent y contribuer.

Les choix ayant été motivés par certains critères environnementaux sont listés ci-dessous.

Les apports de l'évaluation environnementale ont consisté à :

- Identifier les valeurs en présence de sites pressentis à l'urbanisation (2016-2018) ;
- Revoir l'emprise de certaines zones AU, en raison de fortes valeurs environnementales ;
- Proposer des mesures (évitement, réduction) dans certains secteurs AU retenus.

Dans 4 secteurs sur 39, le maître d'ouvrage (ou les communes) a tenu compte d'aspects environnementaux dans la configuration de la zone AU.

Tableau 21 : Critères environnementaux dans les secteurs AUp/AUs

Commune	Zone	Surface (ha)	OAP	Prise en compte de l'environnement dans le PLUi arrêté	PLUi approuvé
Oberbruck	AUs	1,03	OAP n°22	Zones humides prises en compte dans l'OAP (évitement)	*OAP inchangée*
Lauw	AUp	0,89	OAP n°13	Remodelée cause zone humide et espèces remarquables	OAP précisant la nécessité de préserver la zone humide et les espèces protégées
Soppe-le-Bas	AUp	2,54	OAP n°27	Verger et bosquet retirés de la zone AU	*OAP inchangée*
Burnhaupt-le-Haut	AUu	14,55	-	Boisement évité à proximité de l'ancienne gravière	Zone AUu réduite de 1.2 ha reversés en zone agricole A

PLUi approuvé

Le PLUi approuvé est plus vertueux en matière de prise en compte des valeurs environnementales, notamment en apportant les modifications suivantes :

- L'emprise des réserves foncières à long terme est fortement revue à la baisse avec la suppression de la quasi-totalité des zones AUu résidentielles (soit 24 ha reversés en zones A et N). Pour ce qui est de l'économie, les réserves foncières sont passées de plus de 18 ha à 12 ha, avec notamment une réduction importante de la zone AUu de la ZI *Allmend* à Masevaux pour préserver une forêt humide avec présence fort probable d'espèces protégées (Amphibiens, Oiseaux).
- La consommation foncière des zones AUp et AUs est également réduite, avec le déclassement de 7.6 ha de zones AU hors temps zéro (soit un déclassement de 10,7 hectares réels de zones AU en superficie). On relève notamment la suppression de la zone AUp/AUs en dent creuse à Burnhaupt-le-Bas et de la zone AUs du *Collège* à Masevaux au profit de zones N qui permettent de conserver des prés-vergers. La suppression d'une zone AUs à Masevaux (Boulevard du Chemin de Fer) et la réduction d'une zone AU à Lauw (Village), reversées en zone agricole A pour préserver des zones humides notamment.

6.3. OAP SECTORIELLES ET THEMATIQUES

L'élaboration des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) a fait l'objet de d'ajustements successifs.

Deux types d'OAP sont réalisés :

- L'OAP sectorielle, obligatoire dans tous les secteurs à urbaniser immédiatement (AU) et qui peut concerner un secteur U ;
- Les OAP thématiques relatives à un thème transversal (paysage/patrimoine, trame verte et bleue/biodiversité). + Le PLUi approuvé comporte en outre une OAP thématique « Risques et Santé ».

6.3.1.1. OAP sectorielles

Dans le PLUi arrêté, 28 OAP sectorielles portent sur des extensions urbaines à court terme ou sur des opérations de renouvellement urbain (ex : OAP n°18).

Ces OAP, conçues essentiellement pour urbaniser les zones AU, peuvent comporter des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation.

Les OAP du PLUi arrêté intégrant des propositions environnementales sont notamment :

- L'OAP n°7 à Burnhaupt-le-Haut qui demande de compenser les arbres abattus par de nouvelles plantations équivalentes sur site ;
- L'OAP n°8 à Burnhaupt-le-Haut qui enjoint à la prise en compte de zones humides et de gestion des eaux ;
- L'OAP n°13 à Lauw avec évitement de zone humide et prise en compte d'une plante protégée ;
- L'OAP n°22 à Oberbruck, en termes d'évitement de zones humides, de recherches de compensation et de gestion des eaux superficielles. De même, l'OAP demande de remplacer les arbres du verger qui seraient abattus pour l'aménagement ;
- L'OAP n°27 à Soppe-le-Bas par la prise en compte d'une zone humide ;
- L'OAP n°28 à Wegscheid avec la prise en compte de la présence de zones humides, de recherches d'évitement, de réduction et de compensation et de gestion des eaux superficielles.

De nombreuses OAP recommandent de conserver, voire de renforcer, les éléments arborés existants et de les valoriser dans le cadre de l'aménagement.

Les zones d'extension urbaines ont été revues à la baisse suite à l'enquête publique et le PLUi approuvé ne comporte plus que 24 OAP sectorielles.

[Certaines zones AU supprimées, comme celle de Guewenheim centre, restent constructibles et passent du zonage AU en zone U, car inclues dans le T0 du SCOT].

> Les principales évolutions apportées aux OAP dans la version approuvée du PLUi sont reportées dans le tableau suivant (à l'exception des mesures compensatoires associées qui sont détaillées plus loin).

Tableau 22 : Aspects environnementaux dans les OAP sectorielles de la CCVDS

OAP	Surface	Zone / Secteur	Prise en compte de l'environnement dans l'aménagement (PLUi arrêté)	PLUi approuvé
BURNHAUPT-LE-BAS				
OAP n°1 *Village - Côté Ouest*	6.05 ha	UP AUp AUu Ni	Liaison piétonne avec des matériaux perméables (privilégier) Accès agricole à conserver Bandes boisées et arbres remarquables à préserver Espace vert de convivialité à créer	Précision sur la densité de logements dans la zone AUp
OAP n°2 *Centre village*	7.6 ha	AUp Aus	Arbre remarquable à préserver Au moins un espace vert de convivialité et cheminements piétons à compléter Transition paysagère entre nouvelles et anciennes constructions Boisement linéaire à préserver (AUs) : 3 accès piéton maximum à travers le boisement Phasage : AUs est conditionnée à la réalisation au préalable d'au moins la moitié des programmes de logements AUp de la commune	Précision sur la densité de logements dans la zone AUp
OAP n°3 *Baumgarten*	8.6 ha	UP US AUs AUp	Espace de gestion des eaux Arbres remarquables et historiques à préserver	Rappel sur l'aménagement de la zone AUu qui n'est urbanisable qu'avec modification du PLUi
OAP n°4 *Oberalchberg*	1.4 ha	US AUp	Transition paysagère à préserver entre nouvelles et anciennes constructions Préservation maximale des arbres et de la bande boisée Arbres remarquables et historiques à préserver, si possible dans un espace public	Précision sur la vocation mixte de la zone AUp
BURNHAUPT-LE-HAUT				
OAP n°5 *Petit Prince*	9.14 ha	A US AUp	Préserver les jardins privatifs et cœurs d'ilots paysagers Conserver l'enclave agricole ou la faire évoluer en parc semi-naturel ou parc agricole urbain, en installant des jardins familiaux ou partagés Mettre en valeur le patrimoine arboré et la rupture de pente entre les terrasses topographiques	/
OAP n°6 *Pont d'Aspach*	3.39 ha	AUp	Préserver et améliorer la bande verte arbustive paysagère Planter des arbres fruitiers et/ou des essences locales pour dessiner un nouvel ilot en son cœur Cheminements piétons vers aire de covoiturage	Rappel et précision sur la vocation tertiaire, économique et touristique de la zone UEt
OAP n°7 *Vorderfeld*	9.08 ha	US AUs AUu	Planter, en limite, une bande boisée en remplacement des arbres coupés pour les besoins de l'aménagement, avec au moins 2 rangées d'arbres en largeur et une strate arbustive Préserver le boisement existant et l'aménager pour un espace de jeux ou de repos Préserver les arbres remarquables Phasage : AUs est conditionnée à la réalisation au préalable d'au moins la moitié des programmes de logements AUp de la commune	⊘ ***OAP supprimée suite à l'enquête publique*** ***Zone AUs et AUp reversées en zone naturelle N***

OAP n°8 *Zone de la Briqueterie*	25.1 ha	UE AUe AUu	Noues pour le stockage des eaux de ruissellement , complétée éventuellement par des bassins paysagers pour garantir le débit de fuite vers l'exutoire L'espace de la nouvelle voirie devra intégrer une noue paysagère de 5,50 m de large, engazonnée, agrémentée de poches de plantation de vivaces et graminées, d'un arbre ou d'un bosquet composé de sujets en cépée tous les 100 m² au moins, et composée de bassins en cascade permettant d'assurer la rétention des eaux de ruissellement de la voirie, de favoriser l'infiltration et de respecter le débit de fuite règlementaire en restitution Chemin rural permettant de relier l'espace agricole et au-delà de la forêt de Soppe-le-Bas Cheminements piétons et cycles Phasage : AUu est conditionnée par la densification préalable (lors d'une première phase) de l'actuelle zone AUe de la Briqueterie	Précisions sur la largeur des voiries, les cheminements doux et les merlons de la RD483
DOLLEREN				
OAP n°9 *Centre village*	3.85 ha	N UP Ai	Itinéraire cyclable Préserver de part et d'autre de la Doller une large lisière non bâtie et replanter une ripisylve en rive droite, là où elle est absente Préserver les jardins privatifs et cours d'ilots paysagers existants Transition paysagère avec l'espace agricole Préserver les accès agricoles à l'arrière des constructions nouvelles	/
GUEWENHEIM				
OAP n°10 *Sous le centre – Côté Est*	1.53 ha	UP US AUp	Préserver de part et d'autre des nouvelles voies créées et à l'arrière des nouvelles constructions des jardins privatifs pour constituer des nouveaux cœurs d'îlot paysagers. Maintenir à l'intérieur l'ouverture des vues et du paysage (clôtures non opaques) Préserver le plus possible la végétation arborée existante	⊘ ***OAP supprimée suite à l'enquête publique*** ***Zone AUp reversée en zone agricole A***
OAP n°11 *Quartier du Stade*	1.84 ha	AUs	Border les bandes arbustives et arborées existantes et de les intégrer à l'aménagement de l'espace public Assurer la transition paysagère avec l'espace agricole par une lisière d'arbres et arbustes d'essences locales ou grâce aux jardins privatifs En limite ouest déjà urbanisée et à l'arrière des nouvelles constructions, préserver une bande non bâtie de jardins privatifs pour créer un ensemble paysager et jardiné plus vaste en cœur d'îlot (clôtures non opaques)	**Réduction importante de la zone à urbaniser avec transfert de la zone AUs Nord à la zone agricole A (1.5 ha).** Précisions sur le nombre de logements à construire, l'organisation des dessertes et les transitions paysagères avec l'espace agricole adjacent
LAUW				
OAP n°12 *Centre village*	2.99 ha	N UP AUp	Préserver à l'arrière des constructions des jardins privatifs pour constituer de petits cœurs d'îlot paysagers Maintenir l'ouverture des vues et du paysage Préserver le plus possible la végétation arborée existante Préserver au nord du chemin de la Cité la lisière boisée, la compléter là où elle est absente, l'éclaircir là où elle est trop dense	/

OAP n°13 *Village côté Est*	4.48 ha	Ai US AUp AUs	Préserver la zone humide et améliorer si possible ses fonctions Préserver les stations d'une espèce protégée en lien avec cette zone humide Préserver à l'arrière des constructions des jardins privatifs pour constituer de petits cœurs d'îlot paysagers et y préserver le plus possible la végétation arborée existante Phasage : L'ouverture à l'urbanisation de la zone AUs est conditionnée par la réalisation préalable d'au moins la moitié des programmes de logements indiqués dans la présente zone AUp partie est	**Réduction importante de la zone à urbaniser avec suppression de la zone AUs à l'Ouest** (reversée en zone agricole A). Le phasage est supprimé. La zone AUp à l'Est est conservée mais transformée en AUs afin d'améliorer la cohérence en matière de règles d'urbanisme avec la zone Us proche. Précisions sur les dessertes et stationnements. Rappel de la nécessité de préserver la station d'Œnanthe à feuilles de peucédan (espèce protégée).
LE HAUT SOULTZBACH				
OAP n°14 *Centre village*	5.71 ha	UP AUp	Inscrire les terrains de sport existants dans un vaste cœur d'îlot ouvert Desserte piétonne depuis les différentes rues adjacentes Préserver une large bande non bâtie plantée ou jardinée le long des cheminements piétons ainsi que des espaces de respiration paysagère et de biodiversité au cœur des îlots délimités par le nouveau maillage	/
MASEVAUX				
OAP n°15 *Au pied de Stoecken*	5.79 ha	N US AUp	Alternance de bandes bâties et de bandes paysagères de jardins et vergers préservant la végétation arborée existante Phasage : phase 1 et phase 2 / tranche1 et tranche 2	/
OAP n°16 *Sous le stade*	3.25 ha	US AUp	Préserver le couvert arboré du chemin agricole à l'Est comme limite et transition paysagère entre espace urbanisé et espace agricole Tirer profit au mieux des vues sur la ville et de l'ensoleillement Préserver en chaque cœur d'îlot une bande de jardins privatifs conservant la végétation arborée existante Arbres remarquables et historiques à préserver Connexions cheminements piétons	/
OAP n°17 *Allée des Dames*	1.24 ha	A UP AUp	Préserver à l'arrière des constructions des jardins pour constituer de petits cœurs d'îlot paysagers Préserver le plus possible la végétation arborée existante Préserver les boisements existants Préserver les arbres remarquables	/
OAP n°18 *Par-delà le Fossé des veaux - Super U*	4.04 ha	UC UP UE	Prévoir au nord du site, une transition paysagère avec le bâti pavillonnaire existant en créant un espace paysager autour de la remise à ciel ouvert du cours d'eau existant, accompagné d'une liaison piétonne Gestion intégrée des eaux de pluie du projet (ex de noues de récupération) Renforcer la trame verte intra urbaine Vues et vis-à-vis à ménager Planter des alignements d'arbres en limite et préserver les arbres remarquables	Précisions sur la densité de logements à produire Indication de la nécessité de réhabiliter les sheds existants

OAP n°19 *Boulevard du chemin de Fer*	9.07 ha	A UP US AUs	Récupération des eaux de ruissellement (noue) Secteur boisé et prairial en pente à préserver Préservation des arbres existants par intégration dans le projet Plantation d'un alignement Efficacité énergétique : Pièces principales et espaces extérieurs privatifs orientés préférentiellement sud et ouest	⊘ *OAP supprimée suite à l'enquête publique* *Zone AUs reversée en zone agricole A*
OAP n°20 *Collège*	2.21 ha	Ai US AUs	Préserver ou replanter au maximum le verger existant et la végétation arborée existante dans le cadre du programme de construction Marquer la transition paysagère entre le nouveau quartier et l'espace agricole Préserver les arbres remarquables Garder une ceinture paysagère entre le nouveau quartier et la rue de Paul Burgy Créer des cheminements piétons permettant l'accès aux équipements à proximité	⊘ *OAP supprimée suite à l'enquête publique* *Zone AUs reversée en zone agricole inconstructible Ai.* *Les prés-vergers sont désormais protégés par un surzonage au titre de l'art. L.151-23 du CU.*
NIEDERBRUCK				
OAP n°21 *Centre village*	3.69 ha	N A UP AUp	Préserver une lisière non bâtie le long de la Doller dégageant visuellement la ripisylve Préserver un espace planté non bâti au cœur de l'îlot Préserver un passage pour la desserte agricole des prés de fauche situés à l'arrière des nouvelles constructions Préserver les arbres et cordons boisés existants et les compléter par de larges bandes plantées ou jardinées assurant la transition paysagère avec les espaces agricoles	/
OBERBRUCK				
OAP n°22 *Village haut*		US	Les zones humides seront préservées En cas d'impossibilité, même partielle, l'impact global du projet sur le caractère humide des terrains sera réduit en majorant les Coefficients de Biotope (et les surface en pleine terre (pour l'ensemble des parcelles Le CBS devra être de 50 %% (au lieu de 40 au règlement) et le PLT de 40 %% (au lieu de 20 au règlement) Cette mesure n'exclue pas la nécessité d'une compensation (se reporter à l'évaluation environnementale du PLUi) Collecte des eaux pluviales de chaussée à ciel ouvert en direction du Seebach Intégration paysagère des aménagements, le long des courbes de niveaux Conserver les vues sur le village depuis la rue de Buhl et sur la ripisylve du ruisseau à l'arrière des parcelles (jardins) Préserver les arbres existants (notamment de verger) en les intégrants dans le projet, ou les remplacer	/
RIMBACH-PRES-MASEVAUX				
OAP n°23 *Centre village haut*	7.01 ha	N Ai UP	Le long de l'Erlenmattbaechle au nord et le long du Seebach à l'est, préserver une lisière non bâtie dégageant visuellement la ripisylve des ruisseaux Préserver à l'arrière et entre les hameaux une trame verte agricole intra villageoise Cheminements doux piétons pour relier les hameaux dans la trame verte	/

SENTHEIM				
OAP n°24 *Quartier gare*	3.74 ha	US AUs	Préserver une bande non bâtie de jardins privatifs en cœur d'îlot Intégrer la piste cyclable et son cordon boisé existant Conserver et conforter le cordon arbustif existant au Sud-Est pour la transition paysagère entre la fin de l'urbanisation et l'espace agricole Préserver la zone humide au sud Phasage : L'ouverture à l'urbanisation de la zone AUs objet de la présente OAP est conditionnée par la réalisation préalable d'au moins la moitié du programme de logements indiqué dans l'OAP couvrant la zone AUp de la commune	Précisions sur la densité de logements à construire et l'organisation des dessertes.
OAP n°25 *Centre village*	3.6 ha	AUp	Accompagnement végétal arboré de la voie Talus végétalisé à préserver, boisement correspondant à des « haies et alignements remarquables » Vue et vis à vis à ménager Efficacité énergétique : Pièces principales et espaces extérieurs privatifs orientés préférentiellement sud et ouest (apport solaire passif)	/
SEWEN				
OAP n°26 *Centre village*	1.31 ha	N A UP AUp	Préserver à l'arrière des jardins privatifs et un vaste cœur d'îlot paysager Cheminement piéton Assurer la transition paysagère avec l'espace agricole par une large bande plantée Préserver la lisière boisée de la butte rocheuse qui marque l'entrée Préserver juste après un accès confortable aux terres agricoles situées à l'arrière	
SOPPE-LE-BAS				
OAP n°27 *Centre village*	10.3 ha	N Up AUp	Assurer la transition paysagère entre les habitations et les équipements en créant un espace vert ludique Au nord, entre les habitations de la rue Principale et le nouveau quartier, conserver un vaste cœur d'îlot ouvert avec les vergers, bosquets et jardins existants Intégrer un dispositif d'écoulement, d'évacuation et de récupération des eaux de ruissellement de la rue de Bretten jusqu'à l'espace vert creux en combinant ses fonctions de lutte contre les inondations avec des fonctions paysagères, écologiques et récréatives Privilégier les techniques dites alternatives pour gérer leurs eaux pluviales pour laminer les débits de pointes, et réduire les volumes ruisselés sur la base de trois principes le stockage : infiltration, réduction et imperméabilisation	/
WEGSCHEID				
OAP n°28 *Wegscheid*	0.99 ha		Préserver la ripisylve accompagnant le ruisseau au Nord (Zone Humide prioritaire du SAGE). L'impact global du projet sur le fonctionnement hydraulique de ces terrains situés dans un vallon, sera réduit en majorant les Coefficients de Biotope (CBS) et les surface en pleine terre (PLT) à l'échelle de chaque parcelle aménagée. Le CBS devra être de 50% (au lieu de 40% au règlement) et le PLT de 40% (au lieu de 20% au règlement) Assurer une bonne intégration paysagère en Implantant les constructions le long des courbes de niveau Assurer un recul des constructions principales de 30 m par rapport à la limite de la forêt au sud	Précision sur la vocation touristique et hôtelière du site. Adaptation et majoration du CBS et PLT au regard des impacts du projet sur le fonctionnement hydraulique du vallon (zones humides).

6.3.1.2. OAP thématiques

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) permettent d'introduire des éléments qualitatifs pour faciliter la mise en œuvre de projets urbains intégrant des thèmes transversaux comme les mobilités ou le paysage.
Une OAP thématique permet d'édicter des principes applicables sur l'ensemble du territoire, à l'ensemble des autorisations d'urbanisme et permet à la collectivité définir et de mettre en valeur une stratégie globale de mise en œuvre de politiques transversales sur le territoire.
Ces OAP thématiques invitent le maître d'ouvrage à une plus grande prise en compte de l'environnement sur les domaines des transports, du paysage (patrimoine) et de la biodiversité.

Trois OAP thématiques qui portent sur des valeurs environnementales ont été élaborées dans le cadre du PLUi arrêté :

- L'OAP Mobilités
- L'OAP Paysage/Patrimoine
- L'OAP Trame verte et bleue / Biodiversité.
- Le PLUi approuvé a été complété avec une OAP thématique « Risques et Santé ».

Les OAP thématiques permettent de garantir le refus d'un projet qui irait à l'encontre des orientations définies. Le règlement ne constitue donc pas le seul outil susceptible de prendre en compte la trame verte et bleue d'une intercommunalité et l'OAP représente, dans certains contextes, un complément intéressant au règlement écrit. Le choix d'intégrer un élément au sein des OAP thématiques ou du règlement dépend de sa précision et de la valeur que l'on souhaite lui conférer. L'objet des OAP thématiques est de permettre à la collectivité de formuler des dispositions qui ne peuvent être réglementaires.
Les OAP thématiques du PLUi de la CCVDS se veulent relativement ambitieuses en déclinent de nombreuses orientations visant par exemple :

- À garantir la qualité de l'environnement et du paysage dans la CCVDS, notamment en préconisant de préserver les espaces périvillageois de qualité paysagère (vergers) en incitant à replanter les milieux éventuellement détruits par la création de milieux équivalents, en surface et en linéaire.
- A préserver les zones humides cartographiées dans l'OAP en préconisant de ne pas urbaniser ces milieux (ou à défaut, en compensant les incidences), ni à les remblayer et en réduisant l'imperméabilisation des sols.

Cependant, ces dispositifs ne constituent pas de forts engagements (comme le ferait un règlement) et formulent essentiellement des orientations/préconisations. Par exemple, l'OAP Trame verte et bleue/Biodiversité du PLUi arrêté ne planifie pas les terrains susceptibles d'accueillir des vergers en compensation de vergers détruits, ou ne prescrit pas de largeur minimale pour le renforcement de corridors écologiques. Des préconisations sur les modes de gestion et/ou les dates d'entretien de la végétation pourraient être ajoutées pour mieux prendre en compte les enjeux de biodiversité, et une traduction graphique ou règlementaire de certains éléments pourrait utilement compléter le dispositif.

Les éléments arborés existants dans l'avant vallée pourraient être mieux pris en compte à travers des actions plus concrètes (ex : Emplacements Réservés) visant à restaurer la trame verte.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé
L'OAP thématique « Paysage et Biodiversité » (ou « trame verte et bleue ») a été amendée dans le PLUi approuvé. Y figurent désormais les parcelles de compensations associées à l'urbanisation des zones AU (OAP).
Des préconisations ont été ajoutées sur les modalités de plantations (types d'essences, densité…), de gestion de ces mesures compensatoires (essentiellement des plantations de haies, bosquets et vergers).
La protection des ligneux est également améliorée avec davantage de ligneux protégés par un zonage EBC ou L.151-23.

6.4. ELEMENTS DU PATRIMOINE NATUREL ET ESPACES BOISES CLASSES

Les surzonages couvrent des superficies importantes et permettent une bonne traduction graphique de l'OAP thématique Trame verte / Biodiversité du PLUi arrêté.

La plupart des massifs forestiers, des bosquets et des ripisylves sont protégés par un surzonage au titre des Espaces Boisés Classés (L.113-1 du CU) : ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre sa conservation, la protection ou la création de boisements.

Un autre surzonage, plus flexible, au titre de l'article L.151-23 du CU (éléments du paysage à protéger) a été largement délimité sur les petits éléments ligneux (haies, fossés…) et sur les vergers périurbains et intra-urbains, parcs arborés et jardins qui participent à la trame verte.

Ce surzonage, majoritairement décliné sur des zones N et A, peut parfois se trouver au sein de zones U ou AU, y compris avec quelques constructions existantes. Ce dispositif n'interdit pas les abattages ou les constructions/extensions, mais vise à préserver une trame arborée dans le tissu urbain et périurbain en demandant une autorisation préalable pour abattre et, en cas d'abattage (autorisé ou non), de replanter au moins la même quantité d'arbres que ceux abattus sur le site. Il est donc possible de déplacer les arbres et sans forcément les remettre au même endroit : par exemple abattre des arbres fruitiers en fond de parcelle pour construire une maison en 2ème rang et prévoir dans le permis la plantation d'arbres fruitiers dans le jardin de la maison ou en limite de parcelle pour moins gêner. L'OAP Trame Verte et bleue/Biodiversité préconise de privilégier les essences locales et champêtres en proposant une liste indicative.

Les arbres remarquables sont également mentionnés au règlement graphique.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La protection des boisements a été complété dans le PLUi approuvé avec davantage de surfaces protégées par un zonage EBC ou L.151-23.

C'est notamment le cas des parcelles dédiées aux mesures compensatoires des zones à urbaniser, mais pas uniquement.

Le Règlement écrit précise désormais que « *les arbres remarquables identifiés et localisés sur les documents graphiques sont à conserver* » (II.3.c), avec indication de la nécessité de « *compenser sur site en cas de chute naturelle ou abattage nécessaire* ».

De même (II.3.a.), pour les ligneux et milieux arborés concernés par un surzonage au titre de l'art. L151-23 du CU, le règlement écrit du PLUi approuvé précise l'obligation de « *replanter en compensation sur site au moins autant de sujets* » que ceux abattus par nécessité ou tombés naturellement. En cas d'abattage, une demande d'autorisation préalable doit être réalisée.

Toutefois, la protection des ligneux (vergers) dans les dents creuses urbanisables (T0) à Guewenheim a été supprimée suite aux nombreuses demandes de riverains durant l'enquête publique, ce surzonage empêchant la possibilité de densification urbaine.

Concernant le patrimoine bâti, les constructions remarquables reportées au Règlement graphique ont été complétée avec les bâtiments de la base Mérimée et d'autres constructions du patrimoine industriel. Un règlement écrit spécifique permet leur préservation. Une annexe architecturale a en outre été ajoutée en annexe du Règlement écrit.

7. EVALUATION DES EFFETS NEGATIFS DU PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce chapitre vise à décrire et évaluer les effets négatifs du PLUi arrêté sur l'environnement, notamment dans les secteurs prévus d'être ouverts à l'urbanisation et aux activités économiques.

Ils sont également évalués à partir du zonage et des règles qui régissent les différentes zones du projet de PLUi arrêté, particulièrement là où des enjeux ont été identifiés dans le diagnostic de l'environnement.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé
Les principales modifications apportées au PLUi approuvé sont indiquées pour rappel dans le texte. Il s'agit de mesures d'évitement et de réduction qui conduisent à une meilleure intégration des enjeux environnementaux suite aux avis des PPA et à l'enquête publique.

7.1. ORIGINE DES EFFETS NEGATIFS SUR L'ENVIRONNEMENT

La consommation d'espace porte principalement sur des parcelles à la périphérie et au contact des secteurs urbains existants. Le deuxième mode d'urbanisation est l'aménagement des dents creuses mais des formes intermédiaires existent aussi.

Secteurs à urbaniser (AU)	Urbanisation dense d'espaces naturels ou agricoles
Secteur urbanisés (U)	Poursuite de l'urbanisation de parcelles
Emplacements réservés (ER)	Certains projets d'infrastructures sont synonymes d'impacts lourds (TGV)
Zonage	Certains zonages permettent l'urbanisation diffuse pour l'agriculture et le tourisme

7.2. EFFETS DU SUR LES THEMES DE L'ENVIRONNEMENT

7.2.1. EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET LES RESSOURCES (AIR, EAU, SOLS)

7.2.1.1. Sols

Les effets sur les sols découlent principalement de l'urbanisation. La perte de sols est synonyme d'altérations de compartiments physiques, biologiques et humains :

- Augmentation du ruissellement (nappe moins bien alimentée, concentration des eaux dans le réseau hydrographique, risques accrus de pollution des eaux
- Assèchement et réchauffement du climat local et réduction du stockage de carbone
- Perte de végétations naturelles et cultivées ; destruction de la faune du sol
- Pertes de superficies pour l'agriculture

En ouvrant 91.7 ha de superficies à l'urbanisme (PLUi arrêté), on peut estimer à 30-40% de sols non imperméabilisés (espaces verts privatifs), soit une perte sèche d'environ 60 ha, auxquels s'ajoutent les Emplacements Réservés, les extensions du bâti existant, la densification des dents creuses urbaines, les extensions dans les STECAL et les éventuelles sorties d'exploitations agricoles.

La préservation des sols est cependant limitée par le règlement, avec la mise en place d'un Coefficient de Biotope par Surface (CBS) qui oblige à laisser une part de sols filtrants sur les parcelles urbanisées. Le règlement oblige également à infiltrer ou collecter les eaux pluviales de toitures à la parcelle et, pour les nouveaux aménagements de voiries, à traiter et gérer les eaux pluviales via des dispositifs d'infiltration à ciel ouvert de type noues, fossés ou espaces verts creux adaptés à l'opération et au terrain et combinant la lutte contre les inondations avec d'autres fonctions, paysagères, écologiques ou récréatives.

Le règlement ne propose cependant pas de types de revêtements perméables, notamment pour les aires de stationnement souvent à fort taux d'imperméabilisation des sols.

Les sols seront en grande partie imperméabilisés (effets sur le cycle de l'eau et la réverbération de la chaleur) et la pédogenèse sera stoppée.

La surface de sols potentiellement impactés par le projet de PLUi arrêté est estimée à environ 70 ha pour des aménagements. Même si la totalité de cette superficie ne sera pas imperméabilisée, il s'agit d'un impact négatif assez important.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé.

Au final, le PLUi approuvé prévoir la consommation foncière maximale de 125 ha sur la période 2016-2030. En effet, initialement, la CCVDS pensait réaliser un meilleur phasage des zones AUp et AUs. Cependant, après étude, la CCVDS a fait le choix de **déclasser les superficies excédentaires aux besoins bruts identifiés selon les critères environnementaux (ERC) et foncier.**

On relève notamment les modifications suivantes :

- Déclassement de 7.6 ha de zones AU hors T0 équivalent à 10.7 ha réels en superficie.
- 26,2 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'arrêt = 18,6 hectares hors temps 0 en zones AUP/AUS à l'approbation
- Suppression de la quasi-totalité des zones AUu en réserves foncières, soit environ 24 ha reclassés en zones A ou N.
- Clarification des STECAL avec déclinaison de 5 secteurs aux règles spécifiques qui s'appliquent à des secteurs déjà aménagés et ne créent donc pas de nouvelles constructions (mitage), ce qui limite également l'imperméabilisation des sols hors zones urbaines :
  - Zone As – Domaine skiable : extension mesurée des bâtiments existants dans une surface réduite – 2 sites concernés (le reste du domaine skiable étant désigné en zone agricole inconstructible Ai pour permettre l'exploitation du domaine skiable sans compromettre l'activité agricole).
  - Zone Ag - Gîtes, refuges, fermes-auberges… (21 ha) : extension mesurée (+30% dans la limite de 500 m² total d'emprise au sol) ; 12 sites concernés
  - Zone Nh – Camping, habitat isolé, aire de gens du voyage... (19 ha) max. 1 unités d'hébergement/site pour 200m² d'emprise au sol total. 9 sites existants concernés.
  - Zone Ne – Services publics ou d'intérêt collectif : cimetière, aire de jeux, station d'épuration, terrain de foot… (25 ha) : 1 équipement/site avec emprise au sol < 20m² ; 13 sites concernés hors loi Montagne ou discontinuité.
  - Zone Nl – Abris de pêche (37 ha dont 31 ha au plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas) : extension mesurée des abris existants pour une emprise au sol totale max. de 20 m² (pas de nouvelles constructions) ; 8 sites concernés hors Loi Montagne ou discontinuité. Les abris de chasse ne sont plus concernés par cette possibilité d'extension.

Ces modifications contribuent à réduire les incidences de l'urbanisation sur les sols à court et long terme.

7.2.1.2. Eau

Le cycle de l'eau sera affecté à hauteur des imperméabilisations évoquées plus haut et de la perte des végétations, particulièrement les prairies permanentes et les ligneux.

La nappe phréatique subit des dégradations d'origines diverses. Outre les pollutions d'origine agricole (dont le PLUi ne dispose pas d'outils règlementaires permettant de les limiter), l'aquifère est soumis aux pollutions diffuses liées au trafic et aux pollutions indirectes de la population (médicaments, plastiques…).

Concernant l'eau potable, l'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire de la CCVDS augmentera la consommation en conséquence. Ces consommations, auxquelles s'ajoutent celles des industries et de l'agriculture (irrigation), ne devraient cependant pas altérer significativement la capacité de la ressource en eau.

Les secteurs les plus sensibles à la disponibilité de la ressource se situent dans la haute-vallée. Si le PADD se fixe comme objectif de fournir aux exploitations agricoles d'élevage de montagne une ressource en eau continu, aucun dispositif spécifique n'est prévu pour y répondre, en imposant par exemple des installations de récupération d'eaux de pluie. Les sécheresses estivales successives limitent pourtant de plus en plus cette ressource, ce qui pèse sur l'agriculture de montagne.

L'ouverture à l'urbanisation de 92 ha de terrains (+ Emplacements Réservés, dents creuses urbaines…) – PLUi arrêté - va entrainer une imperméabilisation des sols empêchant l'infiltration naturelle et entrainant des ruissellements d'eaux pluviales dans le réseau, avec entraînement potentiel de pollutions liées au lessivage. La question du traitement, de la gestion et du rejet des eaux pluviales de ces zones doit être réalisée et suivi de manière rigoureuse pour éviter tout risque de pollution de la nappe, tout en favorisant sa recharge de manière naturelle.

Les captages d'eau potable, délimités pour la plupart en A, AI, N ou Ni, ne semblent pas menacés par des projets d'aménagement à court ou moyen terme.

La possibilité de construction de piscines peut conduire à une augmentation de la consommation en eau, particulièrement en été lorsque la ressource est sensible.

Une attention devra être portée aux périodes de sécheresse estivale où la ressource est limitée, sachant que les épisodes de canicules vont augmenter et devenir plus intenses et précoces avec le réchauffement climatique. Ce phénomène aura pour conséquences de réduire la recharge de la nappe et d'augmenter la consommation en période d'étiage, entraînant potentiellement un cercle vicieux avec des effets importants sur la santé humaine et sur l'environnement. C'est alors la consommation de la ressource sur l'ensemble du bassin-versant qui doit être regardée.

Quelques zones humides sont menacées. Ces aspects sont discutés plus loin.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé par rapport au PLUi arrêté (-30% pour l'habitat avec une réduction de 20% de la modération foncière observée ces 10 dernières années) : les destructions de milieux naturels et de zones humides, le ruissellement induit, la consommation d'eau et la production d'eaux usées seront donc plus réduites qu'initialement projeté.

Une OAP thématique « Risques et Santé » est ajoutée au PLUi approuvé, informant sur les risques de ruissellement/inondation et indiquant des prescriptions pour les éventuelles constructions.

Les zones humides sont mieux protégées (> voir plus loin).

Ainsi, si les incidences du PLUi ne sont pas annulées, elles sont réduites avec le projet approuvé.

7.2.1.3. Air

La qualité de l'air est essentiellement menacée par l'accroissement :

- des transports induits par l'augmentation de la population et l'extension des zones d'activités (trafic domicile-travail et autres activités induit)
- du chauffage urbain
- du chauffage et des émissions de certaines implantations industrielles.

La consommation des espaces arborés péri villageois affectent également la qualité de l'air et du climat locaux.

Le PLUi arrêté n'apporte pas de règlementation supplémentaire par rapport aux textes existants pour limiter ou réduire les risques de pollutions atmosphériques lors de la construction ou de la rénovation de logements. Il permet cependant – sans y obliger - les constructions peu énergivores et de haute qualité environnementale. La règlementation RE 2020, issue du Grenelle 2 et applicable dès 2020, va cependant conduire à des constructions moins émettrices et plus économes en énergie (type maisons passives, BEPOS).

L'accueil de nouveaux habitants, avec en moyenne 2 véhicules par ménage, va générer une augmentation du trafic local et des migrations quotidiennes domicile-travail, et donc des polluants atmosphériques (CO_2, CO, NOx, Benzène, particules…), malgré la déclinaison d'une OAP mobilités qui prévoit de développer les intermodalités, les cheminements piétons et cyclables ou encore le développement du fret ferroviaire.

L'agriculture est également une source émettrice de polluants atmosphériques. Le PLUi ne constitue cependant pas un outil règlementaire permettant de limiter les polluants atmosphériques issus de l'agriculture intensive.

A noter également que le projet de PLUi n'entrave pas les projets d'énergies renouvelables, mais les encadre en posant des conditions d'aménagement. Ces projets peuvent contribuer à réduire les émissions de polluants issues des énergies carbonées avec le développement des énergies renouvelables moins polluantes.

En outre, le PLUi protège assez bien son patrimoine arboré, qui participe à la régulation de la qualité de l'air au niveau locale, en protégeant les massifs forestiers et les bosquets au titre des Espaces Boisés Classés (L.113-1 du CU) et les vergers, haies, alignements d'arbres, etc. au titre des éléments de paysage à protéger (L.151-23 du CU). Ce dispositif prévoit notamment, à travers le règlement, de soumettre les abattages d'arbres à autorisation préalable et à replanter un nombre équivalent d'arbres à proximité.

Il est délicat de quantifier les incidences du projet de PLUi sur la qualité de l'air à ce stade.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé par rapport au PLUi arrêté : les émissions de gaz à effets de serre et pollution sont donc réduites d'autant avec le nouveau projet.

Les incidences restent conséquentes sans qu'une quantification ne puisse être réalisée à ce stade.

Le PLUi approuvé présente en outre des mesures compensatoires consistant en des plantations (haies, vergers, bosquets…) pour chaque zone AU envisagée, ce qui tend également à limiter les incidences sur le bilan carbone et GES du projet.

Ces mesures contribueront à absorber une partie des effets de l'urbanisation sur la qualité de l'air sur le territoire de la CCVDS.

7.2.2. EFFETS SUR LA BIODIVERSITE

Les espaces urbains produisent des effets qui débordent de leurs limites et peuvent affecter la biodiversité dans l'environnement des espaces urbains / à urbaniser :

- La circulation des habitants : le déplacement des personnes autour de leur quartier peut se traduire par l'abandon de déchets, le piétinement de la végétation ou des cueillettes contribuant à la rudéralisation des milieux
- L'éclairage nocturne : l'éclairage nocturne perturbe la faune sauvage et induit une surmotalité d'insectes notamment par surprédation (chauves-souris) ou épuisement. Il peut également maintenir en activité des espèces diurnes, attirer certaines espèces ou au contraire, en éloigner d'autres plus technophobes comme le Chat forestier.
- Les animaux domestiques (chats et chiens), sont des prédateurs, dont l'impact sur la petite faune locale (reptiles, oiseaux et petits mammifères notamment) est très important
- Les odeurs : les odeurs de nourriture attirent, celles du chien repoussent…
- La gestion des espaces verts et les pièges : l'usage de pesticides ou les tontes répétées dans les espaces verts ou jardins privatifs sont susceptibles d'avoir des incidences sur la faune (notamment faune du sol et petite faune, mais aussi répercussion dans les chaines alimentaires). Certains aménagements urbains peuvent aussi constituer des pièges pour la petite faune : gouttières, clôtures, bassins, potelets creux, etc.
- La densité de clôtures, qui limitent les déplacements de la petite faune, y compris en zone urbaine.
- Les eaux : le ruissellement des eaux pluviales non captées par les réseaux finissent dans les eaux superficielles voisines, dont elles modifient la qualité, le plus souvent par un processus d'eutrophisation.
- Le bruit : un bruit régulier n'effraie pas les animaux, mais certains bruits ponctuels peuvent déranger certaines espèces sauvages lorsque les zones habitées se situent à proximité d'espaces naturels.

Les aspects biodiversité sont traités de manière plus circonstanciée dans l'analyse des extensions urbaines (AU)

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les possibilités d'urbanisation sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé par rapport au PLUi arrêté : les impacts sur la biodiversité seront réduits avec le nouveau projet.

La précision des STECAL, circonscrits à des sites déjà aménagés, permet également de limiter les effets du mitage urbain sur la biodiversité avec des extensions limitées localisées.

Les incidences indirectes restent toutefois conséquentes sans qu'une quantification ne puisse être réalisée à ce stade.

Le PLUi approuvé présente cependant des mesures compensatoires consistant en des plantations (haies, vergers, bosquets…) pour chaque zone AU envisagée. Ces mesures contribueront à absorber une partie des effets de l'urbanisation sur la biodiversité sur le territoire de la CCVDS.

Le Règlement écrit du PLUi approuvé vient également préciser les modalités de protection des milieux associés aux cours d'eau (II.3.e) identifiés au titre de l'art L.151-23, notamment pour préserver leurs fonctions pour la biodiversité.
Certains vergers sont désormais évités (Masevaux, Burnhaupt-le-Haut…), mais d'autres sont plus menacés (suppression des EBC dans les dents creuses urbaines dans les zones U du T0 à Guewenheim).

7.2.2.1. Incidences du PLUi sur le Réseau Natura 2000

Trois sites Natura 2000 couvrent une partie du territoire de la CCVDS :

- La Zone de Protection Spéciale Hautes-Vosges ;
- La Zone Spéciale de Conservation Vosges du Sud ;
- La Zone Spéciale de Conservation « Vallée de la Doller ».

Tableau 23 : Sites Natura 2000 dans la CCVDS

SITE	SUPERFICIE (HA) (PRECISIONS)	VALEURS JUSTIFIANTE LE SITE	COMMUNE (S) DU PLUI
Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Hautes-Vosges » FR4211807	9002 ha (crête de la haute vallée et entités disjointes)	• 9 espèces d'Oiseaux de l'annexe 1 de la Directive Oiseaux.	Dolleren, Kirchberg, Masevaux-Niederbruck, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux, Sewen, Sickert, Wegscheid
Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vosges du Sud » FR4202002	5083 ha (crête rive gauche de la Doller du Ballon d'Alsace au Rossberg)	• 19 habitats de l'annexe 1 de la Directive Habitats-Faune-Flore. • 8 espèces de l'annexe 2 de la Directive.	Masevaux-Niederbruck, Oberbruck, Rimbach-près-Masevaux, Sewen, Sickert, Wegscheid
Zone Spéciale de Conservation (ZSC) « Vallée de la Doller » FR4201810	612 ha (lit majeur de la Doller et versant rive gauche)	• 8 habitats l'annexe 1 de la Directive. • 7 espèces l'annexe 2 de la Directive.	Guewenheim, Burnhaupt-le-Bas

10 communes sur les 15 de la CCVDS présentent au moins un zonage Natura 2000 sur leur ban (tableau ci-dessous). La ZPS (8 communes) et la ZSC (6 communes) portent sur la partie montagnarde de la CCVDS où leurs périmètres se superposent souvent. La ZPS est plus étendue et comporte des entités proches d'espaces urbanisés (carte suivante).

La ZSC Vallée de la Doller (310 ha dans la CCVDS) a été tracée autour de la basse Doller et inclut le barrage de Michelbach hors de la CCVDS. Ce site ne concerne que Guewenheim et Burnhaupt-le-Bas dans la CCVDS.

Tableau 24 : Superficies des sites N2000 dans la CCVDS

Site (année de désignation)	ZPS Hautes-Vosges (2005)	ZSC Vosges du Sud (2008)	ZSC Vallée de la Doller (2008)	Total par commune
DOCOB réalisé	Oui	Oui	Oui	
Animateur	PNR Ballons des Vosges	PNR Ballons des Vosges	Néant	
Burnhaupt-le-Bas			62,3	62,3
Masevaux-Niederbruck	539,9	295,3		835,2
Guewenheim			247,3	247,3
Sickert	97,9	20,2		118,1
Wegscheid	250,3	221,8		472,1
Kirchberg	148,4			148,4
Oberbruck	201,2	172,1		373,3
Rimbach-près-Masevaux	555,7	542,1		1097,8
Dolleren	280,5			280,5
Sewen	1188,7	1109,2		2297,9
Total	**3262,6**	**2360,7**	**309,6**	

Sources : données DREAL Grand Est et calcul SIG

Les valeurs qui peuvent être affectées par le projet de PLUi sont celles qui ont motivé la désignation de ces trois sites au réseau européen Natura 2000 :

- Des **espèces d'Oiseaux**, notamment montagnardes pour la ZPS Hautes-Vosges
- Des **habitats montagnards à planitiaires** dans les deux ZSC

Des **espèces chez les Mammifères, Amphibiens, Poissons, Insectes et végétaux** dans les deux ZSC.

Zonage du PLUi dans la ZPS Hautes-Vosges et la ZSC Vosges du Sud

La ZSC et la ZPS sur sa majeure partie, situées en altitude, à l'écart des villages re recoupent aucune zone urbaine ou à urbaniser du PLUi. Un zonage As du PLUi prévoit des possibilités d'aménagement dans les deux stations de ski alpin du territoire au Ballon d'alsace (Sewen) et au Schlumpf (Dolleren).

Les deux domaines skiables croisent les zonages N2000 pour environ 33 hectares (ZPS et ZSC). Le règlement y autorise presque tous les aménagements mais certains projets entreront dans le champ de la règlementation Natura 2000 ou de la LEMA.

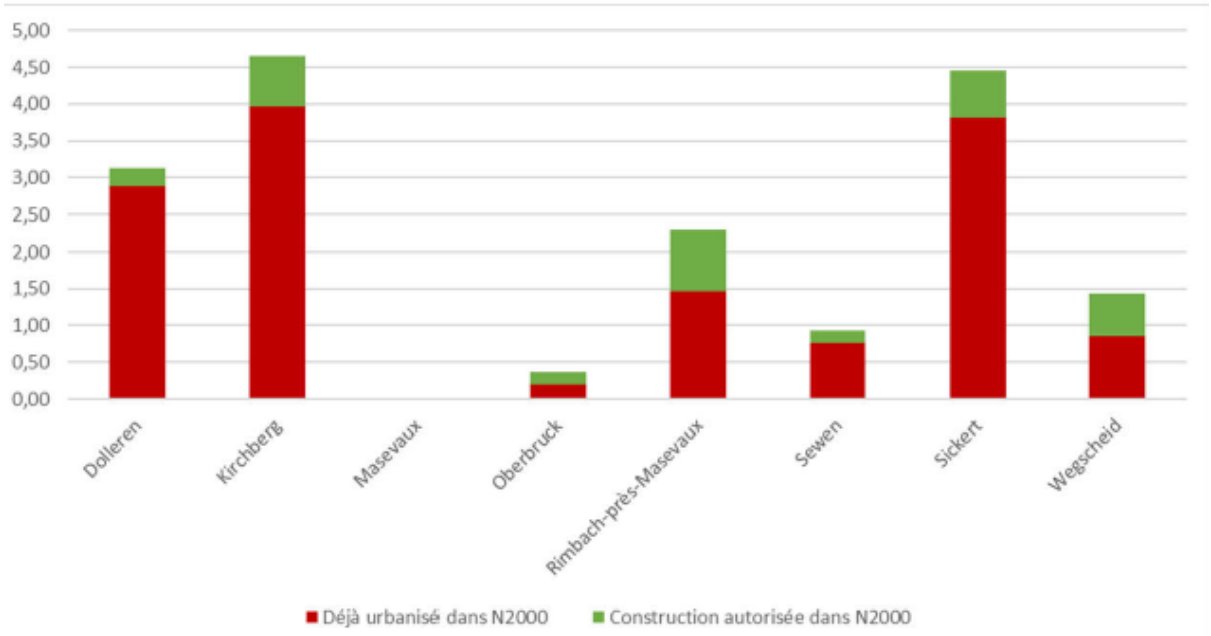
Les autres secteurs de la ZPS et la ZSC sont classés en Ni, N, Ai, A. Les zonages les plus protecteurs des sites Natura 2000 sont le Ni et le Ai (constructions très limitées). Certaines entités de la ZPS à basse altitude comportent des espaces urbanisés dont majoritairement des espaces déjà construits quand le site a été désigné (2005).

> Dans le PLUi approuvé, la définition plus précise et cadrée des STECAL, circonscrits uniquement à des sites déjà aménagés, permet de limiter les effets du mitage en n'autorisant que les extensions des constructions existantes, dans des limites clairement définies.

Des extensions plus récentes ont toutefois été réalisées après la création de la ZPS dans plusieurs communes.

Des constructions (lotissements, maisons individuelles) ont été autorisés dans la ZPS Hautes Vosges sans évaluation des incidences. Des problèmes et conflits apparaissent ensuite, avec des demandes d'investir des dents creuses (densification), mode d'urbanisation par ailleurs privilégié par rapport à l'extension).

In fine, environ 20 ha de la ZPS ont déjà été (~14 ha) ou seront urbanisés par le PLUi ou lors de projets menés dans l'intervalle de son approbation. 7 communes sont concernées, principalement Kirchberg, Sickert et Dolleren.



Le zonage du PLUi arrêté prévoit par conséquent des secteurs urbanisés UP et US dans certaines entités de la ZPS Hautes-Vosges. Les superficies classées UP représentent **3.5 hectares**, celles classées US, **12.8 ha.** En revanche, aucun secteur en extension AU n'est prévu (tableau suivant).

Dans ces secteurs A et N, des extensions de 30% sont autorisées pour les bâtiments existants (secteur A et N).

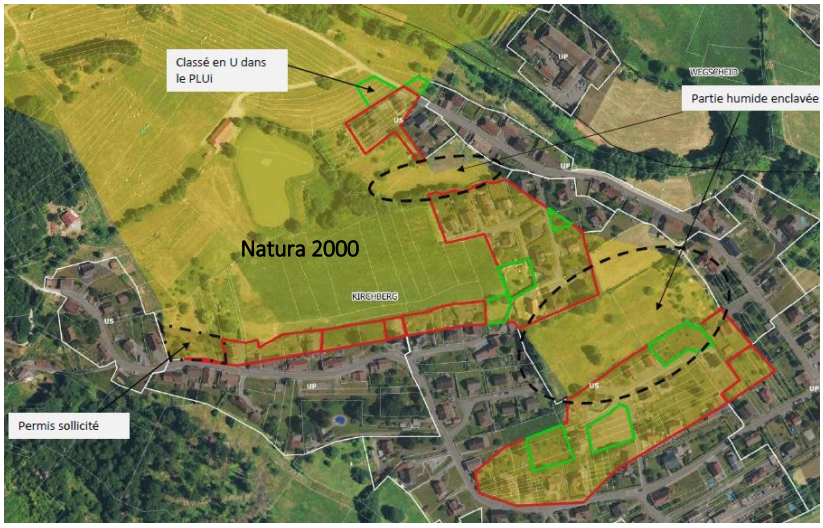
Tableau 25 : Secteurs urbanisés ou à urbaniser du PLUi arrêté dans la ZPS Hautes-Vosges

Communes	Secteur UP (Ha)	Secteur US (Ha)	Secteur As (Ha)
Dolleren	1,71	0,45	12,92
Kirchberg	0,55	4,11	
Masevaux-Niederbruck	0,00	1,10	
Oberbruck	0,37	0,01	
Rimbach-près-Masevaux	0,14	2,17	
Sewen	0,00	0,95	20,00
Sickert	0,48	2,84	
Wegscheid	0,23	1,19	
	3,48	**12,82**	**32,92**

Sources : données DREAL Grand Est et calcul SIG

Aucune nouvelle zone d'extension (AU) n'est prévue dans le PLUi arrêté, cependant des zones en U restent constructibles (+ 2 lotissements accordés en 2006 et 2009 avant la mise en oeuvre du PLUi).

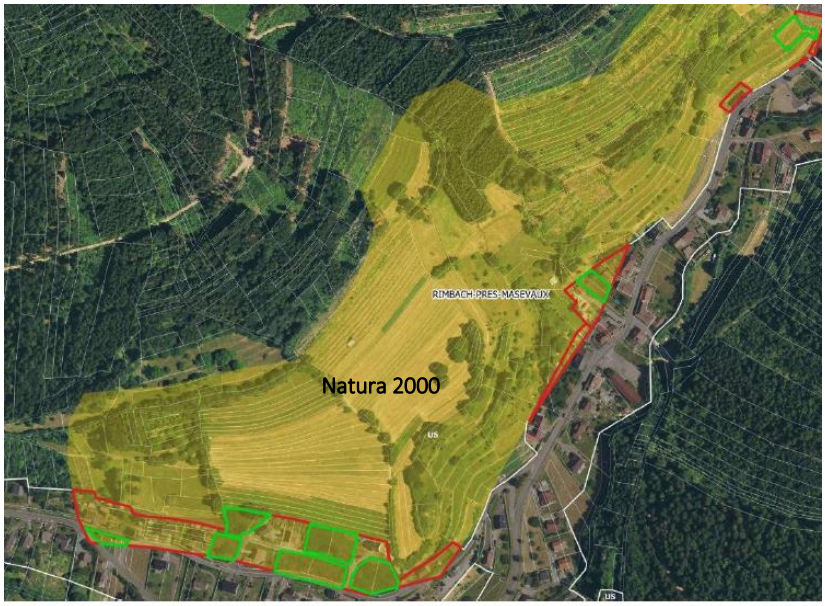
Quelques exemples significatifs sont illustrés ci-dessous :



Espace déjà urbanisé dans la ZPS, délimité en U dans le PLUi arrêté

Dent creuse dans la ZPS, délimitée en U (constructible) dans le PLUi arrêté

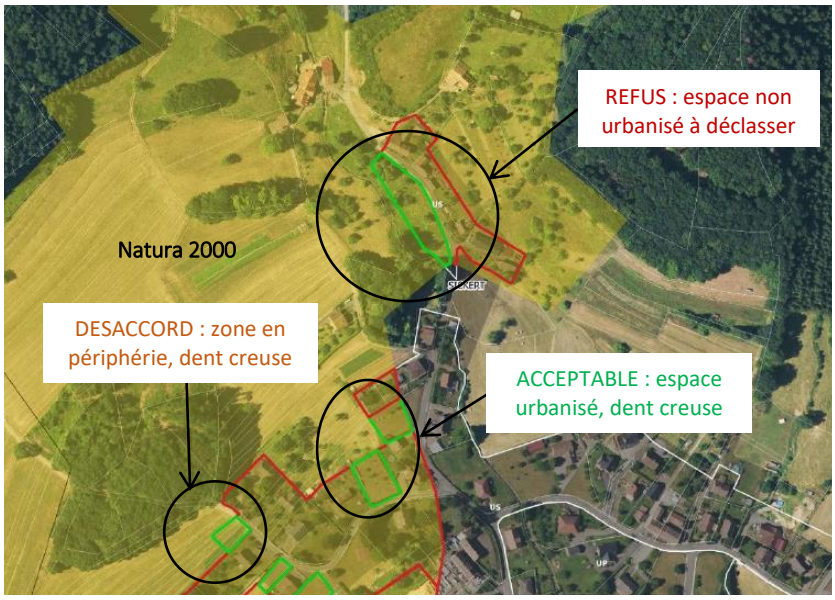
KIRCHBERG
Exemple d'urbanisation passée (antérieure au site Natura 2000) et plus récente (lotissement et nouvelles constructions à l'Est) dans la ZPS.



Espace déjà urbanisé dans la ZPS, délimité en U dans le PLUi arrêté

Dent creuse dans la ZPS, délimitée en U (constructible) dans le PLUi arrêté

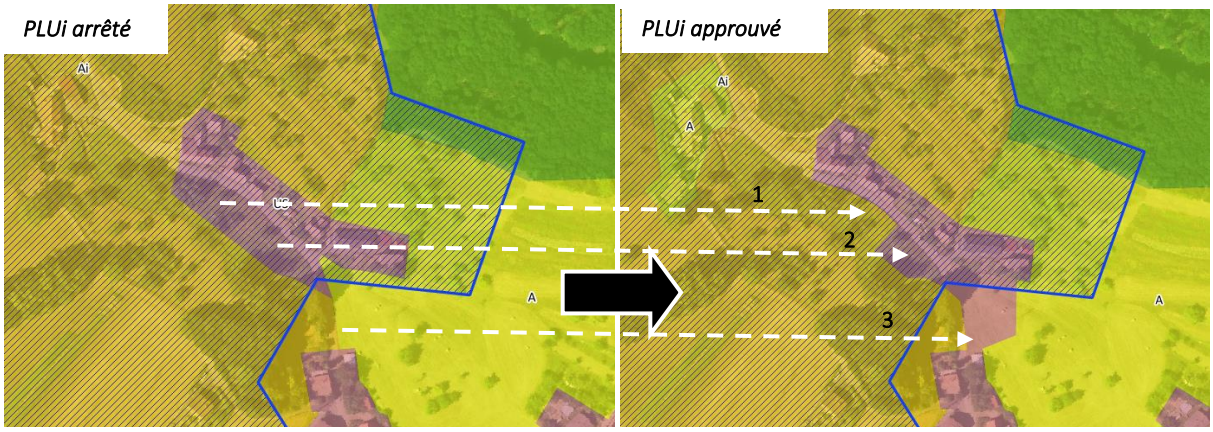
RIMBACH-PRES-MASEVAUX
Un lotissement récent a été aménagé dans la ZPS, ainsi que quelques constructions individuelles, sans tenir compte des effets sur Natura 2000.



Espace déjà urbanisé dans la ZPS, délimité en U dans le PLUi arrêté

Dent creuse dans la ZPS, délimitée en U (constructible) dans le PLUi arrêté

SICKERT
Exemple d'urbanisation récente (> 2000) dans la ZPS.



L'extension prévue dans le verger au sud de la rue principale de Sickert au nord du village, a bien été réduite dans la version approuvée du PLUi pour préserver le site Natura 2000 dans un secteur exempt de zone bâtie (**1**) *(US > Ai), mais cette poche d'extension n'a pas totalement été supprimée à la demande d'un riverain ayant justifié de la présence passée d'un bâtiment dans la partie Est. Cette situation constitue de fait une extension d'urbanisation possible (630 m²) dans la ZPS Hautes-Vosges et en dehors du T0 du SCOT* (**2**). *Une autre extension urbaine est prévue dans le PLUi approuvé, en dehors de la ZPS, au droit d'une zone antérieurement délimitée en zone agricole A* (**3**), dans la continuité urbaine à l'Est de la rue.

Ces extensions urbaines réalisées dans les sites Natura 2000 avant la réalisation du PLUi ne font pas l'objet ici d'une évaluation spécifique des incidences passées.

Cependant, l'évaluation des incidences du projet de PLUi sur Natura 2000 tente de prendre en considération ces impacts passés, en regardant précisément la délimitation des zones urbaines U afin de limiter les emprises dans la ZPS, notamment concernant les sites localisés en marge du T0 - la densification des dents creuses dans la continuité de l'urbanisation existante semblant effectivement préférable aux extensions urbaines.

Afin d'acter ces nouvelles constructions et en éviter de nouvelles, des mesures spécifiques sont proposées par la CCVDS, notamment :

- En actant les espaces déjà urbanisés de la ZPS et en permettant tout de même la densification (urbanisation des dents creuses dans la continuité du front urbain existant)
- En ne permettant aucune construction « en extension » du front urbain existant dans les sites Natura 2000
- En rendant inconstructibles plusieurs sites d'intérêt identifiés sur le terrain par CLIMAX (ex : vallon du *Graber* à Dolleren, vallon du *Grambaechle* à Masevaux et versant de l'*Eichbourg* entre Masevaux et Sickert)…

> …en vue d'étendre le périmètre de la ZPS à plus long terme. Les secteurs déjà urbanisés dans la ZPS devraient par ailleurs en être sortis.

En effet, la CCVDS s'est engagée dans cette voie, en lien avec le PNRBV et la DDT. Une délibération en ce sens est prévue lors de l'approbation du PLUi. Les démarches sont également en cours pour modifier le zonage de la ZPS du côté du PNRBV.

Les effets négatifs possibles du PLUi arrêté portent donc surtout sur les entités de la ZPS proches des zones urbaines dans la haute-vallée de la Doller. Ils proviendront :

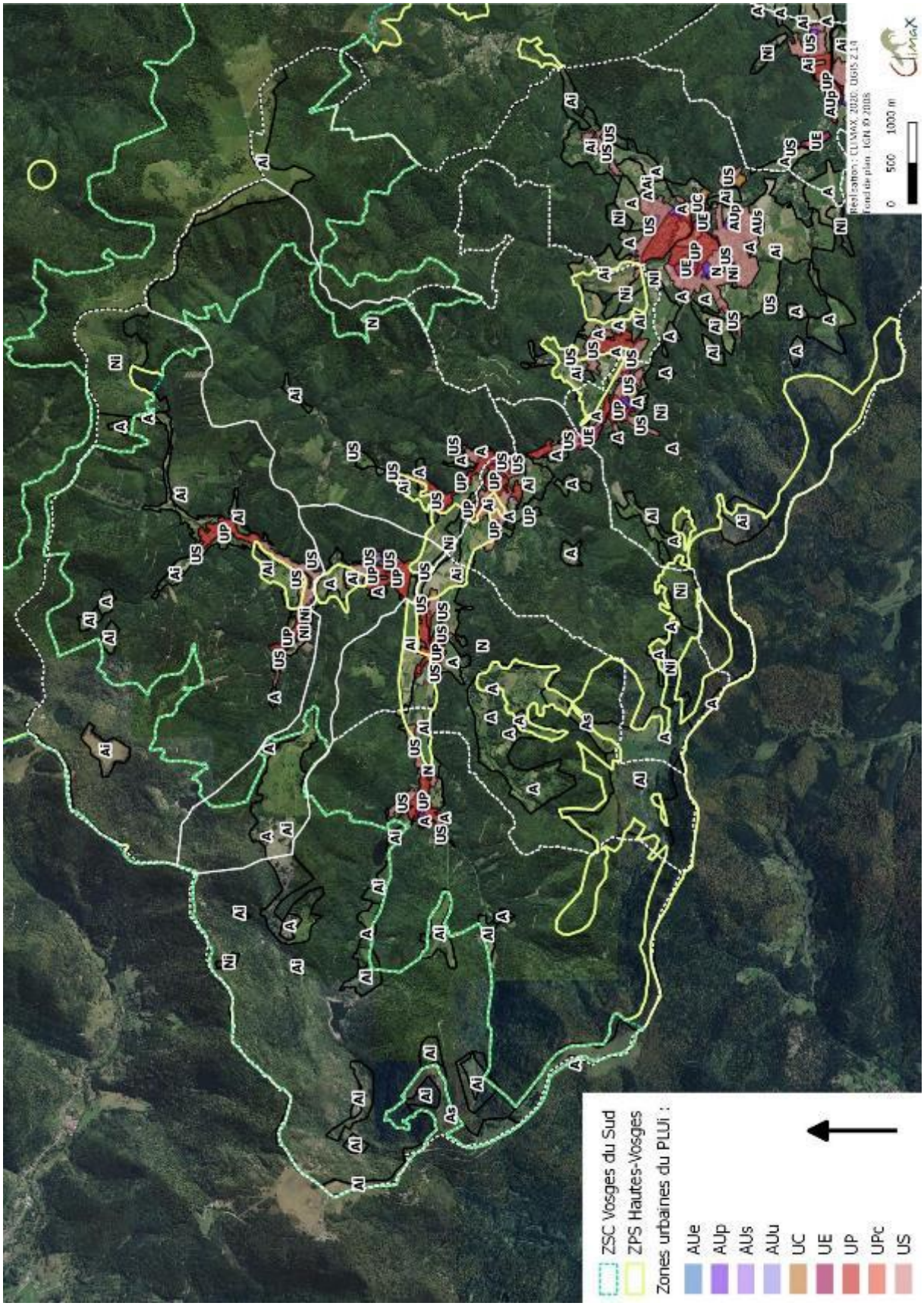
- Des consommations de superficies et des artificialisations des terrains
- Des constructions nouvelles dans les parcelles non construites et d'extensions de bâtiments existant (ex : Rimbach-près-Masevaux)
- Des éventuels projets dans les deux stations de ski (Ballon d'Alsace, Schlumpf)

Concrètement, les effets seront des pertes d'habitats dont certains pourraient être d'intérêt communautaire (ex : pré de fauche mésophile de l'Arrhenatherion) ou utilisés par certaines espèces visées par la Directive Habitats (ex : Pie-grièche écorcheur).

Ces effets seront de faible ampleur et ne remettront pas en cause le fonctionnement biologique de ces sites même à l'échelle des petites entités comme celles de la ZPS.

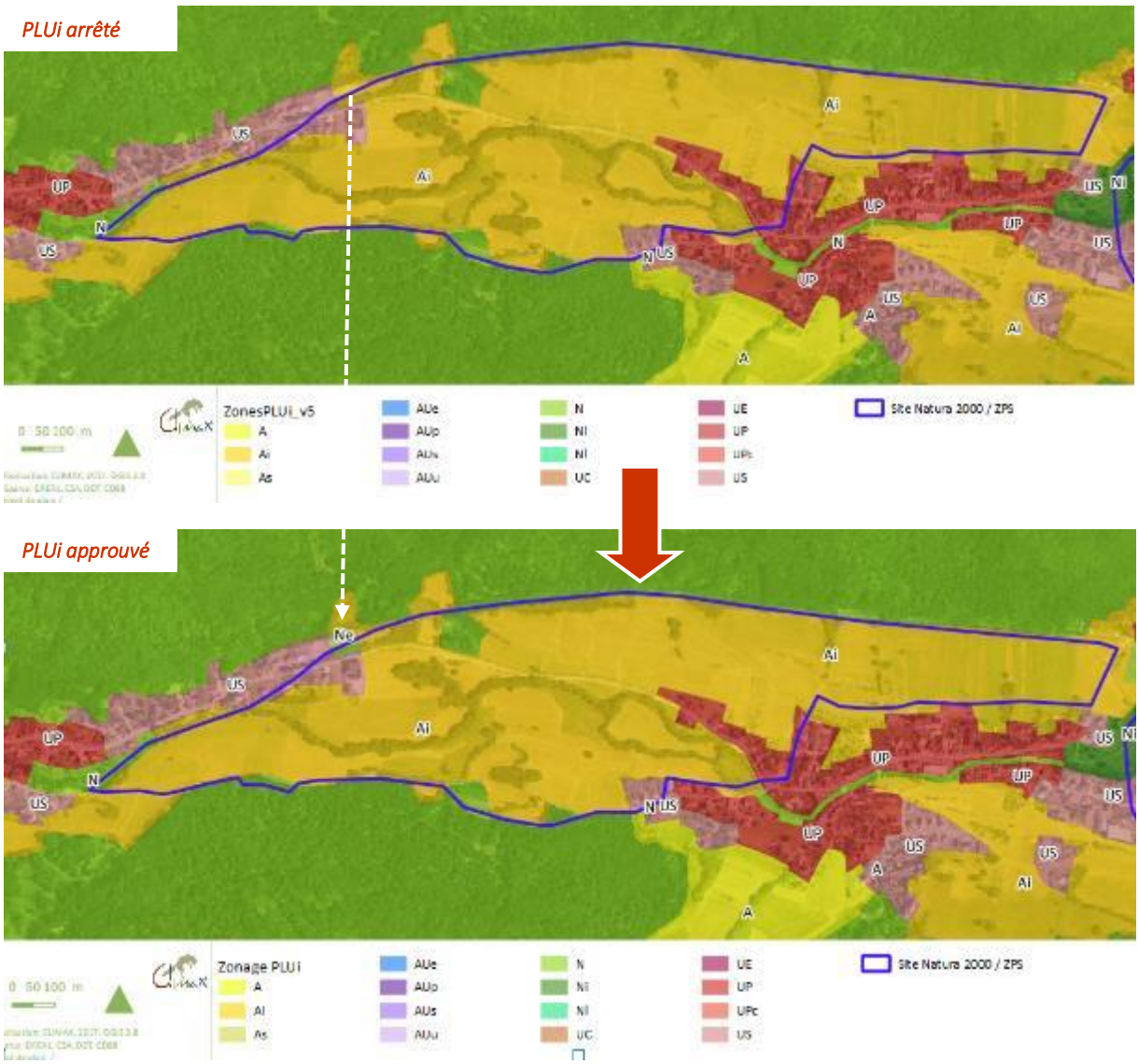
Les évolutions actées dans le PLUi approuvé vont bien dans le sens d'une meilleure prise en considération des zonages Natura 2000.

Carte 20 : Zonage du PLUi arrêté dans la ZPS Hautes Vosges et la ZSC Vosges du Sud



Carte 21 : Entités de la ZPS Hautes Vosges au contact de l'urbain

Sewen, Dolleren :

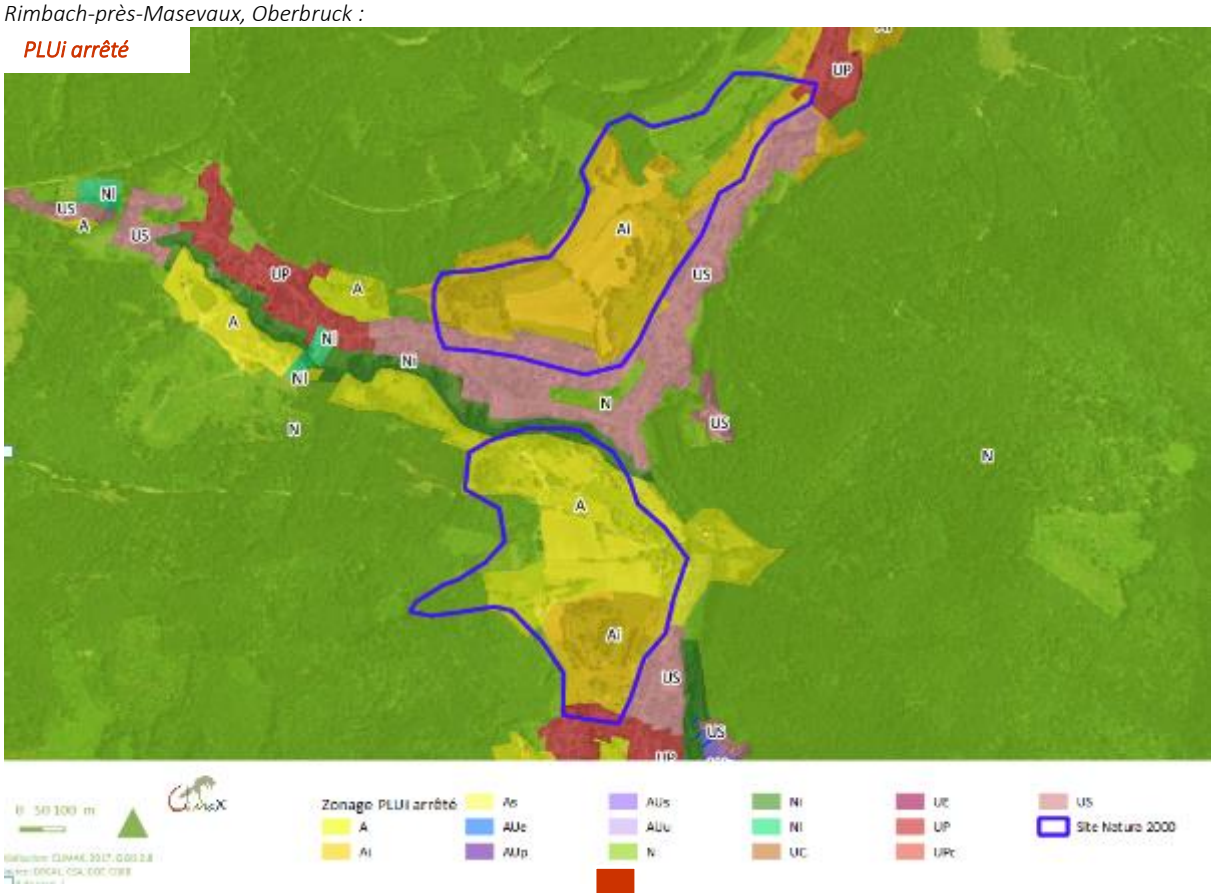


> Dans le PLUi approuvé, le zonage dans la ZPS est quasi inchangé.

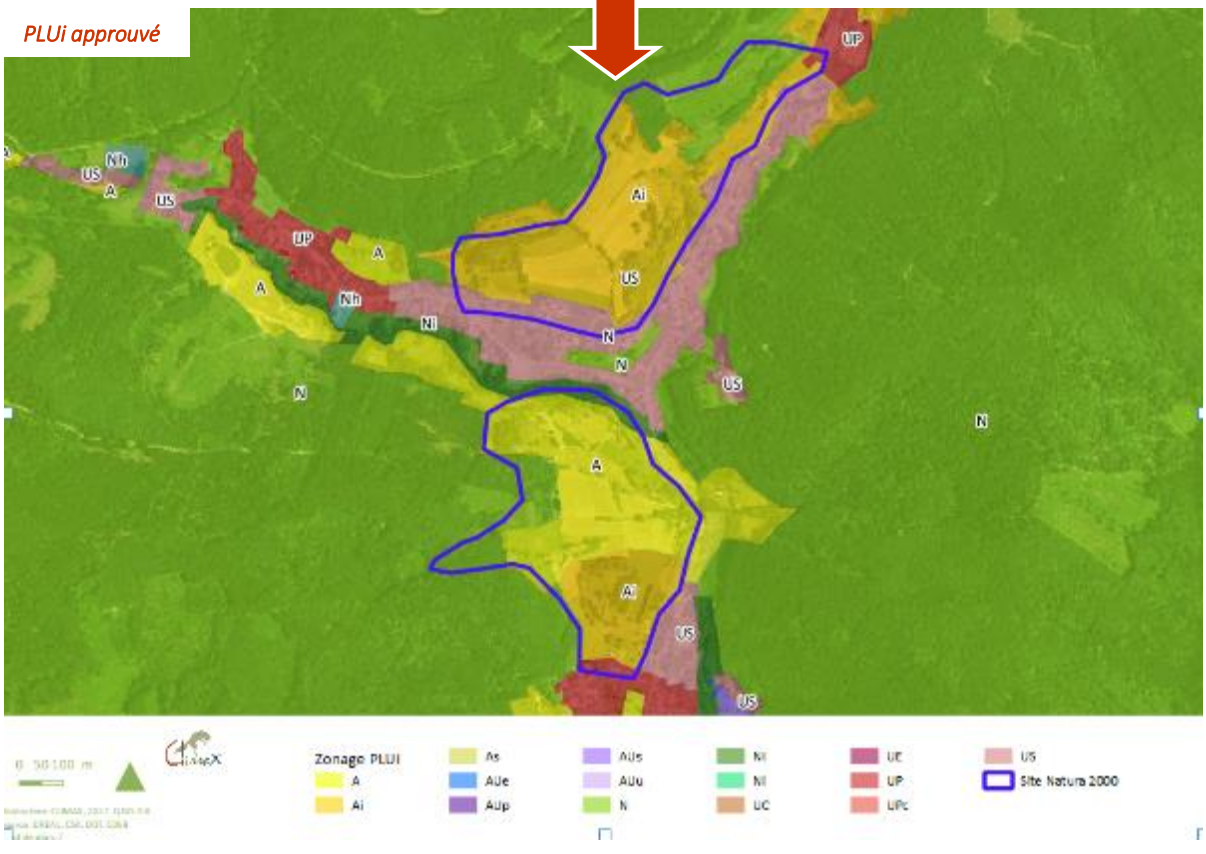
A noter cependant la délimitation d'un STECAL (Ne) est intégré sur la frange Nord dans la continuité urbaine de Sewen, sur une superficie de 0.25 ha, au droit d'un ancien zonage Ai inconstructible.

Rimbach-près-Masevaux, Oberbruck :

PLUi arrêté



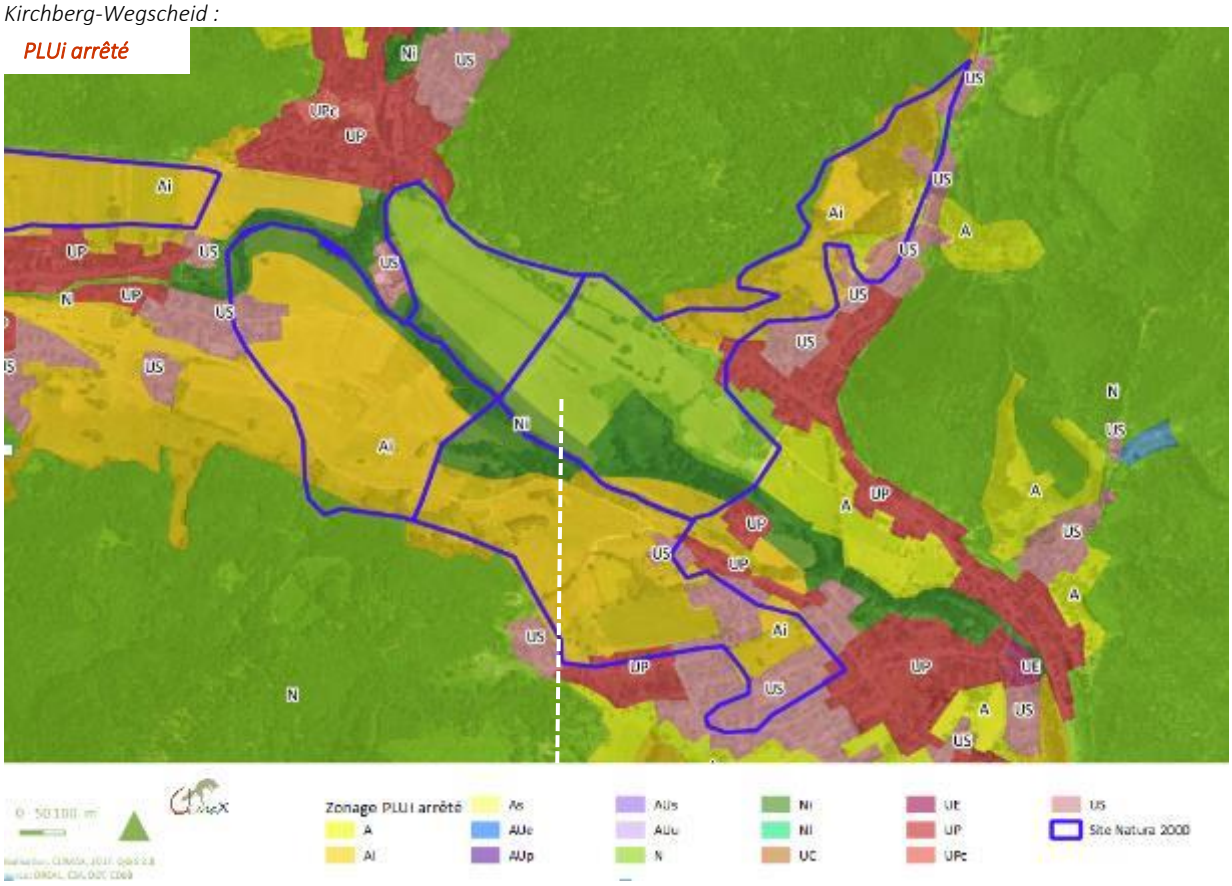
PLUi approuvé



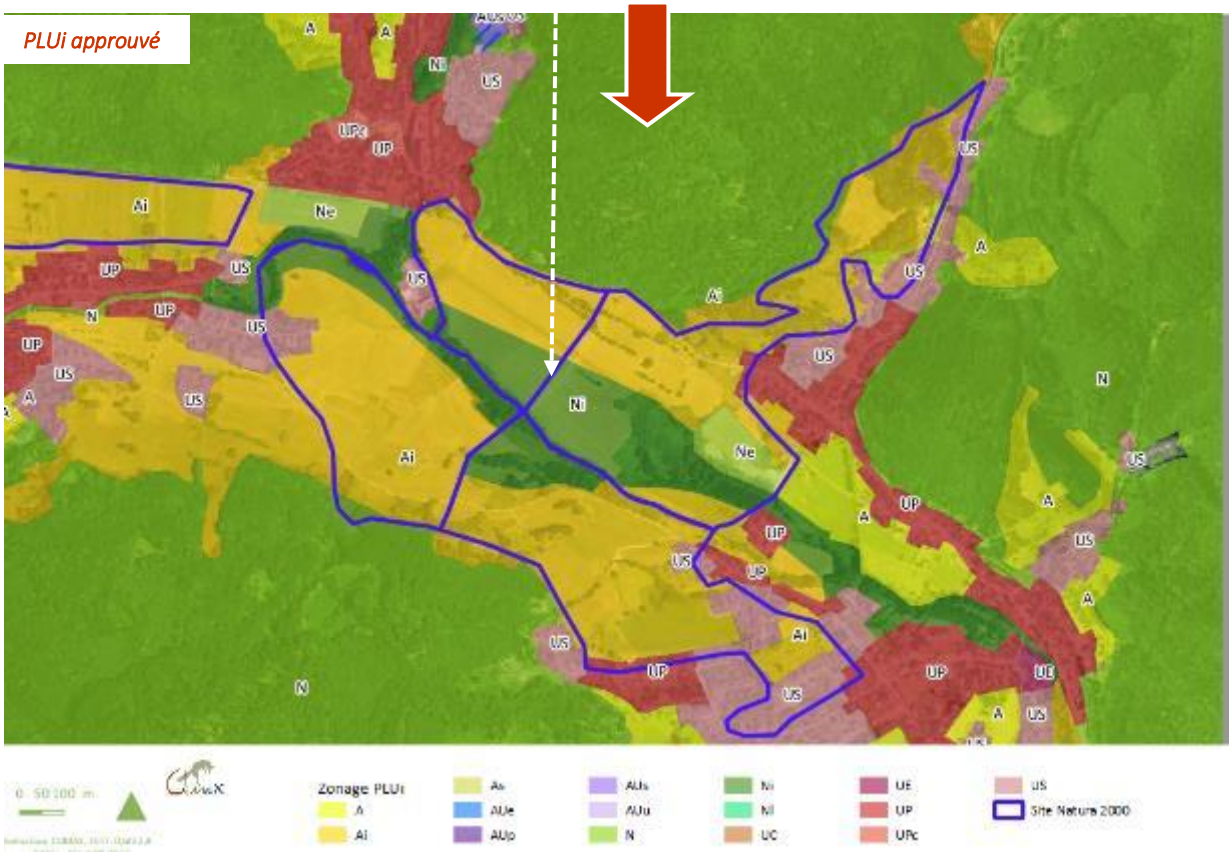
> Le zonage dans la ZPS n'a pas été modifié entre les deux versions du PLUi dans ce secteur.

Kirchberg-Wegscheid :

PLUi arrêté

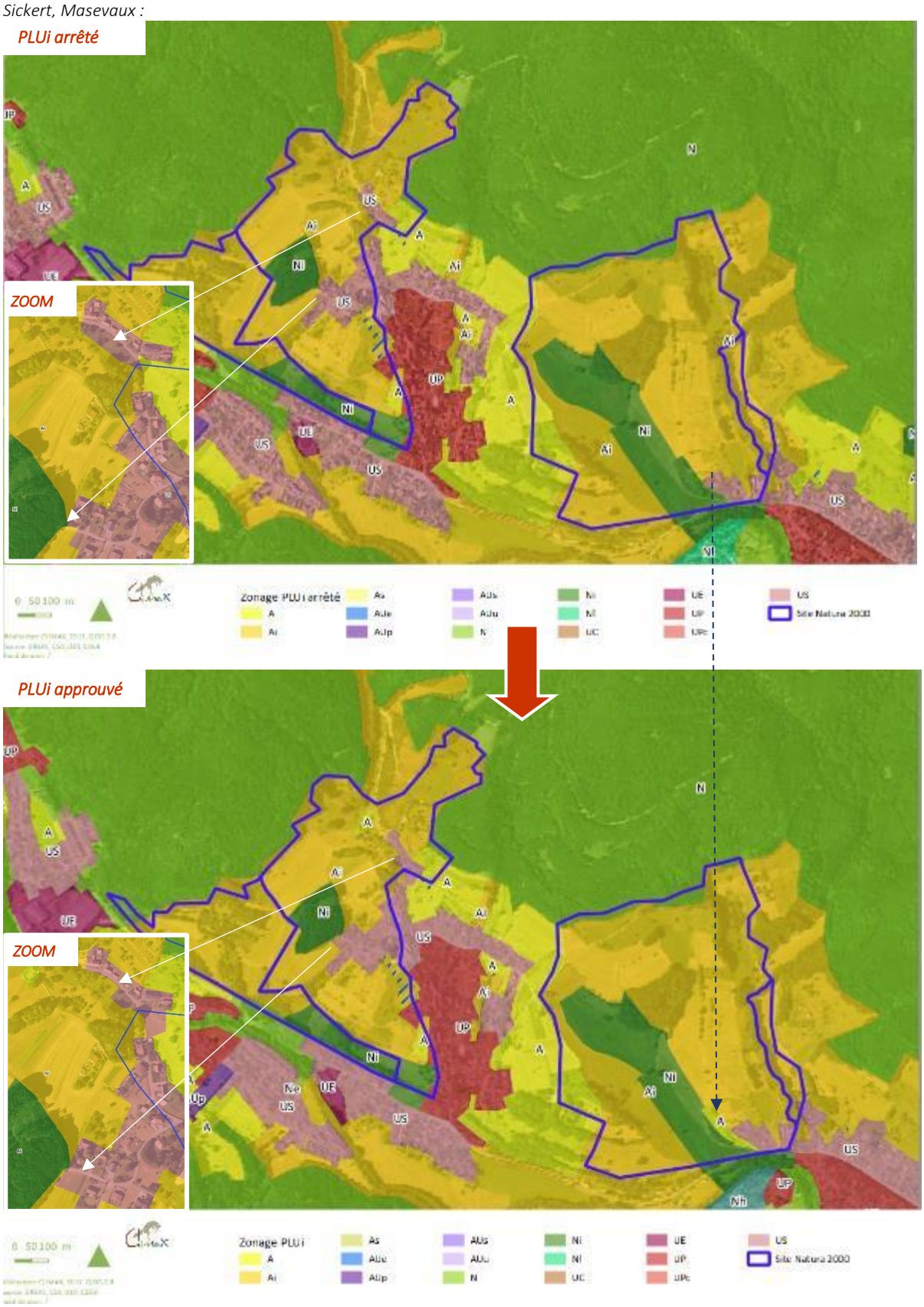


PLUi approuvé



> Le zonage dans la ZPS est plus protecteur dans la version approuvée du PLUi avec une extension de la zone Ni inconstructible en rive gauche le long de la Doller et la délimitation de l'espace agricole en Ai inconstructible alors qu'il était délimité en N auparavant sur le versant Ouest de la Doller.

Sickert, Masevaux :



> Le zonage dans la ZPS n'est quasiment pas modifié dans ce secteur où il reste assez bien protecteur avec des zones agricoles et naturelles inconstructibles (Ai, Ni). Cependant, on relève une petite zone A délimitée le long du vallon dans l'entité Est en marge de la zone urbaine dans la version du PLUi approuvé. Aussi, l'extension urbaine en US prévue en ZPS dans un verger à Sickert a été réduite, mais pas supprimée.

Tableau 26 : Oiseaux justifiant la ZPS Hautes-Vosges

Oiseaux d'intérêt communautaire	Code DO	Estimation de la population	Milieux occupés	LR Alsace 2014	LR France 2016
Grand tétras *Tetrao urogallus*	A108	100 individus (estimation 2005). Quasi-disparue de la CCVDS	Vieilles futaies claires à base de sapins, d'épicéas, de hêtres et de pins sylvestres et présentant une couverture en myrtilles importante	EN	VU
Chevêchette d'Europe *Glaucidium passerinum*	A217	13 couples. Pas de données dans la CCVDS	Pessières et sapinières âgées avec clairières, souvent en versant nord, au-dessus de 1000m	EN	VU
Gélinotte des bois *Bonasa bonasia*	A104	Données non disponibles. 2 observations dans la CCVDS	Futaies mixtes riches en sous-arbrisseaux à baies et présentant une strate herbacée importante	CR	VU
Chouette de Tengmalm *Aegolius funereus*	A223	23 couples. Pas de données dans la CCVDS	Vieux peuplements forestiers possédant des cavités favorables à la nidification	EN	LC
Faucon pélerin *Falco peregrinus*	A103	30 couples Quelques données (Fuchsfelsen)	Sites rupestres (falaises naturelles ou anciennes carrières)	VU	LC
Bondrée apivore *Pernis apivorus*	A072	12 à 18 couples Rares donées dans la CCVDS	Zones boisées de feuillus et de pins, vielles futaies entrecoupées de clairières	VU	LC
Pic noir *Dryocopus martius*	A236	Données non disponibles Répandue la CCVDS	Vieux peuplements forestiers, surtout hêtraie-sapinière et hêtraie d'altitude assurant la présence de cavités nécessaires à la nidification	LC	LC
Pic cendré *Picus canus*	A234	Données non disponibles. Rare dans la CCVDS	Forêts, de préférence avec une dominance de feuillus, riches en bois morts ; espaces ouverts boisés (bosquets, vergers).	VU	EN
Pie-grièche écorcheur *Lanius collurio*	A338	135 couples. Bien répandue dans la CCVDS	Milieux agricoles extensifs composés de vergers, pâturages et friches.	VU	LC

Sources : PNRBV

Effets du PLUi sur la ZPS Hautes-Vosges

Les neuf espèces justifiant la ZPS, par leur biologie et surtout les milieux qu'elles fréquentent ne sont pas exposées de la même manière au projet du plan d'urbanisme.

Les espèces forestières (2 Tétraonidés, 2 Rapaces nocturnes et Pic noir) sont peu concernées par le PLUi qui n'affectera pas les milieux forestiers et donc leurs effectifs. D'autre part, le PLUi n'ayant aucune prise sur la gestion forestière, il ne peut pas influencer la qualité des habitats souvent médiocre pour le Grand-Tétras et la Gélinotte.

Ces deux espèces ne sont plus observées que de manière sporadique et leur disparition du territoire de la CCVDS pourrait intervenir dans les 5-10 ans. Le Faucon pèlerin et la Bondrée apivore exploitent de vastes territoires et le PLUi ne peut pas avoir d'influence véritable sur ces deux rapaces diurnes.

Les espèces exposées sont donc principalement la Pie-grièche écorcheur et, dans une moindre mesure, le Pic cendré. Les secteurs sensibles sont les entités disjointes de la ZPS au contact des villages alors que les espaces d'altitude sont peu menacés par les extensions urbaines.

La distribution de la Pie-grièche est la mieux connue avec des effectifs assez importants mais sans doute sous-estimés dans la ZPS. Dans la CCVDS, l'espèce est présente dans pratiquement toutes les communes mais pas forcément dans toutes les entités de la ZPS.

Le Pic cendré est une espèce pour partie sylvicole assez discrète, peu mentionnée dans la ZPS avec des effectifs restreints. Les données recueillies dans le cadre du PLUI sont peu nombreuses. Son statut est plus préoccupant que celui de la Pie-grièche écorcheur, davantage répandue dans la CCVDS.

Effets du PLUi sur le Pic cendré et la Pie-grièche écorcheur

Dans la haute vallée de la Doller, les entités comportent des observations de Pie-grièche écorcheur mais aucuns de ses territoires ne fait l'objet d'ouverture à l'urbanisation.

Les parties de la ZPS dont la majorité a été visitée en période favorable ne sont pas toutes exploitées par ces deux Oiseaux.

Les entités Natura 2000 ont majoritairement été classées en Ni ou en Ai dans le zonage, ce qui restreint fortement les risques d'altération par des installations agricoles ou sylvicoles.

Le secteur Lauw-Guewenheim et le vallon du Soultzbach sont bien occupés par la Pie-grièche écorcheur, tandis que l'espèce est moins présente sur les deux Burnhaupt.

Hors ZPS, deux couples pourraient être affectés par le PLUi à Lauw (AU proche zone humide) et à Burnhaupt-le-Bas (AUu autour de l'ancienne gravière).

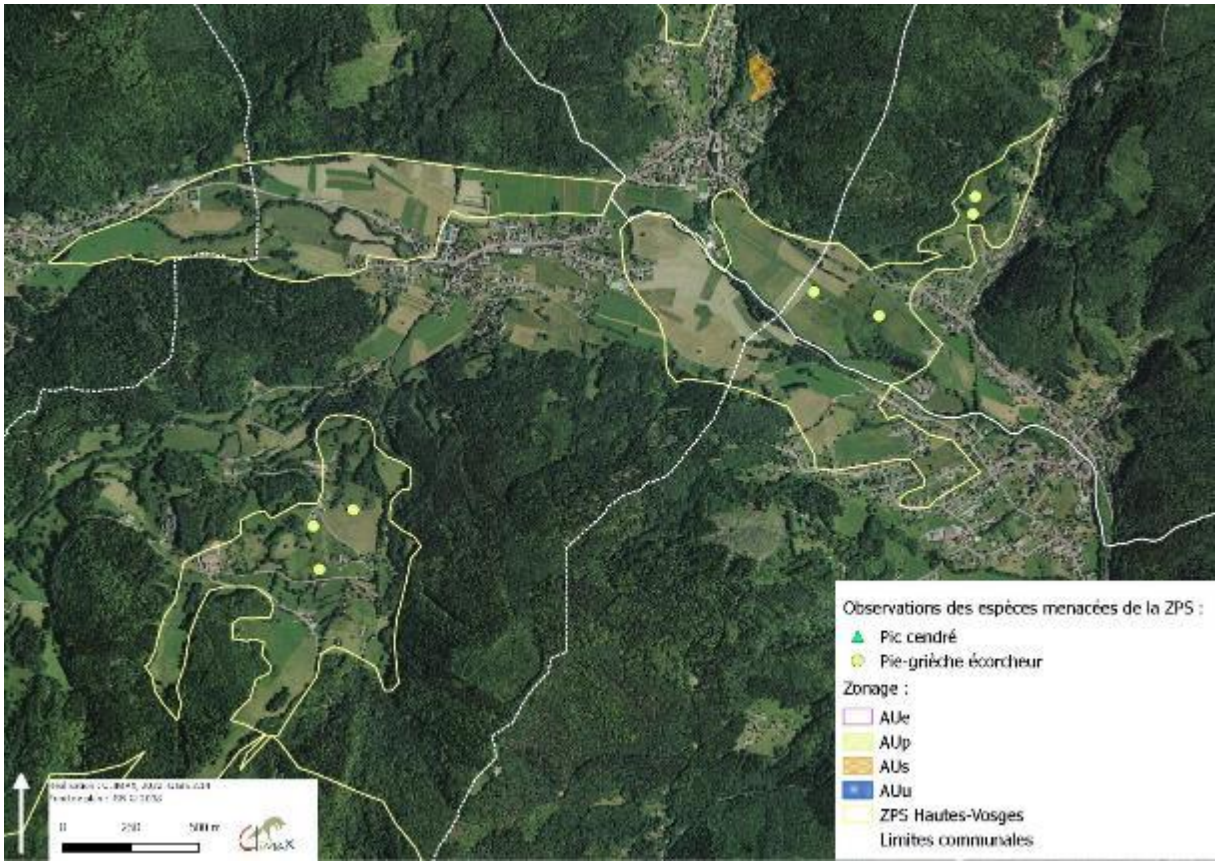
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

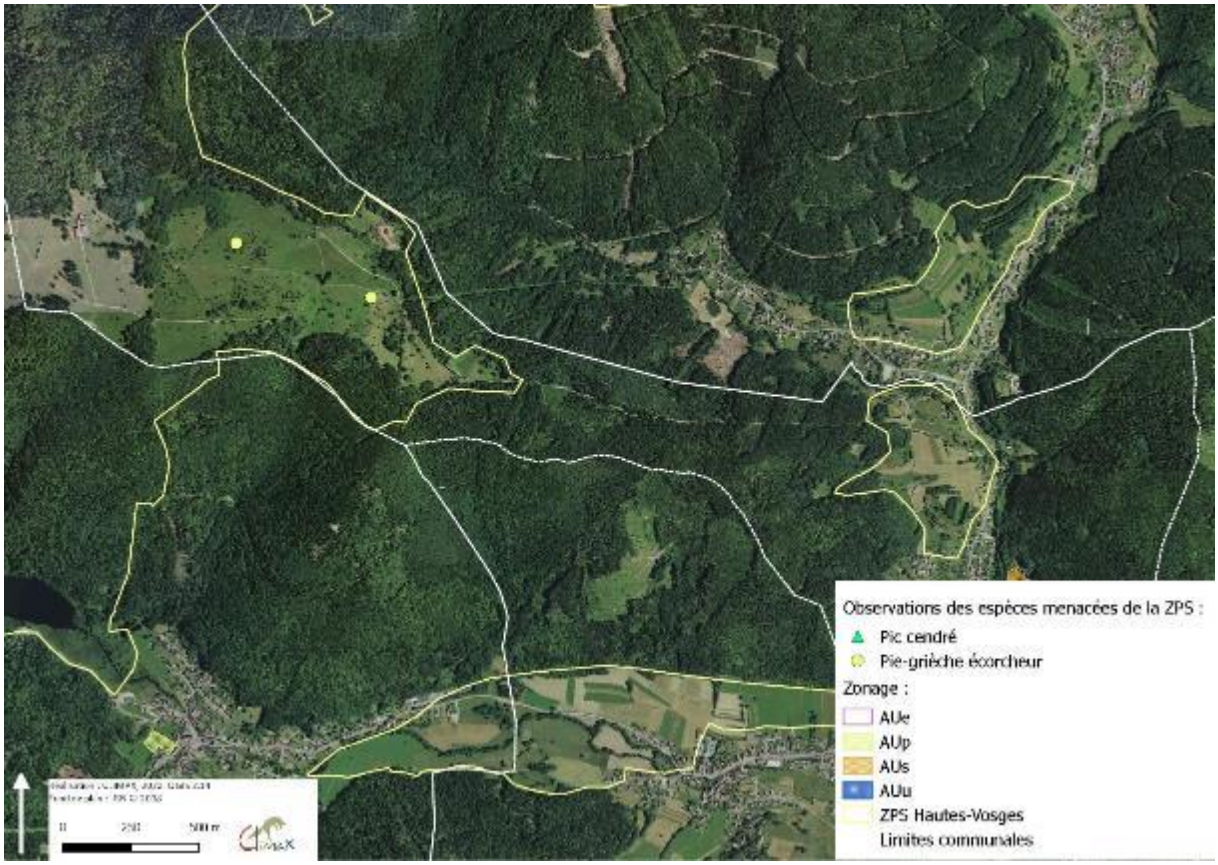
Ces considérations restent valables pour le PLUi approuvé qui a davantage protégé les espaces naturels et agricoles, notamment dans le secteur Kirchberg-Wegsheid.

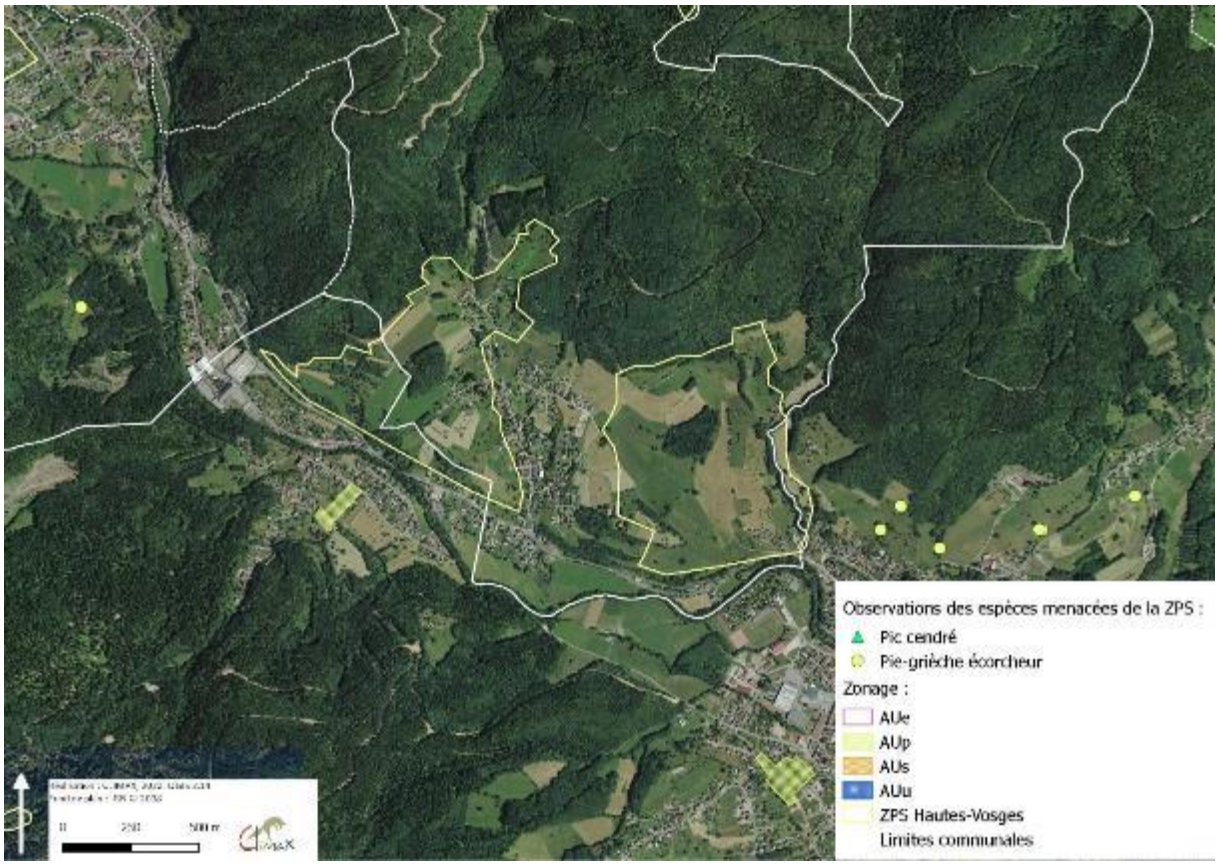
Aussi, en zone de montagne, des STECAL ont été définis et mieux cadrés (STECAL AS : Domaine skiable ; STECAL AG : Gîte, refuge, ferme-auberge ; STECAL NH : Résidence légère/mobile/démontable ; STECAL NE : Equipement public (terrain de foot) ; STECAL NL : Loisirs de plein air). Leur constructibilité est limitée et encadrée dans le règlement écrit. En zone Nl, seuls sont autorisées les extension limitées des abris de pêche **existants** sans pouvoir excéder 20m² d'emprise au sol (les nouveaux abris sont interdits, l'extension des abris de chasse n'est pas autorisée).

Les incidences du plan d'urbanisme sur la ZPS Hautes-Vosges et les Oiseaux d'intérêt communautaires ne sont pas significatifs.

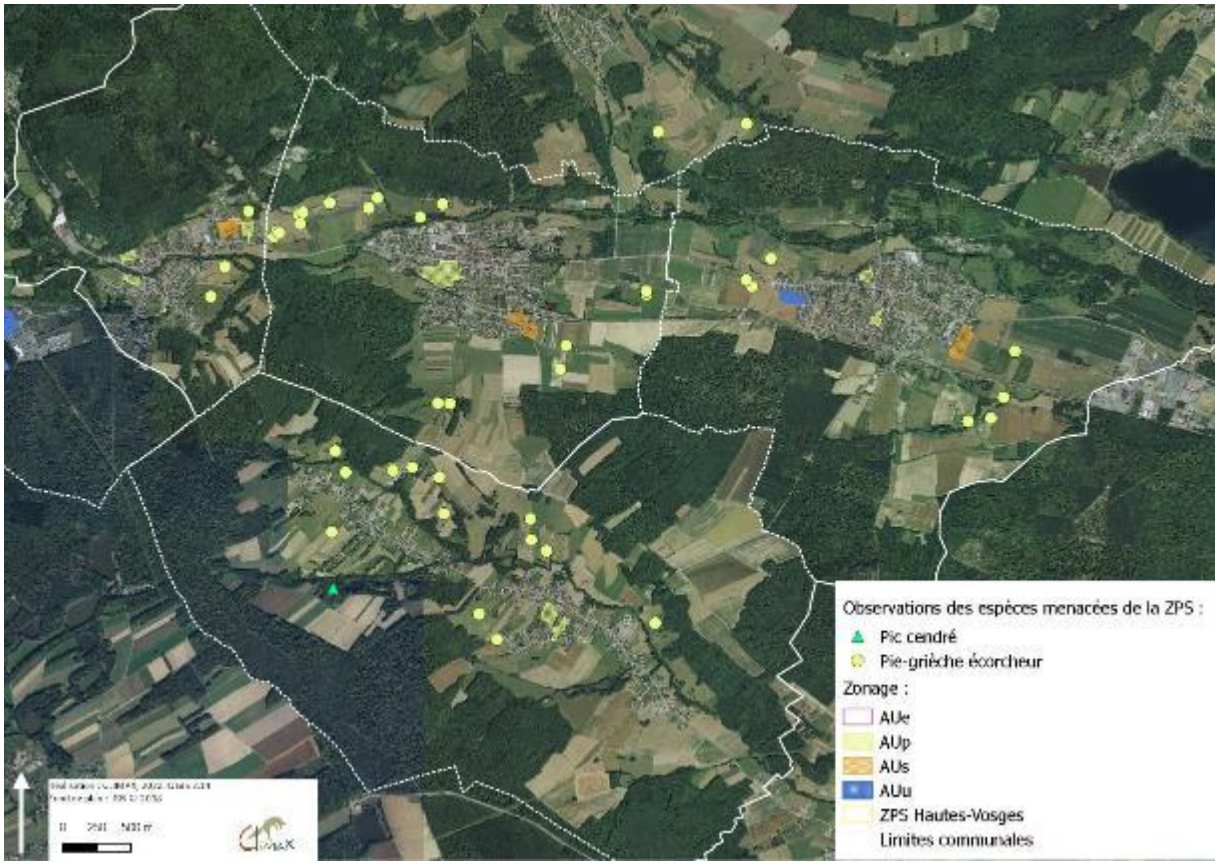
Carte 22 : Pie-grièche écorcheur et Pic cendré et la ZPS Hautes-Vosges

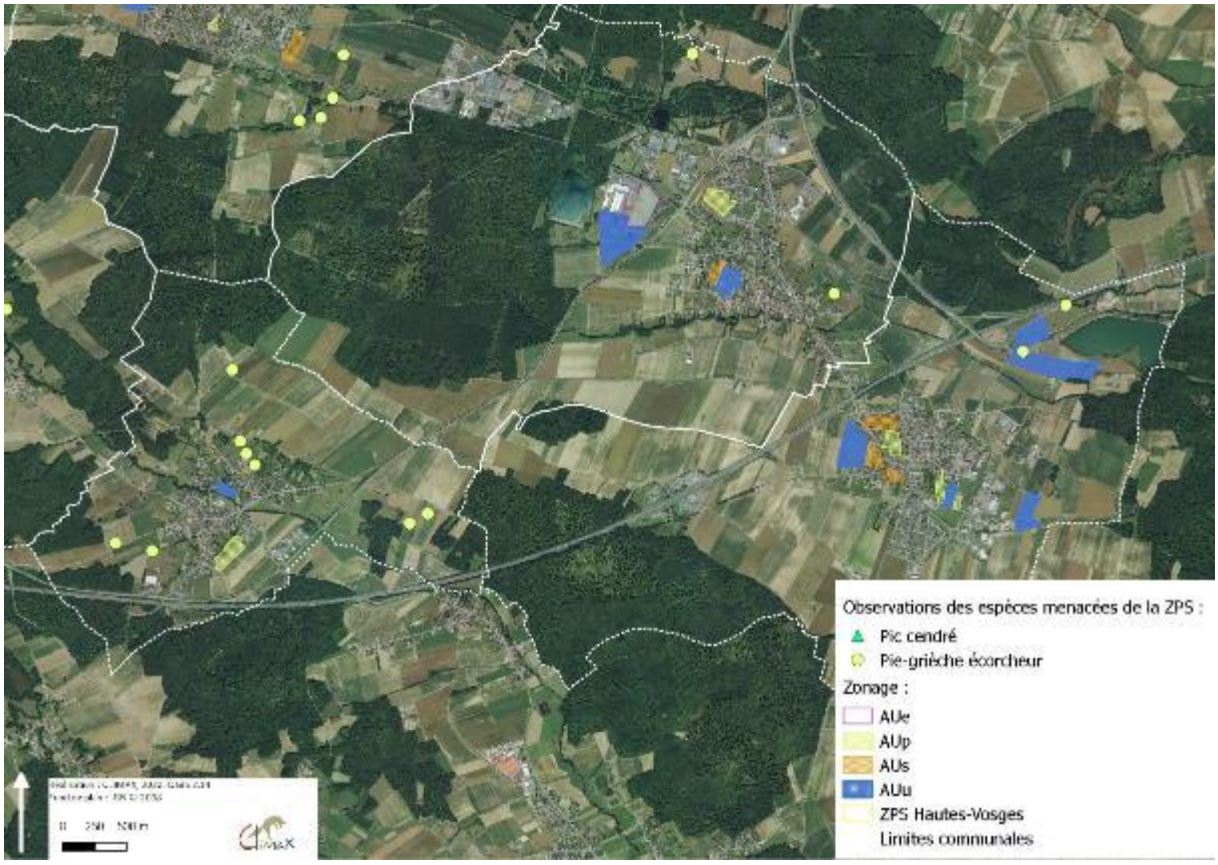




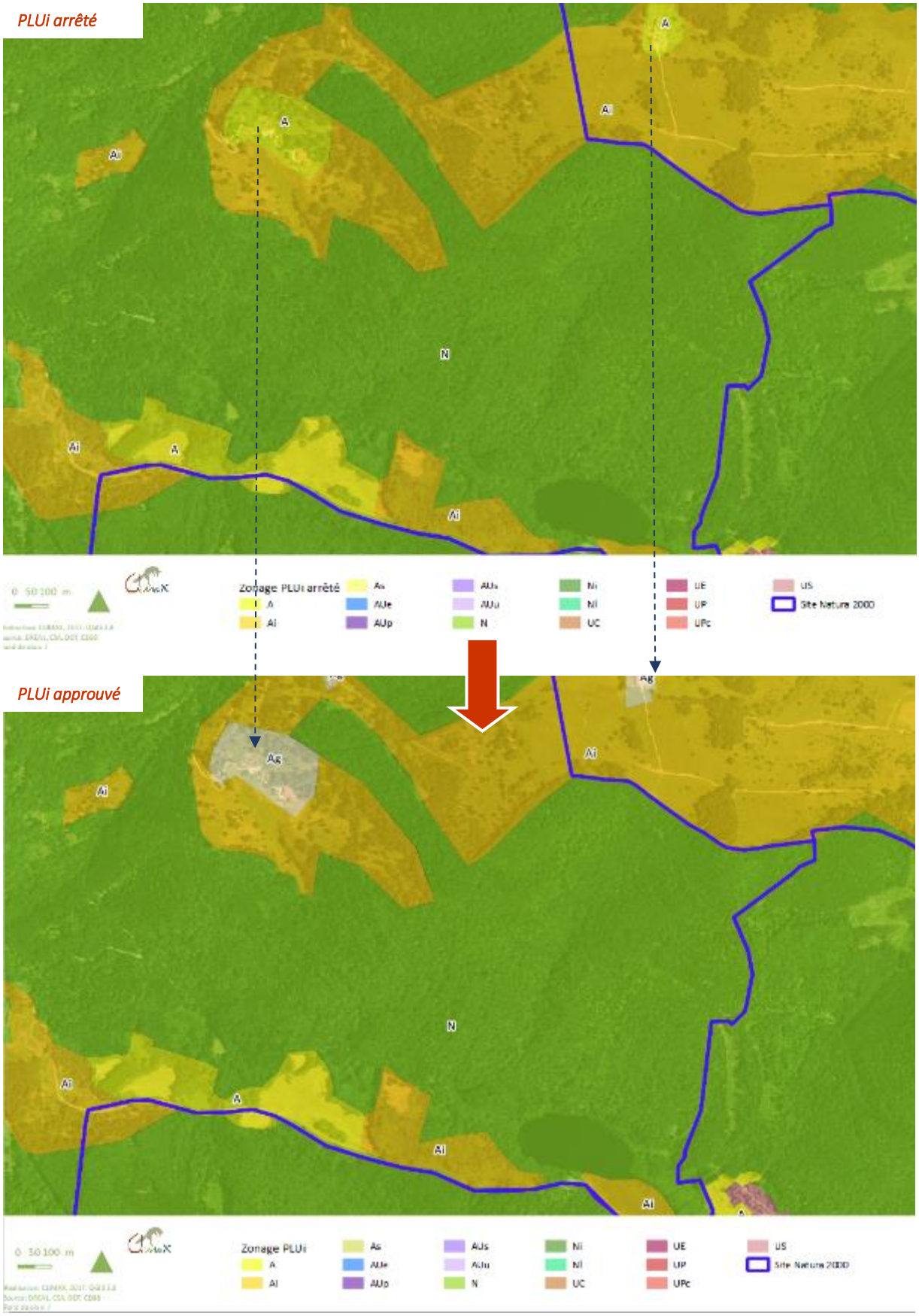

Observations des espèces menacées de la ZPS :
Pic cendré
Pie-grièche écorcheur
Zonage :
AUe
AUp
AUs
AUu
ZPS Hautes-Vosges
Limites communales

Carte 23 : Pie-grièche écorcheur et Pic cendré en avant-vallée et Soultzbach





Carte 24 : Modification des zonages en zone de montagne à Sewen et Oberbruck



> Le mitage dans la ZPS est davantage limité et encadré avec la définition de STECAL, ici des zones Ag autour des fermes-auberges, plus contraignantes que les zones A du PLUi arrêté.

Effets du PLUi arrêté sur la ZSC Vosges du Sud

Tableau 27 : Habitats et espèces justifiant la ZSC Vosges du Sud

Habitats (Code)	Sup. dans la ZSC (Ha)	Présence dans la ZSC
Lacs et mares dystrophes naturels (3160)	51,06	Rare (ZSC)
Rivières des étages planitiaires à montagnard à végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion* (3260)	51,06	Réseau hydrographique (ZSC et en dehors)
Landes sèches européennes (4030)	306,36	Fréquent ZSC et en dehors
Formations herbeuses à Nard, riches en espèces sur subtrats siliceux des zones montagnardes (6230*)	204,24	Chaumes (ZSC et en dehors)
Prairies à Molinie sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*) (6410)	51,06	Zones humides (ZSC et en dehors)
Mégaphorbaies hygrophiles humides planitiaires et des étages montagnards à alpin (6430)	51,06	Abord du réseau hydrographique et zones humides (ZSC et en dehors
Prairies maigres de fauche de basse altitude (6510)	51,06	Versants et vallées (ZSC et en dehors)
Prairies de fauche de montagne (6520)	102,12	Chaumes (ZSC et en dehors)
Tourbières hautes actives (7110*)	51,06	Rare, Lac de Sewen (ZSC)
Tourbières de transition et tremblants (7140)	51,06	Rare, Lac de Sewen (ZSC)
Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (8110)	510,6	Sites rocheux
Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (8220)	51,06	Sites rocheux
Tourbières boisées (91D0)	51,06	Rare, Lac de Sewen (ZSC)
Forêts alluviales à Alnus glutinosa (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) (91E0*)	51,06	Autour des rivières (ZSC et en dehors)
Hêtraies du Luzulo-Fagetum (8110)	970,14	Très répandu
Hêtraies de l'Asperulo-Fagion (9130*)	868,02	Assez fréquent
Hêtraies subalpines médio-européennes à Acer et *Rumex alpinus* (9140)	714,84	Rare, seulement aux sommets
Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion (9180*)	255,3	Fortes pentes avec éboulis
Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnards à alpin (Vaccinio-Piceetea) (9410)	51,06	Très rare

Espèces (Code)	Habitats	Données dans la CCVDS
Lamproie de Planer (1096) *Lampetra planeri*	Lit mineur des rivières	Réseau hydrographique (ZSC et hors ZSC)
Chabot (1163) *Cottus gobio*	Lit mineur des rivières	Réseau hydrographique (ZSC et hors ZSC)
Murin à oreilles échancrées (1321) *Myotis emarginatus*	Boisements de feuillus, vergers, prés humides (chasse), forêts, bâtiments – (gîtes)	Sites d'hibernation dans la Haute-vallée (dont ZSC)
Murin de Bechstein (1323) *Myotis bechsteinii*	Vieilles fûtaies (chasse)	Sites d'hibernation dans la Haute-vallée (dont ZSC) ; Gîte de parturition à Soppe-le-Bas
Grand Murin (1324) *Myotis myotis*	Chasse en forêt ; des bâtiments (gîtes)	Sites de parturition et d'hibernation dans la CCVDS (dont ZSC)
Castor d'Europe (1337) Castor fiber	Lit mineur et berges des rivières	Répandu le long de la Doller dans et hors de la ZSC
Lynx d'Europe (1361) *Lynx lynx*	Milieux forestiers en montagne	Effectifs très réduits (1 individu ?)
Bruchie des Vosges (1385) *Bruchia vogesiaca*	Forêt sur bois mort	En montagne

Zonage du PLUi arrêté dans la ZSC Vallée de la Doller

Cette ZSC compte deux entités disjointes dans la ZSC à Guewenheim et Burnhaupt-le-Bas (cartes suivantes) :

- La partie amont (Guewenheim) est très majoritairement classée en Ni (espaces boisés, fruticées, pelouses), N (bosquet, camping, bâti) et A et Ai (espaces agricoles). Seules quelques franges d'espaces déjà construits sont classés en UE (usine Munch), UP et US (franges de tissu urbain).
- La partie aval qui correspond majoritairement à des boisements est entièrement classée en N et ne jouxte aucune zone urbaine (bien qu'elle soit proche de la 2x2 voies).

Les superficies classées en UP et US sont très faibles, de l'ordre de 0,5 hectare et ne remettent en cause ni l'intégrité, ni les valeurs de la ZSC « Vallée de la Doller ».

D'autre part, aucune zone d'ouverture à l'urbanisme n'empiètera la ZSC Vallée de la Doller et ne provoquera de pertes de sols et de valeurs de la ZSC.

Par conséquent, les effets négatifs possibles dans le cadre du PLUI résulteront donc :

- Des extensions urbaines (30% maximum) des habitations isolées mais seule une maison est concernée (Guewenheim, proche Doller) ;
- Des constructions relatives à l'exploitation forestière ou agricole en secteur N et A ;
- D'extensions du camping vers l'Ouest ou l'Est.
- De destructions de végétations en place (ex : défrichements) à des fins agricoles ou autres.

L'emplacement réservé pour le projet TGV qui traverse la vallée de la Doller ne traverse pas la ZSC Vallée de la Doller mais pourrait avoir des effets négatifs sur ce site Natura 2000. Les risques principaux sont liés aux travaux nécessitant le franchissement de la Doller qui pourraient affecter directement et indirectement des espèces aquatiques (Chabot, Lamproie de Planer, Castor d'Europe) et les habitats (eau libre, boisements alluviaux, mégaphorbaie en ourlet).

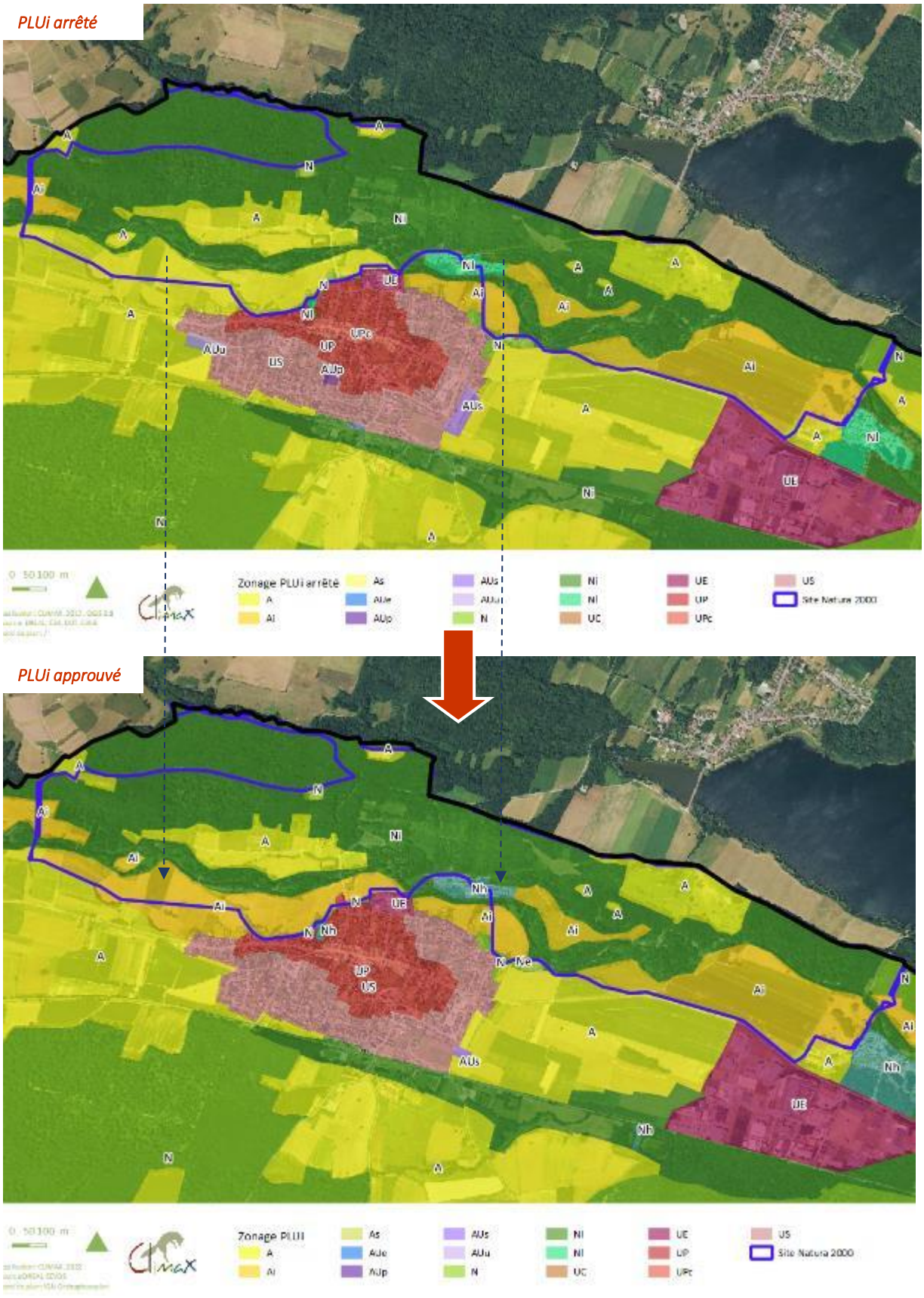
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les possibilités d'urbanisation dans la ZSC de la Doller sont fortement revues à la baisse dans le PLUi approuvé par rapport au PLUi arrêté : des zonages agricoles (A) et naturels (N) sont désormais rendus inconstructibles (Ai, Ni), même si les abris de pâtures et les serres démontables y sont autorisés.

Par ailleurs, concernant le camping de la Doller, il est désormais désigné en STECAL via un zonage spécifique Nh dont le règlement encadre plus strictement les possibilités d'urbanisation en n'autorisant qu'un maximum de 10 unités d'hébergement et un ratio de 20m² d'emprise au sol par unité louée (donc 10 unités pour 200m² au total).

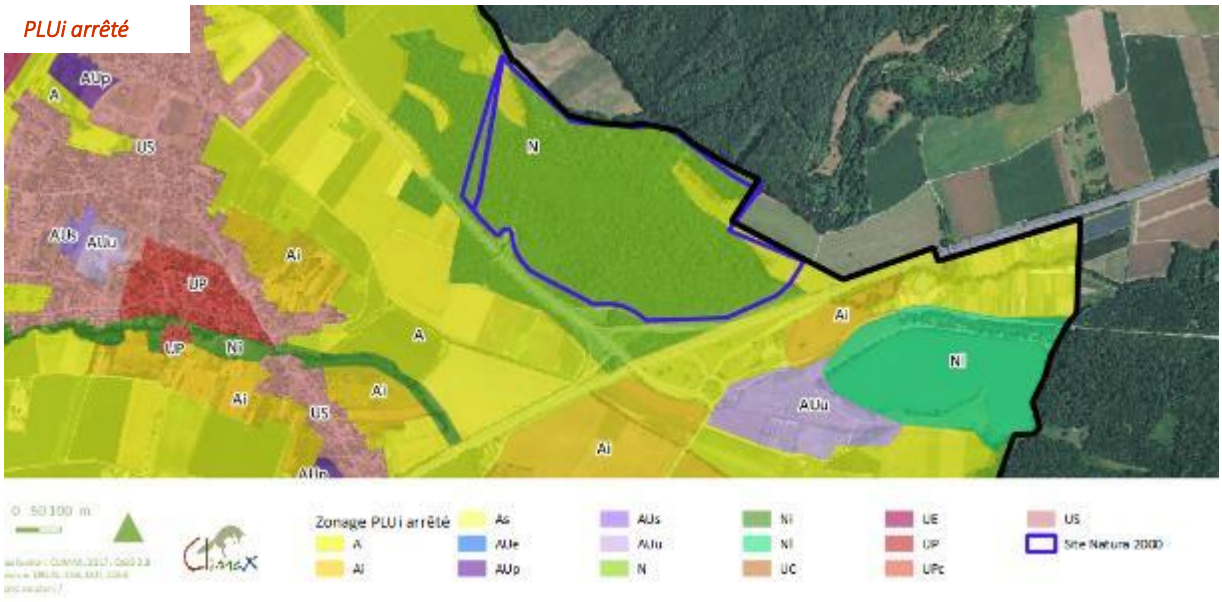
(> voir cartes suivantes).

Carte 25 : Zonage du PLUI dans la ZSC Vallée de la Doller

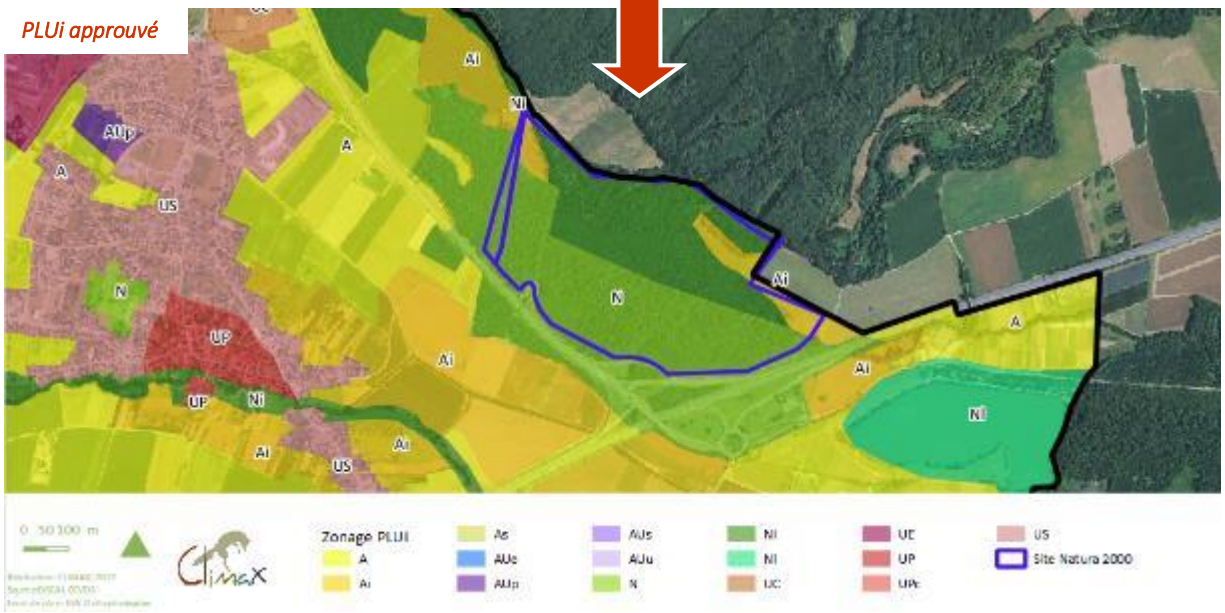


> Le lit majeur de la Doller dans la ZSC est mieux préservé dans le PLUi approuvé avec le zonage agricole inconstructible (Ai) défini au droit d'un ancien zonage agricole, en rive droite de la Doller.

PLUi arrêté



PLUi approuvé



> Le boisement de la ZSC est mieux préservé avec le zonage du PLUi approuvé qui le rend en grande partie inconstructible. De même, les zones agricoles intégrées à la ZSC passent d'un zonage agricole A à un zonage agricole inconstructible Ai, ce qui réduit fortement les risques de constructions et donc d'atteinte aux milieux naturels et espèces d'intérêt communautaire.

Le formulaire Standard des données mentionne 8 habitats et 7 espèces qui justifient la ZSC.

Les habitats concernés sont des peuplements forestiers, des eaux libres, des mégaphorbaies, des prairies de fauche mésophiles et la pelouse calcicole.

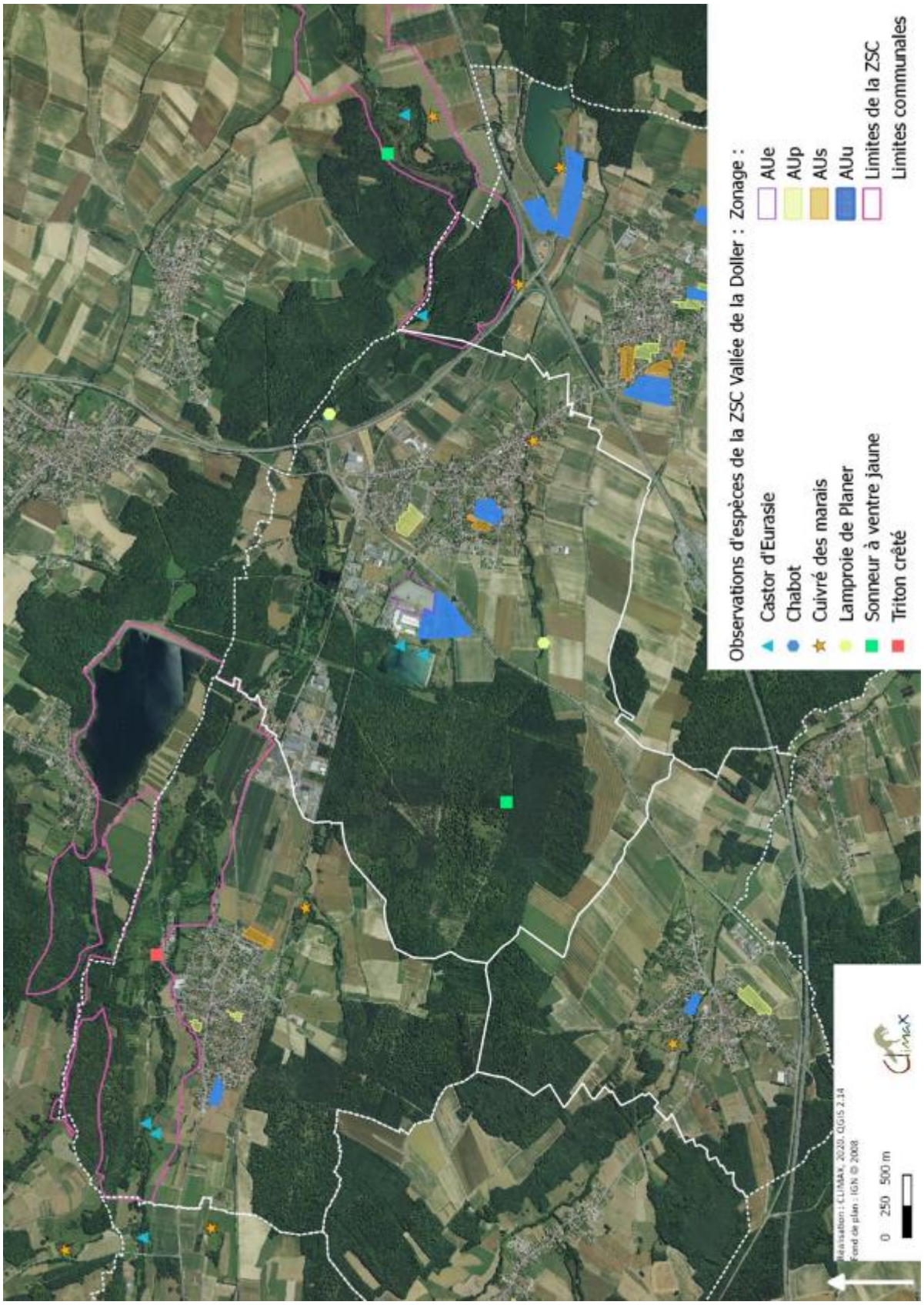
Parmi les espèces, on trouve des espèces aquatiques (Chabot, Lamproie de Planer, Marsilée à quatre feuilles), des espèces semi-aquatiques (Castor, Amphibiens) et un Rhopalocère des prés humides (Cuivré de marais).

Tableau 28 : Habitats et espèces justifiant la ZSC Vallée de la Doller

Habitats (Code)	Sup. dans la ZSC (Ha)	Présence dans la ZSC
Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition (3150)	23,1	Glaisière de Guewenheim (ZSC)
Rivières des étages planitiaires à montagnard avec végétation du *Ranunculion fluitantis* et du *Callitricho-Batrachion* (3260)	11,55	Tronçons de la Doller (ZSC et hors ZSC)
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement calcaires (6210)	11,55	Versant Rive gauche de la Doller (Guewenheim)
Mégaphorbaies hygrophiles humides planitiaires et des étages montagnards à alpin (6430)	23,1	Berges de la Doller et zones humides (Guewenheim)
Prairies maigres de fauche de basse altitude (6510)	23,1	Abords de la Doller (Guewenheim)
Forêts alluviales à Alnus glutinosa (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) (91E0*)	69,3	Berges de la Doller et zones humides (Guewenheim)
Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris) (91F0)	46,2	Forêt de Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas.
Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médioeuropéennes (9160)	46,2	Abords de la Doller à Burnhaupt-le-Bas

Espèces (Code)	Habitats	Données dans la CCVDS
Cuivré des marais (1060) *Lycaena dispar*	Prés humides, marais	Burnhaupt-le-Bas (ZSC) Fréquent hors ZSC : Guewenheim, Sentheim, Burnhaupt-le-Haut, Burnhaupt-le-Bas
Lamproie de Planer (1096) *Lampetra planeri*	Lit mineur des rivières	Doller aval (ZSC)
Chabot (1163) *Cottus gobio*	Lit mineur des rivières	Doller aval (ZSC)
Triton crêté (1166) *Triturus cristatus*	Mares (reproduction) ; forêts, haies, friches (gîtes terrestres)	Glaisière de Guewenheim (ZSC)
Sonneur à ventre jaune (1193) *Bombina variegata*	Mares pionnières minérales (reproduction), forêts (gîtes terrestres)	Lit majeur de la Doller ; Soppe-le-Bas (hors ZSC)
Castor d'Europe (1337) *Castor fiber*	Lit mineur et berges des rivières	Répandu le long de la Doller dans et hors ZSC
Marsilée à quatre feuilles (1428) *Marsilea quadrifolia*	Eaux stagnantes	Absente

Carte 26 : Données récentes des espèces de la ZSC Vallée de la Doller



Effets du PLUi arrêté sur les habitats est espèces justifiant la ZSC Vallée de la Doller :

Aucune zone urbaine ou à urbaniser ne croise l'entité Natura 2000. L'impact sur les habitats justifiant cette ZSC est donc quasi-nul.

Les espèces menacées par le projet de PLUi sont celles à mœurs terrestres : le Castor, le Cuivré des marais, le Triton crêté et le Sonneur à ventre jaune. Parmi celles-ci, seuls le Castor d'Europe et le Cuivré des marais peuvent être affectés par l'urbanisation à Burnhaupt-le-Haut et Burnhaupt-le-Bas en altérant des sous-populations en dehors de la ZSC. Les deux Amphibiens exploitent des gîtes terrestres qui ne seront pas touchés par le projet. Le Castor peut fréquenter des espaces proches de l'urbain mais son activité nocturne le soustrait à plusieurs incidences.

Chez le Cuivré des marais, assez bien répandu dans la CCVDS, la perte de ces individus pourrait affecter le fonctionnement et réduire l'effectif de la population de la basse Doller. L'impact semble de niveau assez faible.

Un autre effet possible serait l'altération indirecte de leur milieu, par exemple, l'altération de la qualité de l'eau pour les espèces de poissons. Cet effet négatif est toutefois peu probable.

Synthèse des incidences du PLUi arrêté sur Natura 2000 :

Le PLUi ne prévoit pas d'extension urbaine dans les trois sites du réseau Natura 2000.

Des espaces déjà urbanisés sont toutefois classés en UP et US en raison de l'antériorité de ces bâtiments par rapport à la désignation des sites (2005 et 2008).

Le zonage envisage très majoritairement un classement en secteur naturel (N) ou Agricole (A) avec souvent une très forte limitation des possibilités de construction (indiçage i). Des Espaces Boisés Classés (EBC) couvrent les massifs forestiers des sites Natura 2000 mais ce classement n'est garant d'aucune mesure en termes de sylviculture vis-à-vis des espèces ou habitats d'intérêt communautaire.

Le site le plus susceptible d'être affectée est la Zone de Protection spéciale des Hautes-Vosges dont certaines entités sont proches des villages

Les effets négatifs seront donc faibles pour ce qui relève de l'urbanisme à destination de l'habitat.

Des aménagements pourraient engendrer des dommages non négligeables mais en l'absence d'éléments plus précis, les effets sont très difficiles à qualifier : la construction de la ligne TGV qui traversera la vallée de la Doller et les extensions possibles autour des stations de ski (Ballon d'Alsace, Schlumpf). Ces projets seront sans doute soumis à des études d'incidences N2000 mais ces dispositifs ne garantissent pas une bonne prise en compte des valeurs.

Les incidences du PLUi sur les sites Natura 2000 sont très faibles et n'ont pas de caractère notable.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- Les zones Natura 2000 sont mieux préservées avec le zonage du PLUi approuvé, qui rend davantage de secteurs agricoles et naturels inconstructibles que dans la version arrêtée.
- *FOCUS NATURA 2000 : Réunion du 13 avril 2021 à la Communauté de Communes*

  Constat : Des constructions ont été menées antérieurement à la mise en œuvre du PLUi dans plusieurs entités de la ZPS « Hautes-Vosges », affectant la fonctionnalité de ce site.

  Volonté de la CCVDS : protéger les sites Natura 2000, revoir le règlement et compléter le dossier d'incidence.

  La prise en considération des espaces déjà urbanisés dans les zones U du PLUi a fait l'objet d'une attention particulière de la part de la CCVDS, afin notamment de répondre à l'avis de l'Autorité environnementale en tant que PPA sur le PLUi arrêté considère que *« l'urbanisation ou toute extension des bâtiments déjà existants doit être proscrite dans les sites Natura 2000. Le règlement devra être complété de mesures destinées à préserver les zones Natura 2000 de toute nouvelle construction ou extension des bâtiments déjà existants, voire de compenser les enjeux impactés dans le respect du code de l'environnement. »*

« Par conséquent, proscrire toute construction dans ces secteurs qui n'a plus lieu d'être classé comme tel n'apparaît pas cohérent. Ceci pose aussi des problèmes d'arbitrages pour des demandes ultérieures d'urbanisation dans les dents creuses et il paraît plus opportun d'opter pour une autre stratégie que de s'arcbouter sur les parties où le périmètre a été malmené.

A la suite de l'enquête publique, la CCVDS a souhaité faire apparaître dans sa réponse au procès-verbal de synthèse sa **volonté de protéger les sites Natura 2000, revoir le règlement et compléter le dossier d'incidence**.

Cependant, des constructions ont été menées antérieurement à la mise en œuvre du PLUi dans plusieurs entités de la ZPS « Hautes-Vosges », affectant la fonctionnalité de ce site.

En présence des structures concernées et animatrices des sites Natura 2000 (le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, la DDT et la DREAL), la CCVDS a souhaité partir de ce constat avec l'aide et l'expertise du bureau d'études CLIMAX.

La CCVDS propose de protéger, dans le PLUi (version approuvée), des sites supplémentaires qui pourraient être considérés comme des sites à inscrire en Natura 2000 en « compensation » de ceux qui ont été détériorés entre-temps.

Ces sites ne sont pas uniquement proposés afin de compenser purement et simplement, ainsi que faire perdurer, la destruction de sites Natura 2000. Ils sont aussi sélectionnés en fonction de leur intérêt écologique, identifié sur le terrain par CLIMAX.

Le PLUi en cours d'élaboration est la première occasion de mettre en cohérence un document d'urbanisme dans ces petites communes (dotées de POS jusqu'au 1er janvier 2021 des années 80 et 90).

Ce sera la première prise en compte de ces enjeux dans le document d'urbanisme et il permettra de protéger dans les décennies à venir ces sites, ainsi que ceux proposés.

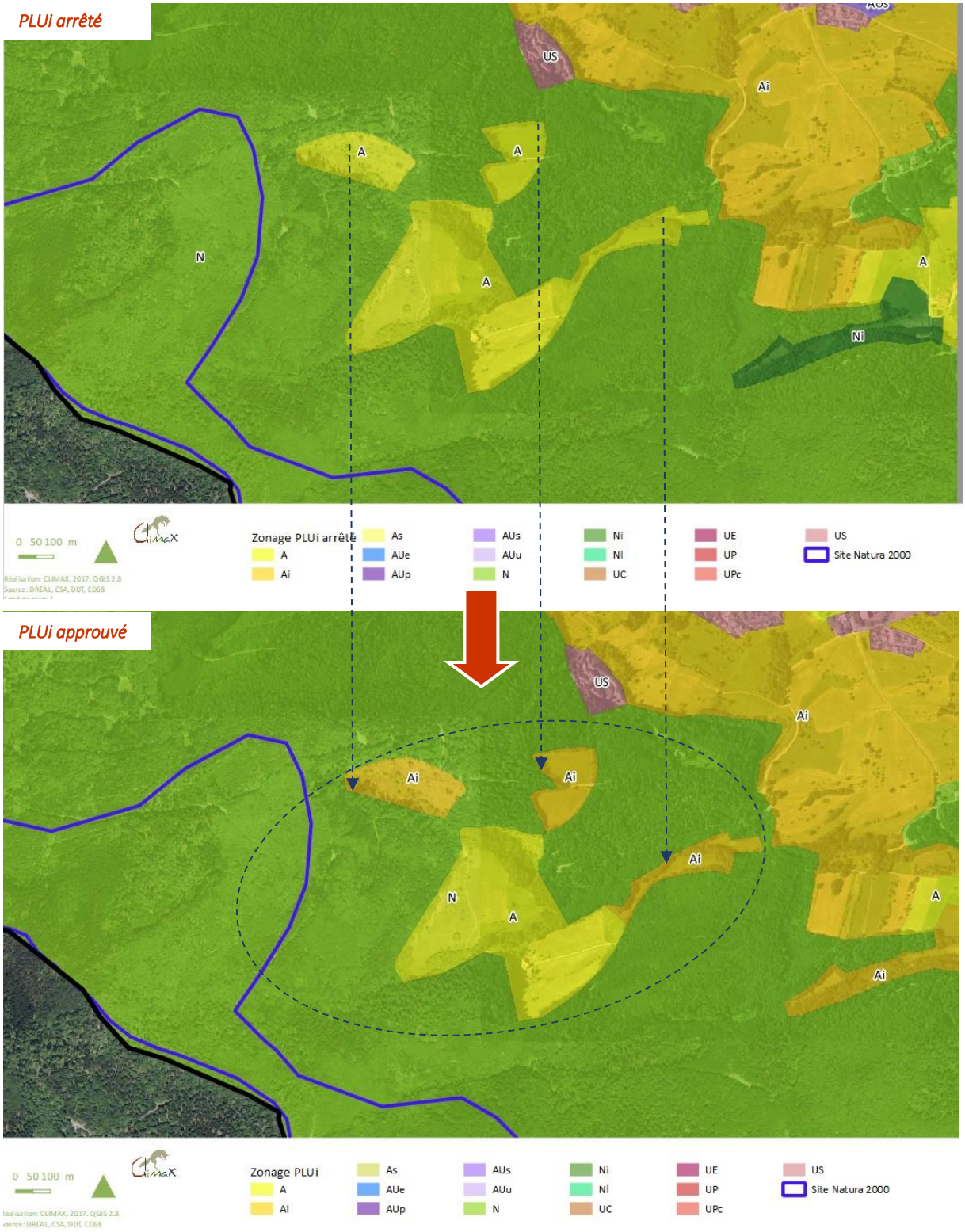
- ⇨ La protection de ces sites ne repose pas uniquement sur un critère surfacique mais bien par l'expertise de terrain du Bureau d'études CLIMAX
- ⇨ La protection se fera grâce notamment au zonage du PLUi, Ai, Ni avec indice « i » pour inconstructible / *déjà mis en place dans le PLUi approuvé*
- ⇨ La CCVDS prendra acte de ses engagements avec une mention dans la délibération d'approbation
- ⇨ La CCVDS est prête à démontrer le gain apporté par cette démarche et une prise en compte dans le temps

> La CCVDS s'engage donc dans un processus d'amélioration environnementale de son territoire, avec un effort important mis en œuvre pour « compenser » les urbanisations passées dans les sites Natural 2000. Cet engagement fort de modification des sites Natura 2000 se traduit par une plus grande surface dédiée au espaces naturels protégés sur le territoire intercommunal.

Certains sites pressentis, proposés par CLIMAX, ont été transcrits en zones inconstructibles dans la version approuvée du PLUi.

Dans cette dynamique, le PNRBV va lancer fin 2022 une étude pour revoir les délimitations des sites Natura 2000 et acter ainsi les mesures de compensation aux urbanisations passées dans la ZPS.

Carte 27 : Exemple de zonages « inconstructibles » dans des sites identifiés à protéger par une extension des sites Natura 2000



> Les clairières agricoles, de grandes qualité écologique, présentes dans le vallon du Graber à Masevaux-Niederbruck ont été redéfinies en zone agricole inconstructible dans le PLUi approuvé, pour mieux les protéger de l'urbanisation et pour anticiper l'éventuelle extension de la ZPS dans le cadre des compensations.

7.2.2.2. Effets du projet de PLUi sur les ZNIEFF I

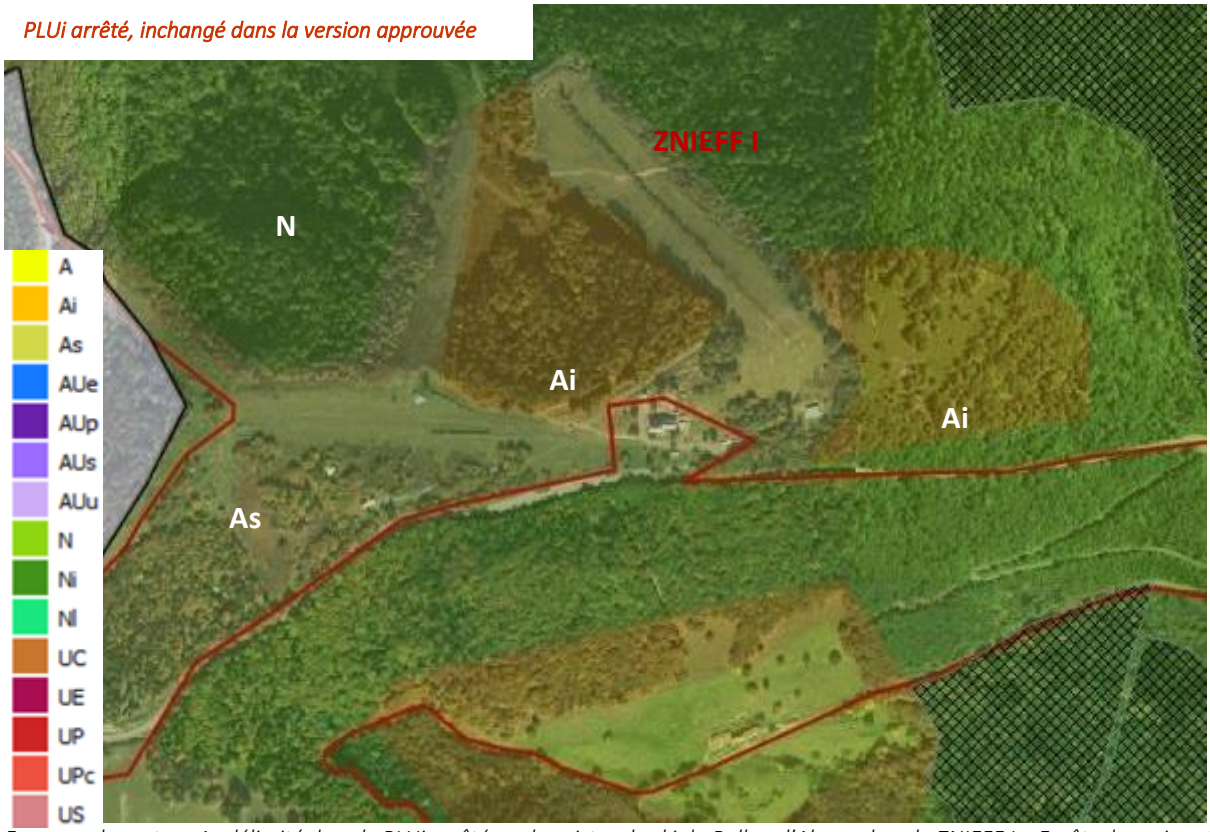
La question posée est de savoir si le PLUi est de nature à affecter les valeurs de sites d'intérêt régional.

Aucune zone d'extension urbaine ne se situe dans les ZNIEFF de type I qui couvrent le territoire de la CCVDS.

En haute-vallée, les ZNIEFF I qui coiffent les sommets boisés et les chaumes sont la plupart du temps délimités en zones N et Ai (seuls les abords des fermes existantes sont définis en A afin de permettre des extensions/constructions) et les massifs sont protégés par un surzonage au titre des Espaces Boisés Classés. Si le PLUi ne permet pas de toucher à la gestion forestière, les dispositions qu'il présente (zonage, règlement, OAP thématiques) permettent cependant d'assoir un certain niveau de protection des structures écologiques et paysagères.

Soulignons cependant le zonage As délimité pour la pratique du ski dans la ZNIEFF I « Forêts de ravins et chaumes de la haute vallée de l'Alfeld à Sewen », avec un règlement qui autorise « *les travaux, équipements, constructions et installations nécessités par l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des domaines skiables* » ainsi qu'à la « *pratique estivale d'activités sportives de plein air* », la création de logements réservés au besoin du personnel dont la présence sur place est indispensable à l'exploitation des domaines ou encore « *l'aménagement d'aires de stationnement* », sans qu'un maximum ne soit mentionné. Les effets du zonage As, même si la surface concernée reste très limitée (environ 25 ha) au regard de la surface de la ZNIEFF de type I (environ 10 km²), les incidences de cette zone peuvent potentiellement être importantes localement, notamment sur les milieux ouverts qui sont assez peu représentés dans la ZNIEFF.

PLUi arrêté, inchangé dans la version approuvée

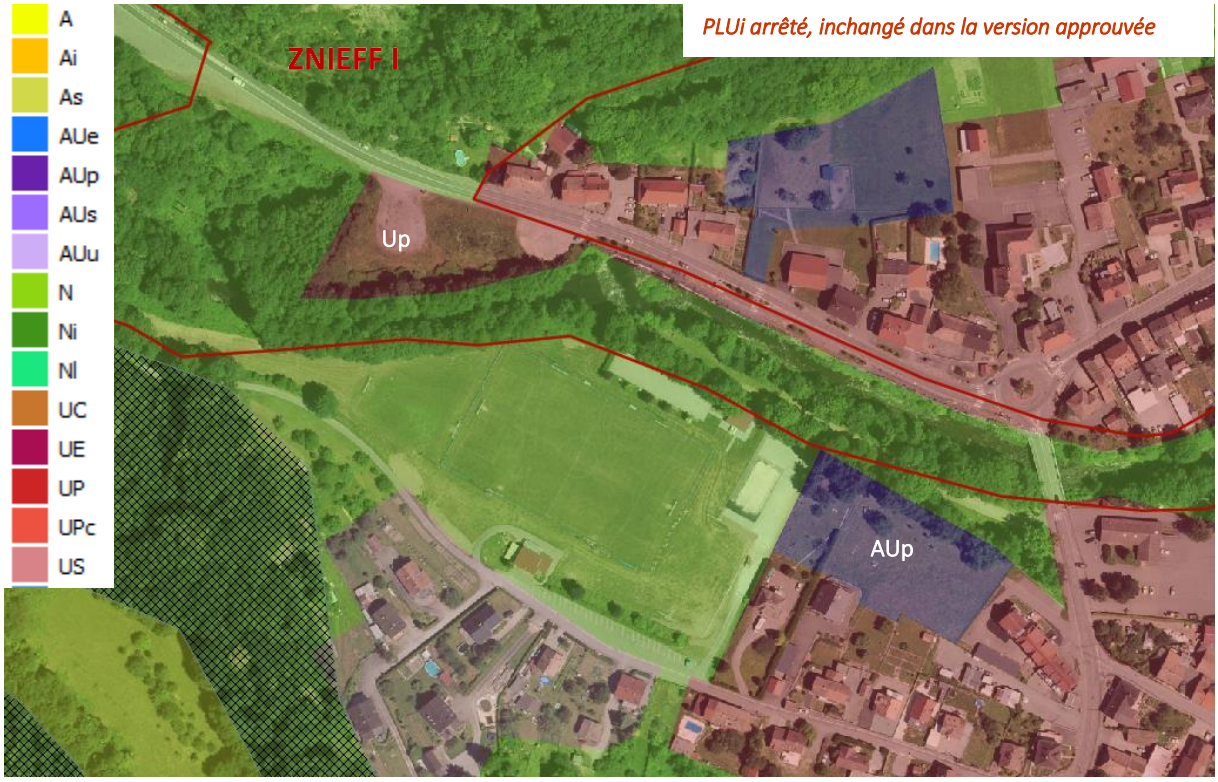


Focus sur le secteur As délimité dans le PLUi arrêté sur les pistes de ski du Ballon d'Alsace dans la ZNIEFF I « Forêts de ravins et chaumes de la haute vallée de l'Alfeld à Sewen »

> Dans la version approuvée du PLUi, le zonage As dédié au domaine skiable, correspond désormais à un STECAL strictement réduit autour des bâtiments existants et encadre plus strictement les constructions, n'autorisant que l'extension mesurée des bâtiments existants (+30% maxi), pour une emprise maximum de 500m². Les impacts sur la ZNIEFF sont davantage limités par les STECAL, mais restent potentiellement importants au vu de l'emprise maximale accordée et la constructibilité d'abris et de serres autorisées dans les zones Ai qui les entoure.

La logique est la même pour la ZNIEFF I de la vallée de la Doller, où les zones agricoles inondables ou humides localisées dans le lit majeur de la rivière, sont rendues inconstructibles (Ai, Ni et Espaces Boisés Classés) afin de préserver le paysage, la biodiversité, les ressources et les corridors.

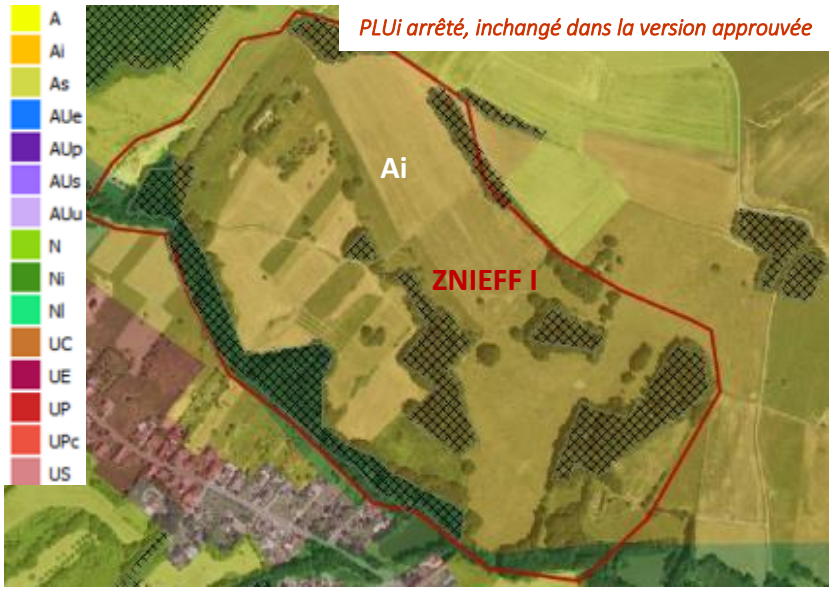
Certaines zones AU se situent cependant à proximité directe de ZNIEFF de type I. C'est par exemple le cas d'une zone AUp à Lauw qui jouxte la ZNIEFF de la Doller en rive droite. Une zone UP, résultant d'une extension récente (lotissement viabilisé) a par ailleurs été récemment aménagée quelques centaines de mètres en amont, dans la ZNIEFF I :



Les ZNIEFF I présentant les enjeux les plus forts sont donc *a priori* les plus menacées, localisées dans l'avant-vallée.



La ZNIEFF I du massif de l'Eichwald est délimitée en zone N, partiellement constructible, mais un surzonage en Espace Boisé Classé permet de protéger le couvert arboré.
Son intégrité pourra toutefois être menacée par le projet d'aménagement de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône (Emplacement Réservé du PLUi) dont le tracé impacte fortement la moitié ouest et scinde le massif en 2 parties.
Ce projet entame également la ZNIEFF I de la Doller plus au Nord.

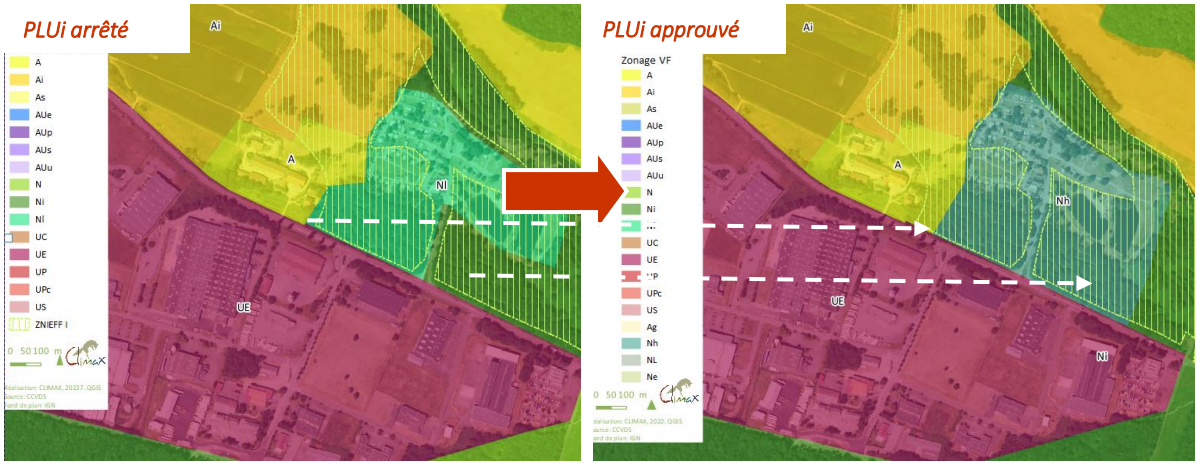


a ZNIEFF I du Tschechten est délimitée en zone Ai et Ni, inconstructible, permettant ainsi d'éviter des impacts d'urbanisation. Les boisements sont protégés au titre des Espaces Boisés Classés (L.113-1 du CU).

Dans le PLUi approuvé, les abris de pâtures et les serres démontables sont autorisés en zone Ai, ce qui est susceptible d'engendrer des incidences non négligeables sur certains milieux sensibles comme c'est le cas ici.



L'ancienne gravière de Burnhaupt-le-Haut, localisée entre la ZNIEFF I de la Doller et celle du massif de l'Eichwald présente un intérêt écologique non négligeable avec une biodiversité accueillant des espèces déterminantes pour les ZNIEFF (cumul de 65 points en l'état des connaissances actuelles.
Délimitée en N, et la partie sud en Ni (inconstructible), elle est *a priori* peu menacée, mais sa proximité avec une zone d'activités - et ses extensions projetées (réserve foncière AUu) -et l'Emplacement Réservé dédié à la ligne TGV Rhin-Rhône, pourraient altérer sa valeur à terme.



Certaines modifications de zonages engendrent en revanche un risque accru – mais modéré - sur les ZNIEFF de type I. Exemple ici aux abords du camping des Castors à Burnhaupt-le-Haut : une partie (0.5 ha) du boisement (à l'Ouest de l'accrobranche) passe d'un zonage Nl (loisirs) à un zonage agricole constructible (A), sans protection par un surzonage de type EBC ou L.151-23, entrainant un risque de déboisement dans la ZNIEFF pour développer l'activité agricole. Aussi, plus à l'Ouest, une autre partie de ce boisement désigné en ZNIEFF de type I (2.3 ha), initialement protégé par un zonage naturel inconstructible (Ni), passe en STECAL (Nh) - dédié à l'« hébergement et habitat isolé » pour l'hébergement touristique et loisirs de plein air (camping, accrobranches) et l'habitat spécifique sous forme de constructions légères démontables et/ou mobiles (tiny house) afin de « régulariser » l'activité récente de laser-game - dans la version approuvé du PLUi et entrainant un risque plus important sur la préservation des milieux. Ce boisement est cependant protégé par un surzonage au titre des EBC qui limite les coupes.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les incidences du PLUi sur les ZNIEFF de type I sont peu modifiées dans la version approuvée (le PLUi arrêté prenant déjà bien en considération la protection de ces sites sensibles).

Les évolutions les plus significatives s'inscrivent dans le sens d'une meilleure protection, notamment en zone de montagne avec la mise en œuvre de zonages spécifiques (STECAL) plus contraignants et dont les possibilités d'urbanisation ne s'appliquent qu'aux extensions limitées des constructions existantes.

Cependant, certaines modifications vont dans le sens d'une moindre « protection » des ZNIEFF I et sont susceptibles de faciliter la dégradation ou la destruction des milieux naturels, comme à Burnhaupt-le-Haut.

7.2.2.3. Effets sur les trames vertes et bleues

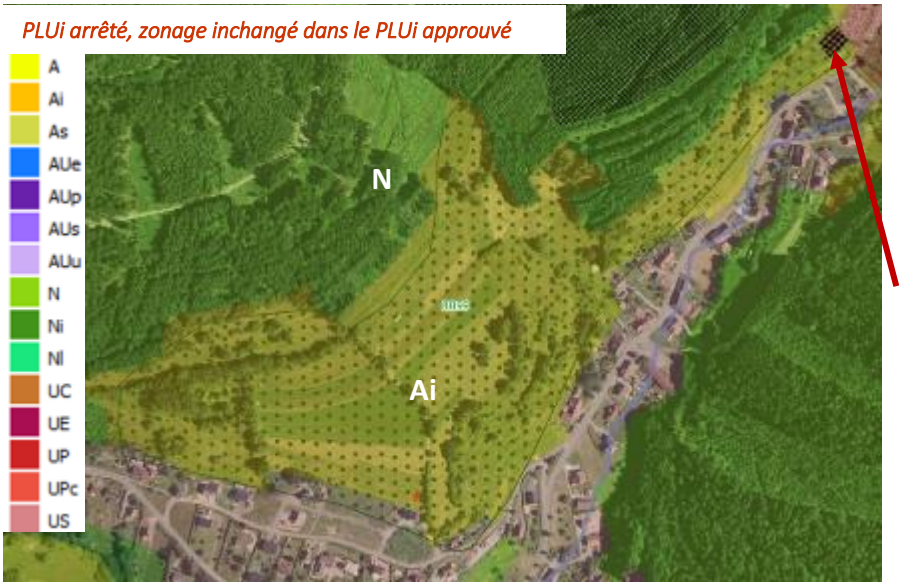
SRCE

De la même manière que pour les ZNIEFF, les éléments structurants du SRCE (Réservoirs de Biodiversité et Corridors Ecologiques) ont été évités dès les premières ébauches de zonage.

Les Réservoirs de Biodiversité de la haute vallée sont relativement bien préservés avec des zonages N, Ni, A et Ai, souvent surmontés d'une protection au titre des Espaces Boisés Classés.

Cependant, on identifie localement quelques incidences possibles du projet de PLUi sur le SRCE. Il s'agit par exemple d'un lotissement existant et du projet d'extension du cimetière à Rimbach-près-Masevaux empiètent sur le RB99 du SRCE, à la marge (< 1ha).

PLUi arrêté, zonage inchangé dans le PLUi approuvé



Le RB99 du SRCE est majoritairement délimité en Ai, inconstructible.
Il avait déjà été entamé il y a quelques années par l'aménagement d'un lotissement (en cours de remplissage) dans la partie sud à Rimbach-près-Masevaux.
Un projet d'extension du cimetière (Emplacement Réservé) est désormais prévu sur 0.1 ha à l'extrémité Nord-Est, sans que cela ne vienne toutefois entamer les valeurs écologiques de ce secteur en marge de la zone urbanisée.

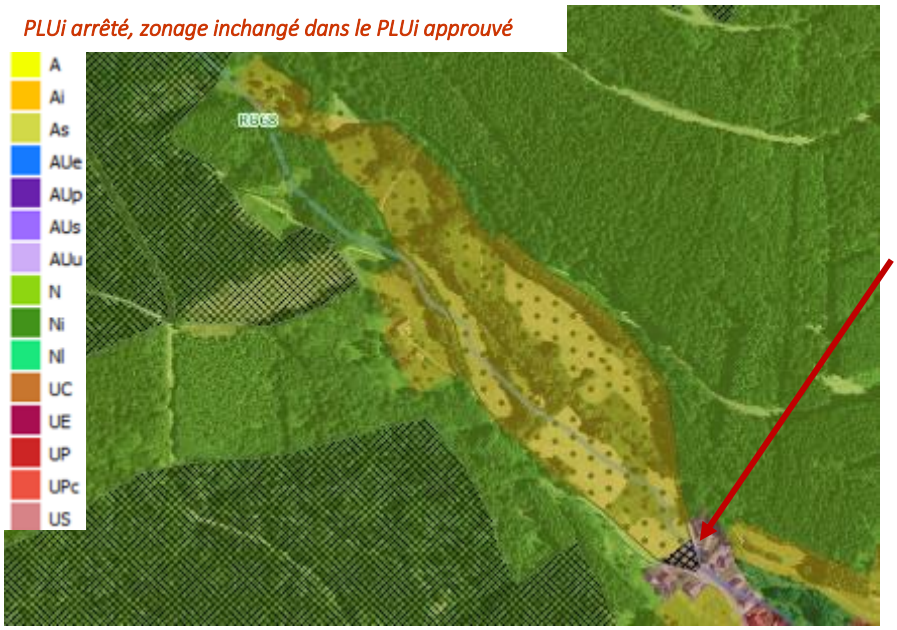
PLUi arrêté



Le RB68, qui couvre une grande partie des massifs forestiers de la haute-vallée, est pour partie délimité en secteur As pour la pratique du ski sur les versants du Ballon d'Alsace, avec un règlement qui autorise « constructions et installations nécessités par l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des domaines skiables » ainsi qu'à la « pratique estivale d'activités sportives de plein air », la création de logements réservés au besoin du personnel dont la présence sur place est indispensable ou encore « l'aménagement d'aires de stationnement ». Les effets du zonage As, même si la surface concernée reste très limitée (environ 25 ha) au regard de la surface du RB68, les incidences de cette zone peuvent potentiellement être importantes localement.

> Dans la version approuvée du PLUi, le zonage As dédié au domaine skiable, correspond désormais à un STECAL très limité qui est très localisé et restreint autour des bâtiments existants et qui encadre plus strictement les constructions, n'autorisant que l'extension mesurée (+30% maxi) des bâtiments existants, pour une emprise maximum de 500m². Les pistes autour sont délimitées en zone agricole inconstructible Ai. Les impacts sur le RB68 du SRCE sont donc davantage clarifiés, localisés et encadrés par rapport au PLUi arrêté.

PLUi arrêté, zonage inchangé dans le PLUi approuvé



De la même manière, un Emplacement Réservé (ER) est prévu à Rimbach-près-Masevaux pour la création d'une aire de retournement dans le RB68 du SRCE, qui est majoritairement délimité en Ai, inconstructible.
Cet Emplacement Réservé repose sur une zone US en marge du village, et empiète sur une petite zone humide identifiée dans l'état initial de l'environnement.

Dans le PLUi approuvé, le zonage est inchangé et l'ER est conservé. Les incidences possibles sur les zones humides persistent.

Trames Vertes urbaines

Concernant les trames vertes urbaines, le PLUi arrêté, à travers son objectif de densification des enveloppes urbanisées, risque d'avoir un impact assez fort sur les milieux participant au réseau écologique intra-urbain.

En effet, même si les constructions y étaient déjà possibles avec les anciens documents d'urbanisme, certains sites présentent des enjeux pour le paysage, le cadre de vie, le climat local et la biodiversité (dont la trame verte urbaine).

Les dents creuses urbaines d'une superficie inférieure à 1 ha ont été identifiées par le SCOT.

Elles se répartissent, à travers le zonage du PLUi arrêté, de la manière suivante :

Zonage	Surface (ha)
A	0,3
N	0,36
Nl	0,61
	1,27

Zonage	Surface (ha)
UE	0,36
UP	9,62
US	7,79
	17,77

Zonage	Surface (ha)
AUp	1,87
AUs	0
	1.87

On relève donc environ 20 ha de dents creuses urbaines destinées à être urbanisées dans le temps du PLUi (sans compter les zones viabilisées qui correspondent également à des dents creuses, mais plus aisément urbanisables…).

Parmi ces 20 ha, certaines dents creuses sont délimitées en zone U, d'autres en AU et enfin, quelques rares dents creuses sont délimitées en zone A ou N.

C'est la commune de Guewenheim qui désigne le plus de dents creuses urbaines en zone U avec près de 8 ha destinés à l'urbanisation.

GUEWENHEIM	7,68
MASEVAUX	2,72
SENTHEIM	2,59
BURNHAUPT-LE-HAUT	1,25
SOPPE-LE-HAUT	1,35
SEWEN	0,9
DOLLEREN	0,55
SOPPE-LE-BAS	0,54
SICKERT	0,38
RIMBACH-PRES-MASEVAUX	0,21
	18,17 ha

Il s'agit le plus souvent de vergers hautes tiges en zone UP à Guewenheim, de structures arborées, de jardins et de prés de fauche à l'intérieur d'ilots. Ces éléments arborés participent au réseau écologique intra-urbain et apportent également des effets bénéfiques sur le cadre de vie et la réduction des îlots de chaleurs en temporisant les fortes températures des chaleurs estivales.

Guewenheim



Ainsi, plusieurs dizaines d'hectares de milieux naturels ou semi-naturels (si l'on tient encore compte des zones viabilisées) d'intérêt écologique (biodiversité commune, trame verte intra-urbaine, climat local), localisées dans des dents creuses urbaines sont susceptibles d'être détruits par la densification urbaine des villages.

Cependant, le surzonage au titre de l'article L.151-23 du CU, qui soumet les abattages d'arbres à autorisation préalable, est associé à un règlement qui oblige de replanter un nombre de sujets équivalent à proximité : cette disposition permet de réduire les impacts sur les trames vertes urbaines (trame arborée).

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, ces incidences restent inchangées. Les zonages inconstructibles en secteurs A et N sont augmentés ainsi que le surzonage EBC.

La protection des ligneux est renforcée dans le Règlement écrit (II.3. a et c) et obligent à des compensations pour tout abattage ou chute naturelle d'arbres, voire à une demande d'autorisation préalable pour les éléments arborés concernés par le surzonage au titre de l'article L.151-23 du CU.

Cependant, concernant les vergers dans les dents creuses urbaines dans le T0, comme c'est le cas à Guewenheim, le surzonage de protection des ligneux (EBC, L.151-23) a été totalement supprimé pour ne pas entraver la densification urbaine dans les dents creuses zonées en U. Le remplacement des arbres abattus n'est donc plus prévu, dans ce cas, au PLUi.

7.2.2.4. *Effets sur les zones humides*

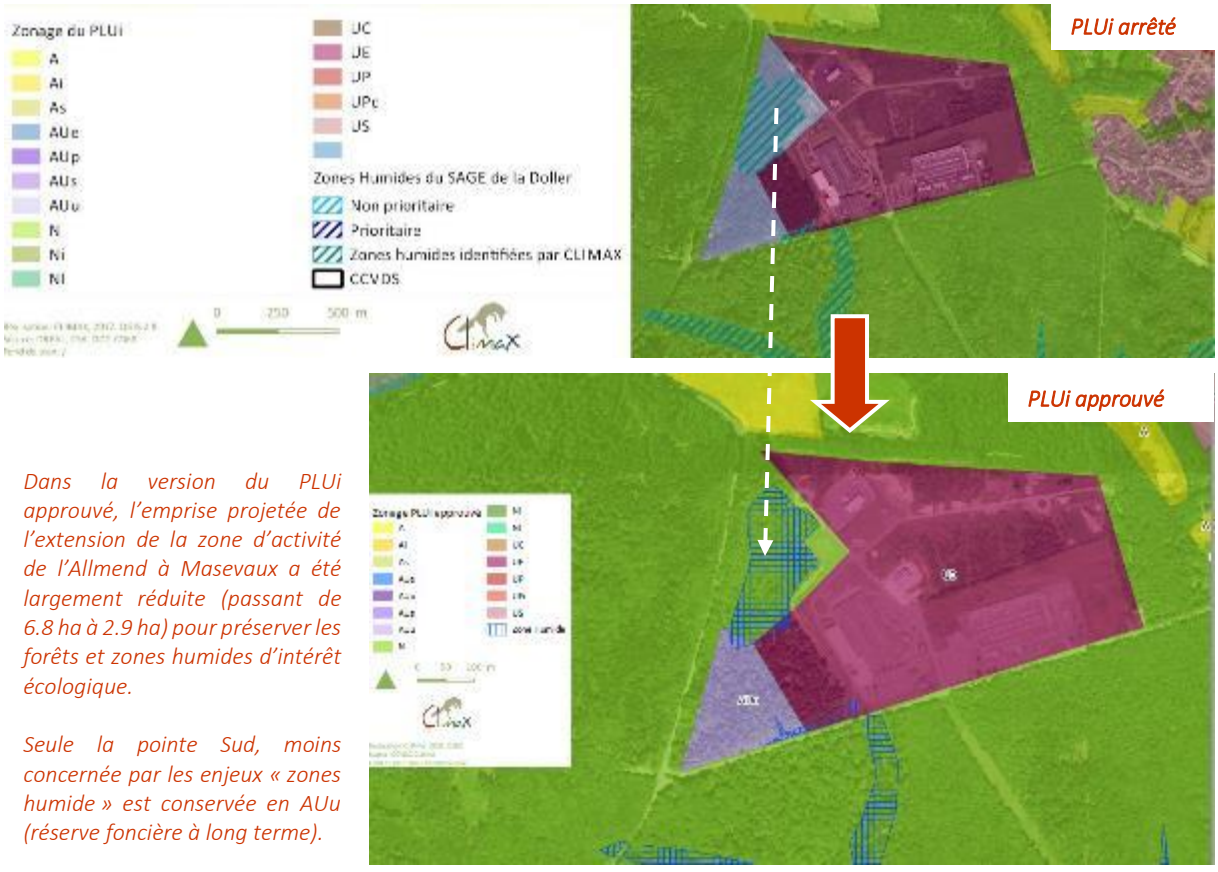
Dans le PLUi approuvé, l'ensemble des zones humides connues (SAGE Doller, SAGE Largue, inventaire CLIMAX) figurent au Règlement Graphique avec un surzonage spécifique et bénéficient d'un Règlement Ecrit adapté.

Aussi, plusieurs zones humides sont désormais évitées dans la version approuvée du PLUi, notamment à Lauw et Masevaux (zone AUu de la ZI *Allmend*) avec une réduction des zones AU, évitant les zones les plus sensibles.

Pour certaines zones AU qui ne peuvent être réduites, comme à Oberbruck où un permis d'aménager a déjà été déposé, les règles et préconisations sont rappelées dans l'OAP : l'aménagement de la zone devra tenir compte de la nécessité du maintien des fonctionnalités des zones humides et, le cas échéant, de mettre en place des mesures selon le triptyque ERC.

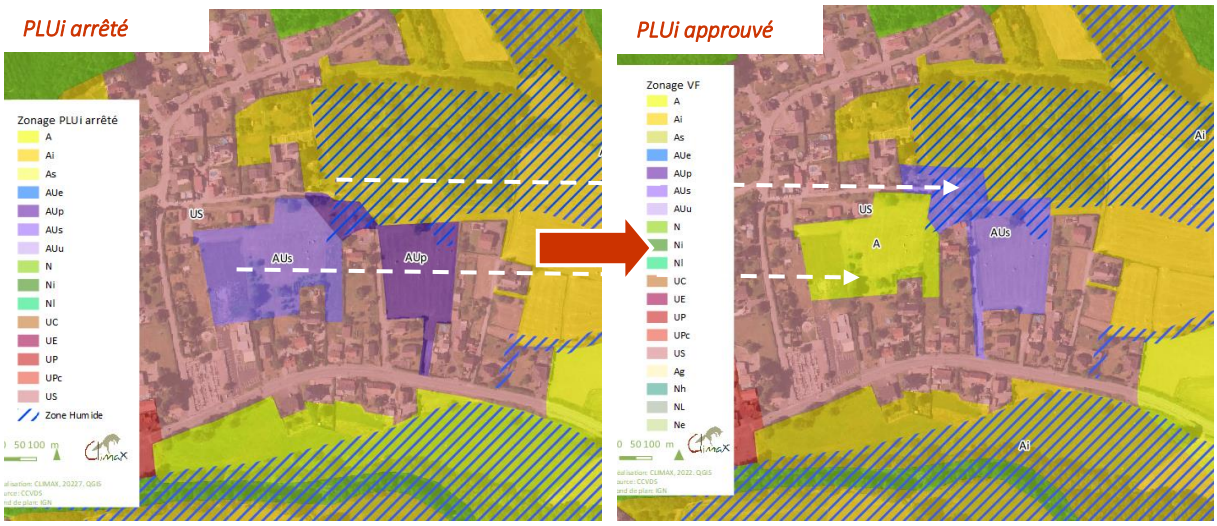
Enfin, le règlement écrit précise que « *En dehors des secteurs concernés par des OAP, où des mesures spécifiques d'évitement, de réduction et de compensation de l'impact sont imposés, les zones humides identifiées sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme doivent être préservées. Par conséquent, tous travaux, occupations et usages des sols susceptibles de détruire ou de dégrader le milieu ou de perturber directement ou indirectement les fonctions des zones humides sont interdites. Sont en particulier visés les constructions de toute nature, les remblais, les excavations, les aménagements conduisant à l'imperméabilisation du sol, les dépôts, la création d'étangs…* ».

La version approuvée du PLUi a notamment permis d'éviter des zones humides boisées en reversant en zone Naturelle (N) une grande partie (4 ha) de l'extension prévue à longue échéance (AUu) de la ZI *Allmend* à Masevaux :

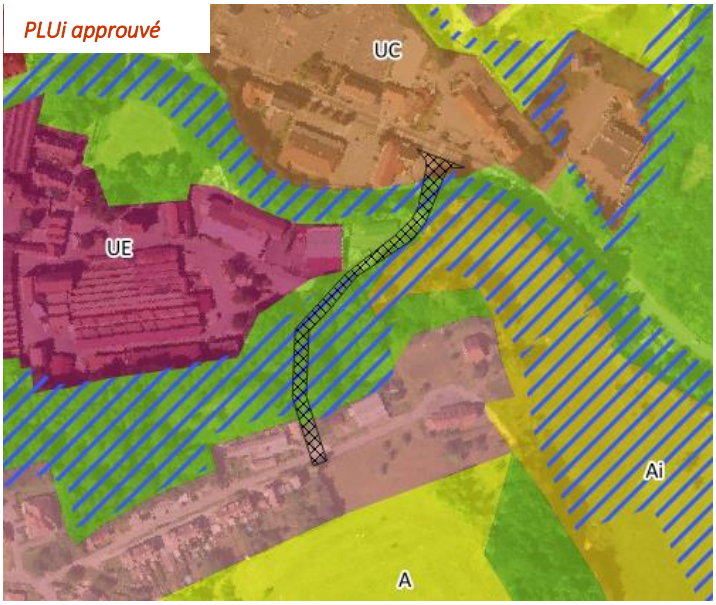


Dans la version du PLUi approuvé, l'emprise projetée de l'extension de la zone d'activité de l'Allmend à Masevaux a été largement réduite (passant de 6.8 ha à 2.9 ha) pour préserver les forêts et zones humides d'intérêt écologique.

Seule la pointe Sud, moins concernée par les enjeux « zones humide » est conservée en AUu (réserve foncière à long terme).



Dans la version du PLUi approuvé, la zone AUp « Village côté Ouest » a été supprimée et reversée en zone agricole A.
La zone AUp à l'Est (devenue AUs dans le PLUi approuvé, pour une meilleure cohérence avec Les règles d'urbanisme du secteur Us proche) est conservée.
Les prescriptions de l'OAP de ce site à urbaniser dans le PLUi approuvé (C.6) incite à « Préserver les fonctionnalités de la zone humide et améliorer si possible des fonctions ».
Il est par ailleurs indiqué (C.8.) de « Préserver l'espèce protégée » dont la localisation est reportée sur le plan de l'OAP et qui se situe dans une zone humide.
Ces préconisations du PLUi approuvé permettent une meilleure prise en considération des zones humides (et des espèces protégées), même si la zone AUs a été étendue sur les espaces agricoles et naturels, délimités en zone humides, sur le haut de versant, principalement pour permettre l'aménagement d'une voie d'accès.
Les zones humides concernées par la zone AUs résiduelle font l'objet de prescriptions particulières dans l'OAP. Le schéma de l'OAP indique une zone à aménager en dehors de la zone humide, avec indication d'une densité à respecter. En ce sens, la zone humide ne devrait pas être urbanisée.
Un impact résiduel sur les zones humides persiste donc, au moins pour l'aménagement d'une voie d'accès à la zone AUs par le Nord, mais l'emprise devrait être inférieure aux seuils de la Loi sur l'Eau. Un dossier au titre de la Loi sur l'Eau et des compensations seront nécessaires en cas d'impact plus important.



A Masevaux, un Emplacement Réservé (ER) a été ajouté dans la version approuvée du PLUi : il s'agit d'une emprise réservée à une desserte locale visant à relier 2 quartiers de part et d'autre de la Doller. Cette emprise de 2.555 m² se situe majoritairement en zone humide prioritaire du SAGE de la Doller. L'aménagement de cette voirie nécessiterait un dossier de déclaration (D) au titre de la Loi sur l'Eau et la mise en œuvre de mesures de compensation.

7.2.3. EFFETS SUR LE MILIEU HUMAIN

7.2.3.1. Paysage et cadre de vie

Le paysage a fait l'objet d'orientations au PADD et d'une OAP thématique Paysage/Patrimoine, notamment basée sur la préservation de motifs paysagers remarquables (vergers, haies, anciennes terrasses, bâti, petit patrimoine, points de vue, interfaces…).

La réalisation du PLUi va cependant modifier le paysage local et le cadre de vie des habitants. Les projets de densification urbaine vont réduire les espaces de respiration dans les villages (ex : Guewenheim) ou dans les espaces périvillageois (Masevaux, Burnhaupt-le-Bas), en consommant notamment des prés-vergers qui participent au paysage quotidien des habitants et créent des espaces de respiration entre les zones bâties. Dans ces communes, les formes urbaines vont localement être modifiées de manière importante, supprimant des espaces de transition entre urbain et agriculture qui participent à la qualité paysagère de la vallée. Les espaces de promenade de proximité seront davantage tournés vers les zones de grande culture (avant-vallée) sans grand intérêt paysager.

Certains éléments paysagers remarquables identifiés au SCOT sont potentiellement affectés par le projet de PLUi, comme par exemple avec la zone AUp « centre village » de Lauw qui intercepte un point de vue remarquable vers l'église et une façade urbaine patrimoniale ou les zone AUp et AUs à Burnhaupt-le-Bas qui interceptent une perspective paysagère depuis la RD83 en direction du centre ancien. L'urbanisation de ces secteurs aura cependant un impact faible, ces points de vue étant assez furtifs depuis des axes routiers importants.

A Soppe-le-Bas, l'aménagement de la zone AUp va altérer le point de vue identifié par le SCOT depuis la RD83 au sud et la façade patrimoniale d'intérêt local identifiée dans le diagnostic environnemental du PLUi. D'autres points de vue d'intérêt local identifiés au diagnostic sont potentiellement affectés par les projets d'urbanisation (Guewenheim, Niederbruck…).

Les réserves foncières (AUu) de Burnhaupt-le-Bas près de l'étang et, dans une moindre mesure, de Soppe-le-Bas près du Soultzbach, risquent d'affecter les aménités informelles liées au paysage et au cadre de vie associé à l'eau, en privatisant des espaces de détente ou de loisirs de proximité.

L'Emplacement Réservé pour l'aménagement de la Branche Est du TGV Rhin-Rhône, entre Guewenheim et Burnhaupt-le-Haut est susceptible d'affecter le paysage de l'avant-vallée (viaduc sur la Doller, axe transversal à la vallée sur remblais, traversée du massif boisé de l'Eichwald…) et la qualité du cadre de vie (bruit notamment).

Aussi, les stations de ski (As) dans la haute-vallée bénéficient d'un règlement relativement permissif qui est susceptible d'avoir des incidences paysagères non négligeables (bâtiments, parkings) dans un secteur sensible (projet de Grand Site) dominé par des ambiances naturelles.

Les sorties d'exploitations, rendues possibles en zones A et N, dans les secteurs d'enjeux environnementaux assez faibles, peuvent cependant avoir des incidences paysagères en fonction de la localisation, de la disposition, de l'ampleur et des caractéristiques architecturales des bâtiments.

Le paysage peut également être amené à évoluer avec les orientations de l'OAP Paysage/Patrimoine, notamment en ce qui concerne l'orientation I.5. « Freiner la fermeture des paysages ». Si cet objectif parait *a priori* louable – par exemple pour restituer à l'agriculture d'anciennes plantations d'Epicéas aux abords des villages ou de préserver des points de vue remarquables de l'avancée de la forêt - il peut avoir des effets contre-productifs sur les perceptions de « paysage sauvage » (ou spontané, ou dynamique…) également recherché par les habitants. Les secteurs identifiés dans l'OAP comme « sensibles à la fermeture des paysages » étant effectivement très importants.

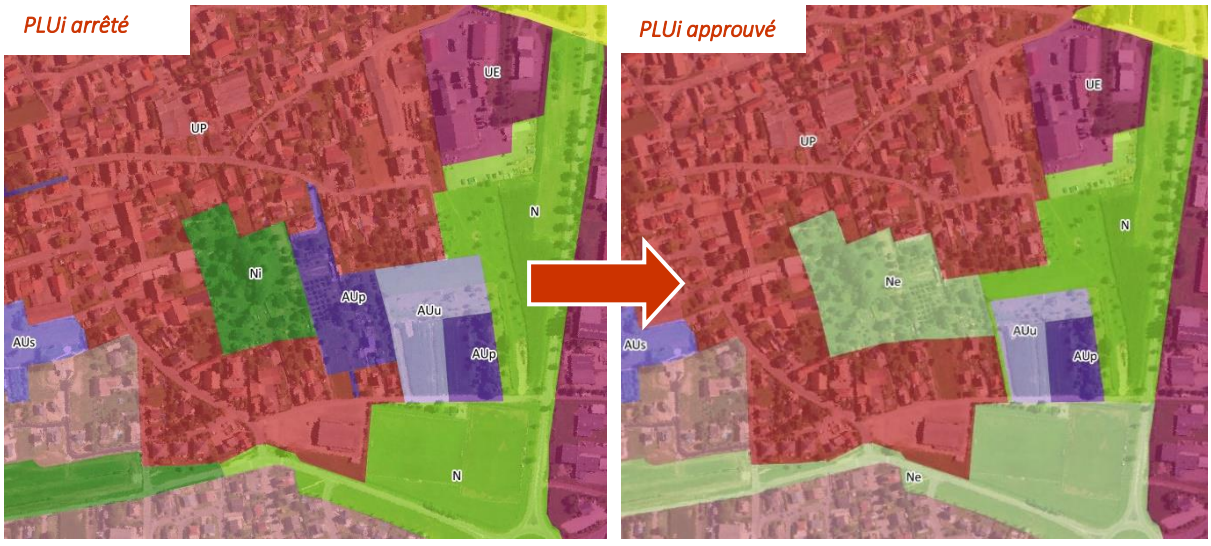
L'urbanisation en densification et en extension va également générer de nouvelles nuisances (voir plus loin).

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, certains impacts sur le paysage et le cadre de vie sont atténués :

- Plusieurs secteurs de prés-vergers périurbains sont retirés des zones d'urbanisation en extension et reversés en zones naturelles ou agricoles. C'est le cas des zones AU du *Vorderfeld* à Burnhaupt-le-Haut et du *Collège* à Masevaux (OAP n° 7 et 20, supprimées). Une zone de verger en AU au PLUi arrêté est également fortement réduite à Burnhaupt-le-Bas au profit d'une zone N et d'une zone Ne dédiée à un équipement collectif (aire de jeux) préservant le patrimoine arboré dans le PLUi approuvé.
- La quasi-totalité des zones AUu sont supprimées dans la version approuvée du PLUi, limitant ainsi la banalisation du paysage périurbain. Aussi, les réserves foncières AUu près de l'étang de Burnhaupt-le-Bas et en marge du Soultzbach à Soppe-le-Bas sont supprimées, préservant ainsi les aménités paysagères associées à ces espaces naturels de proximité.
- Les zones As dédiées au domaine skiable en montagne sont plus finement encadrées dans le PLUi arrêté. Elles correspondent désormais à des STECAL dont le règlement ne permet plus que l'extension mesurée des bâtiments existants (+30% max.) et pour une emprise totale maximum de 500 m². D'autres zonages sont spécifiquement définis pour les STECAL. Par exemple, seules les extensions des abris de pêche existants sont autorisées en zone Nl, sans pouvoir excéder 20m² d'emprise au sol : les nouvelles constructions y sont interdites. Les incidences paysagères et le mitage des espaces naturels sont donc limités dans la version approuvée du PLUi.
- De nouveaux secteurs d'intérêt écologique et paysager sont rendus inconstructibles (Ai et Ni), notamment dans les sites Natura 2000 et ZNIEFF de type I.

Exemple de préservation des vergers en centre urbain à Burnhaupt-le-Bas



7.2.3.2. Patrimoine naturel et bâti

Le patrimoine naturel fait l'objet d'attentions particulières à travers le zonage (et le surzonage), les OAP thématiques Paysage/Patrimoine et Trame Verte et Bleue/Biodiversité et le règlement (notamment au sujet des plantations arborées).

Les massifs forestiers, haies, bosquets et certains vergers périurbains et arbres remarquables sont préservés à travers des surzonages au titre du patrimoine naturel et paysager (L.151-23) ou des Espaces Boisés Classés (L.113-1) et des mentions spécifiques dans le règlement (II.3.).

Cependant, certaines ripisylves ou portions de ripisylves (Soultzbach, Doller, autres ruisseaux et fossés…), haies ou vergers ne sont pas pris en compte dans ce surzonage et sont donc davantage soumis à des risques de destruction, notamment dans le vallon du Soultzbach mais aussi dans la haute-vallée, sur les chaumes où de gros Hêtres remarquables constituent des éléments marquants du paysage.

Concernant le patrimoine bâti, les bâtiments remarquables identifiées dans le cadre de l'Etat Initial de l'Environnement sont reportées au plan du règlement graphique, mais sans que des prescriptions particulières soient associées à leur maintien ou à leur restauration/reconstruction. Certaines communes sont dépourvues d'inventaires du patrimoine bâti (ex : Sentheim, Guewenheim, Mortzwiller/Haut-Soultzbach).

La plupart des éléments listés dans le rapport de Présentation et l'Etat Initial de l'Environnement ne sont pas cartographiés dans l'OAP Paysage/Patrimoine ni reportés au Règlement graphique (anciennes terrasses, petit patrimoine, fermes d'altitude, patrimoine ferroviaire, refuges/chalets…). Si les risques de destruction paraissent *a priori* faibles, ils n'en demeurent pas moins réels et localement forts, comme le montre l'exemple de la ferme de la Fennematt, détruite à Dolleren et dont le nouveau bâtiment construit ne semble pas vraiment intégrée dans son environnement.

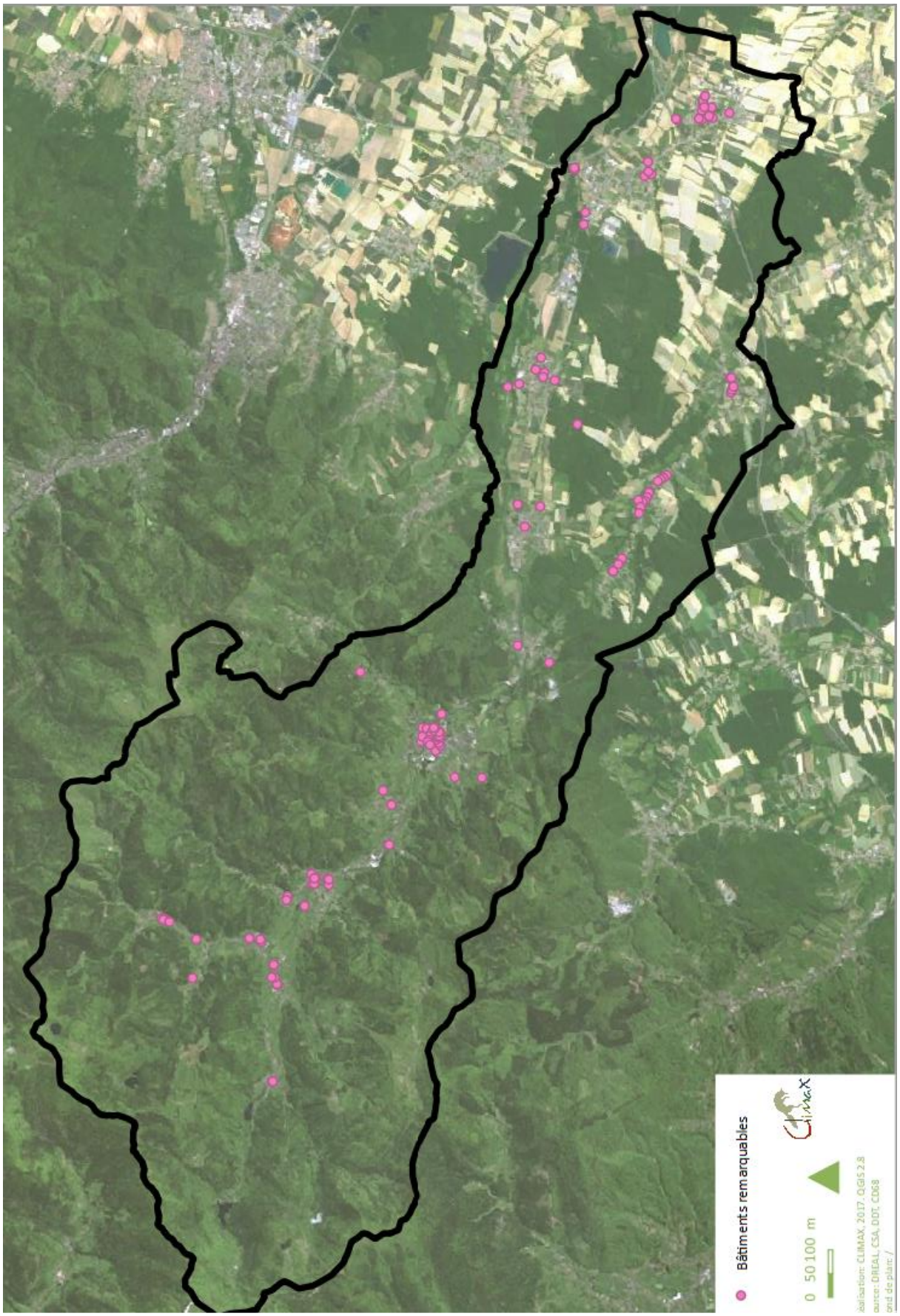
Si le règlement édicte certaines règles relatives à l'harmonisation des façades et des volumes, notamment en zone UP, et intègre les spécificités des 3 secteurs de la vallée (montagne, pôle d'ancrage et piémont), il ne garantit pas la préservation du patrimoine bâti identifié au diagnostic. Ce patrimoine fragile, qui participe à l'identité des villages, notamment dans les centres urbains, risque donc peu à peu de disparaitre au gré des opérations de renouvellement urbain. C'est le cas par exemple d'une ferme (habitation) à Sentheim, élément (non répertorié) du patrimoine bâti communal le long de la rue principale et qui est prévue à la démolition dans l'OAP n°25.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, certains impacts sur le patrimoine bâtis sont mieux pris en considération. On retiendra particulièrement :

- Davantage d'éléments sont protégés dans le règlement graphique, notamment le bâti remarquable de la base Mérimée et protection de nouveaux éléments du patrimoine ferroviaire et industriel (Gares ferroviaires / volumétrie / sheds Aldi / Elukabel…).
- Création d'une annexe architecturale avec des préconisations qui apporte des prescriptions en matière de décryptage/éclairage du Règlement écrit, notamment sur l'aspect général et l'intégration des constructions, les clôtures, l'implantation dans la pente en zone de montagne et l'intégration des constructions en zones économiques et commerciales.
- Les règles générales du Règlement écrit sont complétées (II.2.d à g) et renvoient à cette annexe complémentaire (I.2) : « *À une intégration des constructions dans la pente du terrain naturel qui limite les volumes de déblai / remblai et privilégie un modelage de terrain en terrasses successives ; (Voir annexe complémentaire et OAP Paysage et Patrimoine)* ».

Répartition des bâtiments patrimoniaux repérés au Règlement graphique dans la version approuvée du PLUi



7.2.3.3. Agriculture

Si la plupart des zones agricoles du territoire sont préservées, l'agriculture sera impactée de manière importante par le projet de PLUi, avec la perte potentielle d'une centaine d'hectares de terres d'intérêts agronomiques variables. En effet, une part importante des effets du plan touche à des prés-vergers, peu exploités dans l'avant vallée, mais qui participent fortement aux activités d'élevage dans la haute vallée et autour de Masevaux (ex : pâturage dans un verger en zone AUs).

Les effets du projet de PLUI(consommation de terres agricoles) sur la viabilité de chaque exploitation agricole sont délicats à évaluer. Cependant, les agriculteurs ont participé à l'élaboration du PLUi (enquête, ateliers…) et ont été conviés à des réunions spécifiques au cours de l'élaboration du PLUI afin de faire part de leurs besoins, qui ont été pris en compte. Le PLUI ne devrait donc pas attenter à la pérennité des exploitations de la CCVDS.

Si certaines zones agricoles sont délimitées en zone N ou en secteur Ni pour des raisons de valeurs environnementales et paysagères fortes, cela n'affectera pas l'activité agricole sur ces parcelles. Des possibilités de sorties d'exploitation et d'extensions de bâtiments agricoles sont fléchées dans les zones d'enjeux environnementaux moindres (A et N), permettant ainsi aux exploitants de pouvoir sortir des villages et créer de nouveaux lieux de travail.

A l'inverse, le PLUi identifie, notamment via l'OAP Paysage/Patrimoine (I.5.), des espaces de reconquête agricole localisés prioritairement sur les secteurs les plus propices à une revalorisation paysagère (plantations d'Épicéas en lisière de massif ou au contact de l'urbain) et les secteurs les plus favorables à l'agriculture, sous condition de se baser sur un réel projet agricole et de respecter des conditions d'orientation, de pente et d'accessibilité. Dans les zones A, Ai, N et Ni soumises au surzonage L.151-23 du CU, les replantations à des fins d'exploitation forestière sont interdites après la coupe d'une plantation forestière.

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

Dans la version approuvée du PLUi, les impacts de l'urbanisation sur les zones agricoles sont revus à la baisse. On note prioritairement :

- La suppression de la quasi-totalité des réserves foncières AUu pour l'habitat, ce qui conduit à reverser 24 ha en zone agricole A/Ai ou naturelle N/Ni exploitable. De même pour l'économie, les réserves foncières sont réduites de 6 ha au profit de zones agricoles ou naturelles.
- Les extensions urbaines (AUp et AUs) sont réduites (suppression des OAP n°7 ; 10, 19 et 20).
- Les périmètres constructibles autour des bâtis agricoles sont revus pour mieux correspondre aux besoins et la possibilité d'implanter des abris de pâtures et des serres démontables en Ai.
- Les possibilités de constructions en zone naturelle ou agricole (mitage) sont limitées, notamment dans les sites Natura 2000 et ZNIEFF 1 avec mise en place de STECAL qui encadrent mieux les constructions en n'autorisant que les extensions mesurées de bâtiments existants (ex : hôtels, fermes-auberges…).
- Le Règlement écrit est amendé et autorise désormais les abris de pâtures (20 m² si démontables et ouverts) et les serres (si démontables) en zone A et Ai.
- La vocation première agricole des zones As est davantage affirmée : la condition « *d'exercice des activités agricoles sous réserve de ne pas compromettre les activités sportives* » est supprimée.

Le zonage Ai n'interfère pas sur les pratiques agricoles menées sur les terrains concernés, mais agit sur les constructions en en limitant les possibilités (démarche E-R-C). L'idée est également de protéger ces terrains pour l'agriculture. Les ateliers d'élevage et les magasins de vente directe peuvent être aménagés en dehors des zones Ai. L'accueil à la ferme n'est pas interdit dans les zones Ai pour les fermes existantes et les fermes auberges bénéficient d'un STECAL autour des bâtiments existants pour permettre des extensions.

7.2.3.4. Risques naturels et technologiques, nuisances et pollutions

Risques naturels.

Le PLUi n'engendre pas, *a priori*, de nouveaux risques naturels. Les zones inondables et les zones humides identifiées dans le diagnostic environnemental semblent préservées de l'urbanisation. Bien que mentionnées à titre informatif dans les annexes du PLUi, les zones inondables (du PPRi annulé) ne sont pas reportées au règlement graphique et restent susceptibles d'être aménagées (ex : sortie d'exploitation).

Aussi, de manière induite, l'urbanisation et l'imperméabilisation de 91 ha de terres peut accroitre les ruissellements et donc augmenter le risque d'inondation à l'aval.

Dans le vallon du Soultzbach (notamment à Soppe-le-Bas et Mortzwiller), les risques de glissement de terrain et de coulées de boue sont contenus au travers du surzonage au titre de l'art. L.151-23 sur les versants les plus sensibles, mais pas à Soppe-le-Haut. Les sorties d'exploitation, possibles dans les zones A et N sur ces versants, sont susceptibles d'accroitre les ruissellements (bâtiments, stationnements voiries).

Risques technologiques.

Le projet de PLUi n'engendre pas, a priori, de risques technologiques (rupture de barrage, transport de matières dangereuses...).

Les zones d'activités prévues au plan ne sont pas destinées à accueillir des entreprises induisant des risques technologiques de type SEVESO, mais l'installation de nouvelles ICPE est possibles

Les milieux récepteurs les plus sensibles sont les milieux aquatiques : la Doller et la nappe phréatique, le plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas et la gravière dans la ZA de la Briquèterie.

Nuisances et pollutions

Des sources diffuses de pollution et de nuisances proviennent du trafic en zone urbaine du bruit et des pollutions lumineuses. Ces nuisances et pollutions seront augmentées avec l'urbanisation prévue sur le territoire, tant dans les zones d'habitats que dans les zones d'activités.

Les sites pollués sont répertoriés dans le rapport de présentation, mais ne font pas l'objet de prescriptions particulières dans le zonage et le règlement.

Concernant les pollutions des sols agricoles, le PLUi apporte quelques réponses à la marge en maintenant ou en créant des espaces de transitions arborés entre les zones à urbaniser et les espaces agricoles et en protégeant les ripisylves au titre des Espaces Boisés Classés.

Les objectifs du PADD en matière de transport collectifs et de modes de déplacements doux sont traduits dans une OAP thématique dédiée aux mobilités et par le zonage (Emplacements Réservés pour l'aménagement de cheminements piétons ou de voies d'accès pour désenclaver certains quartiers). Le règlement impose également l'aménagement de stationnements vélo lors des nouvelles constructions ou changement de destination d'équipement d'intérêt collectif ou de service public. Ces dispositions encouragent les déplacements non carbonés et incitent à une réduction pollutions atmosphériques, mais la place de la voiture semble rester prégnante sur le territoire.

Concernant les nuisances, l'aménagement de la branche Est du TGV Rhin-Rhône risque de générer des nuisances acoustiques et de vibrations entre Soppe-le-Bas et Guewenheim et dans les espaces naturels autour, qui font l'objet d'espaces de loisir et de détente pour la population locale (Camping des Castors et Accrobranche à Guewenheim, bords de la Doller, centre équestre à Soppe-le-Bas).

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, les risques et pollutions sont davantage intégrés avec une meilleure information du public, notamment avec :

- La réalisation d'une OAP thématique spécifique « Risques et Santé » qui rappelle les cartographies d'état des lieux (zones à enjeux), indique des orientations, des mesures et des recommandations en termes d'aménagement et de constructions à considérer pour les sites pollués et les secteurs soumis aux risques de ruissellement, d'inondation, de retrait-gonflement des argiles, de mouvement de terrain, d'exposition au radon et aux nuisances sonores.
- Concernant la problématique de l'assainissement, voir plus loin.

7.2.3.5. Energie et Climat

Le PADD et le zonage du PLUi abordent peu les questions liées à l'énergie et au climat, sauf à permettre l'isolation des logements ou encore à permettre l'installation au sol de panneaux photovoltaïques dans les zones d'activités existantes et l'installation de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau de la vallée (7d). Le PADD enjoint également à permettre le recours à la géothermie, au solaire thermique, au photovoltaïque et au petit éolien sur toiture et faciliter l'utilisation de matériaux biosourcés issus de la ressource locale (4d). Cependant, aucun projet n'est identifié et aucun objectif chiffré n'est fixé pour réduire les consommations énergétiques et les effets climatiques des constructions nouvelles ou existantes. Les nouvelles constructions et les projets de rénovation urbaine sont soumis aux dispositions de la RT 2012 en vigueur et à la future RT 2020 lorsqu'elle entrera en application.

La création de nouveaux logements et de zones d'activités (émissions dues au changement d'affectation des sols : déstockage de carbone séquestré dans les sols et la végétation[1]), la densification urbaine et le renouvellement urbain (émissions dues à la reconstruction), engendrera une augmentation de la consommation énergétique (déplacements, éclairage, chauffage - gaz, hydrocarbures, bois…) et des émissions de GES. Les projets d'urbanisation (en extension et en densification), malgré le Coefficient de Biotope par Surface (CBS) mis en place dans les zones urbaines, vont en effet supprimer des milieux arborés (jardins arborés, vergers, haies…) et imperméabiliser des sols, participant ainsi aux altérations du climat local (phénomènes de chaleur et de sècheresse amplifiés) et plus globalement au dérèglement climatique.

Le projet de PLUi tente de limiter ces émissions en évaluant les besoins en logement en fonction de l'évolution de la population attendue et en adaptant le type de logement (individuel/collectif, surface, proximité de services et de moyens de transports collectifs) à travers le rapport justificatif et le déploiement de mesures incitant – sans les rendre obligatoires à travers un règlement ambitieux – à l'isolation ou à une meilleure orientation du bâti (simple respect de la règlementation existante). Cependant, outre les extensions de zones urbaines et d'activités, d'importantes réserves foncières (AUu) sont d'ores et déjà prévues pour être urbanisées à l'horizon 2030 après révision du SCOT. Tout cela traduit un élan continu vers des extensions urbaines toujours accrues, générant des GES et des consommations d'énergies supplémentaires.

De manière indirecte, l'accueil de nouvelles populations et la création de nouvelles activités sur le territoire vont induire des déplacements domicile/travail générateurs de pollutions atmosphérique et émetteurs de GES ; malgré la déclinaison d'une OAP mobilités.

Le PLUi tente de limiter les émissions indirectes en urbanisant prioritairement à proximité des centres anciens et pôles de commerces et services, et en prévoyant des cheminements piétons et en améliorant les accès interquartiers dans plusieurs communes (Emplacements Réservés, OAP) mais aucun tracé de piste cyclable n'est envisagé à ce stade.

1 Les plantes séquestrent le carbone à des niveaux très différents selon qu'il s'agit d'une culture saisonnière, d'une prairie et ou d'un boisement. La séquestration est efficace lorsqu'elle est suivie d'un stockage durable. Seuls les habitats stables (forêt, prairie permanente) répondent à cette condition. Le bilan carbone des cultures saisonnières est neutre, voire négatif. La principale séquestration du carbone est assurée par la forêt, à raison d'une absorption annuelle de 3 tonnes de carbone par hectare.

Concernant les émissions de GES induites par l'agriculture, le PLUI ne dispose pas de leviers d'actions règlementaires sur le choix des pratiques agricoles.

Le PLUi permet aussi l'extension de zones d'activités et l'aménagement de la branche Est du TGV Rhin-Rhône, qui vont également générer des effets sur la consommation d'énergie.

La quantification des effets sur l'énergie et le climat est délicate à ce stade, en l'absence d'éléments plus précis.

Le projet de PLUi permet l'installation de centrales solaires au sol dans les zones d'activités existantes et les systèmes de production d'énergie solaire sur les toitures (sous conditions) : ces dispositions sont plutôt favorables au développement des énergies renouvelables qui sont plus vertueuses que les énergies fossiles en termes d'émissions.

Les orientations du PADD et de l'OAP mobilités se traduisent par la possibilité d'aménager des toitures plates (permettant l'installation de panneaux solaires, de toitures enherbées ou de systèmes d'isolation thermiques performants) et la mise en œuvre de dispositifs de déplacements doux. Ces dispositifs devraient permettre de limiter les émissions quotidiennes de GES en encourageant les déplacements non carbonés et en incitant à une réduction pollutions atmosphériques.

Au final, le projet de PLUi induit, à travers les extensions urbaines et industrielles, des consommations d'énergie, des émissions de GES et des pollutions supplémentaires sur la CCVDS, malgré les préconisations visant des réductions de consommation/émissions et la possibilité de mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables.

Les nouvelles émissions ne sont pas équilibrées par une baisse équivalente par ailleurs.

Les possibilités d'installation de sources d'énergies renouvelables, si elles ne sont actuellement pas accompagnées parallèlement de mesures de réduction des consommations d'énergies fossiles, permet cependant d'anticiper une réduction de la consommation d'énergies fossiles ou, dans tous les cas, une mutation des consommations énergétiques vers davantage de renouvelables.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, les incidences sur le climat sont diminuées, notamment avec :

- La réduction des zones AU et des réserves foncières AUu (habitat et économie) ainsi que l'amélioration de la modération foncière, contribue à la réduction des émissions de GES.
- L'OAP thématique « Transports et Mobilités » qui est revue et complétée avec notamment l'intégration du Schéma Vélo du Pays Thur Doller.
- Des compensations environnementales sont prévues (condition obligatoire) pour l'aménagement de chaque zone AU, en procédant notamment à l'amélioration de parcelles agricoles par des plantations de haies, vergers ou bosquets. Ces plantations contribuent à une meilleure prise en compte du bilan carbone dans le PLUi.

7.2.3.6. Transports

La CCVDS considère la thématique des transports avec intérêt puisqu'une OAP « Mobilités » a été élaborée, avec notamment l'ambition de de réguler le trafic et la vitesse en entrée de vallée, de développer le fret ferroviaire, de soulager les traversées villageoises de l'avant-vallée (poids lourds), de développer le co-voiturage et d'assurer la continuité des pistes cyclables entre Sickert et Sentheim et de la prolonger dans l'avant-vallée.

Aussi, les cheminements piétons existants dans les villages, qui permettent de relier certains quartiers entre eux ou de rejoindre les pôles de services et commerces sont préservés, voire pour certains renforcés (Emplacements Réservés).

La voie ferrée de la Doller est « préservée », dans l'optique, indiquée au PADD, de développer le fret ferroviaire, mais aucun Emplacement Réservé.

Cependant, le trafic généré par les nouvelles populations et entreprises prévues dans la vallée ne seront pas équilibrées par une baisse équivalente par les mesures mises en place par la collectivité pour développer les déplacements doux et de proximité.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, la question des mobilités est améliorée, notamment à travers les modifications suivantes :

- La réduction des zones AU et des réserves foncières AUu (habitat et économie) contribue à la réduction du trafic induit par les nouvelles constructions.
- Une zone *non aedificandi* a été ajoutée aux Règlements écrit et graphique aux abords de l'ancienne voie ferrée dans sa traversée des zones urbanisées (Sentheim, Lauw, Masevaux)
- Des éléments sur le covoiturage ont été apportés à l'OAP thématique « Transports et mobilités » en reprenant les éléments issus de l'étude mobilité de l'AURM
- La rédaction de l'OAP thématique « Transports et Mobilités » a été remise à plat en intégrant notamment le Schéma Vélo du Pays Thur Doller et en utilisant le terme d'« itinéraire cyclable » plutôt que « piste cyclable »
- Dans les OAP sectorielles, il est ajouté dans certains cas la nécessité, pour l'aménagement (tracé, revêtement, largeur, mobilier) de chemins à usage double (agricole et promenade) de ne pas gêner le passage d'engins agricoles ni l'entretien des terrains.
- La clarification du statut de l'aire de stationnement de l'A36, qui passe du zonage A (PLUi arrêté) en zonage UC (PLUi approuvé).
- Plusieurs Emplacements Réservés ER ont été ajoutés pour les mobilités douces et les dessertes locales.

7.2.3.7. Déchets

La production annuelle d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) du Pays Thur Doller est de 256 kilogrammes par habitant et par an (SCoT PTD, 2012). En sachant que la quantité d'Ordures Ménagères est régulièrement en baisse en raison de l'amélioration du tri et de la collecte, l'accroissement de la population prévu sur la CCVDS à l'horizon 2030, se traduira par une augmentation proportionnelle de déchets annuels non valorisables supplémentaires.

Les déchets non valorisés seront dirigés vers des filières de valorisation (compostage, recyclage matière et valorisation énergétique via incinération. Les déchets non valorisés (43.2 kg/hab/an) seront dirigés vers le Centre d'Enfouissement Technique d'Argiésans.

L'UIOM de Bourogne est actuellement à 92% de ses capacités (85.000 t - dont 75.000 t d'OM[2]). Une augmentation de même importance pour l'ensemble des communes desservies par l'incinérateur conduirait à sa saturation. Le gestionnaire espère éviter la construction d'un four supplémentaire en répondant à l'accroissement de population par la réduction de la production de déchets par habitant.

La quantité de déchets non dangereux stockés diminue depuis 2010 dans la Communauté de Communes.

7.2.3.8. Assainissement

L'accueil de nouvelles populations en lien avec les extensions urbaines prévues au plan va générer des volumes supplémentaires d'eaux usées qui devront être traités dans les stations d'épuration dédiées

[2] Source : http://www.sertrid.fr/images_compte_rendu/pdf_1530083812.pdf. En 2018, 78.319 t de déchets ont été incinérés sur le site.

(Masevaux-Niderbruck, Guewenheim pour le piémont et Sausheim pour les 2 Burnhaupt de l'avant vallée).

Or, si les équipement et ouvrages des deux STEP de la CCVDS sont conformes à la règlementation (avec une marge de 20% en terme de capacité équivalents.habitants), la collecte des affluents présente une non-conformité en terme de performance basée sur un défaut de transmission des déversements sur le réseau et d'importants déversements d'eaux usés au droit des déversoirs d'orage (Guewenheim), notamment en raison de la prédominance de réseaux unitaires.

Le règlement général prévoit que (IV.2.b et c.) tout ne nouvelle construction produisant des eaux usées soit sur le réseau collectif d'assainissement et qu'en l'absence de réseau collectif d'assainissement ou lorsque le branchement sur ce réseau est impossible, l'autorisation d'urbanisme est subordonnée à la prise en charge par le pétitionnaire d'un système d'assainissement autonome conforme à la législation en vigueur.

Le changement climatique, qui influe le débit des rivières (Doller, Soultzbach), réduit les capacités de dilution des rejets d'eaux usées dans les milieux récepteurs, avec une incidence possible sur la qualité des rejets mesurés par rapport aux normes européennes.

Le PLUi, qui ne dispose pas de beaucoup d'outils permettant d'améliorer le traitement et la gestion des eaux usées mais certains dispositifs auraient pu être mis en place à l'échelle notamment des zones AU pour mutualiser le stockage de l'eau en amont dans les différents bassins-versants. Il ne prévoit pas de conditionner l'ouverture de nouvelles zones d'urbanisation aux travaux de mise en conformité du réseau d'assainissement.

Cependant, un programme de travaux a été engagé en 2018 par le Syndicat d'assainissement de Guewenheim, complété d'un autre programme de travaux en 2020 pour tenter de palier à ce problème.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, la CCVDS a pris en main la problématique de l'assainissement. Des travaux sont prévus, voire déjà réalisés (cf. à Sentheim), pour améliorer le traitement des eaux usées.

- La réduction des zones AU et des réserves foncières AUu contribue à la réduction des eaux usées initialement prévues.
- Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Lauw-Sentheim-Guewenheim (SIALSG) se met en conformité avec les nouvelles directives européennes, en engageant des travaux visant au traitement des eaux excédentaires du bassin d'orage de Sentheim. Le projet, dont les travaux ont démarré en 2021, présente l'avantage de répondre au besoin de mise en conformité aux Directives européennes. Le bassin d'orage de Sentheim - qui récupère les eaux de pluie dans les prés derrière les Jardins d'Icare et qui déborde lors des forts épisodes pluvieux - a été visé par la mise en place d'un système de traitement des surverses unitaires en aménageant une station de traitement rustique de filtre planté de roseaux (rhizosphère), qui permet d'atteindre des niveaux de traitement équivalents à celle d'une station d'épuration. Ce filtre est implanté sur une longueur de 350m (soit 2.000 m² en deux zones communicantes) dans l'ancien canal usinier à ciel ouvert, qui n'est aujourd'hui plus en fonction, et qui rejoint la Doller.

  Ce dispositif peu énergivore présente également un intérêt écologique et environnemental en limitant l'impact carbone puisqu'il évite la réalisation de travaux lourds et coûteux. De plus la création d'une zone de rejet végétalisée en aval de la station de traitement, par l'aménagement de mares et de méandres, permettra la création d'un espace naturel au profit de la biodiversité, la réduction des volumes d'eau rejetés en période d'étiage et un abattement complémentaire de la pollution.

Ces travaux permettent de répondre aux exigences relevées par la DDT quant aux problématiques de dysfonctionnement de la STEP de Guewenheim.

7.2.3.9. Santé

Le projet de PLUi arrêté aura *a priori* peu d'incidences sur la santé.

- L'augmentation de la pollution atmosphérique, avec la production de nouveaux logements, industries, routes et déplacements, aura des effets indirects, mais ceux-ci sont difficiles à quantifier.
- Les anciens sites pollués ne sont pas touchés par le plan et les risques ne sont pas augmentés par le projet de PLUi par rapport à l'état actuel.
- Le plan d'eau de Burnhaupt-le-Bas destiné à devenir une zone de loisirs associée à une réserve foncière AUu et se situe en marge de l'A36 soumise à des risques (transport de matières dangereuses) et nuisances (bruit) et pollutions. Un point de vigilance devra être porté lors des projets d'aménagement à la qualité des eaux de baignades et aux risques de pollution afin de ne pas porter atteinte à la santé des citoyens.
- Concernant les risques d'allergie, la liste des plantes proposée pour les plantations arborées et arbustives dans les OAP thématiques sont exemptes de plantes allergènes.
- L'urbanisation en extension du village risque également de soumettre de nouvelles populations aux pollutions issues de l'exploitation agricole (intrants), l'urbanisation supprimant les ceintures de vergers et de haies périurbaines qui jouaient un rôle de filtre.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, quelques aspects sont modifiés au bénéfice de la santé humaine :

- La réduction des zones AU et des réserves foncières AUu contribue à la réduction des émissions polluantes (moins de nouveaux logements et de trafic qu'avec le PLUi arrêté). Aussi, relevons que la réserve foncière AUu entre l'étang de Burnhaupt-le-Bas et l'A36, soumise à des pollutions et nuisances, est supprimée.
- La réalisation d'une OAP thématique spécifique « Risques et Santé » rappelle les cartographies d'état des lieux (zones à enjeux), indique des orientations, des mesures et des recommandations en termes d'aménagement et de constructions à considérer pour les sites pollués et les secteurs soumis aux risques de ruissellement, d'inondation, de retrait-gonflement des argiles, de mouvement de terrain, d'exposition au radon et aux nuisances sonores.

7.3. EFFETS DES SECTEURS A URBANISER SUR L'ENVIRONNEMENT

11 communes sollicitent des espaces destinés à de l'extension à des fins d'habitat ou d'activités économiques. La superficie totale sollicitée dans le PLUi arrêté porte sur 91,7 hectares dont en AUp+AUs et en AUu.

Les effets sont évalués sur les composantes environnementales, notamment celles qui apparaissent comme des enjeux pour le territoire (cf. chapitre précédent).

7.3.1. BURNHAUPT-LE-BAS

La commune envisage dix sites en extension urbaine, principalement pour de l'habitat :

- Huit sites sont des espaces plus ou moins enclos dans le tissu urbain (AUp, AUs, AUu) ;
- Deux sites sont disjoints de l'enveloppe urbaine (AUu).

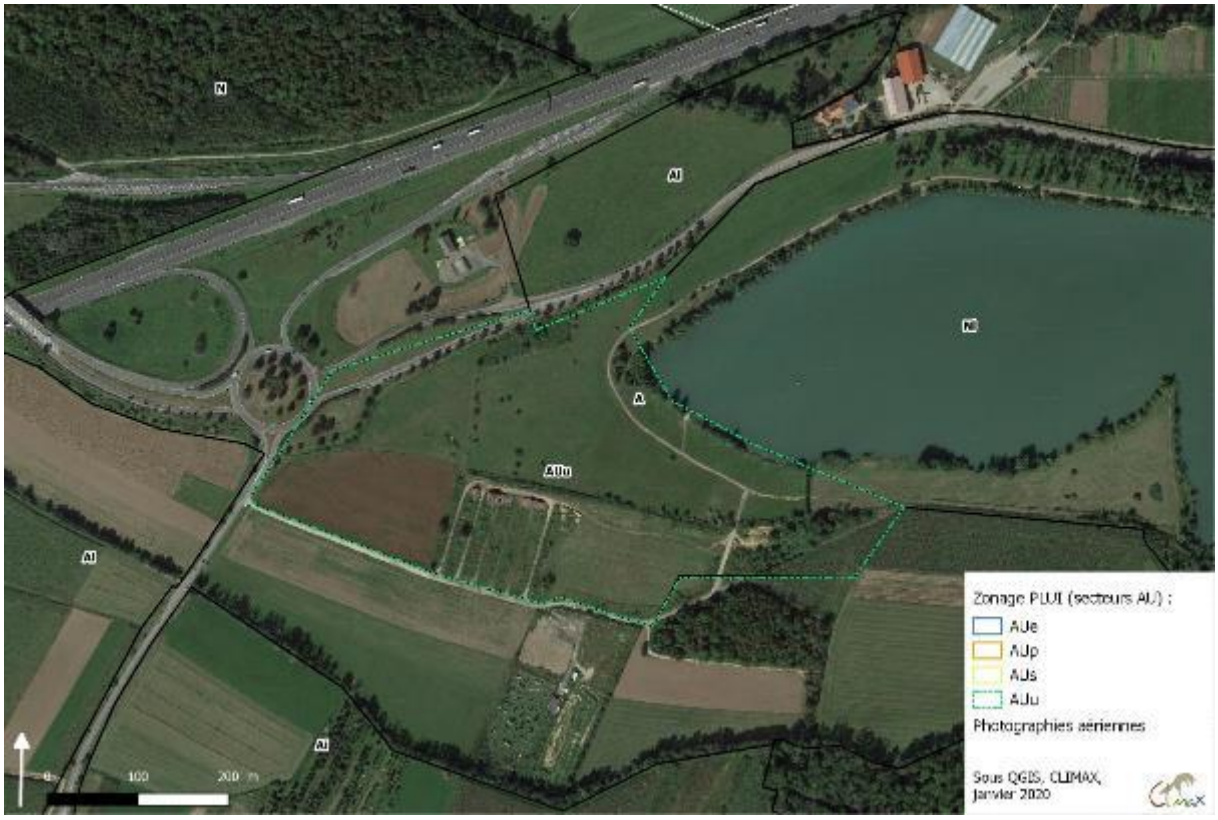
Les espaces retenus sont généralement diversifiés au contact, parfois intriqués dans la zone urbaine du village. Ces milieux sont dominés par des prés permanents, souvent plantés de fruitiers, parfois enfrichés. Des parcelles cultivées s'y trouvent également.

Le projet autour de l'ancienne gravière (AUu) est destiné aux loisirs et à des activités touristiques.

N°	Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
8	AUp	1,95	Pré-verger, jardins privatifs, friches, cultures	Paysage, biodiversité, agriculture	1,95	
5	AUp	1,28	Pré-vergers, prés de fauche, jardins privatifs, bâtiments	Paysage, biodiversité ordinaire, parcelles agricoles	1,28	
3	AUp	0,61	Pré-verger (pâtures, fauche), cultures	Paysage, biodiversité, agriculture	0,61	
10	AUp	0,85	Pré de fauche, prés-vergers, jardins privatifs, bosquets	Paysage, agriculture, nature ordinaire	0,85	
6	AUs	1,13	Prés de fauche, prés-verger, bosquets, jardin potager	Paysage, agriculture, biodiversité.	1,13	
7	AUs	1,63	Prés de fauche, cultures, prés-verger, jardin privatif	Paysage, agriculture, biodiversité.	1,63	
9	AUs	2,38	Prés-verger, cultures, pâturage, jouxte bâtiment agricole	Paysage (haie épaisse), agriculture, biodiversité.	2,38	
4	AUu	1,36	Cultures, pâture, pré de fauche, pré-verger	Agriculture, paysage, biodiversité ordinaire		1,36
2	AUu	3,20	Cultures, vergers enfiché (bosquet) en limite Ouest	Agriculture, paysage et biodiversité ordinaire		3,20
1	AUu	14,50	Cultures, friches herbacées, bermes routières, bosquets, boisement	Biodiversité, paysage, eau (nappe), zones humides		14,50
				TOTAL	9,83	19,06


Ai
Ni
US
AUp
Ai
Ai
Nl
A
US
AUs
AUp
UP
AUs
Nl
US
AUs
Ni
Ni
0
100
200 m
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Limites communales
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
janvier 2020


UP
UE
N
AUp
AUu
AUp
N
N
UE
AUu
Nl
Al
A
Nl
US
0
100
200 m
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
janvier 2020


N
Al
Nl
A
AUu
Al
Al
0
100
200 m
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
janvier 2020

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La superficie sollicitée au titre des secteurs AU par le PLUi approuvé est de 12,06 hectares contre 28,9 ha dans la version arrêtée.

Le secteur AUu à l'Ouest du plan d'eau (14,5ha) a notamment été retiré. Les autres sites ont été conservés dont certaines emprises ont été rétractées (notamment reversées en zonage Ne, dédié aux équipements publics (terrains de sports, aires de jeux…).

Les effets négatifs de l'urbanisation de ces sites sont du même ordre que précédemment : paysage, biodiversité et agriculture.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
AUp	0,62	Pré-verger (pâtures, fauche), cultures	Paysage, biodiversité (verger vieux arbres), agriculture	0,62	
AUp	3,89	Prés-verger, haie, cultures, pâturage	Paysage (haie épaisse), agriculture, biodiversité ordinaire (vergers).	3,89	
AUp	1,46	Pré-verger, culture, jardin privatif	Paysage, agriculture, biodiversité.	1,46	
AUs	0,86	Pré de fauche, verger (vieux arbres), bosquet	Paysage, biodiversité ordinaire	0,86	
AUs	1,14	Pré de fauche, verger, jardin privatif	Paysage, biodiversité ordinaire	1,14	
AUu	3,21	Pré-verger, culture	Agriculture, paysage et biodiversité ordinaire		3,21
AUu	0,88	Cultures, vergers enfiché (bosquet) en limite Ouest	Agriculture, paysage, eau (fossé) et biodiversité ordinaire		0,88
			TOTAL	7,96	4,09

Sites AU de Burnhaupt-le-Bas dans la version approuvée du PLUi




Ai
Ai
Ni
US
Ai
AUs
Ai
Ne
A
US
AUp
AUp
UP
Ne
US
AUs
Ne
Ai
Ne
0
100
200 m
ZONAGE PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Fond photographies aériennes
Sous QGIS 3.10, CLIMAX,
fév. 2022





Vergers et prés au Centre village (AUp) avec des bosquets enfrichés (CLIMAX, juin 2018)



Prairies de fauche, prés-vergers et cultures d'annuelles au Baumgarten, partie Sud-Est du village (CLIMAX, juin 2018)



Double alignement de charmes le long d'un sentier pédestre, préservée dans l'OAP du Baumgarten (CLIMAX, juin 2018)





Pré de fauche et verger d'arbres anciens au lieu-dit Oberalchberg (CLIMAX, juin 2018)



Abords de l'ancienne gravière du secteur AUu à Burnhaupt-le-Bas (CLIMAX, décembre 2019)



Partie Ouest du secteur AUu exploité en pré de fauche et pour le stockage du bois (CLIMAX, décembre 2019)

Milieu physique

Les sols sollicités des secteurs AUp et AUs sont très majoritairement des sols agricoles, principalement développés sur des prairies permanentes. On y trouve aussi quelques cultures.
Le secteur AUu du plan d'eau est remanié et comporte sans doute des éléments allochtones. Le secteur AUu près de la source du Hagendorn est une culture.

Les deux secteurs AUu sont au contact de zones humides identifiées par le SAGE de la Doller (cartes suivantes). Les abords du plan d'eau présentent une sensibilité vis-à-vis de l'eau qui peut entrainer une pollution de la nappe.

Les secteurs sont assez peu boisés. Les parcelles comportant le plus de ligneux sont celles proches du village avec des vergers denses, parfois enfrichés (abandon).

Milieu naturel

Les 10 sites présentent une nature de niveau ordinaire. Les sites riches en vergers, bosquets sont favorables aux Oiseaux communs dont les anthropophiles. La petite faune terrestre (Lézard des murailles) exploite également ces milieux à la faveur d'éléments minéraux.

Des Insectes protégés sont connus dans la commune. L'Agrion de Mercure, une libellule protégée, a été mise en évidence dans le fossé qui jouxte le secteur AUu agricole (cf. carte).

Les sites au contact et dans l'urbain participent à la trame verte intra-urbaine, particulièrement dans la partie Ouest du village où ces espaces sont en quasi-continuité.

Le secteur du Plan d'eau est d'intérêt supérieur et sans doute du niveau d'une ZNIEFF de type 1. Les abords du plan d'eau sont sensibles avec plusieurs espèces remarquables dont certaines d'intérêt communautaire qui constituent des sous-populations en lien avec celles de la ZSC Vallée de la Doller. L'ancienne gravière est également très favorable aux oiseaux en migration hivernale.

Milieu humain

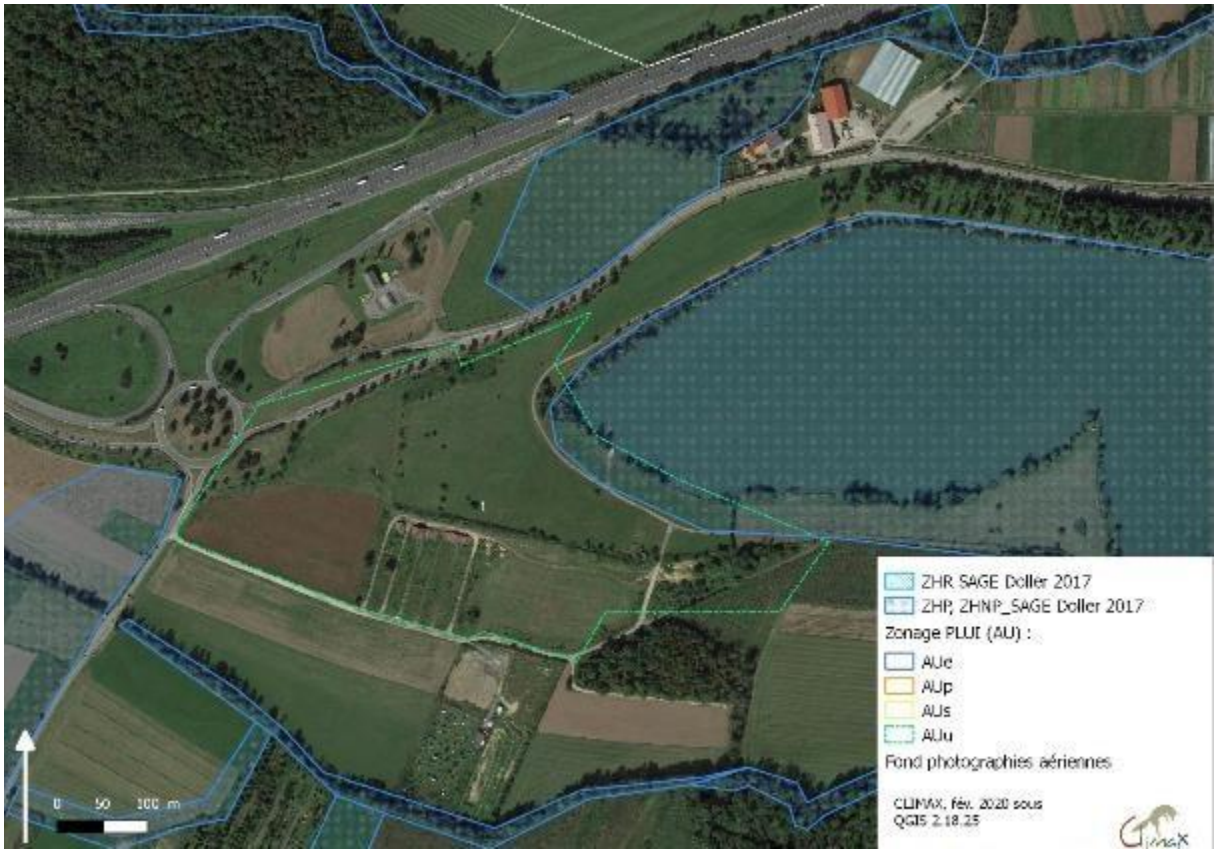
Les espaces sollicités sont majoritairement utilisés en prés de fauche dans un territoire où la céréaliculture est dominante. De petites parcelles ne sont d'ailleurs pas exploitées et constituent des ronciers ou des bosquets denses.

Un réseau de chemins pédestres préexiste et irrigue plusieurs secteurs AU.

Le projet autour du plan d'eau est destiné aux loisirs, ce lieu étant déjà utilisé à cette fin.

Les sites riches en arbres fruitiers et au contact de l'urbain participent à la qualité du cadre de vie.

Carte 28 : Zones humides et secteurs AU du PLUi arrêté à Burnhaupt-le-Bas





Carte 29 : Agrion de Mercure et secteur AUu à Burnhaupt-le-Bas



Agrion de Mercure : *Coenagrion mercuriale*

Tableau 29 : Espèces recensées dans les zones AU à Burnhaupt-le-Bas

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB F	BLB/1	BLB/2	BLB/3	BLB/4	BLB/5	BLB/6	BLB/7	BLB/8	BLB/9	BLB/10
OISEAUX																	
Carduelis chloris	Verdier d'Europe		3	VU	LC							X				X	
Corvus corone	Corneille noire	II/2		LC	LC					X					X		
Corvus monedula	Choucas des tours	II/2	3	LC	NT										X		
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue		3	LC	LC					X					X		
Delichon urbicum	Hirondelle de fenêtre		3	NT	LC										X		
Dendrocopos major	Pic épeiche		3	LC	LC										X		
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle		3	NT	LC											X	
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	I	3	NT	VU		oui	X									
Parus major	Mésange charbonnière		3	LC	LC						X					X	
Passer domesticus	Moineau domestique		3	LC	LC				X		X	X				X	
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3	LC	LC									X			
Phylloscopus collybita	Pouillot véloce		3	LC	LC											X	
Pica pica	Pie bavarde	II/2		LC	LC										X		
Picus viridis	Pic vert		3	LC	LC											X	X
Regulus regulus	Roitelet huppé		3	NT	LC											X	
Saxicola rubicola	Traquet pâtre		3	NT	LC			X								X	
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2		LC	LC										X		
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire		3	LC	LC										X	X	
Turdus merula	Merle noir	II/2		LC	LC						X	X		X	X	X	
INSECTES	INSECTES																
Libellules																	
Calopteryx splendens	Caloptéryx éclatant			LC	LC				X								
Coenagrion mercuriale	Agrion de Mercure	2	3	LC	VU	10	oui		X								
Ischnura elegans	Agrion élégant			LC	LC				X								
Orthetrum brunneum	Orthétrum brun			LC	LC				X								
Orthoptères																	
Gryllotalpa gryllotalpa	Courtilière commune			4	NT	5		X									
Gryllus campestris	Grillon champêtre			4	LC							X		X		X	X
Rhopalocères	Conocéphale gracieux			4	NAr	5		X									
Aglais urticae	Petite Tortue			LC	LC				X								
Coenonympha pamphilus	Fadet commun			LC	LC												X
Cynthia cardui	Belle-Dame																X
Lycaena dispar	Cuivré des marais	2,4	2	LC	NT	10		X									
Maniola jurtina	Myrtil			LC	LC									X	X	X	X
REPTILES																	X
Podarcis muralis	Lézard des murailles	4	2	LC	LC	5		X						X			
AMPHIBIENS																	
Pelophylax kl esculentus	Grenouille commune	5	5	NT	LC				X								
MAMMIFERES																	
Lepus europaeus	Lièvre d'Europe			LC	NT	10		X									
Myotis daubentonii	Murin de Daubenton	4	2	LC	LC			X									
								8	7	2	3	4	0	5	10	11	6

Prise en compte environnementale dans l'OAP

Les OAP Village (Côté Ouest) et Centre village préservent 8 arbres et 6 bandes boisées remarquables et prévoient la création de 2 espaces verts de convivialité, ainsi que des cheminements piétons.
L'OAP du Baumgarten préserve un double alignement de charmes et demande le maintien maximal d'arbres d'un verger et à l'emplacement du parc à créer. Deux arbres remarquables sont préservés et un espace est dédié à la gestion des eaux pluviales.
L'OAP de l'Oberalchberg inclut quatre arbres remarquables et demande une préservation maximale d'un verger sur deux rangs au Sud et d'une bande boisée au Nord.

Bilan des effets négatifs

Des mesures d'évitement dans les OAP sont de nature à réduire les effets négatifs.
Cependant, ils restent conséquents en raison des superficies et de la qualité des espaces ouverts à l'urbanisation. Les altérations par l'urbanisation toucheront principalement les espaces périurbains ou en dents creuses qui contribuent notamment à la qualité de vie et à la biodiversité ordinaire.
L'urbanisation de trois secteurs sur le flanc Ouest de village affectera fortement la trame verte intra-urbaine.
Une perte substantielle du cadre de vie des riverains résultera de ces extensions.

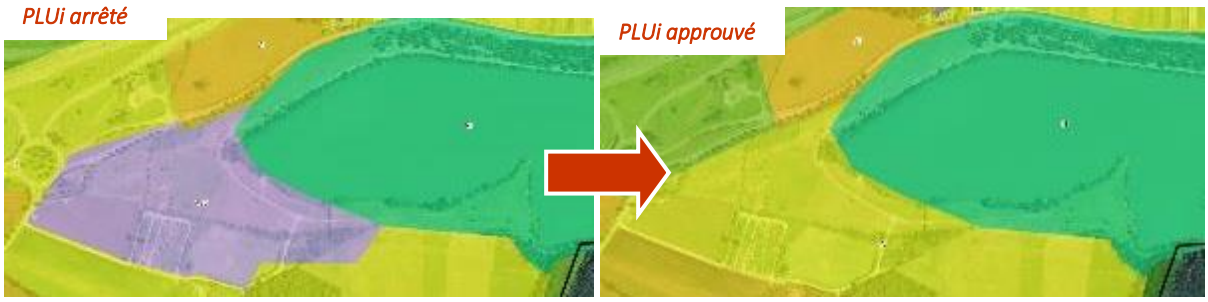
Recommandation de l'EE

Réaliser des compensations de vergers en dehors de l'espace bâti.
Réaliser une étude circonstanciée sur le secteur du plan d'eau pour délimiter les zones humides, évaluer la biodiversité et intégrer le risque de pollution des eaux (nappe).

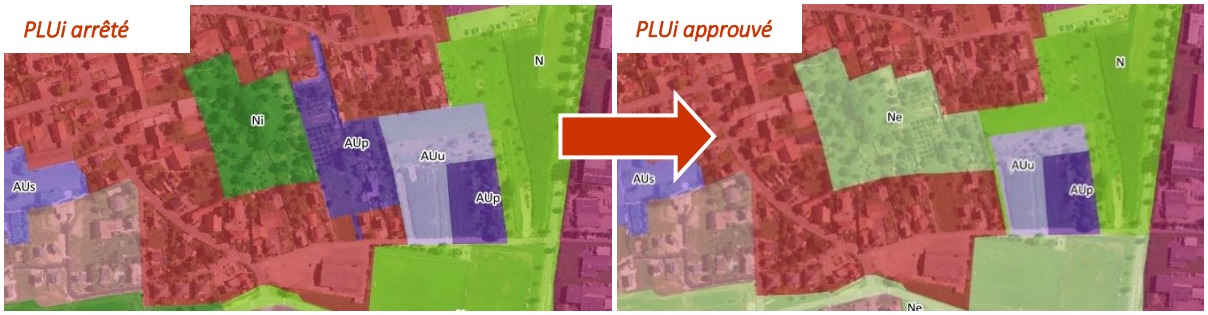
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les mesures compensatoires ont été revues et précisées au regard de l'évolution des extensions urbaines finalement réduites dans la version approuvée du PLUi (> voir plus loin, démarche ERC).

Les recommandations sur l'étude circonstanciée de la réserve foncière AUu près du plan d'eau sont caduques suite à l'abandon de cette zone au profit d'un zonage agricole A.



A Burnhaupt-le-Bas, la réserve foncière à long terme du PLUi arrêté (AUu) au bord de l'étang a été totalement supprimée dans la version du PLUi approuvé et reversée à la zone agricole A. Les incidences potentielles du PLUi sur le paysage, le cadre de vie, les corridors écologiques du SRCE, la biodiversité et l'agriculture sont donc évitées dans ce secteur.



Suppression d'une zone AUp et modification de la zone AUu au profit de zones Ne et N pour la préservation des vergers à Burnhaupt-le-Bas.

7.3.2. BURNHAUPT-LE-HAUT

Six secteurs sont prévus en extension urbaine dans le PLUi arrêté :

- Quatre sites intra-urbains (AUp, AUs) pour 17,35 ha ;
- Deux secteurs disjoints destinés à l'activité économique (AUe, AUu) pour 11,22 ha.

Les secteurs destinés à l'habitat convoitent des prés-vergers, des bosquets et des espaces cultivés. Le paysage de proximité constitue l'enjeu principal, puis l'agriculture et la biodiversité ordinaire.

Le développement économique se déploie autour de l'ancienne briqueterie (AUe, AUu). L'aménagement du secteur AUe entamera peu d'espaces de valeurs (remblais minéraux), l'enjeu porte surtout sur le cadre de vie pour les riverains à l'Est de la RD83. En revanche la partie Sud présente un certain intérêt pour la biodiversité directement connecté à l'étang (zones humides suspectées).

N°	Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
14	AUp	4,70	Sol imperméabilisé ; pâturage (chevaux) et bosquets ; bâti (hôtels).	Cadre de vie ; transports	4,70	
15	AUe	8,32	Dépôts minéraux, friches herbacées, rares bosquets arbustifs.	Cadre de vie : proximité RD83, riverains	8,32	
13	AUp	2,94	Cultures, rares prés de fauche (bandes enherbées)	Agriculture	2,94	
11	AUs	1,39	Pré de fauche, pré-verger, espace vert arborescent, friche herbacée	Paysage (arbres intéressants), biodiversité, agriculture	1,39	
12	AUu	2,63	Prés-vergers, pâtures, prés de fauche, cultures	Paysage, agriculture, biodiversité (beau verger nord, nichoir Chevêche).		2,63
16	AUu	8,59	Friches, stades arbustifs, dépôts matériaux (exploitation), cultures	Biodiversité ordinaire, agriculture, zone humide (?)		8,59
				TOTAL	17,35	11,22

Site AU de Burnhaupt-le-Haut dans le PLUi arrêté




N
Ai
Ni
Ai
UE
A
AUp
UC
UE
AUp
A
US
A
AUs
AUu
UP
0
100
200 m
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
janvier 2020

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

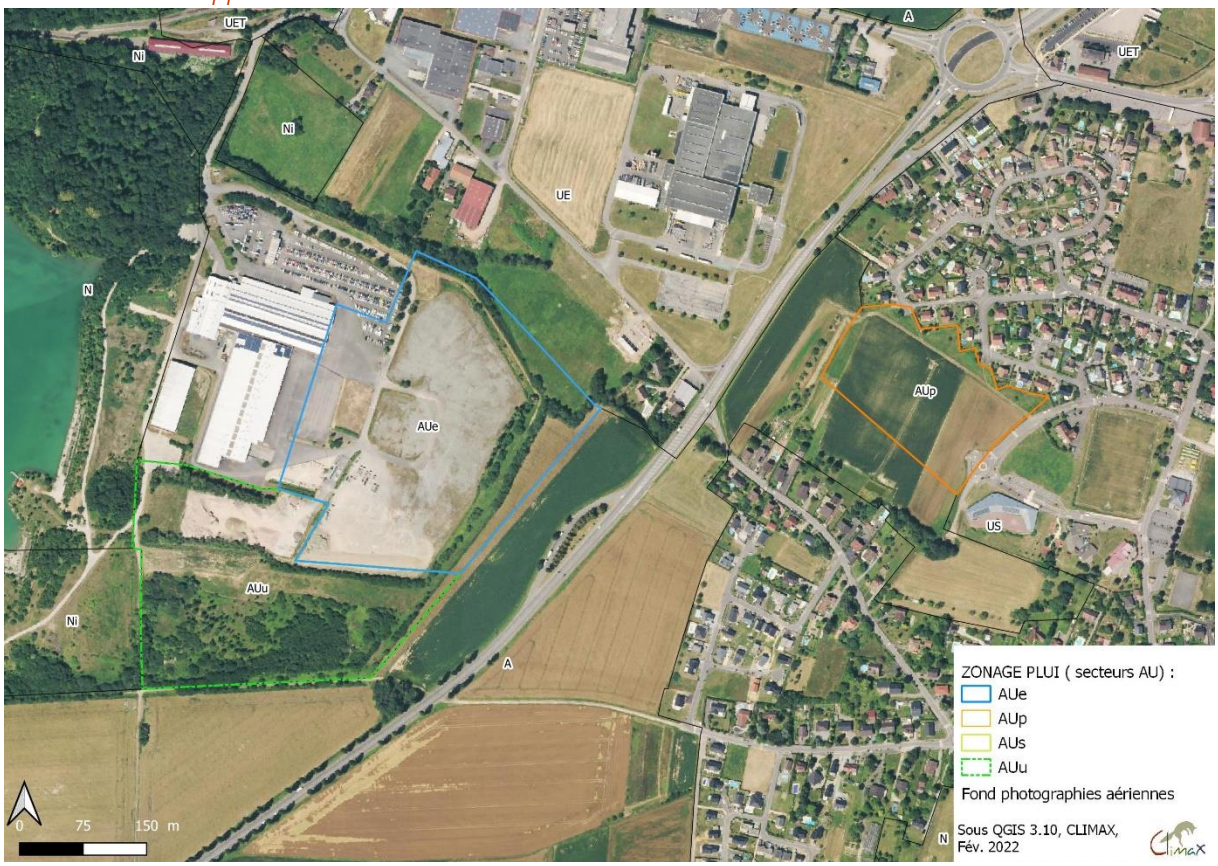
La superficie cumulée des secteurs AU passe de 28,6 à **18,5** hectares dans le PLUi approuvé.

Trois sites sont supprimés au Nord (Lieu-dit « Pont d'Aspach » jouxtant la bretelle vers la D83) et au Sud en cœur de village.

Les effets de l'urbanisation sont réduits proportionnellement aux superficies et se portent sur des espaces agricoles (AUp), des remblais minéraux (AUe) et des friches herbacées à arbustives (AUu). Les prés-vergers intra-villageois ne sont pas entamés par ce nouveau parti d'aménagement.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
Aue	8,89	Dépôts minéraux, friches herbacées, rares bosquets arbustifs.	Cadre de vie : proximité RD83, riverains	8,89	
AUu	6,65	Friches, stades arbustifs, dépôts matériaux (exploitation)	Biodiversité		6,65
AUu	2,95	Cultures, rares prés de fauche (bandes enherbées)	Agriculture		2,95
	18.49		TOTAL	8,89	9,60

Sites AU version approuvée du PLUi :



Sites AU version approuvée du PLUi :







Verger, pré de fauche et bosquets de qualité au Vorderfeld à Burnhaupt-le-Haut. Secteur AUU, partie Nord au contact de l'urbain (CLIMAX, juin 2018)





Au Vorderfeld : Verger âgé, prés, ronciers du secteur AUs, jouxtant le secteur AUu à Burnhaupt-le-Haut. Ces espaces de qualité participent au cadre de vie des riverains, tempèrent le climat et sont de petits refuges à la faune et la flore (CLIMAX, juin 2018)

Milieu physique

Les sols agricoles sont majoritairement naturels (prairies permanentes) mais comportent aussi des cultures annuelles. Les secteurs de la briquèterie (AUe et AUu) et celui du Pont d'Aspach (AUp) comportent une part importante, voire dominante de sols anthropisés. Ceux du Point d'Aspach sont également fortement imperméabilisés.
Les zones humides n'ont pas été mises en évidence dans les secteurs AU. Le secteur AUu pourrait toutefois en comporter, étant donné les matériaux argileux qui ont vraisemblablement été déposés.
Peu de stades boisés ont des contributions à la régulation des eaux et du climat local.

Milieu naturel

L'intérêt des secteurs est très variable selon les secteurs du PLUi arrêté :

- Très faible au Pont d'Aspach (AUp), du Petit Prince (AUp) et celui de la briquèterie (AUe) ;
- Moyen au Vorderfeld (AUp, AUs) ;
- Moyen à fort au Sud de la Briquèterie (AUu).

Le secteur du Pont d'Aspach ne comporte qu'une pâture mésophile (chevaux) entourée de sols imperméabilisés, minéraux et de routes. Son intérêt pour la biodiversité est très faible.

Le secteur est dominé par des grandes cultures. Il est également cloisonné par la RD83 à l'Ouest et des lotissements.

Le secteur AUe de la briquèterie est composé de sols minéraux sur sa quasi-totalité très pauvre en végétation spontanée. La partie Ouest proche des entrepôts est imperméabilisée et d'intérêt biologique quasi-nul.

Les deux secteurs (AUp, AUs) du Vorderfeld comportent des vergers, des prés (fauche, pâturage). Certains vergers présentent une très bonne qualité ce que reflètent les observations de l'avifaune.

La connaissance du secteur Sud de la Briquèterie n'est pas optimale et devrait être poursuivie. Cependant, la structure de la végétation, majoritairement non gérée présente certainement un intérêt supérieur à la moyenne, d'autant que cet espace jouxte le plan d'eau. Seule la partie tout au Sud, exploitée en cultures annuelles est d'intérêt faible

Milieu humain

Les secteurs du Pont d'Aspach (AUp) et de la Briquèterie (AUe, AUu) n'ont pas ou peu d'importance vis-à-vis de l'agriculture. Leurs contributions positives au cadre de vie sont faibles, le site privatif de la Briquèterie est par ailleurs peu visible depuis la RD83 ou d'autres points de vue.
Le secteur du Petit Prince est entièrement exploité par l'agriculture tout comme la pointe sud de la zone AUu (Briquèterie). Le secteur Petit Prince joue présente un enjeu en termes de cadre de vie des riverains.
Les deux secteurs du Vorderfeld sont pour partie exploités pour l'agriculture et sont de grande qualité paysagère pour les riverains.

Tableau 30 : Espèces recensées dans les zones AU à Burnhaupt-le-Bas

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	Prot Alsace	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB F	BLH / 11	BLH / 12	BLH / 13	BLH / 14	BLH / 15	BLH / 16	
OISEAUX															
Carduelis chloris	Verdier d'Europe		3		VU	LC				X					
Corvus corone	Corneille noire	II/2			LC	LC				X					
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue		3		LC	LC				X					
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle		3		NT	LC				X					
Fringilla coelebs	Pinson des arbres		3		LC	LC			X						
Muscicapa striata	Gobemouche gris		3		DD	NT		oui	X						
Parus major	Mésange charbonnière		3		LC	LC				X					
Passer domesticus	Moineau domestique		3		LC	LC			X	X					
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3		LC	LC			X						
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2			LC	LC			X						
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire		3		LC	LC			X	X					
Sylvia borin	Fauvette des jardins		3		NT	LC				X					
Turdus merula	Merle noir	II/2			LC	LC			X	X					
INSECTES	INSECTES														
Orthoptères															
Gryllus campestris	Grillon champêtre				4	LC				X					
Tettigonia viridissima	Grande Sauterelle verte				4	LC				X		X			
Rhopalocères															
Coenonympha pamphilus	Fadet commun				LC	LC				X					
Cupido argiades	Azuré du trèfle				LC	LC				X					
Maniola jurtina	Myrtil				LC	LC				X					
Melanargia galathea	Demi-Deuil				LC	LC							X		
Ochlodes venatus	Sylvaine				LC	LC				X					
									7	15	0	1	1	0	

Prise en compte environnementale dans l'OAP

L'OAP du Vorderfeld préserve un boisement de fruitiers au Nord-est et prévoit la plantation d'un boisement linéaire Nord-Sud en limite des secteurs AUp et AUs. Des cheminements piétons permettent de limiter le recours aux déplacements motorisés sur la route.
L'OAP Petit Prince propose un parc urbain de nature à améliorer l'existant (cultures annuelles).

L'OAP Briquèterie prévoit la gestion des eaux pluviales à l'aide de noues sous forme de bassins paysagers.
L'OAP du Pont d'Aspach propose la plantation sur la bordure Sud-Est du secteur.

Bilan des effets négatifs

Le bilan est hétérogène sur les sites proposés à l'urbanisation. Les pertes seront faibles sur les secteurs du Pont d'Aspach, du Petit Prince et d'une grande partie de la Briquèterie.
Les effets négatifs concernent les secteurs du Vorderfeld et une grande partie AUu de la Briquèterie.

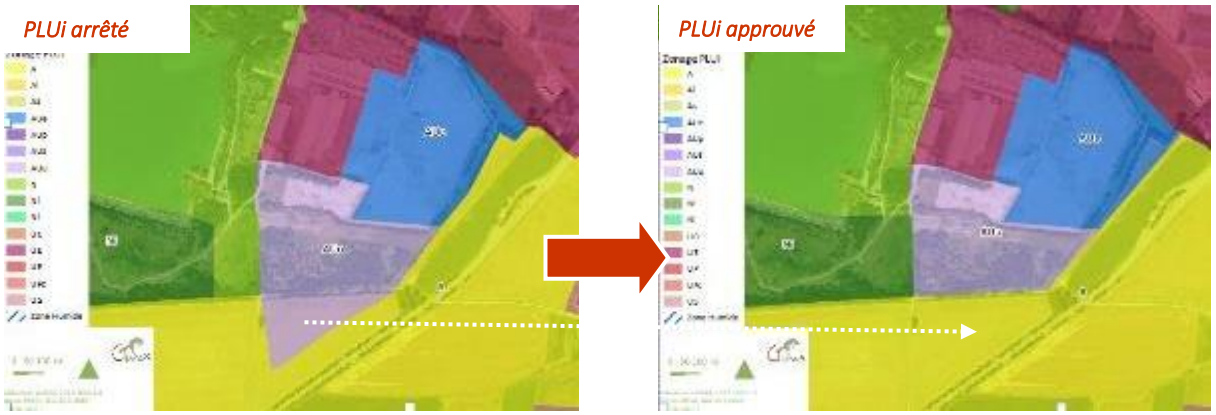
Recommandation de l'EE

Eviter l'urbanisation du verger au Nord du secteur AUp du Vorderfeld. Conserver le maximum d'arbres dans ce secteur à intégrer à l'aménagement.
Réaliser une étude de terrain (biodiversité, zones humides) sur le secteur Sud de la Briquèterie avant son urbanisation.
Procéder à des compensations portant sur des prés et prés-vergers.

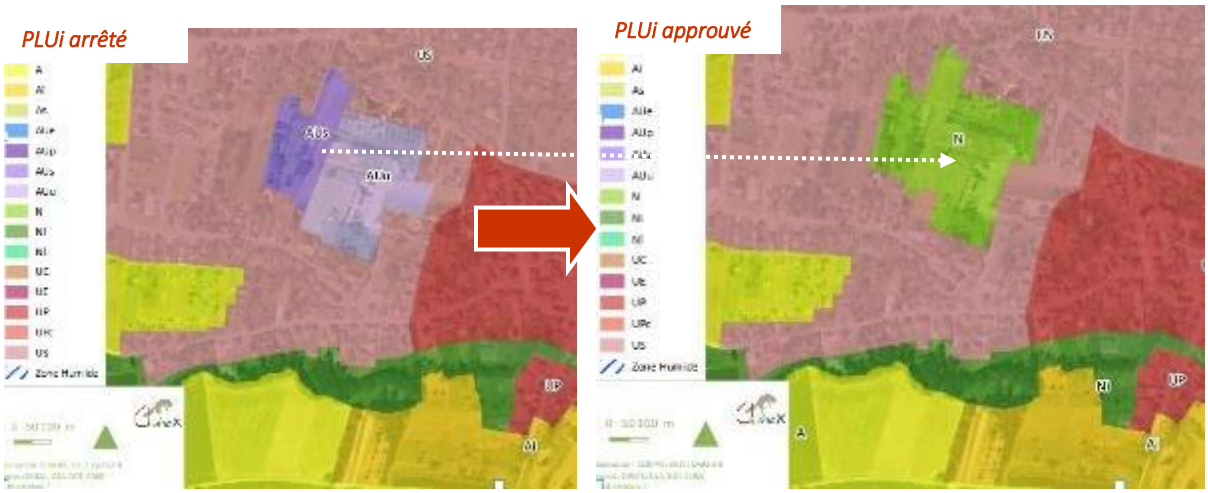
Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les vergers du secteur AUp du Vorderlfeld sont désormais évités (N) dans le PLUi approuvé.

Les mesures compensatoires ont été revues et précisées au regard de l'évolution des extensions urbaines finalement retenues dans la version approuvée du PLUi (**>** voir plus loin, démarche ERC).



L'extension projetée à long terme de la ZA de la Doller à Burnhaupt-le-Haut (AUu) a été réduite et la partie Sud (1.2 ha) a été reversée en zone agricole A.



L'extension urbaine projetée à court et long terme dans une vaste dent creuse de 3.6 ha à Burnhaupt-le-Haut (AUp et AUu du Vorderfeld) a été supprimée et reversée en zone naturelle N.

7.3.3. GUEWENHEIM

La commune ouvre à l'urbanisation, dans le PLUi arrêté :

- Deux secteurs en périphérie (AUs, AUu) ;
- Un secteur en dent creuse (AUp).

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
21	AUp	0,46	Pré de fauche, espaces verts privatifs	Paysage, biodiversité ordinaire (TVB)	0,46	
19	AUs	1,83	Pré de fauche, cultures, prés-vergers, jardin privatif	Agriculture, biodiversité (2 plantes intéressantes) , paysage	1,83	
20	AUu	1,11	Cultures, bandes herbacées	Agriculture		1,11
				TOTAL	2,29	1,11



Secteur AUu jouxtant l'arrière des collectifs (CLIMAX, août 2017)



Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Un seul secteur AU subsiste contre dans la version arrêtée du PLUi et une superficie qui passe de à 0,41 hectares.
L'espace sollicité comporte un pré-verger fauché et une partie en culture.
L'urbanisation du site conduira à une perte limitée de valeurs de paysage, biodiversité et agriculture.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
AUs	0,41	Pré-verger de fauche, culture	Agriculture, biodiversité (2 plantes intéressantes), paysage	0,41	-
	0,41		TOTAL	0,41	0,00

Secteurs AU, PLUi approuvé :





Bande culture avec deux plantes remarquables en limite de parcelle : Muflier des champs et Bleuet (CLIMAX, juin 2017)





Secteur AUp à l'Est du village: Prés de fauche et arbustes épars au contact de l'urbain (CLIMAX, juin 2017) / Partie Sud du secteur, en pré de fauche avec verger à conserver (CLIMAX, Septembre 2016)

Milieu physique

Les sols sont majoritairement agricoles et caillouteux car Guewenheim s'est installé sur une ancienne terrasse alluviale de la Doller.
Aucune zone humide n'est présente sur l'un de ces trois secteurs.

Milieu naturel

Le secteur AUu à l'Ouest est de faible valeur pour la biodiversité, en raison de a part de la parcelle cultivée en céréales. La bordure herbacée adjacente est d'intérêt très limité car au contact de l'urbain (à l'arrière de collectifs). Le secteur AUp est d'intérêt pour la trame verte intra-urbaine.
Le secteur AUs comporte **deux plantes intéressantes** liées aux cultures extensives : le Muflier des champs (LR Alsace « en danger ») et le Bleuet (déterminant ZNIEFF). L'avifaune est composée d'espèces

communes, la structure de la végétation étant assez pauvre et la majorité des pratiques agricoles est défavorable.

Milieu humain

Le secteur AUp présente un intérêt pour le cadre de vie des riverains. Les deux autres secteurs, pauvres ou démunis d'arbres et au contact des maisons ont une faible sensibilité.
Les secteurs aux deux extrémités du village sont favorables à l'exploitation agricole. Leur urbanisation conduirait à une perte.

Prise en compte environnementale dans l'OAP

Dans le secteur AUp sous le centre il est prévu de préserver autour des nouvelles voies des jardins privatifs pour créer un ilot paysager non bâti.
Dans les secteurs AUs, sont prévus la plantation de ligneux à l'Est, la création d'un ilot vert par des jardins privatifs (Ouest) et la bordure des nouvelles voies par la création de bandes arbustives et arborées.

Bilan des effets négatifs

L'urbanisation des trois secteurs conduira à l'imperméabilisation d'environ 1,7 hectares. Le maintien et le développement d'espaces verts est de nature à atténuer les effets négatifs dans les deux secteurs à l'extrémité de la zone urbaine. Ces prescriptions seront moins opératoires pour le secteur AUp.

Recommandation de l'EE

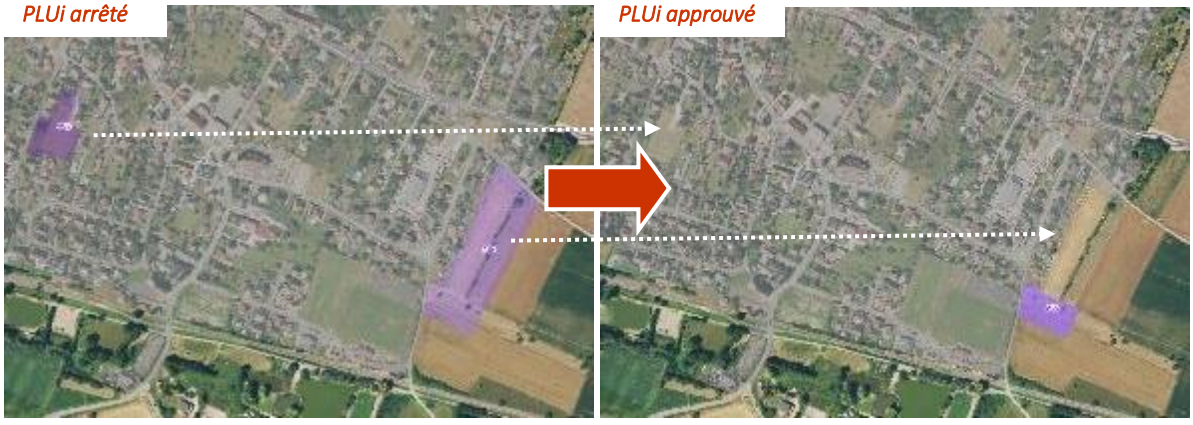
Evitement de la partie sud de la parcelle maintenant le verger et les deux plantes liées aux cultures. A défaut compenser par des plantations en zonage A ou N.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La zone AUs a été fortement réduite au profit de la zone agricole A.

La zone AUp reversée en U reste constructible.

Les mesures compensatoires ont été revues et précisées au regard de l'évolution des extensions urbaines finalement retenues dans la version approuvée du PLUi (**>** voir plus loin, démarche ERC).



Guewenheim : la zone AUs en extension urbaine a été largement réduite et reversée à la zone agricole A. La zone AUp en dent creuse mais dans le T0 du SCOT (en grisé) a été supprimée et reversée en U, donc reste constructible / impacts environnementaux inchangés.

Tableau 31 : Espèces recensées dans les zones AU du PLUi arrêté à Guewenheim

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	Prot Alsace	LR France	LR Alsace	ZNIEFF AIs	TVB F	GUEW / 19	GUEW / 20	GUEW / 21
OISEAUX											
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2			LC	LC			X	X	
Delichon urbicum	Hirondelle de fenêtre		3		NT	LC				X	
Turdus merula	Merle noir	II/2			LC	LC			X	X	
Milvus migrans	Milan noir	I	3		LC	VU				X	
Passer domesticus	Moineau domestique		3		LC	LC			X	X	
Pica pica	Pie bavarde	II/2			LC	LC			X		
Carduelis chloris	Verdier d'Europe		3		VU	LC				X	
INSECTES	INSECTES										
Orthoptères											
Gryllus campestris	Grillon champêtre				4	LC				X	
Rhopalocères											
Maniola jurtina	Myrtil				LC	LC			X		
Ochlodes venatus	Sylvaine				LC	LC					
Coenonympha pamphilus	Fadet commun				LC	LC			X		
PLANTES											
Misopates orontium	Muflier des champs, Tête-de-mort					EN	10		X		
Cyanus segetum	Barbeau					LC	5		X		
									8	7	0

7.3.4. LAUW

Les quatre secteurs proposés par la commune dans le PLUi arrêté (AUp, AUs) sont tous insérés dans le tissu urbain mais jouxtent des espaces non bâtis (forêt, pré, zone humide, rivière).

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets
27/Centre village	AUp	0,49	Pré, bosquet arborescent, abords maisons et canal usinier.	Paysage, biodiversité ordinaire
26/Centre village	AUp	0,54	Pâturage, espace vert privatif, jardin	Paysage, biodiversité ordinaire, agriculture
24/Village côté Est	AUp	0,88	Prés de fauche, arbres fruitiers. Marges Nord humide.	Zone humide, biodiversité remarquable, agriculture, paysage
25/Village côté Est	AUs	1,24	Prés de fauche mésophiles, vergers, espaces-verts attenant aux maisons	Paysage, biodiversité ordinaire, agriculture
	TOTAL :	3,16		

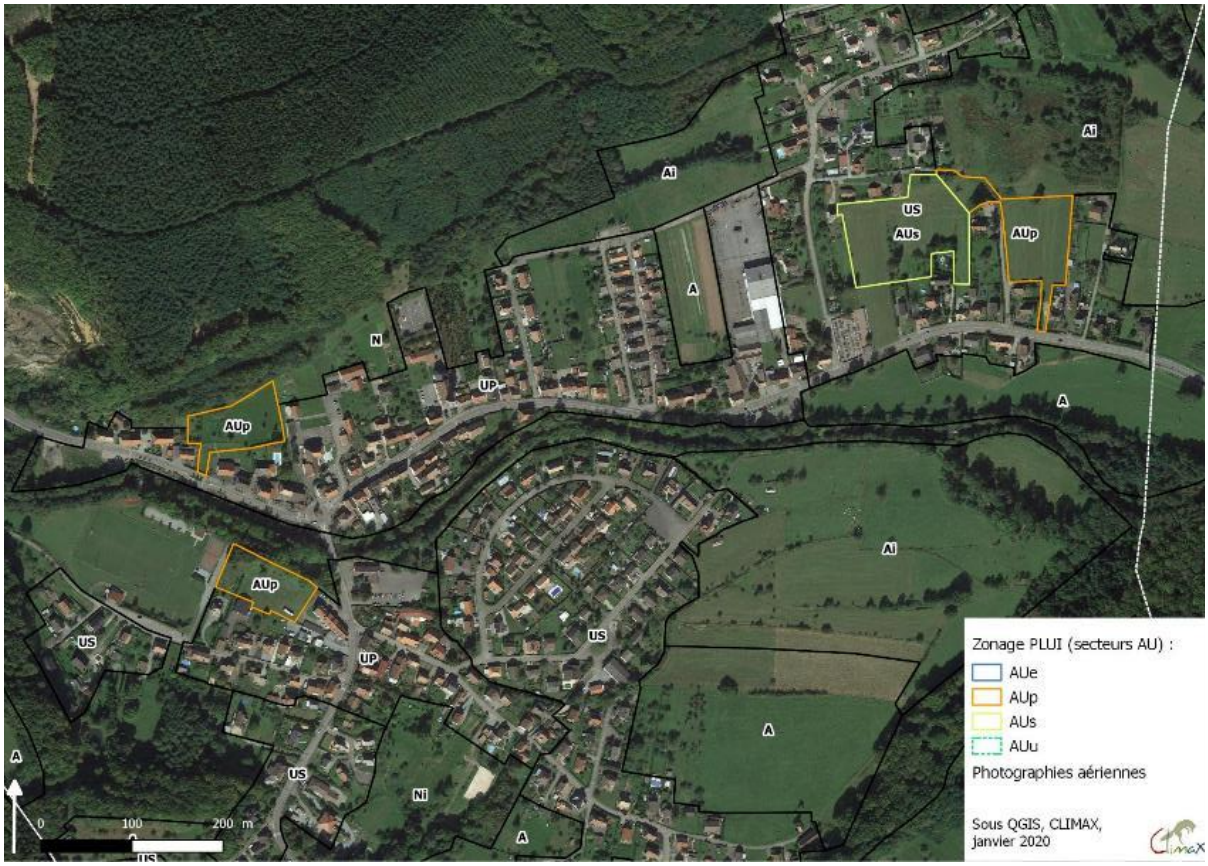


Le secteur AUs à l'Est comporte surtout des prés de fauche avec quelques fruitiers et de petits jardins privatifs (CLIMAX, septembre 2016)



Bordure Nord du secteur AUp à l'Est de Lauw sollicité et jouxtant (à droite) une zone humide remarquable (CLIMAX, juin 2017)

Secteurs AU dans la version du PLUi arrêté



Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les secteurs AU sont au nombre de trois, le secteur AUs disparait. La superficie totale sollicitée est de 2,34 hectares.

Les deux sites à l'Ouest présentent des valeurs limitées.
Le site à l'Est nécessite une attention en termes d'aménagement car il jouxte une zone humide d'importance et comporte sur sa marge une plante protégée (*Oenanthe peucedanifolia*) dont la station est à préserver.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
Aue	0,55	Pâturage, espace vert privatif, jardin	Paysage, biodiversité ordinaire, agriculture	0,55	-
AUu	0,49	Pré, bosquet arborescent, abords maisons et canal usinier.	Paysage, biodiversité ordinaire	0,49	-
AUu	1,30	Prés de fauche, arbres fruitiers. Marges Nord humide.	Zone humide (marge), biodiversité remarquable, agriculture, paysage	1,30	-
	2,34		TOTAL	2,34	0,00

Secteurs AU, version approuvée



Milieu physique

Les sites sont presque tous des sols agricoles développés sur des prairies permanentes.
Une zone humide à l'Est se développe en partie dans l'un des sites, le secteur AUp. Une très petite tache humide existe également dans le pâturage pour chevaux en pied de versant à l'Ouest.

Milieu naturel

Le secteur AUp à l'Est du village est le plus sensible car il comporte une plante protégée en Alsace, l'Œnanthe à feuilles de Peucédan. Le site comporte une marge humide et jouxte une vaste zone humide très riche d'importance pour toute la vallée de la Doller.
Le secteur AUs qui jouxte cet AUp est d'intérêt pour la faune et la flore ordinaire.
Des deux secteurs AUp à l'Ouest sont d'intérêt assez limité pour les espèces et les habitats naturels.
Les quatre sites jouent un rôle en termes de trame verte intra-urbaine.

Milieu humain

Les deux secteurs AUp à l'Ouest sont confinés et peu visibles et donc leur sensibilité paysagère est faible, même si une perspective paysagère est relevée par le SCOT.
Les deux AU à l'Est confèrent aux riverains des espaces verts de qualité où dominent des prés de fauche et qui comportent des arbres. L'usage agricole concerne surtout les parcelles à l'Est, les deux autres AU sont des terrains privatifs (espace vert, pâturage chevaux).

Prise en compte dans les OAP

L'OAP du Centre village prévoit les jardins privatifs (ilot paysager) et une lisière boisée (à compléter ou à éclaircir). L'OAP 13, relative aux deux zones AU à l'Est (Village côté Est) soustrait au Nord ainsi que la station d'Œnanthe à feuilles de Peucédan.

Bilan des effets négatifs

Les pertes toucheront d'une part le paysage de proximité dont jouissent les riverains ; d'autre part la biodiversité ordinaire. La gestion des travaux devra être exemplaire pour ne pas détruire la station d'Œnanthe à feuilles de Peucédan, puis le maintien d'une gestion prairiale.

Recommandation de l'EE

Evitement complet du tiers Nord du secteur AUp (Village côté Est). Encadrer le chantier pour la préservation de l'Œnanthe à feuilles de Peucédan et son maintien dans la durée.
Des plantations de ligneux en compensation à l'extérieur des zones bâties à proximité de la Doller.

Carte 30 : Plante protégée remarquable dans le secteur AUp du PLUi arrêté à Lauw





Oenanthe à feuilles de peucédan – *Oenanthe peucedanifolia*, plante protégée en Alsace, dans le pré humide du secteur Aup à Lauw (CLIMAX, juin 2017)

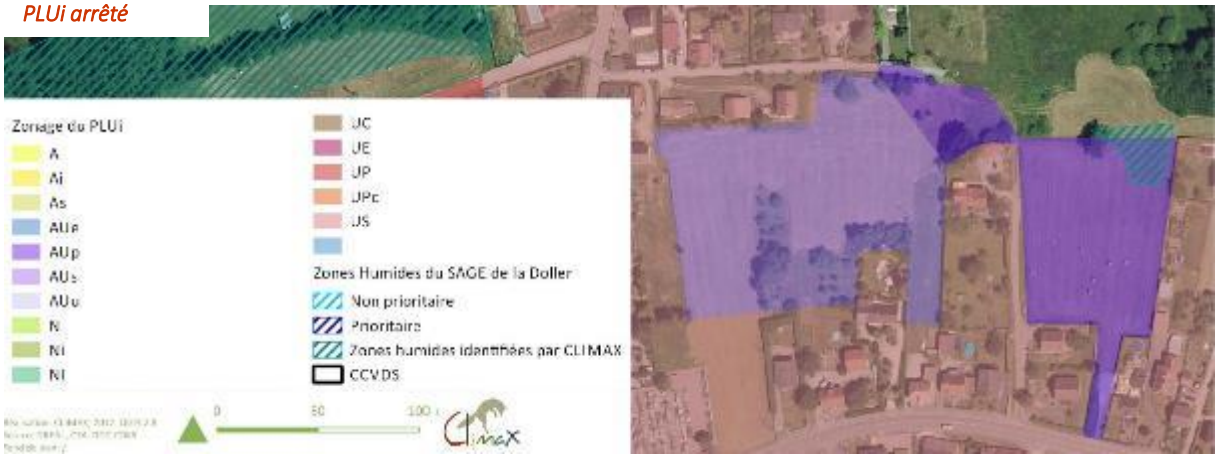
Tableau 32 : Espèces recensées dans les zones AU à Lauw

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	Prot Alsace	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB F	LAU / 24	LAU / 25	LAU / 26	LAU / 27
OISEAUX												
Carduelis chloris	Verdier d'Europe		3		VU	LC			X	X		
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue		3		LC	LC			X			
Delichon urbicum	Hirondelle de fenêtre		3		NT	LC			X			
Garrulus glandarius	Geai des chênes	II/2			LC	LC				X		
Hirundo rustica	Hirondelle rustique		3		NT	LC				X		
Passer domesticus	Moineau domestique		3		LC	LC			X	X		
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3		LC	LC			X	X		
INSECTES												
Rhopalocères												
Melanargia galathea	Demi-Deuil				LC	LC			X			
Gonepteryx rhamni	Citron				LC	LC				X		
PLANTES												
Oenanthe peucedanifolia	Oenanthe à feuilles de peucédan			Alsace		EN	10		X			
										7	6	0

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

- La zone AUs de Lauw a été supprimée et reversée en zone agricole A.
- Le Règlement écrit du PLUi (II.e et f.) rappelle l'obligation de préserver les fonctions des zones humides ou de les compenser. Les zones humides sont inscrites au Règlement graphique avec un surzonage spécifique.
- L'OAP correspondante est complétée par la nécessité de préserver la plante protégée, de préserver - voire améliorer - les fonctionnalités de la zone humide et de prévoir des stationnements extérieurs perméables.

PLUi arrêté



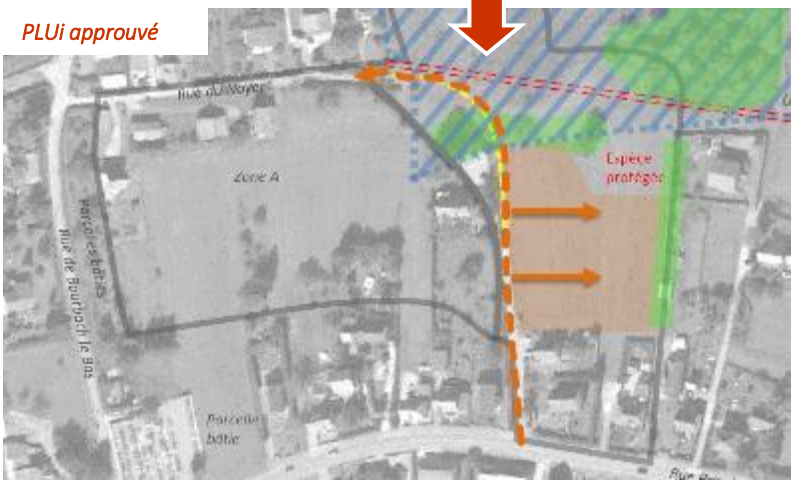
Le secteur AUp de Lauw englobe une zone humide au Nord-Est. L'OAP n°12 intègre cet enjeu excluant de tout aménagement la frange nord du secteur et en demandant de préserver la zone humide, voire d'améliorer si possible ses fonctions.

Dans la version du PLUi approuvé, la zone AUp « Village côté Ouest » a été supprimée et reversée en zone agricole A.
La zone AUp à l'Est (devenue AUs dans le PLUi approuvé, pour une meilleure cohérence avec Les règles d'urbanisme du secteur Us) est conservée.
Les prescriptions de l'OAP de ce site à urbaniser dans le PLUi approuvé (C.6) incite à « Préserver les fonctionnalités de la zone humide et améliorer si possible des fonctions ».
Il est par ailleurs indiqué (C.8.) de « Préserver l'espèce protégée » dont la localisation est reportée sur le plan de l'OAP et qui se situe dans une zone humide.
Ces préconisations du PLUi approuvé permettent une meilleure prise en considération des zones humides et des espèces protégées.
Les zones humides concernées par la zone AUs résiduelle font l'objet de prescriptions particulières dans l'OAP.
Un impact résiduel sur les zones humides persiste pour l'aménagement d'une voie d'accès à la zone AUs par le Nord, mais l'emprise est inférieure aux seuils de la Loi sur l'Eau.

PLUi approuvé



PLUi approuvé



7.3.5. MASEVAUX (MASEVAUX-NIEDERBRUCK)

Sept secteurs sont envisagés :

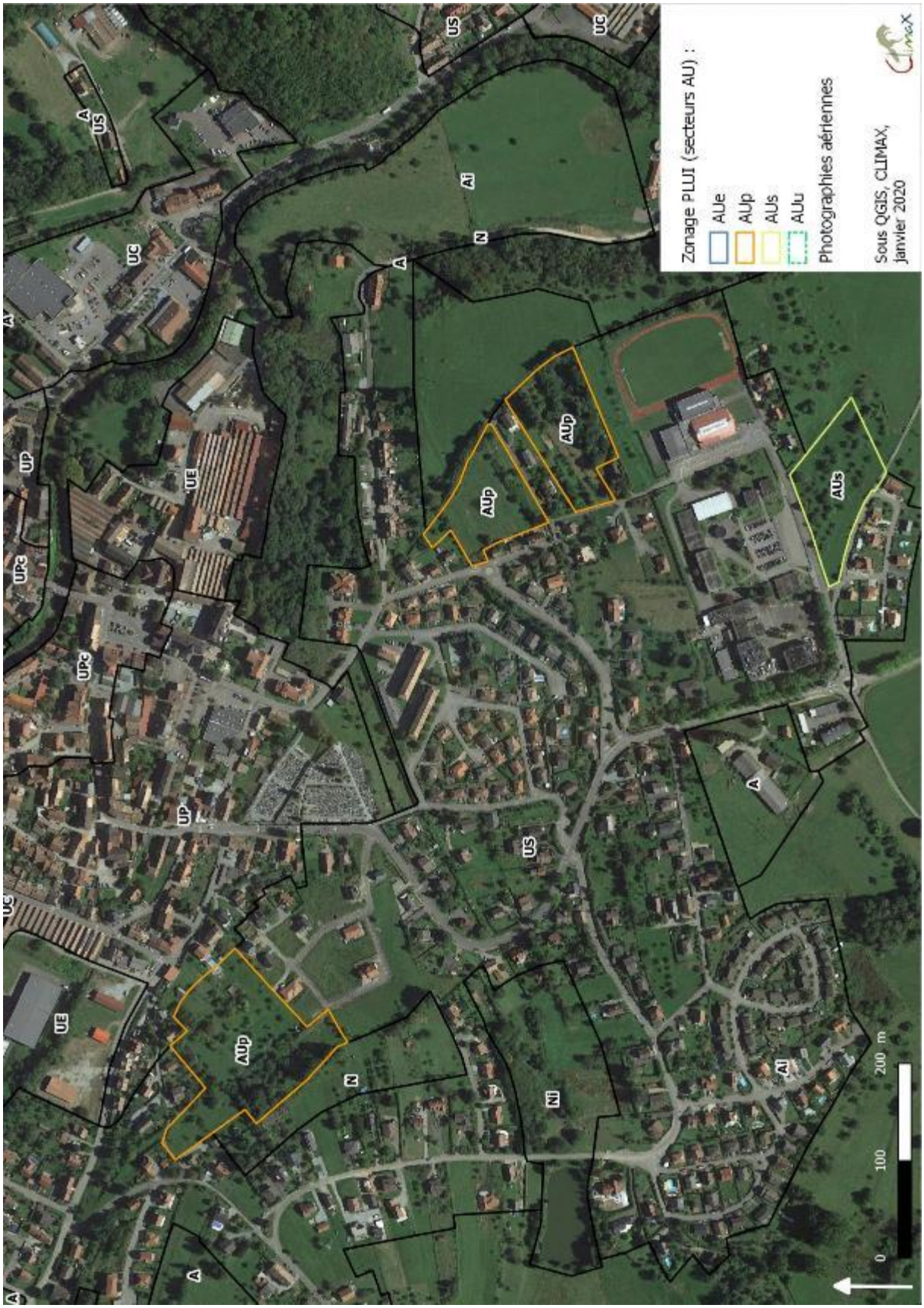
- Cinq sont des dents creuses (AU) jouxtant sur deux côtés au moins le tissu urbain ;
- Un secteur AU en bordure externe de l'urbain ;
- Un secteur (AUu) disjoint mais en continuité d'une zone d'activité existante.

Les enjeux portent sur certaines superficies agricoles, le paysage (cadre de vie) et la biodiversité ordinaire. Les superficies des secteurs AU totalisent une superficie d'environ 7 hectares.

Le secteur AUu est forestier. Il comporte des mares et des zones humides très favorables aux Amphibiens.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
32	AUp	1,98	Pré-verger, prés de fauche, pâturage, bosquet arborescent	Biodiversité ordinaire, paysage, agriculture	1,98	
33	AUp	0,91	Parc et jardins privatifs, verger, place minérale	Paysage, agriculture	0,91	
28	AUs	1,00	Pré de fauche, espace vert privatif arboré, localement humide	Agriculture, biodiversité ordinaire, paysage	1,00	
31	AUs	0,85	Pré-verger pâturé	Agriculture, paysage, biodiversité ordinaire	0,85	
30	AUp	1,04	Peuplement boisé mixte, vergers, prés, jardins	Paysage (grands arbres), biodiversité ordinaire	1,04	
29	AUp	0,84	Prés de fauche, jardins privatifs	Paysage, biodiversité ordinaire, agriculture	0,84	
34	AUu	6,81	Boisements de feuillus et conifères, friches herbacées sur substrats remodelés. Zone humide, mares.	Zones humides, biodiversité, climat (forêts)		6,81
				TOTAL	**6,62**	**6,81**

Zones AU du PLUi arrêté




A
AUs
US
Al
UP
AUp
UPc
UC
UE
N
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
Janvier 2020


A
UE
AUu
N
Zonage PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Photographies aériennes
Sous QGIS, CLIMAX,
Janvier 2020

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Deux sites à urbaniser sont retirés par rapport à la version arrêtée ce qui ramène la superficie totale à urbaniser à 7,52 hectares (contre 13,43).

L'évitement préserve en particulier deux sites à vocation agricole au Nord (Boulevard du chemin de Fer) et au Sud-Est (Collège).

La zone humide boisée, criblée de mares, attenante à la ZI de l'*Allmend* est retirée (sites AUe).

Les pertes de valeurs concernent le paysage intra-urbain (vergers, jardins) et la biodiversité « ordinaire » qui s'y déploie.

La zone AUe entame des peuplements forestiers et de petites zones humides.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
AUp	1,78	Pré-verger, prés de fauche, pâturage, bosquet arborescent	Biodiversité ordinaire, paysage, agriculture	1,78	
AUp	0,92	Parc et jardins privatifs, verger, place minérale	Paysage, agriculture	0,92	
AUs	0,85	Pré-verger pâturé	Agriculture, paysage, biodiversité ordinaire	0,85	
AUp	1,04	Peuplement boisé mixte, vergers, prés, jardins	Paysage (grands arbres), biodiversité ordinaire	1,04	
AUu	2,93	Boisements de feuillus et conifères, friches herbacées sur substrats remodelés. Zone humide	Zones humides, biodiversité, climat (forêts)		2,93
	7,52		TOTAL	4,59	2,93

Secteurs AU, version approuvée :




ZONAGE PLUI (secteurs AU) :
AUe
AUp
AUs
AUu
Fond photographies aériennes
Sous QGIS 3.10, CLIMAX, Fév. 2022
0
75
150 m
UC
US
A
Ai
N
Ne
UE
UP
UPc
AUs
AUp
Ni



Secteur AUp en partie sur versant, rive gauche de la Doller. Ce site est principalement constitué de prairies, de prés-vergers, de bosquets et de petits potagers (CLIMAX, mai 2018)





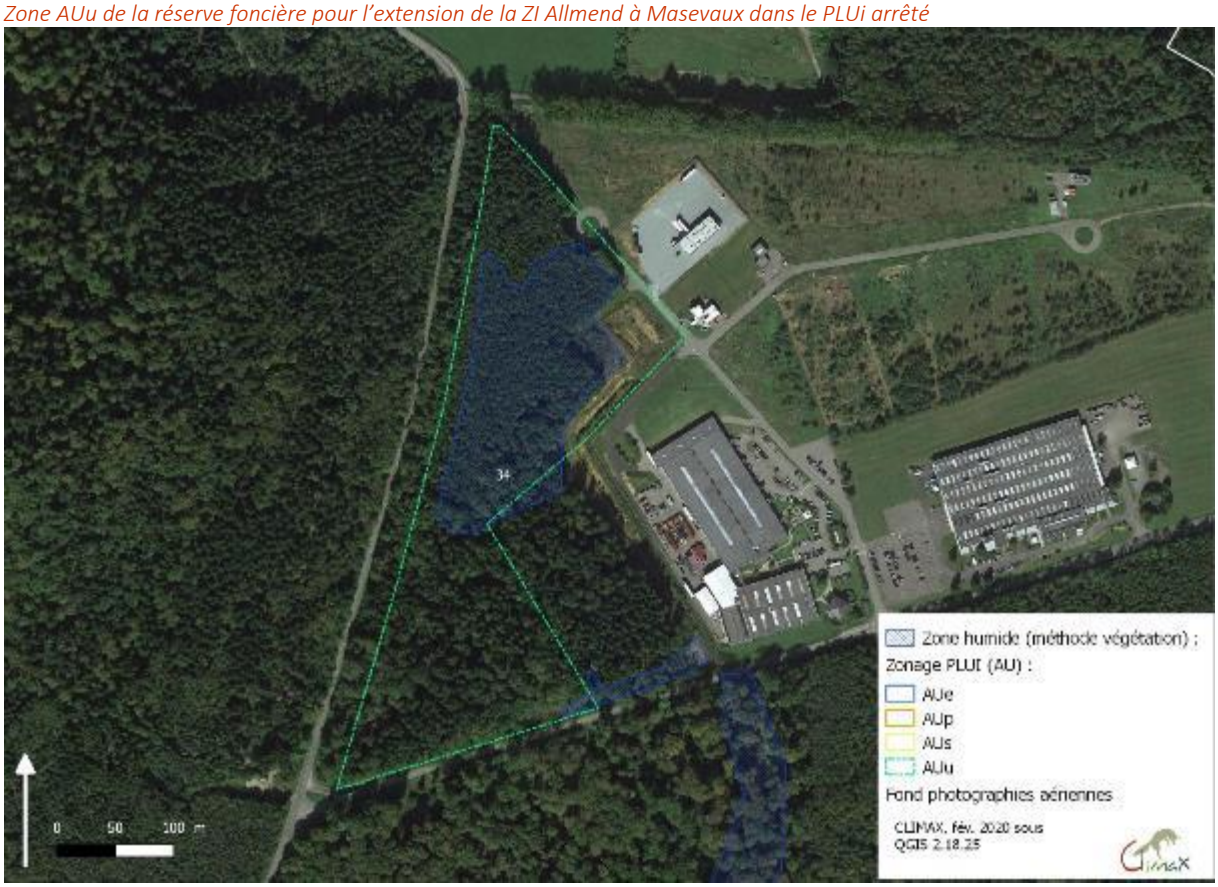
Secteur AUs en face du collège de Masevaux : Verger pâturé avec des arbres remarquables de forte valeur paysagère. A l'arrière-plan, arbre remarquable. Le site est également d'intérêt agricole (photo du haut), en raison de la proximité avec l'exploitant (CLIMAX, juin 2017)





Secteur AUu de l'*Allmend* à Masevaux. Boisements forestiers dont une part importante est humide (Aulnes glutineux ci-dessus) et riche en mares, très favorables aux Amphibiens (CLIMAX, septembre 2019).

Zone AUu de la réserve foncière pour l'extension de la ZI Allmend à Masevaux dans le PLUi arrêté



Milieu physique

Les sites sont presque tous des sols agricoles développés sur des prairies permanentes et comportent des arbres fruitiers accompagnés d'autres ligneux.
Des zones humides sont présentes : La zone AUu dans la ZAC en est couverte sur un peu moins de la moitié avec des mares souvent en eau. La parcelle agricole (AUs) sur le versant au Boulevard du chemin de Fer présente de petites zones humides issues d'écoulements sur pente
Le secteur AUu, entièrement forestier, assure des fonctions positives de régulation thermiques, de l'eau et participe à la rétention de carbone (tissus des ligneux).

Milieu naturel

Les secteurs AU comportent une biodiversité ordinaire mais participent à la Trame Verte intra-urbaine comme le montrent les observations chez l'avifaune et les mammifères.

Le secteur AUsp au pied du Stoecken se distingue des autres par la richesse de ses habitats plus favorables aux Oiseaux et fréquenté par des Mammifères. La partie haute du talus, à végétation dense, permet une certaine quiétude à la faune.

Le secteur AUp comporte des vergers remarquables signalés par la présence du rougequeue à front blanc.

Le secteur AUu (ZAC) comporte des peuplements boisés d'intérêt assez faible (épicéas, jeunes chênes plantés) à moyen. L'intérêt principal résulte de la présence de nombreuses mares temporaires qui sont des lieux de ponte très favorables aux Amphibiens : Triton palmé, Grenouille rousse et Grenouille verte y ont été observés. D'autres Amphibiens s'y développent très certainement. La majorité de ces espèces est protégée. Une plante remarquable, l'Erythrée élégante (hygrohile) y a aussi été observée.

Milieu humain

La perte des pâtures convoitées pour les extensions risque d'affecter les éleveurs des exploitations agricole qui les exploitent.
Plusieurs sites sont des lacunes vertes qui contribuent fortement au cadre et la qualité de vie des riverains.

Tableau 33 : Espèces recensées dans les zones AU à Masevaux

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	Prot Alsace	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB F	MAS /28	MAS /29	MAS /30	MAS /31	MAS /32	MAS /33	MAS /34
OISEAUX															
Coccothraustes coccothrauste	Grosbec casse-noyaux		3		LC	LC					X				
Erithacus rubecula	Rougegorge familier		3		LC	LC			X						
Fringilla coelebs	Pinson des arbres		3		LC	LC							X		
Hirundo rustica	Hirondelle rustique		3		NT	LC							X		
Phoenicurus phoenicurus	Rougequeue à front blanc		3		LC	LC								X	
Prunella modularis	Accenteur mouchet		3		LC	LC								X	
Sitta europaea	Sittelle torchepot		3		LC	LC				X					
Corvus corone	Corneille noire	II/2			LC	LC				X				X	
Corvus monedula	Choucas des tours	II/2	3		LC	NT				X	X				
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue		3		LC	LC						X	X		
Garrulus glandarius	Geai des chênes	II/2			LC	LC				X				X	
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3		LC	LC				X			X		
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire		3		LC	LC				X			X		
Pica pica	Pie bavarde	II/2			LC	LC			X			X	X		
Apus apus	Martinet noir		3		NT	LC			X	X			X	X	
Parus major	Mésange charbonnière		3		LC	LC			X		X		X	X	
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2			LC	LC			X	X			X	X	
Passer domesticus	Moineau domestique		3		LC	LC			X	X		X	X	X	
Turdus merula	Merle noir	II/2			LC	LC			X	X	X	X	X		
INSECTES	INSECTES														
Mantidés et Orthoptères															
Mantis religiosa	Mante religieuse														X
Gomphocerippus rufus	Gomphocère roux				4	LC									X
Oedipoda caerulescens	Oedipode turquoise				4	LC									X
Chorthippus biguttulus	Criquet mélodieux				4	LC									X
Gryllus campestris	Grillon champêtre				4	LC			X			X	X	X	
Rhopalocères															
Aglais urticae	Petite Tortue				LC	LC						X			
Melanargia galathea	Demi-Deuil				LC	LC						X			
Pararge aegeria	Tircis				LC	LC					X				
AMPHIBIENS															
Pelophylax kl esculentus	Grenouille commune	5	5		NT	LC									X
Rana temporaria	Grenouille rousse	5	5,6		LC	LC									X
MAMMIFERES															
Meles meles	Blaireau européen				LC	LC	5			X					
Vulpes vulpes	Renard roux				LC	LC									X
Capreolus capreolus	Chevreuil européen				LC	LC							X		
PLANTES															
Centaurium pulchellum	Érythrée élégante				LC	LC	10								X
									8	11	5	7	13	9	8

Prise en compte dans les OAP

L'OAP Au pied du Stoecken (AUp) prévoit le maintien de bandes, particulièrement celle en haut du talus (Chênes). L'OAP sous le stade qui englobe 2 AUp proches préserve des éléments arborés et envisage un jardin collectif au Nord.
L'OAP de l'Allée des Dames prévoit de préserver des jardins privatifs en arrière des constructions.
L'OAP du Boulevard du Chemin de fer préconise la mise en place de noues (ruissellements) et la préservation d'arbres à intégrer dans le projet.
L'OAP du collège préserve un arbre remarquable et d'autres arbres (ou à défaut replanter) dans le programme de construction. Des éléments arborés ou arbustifs seront aussi à planter sur deux côtés du secteur.

Bilan des effets négatifs

En l'état les effets négatifs seront importants sur le cadre de vie, la biodiversité ordinaire, les exploitants agricoles concernés. Le secteur AUu entamera une zone humide assez importante, des peuplements arborés et des milieux de reproduction de plusieurs espèces protégées (Amphibiens, Oiseaux).

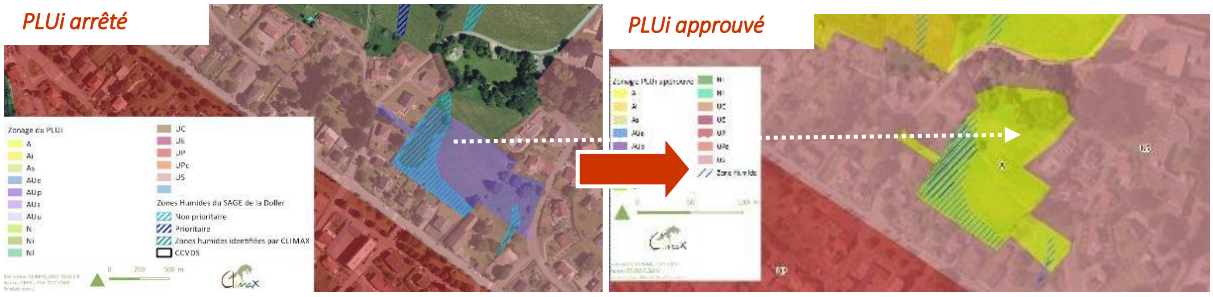
Recommandation de l'EE

L'évitement de la totalité du secteur AUu qui est boisé, pour partie humide avec de nombreuses mares favorables aux Amphibiens.
L'évitement total des parcelles agricoles facilement exploitables par les éleveurs (AUp au collège, AUp Boulevard du chemin de Fer).
Des compensations proportionnées aux pertes tournées vers des prés-vergers.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les recommandations de l'Evaluation Environnementale sont désormais mieux prises en considération :

- Le secteur boisé et humide AUu en extension de la ZI *Allmend* à Masevaux est fortement réduit et reversé en zone N, réduisant ainsi fortement les incidences sur les milieux forestiers, les zones humides et les espèces protégées (Oiseaux, Amphibiens).
- Les secteurs agricoles des AUp *Collège* et *Boulevard du Chemin de fer* sont supprimées et désormais délimités en zone agricole A. Le secteur *Collège* est par ailleurs préservé par un surzonage au titre du L.151-23 du CU.
- Les mesures compensatoires sont revues au regard de cette réduction des extensions urbaines et précisées dans les modalités de réalisation (**>** voir plus loin démarche ERC).



Le secteur AUs délimité en extension urbaine à Masevaux dans le PLUi arrêté est en grande partie concerné par une zone humide. L'OAP n°19, qui n'évite pas la zone humide, mentionne la nécessité de récupérer les eaux de ruissellement via une noue.

Dans la version du PLUi approuvé, la zone AUs du PLUi arrêté a été supprimée et reversée en zone agricole A (une petite zone au Sud-Est est intégrée à la zone Us, mais ne concerne pas de zone humide).

Les impacts de l'urbanisation sur cette zone humide sont désormais évités.

Le zonage A ne permettra pas la destruction de la zone humide car elle apparaît au plan de zonage et pourra être opposée à une demande d'autorisation d'urbanisme malgré les dispositions autorisées en zone A .



Masevaux : 2 zones AUs en extension urbaine du T0 ont été supprimées et reversées en zone agricole A (pour celle au Nord) et en zone agricole inconstructible Ai pour celle au Sud près du collège.

7.3.6. NIEDERBRUCK (MASEVAUX-NIEDERBRUCK)

La parcelle sollicitée (AUp) dans le PLUi arrêté est une sorte de dent-creuse avec une partie plane qui domine (Nord) et un secteur sur versant (Sud).

Les enjeux sont faibles pour moins de 1 hectares sollicités dont une partie ne sera pas construite (talus). Les valeurs touchées sont l'agriculture (terrain plat en bas), le cadre de vie (paysage) et la biodiversité ordinaire.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets
3	AUp	1,00	Pré de fauche, potagers, bosquet de ligneux	Agriculture, paysage, biodiversité ordinaire
	TOTAL :	1,00		

Zone AU du PLUi arrêté – inchangée dans le PLUi approuvé





Aspect du pré de fauche sollicité à Niederbruck au titre de l'extension urbaine (CLIMAX, juin 2017)

Milieu physique

Les sols sont majoritairement agricoles, occupés par des prés permanents, localement par des ligneux. Il n'y a pas de zone humide mais des suintements peuvent se produire en pied de versant au Sud-est, puis circulent parallèlement au versant vers la Doller.
Peu de ligneux sont présents et ont des effets bénéfiques sur le climat local (ambiance, rétention de carbone).

Milieu naturel

La parcelle correspond à un pré de fauche mésophile de qualité moyenne. Seul le talus à l'arrière comporte des ligneux favorable aux Oiseaux (tableau ci-dessous) et à la petite faune. Etant donné sa taille la parcelle ne joue pas un rôle important dans le fonctionnement biologique du secteur.

Tableau 34 : Espèces recensées dans les zones AU à Niederbruck

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB	NIE / 37
OISEAUX								
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2		LC	LC			X
Turdus merula	Merle noir	II/2		LC	LC			X
Passer domesticus	Moineau domestique		3	LC	LC			X
Pica pica	Pie bavarde	II/2		LC	LC			X
Serinus serinus	Serin cini		3	VU	LC			X
								5

Milieu humain

Le site présente un certain intérêt pour l'agriculture, la parcelle étant plate et facilement accessible depuis la rue. La partie à l'arrière au Sud-Ouest (20%) est pentue et beaucoup moins favorable à la fauche.
La sensibilité paysagère du lieu est assez faible, excepté la partie Sud, plus haute et identifiée comme un point de vue paysager de niveau local au PLUi.
La densification réduira cependant un espace de respiration.

Prise en compte dans l'OAP

Les cordons boisés existants (arrière de parcelle) sont à préserver et à compléter sur les limites afin d'assurer une transition paysagère.

Bilan des effets négatif

L'impact négatif est mesuré tant du point de vue biologique que paysager.

Recommandation de l'E

Eviter d'urbaniser la partie du talus, soit le quart Sud-Ouest du secteur ou au minium limiter la hauteur des bâtiments en surplomb.

Du PLUi arrêté au PLUi approuvé
La zone AU est conservée. L'OAP enjoint à « *préserver les arbres et cordons boisés existants et les compléter par de larges bandes plantées ou jardinées assurant la transition paysagère avec les espaces agricoles* ». L'annexe architecturale portée au Règlement écrit apporte également des préconisations pour les constructions dans la pente.
Des compensations sont prévues.

7.3.7. OBERBRUCK

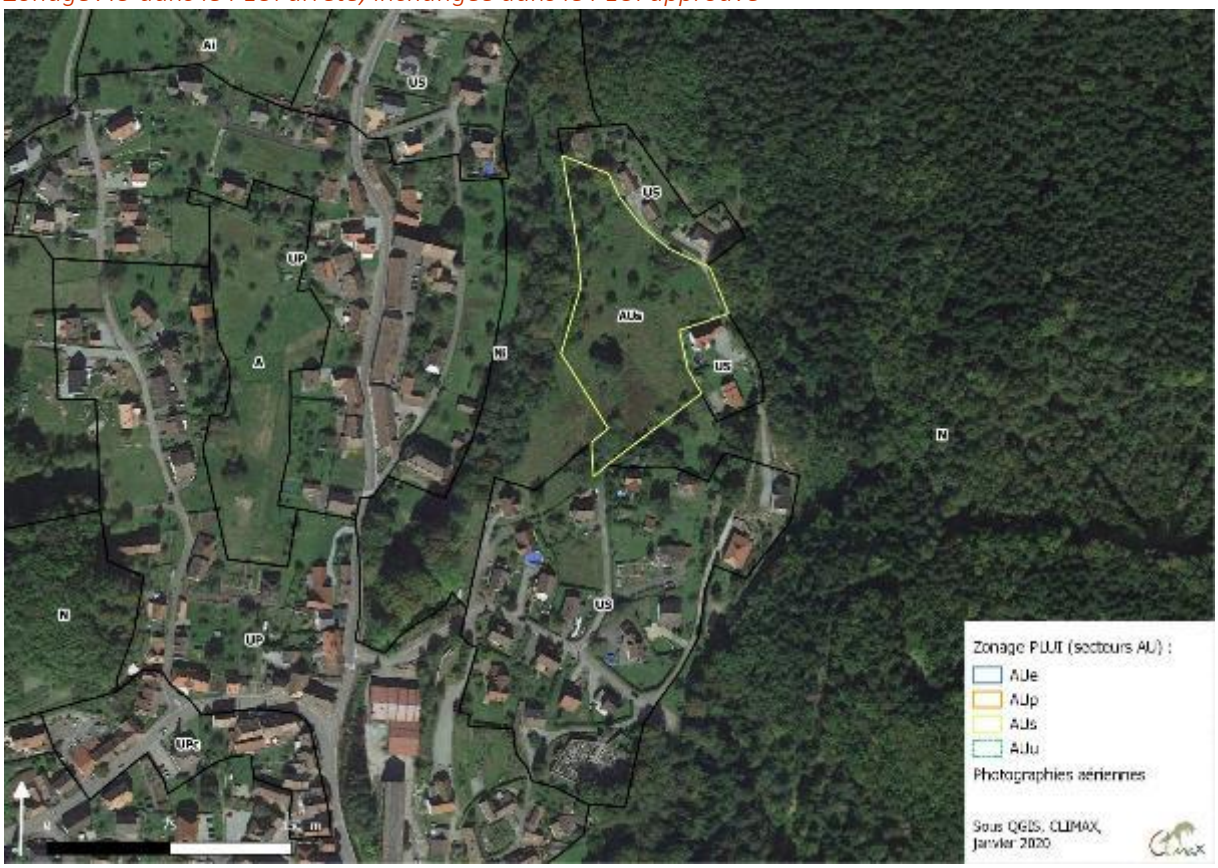
Un seul secteur (AUs) est sollicité par la commune dans le PLUi arrêté, sur un versant au sein de la matrice urbaine.

Ce versant présente des suintements qui génèrent deux petites zones humides de pente. L'exploitation agricole est faible et irrégulière (friches). Le cadre de vie est un enjeu pour les riverains proches.

Les zones humides et la gestion des eaux de ruissellement constituent l'enjeu premier. L'éventuelle destruction des zones humides sera compensée par un décaissement des abords (anciens remblais) près de la Doller.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets
38	AUs	1,03	Pâture, verger, friche herbacée. Zone humide	Zone humide, biodiversité ordinaire (agriculture)
	TOTAL :	1,03		

Zonage AU dans le PLUi arrêté, inchangée dans le PLUi approuvé



Remarque : la zone humide identifiée par CLIMAX dans cette zone AU n'a pas pu faire l'objet de mesure d'évitement stricte en ôtant la zone humide de la zone AU car un permis d'aménager avait déjà été déposé sur cette zone.
Les mesures d'évitement et de réduction sont donc davantage intégrées dans l'OAP, avec notamment le rappel de l'obligation de préserver les zones humides et leurs fonctionnalités, ou, le cas échéant, de les compenser.



Vue vers la zone AUs à Oberbruck (CLIMAX, juin 2017)



Mégaphorbaie à Filipendule ulmaire (Polygono-Scirpetum) dans la zone humide, en partie basse du secteur sollicité (Climax, 2017).

Milieu physique

Les sols sont majoritairement agricoles, occupés par des prés permanents et des friches, très localement par des ligneux.
Des suintements sur versants constituent de petites zones humides de pente. La plus importante est située au Sud. Une partie de la zone humide a été altérée par la construction d'une maison individuelle et un fossé de drainage a été réalisé.

Milieu naturel

Les espèces animales semblent assez variées en raison de la présence de l'eau. L'intérêt pour l'avifaune semble toutefois assez limité. Le site joue certainement un rôle assez important pour le déplacement des espèces (forêt / Seebach) en termes de trame verte.

Tableau 35 : Espèces recensées dans les zones AU à Oberbruck

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB F	OBE / 38
OISEAUX								
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire		3	LC	LC			X
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3	LC	LC			X
INSECTES								
Libellules								
Coenagrion puella	Agrion jouvencelle			LC	LC			X
Orthoptères								
Gryllus campestris	Grillon champêtre			4	LC			X
Rhopalocères								
Melanargia galathea	Demi-Deuil			LC	LC			X
Lycaena phlaeas	Cuivré commun			LC	LC			X
Aphantopus hyperantus	Tristan			LC	LC			X
								7

Prise en compte dans l'OAP

Les deux entités humides sont en grande partie évitées. L'empiètement dans celles-ci entrainera une majoration du Coefficient de Biotope à 50% et nécessitera une compensation.
Les arbres existants sont à préserver et une lisière est à maintenir à l'arrière des parcelles en jardins.

Bilan des effets négatifs

L'impact négatif est mesuré par un bon évitement des zones humides mais celui-ci devra effectivement être réalisé.
Le paysage local et le cadre de vie seront affectés pour les riverains

Recommandation de l'EE

Eviter au maximum les deux parties humides et faire un travail conséquent de gestion des eaux pluviales afin de retenir les flux qui augmenteront avec l'imperméabilisation (noues)

⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

Les recommandations de l'Evaluation Environnementale sont mieux prises en considération :

- Les zones humides sont intégrées au Règlement graphique au titre de l'article L.151-23 pour assurer leur préservation
- Le Règlement écrit est précisé (II.3.e et II.3.f) et rappelle l'obligation de préserver les fonctionnalités des zones humides, ou, le cas échéant, de les compenser.
- Les mesures compensatoires sont précisées en cas d'incidences des zones humides sur ce site (**>** voir plus loin démarche ERC). Elles sont intégrées à l'OAP correspondante.

7.3.8. SENTHEIM

La commune sollicite deux espaces à l'Ouest et au Sud-Est de la zone urbaine de type dent-creuse.

Il s'agit d'espaces agricoles, notamment des pâtures en état écologique faible à moyen. Ces parcelles comportent aussi des habitats de ligneux sous forme de bosquets et d'arbres fruitiers.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU
22	AUp	3,53	Pâturages, vergers pâturés, bosquets arborés, bâtiments agricoles et leurs espaces adjacents	Agriculture, nature ordinaire, paysage	3,53
23	AUs	1,59	Pâturages, espaces-verts privatifs, bosquets, vergers	Paysage, agriculture, nature ordinaire	1,59
				TOTAL :	5,12





Secteur AUp comporte des bâtiments, des aires de stockage de matériel agricole, un pâturage mésophile et quelques stades boisés (CLIMAX, 2017)

Zones AU au PLUi arrêté



Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

La superficie ouverte à l'urbanisation est désormais de 4,41 hectares, le secteur AUs étant réduit de moitié (Sud-Est du village).

Les effets sont réduits au *prorata* des superficies, les mêmes valeurs étant affectées par l'urbanisation.

Zonage	Superficie (Ha)	Milieux	Enjeux / effets	AU	AUu
AUp	3,54	Pâturages, vergers pâturés, bosquets arborés, bâtiments agricoles et leurs espaces adjacents	Agriculture, nature ordinaire, paysage	3,54	
AUs	0,87	Pâturages, espaces-verts privatifs, bosquets, vergers	Paysage, agriculture, nature ordinaire	0,87	
	4,41		TOTAL	4,41	2,93

Secteurs AU, version approuvée



Milieu physique

Les sols sont majoritairement agricoles, occupés par des prés permanents, des vergers et localement par des ligneux.
On n'y trouve qu'une petite zone humide autour d'un fossé en limite du secteur AUs.
Les boisements sont assez localisés. Les plus important occupent la partie Sud-Est du secteur AUp.

Milieu naturel

Les deux secteurs sont d'intérêt biologique assez moyen en raison de leur isolement par la matrice urbain et les voies routières. Le secteur AUp est constitué pour une bonne part d'espaces de dépôts de matériel agricole et de hangars.

Tableau 36 : Espèces recensées dans les zones AU à Sentheim

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	TVB	SEN / 22	SEN / 23
OISEAUX									
Corvus corone	Corneille noire	II/2		LC	LC			X	
Corvus monedula	Choucas des tours	II/2	3	LC	NT				X
Cyanistes caeruleus	Mésange bleue		3	LC	LC			X	X
Dendrocopos major	Pic épeiche		3	LC	LC			X	X
Erithacus rubecula	Rougegorge familier		3	LC	LC			X	
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle		3	NT	LC				X
Milvus migrans	Milan noir	I	3	LC	VU			X	
Passer domesticus	Moineau domestique		3	LC	LC			X	X
Phoenicurus ochruros	Rougequeue noir		3	LC	LC			X	

Phoenicurus phoenicurus	Rougequeue à front blanc		3	LC	LC				
Pica pica	Pie bavarde	II/2		LC	LC				X
Poecile palustris	Mésange nonnette		3	LC	LC			X	
Sylvia atricapilla	Fauvette à tête noire		3	LC	LC				X
Turdus merula	Merle noir	II/2		LC	LC				X
								8	8

Milieu humain

Les parcelles seront soustraites à l'exploitation et à l'activité agricole. Le secteur AUs a un intérêt paysager (pâturage) pour les riverains du lotissement au Sud.
Une ferme ancienne typique du village est présente dans l'OAP « Centre village » (AUp).

Prise en compte dans l'OAP

L'OAP Centre village (AUp) prévoit la préservation du talus végétalisé aux abords avec la piste cyclable.
La voie créée Est-Ouest sera accompagnée d'arbres.
L'OAP Quartier gare précise de préserver la petite zone humide au Sud-Est et planter le long du fossé.
Des jardins privatifs non bâtis sont à mettre en place le long de la piste cyclable et parallèlement au contact des maison existantes de la rue des Eglantines.

Bilan des effets négatifs

Une partie des superficies du secteur AUp (0,83 ha) bâtie ou imperméabilisée est à retirer en termes d'impact.
La ferme ancienne en bordure de la route principale est prévue à la démolition par l'OAP ce qui est incohérent vis-à-vis du patrimoine bâti.
La création de la voie détruira des arbres au Sud-Est du secteur AUp (hors OAP) pour la reconnexion à la rue.

Recommandation de l'EE

Maintenir l'ancienne ferme et l'intégrer de manière positive dans le projet.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le PLUi approuvé apporte quelques modifications à l'OAP du Quartier gare :

- L'OAP précise le programme de logements (20 logements à construire et 9 collectifs ou intermédiaires)
- L'OAP précise l'organisation des dessertes avec « une nouvelle rue à double sens, partagée entre usagers et de faible largeur créées entre la rue de Soppe-le-Haut et la rue du 29 novembre, à travers le tissu existant le cas échéant créer une placette de retournement à aménager ».

Pour l'ensemble des zones AU de Sentheim :

- Les mesures compensatoires sont précisées en cas d'incidences des zones humides sur ce site (**>** voir plus loin démarche ERC). Elles sont intégrées à l'OAP correspondante.

7.3.9. SEWEN

Un seul site (AUp) d'un demi-hectare est envisagé dans le PLUi arrêté, en situation intermédiaire entre la dent-creuse et l'urbanisation externe.

Les enjeux environnementaux concernent l'agriculture locale (terrains plats), le cadre de vie et la biodiversité ordinaire (contact avec les milieux environnants).

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / effets
39	AUp	0,49	Pré de fauche, jardins potagers.	Agriculture, paysage, biodiversité ordinaire
	TOTAL :	0,49		

Zone AU du PLUi arrêté





Prés de fauche et petits potagers au contact d'un urbanisme lâche. Secteur AUp (CLIMAX, décembre 2019)



Le secteur AUp jouxte des espaces prairiaux et des boisements (CLIMAX, décembre 2019)

Milieu physique

Les sols sont développés sur des prés de fauche et des jardins. On n'y trouve pas de zone humide.

Milieu naturel

Les pertes toucheront la petite faune des espaces prairiaux pauvres en ligneux et au contact des maisons. Cet espace joue néanmoins un rôle dans la trame verte intra-urbaine mais affectera peu la TVB en bon état à Sewen.

Milieu humain

Les parcelles sont exploitables pour un agriculteur mais certaines parties sont enchâssées dans l'urbain. Ces espaces verts participent au cadre de vie sur le mode de l'urbanisme lâche.

Prise en compte dans l'OAP

La butte rocheuse est soustraite à l'urbanisation, côté Ouest. Une bande plantée ou jardinée est prévue sur un autre côté (Sud-Ouest) pour assurer la transition avec les prés.

Bilan des effets négatifs

Une partie du site, déjà bâtie et le chemin carossable est à déduire en termes d'impact. Les effets seront assez faibles sur tous les enjeux qui émanent de ce secteur : agriculture, biodiversité ordinaire, cadre de vie.

Recommandation de l'EE

Planter des arbres pour animer le cadre de vie et la biodiversité plutôt que des arbustes ou d'autres espaces verts.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le PLUi approuvé n'apporte pas modifications à l'OAP de la zone AU « centre village » de Sewen.

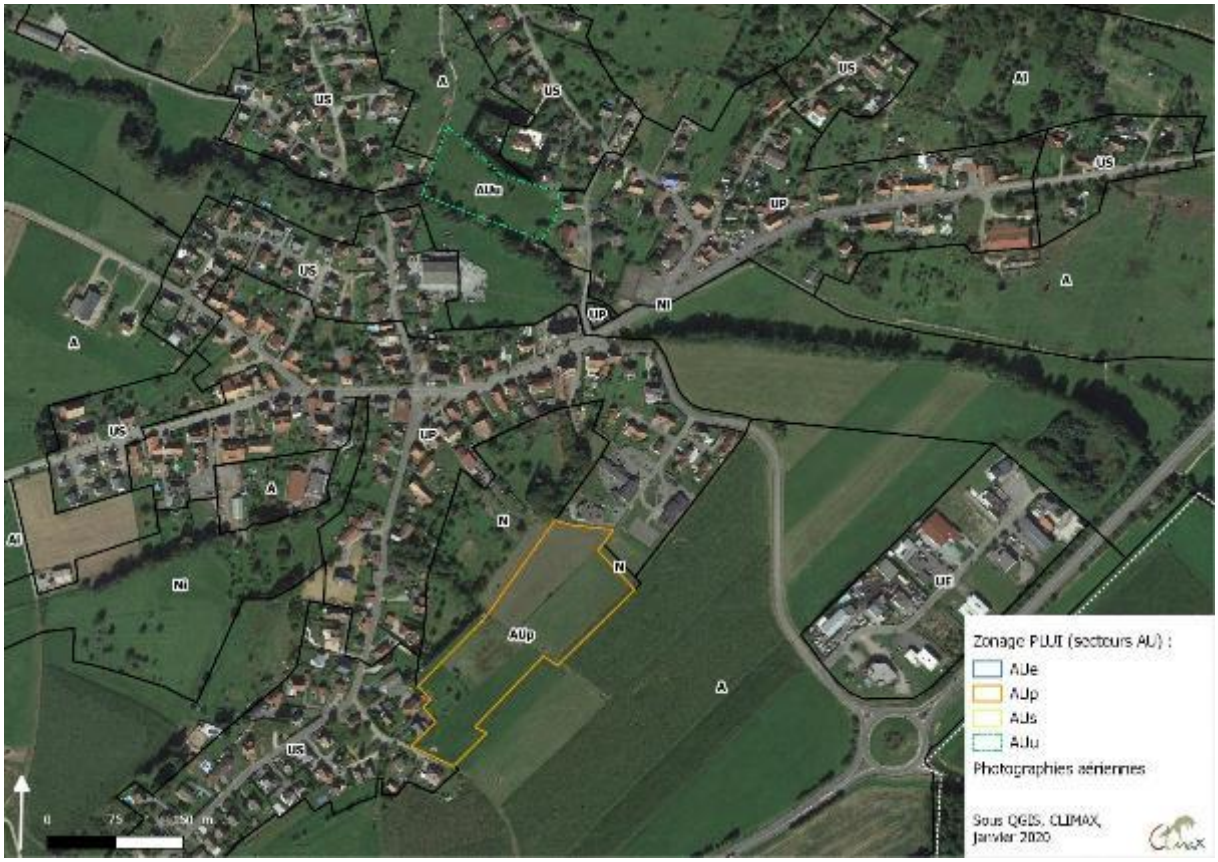
- Les mesures compensatoires sont précisées pour l'ouverture à l'urbanisation de ce site (**>** voir plus loin démarche ERC). Elles sont intégrées à l'OAP correspondante.

7.3.10. SOPPE-LE-BAS

Dans le PLUi arrêté, deux sites sont concernés dans cette commune :

- Un secteur AUp en marge externe de l'actuelle zone urbaine ;
- Un secteur AUu en dent-creuse, au contact du Soultzbach.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / impacts	AU	AUu
18	AUp/OAP Centre village	2,56	Prés de fauche, fossés, bosquet arbustif	Zone humide, agriculture, biodiversité ordinaire	2,56	
17	AUu	0,86	Pâturage mésophile (bas de versant) et quelques bosquets	Paysage, agriculture, biodiversité ordinaire		0,86
				TOTAL :	2,56	0,86



Secteur AUp :





Secteur AUp au sud-Est du village. Vue vers l'aval (en haut) et vers l'amont (en bas) (CLIMAX, juin 2017)

Secteur AUu (rive gauche du Soultzbach) :





Secteur AUu exploité en pâture, avec quelques fruitiers et des maisons autour (CLIMAX, juin 2017)

Milieu physique

Les sols limoneux sont exploités par l'agriculture sous forme de prairies permanentes. Une petite zone humide est présente au centre de la parcelle, sur le versant (fossé de drainage). Le projet prévoit d'amener davantage d'eau tout en urbanisant cette zone humide (!?)

Milieu naturel

Le secteur AUp est exploité par de rares Oiseaux des prés de fauche comme l'Alouette et ponctuellement par d'autres lors des fauches (observations ci-dessous).
Ces prés de fauche mésophiles à mésohygrophiles présentent un état floristique assez moyen mais une plante remarquable, la Filipendule vulgaire y a été observée.
Le secteur AUu est une pâture mésophile de faible intérêt. Les Oiseaux observés exploitent surtout les bosquets et plantations adjacentes à la parcelle.

Tableau 37 : Espèces recensées dans les zones AU à Soppe-le-Bas

Nom latin	Nom français	DH/DO	Prot France	LR France	LR Alsace	ZNIEFF Als	SLB / 17	SLB / 18
OISEAUX								
Alauda arvensis	Alouette des champs	II/2		NT	NT		X	
Ciconia ciconia	Cigogne blanche	I	3	LC	LC	5	X	
Corvus corone	Corneille noire	II/2		LC	LC		X	X
Sturnus vulgaris	Etourneau sansonnet	II/2		LC	LC		X	
Falco tinnunculus	Faucon crécerelle		3	NT	LC			X
Milvus migrans	Milan noir	I	3	LC	VU		X	
Passer domesticus	Moineau domestique		3	LC	LC		X	X

Pica pica	Pie bavarde	II/2		LC	LC			X
Fringilla coelebs	Pinson des arbres		3	LC	LC			X
Regulus regulus	Roitelet huppé		3	NT	LC			X
Carduelis chloris	Verdier d'Europe		3	VU	LC			X
INSECTES								
Orthoptères								
Gryllus campestris	Grillon champêtre			4	LC			X
Metrioptera roeselii	Decticelle bariolée			4	LC		X	
Rhopalocères								
Lasiommata maera	Némusien			LC	LC	5	X	
Maniola jurtina	Myrtil			LC	LC			X
PLANTES								
Filipendula vulgaris	Filipendule vulgaire				LC	5	X	
							9	9

Milieu humain

Ces espaces sont exploités pour l'élevage : pré de fauche (AUp) et pâturage (AUu). Ils jouxtent des espaces bâtis et participent au cadre de vie des riverains. C'est particulièrement le cas pour le secteur AUu.

Le secteur AUp est visible furtivement depuis la RD483.

Prise en compte dans l'OAP

Un espace vert creux pouvant servir de stockage à l'eau est prévu à proximité de l'école élémentaire mais sa superficie est très inférieure à la zone humide qui sera urbanisée. Un réseau piétonnier (AUp) peut permettre de limiter les recours au déplacement motorisé.

Bilan des effets négatifs

Une part importante de la zone humide sera détruite par l'urbanisation. Le parti pris hydraulique du projet paraît daté et incohérent. D'une part, il mise sur l'évacuation au plus vite des eaux et récupère davantage d'eau de ruissellement ; d'autre part, à travers l'imperméabilisation des lieux, il augmentera les flux tout en réduisant la zone humide de versant. La perte des petites structures (haies, ourlets) n'est pas bien compensée *in situ.*

Recommandation de l'EE

Le projet en secteur AUp doit être revu d'un point de vue hydraulique. Un système de noue bien plus conséquent devrait être prévu ce qui soustrairait d'autant les superficies à l'urbanisation.

La façade Est de ce terrain mériterait une plantation diversifiée (essences, structures).

Le projet du secteur AUp nécessite des compensations tournées vers les zones humides (en dehors de la zone urbaine).

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le zonage des zones AU n'est pas modifié sur cette commune.

Le PLUi approuvé apporte toutefois des précisions sur :

- Le Règlement graphique reprend les zones humides à travers un surzonage au titre de l'article L.151-23 du CU.
- Des mesures compensatoires sont indiquées en cas d'incidences de l'urbanisation sur les zones humides et leurs fonctions (secteur AUp) (**>** voir plus loin démarche ERC). Elles sont intégrées à l'OAP correspondante.

7.3.11. SOPPE-LE-HAUT (SOULTZBACH)

Deux secteurs AUp sont proposés dans la commune, situés dans le tissu urbain, de types « dents-creuses » (carte suivante).

Les arbres sont peu présents sur ces terrains exploités par des agriculteurs, pour du récréatif ou appartenant aux parcelles bâties.

Les enjeux portent principalement sur le paysage proche (cadre de vie) et l'agriculture (non intensive). Ces espaces apportent peu à la biodiversité bien que la prairie proche du terrain soit en assez bon état.

N°	Zonage	Sup. (Ha)	Milieux	Enjeux / impacts
36	AUp	1,08	Pré de fauche, terrains de sport	Paysage, agriculture, loisirs, biodiversité ordinaire
35	AUp	0,53	Pâturage mésohygrophile, jardins privatifs	Agriculture
	TOTAL :	1,61		

Zones AU du PLUi arrêté, inchangé au PLUi approuvé





Espace de loisir et pré de fauche mésophile assez extensif au contact de l'urbain. Secteur AUp le plus à l'Ouest à Soppe-le-Haut (CLIMAX, décembre 2019).



Pâturage mésophile et jardins attenants au maison existantes dans l'AUp la plus à l'Est (CLIMAX, décembre 2019).

Milieu physique

Les sols sont agricoles et anthropisés sur et autour des terrains de sports à l'Ouest. Aucune zone humide n'a été observée et les stades ligneux sont peu développés.

Milieu naturel

Les données manquent sur ces deux secteurs mais il s'agit d'espace d'intérêt assez limité pour la faune. La prairie à l'ouest de l'espace sportif semble en bon état floristique.

Milieu humain

Les prés seront soustraits à l'exploitation agricole (élevage).
Ces parcelles agricoles servent de respiration paysagère et contribuent au cadre de vie des riverains.

Prise en compte dans l'OAP

Deux ilots non bâtis pour le paysage et la biodiversité sont prévus le long du cheminement piéton Nord-Sud (partie à l'Ouest). Des transitions vertes sont prévues à l'interface ubrain/agricole.
Le projet propose également des cheminements piétons.

Bilan des effets négatifs

Le stade inclus dans le secteur Ouest qui sera maintenu constitue une superficie non touchée. L'effet principal est la perte d'un pré de fauche en bon état avec quelques fruitiers.

Recommandations de l'EE

Bien gérer les écoulements qui proviendront de l'imperméabilisation du versant (noues). Compensations d'espaces prairiaux avec fruitiers.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le zonage des zones AUp n'est pas modifié sur cette commune.

- Des mesures compensatoires sont précisées dans leurs modalités pour l'ouverture à l'urbanisation de cette zone d'extension (**>** voir plus loin démarche ERC). Elles sont intégrées à l'OAP correspondante.

8. MESURES ENVIRONNEMENTALES E-R-C

Suite à l'évaluation des incidences du projet de PLUi sur l'environnement (PLUi arrêté), l'évaluation environnementale consiste, comme le stipule l'article R.151-3 du CU, à « présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ».

Ces mesures, issues d'une démarche itérative avec la communauté de communes, ont été proposées selon la démarche Eviter-Réduire-Compenser (E-R-C) et tendent à aboutir à un bilan environnemental équilibré.

Les modifications apportées correspondent également à la prise en compte des avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et aux remarques/demandes du public lors de l'enquête publique

Les rubriques environnementales subissant les incidences les plus importantes (ex : biodiversité, sols, climat, énergie…) sont traitées en priorité.

Initialement les besoins en compensations pour le PLUi étaient uniquement traduits dans l'évaluation environnementale.

8.1. MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION RETENUES

Les mesures d'évitement et de réduction se déploient essentiellement dans les secteurs à urbaniser (AU), le zonage et les OAP. Le règlement ou les prescriptions sont parfois adaptés en conséquence. Plusieurs types de mesures environnementales ont été discutées à ce stade avec les urbanistes pour réduire les besoins de compensation (démarche ERC).

8.1.1. EVITEMENTS

Les mesures d'évitement se déploient principalement :

- Dans le zonage (Règlement graphique)
- Dans les secteurs d'extension (AU) et formalisés dans les OAP.

Ces évitements ont été analysés dans les parties présentant les choix du PLUi portant sur l'environnement.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, **15,8 hectares** sont retirés des zones d'extension urbaine (AU) ce qui constitue un évitement supplémentaire dans l'intégration environnementale du document d'urbanisme. La quasi-totalité des zones d'extension urbaines pour l'habitat et le tourisme sont supprimées.

Les évitements sont réalisés dans 6 communes : Burnhaupt-le-Bas, Burnhaupt-le-Haut, Guewenheim, Masevaux, Lauw et Sentheim.

En outre, les surfaces des zones inconstructibles Ai et Ni sont augmentées, notamment dans les secteurs agricoles et naturels sensibles (vergers, zones humides, forêts, prairies…).

Les zones humides sont mieux protégées via le Règlement graphique et le Règlement écrit.

Certaines OAP (Lauw) disposent désormais de prescriptions sur l'obligation de préserver les zones humides et leurs fonctionnalités et les espèces protégées.

8.1.2. REDUCTION D'IMPACTS

Les réductions d'impacts portent sur la gestion des eaux pluviales dans les OAP de sites avec des écoulements de versant, notamment avec des zones humides.

Le règlement sur le plan paysager et architectural limite les gênes et donc les effets négatifs sur le cadre de vue.

La création de chemins permet de limiter le recours aux déplacements motorisés.

Ces aspects ont également été abordés dans l'analyse des éléments environnementaux pris en compte par le PLUi.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Des STECAL sont définis pour l'urbanisation des zones naturelles et agricoles. Ils sont scindés en 5 catégories en fonction des usages du sol (As, Ag, Nh, Ne et Nl) : ils ne concernent que des espaces restreints atour de surfaces déjà construites et ne permettent que les extensions modérées des bâtiments existants. Cela permet de limiter le mitage en zone de montagne notamment.

Une OAP thématique « risques » a été ajoutée au PLUi et une annexe architecturale est annexée au Règlement graphique, avec des préconisations sur les constructions et réduire les risques.

Le règlement graphique comporte davantage de bâtiments patrimoniaux (133), ce qui permet de préserver le patrimoine local.

Le Règlement écrit est complété, notamment sur les aspects de CBS et CPT.

Certaines OAP ont été approfondies, notamment pour préciser la densité de logements, les CBS/CPT et les modalités de dessertes.

8.2. MESURES COMPENSATOIRES RETENUES

Les mesures compensatoires portent sur les effets résiduels du projet.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Dans la version approuvée du PLUi, les mesures compensatoires ont été revues au regard de la réduction des zones AU et recalculées pour chaque commune concernée.

Les propositions de compensation ont été étudiées en concertation avec la CCVDS, les élus locaux, le monde agricole et CLIMAX afin d'identifier les parcelles les plus adéquates. Pour ce faire :

- La CCVDS a réalisé une **concertation accrue avec les communes** qui nécessitent la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'avis des agriculteurs a été intégré pour une moindre gêne
- Dans la version approuvée du PLUi, **chaque OAP dans chaque commune est liée par une mesure compensatoire détaillée**.
- **La CCVDS s'engage à financer et réaliser les mesures compensatoires** dès lors qu'elles doivent être mises en œuvre (dès qu'un/des PA ou PC impactent au moins 30% de la superficie de la zone AU la mesure compensatoire associée doit être réalisée dans l'année)
- **Une convention liera la CCVDS et les communes** pour la réalisation des mesures compensatoires et leur maintien dans le temps
- Un engagement supplémentaire sera présent dans la **délibération d'approbation**

Ce document n'est pas opposable aux tiers lors d'une demande d'autorisation d'urbanisme, les mesures compensatoires sont donc également inscrites directement dans les OAP.

Aussi, concernant la compensation aux urbanisations passées dans la ZPS, la CCVDS s'engage, avec l'appui de la DDT et du PNRVB, à augmenter les espaces naturels couverts par Natura 2000. Les démarches sont amorcées avec l'inscription de nouvelles zones Ai dans les secteurs pressentis.

8.2.1. EVALUATION SURFACIQUE DE LA COMPENSATION

L'évaluation s'appuie essentiellement sur l'analyse des secteurs AU.

Les espaces évités (ex : zones humides, bosquets) et les parties déjà urbanisées sans valeur environnementale (bâti, surfaces imperméabilisées et sols artificiels) sont soustraits.

D'autre part, les secteurs AUu ne sont pas concernés à ce stade par la compensation. Ces superficies nécessiteront une analyse plus précise du projet en temps voulu mais les besoins en compensation devront suivre ce même cheminement.

Tableau 38 : Superficies de compensations par commune

	AUp, AUs	Superficies évitées ou de faible valeur (imperméabilisées)	Superficies d'intérêt touchées	Superficies à compenser (ratio de 40%)
Burnhaupt-le-Bas	9,83	0,19	9,64	3,86
Burnhaupt-le-Haut	17,35	9,67	7,68	3,07
Guewenheim	2,29	0,04	2,26	0,90
Lauw	3,16		3,16	1,26
Masevaux (Masevaux-Niederbruck)	6,62	0,63	5,99	2,40
Niederbruck (Masevaux-Niederbruck)	1	0,19	0,81	0,32
Oberbruck *	1,03	0,40	0,63	0,25
Sentheim	5,12	0,83	4,29	1,72
Sewen	0,49	0,09	0,40	0,16
Soppe-le-Bas	2,56		2,56	1,02
Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)	1,61	0,35	1,26	0,50
TOTAUX	51,06	12,39	38,67	**15,47**

Toutes les mesures de compensation qui s'appuient sur des plantations doivent être classées comme Espace Boisé Classé dans le PLUI afin de leur donner un statut juridique et une pérennité.

Les types de mesures proposées sont synthétisées au tableau suivant.

Tableau 39 : types de mesures par communes

Commune	Plantations				Protection	Restauration
Burnhaupt-le-Bas	Linéaire	Verger	Boisement alluvial			
Burnhaupt-le-Haut	Linéaire		Boisement alluvial		Site forestier et rivière	
Guewenheim		Verger	Boisement alluvial	Bosquet champêtre		
Lauw	Linéaire	Verger	Boisement alluvial	Bosquet champêtre		
Masevaux (Masevaux-Niederbruck)		Verger			Site forestier à eaux stagnantes	
Oberbruck (*)		Verger	Boisement alluvial			Zone humide
Sentheim	Linéaire	Verger		Bosquet champêtre		
Soppe-le-Bas	Linéaire					Zone humide
Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)	Linéaire	Verger				

(*) La restauration de zones humides est conditionnée à l'impact, l'évitement étant envisagé mais ne sera peut-être pas total.

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le décompte surfacique conduit à un besoin de compensation abaissé, suite au retrait de 15,8 hectares de superficies classées AU reversées dans le zonage en N ou en A. La superficie globale à compenser est désormais de 11,6 hectares contre 15,5 dans la version arrêtée du PLUi.

Les imprécisions de calcul nous conduisent à prendre une marge de 10% supplémentaire sur cette estimation, soit **12,8 hectares au final.**

Commune	AUp, AUs	Superficies évitées ou de faible valeur (1)	Superficies restantes touchées	Superficies à compenser (ratio de 40%)
Burnhaupt-le-Bas	7,96	0,19	7,77	3,11
Burnhaupt-le-Haut	11,84	7,2	4,64	1,85
Guewenheim	0,41		0,41	0,16
Lauw	2,34	0,11	2,23	0,89
Masevaux (Masevaux-Niederbruck)	4,59	0,23	4,36	1,74
Niederbruck (Masevaux-Niederbruck)	1,00	0,19	0,81	0,32
Oberbruck (2)	1,03	0,4	0,63	0,25
Sentheim	4,41	0,7	3,71	1,48
Sewen	0,49	0,09	0,40	0,16
Soppe-le-Bas	2,59		2,59	1,04
Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)	1,62	0,16	1,46	0,58
TOTAUX	**38,28**	9,2699	29,01	**11,60**
				+10% = **12,8 ha**

(1) Superficies imperméabilisées (routes, bâti), minérales quasi-exemptes de végétaux (chemins, espaces tassés) et parties évitées (ex : talus, zone humide) dans les sites AU.

(2) L'OAP N°22 prévoit un évitement des zones humides mais celui-ci pourrait ne pas être total ce qui nécessiterait alors des compensations revues à la hausse pour l'aménagement de ce site à Oberbruck

➔ L'ouverture à l'urbanisation des zones AU sera conditionnée à la réalisation de mesures compensatoires (celles-ci pourront être anticipées pour améliorer leurs fonctions).

Les mesures compensatoires sont localisées en sur des terrains publics ou para-publics (communaux ou CC) et sont prises en charge par la CCVDS. Leur localisation a été vue et actée avec les élus et les agriculteurs concernés.

Les mesures compensatoires correspondant à chaque zone AU sont indiquées dans chaque OAP pour rappel (carte, surface, modalités).

Les OAP du PLUi reprennent la localisation précise de ces mesures compensatoires.

La CCVDS s'engage sur la réalisation des mesures dans une délibération.

La réalisation de ces mesures compensatoires devrait être reprise dans l'Arrêté Préfectoral pour acter leur mise en œuvre.

8.2.2. DESCRIPTIF GENERIQUE DES MESURES COMPENSATOIRES

Les principes de mesures compensatoires présentées ici correspondent aux types de mesures proposées et à mettre en œuvre pour chacune des communes.

Lors de chaque opération, l'opérateur se référera aux descriptions des effets de l'urbanisation afin de bien cerner les objectifs des mesures.

Pour chaque zone AU concernée par la mise en œuvre de mesures compensatoires, l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU est conditionnée à la mise en œuvre de ces compensations (dès qu'un/des PA ou PC impactent au moins 30% de la superficie de la zone AU la mesure compensatoire associée doit être réalisée dans l'année).
La réalisation de ces mesures compensatoires incombe à la CCVDS, en partenariat avec les communes et les exploitants concernés.

Il ne s'agit en aucun cas de dévier de ces objectifs au risque pour le maître d'ouvrage de ne pas répondre à ses obligations en termes de bilan environnemental de la séquence ERC.

En cas de contrôle, la mesure qui ne répondrait pas ou imparfaitement aux objectifs devrait être reprise ou complétée.

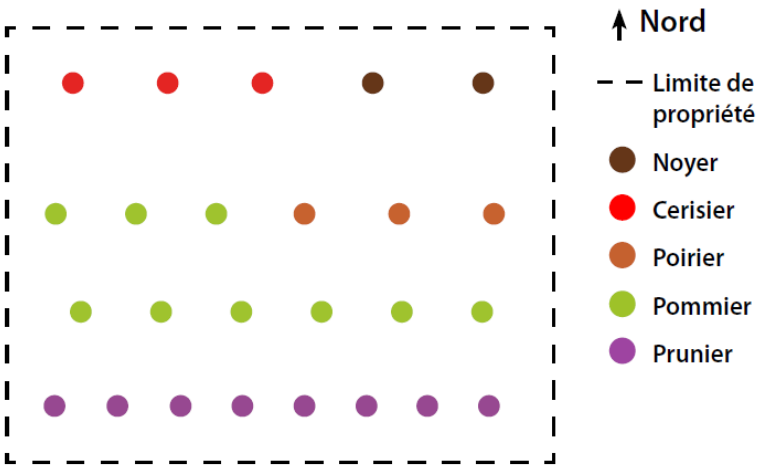
Le maître d'ouvrage veillera également à s'assurer duc concours d'acteurs compétents pour la mise en œuvre de ces mesures. Il communiquera auprès des services instructeurs les éléments leur permettant de s'assurer de leur mise en œuvre au gré des aménagements des zones AU.

Plantation de vergers

a) Conception, choix des essences, types de plantations :

Densité : 120 arbres/ ha maximum, distance interligne selon espèces de 8 (Pruniers) à 18m (Noyers)
Rangs, si possible selon un axe Nord-sud.

Ex. de structuration d'un verger de plein champs



- **Uniquement des arbres de haute-tige** en priorisant les variétés anciennes alsaciennes (Associations d'arboriculteurs, ex « les Croqueurs de pommes »). Adapter au contexte local de chaque village (sols, histoire).
- **Diversifier** les essences (au moins 4 essences par verger) :
- **Pommier à prioriser** (très favorable pour les cavités), Cerisier, Mirabellier, Quetschier, Néflier, Noyer, Poirier.

b) Mise en œuvre concrète des plantations (plan, fosses, protection/animaux).

c) Tailles de formation et suivi pendant 5 ans.

Plantations champêtres

Trois modalités d'implantation :

- **Bosquets** (plantation compacte et large > 5m avec arbres et/ou arbustes)
- **Arbres isolés (**notamment dans les pâtures comme abri pour les animaux)
- **Haies arbustives** (forme linéaire souvent à l'interface de parcelles).

Les essences utilisables sont à choisir dans le tableau suivant. Là encore, on veillera à définir des compositions variées dès le départ lors de plantation.

Les jeunes plants seront issus de pépinières locales de qualité afin d'éviter les cultivars et une origine trop éloignée des conditions naturelles du secteur à planter.

Un plan des plantations sera être réalisé au préalable de chaque opération.

Boisement alluvial

Ces boisements sont à constituer de ligneux (arbres, arbustes) hygrophiles typiques des rivières et zones humides présents dans le territoire.

Des peuplements de plantes allochtones (principalement les Renouées asiatiques) sont présents sur certains sites. Les travaux préparatoires veilleront à je pas disséminer ces espèces et la plantation devrait permettre une réduction de l'expression de ces peuplements d'allochtones.

Les modes d'implantation sont similaires à ceux des plantations champêtres ; les essences adaptées figurent dans le tableau relatif aux plantations champêtres.

Semis d'herbacées

Le semis est nécessaire dans le cas d'une parcelle cultivée.
Ces semis doivent être :

- Diversifiés avec au minimum 15 espèces
- Comprendre des espèces autochtones
- Constitués d'espèces adaptées à la station

Important : faire réaliser un mélange adapté chez un grainetier (voir Label VégétalLocal) avec un minimum de 15 espèces par site à ensemencer. Ne pas recourir aux mélanges agricoles trop pauvres en espèces où dominent les graminées productives car ceux-ci ne correspondent pas à l'objectif écologique recherché.

L'examen préalable de la placette d'ensemencement est important afin d'en préciser les conditions stationnelles en termes de régime hydrique, pH du sol, richesse en nutriments. L'éventuelle forte présence d'azote dans le sol doit être prise en compte dans la réalisation du mélange.

Ces renseignements doivent permettre d'élaborer le mélange le plus adéquat en termes de composition spécifique et de poids relatif de chaque espèce.

Une alternative au semis avec un mélange est le dépôt de foins de prairies naturelles sur des stations analogue

Travaux préalables : Le sol travaillé préalablement doit être meuble et le succès de l'ensemencement requiert un lit de semence exempt de végétation, fin et bien appuyé. Un « sol bien appuyé » signifie qu'il s'est écoulé au moins trois à quatre semaines depuis le dernier travail profond du sol (labour hersage, apport d'une couche de sol) (https://www.biodivers.ch).
Ces semis n'ont pas vocation à constituer des peuplements productifs mais diversifiés et extensifs, par conséquent on ne répandra pas d'engrais sur le sol. L'usage d'engrais, peu importe le type, réduit automatiquement la richesse spécifique des peuplements en favorisant la biomasse de quelques espèces communes.

On n'utilisera aucun désherbant chimique pour détruire préalablement la végétation en place.
La période semis la plus favorable est avril ou mai sauf pour les transferts de foin, qui doivent être réalisés lorsque les graines de la prairie source sont mûres, donc en général en juin ou juillet (https://www.biodivers.ch).
Le tableau ci-après propose une liste en précisant des aspects d'écologie des espèces et le type de peuplement (pâture / pré de fauche) auquel elles appartiennent. Le schéma qui suit la liste permet d'identifier les bonnes espèces sur ceux facteurs écologiques.
Des semis localisés peuvent aussi être nécessaire sur des espaces au sol écorché.

Liste des essences pour les plantations champêtres :

		Haie	Bosquet	Arbres isolés	Soll
ARBUSTES					
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin	X	X		
Corylus avellana	**Noisetier**	**X**	**X**		
Crataegus monogyna	**Aubépine monogyne**	**X**	**X**		
Euonymus europaeus	Fusain d'Europe	X	X		
Ligustrum vulgare	Troène	X	X		Plutôt basique
Lonicera xylosteum	Chèvrefeuille à balais				
Prunus spinosa	**Prunellier**	**X**	**X**		
Rhamnus catharticus	Nerprun purgatif	X	X		basique
Rosa canina	Rosier des chiens	X	X		
Sureau noir	**Sambucus nigra**	**X**	**X**		**riche**
Viburnum lantana	Viorne lantane	X	X		basique
Viburnum opulus	Viorne obier	X			Frais à humide
PETITS ARBRES					
Malus sylvestris	**Pommier sauvage**		**X**		
Pyrus pyraster	**Poirier commun**		**X**		
Salix caprea	Saule marsault		X		
Salix cinerea	Saule cendré	X	X		Humide peu acide, basique
Salix aurita	Saule à oreillettes	X	X		Humide, acide
GRANDS ARBRES					
Acer platanoides	Erable plane		X		
Acer pseudoplatanus	Erable sycomore		X	X	
Acer campestre	Erable champêtre		X	X	Plutôt basique
Alnus glutinosa	Aulne noir		X	X	Humide (alluvial)
Betula pendula	Bouleau verruqueux		X		
Fagus sylvatica	Hêtre				bien drainé
Populus tremula	Peuplier tremble		X		
Prunus avium	Merisier		X	X	
Prunus padus	Cerisier à grappes		X		Humide (alluvial)
Quercus petraea	**Chêne rouvre**		**X**	**X**	bien drainé
Quercus robur	**Chêne pédonculé**		**X**	**X**	**Frais à humide**
Salix fragilis	Saule fragile			X	Humide (alluvial)
Sorbus domestica	Sorbier domestique		X	X	basique
Sorbus torminalis	Alisier torminal		X		
Sorbus aria	Alisier blanc				
Tilia platyphyllos	Tilleul à grandes feuilles			X	
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles			X	

Légende : **en gras**, essences à privilégier (nombre de pieds, fréquence dans les opérations)

Liste des herbacées à semer

Nom scientifique	Nom commun	Sols (1))	Type (2)
Achillea millefolium	Achillée millefeuille	Moyennement secs, peu acides	
Agrostis capillaris	Agrostide commune	Moyens, pauvres en nutriments	Pâturage
Anthoxanthum odotratum	Flouve odorante	Moyens	Pré de fauche
Arrhenatherum elatius	Fromental	Moyens	Pré de fauche
Avenula pubescens	Avoine pubescente	Secs à moyennement secs et basiques	Pré de fauche
Betonica officinalis	Bétoine officinale	Moyens	Pré de fauche
Bromus erectus	Brome érigé	Secs à moyennement secs	Pré de fauche
Caltha palustris	Populage des marais	Engorgés	
Campanula rotundifolia	Campanule à feuilles rondes	Plutôt secs, un peu acides	Pré de fauche
Cardamine pratensis	Cardamine des prés	Frais à humides	
Centaurea jacea	Centaurée jacée	Moyens	Pré de fauche
Crepis biennis	Chicorée jaune	Moyennement sec	Pré de fauche
Cynosurus cristatus	Crételle	Moyens	Pâture
Dianthus carthusianorum	Œillet des chartreux	Secs à moyennement secs et basiques et pauvres	
Festuca rubra	Fétuque rouge	Tous types	
Filipendula ulmaria	Reine des pré	Sols humides	
Galium album	Gaillet blanc (mou)	Moyens	
Holcus lanatus	Houlque laineuse	Frais	
Inula salicina	Inule à feuilles de saule	Moyennement secs à humides (vallon du Soultzbach)	Pré de fauche
Knautia pratensis	Knautie des prés	Moyens	Pré de fauche
Lathyrus linifolius	Gesse à feuilles de lin	Moyens (partie montagne)	
Lathyrus pratensis	Gesse des prés	Moyens	
Leucanthemum vulgare	Marguerite	Moyens à secs	Pré de fauche
Lolium perenne	Ray-grass français	Moyens	Pâture
Luzula campestris	Luzule des prés	Moyens	Pré de fauche
Medicago lupulina	Lupuline	Moyens	
Myosotis nemorosa	Myosotis à poils réfractés	Humides plutôt acides	
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé	Moyens	
Poterium sanguisorba	Petite Pimprenelle	Secs à moyennement secs et basiques et pauvres	
Primula veris	Primevère officinale	Secs à moyennement secs et basiques	
Ranunculus acris	Renoncule à feuilles âcres	Moyens	
Rumex acetosa	Grande oseille	Moyens	
Salvia pratensis	Sauge des prés	Secs à moyennement secs, basiques et pauvres	Pré de fauche
Sanguisorba officinalis	Grande Pimprenelle	Sols frais à humides	
Saxifraga granulata	Saxifrage granulé	Moyennement sec, neutre	
Senecio aquaticus	Séneçon aquatique	Frais à humides	Pré de fauche
Silene flos-cucculi	Lychnis fleur de coucou	Frais à humides	Pré de fauche
Succisa pratensis	Succise des prés	humides (alternatifs)	
Tragopogon pratensis	Salsifis des prés	secs à frais	Pré de fauche
Trifolium pratense	Trèfle des prés	Moyens	
Trifolium repens	Trèfle rampant	Moyens	Pâture
Vicia cracca	Vesce à épis	Moyens	Pré de fauche

(1) caractéristiques du sol, notamment humidité. (2) Absence de remplissage équivaut pâture ou pré de fauche

Aide au choix des espèces



Tiré de BAYEUR, HENNEQUIN, MESBAHI ET PLANTUREUX, 2020

Restauration de zone humide

Quelques mesures visent à décaisser des abords de rivières ou de pièces d'eau afin de compenser une perte de superficies humides.

Ces mesures sont précisées selon les opérations au sein du descriptif.

Elles consistent aussi à améliorer la végétation en place mais ne nécessitent pas d'effort important en termes de plantations.

Protection de sites

Deux mesures sont proposées à ce titre destinées à soustraire à l'exploitation forestière des sites de fort intérêt biologique, paysager et écosystémique.

L'arrêt de l'exploitation doit être transcrit dans le plan d'aménagement forestier réalisé par l'ONF pour les deux communes.

8.2.3. MESURES COMPENSATOIRES PAR COMMUNE

8.2.3.1. Burnhaupt-le-Bas

La commune sollicite des superficies importantes dont une grande part sera imperméabilisée. L'évaluation conduit à réaliser des mesures sur près de 4 hectares.
Les superficies étant difficiles à trouver, les plantations linéaires sont proposées.

Les plantations surfaciques sont des vergers et des plantations alluviales près de la Doller (site Natura 2000).

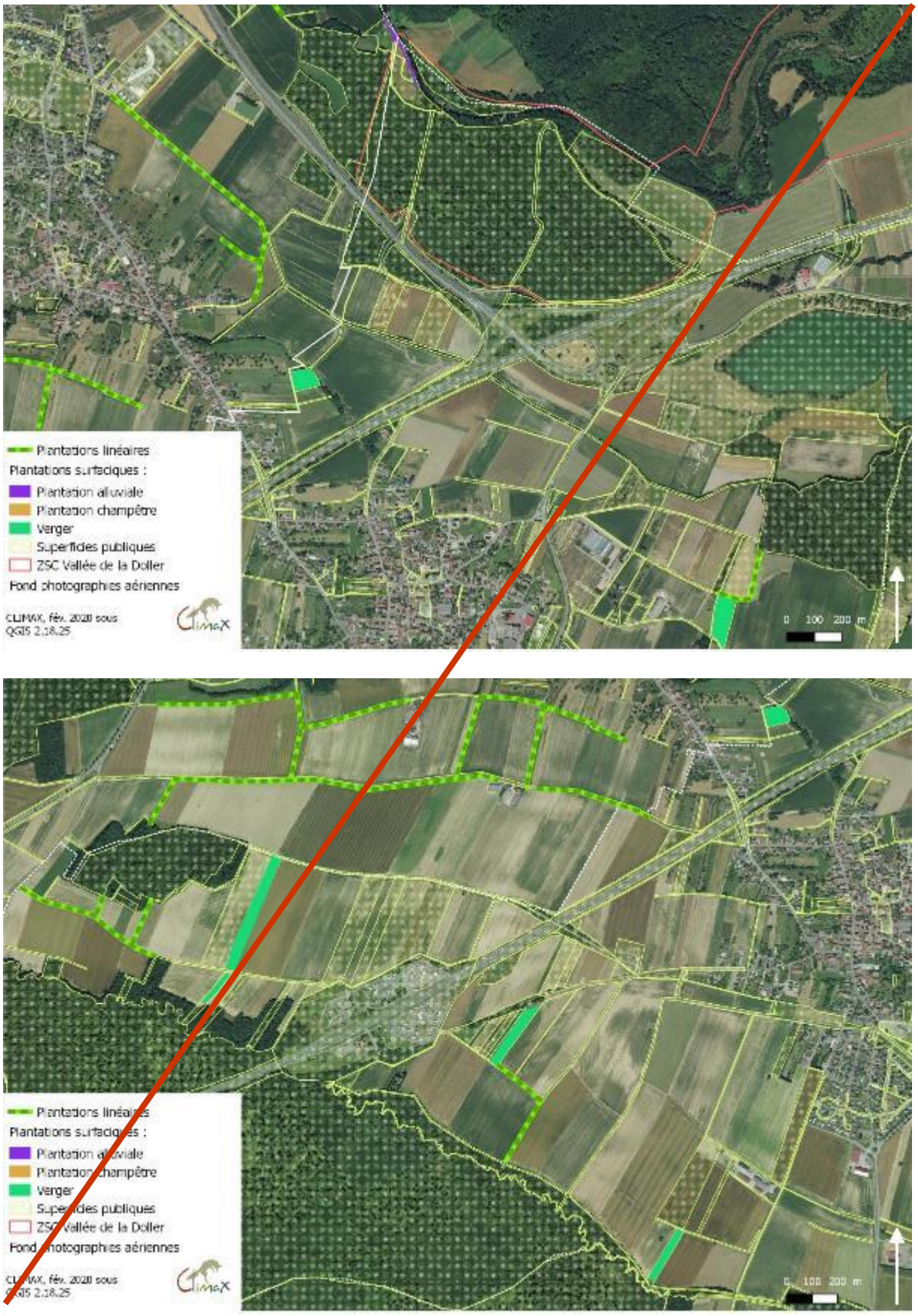
Ces mesures sont destinées à améliorer le cadre des riverains et la Trame verte et bleue. Les espaces visés sont un paysage d'openfield très appauvri par certaines pratiques agricoles.

Les connexions proposées évitent certains secteurs difficiles par exemple l'autoroute A36 qui ne permettent pas de déplacements à la faune terrestre de part et d'autre de cet axe.



Partie Sud de Burnhaupt-le-Bas, dévitalisée biologiquement à réanimer par des plantations (CLIMAX, janvier 2018).

Carte 31 : Mesures de compensation à Burnhaupt-le-Bas



⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Six parcelles sont retenues dans le PLUi approuvé pour une contribution surfacique de **4,9 hectares**, soit au-delà des 3,4 hectares visés initialement.

Six parcelles sont prévues sous trois modalités de mesures compensatoires :

- Verger (surfacique à alignement)
- Bosquet champêtre
- Boisement alluvial (Doler).

Parcelle	Mesure	Sup. (m²)
1	Boisement alluvial	5.647,9
2	Verger	5.835,87
3	50% Verger ; 50% bosquet champêtre	24.727,21
4	50% Verger ; 50% bosquet champêtre	7.999,07
5	Verger	3.188,31
6	Bosquet arbustif	1.542,45
		48.940,81 m²




Ni
UE
UET
UC
Ai
5
Ni
1
A
Ai
N
US
UP
Ai
Ai
Ni
2
Ai
US
Ai
Ai
AUs
A
Ne
US
AUp
UP
AUp
US
AUs
Ne
0 100 200 m
Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUp
AUs
CLIMAX, Fév. 2022 sous
QGIS 3.10



Parcelle 1 : Vue de la ripisylve de la rive gauche depuis la rive droite. Le potentiel est assez faible. On s'emploiera à intercaler les ligneux dans les trouées pour étouffer à terme les renouées asiatiques invasives (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 : pâture mésophile exempte d'arbres survolée par ligne électrique. Les plantations sous la ligne seront constituées de sujets bas (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 : Vue de l'aval (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3 : Vaste parcelle cultivée d'axe Nord-Sud. Verger surfacique alternant avec des bosquets et alignements champêtres (arbustes, arbres). Un pré de fauche (ou une pâture mais protection des arbres) avec des essences locales remplacera la culture (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 à Burnhaupt-le-Bas : L'extrémité Nord-Est est un bord de la route, limitant l'épaisseur de la plantation à des arbustes et petits arbres (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 à Burnhaupt-le-Bas : Pré de fauche au sud-Ouest où un verger surfacique est prévu (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 5 à Burnhaupt-le-Bas : Pré de fauche entre culture au contact de boisements humides. Un verger est envisagé (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 6 à Burnhaupt-le-Bas : Parcelle cultivée. Une plantation champêtre sera installée sur un pré de fauche, à semer (CLIMAX, février 2022).

8.2.3.2. Burnhaupt-le-Haut

La problématique de Burnhaupt est proche de celle de sa commune homonyme. L'estimation surfacique conduit à élaborer des mesures sur environ 3 hectares.
Des parcelles à proximité de la Doller sont proposées en plantations alluviales afin de développer la ripisylve tout en éliminant les renouées asiatiques.

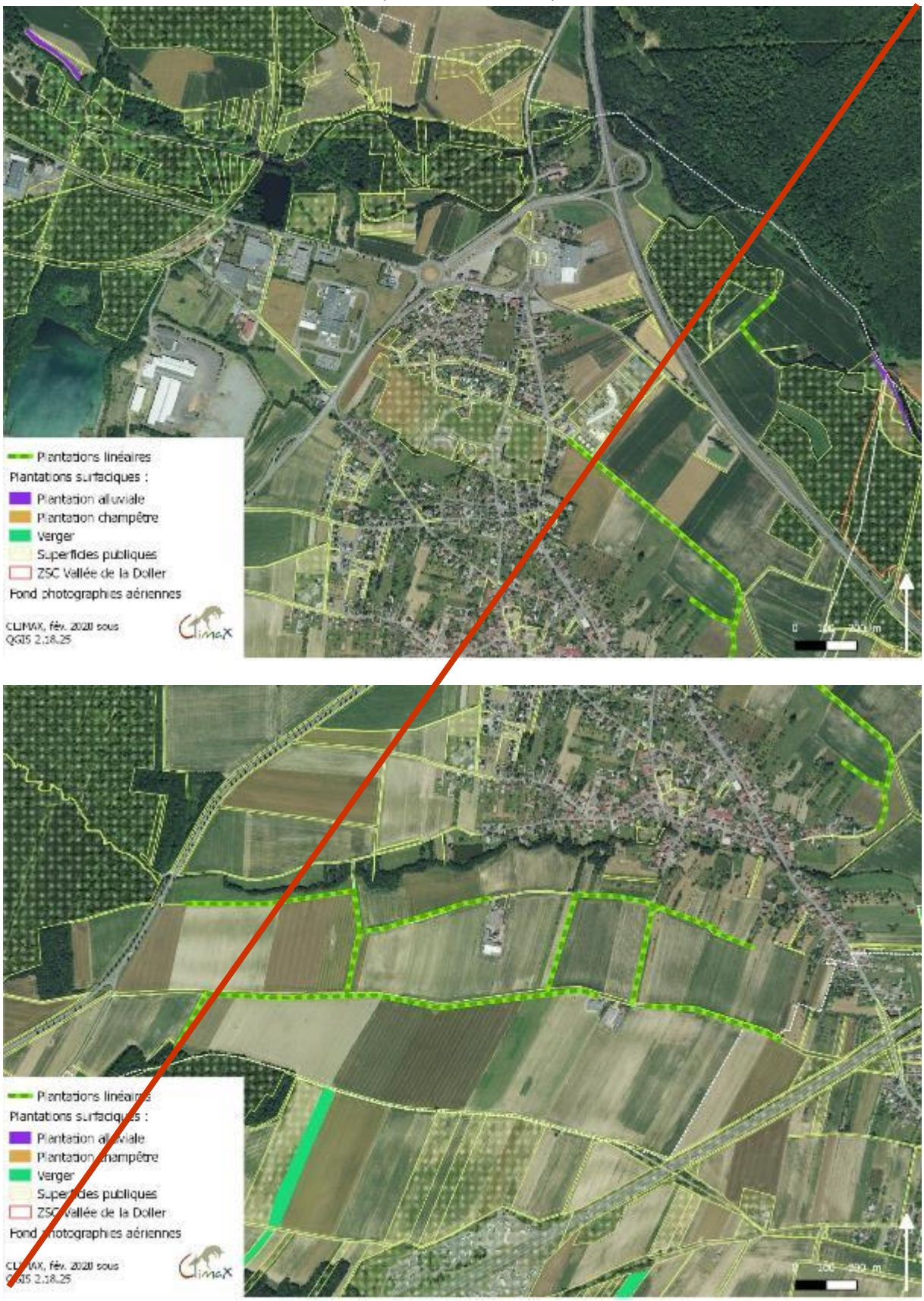
Ces mesures se portent principalement sur des espaces et des paysages dévitalisés avec un double objectif paysage et Trame Verte et Bleue. Des connexions sont par exemple proposées à proximité du Kleebach dont le cours à l'Est de la RD83 est remarquable (site de niveau Znieff 1, cf. diagnostic). Ce secteur proche du village est également favorable à la promenade et à la détente.

Toutefois, le manque de superficies disponibles et la concurrence avec les espaces agricoles conduit à proposer une mesure de protection autour de la rivière Kleebach sur son parcours forestier (cf. carte). Le lit majeur peu marqué est inclus dans cet espace où la gestion forestière pourrait être suspendue afin d'améliorer la qualité de ce milieu qui est à l'inventaire des Znieff d'Alsace. Le projet pourrait être formalisé avec l'Office National des Forêts qui gère la forêt communale.

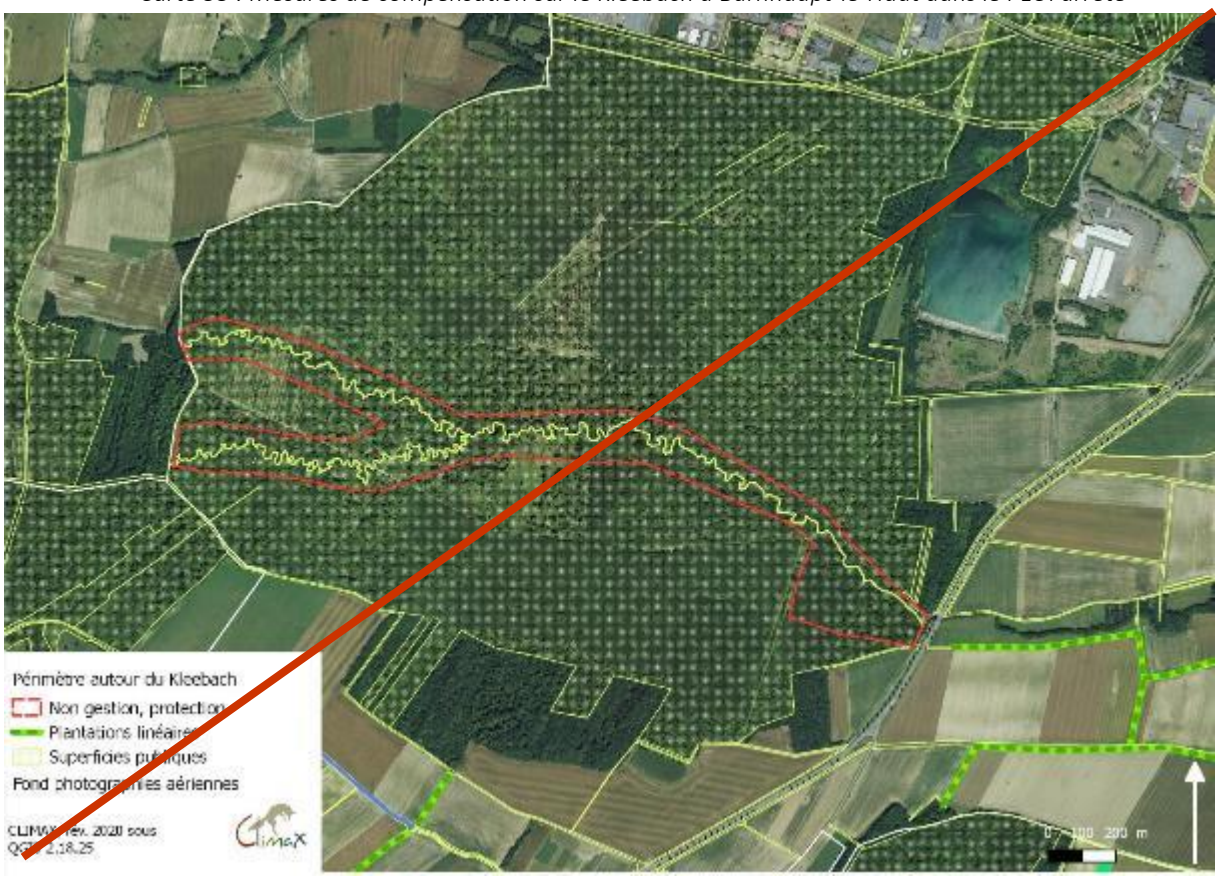


Fossé à planter de ligneux à Burnhaupt-le-Haut aux lieux-dits Briegelbech et Niedermecken (Climax, 2018)

Carte 32 : Mesures de compensation à Burnhaupt-le-Haut dans le PLUi arrêté



Carte 33 : Mesures de compensation sur le Kleebach à Burnhaupt-le-Haut dans le PLUi arrêté



⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le besoin surfacique estimé à **1,85 ha** n'est pas atteint par les superficies des 5 parcelles estimées favorables à une mesure (1,46 ha).

Toutefois, une mesure conservatoire est prise autour du Kleebach qui devrait permettre une amélioration qualitative de ce site boisé.

La mesure la plus efficiente consiste en la plantation d'un verger sur une culture (parcelle 1).

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif, précision
Verger / bosquet			
Parcelle 1	8027	Nord du cimetière	Fruitiers en surface, côté Cimetière Au Nord, bosquets d'arbustes hygrophiles (*Salix cinerea, Euomymus europaeus, Viburnum opulus*) le long du fossé
Remodelage de berge			
Parcelle 2	1001	Etang rive gauche du Kleebach	Décaissement de la berge Nord pour un profil doux favorable à des hélophytes. Le tiers de la superficie est exploitable pour la mesure.
Parcelle 3	1436	Etang rive gauche du Kleebach	Décaissement de la berge Nord pour un profil doux favorable à des hélophytes. Le tiers de la superficie est exploitable pour la mesure.
Plantation alluviale			
Parcelle 4	3192	Rive gauche de la Doller (Nord-Ouest)	Plantation avec les essences adaptées au contexte de rivière Piémont
Parcelle 5	962	Rive droite de la Doller (Est)	Plantation avec les essences adaptées au contexte de rivière Piémont
	14619		


Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUe
AUp
AUu
CLIMAX, Fév. 2022 sous QGIS 3.10
0 100 200 m
A
Ai
N
Ni
Nh
UE
UC
UET
US
UP
AUp
AUe
AUu
1
2
3
5



Parcelle 1 : culture de céréales sans contrainte particulière excepté, l'évitement de la partie proche de la digue (racinaire et maisons proches). Un verger est prévu sur la majeure partie, au fond des arbres et arbustes champêtres (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 1, vue du Nord vers le cimetière (CLIMAX, février 2022)



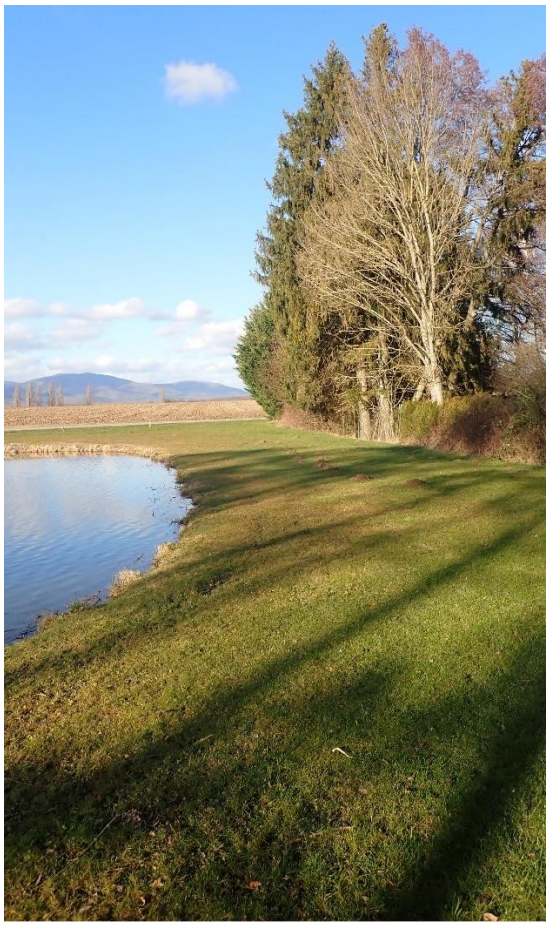
Parcelle 2, berge Nord : décaissement pour améliorer l'état des berges (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2, Vue depuis l'aval (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3, abords de l'étang amont : Décaissement des berges et plantations (potentiel faible) (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3, berge aval (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 à Burnhaupt-le-Haut, rive gauche de la Doller. Parcelle pauvre en ligneux, favorable à la plantation d'arbres de ripisylve (*Salix fragilis, Alnus glutinosa, Salix purpurea*) (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 à Burnhaupt-le-Haut, vue vers l'aval (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 5, berge (rive droite) de la Doller : plantation d'arbres typique de ripisylve. Le potentiel est moyen (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 5, pointe aval : enrichissement entre ligneux existants (CLIMAX, février 2022)

8.2.3.3. Guewenheim

L'évaluation surfacique porte sur 1 hectare. Les mesures se portent sur le site Natura 2000 Vallée de la Doller au nord-Ouest du village (carte suivante). Elles cherchent à améliorer la connectivité des milieux à partir de plantations champêtres et d'arbres fruitiers. La mesure est aussi destinée au paysage de proximité, cette partie du village étant fréquentée par les promeneurs.

Les plantations sont de trois types :

- Verger de hautes-tiges ;
- Plantation champêtre ;
- Plantation alluviale.

Les vergers sont associés à un pré de fauche extensif permettant l'exploitation. L'objectif est paysager et biologique.

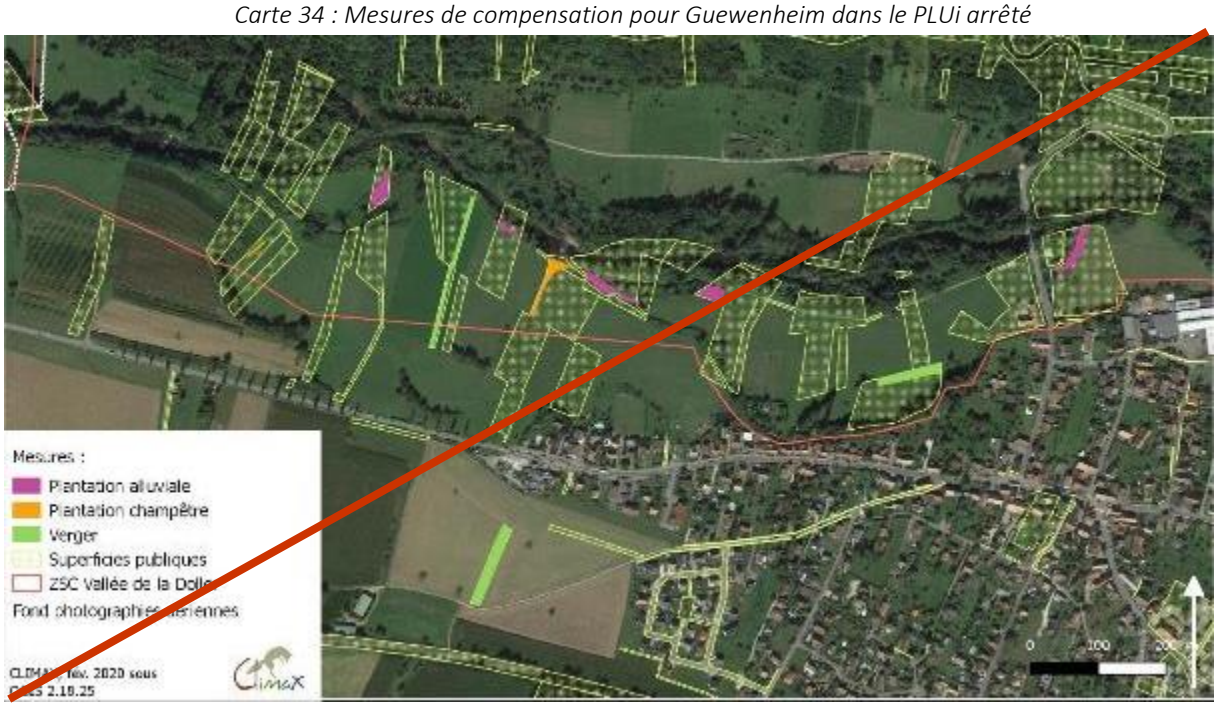
La plantation champêtre est plus dense et comporte des ligneux arbustifs et arborescents mésophiles destinés à créer des refuges et de véritables structures de déplacement pour la faune.

La plantation alluviale comporte des essences adaptées à la basse Doller : Saule fragile, Saule pourpre, Peuplier noir, Aulne glutineux. Elle cherche à étouffer la Renouée du Japon et un chantier préalable sera nécessaire pour éliminer cette exotique pour lui substituer ce peuplement qui correspond à un habitat d'intérêt communautaire.



Secteur prairial en rive gauche de la Doller à animer de plantations (CLIMAX, septembre 2016)

Carte 34 : Mesures de compensation pour Guewenheim dans le PLUi arrêté



⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Des huit parcelles initiales, **six sont retenues**. Deux sont situées au Sud. Quatre sont localisées dans le site Natura 2000, la ZSC Vallée de la Doller.

Trois modalités sont envisagées :

- Le verger de hautes-tiges (3 parcelles)
- La plantation champêtre (2 parcelles)
- La plantation alluviale (1 parcelle).

Trois parcelles sont pour partie couvertes d'une communauté à Renouées asiatiques. Les plantations permettront d'éliminer en partie ces plants et lors des travaux, il faudra veiller à ne pas disséminer les individus ou morceaux de plantes susceptibles de se régénérer ailleurs.

La parcelle 2 au sud-Ouest, au contact de cultures, peut nécessiter un semis d'herbacées préalable.

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Verger			
Parcelle 1	310	Sud-Est village, proche secteur AU	Alignement de fruitiers sur pré de fauche
Parcelle 3	1337	Nord-Ouest dans ZSC	Alignement de fruitiers sur pré de fauche
Plantation champêtre			
Parcelle 2	1840	Sud-Ouest du village	Alignement d'arbustes et arbres
Parcelle 4	760	Nord-Ouest dans ZSC	Arbres et arbustes. Renouée du Japon au Nord de la parcelle
Parcelle 5	572	Nord-Ouest dans ZSC	Arbres et arbustes. Renouée du Japon au Nord de la parcelle
Boisement alluvial			
Parcelle 6	748	Nord-Ouest dans ZSC	Arbres et arbustes hygrophiles. Renouée du Japon dominante dans la parcelle
	5.567 m²		


Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUs
ZSC N2000
CLIMAX, Fév. 2022 sous QGIS 3.10
0
100
200 m
1
2
3
4
5
6
AUs
A
Ai
N
Nh
UE
UP
UPc
US
UET



Parcelle 1 à Guewenheim. Pré de fauche avec quelques fruitiers sur sol frais à sec. L'alignement de fruitiers est à compléter (CLIMAX, mai 2022)



Parcelle 2 à Guewenheim : fossé et berges entre deux cultures. Alignement d'arbres et arbustes avec des essences adaptées à l'humidité temporaire. Densité faible et accord à trouver avec les exploitants pour la taille de ces sujets pour l'acceptation à moyen terme (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 3 à Guewenheim : pré de fauche sans ligneux. Un alignement de fruitiers sera réalisé ici (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 4 à Guewenheim : pré de fauche parallèle au chemin menant à station de pompage. Une ligne électrique nécessite d'utiliser des arbustes champêtres à son droit. La Renouée du Japon sera éloignée au contact avec la Doller (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 5 à Guewenheim : pré de fauche en rive droite de la Doller. Un alignement champêtre est prévu. Une ligne électrique nécessite d'utiliser des arbustes à son droit (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 5 à Guewenheim : La Renouée du Japon sera éloignée côté Doller (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 6 à Guewenheim : autour du canal usinier. Des ligneux typiques du milieu alluvial sont prévus. La Renouée du Japon sera éloignée lors des plantations (CLIMAX, février 2022).

8.2.3.4. Lauw

Les besoins en termes de surface sont d'environ 1,3 hectares.

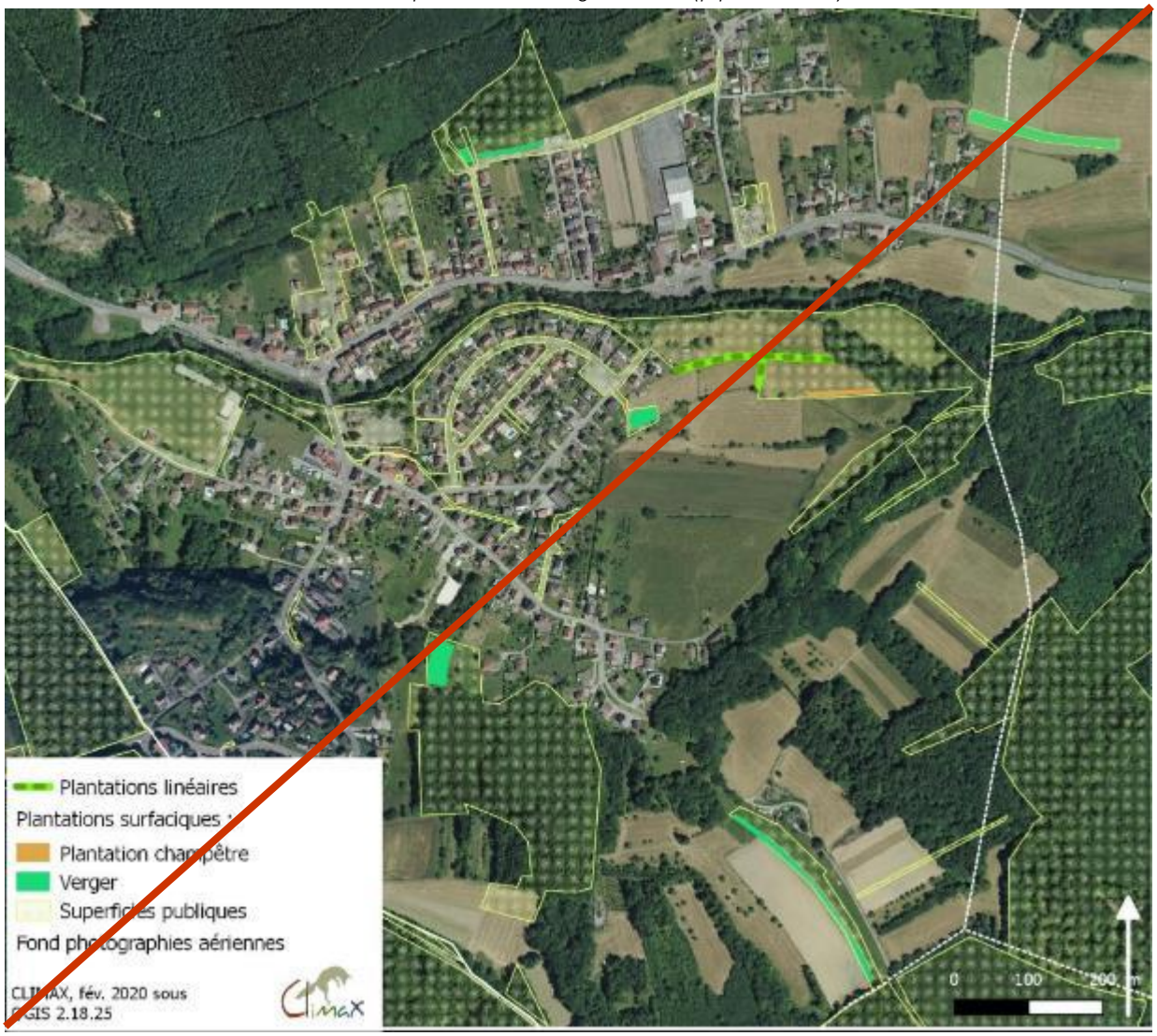
Les mesures cherchent à améliorer le paysage et la biodiversité à partir de plantations complétant le réseau terrestre de la trame verte.

Deux modes de plantations sont proposés :

- Le pré-verger avec des arbres de haute-tige ;
- La plantation champêtre qui a davantage une vocation biologique (plus épaisse).

Les possibilités sont assez limitées et les mesures surfaciques sont doublées de plantations linéaires dont une partie sur la commune limitrophe de Sentheim. Le choix s'est porté sur un secteur qui a été déprécié par des coupes de ligneux et des retournements de prairies.

Carte 35 : Mesures de compensation en verger à Lauw (p.p. Sentheim) dans le PLUi arrêté



⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les six parcelles totalisent une superficie de 0,97 hectares ce qui couvre le besoin de la commune (0,89 ha).

Des incertitudes demeurent quant à la part effective de l'évitement dans l'OAP 13 « Village Côté Est » de la partie Nord du site.

Deux types de mesures sont proposées :

- Le verger en alignement ou surfacique ;
- La plantation en contexte humide

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Verger			
Parcelle 1	3137	Sud-Est, longeant le verger communal	Verger en rang adjacent au verger existant
Parcelle 2	730	Est proche canal au contact de l'urbain	Verger surfacique long canal
Parcelle 4	568	Nord proche lisière forestière	Rang de fruitiers
Parcelle 5	3418	Nord-Est sur talus au contact zone humide	Verger surfacique
Parcelle 6	1515	Sud village	Verger surfacique
Plantation champêtre			
Parcelle 3	640	Est proche canal	Alignement arbres et arbustes en contexte humide
	10008 m²		


A
Ni
A
5
Ai
Ai
US
AUs
A
4
A
UE
UP
AUp
A
Ai
Ai
3
Ne
AUp
2
US
UP
US
A
A
Ni
N
6
A
UE
US
A
A
1
Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUp
AUs
CLIMAX, Fév. 2022 sous
QGIS 3.10
0
100
200 m



Parcelle 1 à Lauw, partie haute au Sud-Est. Verger à compléter d'un rang supplémentaire (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 à Lauw : pré de fauche exempt de boisement sur sol frais. Un verger surfacique est prévu. (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3 à Lauw : Limite de parcelle au Nord du canal. Des arbres et arbustes champêtres supportant l'humidité seront plantés en alignement (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 à Lauw : Au nord du village. La plantation de fruitiers (alignement) se cantonnera à la bande le long de la voie, l'arrière étant très humide (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 5 à Lauw : pré mésophile sur sol frais, en exposition Sud, à planter avec des arbres fruitiers(CLIMAX, 24 février 2022)



Parcelle 6 à Lauw, vue vers le versant. Verger surfacique à implanter en exposition plutôt Nord. (CLIMAX, 24 février 2022)



Parcelle 6 à Lauw : pâture sur versant (sol frais, localement ruissellements) (CLIMAX, 24 février 2022)

8.2.3.5. Masevaux-Niederbruck

La ville de Masevaux sollicite principalement des espaces de prairies permanentes et de vergers. Les effets touchent aussi des éleveurs qui exploitent ces parcelles agricoles.

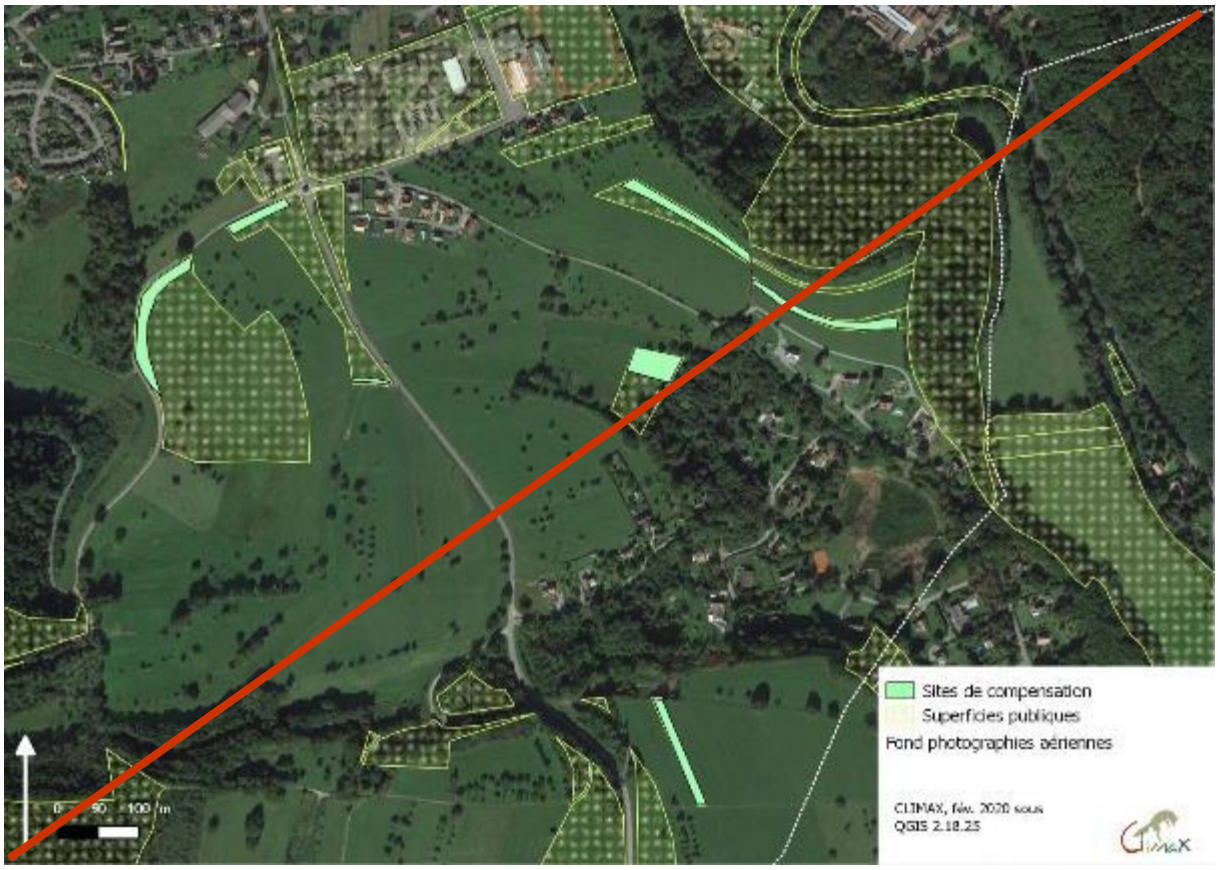
A Niederbruck, la faible superficie requise (1 hectare), qui comporte une maison bâtie et le maintien d'éléments (talus au sud) nécessite très peu de compensation.

Deux mesures sont proposées :

- La plantation d'arbres fruitiers au regard des vergers perdus dans des prairies ;
- La soustraction à l'exploitation d'un site forestier de grande valeur écologique.

Les plantations de fruitiers sont proposées sur des superficies appartenant à une institution publique dans le secteur du collège. Ces plantations doivent être mesurées et réalisées en tenant compte des exploitants.

Carte 36 : Mesures de compensation en verger à Masevaux dans le PLUi arrêté



La mesure en forêt cherche à soustraire à toute opération sylvicole un site remarquable pour les Amphibiens, les Insectes et les habitats.
Le site du Dickhag en forêt communale couvre environ 15 ha (carte suivante).
Lors du diagnostic il a été montré que l'intérêt est celui d'une Znieff de type 1. Le site comporte des Plans d'eau eutrophes avec végétation enracinée, Tourbières de transition et tremblantes et des Hêtraies-Chênaies méso-acidiphiles. Les espèces remarquables recensées sont le Triton alpestre, le Triton palmé (Amphibiens), le Leste fiancé, le Petit sylvain (Insectes) et la Laîche allongée (plante).

L'amélioration se fera lentement, suite à l'arrêt des opérations sylvicoles, le site étant déjà de bonne qualité.
Le projet de compensation peut se faire avec un partenaire forestier ou de protection de la nature (Conservatoire des Sites Alsaciens).

Carte 37 : Mesure de compensation forestière au Dickhag dans le PLUi arrêté



⚠ <u>Du PLUi arrêté au PLUi approuvé</u>

Six parcelles sont retenues pour une superficie de 0,87 hectares, soit en dessous de la superficie visée pour Masevaux-Niederbruck.

Les parcelles sont localisées au Sud-Est de la ville et l'essentiel des mesures consiste à planter des arbres fruitiers en continuité avec des vergers existants.

Mesure	Sup. (m²)	Parcelle (N°)	
Verger			
Parcelle 1	1.465,3	Sud-Est	Verger en ligne
Parcelle 2	1.852,9	Sud	Verger en ligne
Parcelle 3	1.632,2	Sud Collège	Verger surfacique
Parcelle 5	222,5	Est collège	Verger surfacique
Parcelle 6	1.880,5	Est collège	Verger surfacique
Bosquet champêtre			
Parcelle 4	1.623,3	Sud collège	Bosquet arbustif
	8.676,7		


Parcelles pour les compensations (N°)
CLIMAX, Fév. 2022 sous QGIS 3.10
0
100
200 m
1
2
3
4
5
6
A
Ai
N
Ne
US



Parcelle 1, à l'Ouest de la Galgenbourg : zone humide à l'aval à ménager et présence d'une conduite sur la parcelle. Verger prévu (Climax, février 2022)



Parcelle 2 dans les vergers proche du parcours sportif (vita) à Masevaux : Alignement lacunaire de fruitiers sur pâture mésophile, à enrichir (Climax, février 2022)



Parcelle 2, extrémité Est : peu de ligneux présents (Climax, février 2022)



Parcelle 3 longeant la route menant au Schimmel : bas de versant avec de rares fruitiers, sol frais pâturé. Des fruitiers supplémentaires sont prévus (Climax, juin 2017)



Parcelle 3: bas de versant avec de rares fruitiers, sol frais pâturé(Climax, février 2022)



Parcelle 4 proche de la route menant au Schimmel : pâture sur sol frais, bien drainée. Des arbustes champêtres sont prévus ici (Climax, février 2022)



Parcelle 5 à Masevaux : petit espace sur versant pâturé en exposition Nord (CLIMAX, 1er juin 2022).



Parcelle 6 à Masevaux : versant pâturé du vallon de la parcelle 5. Un verger surfacique est prévu au contact du boisement en exposition Nord (CLIMAX, 1er juin 2022).

8.2.3.6. Oberbruck

Les superficies à compenser sont de l'ordre du quart d'hectares à condition que le projet n'entame pas les zones humides sur le versant du projet AU.

Des terrains communaux en rive gauche de la Doller peuvent faire l'objet de plantations sur 2500 m² :

- 1200 m² en verger sur la terrasse à proximité du stade ;
- 1300 m² en boisement alluvial à proximité de la Doller.

Le verger comportera des arbres de haute-tige et des essences locales adaptées.

La plantation près de la Doller comportera des essences d'arbres, principalement l'Aulne glutineux accompagné d'Erable sycomore. D'autres ligneux arbustifs s'introduiront naturellement dans le cortège
D'autre part, les abords du stade faisant l'objet de dépôts répétés de tonte de gazon qu'il appartiendra à la commune de stopper.



Abords du stade, vue vers l'Est (CLIMAX, octobre 2018)

Carte 38 : Sites de compensation à Oberbruck dans le PLUi arrêté et approuvé



Carte 39 : Sites de compensation à Oberbruck dans le PLUi approuvé



Zones humides éventuellement touchées

Les zones humides éventuellement touchées seront à compenser à un ratio minimal 1 pour 1.
Les superficies humides sur le site AU couvrent environ 4000 m².

Un site favorable a été trouvé en rive gauche de la Doller où des remblais ont été déposés (carte). Il s'agit d'un terrain communal mais qui comporte des arbres dont certains devront être abattus. Par conséquent, il faudra être très précautionneux dans la conduite du chantier.

L'enlèvement des remblais et le décaissement de la berge ne permettront pas de gagner plus que 1000 m² dans ce secteur. Donc si l'emprise sur les zones humides impactées excède les 1000 m², un autre site devra être recherché.

Par ailleurs un dossier Loi sur l'eau a été réalisé pour ce projet par la mairie. Celui-ci servira de guide à la démarche de compensation relative au projet urbain.





Remblais en rive gauche de la Doller à Oberbruck à retirer si les zones humides de versant sont touchées (CLIMAX, octobre 2019)

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Les mesures compensatoires portent sur les effets résiduels du projet issus des zones AU. Les espaces évités et les parties déjà sans valeur environnementale (bâti, surfaces imperméabilisées et sols artificiels) sont soustraits au besoin de compensation.

A Oberbruck, le besoin de compensation porte sur un projet en secteur AUs d'1 hectare : le dimensionnement des mesures compensatoires est calibré au stade du projet mais peut nécessiter un réajustement si le projet évolue, tel qu'illustré ci-dessous (modalités A et B).

- Les superficies à compenser sont de l'ordre du quart d'hectare, à condition que le projet n'entame pas les zones humides sur le versant du projet AU (modalité A).
- Si le projet entame les zones humides, la compensation doit s'étendre sur 4000 m² minimum (modalité B). Un décompte exact des superficies sera nécessaire au regard du projet qui devra néanmoins respecter l'OAP N°22.

Nature	Superficie	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Modalité A : Toutes les zones humides (et leurs fonctionnalités) sont évitées			
1. Plantations de verger	1.142 m²	Rive gauche de la Doller aval stade	Plantation sur pré existant de fruitiers locaux et hautes-tiges
2. Plantation d'un boisement alluvial	1.375 m²	Rive gauche de la Doller amont stade	Plantations de ligneux (arbres, arbustes autochtones) : Aulne glutineux, Erable sycomore, Chêne pédonculé, Saule fragile, Cerisier à grappes, Fusain d'Europe, Aubépine monogyne, Prunellier
Modalité B : Si des Zones Humides sont touchées			
3. Restauration de zone humide	1507 m² (1000 m² décaissés)	Abords de la Doller (remblais)	Enlèvement de remblais dans le lit majeur ; Plantation de ligneux alluviaux ci-dessus.
	4.025		

Les mesures nécessaires se déploient sur des terrains communaux près de la Doller sur 2.500 m² :

- 1140 m² en verger sur la terrasse à l'aval du stade ;
- 1375 m² en boisement alluvial à proximité de la Doller à l'amont du stade.

Le verger comportera des arbres de haute-tige et des essences locales adaptées : pommiers, poiriers, cerisiers, noyers et quetschiers.

La plantation près de la Doller comportera des arbres et arbustes, principalement l'Aulne glutineux accompagné d'Erable sycomore et d'autres ligneux (cf. essences dans tableau).

Si des zones humides sont touchées (modalité B) :

Un dossier d'incidences « Loi sur l'eau » servira de guide à la compensation (superficie exacte).

Un site favorable (terrain communal) est envisagé (cf. carte précédente) où des remblais ont été déposés. Il comporte des arbres, ce qui nécessitera d'être très précautionneux dans la conduite du chantier.

L'enlèvement des remblais et le décaissement de la berge ne permettront pas de gagner plus que 1000 m² dans ce secteur. Donc si l'emprise sur les zones humides impactées excède les 1000 m², un autre site devra être recherché. La plantation sera du même type que celle de la mesure 2.

La mise en œuvre des mesures compensatoires est un préalable à l'aménagement de ce secteur AUs.

8.2.3.7. Sentheim

Les superficies requises pour la compensation dans le PLUi arrêté sont d'environ 1,7 hectares mais cette superficie n'est pas atteinte par manque de disponibilité de terrains.

Les mesures consistent en des plantations linéaires et surfaciques. L'objectif des mesures est l'amélioration de la trame verte et du paysage.

Des vergers ont notamment été proposés dans des pâturages ce qui g-ne peu l'agriculteur et procure de l'abri aux animaux.

Carte 40 : Sites de compensation à Sentheim dans le PLUi arrêté



⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Cinq parcelles sont retenues :

- Quatre en verger surfacique (parcelles 1 à 3) ou en rang (parcelle 4) ;
- Une en bosquet champêtre (parcelle 5).

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Verger			
Parcelle 1	4.807	Ouest, proche Doller rive droite	Verger surfacique sur terrasse haute (p.p. remblai), hors eau. Pâture
Parcelle 2	4.394	Nord Rive gauche Doller	Verger surfacique sur partie la moins humide
Parcelle 3	3.794	Nord Rive droite Doller	Verger surfacique en continuité avec verger assez jeune préexistant (pâture).
Parcelle 4	1.451	Sud-Ouest proche chapelle	Verger en rang dans pâture
Plantation champêtre			
Parcelle 5	490	Nord-Ouest rive gauche Doller	Arbres et arbustes, au contact de la terrasse haute
	14.936 m²		


Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUp
AUs
Ne
CLIMAX, Fév. 2022 sous QGIS 3.10
35383.271
1
2
3
4
5
0
100
200 m



Parcelle 1 à Sentheim : Pâturage non inondable sans contrainte particulière (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 1, extrémité Ouest, hors lit majeur de la Doller (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 2 : pâture en rive droite de la Doller traversée, côté Ouest par un ruisselet, à éviter lors de la plantation des fruitiers (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 : arbres fruitiers à planter préférentiellement sur la partie haute le long du chemin (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3 : Pâture mésophile en rive droite de la Doller, vraisemblablement sur des remblais. Jouxte un verger existant à l'aval. Le verger à planter devra tenir compte du sol sans doute très caillouteux et peu évolué : préparation soignée du sol. (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 5 : Pâture mésophile en rive gauche de la Doller. Une plantation champêtre y est prévue. La présence d'une ligné électrique nécessitera d'utiliser des arbustes à l'aplomb des fils (CLIMAX, février 2022)

8.2.3.8. Sewen

A Sewen, les superficies requises sont faibles, d'autant si l'on soustrait les parties anthropisées. Par conséquent, la compensation surfacique n'est pas requise.
La compensation se portera de manière qualitative sur l'aménagement du secteur en introduisant à bon escient des arbres isolés (ex : fruitiers) et des stades arbustifs. On veillera à n'utiliser que des végétaux locaux.
L'intégration paysagère tiendra compte des formes d'urbanisme typique de ce village de montagne.



L'aménagement au contact avec le bâti existant est à soigner (CLIMAX, décembre 2019)

⚠ Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Le besoin compensatoire est estimé à 0,16 hectare.

Trois sites sont envisagés à la plantation d'arbres et d'arbustes dont la totalité (0,11 ha) est légèrement supérieure au besoin. L'objectif est surtout paysager afin de compenser la perte paysagère par l'urbanisation du secteur AU à l'Ouest carte).

Trois parcelles sont envisagées à la plantation :

- La parcelle 1, dans le prolongement du local technique de la commune fera l'objet d'un seul alignement.
- La parcelle 2 située au contact de la cour de l'école sera plantée sur son grand côté Nord pour conserver une superficie prairiale aux enfants.
- La parcelle 3 fera l'objet d'un aménagement paysager au contact de la mairie et de la Doller

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Plantations			
Parcelle 1	165	Prolongement du local technique de la mairie	Alignement de fruitiers de taille limitée, pas trop densément plantés et à > 2 m de la limite de parcelle
Parcelle 2	700	Arrière école, au contact de la cour	Fruitiers et/ou arbres d'ornement mais locaux. Veiller à ne pas générer trop d'ombre pour les riverains à l'arrière de la parcelle. Planter à distance > 2 m de la limite Nord de la parcelle.
Parcelle 3	266	Triangle devant la mairie	Fruitiers bas. Uniquement des essences locales, pas de cultivars.
	1.131 m²		

Localisation des parcelles compensatoires, à planter :





Parcelle 1 à la sortie du village de Sewen vers le Lac d'Alfeld : alignement de fruitiers espacés (Climax, février 2022)



Parcelle 2 du préau de l'école à Sewen : fruitiers ou arbres locaux (Climax, février 2022)



Parcelle 3 en face de la Mairie le long du Seebach à Sewen : plantations basses prévues (Climax, février 2022)

8.2.3.9. Soppe-le-Bas

La valeur guide ne termes de superficie porte sur 1 hectare environ.

Les mesures cherchent à améliorer une zone humide, la Trame verte et bleue et la qualité paysagère. Elles sont localisées au Nord et Nord-Est de la commune et l'une d'elle concerne pour partie la commune de Burnhaupt-le-Haut (carte suivante).

Deux mesures sont proposées dans le PLUi arrêté :

- La restauration d'un tronçon du fossé sur 5000 m² ;
- La plantation de boisements linéaires sur 2500 m².

La restauration du fossé consiste à retailler un petit lit majeur autour du fossé afin de générer une zone humide de 5 m de large environ. Le fossé sera renaturé en le faisant méandrer et en plantant des espèces hygrophiles (Alnus glutinosa, Prunus padus, Salix cinerea, Vibrunum opulus).

Les plantations champêtres alterneront les essences et les structures : bosquet arborescent, arbre isolé, alignement de fruitiers, haie arbustive.

Carte 41 : Sites de compensation à Soppe-le-Bas dand le PLUi arrêté



⚠ **Du PLUi arrêté au PLUi approuvé**

Suite aux échanges avec la commune (réunion du 18/01/2021), deux types de mesures sont envisagées :

- La plantation, principalement avec des fruitiers de parcelles qui en sont dépourvues.
- Le décaissement le long du Soultzbach pour compenser des pertes de zone humide.

La première répond aux pertes de paysage et de biodiversité ordinaire du site AU. La seconde aux altérations sur les zones humides sur ce même site.

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Verger			
Parcelle 1	2.524	Parcelle au lieu-dit Allmend, contact forêt	Plantation sur pré existant de fruitiers locaux et hautes-tiges Parcelle cultivée à semer au préalable avec un mélange diversifié de graminées.
Parcelle 2	3.621	Angle entre rue des Vignes et rue de Guewenheim	Eloignement au préalable des végétations d'exotiques (Renouée du Japon) en veillant à ne pas disséminer ces végétaux.
Plantation champêtre			
Parcelle 3	7.010	Long de la RD83	Stockage de matériaux agricoles et fumier à évacuer préalablement. Pointe nord est humide
B. Restauration zone humide			
Parcelle 4	7.633	Rive droite du Soultzbach	Décaissement en rive droite pour améliorer la capacité de stockage du cours d'eau et créer une zone favorable à la biodiversité.
	20.789 m²		

Plantations :

Il s'agit majoritairement de plantations de fruitiers auxquelles mêlera des arbustes et des arbres adaptés au contexte pédo-climatique selon les stations.

Le choix des essences de fruitiers est laissé à l'appréciation des acteurs et s'appuiera sur les recommandations faites plus haut.

La parcelle N°1 cultivée à l'Ouest nécessitera préalablement un semis diversifié d'herbacées. Se référer à la liste d'espèces et aux recommandations en la matière.

La parcelle N°2 comporte des exotiques qu'il faudra à éliminer en limitant le risque de dissémination des individus (Renouée du Japon). On conservera les arbres déjà présents sauf en cas d'individu en mauvais état sanitaire qui sera alors remplacé

La parcelle N°3 (pour partie déjà plantée) sera principalement plantée de ligneux champêtres. Un alignement de fruitiers est à réaliser le long du chemin en continuité.

Les parties plantées seront soustraites à l'usage de dépôt actuel d'une partie de la parcelle. Un travail du sol tassé par les dépôts est à mener au préalable avec semis d'herbacées (mélange identique à celui de la parcelle 1).

Zone humide le long du Soultzbach

Cette parcelle (section 22) est sous maitrise communale et peut être aménagée.

La création d'une annexe hydraulique en rive droite (extérieur de méandre) nécessite l'export sur une surface d'environ 2.500 m². On veillera à ne pas affecter la ripisylve du Soultzbach qui est bien fournie à cet endroit.

Le profil de l'annexe, **reliée à l'aval** au Soultzbach, favorisera les pentes douces favorables à la flore et des profondeurs variées.

L'accès à l'annexe sera soustrait aux bovins qui pourraient utiliser la parcelle et la gestion sera extensive (fauche des marges 1 à 2 fois/an).

L'EPAGE de la Largue est à solliciter pour suivre l'opération d'un point de vue technique et donner des conseils.



Exemple de profil d'annexe à rechercher :





Sources : BÜRO WOLF, RIVER CONSULT et Al (2010)


Parcelles pour les compensations (N°)
Sites AU :
AUp
CLIMAX, Fév. 2022 sous QGIS 3.10
1
2
3
4
A
Ai
N
Ni
Nh
UE
UP
US
AUp
0
100
200 m



Parcelle 1 : culture d'annuelles au contact de la forêt, lieu-dit Allmend. Les fruitiers seront installés sur u pré de fauche, un semis d'essences locales est à réaliser (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 au Nord-Ouest du village (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 2 : faible potentiel de plantation car des fruitiers y ont été installés cet hiver (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3 le long de la RD83, à l'Est du village : Potentiel important mais espace majoritairement utilisé pour du stockage de bois et de matériel agricole. Des travaux préalables sont à réaliser (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 3 : Seule la pointe Nord, un peu humide, est exempte d'usage à ce jour (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 le long du Soultzbach : le profil montre la partie (à gauche) qu'il faudra décaisser pour créer un ezone humide connectée à la rivière (CLIMAX, février 2022)



Parcelle 4 : Gros peuplier à conserver en rive droite du Soultzbach (CLIMAX, février 2022)

8.2.3.10. Soppe-le-Haut (Haut-Soultzbach)

Deux mesures sont proposées au Nord du ban communal dans le PLUi arrêté :

- La plantation de haies, bosquets pour améliorer la Trame verte ;
- La plantation d'un verger sur versant.

Les boisements linéaires sont envisagés sur des terrains communaux, principalement des chemins, afin de relier des entités boisées. Les essences à proposer sont champêtres avec des arbres (Acer campestre, Acer pseudoplatanus, Malus sylvestris, Sorbus torminalis) et des arbustes (Crataegus monogyna, Evonymus europaeus, Prunus spinosa, Pyrus pyraster, Viburnum opulus). Des fruitiers peuvent aussi être mis en place (cerisier, pommier, noyer, quetschier). Les structures sont à varier (arbustif, arborescent, plantation dense, espacée).

Le verger est sur le versant gauche du Soultzbach dans un secteur intéressant mais qui subit des impacts répétés ces dernières années affectant sa qualité (drainage, urbanisme, coupes de ligneux).

Carte 42 : Sites de compensation à Soppe-le-Haut dans le PLUi arrêté



Du PLUi arrêté au PLUi approuvé

Un seul site a été retenu comme pouvant faire l'objet d'une amélioration de son état avec une bonne maitrise foncière.

La mesure consiste à planter de fruitiers le flanc Est du promontoire où est installée l'Eglise de Soppe-le-Haut.

Cette superficie (223 m²) ne couvrant pas les besoins de la commune en compensation (5800 m²), des superficies compensatoires d'autres communes proches y contribuent.

Nature	Superficie (m²)	Localisation (cf. carte)	Descriptif
Verger			
Parcelle 1	223	Flanc Est, site de l'Eglise	Verger en rang avec petits arbres (quetschiers, mirabelliers, pommiers)

223 m²





Parcelle 1 à Soppe-le-Haut : flanc Est de l'Eglise. Potentiel de plantation réduit (fruitiers prévus) (CLIMAX, février 2022).



Parcelle 1 à Soppe-le-Haut : Enrichissement en fruitiers (CLIMAX, février 2022).

PLUi APPROUVE
Bilan surfacique des mesures par commune : 12,9 hectares (visé : 12,8)

Commune	Parcelle (N°)	Mesure	Sup. (m²)
Burnhaupt-Le-Bas	1	Boisement alluvial	5647,9
	2	Verger	5835,87
	3	Verger / bosquet champêtre	24727,21
	4	Verger / bosquet champêtre	7999,07
	5	Verger	3188,31
	6	Bosquet arbustif	1542,45
Burnhaupt-Le-Haut	1	Verger / Bosquet champêtre	8026,59
	2	Décaissement berge	1001,48
	3	Décaissement berge	1436,85
	4	Boisement alluvial	3191,75
	5	Boisement alluvial	962,03
Guewenheim	1	Verger	309,81
	2	Verger	1839,96
	3	Verger	1336,99
	4	Bosquet champêtre	759,61
	5	Bosquet champêtre	571,52
	6	Boisement alluvial	748,19
Lauw	1	Verger	3137,42
	2	Verger	729,51
	3	Boisement alluvial	640,11
	4	Verger	568,2
	5	Verger	3417,75
	6	Verger	1515,12
Masevaux	1	Verger	1465,34
	2	Verger	1852,88
	3	Verger	1632,2
	4	Bosquet champêtre	1623,33
	5	Verger	222,46
	6	Verger	1880,47
Oberbruck	1	Boisement alluvial	1375,36
	2	Zone humide	1507,25
	3	Verger	1142,06
Sentheim	1	Verger	4807,07
	2	Verger	4393,89
	3	Verger	3794,21
	4	Verger	1451,23
	5	Bosquet champêtre	489,55
Sewen	1	Verger	165,01
	2	Verger	699,81
	3	Verger arbustif	266,27
Soppe-Le-Bas	1	Verger	2524,29
	2	Verger	3621,34
	3	Bosquet champêtre	7010,16
	4	Annexe alluviale	7632,97
Soppe-le-Haut	1	Verger alignement	223,23
		TOTAL	12,9 ha

9. SUIVIS DE L'EVOLUTION DU P.L.U.I.

Les effets du PLUI doivent notamment être examinés sur les secteurs ouverts aux constructions pour l'habitation et les activités économiques.

Les conséquences du zonage et des règles des différentes zones, particulièrement là où des enjeux ont été identifiés, sont également à suivre.

Le suivi à également vocation à vérifier les hypothèses émises au préalable et au besoin de les corriger à travers des actions concrètes.

Le suivi porte sur les effets du PLUI et des mesures préconisées et s'appuie sur des indicateurs de l'état de l'environnement.

9.1. TYPES D'INDICATEURS

Les indicateurs ont plusieurs rôles :

- Vérifier que les effets du PLUI sont conformes aux prévisions faites lors de son élaboration ;
- Identifier les éventuels impacts négatifs imprévus de la mise en œuvre du PLUI ;
- Suivre la mise en place des mesures de réduction et de compensation et s'assurer de leur efficacité.

Les indicateurs proposés sont des indicateurs de résultat. La plupart sont des indicateurs quantitatifs (indicateurs chiffrés issus de bases de données statistiques et/ou géomatiques). Ils sont complétés par quelques indicateurs qualitatifs (appréciation avec une dimension plus subjective mise au regard de l'objectif et de l'enjeu énoncés par le critère).

Pour le suivi de ces indicateurs, la fréquence de suivi retenue est basée sur la durée du PLUI, soit 10 ans.

Le choix des indicateurs s'est fait suivant les paramètres de :

- *Pertinence* : la mesure doit décrire effectivement le phénomène à étudier
- *Simplicité* : l'information doit être obtenue facilement, à faible coût et être facilement utilisable
- *Sensibilité* : l'indicateur doit varier de manière significative pour identifier les effets
- *Disponibilité, périodicité et pérennité* des données
- *Objectivité :* existence de données mesurables permettant d'objectiver le suivi du PLU.

➔ Un suivi et un bilan mi-parcours par rapport aux objectifs PLUi sont à prévoir.

9.2. LISTE DES INDICATEURS PROPOSES

Tableau 40 : Liste des indicateurs du PLUI

THEMES	INDICATEURS	*Origine des données, mode de calcul et modalités de suivi*
SOLS	- Consommation foncière annuelle - Surfaces imperméabilisées (bâti et infrastructures linéaires) cumul - Economie d'espace : Part des surfaces urbanisées hors dents creuses	Déclarations des permis de construire et d'aménager (emprises au sol cumulées) Calcul SIG par photo-interprétation Suivi des espaces urbanisés hors tache urbaine ou dans les AU du zonage
EAU	- Qualité bactériologique et chimique de l'eau distribuée (taux de conformité) - Disponibilité de la ressource en eau (= pression sur la ressource) : - % de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace - Volume d'eau consommé / habitant / an - Nombre de parcelles aménagées (AUp, AUs, AUu) avec infiltration directe à la parcelle	Suivi DREAL Suivi DREAL /// EqHab raccordés/capacité du réseau = (population ayant accès à un système d'assainissement efficace / population totale) x 100 Suivi MISE Nb déclarations à la CCVDS
AIR	- Emissions annuelles domestiques des différents types de polluants - Emissions annuelles industrielles des différents types de polluants	Suivi ASPA Suivi ASPA, DREAL
BIODIVERSITE	- Surface de zones forestières et boisées (y compris bosquets et haies) - Surface de prés-vergers périurbains - Evitements effectifs lors des aménagements (arbres, fossés, zones humides) - Surface arborée ou nb d'arbres à préserver (L.151-23) ayant été déboisée / abattus - Surface arboré ou nb d'arbres à préserver (L.151-23) ayant été compensée par reboisement équivalent sur la commune	Suivi SIG, demandes de défrichement (DDT) Suivi cartographie SIG Suivi lors de travaux déclarés en mairie Suivi lors de travaux déclarés à la CCVDS Suivi lors de travaux déclarés à la CCVDS
ZONES HUMIDES	- Surface de zones humides identifiées - Surface de zones humides préservées	Calcul SIG : ZHR SAGE Doller + ZH SAGE Largue + ZH Climax + compléments
TRAMES VERTES ET BLEUES	- Surface (ha) de zones protégées par des Espaces Boisés Classés - Arbres remarquables maintenus - Orientations de l'OAP Trame Verte et Bleue effectivement respectées	Calcul SIG Travaux réalisés en régie par la CCVDS Vérifications de terrain
AGRICULTURE	- SAU - Surface agricole cultivée / Surface agricole consommée annuellement par les aménagements - Nombre d'exploitations agricoles - Nombre de sorties d'exploitation créées	Suivi RGA, CCVDS, communes Suivi RGA, CCVDS, communes Suivi RGA, CCVDS Déclaration/permis enregistrés
ENERGIE ET GES	- Nombre de panneaux solaires en toiture ayant fait l'objet d'une demande de subvention et puissance cumulée produite (estimation) - Nombre de centrales solaires au sol et surface cumulée - Energie consommée en autoconsommation	Déclarations en CCVDS, ADEME, CAUE Déclarations en CCVDS, DREAL, ADEME
TRANSPORT	- Nombre de pistes cyclables aménagées et linéaire cumulé correspondant - Nombre de cheminements piétons aménagés et linéaire cumulés correspondant - Evolution du trafic routier quotidien sur les RD communales - Nombre de places de stationnements disponibles - Réalisations (qualitatif et quantitatif) au titre de l'OAP Mobilités	Travaux réalisés (communes, CCVDS ou département) Travaux réalisés (communes, CCVDS ou département) Conseil Départemental Suivi communes Suivi communes
PAYSAGE ET CADRE DE VIE	- Surface de vergers périurbains préservés - Linéaire de cheminements piétons intra-urbains - Nombre de vues paysagères remarquables maintenues	Suivi CCVDS (SIG, photo-interprétation) Suivi selon travaux déclarés en CCVDS, mairies Vérifications de terrain
RISQUES ET POLLUTIONS	- Nombre de sinistres dus à une inondation - Nombre et surface des installations (zones imperméabilisées) et de constructions (individuelles/entreprises) en zone inondable du PPRi	Suivi communes, CCVDS, DDT68
MESURES COMPENSATOIRES	- Surfaces de mesures compensatoires effectivement réalisées ; - Etat de la valeur des sites selon les valeurs recherchées : eau, sols, paysage, biodiversité	Suivi interne CCVDS ; études écologiques ciblées de la qualité des végétations et espèces : Mammifères terrestres, Oiseaux, Reptiles, Amphibiens, Insectes + gestion observée
EVOLUTION DU BATI	- Nombre de logements neufs créés et densité de logements/ha - Nombre de logements rapportés à la superficie artificialisée - Nombre de logements anciens réhabilités - Surfaces urbanisées en extension urbaine, en renouvellement urbain et par remplissage des espaces interstitiels - Part des logements individuels, intermédiaire et collectifs - Surfaces urbanisées dans les zones d'activités	Suivi CCVDS et communes / SCoT
Patrimoine	- Nombre de bâtiments anciens remarquables et éléments du petit patrimoine détruits /sauvegardés par an	Suivi communes et CCVDS

10. CONCLUSION

La prise en compte de l'environnement dans l'élaboration du PLUI s'est appuyée d'une part sur les prescriptions du SCOT ; d'autre part sur la connaissance du territoire dont celle sur les secteurs proposés à l'extension urbaine.

Les éléments environnementaux ont été apportés tout au long de l'élaboration du schéma d'urbanisme auprès des rédacteurs du PLUi et du maître d'ouvrage.

Des mesures d'évitement, formalisées dès le zonage, afin de soustraire à l'urbanisation les entités du réseau Natura 2000, des sites patrimoniaux, de la majorité des zones humides ou de secteurs identifiés par le PPRI de la Doller.

Le surzonage à vocation environnemental permet de donner un statut de protection à de nombreux boisements, particulièrement vital en milieu ouvert.

Le travail s'est poursuivi dans les Opérations d'Aménagement et de Programmation sectorielles où d'autres mesures d'évitement (bosquets, arbres remarquables, zones humides) et de réduction d'impacts (gestion des eaux pluviales) ont été retenues.

Les OAP thématique Paysage et Trame Verte et Bleue ont été enrichies à partir des éléments du diagnostic de terrain.

Ces concrétisations dans le PLUi traduisent la prise en compte de l'environnement dans le PLUi de la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach.

L'analyse des effets négatifs du PLUI s'est portée sur :

- Les secteurs à urbaniser (AU et AUu) ;
- L'ensemble des thèmes environnementaux touchés par le projet.

Cette analyse qui tient compte des valeurs touchées, des parties évitées conclut à la nécessité de mettre en place des mesures de compensation, en particulier pour les communes sollicitant des extensions substantielles.

Il s'agit principalement de compenser la perte de qualité paysagère et de biodiversité ordinaire à travers des plantations disposées sur des parcelles appartenant principalement aux communes. Ces plantations contribuent aussi à activer la pédogénèse, elles régulent mieux les eaux et le climat local.

Suite à l'enquête publique, le PLUi a été amendé et la séquence Eviter-Réduire-Compenser a été enrichie :

- L'évitement est accru avec notamment la suppression de la quasi-totalité des réserves foncières AUu, la suppression de plusieurs zones AU à enjeux environnementaux identifiés, une meilleure protection des zones humides, une préservation de corridors écologiques du SRCE, de nouvelles zones agricoles et naturelles inconstructibles….
- La réduction est aussi amendée avec l'ajout d'une OAP risques, d'une annexe architecturale, d'ajout de bâtiments au Règlement graphique et de préconisations complémentaires dans les OAP sectorielles.
- Les compensations sont ajustées, localisées et leur mise en œuvre précisée pour chaque zone AU ouvertes à l'urbanisation. Des mesures sont également prises pour revoir les zonages Natura 2000 et y intégrer de nouveaux secteurs (déjà rendus inconstructibles dans le PLUi).

Le bilan environnemental est donc globalement amélioré sur le territoire de la CCVDS.

11. METHODOLOGIE

11.1. ELEMENTS DE DIAGNOSTIC, PERSPECTIVES D'EVOLUTION

Le diagnostic s'appuie principalement sur l'état initial réalisé par CLIMAX pour le rapport de présentation.

Des investigations de terrain ont été menées dans les secteurs susceptibles d'être urbanisés (AUp, AUs et AUu) ou dans des parties (U) ou des Opération d'Aménagement et de Programmation (OAP).

11.1.1. METHODES DES INVENTAIRES DE TERRAIN

Les observations dans les espaces couverts par des OAP et les zones AUu ont porté sur le milieu physique, la biodiversité et le paysage (dont cadre de vie).

Une cartographie des milieux (habitats au sens phytosociologique) et des zones humides avérées ou potentielles a été réalisée ainsi que des observations ponctuelles de faune (mammifères, oiseaux, reptiles, insectes) et de flore. Cependant tous les sites ouverts à l'urbanisation n'ont pu être cartographiés et observés en raison de changements au dernier moment des choix des sites.

Une évaluation de l'état de conservation des milieux a été réalisée et une évaluation des enjeux, basée notamment sur les statuts de rareté et de menace des espèces et des habitats a été réalisée dans les espaces investigués.

Un intérêt particulier est porté aux sites Natura 2000, aux ZNIEFF de type I et aux Zones Humides mais la biodiversité ordinaire, les trames vertes locales, les nuisances et loisirs de proximité sont tout autant pris en compte à la mesure de leurs enjeux au regard du projet urbain.

Les expertises environnementales se sont déroulées en période de végétation et d'activité principale de la faune, de 2018 à 2019 (J-Ch. DOR & N. FORESTIER / CLIMAX)

11.1.2. CARTOGRAPHIE NUMERIQUE SOUS SIG

Les données ponctuelles (observations d'espèces) et surfaciques (végétations/habitats, zones humides) sont numérisées sous Quantum GIS.

Les données attributaires de ces objets sont renseignées dans la table associée à la couche correspondante.

Pour les habitats, la table comporte un nombre de champs relatifs à la nature de la végétation, sa part dans le polygone, les codes correspondants (Corine, Natura 2000), sa nature humide (le cas échéant), les atteintes observées (impacts), l'état de conservation et la valeur intrinsèque.

Des cartes sont éditées dans les secteurs à enjeu (AU, AUu) relativement aux espèces observées, à la végétation, aux valeurs et aux zones humides.

Des éléments fournis par le rédacteur du PLUI sont exploités pour quantifier certains effets du document d'urbanisme.

Le calcul des superficies sous QGIS sert à évaluer les superficies d'habitats susceptibles d'être touchées par les aménagements prévus par le PLUI.

Les autres cartes ont été réalisées à l'aide des tables numérisées établies par le SCoT (T0, DOO…) et par les acteurs de la mission d'urbanisme.

11.1.3. VALEURS ET ENJEUX

Cette partie propose une hiérarchisation des enjeux qui s'appuie sur une connaissance de l'ensemble du territoire et sur tous les items environnementaux.

De manière plus approfondie, une évaluation des enjeux environnementaux est réalisée plus finement à l'échelle des zones prévues à l'urbanisation dans le temps du PLU.

11.2. ANALYSE

11.2.1. COMPATIBILITE

L'exercice de l'Evaluation Environnementale consiste à confronter le projet de territoire défini dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal et les enjeux environnementaux identifiés.

Ainsi, l'évaluation se base sur les documents constitutifs du rapport de présentation, en particulier sur l'Etat Initial de l'Environnement et analyse l'ensemble des documents constitutifs du PLUI: Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), Zonage et Règlement.

L'évaluation porte sur l'ensemble des rubriques énoncées dans la règlementation. Elle vérifie la comptabilité du projet avec les différents plans et programmes et énonce les incidences possibles du projet de PLUI sur l'environnement.

Les éléments de compatibilité sont déclinés et détaillés par comparaison entre leurs objectifs et le projet de PLU.

L'Evaluation Environnementale pointe également les écarts (ou points de discordance) du PLUI avec ces documents d'intérêt supérieur pour informer le lecteur ou pointer les possibilités d'amélioration, sans toutefois remettre en cause le projet de PLU.

11.2.2. EVALUATION DES INCIDENCES DU PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT

L'évaluation des incidences sur l'environnement a été réalisée en superposant les zones à urbaniser issues du dernier projet de PLUI aux données environnementales (zones humides, PPRi, risques, SRCE, ZNIEFF, ressources en eau/AEP, etc.) et diagnostic de terrain (occupation des sols, habitats, faune, flore, zones humides, paysage, etc.) – notamment dans les zones destinées à l'urbanisation.

L'exercice de l'Evaluation Environnementale consiste à confronter le projet de territoire défini dans le PLUI et les enjeux environnementaux identifiés.

Même si une comparaison des zonages du PLUI approuvé et du PLUI en cours présente un intérêt pour comprendre les choix d'urbanisme qui sont faits et retracer les évolutions du projet à travers, il ne s'agit donc pas de comparer les anciens documents d'urbanisme avec le projet intercommunal - forcément plus vertueux car répondant aux exigences de la loi ALUR et de documents supracommunaux comme le SCoT – mais bien de traiter les incidences du projet de PLUI en cours sur les valeurs de l'environnement.

L'évaluation se base sur les documents constitutifs du rapport de présentation, en particulier sur l'Etat Initial de l'Environnement et analyse l'ensemble des documents constitutifs du PLUI : Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), Zonage et Règlement.

Ainsi, l'ensemble du projet de PLUI a fait l'objet d'une analyse attentive. Celle-ci ne se limite pas aux zones à urbaniser dans le temps du PLUI (AU), mais étudie également les réserves foncières (AUu), les dents creuses urbaines (= boisement susceptible d'être détruit par densification), les Emplacements Réservés et les possibilités de constructions dans les zones naturelles et agricoles (ex : possibilités de sorties d'exploitation, projet de méthanisation, protection des éléments de la trame verte dans l'espace urbanisé ou agricole, éléments du règlement associés, OAP, etc.).

Concernant l'analyse des effets sur le climat, les déchets, les nuisances ou les émissions de GES, l'analyse des incidences tente d'apporter des éléments quantitatifs permettant d'enrichir l'approche qualitative. Cette analyse présente cependant des limites, notamment en raison de la difficulté d'effectuer des

modalisations ou de disposer de chiffres de références utilisables dans le cadre du PLUI. L'étude compare par exemple les capacités de production d'eau potable, de traitement des eaux usées et de prise en charge des eaux pluviales au regard des besoins nés de la croissance démographique de la commune. Elle examine la position des zones à urbaniser par rapport aux cours d'eau, aux zones humides, aux zones inondables et aux périmètres de protection des captages d'eau potable.

L'évaluation des incidences du projet sur le paysage procède notamment d'une anticipation des évolutions déclenchées par l'ouverture ou le retrait d'espaces à urbaniser et de la compatibilité au DOO du SCOT (charpente paysagère).

Incidences sur les sites Natura 2000 : Une attention particulière est portée aux interférences du plan avec les sites Natura 2000. Les incidences sur les habitats naturels découlent directement de l'emprise des zones à urbaniser ou constructibles. Les impacts sur les espèces qui ont justifié l'inscription des sites Natura 2000 sont évalués en examinant les interférences possibles avec les espaces contribuant à leurs fonctions vitales (reproduction, alimentation, migrations, hivernage).

BILAN : Un bilan est alors réalisé pour évaluer le besoin de mesures d'insertion environnementales. Ce bilan intègre les impacts sur les sols, sur l'eau, la biodiversité, les paysages, le climat (émission de CO_2 et de GES notamment), etc.

11.2.3. MESURES D'INSERTION ENVIRONNEMENTALE – DEMARCHE E-R-C

Le bilan des incidences du PLUI sur l'environnement a été soumis à la CCVDS afin d'identifier les possibilités d'évitement et de réduction permettant de maintenir des valeurs environnementales importantes.

Afin d'atteindre un bilan environnemental équilibré, des mesures d'insertion environnementale ont été proposées :

- Des mesures d'évitement et de réduction, proposant de nouvelles alternatives au projet d'aménagement
- Des mesures compensatoires, imaginées dans le but de compenser les impacts négatifs résiduels après application des mesures précédentes.

La communauté de communes s'est alors engagée à mettre en place des mesures d'évitement et de réduction.

Avant adoption, les nécessités et possibilités des mesures de compensation ont été exposées à travers une note intermédiaire à destination des communes de la CCVDS.

Les propositions de mesures environnementales seront élaborées dans un souci d'économie d'espace et de rationalité selon la procédure « Evitement-Réduction-Compensation » (ERC).

Les mesures visent toutes les valeurs environnementales qui sont affectées notablement par le projet de planification urbaine de la CCVDS de manière proportionnée aux enjeux et à l'intensité des impacts prévisibles.

Ces mesures sont généralement plurifonctionnelles et visent plusieurs thèmes environnementaux : sols, biodiversité, trame verte et bleue, paysage, cadre de vie, risques, etc.

Chaque mesure est décrite de manière synthétique dans ses objectifs, sa localisation et sa mise en œuvre (acteurs).

Le choix des sites a fait l'objet de propositions discutées dans les conseils municipaux. D'autres propositions ont été faites par les communes ce qui a conduit à faire un choix (visite de terrain) au regard des objectifs recherchés et d'aspects plus pratiques. L'ensemble des sites retenus est illustré par des photographies légendées avec des recommandations.

11.3. DIFFICULTES RENCONTREES

L'élaboration de l'évaluation environnementale est confrontée certaines difficultés :

- Bonne connaissance de l'état initial ;
- Evaluation des effets du projet de PLUi ;
- Mise en œuvre des mesures ERC.

11.3.1. NIVEAU DE CONNAISSANCE

Des relevés habitats-faune-flore et des expertises zones humides (entrée habitats) ont permis de disposer d'une connaissance supérieure à la moyenne des PLU. Cependant, la connaissance de tous les sites AU n'est pas uniforme, certains sites ayant été communiqués trop tardivement par le maître d'ouvrage, alors que la période favorable aux investigations était révolue. Inversement des sites ont été expertisés mais n'ont pas été retenus.

Certains relevés ont aussi été réalisés en période peu favorable aux inventaires. Dans cette situation, les habitats ont été analysés par rapport à leur potentiel.

Par conséquent, de rares sites ne sont pas connus en termes de biodiversité ou de manière non satisfaisante pour une évaluation fine.

D'autre part, le niveau de connaissance s'avère bien souvent insuffisant dans les trois sites Natura 2000 pour bien articuler l'évaluation environnementale.

11.3.2. EVALUATION DES EFFETS

L'évaluation des effets d'un document d'urbanisme est difficile en raison des imprécisions du projet au stade de l'étude, *a fortiori* quand l'OAP n'est pas requise pour les secteurs AUu.

Dans les sites Natura 2000, les rédacteurs de l'évaluation se heurtent au problème de l'insuffisance des données espèces justifiant les sites.

Les incidences du PLUI sur le trafic, les nuisances (voisinage), les émissions de CO_2 ou de GES sur le climat, les déchets ou l'assainissement sont souvent délicates à appréhender de manière précise. Elles s'appuient sur des données de référence parfois anciennes et ne reposent pas sur des modélisations étayées, tenant compte par exemple de l'évolution des pratiques en matière de tri des déchets, sur les performances énergétiques des bâtiments à construire ou les capacités du réseau d'assainissement…

La mise en œuvre des mesures est également rendue difficile par la difficulté d'évaluer certains impacts (notamment GES, imperméabilisation des sols, etc.).

11.3.3. MISE EN ŒUVRE DES MESURES

La mise en œuvre des mesures d'évitement a été réalisée dans de bonnes conditions, grâce à un travail étroit avec l'équipe des urbanistes (lot 1). Elle a pu se poursuivre sur certaines Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

En revanche, l'élaboration des deux autres catégories de mesures a rencontré de grandes difficultés en raison de contraintes de temps qui n'ont pas permis de rencontrer suffisamment les acteurs clefs.

La mise en œuvre des mesures de réduction a été peu développée au sein des OAP, sauf ponctuellement.

La mise en œuvre des mesures de compensation a été très contrainte par le délai de réalisation de l'évaluation environnementale et l'objectif premier du maître d'ouvrage d'arrêter le PLUi. Ces compensations ont été affinées, localisées précisément et décrites dans le PLUi approuvé. La CCVDS s'engage fortement, via une convention, à leur réalisation qui conditionne l'urbanisation des zones AU.

12. ANNEXES

12.1. CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES COMPENSATOIRES

Cette convention correspond à l'engagement de la CCVDS à mettre en œuvre des mesures compensatoires sur son territoire, conditionnant l'ouverture à l'urbanisation des zones AU, en association avec les élus communaux concernés sur des terrain des collectivités. Elle sera cosignée à l'approbation du PLUi.

Communauté de Communes
de la Vallée de la Doller
et du Soultzbach

CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à la mise en œuvre des mesures compensatoires du PLUi

2021-2030

ENTRE

D'une part, la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach, représentée par son président, M. Christophe BELTZUNG,

ci-après « la CCVDS » ;

ET

D'autre part, les communes concernées par la réalisation des mesures compensatoires dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal représentées par les Maires à savoir :

- La commune de Burnhaupt-le-Bas représentée par M. Alain GRIENEISEN ;
- La commune de Burnhaupt-le-Haut représentée par Mme Véronique SENGLER ;
- La commune de Lauw représentée par M. Emile EHRET ;
- La commune de Masevaux-Niederbruck par M. Maxime BELTZUNG ;
- La commune de Oberbruck représentée par M. Jacques BEHRA ;
- La commune de Soppe-le-Bas représentée par M. Jean Julien WEISS ;
- La commune de Guewenheim représentée par M. Jean-Luc BARBERON ;
- La commune de Sentheim représentée par M. Bernard HIRTH ;
- La commune de Sewen représentée par M. Hubert Fluhr ;
- La commune du Haut-Soultzbach représentée par M. Franck Dudt ;

ci-après « les communes » ;

ci-après désignées ensemble par « les Parties » ;

Il est convenu ce qui suit.

PREAMBULE :

Le Conseil Communautaire en date du 30 décembre 2015 prescrivait l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;

Les objectifs poursuivis par la Communauté de Communes dans le cadre de l'élaboration du PLUi :

- Répondre aux objectifs généraux énoncés aux articles L110 et L121- 1 du code de l'urbanisme,
- Doter l'ensemble des communes d'un document de planification adapté et qui intègre les évolutions législatives récentes,
- Engager une réflexion à l'échelle de l'ensemble de la vallée afin de traduire le projet politique communautaire, tout en tenant compte des particularités communales,
- Renforcer l'armature et la cohésion interne de la vallée ainsi que la solidarité territoriale en tirant au mieux parti de la diversité et de la complémentarité des entités qui la constituent,
- Traduire localement les orientations du SCoT Thur Doller,
- Affirmer le positionnement du territoire par la prise en compte des interrelations avec les pôles urbains de proximité (agglomération mulhousienne, de Belfort, Cernay...), au sein d'un environnement transfrontalier.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal est un document réglementaire qui a vocation à :

- Exposer les intentions générales des communes quant à l'évolution de son territoire ; ces orientations sont formalisées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Définir les règles de constructibilité et de constructions en précisant où il est possible de construire, ce qu'il est possible de construire et comment ;
- Servir de référence à l'instruction des autorisations d'urbanisme (permis d'aménager, permis de construire, déclarations préalables, certificats d'urbanisme) ;

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal comprend une Evaluation Environnementale qui découle notamment de la présence sur le territoire communal de plusieurs sites Natura 2000 (ZSC et ZPS).

L'évaluation environnementale (EE) est requise dès lors que le projet est susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement. L'EE est issue de la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dite EIPPE.

L'évaluation environnementale consiste en une démarche d'aide à la décision accompagnant l'élaboration du document d'urbanisme, ici le PLUi, conçu comme un projet de développement durable (THIOLLIERE et *al.*, 2011). Le champ de l'étude ne se réduit pas à la biodiversité, il prend en compte tous les thèmes environnementaux du territoire.

L'objectif de l'évaluation environnementale est d'apporter une plus-value environnementale sur le territoire intercommunal. Elle consiste, à travers une démarche conduite avec les acteurs du document d'urbanisme, à obtenir une qualité environnementale optimale.

L'évaluation environnementale développe particulièrement :

• Les effets du projet urbain sur l'environnement du territoire ; Ces effets sont évalués sur les composantes environnementales, notamment celles qui apparaissent comme des enjeux pour le territoire ;
• Les choix d'aménagement portant sur des critères environnementaux ;
• Les mesures retenues par la collectivité pour éviter, réduire et au besoin compenser les effets du document d'urbanisme.

Afin d'atteindre un bilan environnemental équilibré, des mesures d'insertion environnementale ont été proposées dans le PLUi :
-Des mesures d'évitement et de réduction, proposant de nouvelles alternatives au projet d'aménagement ;
-Des mesures compensatoires, imaginées dans le but de compenser les impacts négatifs résiduels après application des mesures précédentes ;

Cette analyse qui tient compte des valeurs touchées et des parties évitées conclut à la nécessité de mettre en place des mesures de compensation, en particulier pour les communes sollicitant des extensions substantielles. Dix communes sollicitent des espaces destinés à de l'extension à des fins d'habitat ou d'activités économiques.

Il s'agit principalement de compenser dans ces communes la perte de qualité paysagère et de biodiversité ordinaire à travers des plantations disposées sur des parcelles appartenant principalement aux communes. Ces plantations contribuent aussi à activer la pédogénèse, elles régulent mieux les eaux et le climat local.

Les mesures visent toutes les valeurs environnementales qui sont affectées notablement par le projet de planification urbaine de la CCVDS de manière proportionnée aux enjeux et à l'intensité des impacts prévisibles. Ces mesures sont généralement plurifonctionnelles et visent plusieurs thèmes environnementaux : sols, biodiversité, trame verte et bleue, paysage, cadre de vie, risques, etc.

Elles sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou à proximité de celui-ci afin de garantir sa fonctionnalité de manière pérenne. Elles doivent permettre de conserver globalement et, si possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux (définition de l'art R.122-14, II du code de l'environnement).

Le Conseil Communautaire en date du 19 février 2020 a décidé d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes de la Vallée de la Doller et du Soultzbach pour le soumettre à la consultation des PPA et des communes, ainsi que le soumettre à enquête publique.

La consultation des Personnes Publiques Associées a révélé que plusieurs entités (Chambre d'Agriculture, Le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, l'autorité environnementale et la CDPENAF) trouvent que les mesures compensatoires dans le projet arrêté ont été réalisées sans concertation et que l'absence de traduction règlementaire dans les documents du PLUi conduit à la non mise en œuvre de ces mesures.

Conformément aux dispositions de l'article L153-21 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, est approuvé par délibération du Conseil Communautaire.

Le PLUi approuvé tiendra compte de ces remarques. Chaque mesure sera décrite dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles du PLUi de manière synthétique dans **ses objectifs, sa localisation, son moment de réalisation et les acteurs de la mise en œuvre.**

En effet, la Communauté de Communes a voulu réaliser une concertation plus accrue avec les communes concernées à la suite de l'enquête publique. **Cette concertation a permis de s'assurer de la faisabilité de la quasi-totalité des mesures compensatoires dans le temps.** Certaines nécessitent encore quelques négociations, mais des mesures complémentaires seront proposées en cas d'incapacité totale de réalisation.

Enfin, il est important de souligner que c'est la Communauté de Communes qui s'est engagée dans la réalisation de ces mesures compensatoires. Cela montre particulièrement l'engagement de la collectivité dans **la réalisation et le suivi concret de ces mesures compensatoires.**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de la coopération entre les parties pour la réalisation des mesures compensatoires du PLUi.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention permettra d'assurer : la réalisation, la protection, l'entretien et le suivi des mesures compensatoires du PLUi dans le temps et dans les conditions définies par la présente convention et ce pour toute la durée d'application de la convention. Celle-ci sera intégrée au PLUi approuvé afin d'ancrer le positionnement de la CCVDS sur les mesures compensatoires.

ARTICLE 2 : Programme de mesures compensatoires

2.1 Identification des sites de compensation

Dix Communes sollicitent des espaces destinés à de l'extension à des fins d'habitat appelées zones AU dans le zonage du PLUi. Toutes les zones AU sont reliées à des OAP « Orientation d'Aménagement et de Programmation », qui permettent la mise en œuvre d'un urbanisme de projet partagé entre l'aménageur et le projet de territoire de la collectivité.

Les OAP encadrent l'urbanisation des sites AU mais elles encadrent également les mesures compensatoires à réaliser en cas d'aménagement telles qu'elles figurent sur les plans et le descriptif joint à chaque OAP.

Chaque OAP localise les sites prévus à la compensation dans chaque commune mais dans le cadre de la concertation effectuée, lorsqu'un doute subsiste quant à la réalisation concrète d'une mesure sans impacter des autres acteurs dans la collectivité, une solution complémentaire sera proposée. Cette deuxième option inclura également une localisation et un descriptif.

2.2 Objectif des mesures compensatoires

La réalisation des mesures compensatoires permet de contribuer à la restauration et la préservation du patrimoine naturel. Dans le cadre d'un aménagement potentiel sur d'importantes surfaces, les compensations permettent des mesures de réduction d'impact probable sur l'environnement.

Cette mise en œuvre permet d'assurer le maintien à court, moyen et long terme l'accueil de la population tout en réduisant les nuisances induites dans l'environnement.

2.3 Détermination du calendrier de mesures compensatoires

La CCVDS, compétente en matière d'urbanisme et service instructeur pour les communes, s'engage à déterminer le moment de réalisation d'une mesure compensatoire et à informer une commune concernée dès lors qu'une mise en œuvre est nécessaire.

Pour ce faire, la CCVDS s'engage à mettre en œuvre la réalisation dès que :

- Un permis d'aménager sur une zone AU est accordé et concerne au moins 30% de la superficie totale de la zone AU ;
- Plusieurs permis de construire ou d'aménager se trouvent sur une zone AU du PLUi et que cumulés, ils atteignent au moins 30% de la superficie totale de la zone AU ;

La CCVDS qui réceptionne toutes les demandes d'autorisation d'urbanisme assurera le suivi afin de connaître à tout moment le pourcentage de remplissage des zones AU.

Dès que le taux de remplissage d'une zone AU atteint les 30% la CCVDS devra :

- Organiser une réunion avec la commune concernée afin de lui informer de toutes les dispositions à prendre ;
- Mettre en œuvre la compensation dans l'année *(selon les plantations à réaliser, certaines ne peuvent se faire uniquement sur une saison précise)* ;

ARTICLE 3 : Engagement de la CCVDS

La mise en œuvre des mesures compensatoires de chaque commune se fera sous la responsabilité de la CCVDS, elle en assure également l'exécution. La CCVDS s'engage à faire le suivi du taux de remplissage des zones AU et de communiquer avec les communes concernées sur ce taux.

Afin de répondre à l'objectif à long terme identifié, sont définis les principaux objectifs de la CCVDS :

- garantir la mise en œuvre et la programmation opérationnelle des mesures compensatoires ;
- réaliser les commandes et achat des essences nécessaires ;
- accompagner dans les travaux et mettre à disposition sur demande des outils que la CCVDS dispose et/ou les agents techniques intercommunaux selon leur disponibilité ;
- faire de l'animation et de la communication autour de ces actions ;
- suivre et évaluer l'évolution des mesures compensatoires ;
- réaliser un bilan sur les mesures compensatoires lors de la révision du PLUi ;

La CCVDS assurera, à ses frais, la gestion de tout contentieux en lien avec l'exécution des mesures compensatoires, les communes seront informées de toute action contentieuse ayant un lien avec l'exécution des mesures compensatoires.

ARTICLE 4 : Engagement des communes

Afin de répondre à l'objectif à long terme identifié, sont définis les principaux objectifs des communes, elles s'engagent :

- à ne pas entraver le bon déroulement de la mission de la CCVDS ;
- à mettre à disposition leur service des espaces verts sans contrepartie financière pour assurer la mise en œuvre et l'avancement des travaux ;
- à faire respecter par les moyens de droit approprié la destination prévue des parcelles accueillants les mesures compensatoires de manière à ce que les engagements respectifs de soient respectés pendant toute la durée de la convention ;
- à assurer la gestion et l'entretien des espaces accueillant les mesures (débroussaillage, fauchage, intervention sur les espèces exotiques et envahissantes)
- à assurer la pérennité des actions ;

- à participer au suivi de la CCVDS sur les mesures compensatoires ;

Les communes désireuses d'associer des partenaires (type école) pour associer les mesures compensatoires à des activités de sensibilisation, d'apprentissage ou autre sont en droit de le mettre en œuvre. Les communes peuvent solliciter la CCVDS dans le cadre d'un partenariat qui fera l'objet d'un avenant à la présente convention. L'organisation technique de ce type de projet complémentaire sera assurée par les communes.

ARTICLE 5 : Dispositions financières

Les communes participent par la mise à disposition des terrains de destination des mesures compensatoires sans contrepartie financière.

La CCVDS s'engage à financer les plantations nécessaires à la mise en œuvre des mesures compensatoires réalisées sous sa maîtrise d'ouvrage pendant toute la durée de la convention.

La CCVDS assure la gestion administrative et comptable de la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Les communes assurent la gestion et mise en œuvre technique des mesures compensatoires sans contrepartie financière.

Toute installation, plantation, aménagement supplémentaire non imposé dans l'OAP (type mobilier urbain) est à la charge des communes.

La CCVDS assure la recherche d'aide financière et subvention pour les plantations des mesures compensatoires.

Si les communes souhaitent anticiper la réalisation des mesures compensatoires elles devront le faire à leurs frais et en informer la CCVDS sans contrepartie financière.

ARTICLE 6 : Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties et expirera lorsque toutes les mesures compensatoires seront réalisées. Elle est amenée à être modifiée et reconduite lors d'une révision du PLUi.

Cette durée est à distinguer de celle de l'entretien des mesures compensatoires dont la vocation est d'être maintenues définitivement.

ARTICLE 7 : Avenant

Si l'une des parties souhaite modifier les modalités de la convention, elle devra en aviser l'autre partie par écrit (lettre et courriel). Les Parties se rapprocheront alors pour étudier ces modifications et leurs conséquences sur la convention. La convention devra, en cas d'accord, faire l'objet d'un avenant signé entre les Parties. À défaut d'accord entre les Parties dans les conditions susvisées, la convention sera considérée comme non modifiée.

ARTICLE 8 : Responsabilité pour faute dans l'exécution des obligations de la convention

La responsabilité d'une des parties ne pourra être recherchée si l'exécution de la convention est retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de contestations ou de litiges pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, préalablement à tout recours, un accord amiable.

ARTICLE 9 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des Parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation et à la bonne fonctionnalité de la mesure compensatoire. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Fait à Masevaux-Niederbruck, le ../..... / 2022.

Christophe BELTZUNG

Président

Alain GRIENEISEN	Véronique SENGLER
Maire de Burnhaupt-le-Bas	Maire de Burnhaupt-le-Haut
Emile EHRET	Maxime BELTZUNG
Maire de Lauw	Maire de Masevaux-Niederbruck
Jacques BEHRA	Jean Julien WEISS
Maire de Oberbruck	Maire de Soppe-le-Bas
Jean-Luc BARBERON	Bernard HIRTH
Maire de Guewenheim	Maire de Sentheim
Hubert FLUHR	Franck Dudt
Maire de Sewen	Maire du Haut-Soultzbach